

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Québec, le vendredi 18 janvier 1991

No 28

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Fédération des étudiants et étudiantes du Québec	2125
Association canadienne-française de l'Alberta	2131
Institut des manufacturiers de vêtements du Québec	2139
Chambre des notaires du Québec	2145
Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec	2151
Union des écrivaines et écrivains québécois	2155
Fin des audiences publiques	2161

Intervenants

M. Michel Bélanger, président

Mme Louise Harel

M. Gérald Larose

M. Sébastien Allard

Mme Christiane Pelchat

M. Charles-Albert Poissant

M. Serge Turgeon

M. André Ouellet

M. Roger Nicolet

M. Jacques Proulx

M. Gabriel Desjardins

M. Claude Dauphin

Mme Jeanne L. Blackburn

Mme Claire-Hélène Hovington

Mme Pauline Marois

M. Richard B. Holden

M. Marcel Beaudry

Mme Cheryl Campbell Steer

M. Jacques Léonard

M. Robert Libman

M. Gil Rémillard

M. Lucien Bouchard

M. Cosmo Maciocia

M. Guy Chevette

M. Robert Benoit

M. Jacques Brassard

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * M. Nicolas Plourde, Fédération des étudiants et étudiantes du Québec
- * Mme Hélène Gagnon, idem

- * Mme France Levasseur-Ouimet, Association canadienne-française de l'Alberta
- * M. Georges Arès, idem
- * M. Daniel Dallaire, idem
- * M. Léo Piquette, idem

- * M. Claude Lapierre, Institut des manufacturiers de vêtements du Québec
- * M. Irwin Steinberg, idem
- * M. Israël Shames, idem
- * Mme Yelka Acimovic, idem

- * M. Jacques Taschereau, Chambre des notaires du Québec
- * M. Guy Bélisle, idem

- * M. Daniel Giroux, Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

- * M. Bruno Roy, Union des écrivaines et écrivains québécois
- * Mme Michèle Lalonde, idem
- * Mme Andrée Feretti, idem
- * Mme Simone Monet-Chartrand, idem

- * Témoins interrogés par les membres de la commission

Québec, le vendredi 18 janvier 1991

Audition d'organismes

(Neuf heures trente-cinq minutes)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous allons commencer dans quelques instants. Je déclare ouverte cette séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Je vous rappelle que le mandat de la Commission est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations.

Aujourd'hui, la séance sera consacrée à l'audition des organismes ou personnes suivants: la Fédération des étudiants et étudiantes du Québec, l'Association canadienne-française de l'Alberta, l'Institut des manufacturiers de vêtements du Québec, la Chambre des notaires du Québec, le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec et l'Union des écrivaines et écrivains québécois. Chacun de ces organismes avait soumis un mémoire dans les délais prévus par la Commission.

Je vous rappelle que toutes les présentations de ce matin sont des présentations d'une demi-heure au maximum, donc, qui prévoient pour la présentation du groupe qui est parmi nous une période de 5 minutes, ensuite, des interventions de 10 minutes maximum pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle...

Non, je suis déjà en train de lire les mauvaises règles. Je saute un paragraphe et je recommence, avec toutes mes excuses. Cinq minutes pour la présentation du mémoire, 5 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 5 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 10 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun des membres disposant de 5 minutes. M. Plourde, je crois, sera le porte-parole du groupe. Si vous voulez bien, maintenant, présenter vos collègues et ensuite, faire la présentation de cinq minutes. La parole est à vous.

Fédération des étudiants et étudiantes du Québec

M. Plourde (Nicolas): Merci. M. le Président, Mmes et MM. les membres de la Commission, nous vous remercions d'avoir accepté de nous entendre aujourd'hui. Tout d'abord, permettez-moi de vous présenter ceux qui m'accompagnent. À ma gauche, Robert Fabes et Martin Beaulieu, à ma droite, Mme Hélène Gagnon, vice-présidente de la FEEQ, et Stéphane Côté, président de la Fédération étudiante collégiale du

Québec.

La Fédération étudiante universitaire du Québec, anciennement la Fédération des étudiants et étudiantes du Québec, a été fondée le 11 février 1989. La FEUQ regroupe aujourd'hui une dizaine d'associations étudiantes réparties dans environ le même nombre d'universités, soit près de 100 000 membres, ce qui en fait la plus grande association étudiante qu'ait jamais connue le Québec. Le mémoire que vous avez entre les mains a été adopté lors de la 18^e réunion ordinaire du conseil d'administration de la FEUQ, le 1^{er} décembre 1990. Je présenterai le premier chapitre de celui-ci, tandis que ma collègue s'occupera du deuxième et du troisième chapitre.

La FEUQ a choisi comme organisation de ne pas prendre position sur le statut politique et constitutionnel qu'elle aurait préféré pour le Québec. Au lieu, elle a décidé de laisser parler les étudiantes et les étudiants qu'elle représente et de leur rendre uniquement compte de leurs opinions. Pour cette raison, la FEUQ a demandé à ses associations étudiantes membres de mener des consultations sur une série de questions.

De manière générale, on peut constater que la majorité des étudiantes et des étudiants qui ont été consultés, ainsi que la majorité des associations étudiantes qui ont pris position, sont en faveur de la souveraineté et ce, sans ambiguïté. De même, la plupart semblent reconnaître l'importance pour le Québec, peu importe son statut politique et constitutionnel, de se doter d'une constitution, et ce, rapidement.

D'autre part, c'est à l'unanimité que les membres de la FEUQ se sont entendus sur la nécessité de tenir, dans les plus brefs délais, un référendum. Cela fait trop longtemps, quant à nous, que la question nationale est monopolisée par les partis politiques. Le moment est venu, pour la population, de trancher et ce, avant les prochaines élections générales, pour éviter que celles-ci ne se transforment en consultation référendaire.

Quant à nous, il est vital que la Commission reprenne à son compte cette recommandation. Tout l'exercice auquel elle s'est livrée nous laisserait perplexes si tel n'était pas le cas. La FEUQ en appelle donc à vous, Mmes et MM. les commissaires, en vous priant instamment de demander au gouvernement du Québec, dans le cadre de votre rapport final, qu'il convoque un référendum dans les plus brefs délais.

Mme Gagnon (Hélène): Au deuxième chapitre de notre mémoire, la FEUQ parle d'éducation. Non seulement parce que c'est la vocation prioritaire de la FEUQ, mais aussi parce qu'elle considère qu'un Québec en mutation doit attacher

de plus en plus d'importance à l'enseignement supérieur et à l'éducation de sa population puisque c'est là le moteur d'une société.

La FEUQ fait donc trois recommandations. Tout d'abord, qu'à très court terme, le pouvoir de dépenser du fédéral soit aboli en matière d'enseignement supérieur. Le Québec a une juridiction exclusive en matière d'éducation et il serait temps qu'il puisse s'en prévaloir pleinement. Donc, l'abolition du pouvoir de dépenser du fédéral serait quelque chose vraiment à court terme. Et donc, par la suite, le Québec pourrait prendre la voie de la souveraineté.

Comme deuxième recommandation, la FEUQ voudrait que l'augmentation de la scolarisation de la population du Québec soit assurée par un amendement à la Charte québécoise des droits de la personne de façon à reconnaître explicitement le droit à l'instruction publique gratuite aux primaire, secondaire et collégial ainsi qu'un enseignement universitaire accessible. Au chapitre de l'accessibilité aux études supérieures, la FEUQ prône, depuis plus d'un an, ce qu'on appelle maintenant le nouveau partenariat entre le gouvernement, les universités, les entreprises et les étudiantes et les étudiants, chaque apport étant conditionnel l'un à l'autre. La FEUQ estime que cette solution est la seule qui permettrait vraiment de régler le problème du financement de nos universités. Comme corollaire de cette deuxième proposition, nous considérons qu'il faudrait préserver le caractère public de nos universités de façon à garantir l'accessibilité aux études supérieures.

Rapidement, dans notre troisième chapitre, la FEUQ aborde la question de la place des jeunes et des étudiantes et des étudiants au sein de la société québécoise. Nous y déplorons, comme vous l'avez remarqué, l'absence d'un jeune ou d'un étudiant ou d'une étudiante siégeant à cette Commission. Mais nous devons vous faire remarquer que nous sommes très heureux de savoir que la Commission a accepté de tenir un forum jeunesse la semaine prochaine, ici même au salon rouge de l'Assemblée nationale.

Nous maintenons quand même notre huitième recommandation. Nous espérons que la participation des jeunes à l'édification de la société sera maintenant assurée automatiquement dans tout processus décisionnel futur. Donc, toutes les suites du rapport de cette Commission, nous espérons que les jeunes pourront y participer pleinement. Inutile de rappeler, en fait, que les étudiantes et les étudiants, les jeunes, notre génération aura à gérer, à vivre avec les conclusions de ce rapport.

Donc, en terminant, je vous renverrai au titre de notre mémoire en vous disant qu'il nous apparaît essentiel qu'au sein de ce débat de remise en question au Québec de la politique et de l'avenir constitutionnel de notre province, en tant que jeune génération, nous puissions prendre

notre place. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. Je dois dire que je ne sais pas si c'est le genre de compliment que les étudiants aiment recevoir mais vous avez fait montre d'une discipline dans le respect des délais qui est absolument remarquable, comparée à la plupart de ceux qui vous ont précédés avant aujourd'hui.

Les questions commencent maintenant avec une intervention de Mme Harel.

Mme Harel: Merci, M. le Président. Vous avez décidé d'utiliser une démarche extrêmement consultative et je crois comprendre que vous avez cependant décidé de la question référendaire en conseil d'administration. Pourquoi ne pas l'avoir soumise aux étudiants?

M. Plourde: La décision a été prise en conseil d'administration mais, évidemment, cela a été précédé par d'intenses consultations qui ont été menées par nos différentes associations étudiantes membres. Donc, évidemment, les associations étudiantes membres de notre conseil d'administration avaient, pour la plupart, un mandat d'appuyer la tenue d'un référendum hâtif sur la question politique et constitutionnelle.

Mme Harel: Bon. Alors donc, ce qu'il faut retenir de votre mémoire, c'est que vous vous prononcez en faveur de la souveraineté. Vous souhaitez que, dans la constitution du Québec, il y ait d'enchâssé le droit à l'éducation. Également, vous nous parlez d'un nouveau mode électoral. Brièvement, vous avez évoqué cette question. C'est la question que mon père, qui a 72 ans et qui est un homme raisonnable, me posait durant la période des Fêtes. Il me disait: Qu'est-ce que tu penses que ça peut développer comme énergie créatrice dans la nouvelle génération, la souveraineté? Est-ce que ça va changer quelque chose? Que vous semble-t-il possible de répondre à une question semblable?

M. Plourde: Je n'ai pas très bien saisi votre question. Je m'excuse.

Mme Harel: Est-ce que la souveraineté, pour vous, permet autre chose à part les changements de compétence, à part la redistribution du pouvoir qu'elle va permettre dans la société? Est-ce que vous en espérez autre chose?

M. Plourde: Les étudiantes et les étudiants que nous avons consultés sont en grande majorité en faveur de la souveraineté pour une raison très simple. D'une part parce que, pour nous, il est temps de régler un problème qui s'éternise depuis plusieurs années, plusieurs tergiversations. Pour nous, il faut régler cette question rapidement. Pour nous et pour les étudiantes et les étudiants, la souveraineté est un moyen pour le

Québec d'accéder, si vous voulez, à la plénitude de ses pouvoirs, pouvoir être en mesure de se développer pleinement en contrôlant tous les outils qui sont à sa disposition, ce qui n'est évidemment pas le cas actuellement. Donc, pour la plupart des étudiantes et des étudiants, ça ne nous effraie pas, la souveraineté. Nous sommes prêts à en faire le pari; nous sommes prêts à aller de l'avant. Évidemment, il y a des incertitudes, ça, tout le monde l'a souligné parmi les intervenants que vous avez reçus, mais ça, pour nous, c'est quelque chose de normal, nous sommes habitués aux incertitudes. Mais pour nous, il est clair que pour les étudiantes et les étudiants que nous avons consultés la souveraineté est la voie vers laquelle le Québec doit s'engager s'il veut vraiment pouvoir se développer pleinement.

Mme Harel: Dans votre mémoire, à la page 22, vous nous citez du Thomas Mann: "Osez ce que d'autres n'ont pas eu le courage d'entreprendre." Là, vous venez de me répondre, il me semble que c'est une réponse de vieux. En fait, vous la présentez comme étant une solution à ce qui n'a pas encore été réglé, un peu comme si c'était une question du passé qu'il faut régler maintenant. Mais qu'est-ce que ça ouvre comme avenir pour vous?

M. Plourde: Comme je l'ai dit, en devenant indépendants, nous avons une nation, nous avons un pays à bâtir. Donc, pour nous la jeune génération, c'est un défi fort intéressant à relever. En ce sens que la souveraineté, pour nous, c'est quelque chose d'excitant, c'est quelque chose, oui, de nouveau d'une certaine manière, mais aussi c'est un problème qu'il faut régler, dont on discute depuis longtemps. C'est pour ça que je fais le lien entre un problème qui existe depuis longtemps, ou une question qui est latente depuis longtemps, et ce nouveau défi que nous voulons relever, tout simplement.
(9 h 45)

Mme Harel: Mais est-ce que ça vous donne le goût de l'excellence? Je regardais des chiffres absolument indignants au sujet de la carence de fréquentation universitaire chez les francophones du Québec. Selon les données les plus récentes - je ne sais pas si vous en avez d'autres, moi, ce sont les données du recensement de 1981 - le taux général de fréquentation universitaire qui est de l'ordre de 13,5 % en moyenne, n'est seulement que de 11,5 % chez les francophones, de 24,5 % chez les anglophones et de 19 % chez tous les autres groupes linguistiques faisant partie de communautés culturelles. On a un retard inimaginable. Et pensez-vous qu'il y a comme des objectifs à se donner au moment où on a un projet de souveraineté?

Mme Gagnon: Bien, je pense que, comme on l'explique dans notre deuxième chapitre du

mémoire, pour nous, la souveraineté, en fait, et tout le débat de remise en question qui existe présentement, les étudiants et les étudiantes voient ça comme une opportunité de régler enfin le problème du financement des universités. Ça, pour nous, c'est clair. Et c'est un problème qu'il faut régler, que le Québec prenne ou non le chemin de la souveraineté, finalement. Mais, pour nous, dans ce bouillonnement-là, on voit là une opportunité de régler le problème et, pour nous, justement, si on accédait à la souveraineté - ou, en fait, si on n'y accédait pas mais on pouvait régler le problème - on pourrait, avec nos bonnes solutions, augmenter la scolarité de notre population, rendre l'enseignement universitaire plus accessible. Pour nous, ça c'est vraiment une priorité. Et si je peux revenir un peu à la question que vous posiez à mon collègue lorsque vous demandiez: Qu'est-ce que ça va apporter aux jeunes? Qu'est-ce que ça va vous apporter à vous, comme génération, la souveraineté? Je pense que, quand vous lisez notre troisième mémoire, on vous parle beaucoup de notre désir d'être impliqués, engagés, consultés. On veut participer dans ce processus-là, on veut... En tant que génération... On dit souvent que notre génération est un peu dépolitisée. Nous, on pense que ce n'est pas vrai ou, en fait, ça ne devrait plus être vrai et que si des mécanismes étaient instaurés pour permettre une consultation et une participation vraiment active de notre génération, je pense qu'on y prendrait part et ça nous ferait bien plaisir.

Mme Harel: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Larose qui sera suivi de M. Allard.

M. Larose: Merci, M. le Président. Dans votre première recommandation, vous souhaitez un référendum dans les plus brefs délais. Un référendum sur la souveraineté et que, dans la préparation de ce référendum, toute la population soit associée et donc que ce ne soit pas l'oeuvre du seul parti au pouvoir. Il y a un certain nombre de gens, semble-t-il, qui entretiennent des doutes sur la volonté du parti au pouvoir de convoquer un tel référendum. Ce matin, les journaux nous apprennent qu'il y a vraisemblablement des gens qui se parlent pour faire en sorte qu'au-dessus des partis politiques, il y ait une vaste coalition pour que la volonté politique corresponde un peu à la volonté populaire et qu'il y ait un référendum. Est-ce que la Fédération des étudiants pense que telle est la situation? C'est-à-dire est-ce que, pour avoir un référendum, ça sera déjà une bataille, avant même de pouvoir participer à l'élaboration du contenu de ce référendum? Et est-ce que la Fédération, si jamais semblable coalition se mettait sur pied, va être de cette coalition?

M. Plourde: Tout d'abord, si on veut vraiment qu'il y ait un référendum, si on veut suffisamment faire de pression sur le gouvernement du Québec pour qu'il y en ait un, je pense que cette tâche vous revient en premier en tant que membres de cette Commission. Si cette Commission pouvait, à l'unanimité ou du moins avec une très grande majorité, recommander au gouvernement du Québec la tenue d'un référendum sur la souveraineté dans les plus brefs délais, je ne vois pas comment un gouvernement responsable pourrait refuser une telle recommandation. Donc, la balle est dans votre camp et, en ce sens, comme je l'ai dit dans notre mémoire, nous vous prions instamment de faire cette recommandation au gouvernement du Québec.

Évidemment, s'il devait y avoir une coalition qui transcende les partis politiques pour demander la tenue d'un référendum, la FEEQ considérerait en faire partie. Il y a déjà Forum Québec — vous connaissez, je pense, un peu — qui est en train de se mettre sur pied. Nous pensons pouvoir peut-être y participer. Justement, ce sera à l'ordre du jour de notre réunion en fin de semaine. Donc, évidemment, la FEEQ suivra ce dossier de très près et tentera, avec les coalitions qui se formeront ou même avec les autres associations étudiantes du Québec, d'inciter le gouvernement du Québec à tenir un référendum dans les plus brefs délais.

M. Larose: Quand vous dites que, pour l'élaboration de la question ou de l'objet sur lequel le référendum devrait porter, vous suggérez soit par le biais des états généraux ou un autre type de regroupement, est-ce que vous visez très précisément l'élaboration de la question elle-même ou bien, plus largement, l'ensemble de la séquence que nous devrions suivre pour arrêter une décision devant la population du Québec?

M. Plourde: On parle du processus dans son ensemble. Si on décidait, par exemple, de tenir un référendum et de soumettre une constitution lors de ce référendum, ça pourrait très bien être des états généraux ou une constituante qui pourrait rédiger cette constitution avant de la soumettre à un référendum. Donc, voilà le processus que nous proposons, que ce soit pour la question ou pour rédiger une éventuelle constitution qui serait soumise à la consultation ou encore pour déterminer le processus, tout simplement. Donc, voilà, on demande tout simplement que la population soit associée, que les jeunes aussi soient associés aux préparatifs de cet éventuel référendum pour éviter qu'il soit monopolisé ou entre les mains des élus seulement.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Allard.

M. Allard: Merci, M. le Président. M. Plourde, je voudrais vous entendre parler un peu plus de deux points qui apparaissent dans votre mémoire et qui ne sont pas nouveaux chez les étudiants. C'est d'abord la question du financement des universités et, aussi, de l'accessibilité à l'éducation supérieure.

En ce qui regarde le financement, d'une façon plus précise, je voudrais parler de votre recommandation qui n'est pas nouvelle, en somme, à l'effet que les entreprises devraient contribuer davantage au financement des universités. Vous n'êtes pas sans savoir que les entreprises contribuent déjà beaucoup. D'abord, les entreprises paient des impôts, paient des taxes, etc. Vous savez que les entreprises ont contribué beaucoup, depuis très longtemps, à l'occasion de campagnes de financement que les universités font et vont continuer de faire régulièrement. Les entreprises contribuent en participant financièrement, activement et, je pense, assez généreusement à la recherche dans les universités, etc.

Pour ma part, je pense que les entreprises font déjà beaucoup leur part. Même si c'est vrai que les entreprises vont profiter et profitent du fait qu'on a une main-d'oeuvre bien formée au Québec, ce n'est quand même pas vrai que les premiers à profiter de l'éducation universitaire, en particulier, sont les entreprises. On peut dire que toute la société en profite. Donc, pourquoi choisir les entreprises comme un groupe parmi les groupes de la société? Vous vous êtes objectés beaucoup à l'augmentation des frais de scolarité et moi, je pense que les étudiants sont les premiers, en fait, à profiter de l'éducation qu'ils reçoivent maintenant ou plus tard. Il n'y a pas un étudiant qui s'inscrit à l'université, je pense, en se disant: je viens ici pour pouvoir aider plus tard les entreprises du Québec. Ce n'est pas ça. Tous ceux qui sortent des universités ne vont pas nécessairement travailler dans les entreprises. Il y en a un grand nombre qui vont devenir des professionnels, qui vont travailler à leur propre compte.

Donc, j'aimerais vous entendre parler un peu davantage du raisonnement derrière cette demande que les entreprises participent davantage au financement.

La deuxième, et ça se raccroche un peu à la première...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je pense qu'il faudrait laisser du temps comme réponse à la première question, sans ça ils ne pourront répondre ni à la première, ni à la deuxième.

M. Allard: D'accord, M. le Président.

Mme Gagnon: Alors, si vous permettez, je vais répondre à cette question-là. Dans notre mémoire, si vous avez remarqué, on ne cherche pas à tomber exclusivement sur les entreprises

en disant: Les entreprises ne contribuent pas assez au financement des universités. Alors, les entreprises devraient seules pallier aux problèmes qu'on vit présentement.

Ce que la FEUQ prône, c'est vraiment un nouveau partenariat et, pour nous, c'est le seul moyen qu'on a trouvé pour régler le problème du sous-financement. Les entreprises font leur part, les étudiants font leur part, les universités font leur part, le gouvernement. Oui, les étudiants font leur part en fonction de leurs petits moyens. Il faut être conscient qu'un étudiant n'a pas les gros moyens d'une entreprise ou d'un gouvernement.

Par contre, vous avez remarqué que la FEEQ ne demande pas la gratuité scolaire. Ce n'est pas qu'on est contre. On trouverait ça incroyable d'avoir la gratuité scolaire à l'université, mais la FEUQ considère que ce n'est pas raisonnable, considérant non seulement la crise économique actuelle, mais toute la situation économique présentement. On pense que chacun devrait faire sa part, non seulement les entreprises, qui, c'est vrai, contribuent déjà au financement des universités, mais elles contribuent moins au Québec qu'en Ontario. Donc, il y a quand même matière à augmenter la contribution.

Les étudiants qui ont subi une première hausse des frais de scolarité vont subir une seconde hausse cet automne et on doit dire qu'on craint très fort un effet très déplorable sur l'accessibilité aux études supérieures. On pense qu'il y aura moyen que chacun augmente sa part, que le gouvernement cesse de se désengager, que les universités améliorent leur gestion. Que les entreprises fassent encore un peu plus. Que les étudiants fassent eux aussi un peu plus, mais par un moyen qui ne poserait pas une barrière à leur accessibilité, par exemple, par un impôt postuniversitaire ou par des paiements différés à la fin de leurs études. Et le nouveau partenariat, c'est quelque chose qu'on aimerait discuter, d'ailleurs, avec les gens de milieu des affaires autour de cette table ici, si jamais on pouvait se rencontrer. Parce que c'est quelque chose qui nous tient vraiment à cœur.

On veut régler ce problème-là. On veut chercher une solution. On ne demande pas la gratuité scolaire. On veut que ce problème-là soit réglé, et on pense que les entreprises, qui ont les moyens, devraient aussi contribuer un peu plus comme les étudiants, comme le gouvernement et que tout ça soit conditionnel de l'un à l'autre. En fait, c'est ça le raisonnement qu'on fait.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Allard, si la deuxième question est un peu brève et que la réponse pouvait être de même, allons-y.

M. Allard: Bon, allons-y rapidement. Au

sujet de l'accessibilité, moi je voulais dire que j'ai vu dans un journal, il n'y a pas tellement longtemps, que des étudiants qui s'inscrivaient pour la première fois dans certaines facultés à l'Université de Montréal, décrochaient jusqu'à 35 %, 40 % dans les premiers mois de l'année scolaire. Alors, quand je relie ça au financement, je me dis: Est-ce qu'il n'y a pas un bon nombre de gens qui s'inscrivent à l'université qui ne devraient pas être là et qui coûtent à la société beaucoup d'argent. Le fait qu'ils ne devraient pas être là est indiqué probablement par le fait qu'il y en a jusqu'à 40 % qui décrochent dans certaines facultés, dès le début de l'année. Alors, il y a quelque chose qui cloche là-dans.

M. Plourde: Bon. Je pense que votre raisonnement est faux dans la mesure où, selon nous, chacun a sa place et chacun devrait avoir le droit d'accéder à l'université s'il le veut. Ça pour nous, c'est essentiel et fondamental et c'est pour cette raison que nous demandons justement que dans la Charte des droits et libertés du Québec il y ait un article pleinement effectif qui soit enchâssé pour reconnaître ce droit à l'accessibilité, pour s'assurer que chacun, que chaque personne ait le droit d'accéder à l'université. Pour nous, c'est inacceptable de dire que certains ne devraient pas y accéder.

Il y a des problèmes d'adaptation. Certains qui arrivent ne sont pas capables de s'adapter après un mois ou deux et doivent quitter, mais ça c'est normal. C'est partout la même chose. Quand quelqu'un commence un emploi, des fois il le quitte une semaine ou deux après parce qu'il n'est pas capable de s'adapter ou parce que ça ne lui convient pas. Donc, ça ce sont des choses normales qu'on retrouve dans le milieu de l'éducation, comme on les retrouve dans le monde des affaires. Donc, pour nous c'est clair, chacun a sa place. Et chacun devrait avoir le droit et la chance d'accéder aux études universitaires.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous n'avez pas objection à des conditions préalables comme le fait qu'il faille savoir lire et écrire avant de venir à l'université. Dans ce cadre-là, ça va.

M. Plourde: Il y a des étapes à passer avant.

Le Président (M. Michel Bélanger): Bien sûr. Mme Pelchat, s'il vous plaît.

Mme Pelchat: Merci, M. le Président. J'aimerais souhaiter la bienvenue à la Fédération des étudiants. Je me souviens, il n'y a pas si longtemps que ça, en ce qui me concerne, peut-être un peu moins longtemps que la majorité des membres ici, à quel point...

Des voix: Ah, ah!

(10 heures)

Mme Pelchat: C'est une petite blague ce matin pour vous réveiller tous et je pense que ça a eu son effet. M. Chevette est bien réveillé. Mais je pense qu'il est important de souligner que, pour un étudiant, son association étudiante de collège, ses représentants étudiants d'université, c'est vraiment leurs leaders et c'est vraiment eux sur qui on s'appuie lorsqu'on est étudiant, autant pour participer à des débats publics que prendre position dans la société. À cet égard-là, votre revendication concernant la place des associations étudiantes dans notre société, la reconnaissance des associations étudiantes dans notre société est, quant à moi, très justifiée. J'aimerais peut-être que vous exprimiez un peu plus votre idée là-dessus, notamment sur votre recommandation à la page 18, et je vais vous citer quand vous dites que le gouvernement accorde aux associations étudiantes nationales un statut similaire à celui dévolu aux centrales de type syndical, de façon à ce qu'elles soient obligatoirement consultées lorsque des décisions qui concernent les étudiants et les étudiantes sont prises. De quelle façon ça pourrait prendre forme, cette proposition-là?

M. Plourde: Actuellement, malheureusement, toutes les décisions qui nous concernent sont prises sans nous consulter, que ce soit la hausse des frais de scolarité, que ce soit les prêts et bourses, les régimes d'études ou les programmes. Jamais les étudiantes et les étudiants sont consultés directement et d'une façon sérieuse. Cette fameuse hausse des frais de scolarité de plus de 130 % a été annoncée sans même qu'on ait d'abord été avertis au préalable et sans même qu'on ait été évidemment consultés. Donc, pour nous, c'est inacceptable. On ne fait pas ça avec les syndicats; on les consulte, du moins au début. Des fois, il y a des lois spéciales; malheureusement, par contre, il y a au moins une première obligation de les consulter. C'est ça qu'on veut aussi, c'est qu'il ait une première obligation de nous consulter sur les sujets qui nous concernent.

Mme Pelchat: Mais concrètement, comment ça pourrait prendre forme?

M. Plourde: Ça pourrait se faire par un genre de code du travail, de code des études ou peu importe comment on l'appellerait, par une loi qui serait votée par l'Assemblée nationale, dans laquelle on prévoirait un processus de consultation des associations étudiantes nationales et des associations étudiantes locales, tout simplement, sur les questions qui nous touchent. Je ne vois pas pourquoi il n'aurait pas été possible de nous consulter avant de hausser les frais de scolarité. Ou quand on joue avec les barèmes des prêts et bourses à la journée longue et qu'on diminue les

montants, pourquoi ne nous consulte-t-on pas avant? Ça, je pense que c'est quelque chose de normal qu'il faudrait faire, surtout si le Québec accède à la souveraineté. Avec la loi 32 sur la reconnaissance et le financement des associations étudiantes, le Québec s'est montré comme étant un précurseur dans le domaine. Si le Québec devient indépendant, je pense qu'il devrait faire encore plus ses associations étudiantes et mettre en place des systèmes de consultation vraiment stricts et sérieux.

Mme Pelchat: Je pense que ce serait intéressant, peut-être mardi et mercredi prochains, lors du forum des jeunes – le seul forum, d'ailleurs, que la Commission Bélanger-Campeau tiendra – d'en discuter plus à fond. En ce qui a trait aux frais de scolarité, quand même, je suis d'accord avec vous qu'au niveau de la consultation des étudiants plus grande... sauf qu'il y a eu une commission parlementaire... Je pense même vous y avoir vu à cette commission parlementaire là...

M. Plourde: ...frais de scolarité, sur les prêts et bourses.

Mme Pelchat: Sur le financement des universités, mais quand même, je pense qu'une grande partie du financement des universités c'était aussi les frais de scolarité.

M. Plourde: Sauf que le ministre nous...

Mme Pelchat: J'aimerais que vous... Si Mme Gagnon pouvait répondre, au niveau de la consultation, votre recommandation sur le référendum, à moins que je l'aie mal lue, ne porte pas nécessairement sur la souveraineté comme telle, mais sur le statut politique et constitutionnel du Québec. Vous dites que le gouvernement du Québec fasse dans les plus brefs délais un référendum pour permettre à la population de se prononcer sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Si c'est le résultat de votre propre consultation – je prends votre recommandation comme telle – pourquoi dans les plus brefs délais? Parce qu'il y a plusieurs personnes, dont certains experts, qui sont venues nous dire hier, qui nous ont dit: S'il vous plaît, si vous faites un référendum au Québec, ne refaites pas ce qu'on a fait en 1980, c'est-à-dire risquer de perdre ce référendum, risquer de déchirer la population du Québec. Montrons au reste du Canada et au reste du monde... Soyons forts, soyons unis et à ce moment-là, ce serait peut-être mieux justement de ne pas faire un référendum le 24 juin 1991, comme le proposait mon collègue de la Commission, M. Larose, ou au mois de mai, comme certains l'ont proposé. Ne pensez-vous pas qu'on aurait intérêt, pour le Québec, indépendamment des partis politiques, à mieux préparer et, donc, à prendre un peu plus

de temps pour amener la population à se prononcer lors d'un référendum sur le statut politique et constitutionnel du Québec, encore une fois?

Mme Gagnon: Eu égard au référendum, ce pourquoi on le propose dans les plus brefs délais, c'est que, fondamentalement, notre génération en a assez. Nous, on trouve qu'il y a d'autres problèmes à relever après que ça, ça va être décidé. Qu'on se branche une fois pour toutes. Les sondages, présentement, montrent qu'il y a une tendance qui se démarque des autres. Il faudrait qu'on ait une confirmation officielle de ça par un référendum. Si c'est non, ça sera non; on passera à autre chose. Si c'est oui, ça sera oui; on passera à d'autre chose. Nous, on veut régler le problème du financement des universités, on est inquiets par l'environnement, on veut faire le plein emploi. Il y a d'autres défis qui nous animent. Il y a d'autres défis à relever et celui-là monopolise toute notre énergie. Et on veut que ce soit réglé le plus vite possible. Pourtant, moi, je n'étais pas là dans les années soixante et soixante-dix et tout ça; j'étais là dans les années quatre-vingt, petite comme ça, et pourtant j'ai suivi avec attention, depuis trois ans, les débats sur l'accord du lac Meech. Et, au bout de trois ans, j'en avais là. Et le reste de ma génération, c'est comme ça. On a autre chose à régler et on veut les régler. C'est pour ça qu'on aimerait ça, que la question soit posée rapidement, et qu'on puisse passer à autre chose.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame.

Mme Pelchat: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci met fin à cette présentation. Je dois remercier votre Fédération et vous rappeler une chose, à vous, tous les cinq qui êtes là. Si on se fie à l'histoire du passé, dans 15 ou 20 ans, vous serez assis quelque part autour de cette table. Donc, n'oubliez pas que, tout en réclamant, vous aurez à livrer plus tard. Merci de votre présentation et de votre contribution à nos travaux.

(Suspension de la séance à 10 h 5)

(Reprise à 10 h 8)

Le Président (M. Michel Bélanger): Maintenant, avec une présentation de l'Association canadienne-française de l'Alberta. Mme Levasseur-Ouimet présentera le groupe. Alors, si vous voulez bien d'abord présenter vos collègues et, ensuite, vous avez cinq minutes pour présenter l'essentiel de votre mémoire.

Bienvenue, madame. Vous êtes un des groupes qui viennent de plus loin devant cette Commission. Mes collègues ne le savent peut-être

pas, mais mon père est mort à Edmonton quand il était directeur du journal *La Survivance* de l'Association canadienne-française de l'Alberta. Ça faisait cependant seulement deux mois qu'il était là, parce que, comme il était tuberculeux, il était convaincu que le climat sec le guérirait. Ce qui n'était pas le cas. J'ai donc vécu deux ans à Edmonton et la première fois que je suis allé à l'école dans ma vie, c'était à l'école Mgr-Grandin. Je n'ai jamais brailé comme ça depuis, mais, enfin, ça n'a aucun rapport avec ce que nous allons entendre ce matin.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à vous.

Des voix: Ha, ha, ha!

Association canadienne-française de l'Alberta

Mme Levasseur-Ouimet (France): Merci, M. le Président. Je retiens que vous m'avez dit que je pouvais présenter les membres qui sont avec moi avant mes cinq minutes et je vous remercie de votre gracieuseté. Alors, d'abord, à ma droite, vous trouvez M. Georges Arès, président sortant de l'Association canadienne-française de l'Alberta, présentement directeur général; à côté de lui, M. Daniel Dallaire, président sortant de la Fédération des jeunes Canadiens français, d'origine franco-albertaine. Il siège à la commission de la Fédération des jeunes Canadiens français, vision d'avenir. Et à ma gauche, M. Léo Piquette, qui est vice-président de l'Association et ancien député, à qui on a défendu de parler français à l'Assemblée législative. Alors, vous vous souvenez, bien sûr, de l'affaire Piquette.

Alors, j'aimerais vous remercier de nous avoir invités à comparaître devant la Commission et j'essaie de m'imaginer, ce matin, comment vous nous percevez. C'est loin l'Alberta. Y a-t-il encore des gens qui parlent français là-bas, nous demande-t-on souvent? Eh bien, oui, il y en a. Nous sommes une communauté de 65 000 francophones. 65 000, c'est la population de la ville de Hull, étendue sur tout le territoire albertain. Eh oui, nous avons un taux d'assimilation très élevé. Nous n'avons pas d'entreprises économiques, de syndicats et nous n'avons pas beaucoup d'institutions. Alors, en valons-nous toujours la peine?

Ce matin, je voudrais vous dire ce que nous ressentons et ce que nous croyons, bien que je trouve ça difficile. Car notre message va peut-être vous sembler plein de contradictions, tout comme notre situation, d'ailleurs, parce que nous sommes, n'est-ce pas, francophones, sans l'être aux yeux de plusieurs de nos cousins québécois qui ignorent même notre existence. Nous sommes des Albertains sans l'être, car l'État albertain ne nous reconnaît pas et fait en sorte que nous

ayons le moins possible.

Nous sommes des Canadiens, mais des Canadiens d'expression française, vivant à l'Ouest du pays et non à l'Est du pays. Alors, quel est donc notre message? D'une part, il y a nous. Nous sommes en Alberta depuis les tout débuts. Le français est la première langue européenne parlée sur le territoire albertain et nous sommes encore là, essouffés, parfois angoissés, mais fidèles. Avec, au ventre, ce goût de lutte que nous recevons à la naissance. Têtus. Mais même sans les outils les plus fondamentaux, notre communauté refuse de disparaître. Nous faisons des miracles avec des riens. Que ne ferions-nous pas avec les bons outils?

Nous sommes en période de récupération pour plusieurs raisons, la plus grande étant l'obtention de nos écoles, enfin, après 100 ans. Et nous sommes fiers de ces écoles, car il a fallu les gagner, chose que nous n'aurions pas pu faire sans l'article 23 de la Charte des droits et libertés. Nous sommes fiers de ce que nous sommes et de ce que nous avons. Et puis, il y a vous. Alors, comment se situer, maintenant, en face de vous? Je veux bien vous dire que l'avenir du Québec, c'est l'affaire du Québec. J'ai le goût de vous dire ça. J'ai aussi le goût de vous dire que nous croyons que le Québec a des besoins particuliers, que le Québec est, lui aussi, menacé – et nous sommes bien placés pour le comprendre – mais je ne peux pas oublier notre communauté franco-albertaine. Quand je pense à elle, je me dis que je n'ai pas la grandeur d'âme nécessaire pour vous dire: Allez-y, ne soyez pas trop inquiets; ça sera difficile mais on vivra les conséquences, on trouvera.

Je ne peux pas parce que nous sommes membres de la famille. Et cette appartenance, nous l'avons gagnée; nous la méritons cette place à la table, tous les jours. Et ensuite, parce que les expériences que nous avons vécues nous portent à croire que c'est grâce à votre présence au Canada que nous avons pu obtenir certains droits. Par exemple, en 1988, le gouvernement albertain, signataire de l'entente du Lac Meech: Un grand ami du Québec, nous disait-il, passe la loi 60 qui abolit d'un coup les droits historiques des Franco-Albertains et fait de l'Alberta une province unilingue anglaise. Nous sommes une société distincte, dit le procureur général albertain de l'époque.

Depuis 1992, nous avons eu à gagner chacune de nos six écoles françaises devant les tribunaux, dans les bureaux des instances gouvernementales et scolaires. Onze mois après le jugement de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Mahe, nous attendons toujours que la province se prononce sur la mise en place du groupe de travail qui discuterait la question de la gestion scolaire pour les Franco-albertains. Alors, je ne me fie pas à la générosité du gouvernement albertain. Je ne suis pas persuadée qu'un Canada sans le Québec voudrait rester

bilingue. Je ne suis pas convaincue que le Québec pourrait, advenant son départ, négocier des droits constitutionnels pour nous. La France l'a-t-elle fait pour vous?

Alors, nous avons besoin de votre présence au Canada. Seuls, nous n'avons pas le pouvoir politique de défendre les droits que nous avons, de conserver les acquis. Nous aimerions également qu'il y ait plus que ça entre nous. Nous vous parlons de partenariat dans notre mémoire et ce partenariat, à notre avis, doit aller au-delà des bourses et des voyages d'échanges, des boîtes de livres et des cachets pour les orateurs invités du Québec qui viennent s'émerveiller de notre présence en Alberta. Pour nous, le partenariat signifie ceci: De notre côté, nous assurons la présence du fait français dans l'Ouest, en Alberta; nous vivons les valeurs qui vous sont chères; nous sommes votre rayonnement et nous sommes vos avant-postes. Nous le faisons depuis longtemps et nous allons continuer à le faire. De votre côté, vous nous acceptez à titre de membres de la famille, avec une place dans vos médias, dans vos vies, dans vos manuels scolaires, dans vos décisions et dans votre avenir.

Alors, pour conclure, dans notre façon de voir les choses, la présence francophone au Canada ne s'arrête pas aux frontières du Québec. Nous sommes petits, nous sommes loin mais nous sommes pertinents. Nous sommes un partenaire important dans la survie de la langue, de la culture et du fait français au nord de ce continent et nous nous sommes mérité une place au sein de la famille. Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. J'ai neuf membres qui ont demandé à prendre la parole et, techniquement, on a de la place pour deux. On va donc essayer d'en passer au moins trois ou quatre et je m'expose à la colère soutenue, pendant les quinze prochaines minutes, de ceux qui n'auront pas la parole. L'ordre sera donc le suivant: d'abord M. Poissant, suivi de M. Turgeon, suivi de M. Nicolet, suivi de M. Ouellet, s'il est là, sinon on passera à M. Desjardins. Alors, M. Poissant.

M. Poissant: Merci. Bienvenue. J'ai dit à d'autres groupes de francophones hors Québec qui étaient venus ici: "Ce n'était pas votre mémoire que j'aimais mais c'était vous." Et je vous répète cette remarque-là. Je pense que vous avez toujours eu ma sympathie personnelle. Moi, je pense que vous faites un travail extraordinaire et je vous félicite de nous avoir fait rencontrer ce fameux monsieur qui a fait nos journaux du Québec. Alors, il me fait plaisir de vous rencontrer.

Ceci étant dit, je vais poser une question. C'est que nous avons évidemment un dilemme, comme vous savez, c'est pour ça que la Commission existe. C'est qu'il semble y avoir des

problèmes énormes pour certains, des problèmes moins élevés pour d'autres, avec le fédéralisme actuel. Et il est bien évident qu'il y a des tenants d'une indépendance, d'une séparation et, à mon avis, et je pense que vous allez dans ce sens-là, si on le faisait... Et, pour nous, les francophones qui aimons quand même... Je pense qu'il n'y a personne ici qui s'objecte à cela. On aime votre manière d'agir que vous nous reflétez bien hors du Québec et qu'à l'occasion vous pouvez même nous aider. Et je pense que vous avez la sympathie totale des Québécois, là-dessus. Mais je pense que si le Québec se sépare, est-ce qu'on n'abolit pas automatiquement le bilinguisme au Canada?

Et, ceci étant dit, c'est qu'on vient de vous donner ce que vous appelez peut-être sonner le glas. Et comme dans un état de péril il faudrait, je pense, pour un, moi, essayer de trouver une formule par laquelle, si on pouvait donc s'entendre avec le fédéral pour rapatrier certains pouvoirs, quand même de conserver des gens comme vous qui avez toute la sympathie des Québécois de manière à ce qu'on puisse rester dans le Canada. Et avec des formules amendées évidemment mais, encore là, je pense que s'il y a une séparation du Québec, ne vous en faites pas, il y aura peut-être des contributions de fonds vis-à-vis des... Mais ça sera très peu. Il n'y a aucune utilité d'être bilingue au Canada, surtout au gouvernement fédéral, à l'heure actuelle qui fait quand même du cheminement assez intéressant. Alors, avez-vous des observations additionnelles à ajouter à ce que vous avez dit dans votre mémoire?

(10 h 15)

Mme Levasseur-Ouimet: Bon, je crois que j'ai essayé, ce matin, d'être assez claire. Je crois que, justement, si le Québec n'est plus là, à ce moment-là, et mes collègues... M. Arès va peut-être vouloir ajouter. Mais nous avons absolument besoin de la présence du Québec. Nous avons absolument besoin de l'appui du Québec. Il y a eu plusieurs occasions, dans le passé, où nous aurions eu désespérément besoin de cet appui. Je pense, par exemple, en fonction de l'affaire Mahe; je parle en fonction de la loi 60. Et je pense que c'est très important pour nous que vous soyez là. Nous savons que vous avez des besoins particuliers. Nous savons que le statu quo, pour l'instant, n'est pas admissible, qu'il faut trouver autre chose. Mais je pense que l'essentiel de notre message, c'est que nous avons besoin de vous.

M. Arès (Georges): Ce que je pourrais ajouter c'est que, oui, vous avez besoin de quelque chose de spécial pour le Québec. Mais, nous aussi, nous avons besoin de quelque chose de spécial pour nous, les francophones, surtout les Franco-Albertains, ceux qui sont menacés très sérieusement. Et lorsque vous allez négocier quelque chose avec le Canada anglais, ou un

nouveau statut à l'intérieur d'un Canada, on vous demande de ne pas oublier aussi de négocier quelque chose pour nous. Et c'était un des grands problèmes qu'on avait, nous autres, avec l'accord du lac Meech. C'était que, dans l'accord du lac Meech, il n'y avait rien pour nous et, à long terme, c'était pour nous menacer. Alors, c'est ça qu'on vous demande. On reconnaît que... Le Québec a besoin de négocier quelque chose de plus que le statu quo. Ça ne suffit pas. Mais, nous autres aussi, on a besoin de quelque chose de plus que le statu quo, ce qui existe maintenant en Alberta.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turgeon?

M. Turgeon: Bien, vous dites que, dans l'accord du lac Meech, il n'y avait rien pour vous. Il y a plusieurs Québécois qui pensent qu'il n'y avait rien pour eux non plus, là-dedans. C'est une façon de voir. 65 000 francophones en Alberta, c'est quoi comme pourcentage de la population?

Mme Levasseur-Ouimet: Environ 2,5 % de la population.

M. Turgeon: 2,5 %. Il y a 50 ans, à peu près, il y a 30 ans, ce pourcentage-là était de combien?

Mme Levasseur-Ouimet: Environ 6 %.

M. Turgeon: Environ 6 %. 6 % il y a 50 ans, 2,5 % aujourd'hui, c'est ça le problème. Et vous dites: Si le Québec n'est plus là, si le Québec n'est plus dans la Fédération, le Québec sera davantage là autrement. Et vous n'avez pas l'impression que c'est ça, justement, qui va assurer votre survie? Qu'un Québec soit là, fort, comme il doit l'être, un Québec ayant assumé et ayant assuré sa sécurité culturelle. Si le Québec réussit ça, il va peut-être réussir la vôtre aussi. 6 % il y a 30 ans, 2,5 % aujourd'hui. Qu'est-ce que ça va être dans 10 ans, dans 20 ans? 0,02 %?

Mme Levasseur-Ouimet: J'aimerais réagir, monsieur, en vous disant que je trouve qu'il y a une injustice fondamentale dans tout ceci. On nous abandonne, on ne s'occupe pas de nous, on ne sait pas qu'on existe pendant je ne sais pas combien d'années et, à la fin, on revient nous dire: Vous êtes en train de disparaître; en valez-vous vraiment la peine? Je trouve qu'il y a une injustice fondamentale au fond de tout ça. Ça m'énerve un tout petit peu. Quand vous parlez d'un Québec fort, alors moi, la question que je pose c'est: Est-ce que le Québec va vouloir s'occuper de nous? On n'en a pas vu terriblement de preuves dans le passé. Excusez-moi si je suis un peu brutale. À ce mo-

ment-là, c'est la question fondamentale que je me pose. Oui, on a besoin d'un Québec fort, mais nous, on croit que ce Québec fort devrait être à l'intérieur du Canada, accepté par ce Canada et que le Québec, lui, accepte ce Canada.

M. Turgeon: Présentement, quel est le gouvernement responsable des minorités? C'est le gouvernement canadien.

Mme Levasseur-Ouimet: Pour l'instant, nous avons un ami dans le gouvernement fédéral mais il ne faudrait pas oublier non plus que nous avons nos propres moyens d'assurer notre survie, ce que nous faisons depuis toujours. Les armes que nous a données le gouvernement fédéral ne datent pas de très longtemps. Il nous a donné un sérieux coup de pouce. Justement, c'est pour ça que nous sommes en période de récupération et je pense que si nous avions eu ce genre d'aide, et que si nous avions ce genre d'aide et que nous avons cet appui... L'aide que nous a donnée le gouvernement fédéral, monsieur, nous vient parce que vous êtes là, parce qu'il y a une présence considérable de francophones au Canada. Je pense qu'il ne faut pas se leurrer et croire que, s'il n'y a pas de Québec au Canada, on va vouloir soutenir ce fait français à l'extérieur du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Avec votre permission, je passerais la parole à un autre. Vous avez encore du temps mais ça nous permettrait d'en passer plus. Êtes-vous d'accord?

M. Turgeon: Allez-y.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci. M. Ouellet, et vous aussi, je vous prierais d'accepter que je vous coupe à trois minutes, si ça arrive.

M. Ouellet: Très bien, M. le Président. Je veux d'abord féliciter et remercier nos invités pour ce mémoire très important. C'est un point de vue qui doit être donné, qui doit être entendu et qui est essentiel, à mon avis, dans la discussion que nous avons sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Cette dimension que vous nous présentez est absolument importante et il faut en tenir compte.

Je voudrais que vous commentiez un peu un autre aspect de la question de M. Turgeon, qui est la présence française, de la culture française en Alberta, mais qui ne peut pas se traduire par des pourcentages puisqu'il s'agit de ces anglophones qui apprennent le français ou qui parlent en français. Est-ce qu'il y en a? Est-ce qu'il y en a beaucoup? Si, d'une part, au point de vue pourcentage, le nombre de francophones a diminué, n'est-il point vrai qu'il y a quand même un pourcentage important d'anglophones qui, à cause de votre présence, à cause de votre

dynamisme, à cause des politiques du gouvernement canadien, s'intéressent au français et profitent à la culture française, ils achètent peut-être des livres ou contribuent à l'essor économique de ceux que M. Turgeon représente.

Mme Levasseur-Ouimet: Je suis très heureuse que vous parliez de ça. Si on regarde, par exemple, le nombre d'étudiants dans les écoles d'immersion, nous avons, en Alberta, environ 28 000 jeunes anglophones qui font des études de l'autre langue. Proportionnellement, c'est le nombre le plus élevé de jeunes anglophones qui font l'étude du français. Je pense que ça compte pour quelque chose. Vous le savez comme moi, les attitudes, ça prend bien du temps à les changer. On croit chez nous qu'il y a vraiment un changement d'attitude. Lors de l'affaire Piquette, justement, et de l'affaire Mercure qui s'est produite ensuite, le *Calgary Herald* avait fait un sondage dans lequel il posait la question aux Albertains, que l'on caractérise souvent de "red necks". On leur avait posé la question: Est-ce qu'ils étaient d'accord avec un certain montant de bilinguisme? 74 % des Calgariens et 53 % des Edmontoniens avaient dit oui. 46 % des Albertains, de manière générale, avaient dit oui; seulement 33 % des Albertains avaient dit non. Je pense que s'il y avait eu un leadership important à ce moment-là, de la part du gouvernement albertain, on aurait pu changer beaucoup de choses.

Oui, les attitudes changent en Alberta. Il y a une majorité silencieuse qui appuie nos efforts. Malheureusement, elle est trop souvent silencieuse. Mais ça va changer avec le temps. Nous avons d'excellents rapports avec les autochtones, d'excellents rapports avec les groupes ethnoculturels qui comprennent de plus en plus la raison d'être de notre présence au Canada et le fait français et la langue et la culture française au Canada.

Le Président (M. Michel Bélanger): Avec votre permission, M. Ouellet, je donne la parole à M. Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Madame, je voudrais vous féliciter de votre mémoire qui a le mérite d'être d'une franchise qu'on pourrait peut-être qualifier de brutale, mais qui, je pense, est bienvenue.

Par contre, je me dois de vous demander de commenter certaines évaluations que nous avons eues devant cette Commission quant à l'avenir réel du fait français dans l'Ouest. La première constatation, bien sûr, c'est dans les sondages, le Reform Party, l'évolution que connaît ce groupe d'opinion publique qui est en plein essor pour le moment. On nous a aussi dit que Meech n'était finalement que le dernier clou dans le cercueil du concept d'un pays, le Canada, fondé sur deux nations fondatrices et qu'on s'en allait dans une

espèce de vision multiculturelle, multiethnique du pays dans laquelle la vision du français au cœur de cette dualité était en voie de disparition.

Dans ce contexte, j'aimerais d'abord vous entendre sur les prémisses que j'ai posées, mais comment voyez-vous les chances de véritablement négocier, de ramener dans une vision pancanadienne cette notion première que, M. Trudeau avait défendue, entre autres?

Mme Levasseur-Ouimet: Vous avez raison de dire que tout le phénomène du Reform Party est un élément important. Ça va aussi, je pense, réveiller beaucoup de gens à plusieurs réalités parce que le Parti de la réforme a à sa base une émotion certaine, n'est-ce pas?

Pour ce qui est de cette présence, ce besoin de resituer les groupes ethnoculturels, etc, ce rêve d'un Canada à deux nations, je crois que ce que nous remarquons du côté de nos communautés ethnoculturelles – et puis, M. Arès voudra peut-être ajouter – c'est qu'on nous dit maintenant: C'est très important que la minorité de langue officielle au Canada ait sa place parce que, à ce moment-là, on accepte de base le principe ou la capacité d'être différents. Si on ne peut pas être différents au Canada, il n'y aura pas de place pour nous. Alors, c'est très important que notre minorité ait sa place et on entend ce discours-là de plus en plus, ce qui est très réconfortant. Peut-être que M. Arès voudrait ajouter?

M. Arès: Juste un mot sur le Parti de la réforme. Je pense qu'il faut être conscient que le Parti de la réforme en Alberta atteint seulement un certain pourcentage de la population. C'est le tiers de la population qui est déjà antifrancophone, qui n'est pas bien sympathique au français, mais le Parti de la réforme a beaucoup de misère à dépasser le tiers de la population et à aller chercher les gens qui sont sympathiques, la majorité silencieuse qui nous a été sympathique en 1988 et les autres, ceux qui nous supportent ouvertement. Alors, il faut se souvenir que le Parti de la réforme a atteint un certain niveau.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous avons pu procéder un peu plus rapidement que nous le faisons quelques fois. Nous allons donc avoir M. Proulx et M. Desjardins avant de passer aux deux groupes parlementaires. M. Proulx.

M. Proulx: Merci, M. le Président. Une partie de ma question a été posée en fait. Les 10 dernières années, entre autres, nous ont démontré une multitude de choses. Premièrement, je voulais vous féliciter de votre optimisme extraordinaire. Vous allez vivre très vieux avec un optimisme de même. Ça vous garde certainement jeune.

Je me posais la question quand même:

Quand vous dites qu'il faut que le Québec accepte le Canada, comment pouvez-vous dire ça? Où décelez-vous qu'on n'a pas accepté le Canada? Vous n'avez pas l'impression justement que c'est parce qu'on l'a trop accepté qu'on est obligés aujourd'hui de revendiquer si fortement pour pouvoir être reconnus comme un pays?

Mme Levasseur-Ouimet: J'aimerais vous répondre, monsieur, que même si vous choisissiez la séparation, vous n'allez pas déménager géographiquement. Vous allez rester ici. Je pense qu'à ce moment-là, quand on parle d'accepter, il va falloir qu'il y ait des relations qui s'établissent, quelles que soient vos décisions. À ce moment-là, je pense qu'il est très important que les relations qui s'établiront soient les plus harmonieuses possible. Moi, je crois personnellement qu'il serait possible d'établir des relations harmonieuses à l'intérieur, bien que le statu quo doive changer. Je pense qu'il y a moyen de trouver une autre formule.

(10 h 30)

Moi, je ne vois pas le décès de l'accord du lac Meech comme étant un "statement" contre le Québec. Il y a une multitude de choses. Chez nous, il y a toutes sortes d'éléments qui sont entrés en jeu à ce moment-là. Je ne vois pas ça comme un vote où on dit aux Québécois: On ne vous veut pas. Ce n'est pas... Ça ne fait pas partie de la réalité albertaine, anglophone ou francophone telle que je la connais.

Le Président (M. Michel Bélanger): Passons maintenant à M. Desjardins.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. Comme M. Nicolet vous l'a dit, je trouve, moi également, votre mémoire très franc et très courageux de votre part de vous être déplacés de l'Alberta pour venir nous adresser une critique qui est très sévère vis-à-vis de la société québécoise à laquelle nous participons tous ici vis-à-vis de cette table-là. Alors, nous accusons réception de cette critique-là.

Vous dites, dans votre mémoire, qu'aujourd'hui encore, je ne sais pas si c'est par un complexe de culpabilité que vous vous sentez vis-à-vis de Meech, parce que vous en faites amplement question dans votre mémoire, c'est difficile pour nous de vous identifier, vous, comme des coupables de l'échec de Meech parce que vous avez été assez généreux, finalement, pour dire oui à Meech. Et là-dessus, félicitations parce que si l'ensemble du Canada était aussi généreux que vous l'avez été vis-à-vis du Québec, on n'aurait peut-être pas la crise qu'on a actuellement.

Alors, ma question. Cette hostilité-là, que vous sentez encore aujourd'hui vis-à-vis de vous, j'aimerais voir de quelle façon vous sentez qu'elle s'exprime? Et ma deuxième question, qui est plus importante: dans le cas d'un Québec

indépendant, c'est chose connue que vous êtes dans un état très vulnérable vis-à-vis de la politique des dirigeants. Alors, à ce moment-là, permettez-moi de vous demander le degré d'inquiétude que vous auriez vis-à-vis des législations existantes, des programmes et des politiques qui conservent et préservent vos droits?

Mme Levasseur-Ouimet: Nous allons répondre à la dernière partie en premier lieu. Nous sommes très inquiets, nous sommes terriblement inquiets et c'est pour ça aujourd'hui que nous vous adressons ce message. Pour ce qui est de cette culpabilité que nous ressentons ou nous ne ressentons pas vis-à-vis de Meech, je ne crois pas, moi, je ne me sens pas coupable. Nous avons fait ce que nous sentions que nous devions faire.

Une voix: J'espère.

Mme Levasseur-Ouimet: Nous sommes aussi très fiers de la générosité que nous avons montrée. Pour nous, c'était très important de se sentir solidaires. Alors, c'est un état de fait. Si nous en parlons, c'est parce que ça fait partie de notre réalité.

La critique sérieuse que nous vous adressons, il y a là, je pense, si vous voulez, un sentiment d'abandon que nous avons senti. Nous croyons qu'avant de pouvoir rétablir des liens, il faut peut-être nettoyer les liens qui sont là. Et c'est pour ça que nous nous sommes permis d'être émotifs, d'être durs, mais d'être francs. Et c'est ce que nous voulions. M. Arès.

M. Arès: Si je peux ajouter. S'il y a l'indépendance du Québec, les choses comme l'article 23, qui nous donne droit à des écoles et qui va peut-être, on espère, nous donner le plein droit à la gestion de ces écoles et le droit de décider où on va les avoir en Alberta, ça va disparaître. Et c'est justement en ce moment que nous faisons la récupération des francophones assimilés là, et on en fait à l'école Maurice-Lavallée. Il faut reconnaître que les inscriptions à l'école Maurice-Lavallée ont triplé depuis 1984. Nous ouvrons une septième école française en Alberta au mois de septembre. Nous sommes en train de faire la récupération. Si nous perdons l'article 23 et les droits que ça nous donne, ça va être fini, ça. La récupération, on ne pourra pas la faire.

Et c'est ça qui est important pour nous, que ces droits acquis soient retenus et aussi qu'on obtienne de nouveaux droits. La promotion du fait français, au moins par le gouvernement fédéral en Alberta, c'est absolument important pour nous.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dauphin.

M. Dauphin: Oui, merci, M. le Président. J'aimerais, évidemment, souhaiter la bienvenue à l'Association canadienne-française de l'Alberta, vous remercier d'être venus ici au Québec, et vous féliciter, également, pour votre mémoire, votre franchise.

J'y suis allé moi aussi en Alberta, il y a quelques mois, juste avant la date fatidique de l'échec du lac Meech et je donnais une entrevue à un journaliste du *Calgary Herald*, qui me posait des questions sur le lac Meech. Et finalement, je lui ai posé des questions moi aussi à la fin et je lui ai demandé qu'est-ce qu'il pensait du fait français? Il m'a répondu qu'il a toujours vécu au Canada, toujours vécu en Alberta, et que la première fois qu'il a rencontré un Canadien-français, il avait 21 ans. Alors, Dieu sait que je comprends que ça ne doit pas être facile pour vous autres, et je comprends que vous devez vous battre constamment.

M. Piquette, la même chose. Lorsqu'on a adopté une loi, qui n'a pas été nécessairement populaire, surtout chez la minorité anglophone, lorsqu'on me disait qu'avec la loi 178 on brimait énormément de droits, je répondais souvent: J'ai un collègue en Alberta, qui est député, qui a posé une question en français et puis il s'est fait mettre dehors de la Chambre. C'est sûr que la discussion était quand même assez tendue à ce moment-là.

J'ai préparé trois petites questions. Je vais vous les poser toutes les trois tout de suite et, M. le Président, va vous permettre d'avoir trois minutes pour y répondre possiblement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il faut résumer beaucoup, mais on ne sait jamais.

M. Dauphin: Alors, dans votre mémoire, vous soulignez que la communauté franco-albertaine ne peut survivre qu'en présence d'un Québec fédéraliste. Advenant que le Québec choisisse la souveraineté, votre proposition de partenariat tiendra-t-elle toujours? C'est la première. Deuxièmement, vous mentionnez que vous n'appréciez pas être comparés à la minorité anglophone du Québec. J'aimerais savoir pourquoi. Troisièmement, vous mentionnez jouer un rôle d'ambassadeur et d'interprète dans "What does Québec want" auprès des Canadiens anglais. Comment avez-vous joué ce rôle jusqu'à maintenant et comment envisagez-vous de le jouer dans le futur?

Mme Levasseur-Ouimet: Je vais répondre à la deuxième, si vous voulez bien et, ensuite, je vais demander à mes collègues, M. Piquette et M. Dallaire, de faire des commentaires, M. Arès également. Je ne crois pas que nous disions spécifiquement que nous n'aimons pas être comparés aux anglophones du Québec. Ce que nous disons, c'est que nous n'aimons pas passer pour des otages. Je crois que nos situations,

comme minorités, sont différentes. Je crois que, dans le mémoire, nous essayons de dire qu'il ne serait pas intéressant... Nous ne sommes pas les otages du gouvernement fédéral, nous ne sommes pas les otages de personne. Nous sommes des gens qui sommes là depuis les tout débuts, qui avons créé nos communautés avec des riens et nous sommes très fiers de ça. Alors, on n'aime pas se faire dire que nous sommes les créatures de quelqu'un d'autre. Peut-être que M. Dallaire ou M. Arès voudrait choisir une des questions et y répondre.

M. Dallaire (Daniel): J'aimerais parler au niveau des ambassadeurs. C'est que nous ressentons que nous faisons partie de la famille francophone. Je suis né en Alberta, tel que mes collègues ici, et mon chez-moi c'est l'Alberta, mais je fais quand même partie de la famille francophone et à tous les jours on se fait devancer par des situations où les anglophones nous regardent et disent: Ah! vous êtes Québécois. Non, nous sommes francophones et on n'appuie pas le Québec dans toutes ses démarches. La présence du Québec au Canada nous aide beaucoup et souvent ils viennent nous voir pour nous demander qu'est-ce que le Québec veut? Nous devons interpréter ça de la façon qu'on peut, mais ce n'est pas toujours facile puisqu'il existe aussi au Québec des "red neck" anglophones et ça, ça ne nous aide pas non plus et certaines démarches que le Québec prend envers les... Je veux dire qu'au Québec il existe des antianglophones. Nous devons vivre avec ça et les positions que le Québec prend ne nous appuient pas toujours. Encore là, nous sommes entre les deux communautés. Nous devons vivre avec ça et c'est très difficile, mais nous le faisons quand même et nous nous identifions de plus en plus en tant que francophones et la fierté sort de plus en plus. Je peux vous dire qu'en Alberta, je passe au moins 80 % de ma journée en français. C'est possible, je le fais et il y en a plusieurs autres qui le font.

Le Président (M. Michel Bélanger): Dernière question.

M. Piquette (Léo): J'aimerais dire quelque chose au sujet de mon expérience qui va peut-être vous aider à répondre à la question. Depuis 1982, depuis la Charte des droits, il y a certainement une nouvelle vigueur en Alberta et chez les francophones hors du Québec pour qu'on commence à jouer dans nos provinces en faveur de nos minorités francophones. Cette vigueur doit être remarquée par le Québec, la population du Québec. Moi, je me suis présenté en 1986 comme député d'Arthabaska-Lac La Biche, comme un fier francophone. J'ai gagné l'élection. C'était, quant à moi, un changement d'opinion publique. Ce n'était peut-être pas possible, disons, 10 ans auparavant, comme francophone,

de se présenter dans une circonscription électorale. J'ai osé parler français en Alberta, au Parlement de l'Alberta. J'ai eu une claque dans la face, mais on a gagné beaucoup de fierté comme communauté. On a gagné une nouvelle richesse des jeunes qui veulent s'inscrire dans les écoles françaises depuis deux ans. Dans l'Alberta, par exemple, on dit que le projet de loi 60 a aboli tous les droits. Non, ce n'est pas vrai. Nous avons maintenant, pour la première fois dans la Législature de l'Alberta, un projet de loi qui dit: Oui, les députés peuvent parler en français, on le fait maintenant. C'est peut-être un pas en arrière et un pas en avant, mais on doit réaliser qu'un Québec qui se sépare, c'est une expérience que...

On est à faire des grands gains au Canada; on est après créer une nouvelle société avec nos jeunes anglophones qui entrent dans nos programmes d'immersion, nos francophones qui viennent s'inscrire dans nos écoles françaises et nous allons voir, avec un Québec séparé, l'abandon de tous ces grands rêves de la population du Québec depuis 1867.

Alors, moi, je suis un fier Canadien français. Je voudrais dire au Québec que vous devez regarder votre société. Vous avez fait de grands pas vous aussi, au Québec. Je me rappelle que je suis venu ici en 1967, pour l'Expo 67, et j'ai vu que l'économie de la province de Québec était contrôlée par "l'anglophonie". Ce n'est plus le cas maintenant. Vous avez, il y a quelques jours, gagné le droit de contrôler votre immigration, par exemple. C'est un gain positif. Est-ce que c'est le temps de parler de séparation quand on peut avoir un partenaire nouveau au Canada? Alors, je parle avec mon cœur et je souhaite bien... C'est un petit message qu'on peut donner de l'Alberta aux Québécois alors que vous prenez une décision importante pour l'avenir de votre province au Canada.

Mme Blackburn: M. le Président, je voudrais dire aux représentants de l'Association franco-manitobaine que je respecte et que je connais leur lutte. Je n'ai pas eu l'occasion de pleurer dans les écoles de l'Alberta...

Le Président (M. Michel Bélanger): Dans une.

Mme Blackburn: ...comme le coprésident de cette Commission mais je connais bien la situation. Mon frère y a élevé ses deux enfants. Il est revenu au Québec parce que ses enfants s'inscrivaient à l'université et qu'il n'y a pas de services universitaires suffisamment complets dans votre province. Vous nous dites: Le Québec doit rester dans la Confédération parce que c'est la seule façon de protéger votre avenir et votre devenir. Ça fait 125 ans que le Québec est dans la Fédération et ça n'a pas davantage protégé votre avenir. Je pense qu'il faut reconnaître que

si vous n'êtes pas complètement disparus, vous le devez un peu beaucoup, aussi, à l'apport du Québec dans le soutien de la cause des francophones hors Québec. On a payé des écoles et on a soutenu vos institutions. Il y a eu, curieusement, au moment où vous avez senti qu'on vous abandonnait, que le Québec fédéraliste vous abandonnait pour essayer de rester dans la Confédération canadienne, une espèce d'ironie de l'Histoire. En 1982, la Charte canadienne des droits et libertés de la personne qui vous donne, par l'article 23, un embryon de pouvoir a, par la même occasion et de façon dramatique, réduit unilatéralement les pouvoirs de cette Assemblée au Québec. Ironie de l'Histoire, mais qui est aussi pénible à porter.

Vous dites le Québec en partie responsable mais votre charge est importante aussi. Je souligne tout simplement une partie de votre mémoire qui laisse planer l'idée que le Québec est inquiet et aussi qu'il serait un peu xénophobe. À la page 10, vous dites: "Nous savons que pour certains Québécois, cette présence anglophone constitue une menace constante au fait français. Il ne faudrait pas que cette crainte de l'assimilation vous empêche d'attirer des groupes ethnoculturels pour vous en faire des partenaires. Le secret de la survie du français n'est pas la disparition des autres communautés." Pendant que vous vous battiez pour vos écoles, au Québec, non seulement nous avions un réseau complet en santé et services sociaux en anglais mais nous subventionnions et je vous les nomme — je ne vous les nomme pas mais je vous les donne — 32 écoles privées subventionnées par l'État. Il y a 22 écoles privées juives. Vous en avez cinq qui sont subventionnées également, des écoles arméniennes et musulmanes et nous en avons cinq grecques. Alors, quand on vient nous parler de l'intolérance du Québec — et je pense au débat de M. Piquette qui est ici, qui s'est vu ostracisé comme député parce qu'il a osé poser une question en français à l'Assemblée législative — vous savez, il faut remettre un peu les choses dans leur perspective.

Par ailleurs, votre mémoire s'écarte considérablement des positions que nous avons entendues ici de l'Association des francophones hors Québec, des Acadiens, des Franco-Ontariens, des Franco-Américains également, qui ne se voient pas vraiment menacés par l'idée qu'il puisse y avoir un Québec souverain et qui pensent que ça pourrait être l'occasion d'établir de solides liens de collaboration pour assurer la survie et le développement des communautés. Parce que, non seulement pourrions-nous vous être utiles mais vous pourriez aussi nous être fort précieux dans l'établissement de liens commerciaux, entre autres, avec les communautés réparties sur l'ensemble du territoire canadien.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il faudrait laisser un peu de temps pour la réponse,

madame.

Mme Blackburn: Voilà! M. le Président, oui. Une question qui est brève. Vous nous dites, si le Québec n'est plus dans la Confédération canadienne, que vous craignez pour vos droits. C'est M. Piquette ou l'autre monsieur, M. Arès, qui disait: La Charte, ça ne tiendra plus. L'article 23, ça va disparaître. Êtes-vous en train de nous dire, à nous, Québécois, que la seule raison qui aura amené le Canada anglais à accepter la Charte canadienne des droits et libertés, ça aurait été pour protéger les Anglo-Québécois? C'est ça la question.

Mme Levasseur-Ouimet: Je pense qu'il y a plusieurs questions sous-entendues dans vos commentaires. D'abord, quand vous dites que nous nous écartons de la position de la FFFHQ et des autres francophones hors Québec qui se sont présentés ici, j'aimerais vous rappeler que nous avons d'autres besoins et que nous vivons une autre situation. Nous n'avons pas 300 écoles françaises et nous n'avons pas des syndicats, etc. Nous vivons une autre réalité et nous sommes ici aujourd'hui à vous présenter cette réalité. Et ceci inclut l'amertume que nous ressentons face à l'abandon que nous avons connu du Québec depuis quelque temps. C'est vrai que, dans le passé, nous avons eu l'aide du Québec. Mais il y a eu aussi des moments où nous aurions apprécié beaucoup plus que ce que nous avons reçu. Il y a des moments où nous avons senti que vous nous rangiez nettement du côté de l'adversaire et je vous donne comme exemple l'affaire Mahé.

Selon notre perception des choses, c'est que l'article 23 nous est très essentiel et peut-être que mon collègue, M. Arès, voudra aider à répondre. Je ne crois pas que l'article 23 est là pour protéger d'autres que nous. Si on regarde dans les premières formulations de l'article 23, on disait même à un certain moment donné que l'article 23 était fait pour que les Québécois, qui veulent circuler un peu au Canada, aient leur place et leurs écoles et leur façon d'éduquer leurs enfants. Alors, je crois au contraire que l'article 23, dans ses premiers temps, a été conçu de manière à vous aider, vous les Québécois, à vivre ailleurs qu'au Québec. M. Arès.

M. Arès: Si je peux vous donner un exemple comment vite l'article 23 disparaîtrait: Vous n'avez qu'à regarder ce que le gouvernement de la Saskatchewan a fait immédiatement après l'échec de l'accord du lac Meech. Vous aviez un projet de loi qui proposait d'être généreux envers les Fransaskois pour leur accorder la gestion scolaire complète de leurs écoles françaises en Saskatchewan. Le lendemain de l'échec de l'accord du lac Meech, M. Devine a retiré ce projet de loi. Alors, si vous pensez que l'Alberta sera plus généreuse que M. Devine, eh bien, vous rêvez en couleur. Excusez-moi, mais c'est rêver

en couleur.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous avons maintenant épuisé le temps pour cette présentation.

Mme Blackburn: Sur le temps du président, une toute petite question.

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est parce que si vous faites un commentaire, madame, il faudra en toute équité permettre une réponse et on n'en sortira peut-être pas.

Mme Blackburn: C'est très bref. Dans une publicité qui est parue aujourd'hui dans *Le Soleil* de Québec, vous dites: "Le retrait unilatéral du Québec de la Confédération canadienne serait un véritable coup de poignard au coeur de notre communauté." Vous, vous dites que c'est parce qu'on a des besoins différents des autres communautés... Mais seriez-vous en train de nous dire qu'il faudrait rester dans le fédéralisme exclusivement pour votre communauté?

Mme Levasseur-Ouimet: Je ne crois pas que ce soit ce que je suis en train de vous dire. Nous vous disons ceci, très clairement: Votre départ va avoir des effets importants sur nous. C'est ce que nous vous disons. Vous avez des décisions à prendre. Rappelez-vous que votre départ va nous toucher.

M. Piquette: Et puis, quelque chose...

Le Président (M. Michel Bélanger): Sur ces paroles, je pense que, malheureusement, je dois mettre fin à cette présentation. Mais, avant de le faire, je voudrais, sans du tout tenter de répondre aux diverses questions qui vous ont été posées, vous rappeler qu'il faut quand même distinguer entre le Québec et son gouvernement, son statut juridique et les Québécois.

Le gouvernement du Québec doit défendre des positions qui lui permettent de garder son rôle, qui lui donnent le contrôle de l'éducation. Les Québécois, eux, qui sont bien sûr des citoyens du Québec, n'ont aucune raison de ne pas appuyer, de toutes sortes de façons, les autres francophones du Canada. Mais il faut bien se rappeler la distinction, surtout dans une histoire comme l'affaire Mahe.

Avant que je m'entraîne à vous donner des avis juridiques dans lesquels je suis totalement incompétent, j'arrête et je vous remercie de votre présence ici ce matin.

Mme Levasseur-Ouimet: Nous vous remercions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous allons maintenant recevoir les représentants de l'Institut des manufacturiers de vêtements du

Québec.

(Suspension de la séance à 10 h 49)

(Reprise à 10 h 51)

Le Président (M. Michel Bélanger): Je prierais les membres de la Commission de bien vouloir reprendre leur siège.

Nous allons maintenant recevoir la présentation de l'Institut des manufacturiers de vêtements. Je n'ai pas serré la main individuellement de tous les membres de votre délégation, mais dans le but d'activer les choses, j'ai pensé qu'il était plus important que je revienne prendre le contrôle de la salle, d'ici.

C'est M. Lapierre qui sera le porte-parole? Alors, si vous voulez bien, M. Lapierre, présenter les membres de votre groupe à qui nous souhaitons la bienvenue et, ensuite, prendre les cinq minutes pour la présentation de l'essentiel de votre mémoire.

Institut des manufacturiers de vêtements du Québec

M. Lapierre (Claude): Alors, à mon extrême droite, M. Paul Lutfy, vice-président de Lutfy Limited; M. André Saint-Pierre des Chemises Perfection; M. Irwin Steinberg de la compagnie Dolly Dimple; Yelka Acimovic, manufacturière de vêtements d'enfants et M. Israël Shames qui est le directeur exécutif de l'Association des manufacturiers de vêtements du Québec.

Messieurs les présidents, permettez-moi, en premier lieu, de vous remercier de l'intérêt que vous portez à notre industrie ainsi que de nous fournir l'occasion de vous présenter, verbalement, le point de vue de l'industrie sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Le rôle prédominant d'employeur numéro un au Québec commande une attention particulière à notre industrie et à ses 60 000 emplois directs, sans parler des 100 000 emplois indirects. En plus, notre industrie est presque à 100 % de propriété québécoise.

Depuis quelques années, nous faisons face à plusieurs variables économiques qui imposent à notre industrie des modifications, des investissements, des contraintes. Entre autres, le libre-échange avec les États-Unis et dans lequel seulement les tissus nord-américains sont inclus, les taux d'intérêt élevés, la récession courante, un autre traité commercial avec le Mexique qui pointe à l'horizon et sans parler de la malheureuse guerre avec ses inconnus. Cependant, l'industrie est unique au Québec dans le sens qu'elle est la seule industrie manufacturière avec un pourcentage de concentration aussi élevé au Québec. 60 % de l'industrie canadienne du vêtement sont localisés au Québec. Il devient impératif, messieurs les présidents, de tenir

compte de ce statut particulier lors de vos recommandations à l'Assemblée nationale. Toute décision constitutionnelle qui influencera négativement les négociations des accords commerciaux, tant multifibres que libre-échange, risque vraiment de faire perdre massivement des emplois. Il faut se poser la question: Quelle serait l'attitude d'un gouvernement canadien dont le Québec est exclu lorsque ce gouvernement canadien négociera des ententes internationales?

Actuellement, hors du Québec, le gouvernement canadien a peu d'intérêt dans l'industrie du vêtement. Notre industrie vous demande de conserver ces emplois et de prendre les décisions de manière à augmenter ces emplois qui sont vraiment le pain et le beurre de la grande partie de la population québécoise. Notre industrie insiste sur l'aspect économique. Notre mémoire, d'ailleurs, en démontre les points importants. Notre industrie se dissocie des discussions politiques strictement basées sur l'accès au pouvoir. Nous favorisons un fédéralisme qu'on appelle nouvelle mode, dans lequel les emplois auront une priorité. À ce stade, si vous permettez, MM. les présidents, je vais donner la parole à M. Irwin Steinberg, qui prendra quelques minutes pour élaborer sur des points importants.

Le Président (M. Michel Bélanger): Volontiers, mais il faudra que ce soit relativement bref pour qu'on ait du temps pour les questions. Allez-y, M. Steinberg.

M. Steinberg (Irwin): O.K. Examinez maintenant l'industrie du vêtement du Québec et ses impératifs économiques: le bien-être et le niveau de vie de 160 000 personnes qui dépendent directement et indirectement de notre industrie, l'accès sans entrave au marché dans le reste du Canada. Quatre fois plus de vêtements sont vendus au reste du Canada que ce qui est absorbé en retour. Sans ce marché, nous n'aurions pas la base de production nécessaire et la force économique nécessaire pour remplacer ces pertes sur le marché étranger.

Nous sommes le plus grand employeur manufacturier du Québec. Nous sommes le plus grand employeur manufacturier de la ville de Montréal. L'industrie détient la richesse future du Québec. Je veux parler des immigrants que je préfère appeler les nouveaux Québécois. Dans la région de Montréal seulement, nous employons 27 000 de ces nouveaux Québécois. Notre industrie est prête à jouer le rôle nécessaire pour les intégrer plus rapidement à la culture québécoise. Cette industrie s'accorde très bien avec la priorité environnementale. Elle n'a aucun effet négatif sur cette question. Les accords Internationaux tels que le GATT, l'Accord Multifibres et l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, jouent un rôle clé sur l'industrie québécoise du vêtement. Dans le monde où les tendances actuelles démontrent un mouvement

marqué vers les développements régionaux, on devrait s'assurer une puissance forte afin d'y avoir des pouvoirs de décision.

Nous sommes venus ici pour nous adresser aux options qui se dégagent devant la Commission. Les débats et discussions que nous avons entendus, à l'intérieur et à l'extérieur de cette Commission, nous démontrent que deux options se dégagent: l'indépendance ou le fédéralisme nouvelle mode, on espère, avec des bonnes couleurs.

Nous percevons que la souveraineté-association n'est qu'une étape qui mène à l'indépendance. Nous croyons que l'industrie du vêtement québécois exige le maintien d'un cadre fédéral permettant d'assurer la continuité des liens économiques du Québec avec le reste du Canada. C'est une condition nécessaire pour préserver, voire améliorer le niveau de vie des Québécois dans l'industrie du vêtement. Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci. Nous passons maintenant aux questions. Mme Hovington.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. Au nom de la formation ministérielle, bienvenue à la Commission Bélanger-Campeau. Je tiens à vous remercier de nous avoir présenté un mémoire tel que le vôtre parce que vous nous apportez un éclairage important sur des chiffres de vente. Je regarde, à la page 7, les chiffres de vente du Québec vers les provinces anglophones, par exemple: le Québec vers l'Ontario. Le Québec vend à l'Ontario pour au-delà de 783 000 000 \$, comparativement à l'Ontario vers le Québec, qui est de 221 000 000 \$. C'est presque quatre fois plus que l'on vend à l'Ontario, que l'Ontario vend au Québec et ainsi de suite, le Québec au Manitoba, le Québec à la Colombie-Britannique et aux autres provinces. C'est très intéressant de connaître tous ces chiffres. À la page 9 de votre mémoire, vous dites qu'en perdant l'accès sans entrave au marché du Canada, un très fort pourcentage de l'industrie disparaîtra avant qu'un nouveau marché hors Canada ne soit établi. J'aimerais que vous me précisiez votre expression "sans entrave". Est-ce que ça existe maintenant, actuellement? Est-ce que c'est la situation actuellement? Sans entrave. Qu'est-ce que vous voulez dire par un marché sans entrave?

M. Shames (Israël): Actuellement, il n'y a pas d'entrave des ventes et produits québécois à l'extérieur de la province de Québec. On aimerait maintenir cette situation. On s'est demandé: S'il y a un Québec souverain ou la souveraineté-association du Québec, est-ce qu'on aura des entraves? C'est un risque très sérieux pour l'industrie du vêtement, s'il y a des entraves, certaines entraves sur l'exportation de nos produits vers le reste du Canada. Actuellement, il n'y a pas

d'entrave.

Mme Hovington: Les tenants de l'indépendance nous disent, par exemple, que le Canada a trop d'intérêts économiques pour nous couper cet accès, advenant la souveraineté du Québec. Qu'en pensez-vous, vous, en tant que manufacturier du vêtement? Comment vos partenaires du Canada anglais réagissent-ils présentement face à la situation que l'on vit?
(11 heures)

M. Lapierre: On bénéficie actuellement d'une situation privilégiée avec le reste du Canada parce que quatre vêtements sur cinq sont exportés à l'extérieur de la province de Québec. Il est évident que, comme hommes d'affaires, il est difficile pour nous de mettre au défi notre clientèle.

Il y a l'aspect humain. À part l'aspect économique dans nos relations commerciales avec les autres provinces, il y a aussi cet aspect humain qui peut être affecté à la suite des relations politiques ou des relations constitutionnelles. Je crois, comme homme d'affaires, que c'est notre rôle de tenter de protéger toutes ces relations qui existent avec notre clientèle parce que, advenant une faiblesse, une perte de cette clientèle-là ou une diminution de cette clientèle-là – qu'à long terme, on peut entrevoir de récupérer mais advenant une perte de ça – ça peut influencer beaucoup aussi le commerce extérieur qu'on tente de développer actuellement.

Notre force est déjà limitée, nos capitaux sont déjà limités pour attaquer le libre-échange. Pour vraiment attaquer les États-Unis sur une base profitable, on doit envisager une période de 10 ans. Alors, si à travers ça et à la suite des autres contraintes que j'ai énoncées – les récessions et tout ça – on a une faiblesse qui vient marquer nos exportations à l'intérieur de notre marché local, ça peut vraiment mettre en danger les emplois de plusieurs personnes. C'est vraiment un danger sur lequel on insiste et on demande à la Commission de vérifier l'aspect économique, principalement pour l'industrie du vêtement, à cause de sa position unique. Vous savez, 60 % de toute la production manufacturière – et le document montre les chiffres importants aussi – c'est le pain et le beurre des emplois. Non seulement on veut les maintenir mais il faut les augmenter; il faut globaliser, et tout ça. Il ne faut pas ajouter d'autres contraintes. C'est l'opinion de l'industrie.

Mme Hovington: Et quand vous parlez d'une période de transition, quand vous dites qu'il faudra attendre longtemps avant qu'un nouveau marché hors Canada soit établi...

M. Lapierre:...se développe.

Mme Hovington: ...combien de temps vous pensez que ça pourrait prendre?

M. Lapierre: Vous savez, à nos yeux, il y a tellement d'exemples économiques là-dessus... Si on se demande combien de temps les Japonais ont pris avant de prendre un peu le marché américain... Mais, pour répondre directement à votre question, il faut considérer que nous sommes dans l'implantation du libre-échange actuellement, que les quelques gains en pourcentage que nous avons obtenus sur les tarifs douaniers ont été très vite éliminés par l'ascension du dollar de 0,76 \$ à 0,87 \$ et 0,88 \$ et, actuellement, à 0,86 \$. Alors, nous n'avons actuellement aucun gain, d'autant plus qu'on a encore des négociations à faire avec les États-Unis concernant cette fameuse clause dans le vêtement. Nous sommes, je crois, le seul produit qui, même s'il a 50 % de valeur ajoutée, n'est pas reconnu comme un produit canadien ou québécois. Il faut que le tissu soit nord-américain; non seulement nord-américain mais strictement canadien ou américain.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Bonjour. Ça me fait plaisir de vous rencontrer de nouveau. On a eu l'occasion, par le passé, de travailler ensemble sur différents dossiers.

Je vais reprendre un peu dans le même sens que Mme Hovington, mais autrement. Imaginons que le Québec souverain fait de l'emploi une obsession, que ça devient sa priorité – vous savez qu'il y a actuellement des partenaires qui sont réunis autour d'une table de l'emploi et qui ont dit: Nous, on est prêts à s'orienter vers cette direction-là et à mettre le paquet – que, effectivement, il n'y a pas d'entrave, que nous préservons l'espace économique dans lequel vous travaillez maintenant, qu'il y a union monétaire et même monnaie, qu'on conserve les mécanismes de contrôle – que je comprends que vous demandiez et je vais y revenir en deuxième question – est-ce qu'un statut d'un Québec souverain vous apparaît, à ce moment-là, tout à fait viable pour vos entreprises et vos échanges?

M. Steinberg: Ce n'est pas seulement à ce niveau qu'on a des inquiétudes. C'est aussi la réaction des personnes avec qui nous devons travailler chaque jour, c'est-à-dire les personnes qui travaillent avec moi, mes clients qui sont d'ailleurs dans la province de Québec ou qui travaillent à Toronto, leur perception de la situation c'est: Qu'est-ce qu'il va faire? Nous percevons, actuellement, et nous croyons fermement que nous allons avoir une réaction qui n'est pas bien pour l'industrie du vêtement. Sur le plan des relations humaines, toutes les relations privilégiées que nous avons bâties depuis plusieurs années, 30 ans dans mon cas, pour d'autres compagnies ici, 50 ans, sont diminuées actuellement et vont avoir des implications qui

ne sont pas bien pour l'industrie du vêtement.

Ce qu'on veut dire aussi pour répondre un petit peu à Mme Hovington, c'est que ça prend 15 ans pour établir un nouveau marché. On n'a pas le temps d'établir un nouveau marché, disons, dans une autre place parce qu'on va perdre...

Mme Marois: Je vous arrête sur ça, M. Steinberg.

M. Steinberg: Oui.

Mme Marois: Si ça prend 15 ans pour nous, à pénétrer de nouveaux marchés...

M. Steinberg: Oui.

Mme Marois: ...ça devrait aussi prendre 15 ans à nos concurrents pour venir pénétrer les marchés que vous occupez.

M. Steinberg: Oui, mais qu'est-ce qui va arriver avec...

Mme Marois: Donc, vous ne dites quand même pas que les gens de l'Ouest ou que les gens de l'Ontario achètent nos vêtements pour nos beaux yeux ou pour vos beaux yeux. Ils les achètent parce que vous offrez une qualité de service, parce que vous offrez une garantie, parce que vous offrez un prix concurrentiel. Ils ne les achètent pas essentiellement parce qu'ils sont produits au Québec. Est-ce qu'on s'entend bien?

M. Steinberg: Oui, oui, on s'entend sur cette question, mais il faut dire aussi... c'est très vrai que... Mais si on entre dans une situation de "régulation" entre le Canada anglophone et Québec, et c'est ce qu'on vise à l'avenir dans cette situation. Nous sommes certains, avec l'expérience que nous avons eue déjà avec cette question, que nous allons avoir des réactions.

M. Lapierre: Dans le scénario que vous énoncez, il y a une inconnue qui demeure et que vous n'avez pas énoncée, à savoir que lors des négociations, quand le Canada dont le Québec ne fait pas partie va négocier ses accords commerciaux et comme son intérêt de protection ou de négociation vis-à-vis de ses entreprises est minime comparativement au nôtre, alors, si ces accords-là sont changés, actuellement, vous mettez notre marché local et notre marché à l'extérieur du Canada en faiblesse, et vous nous affaiblissez pour le marché d'exportation vers les États-Unis.

Mme Marois: Admettez avec moi, cependant, que si c'est vrai, qu'actuellement nous vendons davantage à l'extérieur du Québec dans le secteur du vêtement, par contre, dans d'autres secteurs, le reste du Canada fournit davantage au

Québec. Donc ce n'est pas une négociation qui ne se fera que sur un élément, si on veut. Il y a une autre question à laquelle vous n'avez pas répondu.

M. Lapierre: Cet élément-là...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je m'excuse. Le temps étant écoulé, peut-être un bref commentaire, M. Lapierre.

M. Lapierre: Le bref commentaire. Je crois que le document qu'on a soumis...

Le Président (M. Michel Bélanger): Juste sur cette question. Il y a d'autres questions qui vont venir par la suite. D'accord? Excusez.

M. Lapierre: D'accord. Je suis entièrement d'accord qu'il y a d'autres éléments, mais notre expertise, non seulement notre expertise, mais l'importance des emplois, de ces 60 000 emplois directs, ces 100 000 là, ne nous est pas prouvée dans le scénario, dans tous les scénarios proposés, l'explication, comment cette souveraineté-association ou peu importe le nom, il ne nous est pas démontré comment ce secteur industriel important est protégé. Et si on pouvait...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Holden, suivi de M. Beaudry et de Mme Campbell Steer.

M. Holden: Thank you Mr. Chairman, just continuing on where you left off about the numbers of employment, the 100 000 indirect jobs, and the 60 000, I wonder if you could give a little more detail on not only the effect of reduced access to the rest of Canada on Québec's economy, but even more particularly, could you outline what might happen to the Montréal economy, which is the motor of this Province?

M. Steinberg: Well, if I may. As important as this is to Québec, it is that much more an important factor in the question of the City of Montréal. As I pointed out, it is by far the largest industrial employer in Montréal, probably employing close to 25 % of all the industrial manufacturing jobs in the City of Montréal, not even talking about whom are the employable people, that is the entry type of work it provides for the new Quebecers who come to the Province of Québec, a very important dimension of interest to the Province of Québec. To replace this kind of thing, if we do not have the same reception, it is not a question only of economic regulation or commercial regulation. It is a question as well as of reception on which we can enjoy an appropriate sale outside of the Province of Québec. Montréal will be most seriously affected.

There is something else about that, Mr. Deputy. That apart from Montréal and, as important as it is, the clothing industry employs people in 90 census districts, in almost every district of the Province of Québec. Although it is that important in Montréal, it is a major employer in other areas which depend on it. Places like Windsor Mills depend on this particular industry. Whether you talk of the North Shore or you talk of the Eastern Townships, there is place, after place, after place which depend upon this industry and its success in order to employ its people.

M. Holden: And within your industry, and within your discussions with your customers in the rest of the country, do you detect any of this attitude that may work against your industry? Should there be independence of Québec?

M. Steinberg: I would like someone else... I have actually had the experience, during the height of the Meech Lake discussions, during those months, those very very faithful months, of having a reaction through the positions being taken by... It was a polarization reaction, that is all. I am not suggesting to you that my product is not good and I would not have the sale anyway. I had to spend the first 20 minutes of selling my product to discuss this particular issue, which I happen to enjoy, but apart from that, it is not necessarily the reason why I am going to be successful or not. But perhaps someone else would like to reply to that just as well.

Le Président (M. Michel Bélanger): Are you saying that you had a reaction against the sale of your product while Québec was trying hard to stay in?

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: It is going to be worst afterwards.

Le Président (M. Michel Bélanger): And now, we have to be worried about what...

M. Steinberg: Well, the funny... And that is how absurd it can become.

Le Président (M. Michel Bélanger): I understand the point.

M. Steinberg: O.K. That is how absurd it can become. Polarization is polarization.

Le Président (M. Michel Bélanger): Yes. In other words, it does not matter what you do.

M. Steinberg: Les relations humaines sont les relations humaines et les relations privilégiées

sont les relations privilégiées.

Le Président (M. Michel Bélanger): Donc, ce n'est pas vraiment ce qu'on fait seulement, mais les apparences que ça donne.

M. Steinberg: Oui, vous avez raison.

Le Président (M. Michel Bélanger): Voilà. M. Holden...

M. Steinberg: Est-ce que je peux avoir une minute peut-être, M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): Perhaps... Peut-être qu'il pourra continuer avec la prochaine question...

M. Steinberg: O.K.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...parce que sans ça, on va vraiment perdre le contrôle du temps. M. Holden, ça va.

M. Holden: Ça va. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry.

M. Beaudry: Parce que vous voulez procéder dans le même sens, sur la question d'émotivité. Ce que vous craignez, vous, c'est qu'avec le débat, si Québec se sépare, lors des négociations ou après l'effet de la séparation, il va certainement y avoir une période d'incertitude, d'émotivité, des conséquences que ça va avoir sur l'ensemble de l'économie canadienne aussi bien que sur l'ensemble de l'économie québécoise, et c'est ça que vous voulez nous dire. C'est ça qui vous inquiète en particulier, et j'aimerais entendre votre collègue à cet effet-là.

Mme Acimovic (Yelka): Je pourrais vous donner un exemple qui existe présentement en Yougoslavie. Je prendrai une petite province, Slovanie, qui veut se séparer comme Québec aujourd'hui veut se séparer. La Slovanie a acheté la matière première de la Serbie. Elle a transféré, converti ça en produits et elle a fait la vente en Serbie et en tout en Yougoslavie. Là, présentement, quand elle a annoncé qu'elle va faire la séparation, qu'elle va se séparer de la Yougoslavie, qu'elle ne sera plus une partie d'elle-même, la Serbie a décidé de ne pas vendre d'autres matières premières à la Slovanie et elle a aussi décidé de n'acheter aucun produit qu'elle fait là-bas. Elle est encore en Yougoslavie; elle n'est pas séparée encore. Alors, ça, c'est un aspect humain qu'il faut absolument incorporer quand on parle de séparation ou quand on parle d'une isolation.

M. Beaudry: Mme Marois, tantôt, parlait de

différents éléments. Par exemple, si on ne voulait pas continuer à acheter vos produits, qu'il y aurait peut-être compensation dans d'autres domaines. Il y a d'autres domaines où les provinces du Canada vendent plus au Québec qu'elles en reçoivent, mais ça, ça ne règle pas votre problème à vous.

(11 h 15)

M. Lapierre: Ça ne règle pas notre problème, dans le sens où l'émotivité peut influencer peut-être davantage à court terme. D'accord, par notre efficacité, par nos meilleurs produits, par la qualité, on pourrait en venir à reconquérir ce marché-là, mais le danger sera encore plus constant par après, avec une impossibilité de récupérer le marché suite aux négociations sur lesquelles on n'a aucune information quant à la manière dont ça va se dérouler et de quelle manière on sera protégés. Donc, on établit déjà, au départ, qu'il faut continuer une communication avec une position fédérale. Alors, cette communication économique doit demeurer pour préserver ces choses-là; non seulement elle doit, mais, logiquement, on admet déjà, au départ, qu'il faut la conserver. On nous dit qu'on aura d'autres outils pour négocier. Alors, si, à la fin, on ne change rien, eh bien, à quoi bon essayer de tout changer?

M. Beaudry: De ce que vous savez des industries du vêtement dans les autres provinces, particulièrement de l'Ontario, du Manitoba et de la Colombie-Britannique qui sont les provinces avec lesquelles vous transigez davantage, dans un contexte où les négociations – si le Québec devenait souverain, bien sûr – avec l'ensemble du Canada s'avéraient plus difficiles que prévues, est-ce que vous croyez que ces gens-là seraient en mesure de répondre facilement et rapidement à leurs besoins, en laissant le Québec de côté, en arrêtant ou en diminuant leurs achats? Est-ce qu'ils sont en mesure, dans leur industrie, de répondre facilement aux besoins de leur province? Est-ce qu'ils ont la capacité productive, en d'autres mots, de façon rapide?

M. Shames: Je pense qu'il y a de bonnes possibilités de production à Winnipeg, dans des villes, beaucoup de villages au Manitoba. Il y a maintenant un commencement d'industrie en Alberta. Vancouver commence à faire de l'expansion dans l'industrie du vêtement. En Ontario, il y a une base de production. Au Québec, on a bâti l'industrie. On était les premiers, on a commencé l'industrie à Québec et, à Montréal, on a une base très significative de fournisseurs de biens et de services, mais ça commence. Ils peuvent avoir accès à ces fournisseurs aussi dans les autres provinces. Ils ont déjà une base et ils peuvent élargir facilement leur production. Il y a beaucoup de chômage dans le pays. Alors, il y a beaucoup de gens qui cherchent des emplois et ce ne sera pas un énorme effort, pour ces

provinces, d'accroître, de doubler ou de tripler leur production et leur productivité.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Oui. En continuant avec les idées de Mme Marois et aussi de mon collègue M. Beaudry, je pourrais dire que, moi, ça me donne l'impression, mais peut-être, si vous aimez mieux, M. Lapierre, continuer dans la même veine, vous avez des craintes concernant la longueur et les difficultés dans la période de négociations. Ce n'est pas l'après ou l'avant, c'est plutôt la période et les problèmes qui peuvent survenir dans cette période.

M. Lapierre: Non, les craintes existent pour la période immédiate et les craintes existent pour l'après. Nous n'avons aucune sécurité de marché. On semble prendre pour acquis que c'est facile d'acquérir un marché, d'acquérir le marché américain ou tout ça. C'est une situation très difficile. Alors, si le moindre on perd une portion du marché canadien à l'extérieur du Québec, le reconquérir sera très difficile. À partir du moment où on a ouvert la porte, où on a laissé le compétiteur prendre notre place, c'est très difficile de revenir conquérir. J'aurais besoin du même facteur. Toutes les qualités que j'avais avant vont être disparues, parce que je suis maintenant en compétition avec un autre où, actuellement, dans un état de fait, je suis en place.

Mme Campbell Steer: Si nous allons encore plus loin, pensez-vous que le Québec, seul, peut négocier des traités commercialement intéressants avec des pays acheteurs autres que le Canada?

M. Lapierre: Est-ce que le Québec aura une position aussi forte, pour négocier seul...

Mme Campbell Steer: Comme le Canada.

M. Lapierre: ...que s'il négocie à l'intérieur d'un fédéralisme nouvelle mode? La position de l'industrie est que nous croyons fermement que nous serons en position beaucoup plus forte si on négocie à l'intérieur d'un fédéralisme nouvelle mode.

Mme Campbell Steer: Parce que, avec tous les autres manufacturiers de l'industrie textile, vous êtes plus forts?

M. Lapierre: Parce que tel que défini, à cause du statut particulier de notre industrie qui est très importante au Québec – je sais que je me répète, mais c'est l'état de la situation – notre industrie joue un rôle important et on est très hésitants à vouloir faire un "challenge" avec notre industrie plutôt que de la

protéger.

Mme Campbell Steer: Surtout avec 100 000 emplois.

M. Lapierre: Pourquoi ne pas la protéger? On sait que les immigrants, nos nouveaux Québécois sont aussi une force future et notre industrie sait approcher ces gens-là. Notre industrie peut jouer un rôle très important auprès de ces gens-là. On peut les adapter, et beaucoup plus rapidement peut-être que tous les programmes gouvernementaux ensemble peuvent essayer de le faire. Nous allons mieux réussir, dans nos industries, à acclimater ces gens-là et faire que ces nouveaux Québécois absorbent mieux la culture française. Nous avons les moyens de faire ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il me reste à vous remercier. Malheureusement, nous avons maintenant épuisé notre demi-heure. Vous avez présenté des données extrêmement intéressantes sur un secteur particulier de l'industrie manufacturière du Québec. Ces données nous sont extrêmement utiles pour étudier l'ensemble de la question. Nous vous remercions tous de votre présence ici ce matin.

Je vous prie maintenant, tout en acceptant les salutations des membres de la Commission, de vous retirer de la table pour que le prochain groupe puisse venir y prendre place le plus rapidement possible. Ce sera la Chambre des notaires du Québec. Merci.

(Suspension de la séance à 11 h 21)

(Reprise à 11 h 23)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous recevons maintenant la Chambre des notaires du Québec. Me Taschereau va nous présenter le groupe. Vous savez que vous avez une période de cinq minutes que nous cherchons désespérément à atteindre dans tous les cas – et nous réussissons très peu souvent – pour la présentation de votre mémoire.

Chambre des notaires du Québec

M. Taschereau (Jacques): MM. les Présidents, Mmes et MM. les commissaires, je serai très bref, vu le peu de temps dont vous disposez. Je me présente, Jacques Taschereau, président de la Chambre des notaires du Québec.

La Chambre des notaires du Québec a considéré comme étant de son devoir de présenter à cette Commission les orientations de la majorité de ses membres, en conformité avec un sondage. Les notaires sont présents dans les villages les plus reculés comme dans toutes les villes. Ils sont à l'écoute de la population. Ils

contribuent à son information et dispensent des services juridiques. Ils sont actifs dans les mouvements socioculturels et économiques de leur milieu dont il sont, en quelque sorte, un reflet. Me Guy Bélisle, à ma droite, qui a présidé le comité de la Chambre, est l'auteur de ce mémoire. Me Bélisle est depuis près de 30 ans ce que j'appelle un notaire dans le champ; spécialiste du droit municipal, chargé de mandats importants, il a été pendant 23 ans maire de Saint-Eustache. Il vous présentera lui-même les membres de son comité, qui sont présents.

Avec votre permission, MM. les Présidents, Me Bélisle commentera le mémoire déposé par la Chambre des notaires du Québec. Merci d'avoir accepté de nous entendre.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est à vous, Me Bélisle.

M. Bélisle (Guy): MM. les Présidents, mesdames, messieurs, permettez-moi de vous présenter mes collègues qui ont participé à l'élaboration de ce rapport qui représente la position de la majorité des membres de la Chambre des notaires du Québec et qui ont répondu à un questionnaire très représentatif. Tout d'abord, à ma droite, Mme Nathalie Ebnoether qui est membre externe du bureau de l'Ordre des notaires et représente l'Office des professions. Me André Auclair, notaire à Laval et Me Jean Morin, notaire à Sillery. Malheureusement, Me Jean-François Dugas et Me Yves Legault n'ont pu venir mais je dois quand même souligner leur précieuse collaboration.

Après une consultation approfondie de ses membres sur le partage souhaité des compétences gouvernementales, la Chambre des notaires du Québec propose que le Québec opte, soit pour un régime fédéral au sens propre, soit pour la souveraineté-association. Dans les deux cas, conclut le mémoire que nous vous présentons, le Québec assumerait la plénitude de ses pouvoirs comme étant souverain. C'est la position exprimée par la majorité des notaires qui ont été consultés, soit plus de 500 qui ont répondu au questionnaire.

Avant de tirer cette conclusion, l'Ordre professionnel des notaires consacre une partie de son intervention à préciser l'essentiel des valeurs à protéger pour promouvoir un Québec vivant, distinct et autonome. Ces valeurs sont la langue, le droit civil québécois, les droits et libertés, l'administration de la justice, l'immigration et aussi nous avons, par le questionnaire, obtenu certaines réponses concernant certaines valeurs que l'ensemble des notaires aimeraient partager et voir partager par le Québec et le gouvernement. Or, au niveau des compétences partagées, il y aurait le commerce international, les affaires extérieures, la monnaie, la défense, le droit criminel, les douanes. C'est donc dire que l'ensemble de la Chambre des notaires, en autant

que les réponses sont représentatives du milieu, entend maintenir un lien fédéral avec le Canada, entend maintenir un lien avec le Canada, que ce soit dans un système confédéral, que ce soit dans un système de souveraineté-association. Une chose qui est quand même à souligner, c'est qu'aucune compétence n'aurait été reconnue par les notaires comme appartenant exclusivement au fédéral.

Je pense que ça aussi, c'est très révélateur et ça détermine jusqu'à quel point l'ensemble des notaires qui, comme le disait tout à l'heure M. le président de la Chambre, oeuvrent partout au Québec — il n'y a maintenant pas des curés dans toutes les paroisses, mais il y a des notaires à peu près partout et dans tous les coins reculés du Québec. Or, ce sont tous ces gens-là qui ont été appelés à répondre à notre questionnaire et qui représentent, je pense, aussi le reflet de la population. Les notaires traitent, au niveau économique, des affaires assez importantes. Plus de 20 000 000 000 \$ passent par nos comptes "in trust", en fiducie. Or, ce qui veut dire également que nous avons l'oreille aussi et la communication constante et quotidienne avec le monde économique. C'est pour cette raison que la Chambre des notaires ne pouvait pas laisser passer une aussi belle occasion de pouvoir refléter cette conscience populaire en même temps que tous les autres mémoires qui vous ont été soumis jusqu'à date, et cette conscience populaire, nous nous y associons en tant que citoyens du Québec et non pas uniquement en tant qu'intervention corporatiste.

C'est la raison pour laquelle nous avons aussi pris la peine de refléter de façon la plus juste possible, par la voie d'un sondage, ce message que nous voulons aujourd'hui livrer à la Commission à qui nous souhaitons, à l'occasion, bonne chance parce que le travail est gigantesque jusqu'à la fin, et veuillez croire que ce que nous vous présentons aujourd'hui, nous le faisons avec grand plaisir et grande satisfaction et dans le respect, justement, des institutions démocratiques qui sont les nôtres. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est à M. Léonard.

M. Léonard: M. le Président, je voudrais saluer la Chambre des notaires. Vous me permettez tout particulièrement de saluer son président, Me Jacques Taschereau qui a été mon professeur à l'université, et Me Guy Bélisle qui...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je ne me rends pas responsable de ce qui va se passer par la suite.

M. Léonard: Ha, ha, ha! Et Me Guy Bélisle que j'ai connu alors que j'étais ministre des Affaires municipales et à l'Aménagement aussi. Je voudrais vous féliciter pour votre prise de

position et votre implication dans ce débat. Je pense que, comme corporation professionnelle, il n'y en a pas tellement qui sont venues ici se prononcer et je pense que c'est un signe que vous voulez vous impliquer dans le milieu. Quoi qu'il en soit, je pense que les notaires représentent en quelque sorte la continuité, la pérennité du Québec, parce que vous êtes au cœur de toutes nos transactions importantes, de tous nos moments importants dans la vie: le contrat de mariage, la première hypothèque sur la maison, le testament, etc. Toutes nos transactions immobilières, si l'on veut, le droit civil en particulier. (11 h 30)

M. le Président, je voudrais vous poser une question justement en relation avec le genre de travail que vous faites. Vous êtes souvent au cœur de transactions compliquées qui touchent, en particulier, des biens importants pour des individus, pour des sociétés. Je voudrais peut-être faire ou établir une comparaison. Lorsque nous allons négocier le partage de la dette avec le gouvernement fédéral, négocier la part du déficit accumulée qui va nous revenir, je suppose qu'on va s'entendre que nous n'aurons pas à rembourser cette dette, mais que nous allons traiter cette question, la part qui nous revient, sous forme d'assumption, en quelque sorte une assumption d'hypothèque comme l'on fait dans les immobilisations et, donc, que nous aurons à payer des intérêts, que nous payons à l'heure actuelle par les impôts que nous payons au gouvernement fédéral, nous aurons à assumer les intérêts sur cette dette par le gouvernement du Québec qui va les payer, lui, aux détenteurs d'obligations. Est-ce que vous trouvez que c'est une approche valable ou une approche par analogie qui peut se comparer?

M. Bélisle: Oui. Je pense que l'assumption d'hypothèque, c'est quand même un élément très connu de la pratique notariale. L'assumption d'hypothèque ne change pas les conditions ni le terme ni le mode de remboursement des montants à rembourser. Alors, c'est bien certain qu'il ne faudrait pas s'attendre non plus, si jamais on avait à négocier un partage de la dette, à ce qu'on soit obligé de la payer immédiatement. En tout cas, il faudrait à ce moment-là que le gouvernement fédéral, le gouvernement du Canada paie à son tour et comptant les montants qu'il doit, parce qu'il y a une partie de ces montants-là qui nous est attribuée, à nous, comme dette actuelle en tant que citoyens canadiens.

M. Léonard: Donc, si je comprends bien, nous ne serions pas obligés, dans une telle hypothèse, de rembourser notre part de la dette fédérale, mais simplement d'assumer la continuation du paiement des intérêts. En quelque sorte les 8 000 000 000 \$ que nous payons via nos impôts au fédéral, nous allons simplement les

payer par les impôts que percevra le gouvernement du Québec.

M. Bélisle: Ça serait logique, oui.

M. Léonard: Ça serait logique.

M. Bélisle: Oui.

M. Léonard: M. le Président, je voudrais...

Le Président (M. Michel Bélanger): Dernière question, M. Léonard.

M. Léonard: Très rapidement donc. Vous dites que la défense devrait être une compétence partagée. Dans mon esprit, tout ce qui concerne la défense, à mon sens, va être négocié à trois sur le continent, en quelque sorte, parce que je pense qu'il y a les États-Unis qui sont très impliqués, le Canada le sera et le Québec le sera. Donc, nous serons à trois dans ce secteur. Je pense qu'il s'agit plutôt d'une entente. Est-ce que je peux penser que vous l'avez imaginée comme cela?

M. Taschereau: En fait, ce n'est pas exactement dans ce sens-là que la réponse du sondage est venue. La réponse du sondage est venue à l'effet que, au lieu d'avoir trois armées, il y aurait peut-être deux armées, une américaine et une canadienne, auxquelles se joindrait le Québec. C'est dans ce sens-là.

M. Léonard: En tout cas. Je veux noter en terminant que c'est 80 % des notaires qui jugent que la souveraineté doit se faire.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Bouchard qui sera suivi de M. Libman et de M. Proulx.

M. Bouchard: M. le Président, je voudrais, moi aussi, rendre hommage à Me Jacques Taschereau qui a prodigué un enseignement tout à fait admirable à plusieurs générations d'étudiants, et j'en suis. D'ailleurs, il y a peut-être un lien de responsabilité, M. le Président, entre mes questions et cet enseignement qui nous a été donné à l'époque.

M. le président, votre mémoire est conclu d'une façon extrêmement nette en écartant l'indépendance pure et dure, comme on l'a appelée au début de la Commission, et, d'autre part, le fédéralisme. Vous envisagez comme hypothèse de solution soit une solution confédérale, soit la souveraineté-association.

La solution confédérale a été évoquée à quelques reprises devant la Commission, mais d'une façon quand même assez limitée. J'ai été étonné de voir comme peu de personnes en ont quand même parlé. Il s'en est parlé, mais relativement peu de personnes. Sauf M. Dion qui,

dans son intervention récente, a évoqué d'une façon plus spécifique la solution confédérale qui est assez mal connue, en un sens, parce que beaucoup de Québécois, et même de Canadiens, pensent que le régime dans lequel nous sommes est la confédération, parce que cette fédération, on l'a longtemps, et même vulgairement, généralement appelée confédération. Je crois qu'il est très important que ces notions soient bien distinguées dans l'opinion publique parce que ce sont deux univers bien différents. Vous-mêmes établissez une démarcation radicale entre le fédéralisme et la confédération.

Il y a même un débat qui s'est instauré et qui n'est pas conclu, bien sûr. C'est dans le cadre d'une solution confédérale où il y a des États souverains qui s'associent et qui se donnent une instance centrale pour gérer des activités qu'ils gardent en commun. Il y a quand même quelque chose qui ressemble à une assemblée, à un Parlement. Mais il y a deux théories, là-dessus. Il y en a qui voient ce Parlement comme étant formé de personnes élues au suffrage universel, ce qui nous rapproche un peu plus du fédéralisme, ce qui reste dans la confédération. Il y en a d'autres qui écartent l'idée d'un Parlement élu au suffrage universel parce que, disent-ils, un Parlement formé d'élus au suffrage universel va perpétuer cette dichotomie entre les deux paliers de parlementaires du Québec. Et, un Parlement, qui est dépouillé de pouvoirs, va toujours chercher à s'en trouver. Il va inévitablement, par une sorte de division de la force politique, arriver à le faire et donc, d'après les tenants de cette école, il faudrait qu'on revienne à un modèle plus conventionnel, plus classique de la confédération qui veut que le Parlement soit formé de délégués des États fédérés, des États souverains qui en font partie.

J'aimerais savoir, dans le cadre de votre mémoire, si la Chambre des notaires s'est penchée sur la conception qu'elle a du régime confédéral qu'elle propose.

M. Taschereau: Oui, M. le commissaire. La Chambre des notaires a fait, par son service de recherche, une consultation des grands auteurs de droit, parmi lesquels j'ai reconnu notre ministre de la Justice dans son ouvrage sur le fédéralisme. Nous allons vous communiquer, comme à la presse d'ailleurs, l'essentiel de la documentation de recherche que nous avons faite en droit public et qui cerne bien la définition de confédération. Comme vous l'avez indiqué, il y a souvent confusion dans le public. Nous vivons dans une fédération présentement et le terme "le pacte confédératif" était un terme impropre. C'est pourquoi nous insistons dans notre présentation sur le sens propre du terme.

Je crois que lorsque les gouvernements négocieront, ils devront se pencher peut-être sur une formule, soit électorale pour la détermination d'un choix de représentants dans un régime

confédéral pour les pouvoirs délégués à cet État central, regarder... Les gouvernements devront se pencher peut-être sur l'expérience du Parlement européen et prendre comme source d'inspiration les étapes successives qu'a franchies la Communauté européenne à cet égard.

Le Président (M. Michel Bélanger): Monsieur... Je vous en prie, je croyais que vous aviez terminé.

M. Taschereau: Non, je crois.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Libman.

M. Libman: Merci beaucoup, M. le Président. Moi, je veux poser une question sur les détails de votre sondage parce que quand je lis que 80 % des notaires de Québec se prononcent en faveur de l'indépendance du Québec, il me semble qu'il y a quelque chose qui cloche. Vous dites dans votre mémoire, dans votre avant-propos, vous ne parlez pas seulement à titre de président de la Chambre des notaires de Québec, mais au nom des 3500 notaires. Vous dites aussi, à la première page de votre mémoire, que la Chambre a associé les notaires du Québec dans ses démarches en les invitant à lui faire connaître leur opinion au moyen d'un récent sondage représentatif dont les résultats ont largement inspiré le contenu de ce document.

Et finalement, à la page 5, vous déclarez encore que la Chambre des notaires du Québec se fait donc le porte-parole officiel des notaires. Alors, ma question est la suivante parce que je suis un peu perplexe. Moi, j'ai contacté plusieurs notaires que je connais, des notaires anglophones, des notaires francophones, qui n'ont jamais reçu un sondage, qui ne savaient même pas que ça existait.

Et deuxièmement, ils ont dit qu'il n'y avait aucun membre de la Chambre des notaires de Québec, premièrement, qui devait venir présenter un mémoire et deuxièmement, de se prononcer en faveur de la souveraineté du Québec. Alors, est-ce que vous pouvez me donner un peu de détails. Comment avez-vous fait ce sondage? Qui a été consulté? Combien de personnes ont été consultées? Et est-ce qu'un sondage a été envoyé à tous les notaires au Québec?

M. Bélisle: Il y a, à l'intérieur de la Chambre des notaires, des sondages permanents qui se font par une firme, et il y a eu aussi une autre firme qui a fait un sondage, une firme de Québec, ici. Si jamais vous voulez avoir le résultat du sondage, on pourra vous le donner. S'il y a des notaires qui n'ont pas répondu, ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas été contactés. Particulièrement, à l'automne dernier, il y avait 900 notaires ici, à Québec même...

Une voix: 1100.

M. Bélisle: 1100 notaires et les 1100 notaires ont reçu le questionnaire, et on les a énormément incités à répondre. Un sondage ne demande pas la réponse des 3500 notaires. Et je vous corrige aussi quand vous avez utilisé l'expression que les notaires ont voté à 80 % en faveur de l'indépendance. Seulement 17 % des notaires étaient en faveur de l'indépendance.

Une voix: Souveraineté.

M. Bélisle: Au niveau de la souveraineté-association, c'est plutôt l'aspect confédératif qui a été retenu beaucoup plus que l'aspect souveraineté-association. Et si vous regardez notre mémoire et si vous regardez l'article de M. Dion, vous allez voir des ressemblances frappantes, particulièrement en ce qui concerne la définition de confédération et de partage des pouvoirs. Ni M. Dion n'a été consulté par la Chambre des notaires, et ni la Chambre des notaires n'a eu vent de cet article-là avant que M. Dion le produise, puisque notre rapport était déposé auprès de la Commission au début de novembre.

Donc, nous en concluons, nous, que notre position est de conserver un fort lien fédéral dans un cadre confédératif, mais s'il n'y a pas possibilité d'aller, de pouvoir négocier quelque chose dans un cadre confédératif, les notaires seraient prêts à accepter la souveraineté-association.

M. Libman: Alors, la question de sondage. Est-ce que c'est inexact que ces résultats sont basés seulement... Moi, l'information que j'ai eue, qu'il y avait un cours de perfectionnement ici à la ville de Québec, le 2 novembre. Les sondages étaient distribués aux 500 participants et votre mémoire est basé seulement sur ces 500 ou 600 répondants qui étaient là.

M. Bélisle: 1100.

M. Libman: Vous me dites que tous les notaires de Québec ont été consultés, et vous vous êtes basés seulement sur les résultats des répondants. C'est ce que vous nous dites? (11 h 45)

M. Bélisle: On a dit qu'on avait eu un sondage représentatif. Il y a eu 1100 notaires qui ont été consultés. Vous savez que dans tout sondage... On va sonder le Québec, on va demander à 1000 personnes leur opinion et on dit que c'est l'opinion de l'ensemble du Québec. Alors, si on en a 1100, nous, qui ont reçu le sondage... Certains ont décidé de ne pas répondre pour des raisons personnelles, ils ont oublié ou ils n'ont pas voulu répondre, d'autres ont répondu. On a eu 539 réponses sur 3500. Nous, on croyait que c'était quand même très représentatif.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Proulx.

M. Proulx: Merci, M. le Président. Mes questions ont été posées, mais je profite quand même de mon temps pour relever certaines choses. Premièrement, peut-être ajouter à votre blague. C'est vrai qu'il y a probablement autant, sinon plus, de notaires que de curés maintenant dans le monde rural, à la petite différence que quand vous faites la quête, c'est un peu plus dépensieux.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Proulx: Ceci étant dit, j'ai eu des réponses à mes questions, mais je veux revenir sur la dernière question de M. Libman parce que ça c'est revenu continuellement quand des groupes sont venus ici, et particulièrement des groupes comme vous autres, nous autres aussi, considérés comme des groupes conservateurs et on est, dans les groupes, probablement la proportion de groupes qui s'est prononcée le plus clairement. On remet toujours en cause, ici en tout cas, de la part de certaines personnes, la légitimité des sondages qu'on fait.

Moi, je vous dirai que beaucoup de députés, tant au fédéral qu'au provincial, s'ils avaient autant de légitimité par des sondages que ceux qu'on a faits, ils se trouveraient très heureux et je trouve ça malheureux qu'on mette trop souvent en doute la façon de travailler de nos organismes. Moi, j'aimerais vous demander... En fait, la question, c'est: Pour avoir une opinion, pour avoir un avis afin de vous prononcer sur la question constitutionnelle, avez-vous travaillé différemment de la manière que vous travaillez normalement sur n'importe quel autre sujet de vos responsabilités? Je pense que c'est ça qui va nous éclairer et qui va répondre, un peu, à ces gens-là qui mettent toujours en doute qu'on a fait jouer nos émotions dans nos organismes.

M. Bélisle: Je dois vous répondre là-dessus que l'invitation a été faite aux 3500 notaires aux cours de perfectionnement. Il y en avait 1100 de présents, mais tout le monde pouvait... Tout le monde a été mis au courant qu'il y avait un sondage, tout le monde pouvait y répondre. J'ai dit tout à l'heure aussi que la Chambre des notaires fait des sondages de façon permanente sur beaucoup de sujets et on n'a jamais contesté, à date, les réponses obtenues par les sondages qu'on a faits. Un des deux sondages qui a été réalisé l'a été par exactement la même firme de sondage qui fait normalement les sondages pour le compte de la Chambre des notaires. Le deuxième a été fait, on l'a expliqué, par une autre firme de sondage et il a validé le premier sondage. Je pense que, dans les circonstances, on peut quand même conclure que c'est très représentatif de la position de l'ensemble de la

profession et des notaires.

M. Proulx: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Ouellet, pour deux ou trois minutes.

M. Ouellet: Merci, M. le Président. Je constate que votre conclusion me paraît fort sage, mais elle débouche sur une recommandation qui me laisse un peu perplexe. Vous dites, en conclusion: Tout changement en profondeur ne pourra s'opérer sans créer une certaine déstabilisation quoi qu'on en pense, quoi qu'on en dise; il ne faudrait pas que l'harmonie au sein de la population québécoise soit mise en péril par suite d'actions posées inconsidérément. Après, vous dites: C'est sûr, on rejette l'indépendance parce que ça, ça serait de la déstabilisation et vous recommandez soit le régime confédéral, soit la souveraineté-association. Mais un fédéralisme renouvelé, à mon avis, ça serait de la déstabilisation.

M. Bélisle: Un fédéralisme renouvelé, je peux vous dire qu'on en a entendu parler depuis longtemps et qu'en 1980, en particulier, où plusieurs des membres de la Chambre des notaires ont pris parti pour le fédéralisme. Ils croyaient réellement en un renouvellement du fédéralisme. Je me demande si on aurait pris cette même position si on avait appris que, deux ans plus tard, le Québec serait, à toutes fins pratiques, exclu de l'entente constitutionnelle.

M. Ouellet: D'accord.

M. Bélisle: Depuis ce temps-là, même s'il y a eu des tentatives — on est rendus en 1991 — il n'y a pas eu encore de fédéralisme renouvelé. On est encore autour d'une table constitutionnelle, alors qu'on aurait beaucoup d'autres choses à faire; les jeunes l'ont dit ce matin. On aurait beaucoup d'autres choses qui seraient beaucoup plus productives et on risque, dans dix ans, de se retrouver encore autour de la même table, parce que le fédéralisme n'aura peut-être pas été renouvelé comme les Québécois l'entendent ou comme les Canadiens l'entendent.

M. Ouellet: Mais s'il est profondément renouvelé, vous n'écartez pas cette possibilité.

M. Bélisle: C'est peut-être un peu tard pour dire qu'il pourrait être renouvelé. Il reste une chose, c'est que, maintenant, il faut être "proactif" parce que la chance était de l'autre côté, d'être "proactif", et ça a manqué. Alors, je pense que le Québec... Vous savez qu'à partir du moment où on arrête, on recule.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. M. le Président, mesdames et messieurs, bienvenue à la Commission. Je vous le dis comme membre de cette Commission, comme membre du gouvernement, comme ministre de la Justice aussi. Je vous accueille avec beaucoup de plaisir et je vous félicite de venir nous présenter un mémoire, surtout un mémoire bien fait, bien articulé, solide. Je vous en félicite. Vous n'êtes pas des gens, comme dirait mon père, très olé olé ni, comme dirait mon fils, rock and roll. Vous êtes des gens bien assis sur une réflexion qui vous caractérise fort bien et vous jouez un rôle, au point de vue social, au point de vue économique, dans notre société qui, tout à l'heure, a été très bien décrit.

Votre mémoire est très intéressant et je suis convaincu qu'il fournit des pistes de consensus importantes à cette Commission, à la toute fin de nos audiences publiques. Je vais vous en donner quelques preuves en vous disant que je suis d'accord avec M. Ouellet pour vous dire que votre conclusion est sage. Je vais vous dire que je suis d'accord avec M. Bouchard pour vous dire que vous faites une distinction très intéressante entre fédéralisme, confédéralisme, souveraineté-association et indépendance. Je vais me référer au tout dernier paragraphe de votre mémoire et je vous cite. "La Chambre des notaires du Québec écarte à la fois le fédéralisme et l'indépendance..." Je fais une parenthèse. Je comprends que, pour vous, fédéralisme est synonyme de statu quo ou à peu près. L'indépendance est l'extrême qu'on a appelé pur et dur, d'une certaine façon. Je continue ma citation: "...et propose soit un régime confédéral dans son sens propre, soit la souveraineté-association. Dans les deux cas, le Québec assumera la plénitude de ses pouvoirs comme État souverain. C'est au peuple du Québec d'en décider." C'est la dernière phrase de votre mémoire.

Je trouve ça intéressant, parce que vous situez le concept de souveraineté d'une façon extrêmement intéressante en fonction de l'évolution récente de la jurisprudence internationale, c'est-à-dire que la souveraineté peut se comprendre par une souveraineté internationale ou une souveraineté interne. Si je comprends bien votre mémoire, vous êtes en faveur d'une confédération, une véritable confédération, parce que, comme M. Bouchard le soulignait tout à l'heure à juste titre, on l'a appelée la Confédération canadienne, mais ce n'est pas une confédération qu'on a, c'est une fédération. Mais vous, vous êtes en faveur d'une véritable confédération, avec des pouvoirs, donc, au Québec, exclusifs très importants - je ne les énumérerai pas - et vous faites la différence avec la souveraineté-association. J'aimerais que vous puissiez élaborer sur cette distinction que vous faites entre une confédération et une souveraineté-association, que vous décrivez dans votre rapport.

M. Taschereau: M. le ministre, de fait, nous nous sommes préoccupés d'établir dans notre position qu'il y avait plusieurs choix. Ce qui nous inquiète un peu dans le concept de souveraineté-association, c'est qu'il n'a pas été entièrement précisé. C'est un concept qui a évolué, qui n'est pas traité comme tel, suivant nos recherches, par les auteurs de droit public. En somme, les paramètres, les balises ne sont pas définies. Ce concept a évolué chez nos hommes politiques, comme vous le savez, et il nous a semblé préférable... mais laissant l'option ouverte, le concept de souveraineté-association peut faire l'objet d'une définition par les pouvoirs publics qui détermineront les options qui sont réservées. Il nous a semblé que le système confédéral était déjà bien défini et qu'il s'agissait de choisir ce qui nous convient, mais à l'aide des paramètres qui sont fixés par les auteurs.

M. Rémillard: Je ne veux pas vous interrompre et le temps presse, mais il y a un point que j'aimerais préciser avec vous: Est-ce que vous considérez que la souveraineté-association est basée sur un traité international, donc une souveraineté du Québec à ce moment-là qui le fait reconnaître comme un pays et qu'il s'associe avec le reste du Canada, alors que la confédération, ce serait la souveraineté du Québec, mais qui se situe à l'intérieur d'une constitution de droit interne, à l'intérieur donc d'un seul pays. Est-ce que c'est un peu ça que vous voyez comme évolution?

M. Bélisle: Oui, c'est plutôt la deuxième solution qui serait la plénitude des pouvoirs de deux entités politiques et nationales qui réunirait sur un même territoire, finalement, un gouvernement central à qui on déléguerait des pouvoirs et des responsabilités. Je répète que ce que révèlent les fameux sondages dont on vient de discuter, c'est plutôt dans le sens de cette association, de cette confédération avec plénitude de pouvoirs et entente pour un partage avec d'autres États souverains, de sorte qu'on pourrait garder le même Canada, mais avec des pouvoirs qui seraient assumés par des régions ou des provinces. Une chose qui est certaine, c'est que le Québec assumerait les siens. C'est certain que ce genre de confédération serait, à ce moment-là, différent de la souveraineté-association. Ce que l'on a, à force de discuter entre nous... au niveau de la souveraineté-association, ce qu'on a toujours compris finalement, c'est que c'était l'association économique alors que nos membres veulent aller plus loin que l'association économique et veulent partager d'autres pouvoirs. C'est pour ça que je vous disais tout à l'heure que notre mémoire se rapproche de l'article de M. Léon Dion qui suggère de partager d'autres compétences comme la monnaie, la banque, le commerce international, etc.

M. Rémillard: Il y a le professeur Léon Dion, on pourrait ajouter le professeur Garant qui est venu nous expliquer cette théorie-là hier, le professeur Ivan Bernier aussi, Nicole Duplé. Plusieurs experts sont venus, mais vous êtes probablement le premier groupe qui vient nous expliquer d'une façon aussi pratique, appuyé par votre sondage, une distinction qui, je pense, méritait, à cette commission, d'être bien expliquée, entre le confédéralisme et la souveraineté-association.

Alors, si je comprends bien votre mémoire, vous recherchez la plénitude des pouvoirs, la pleine autonomie du Québec, la souveraineté du Québec dans les pouvoirs que vous lui accordez, mais cette souveraineté demeure interne, c'est-à-dire qu'elle se situe à l'intérieur d'une constitution de droit interne pour former une véritable confédération. Je vous résume correctement?

M. Bélisle: Oui.

M. Taschereau: M. le ministre, si je puis compléter, c'est que lorsque nous parlons de souveraineté, nous voulons parler de pouvoirs exclusifs dans les domaines que nous nous réserverions. Il y aurait ensuite les pouvoirs délégués à l'État central et il faudrait, de toute façon, que le ou les pouvoirs résiduels soient retenus par le Québec, à l'inverse de ce qui existe dans notre fédéralisme actuel.

M. Rémillard: C'est une contribution majeure, M. le Président, à cette Commission.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci de cette dernière précision, Me Taschereau. Merci à la Chambre des notaires de ce fort intéressant mémoire et à vous, messieurs, madame, de l'avoir présenté.

Avant que nous passions au suivant, je voudrais dire aux membres de la Commission que nous avons cet après-midi, et vous le savez, une séance de travail qui est prévue pour 14 heures. Vu qu'il nous reste encore deux groupes à entendre, je voudrais vous dire que vous serez attendus ici plutôt à 14 h 15 qu'à 14 heures. Ce qui permettra sans doute de commencer peu de temps après 14 h 15.

Merci à la Chambre des notaires. Nous allons maintenant recevoir le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec.

(Suspension de la séance à 12 heures)

(Reprise à 12 h 3)

Le Président (M. Michel Bélanger): Si les membres veulent bien reprendre leur siège.

Nous recevons maintenant le Syndicat de professionnelles et professionnels – ça s'écrit

différemment mais ça se prononce la même chose – le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec. M. le président, la parole est à vous pour présenter le groupe et, ensuite, vous avez cinq minutes de présentation.

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

M. Giroux (Daniel): Merci, M. le Président. Je vous présente les personnes qui m'accompagnent: M. Pierre Baillargeon, du centre du Québec, de la région de Drummondville; Mme Marie-Josée Lemay, du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration; M. Jacques Geoffroy, du ministère des Affaires culturelles; M. Daniel Demers, de l'Énergie et des Ressources et M. Serge Cloutier, du ministère des Communications, de la belle région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. M. Demers est de Québec.

Alors, vous voyez que notre syndicat représente des gens de tout le territoire du Québec. C'est parce que les services que nous donnons à la population sont de plus en plus près des citoyens et, ainsi, nous espérons qu'ils sont toujours de qualité meilleure d'année en année.

M. le Président, le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec tient à remercier les membres de cette Commission pour avoir accepté d'entendre le point de vue des professionnelles et professionnels oeuvrant au sein de l'administration publique québécoise. Notre syndicat regroupe quelque 12 000 personnes réparties sur l'ensemble du territoire, dans les emplois exigeant une formation universitaire. Il s'agit, à n'en pas douter, de la plus forte concentration d'experts-conseils au Québec. Dans l'exercice de nos fonctions, nous sommes engagés au sein de toutes les grandes missions de l'État québécois. Le point de vue que nous exprimons aujourd'hui est celui retenu lors d'un vote au scrutin secret, par 70 % de nos membres, en octobre dernier. Ils ont donné le mandat à leur syndicat de militer en faveur de la souveraineté du Québec, sans endosser l'option de quelque parti politique que ce soit.

Nos membres optent majoritairement pour la souveraineté parce qu'ils ont le goût d'un pays qui soit l'expression du peuple auquel ils et elles appartiennent. Leur décision est un cri du cœur, certes, mais c'est aussi la conviction profonde que des incompréhensions incontournables se sont glissées entre les peuples fondateurs du Canada. Ils constatent, comme beaucoup de leurs concitoyens et concitoyennes, que les efforts de réforme des institutions canadiennes, au fil des années et depuis de nombreuses années, ont été un échec. Quelle que soit la formule proposée par Québec, celle d'un statut particulier pour le Québec ou d'une Fédération moins centralisée, ce fut chaque fois un échec cuisant.

Quelle souveraineté appuyons-nous? Celle qui, sur le territoire du peuple québécois, confie à un seul et unique Parlement la responsabilité d'édicter l'ensemble des lois applicables et de percevoir tous les impôts, sous réserve d'une délégation possible, mais bien d'une délégation possible, à d'autres administrations. Le Québec prendrait place à la table des nations et pourrait conclure traités, conventions et accords internationaux selon ses propres impératifs.

Un peuple qui devient maître de sa destinée se responsabilise davantage. Il ne craint pas de conclure des accords avec ses voisins, sachant que ceux-ci ne peuvent assujettir ses orientations, objectifs ou visées. Après la souveraineté du Québec, de tels accords se feront sur les bases de rapports égaux et de partenariats respectueux et librement édifiés.

À cause de sa réalité géopolitique, le Québec souverain devra rechercher, à partir d'intérêts communs bien mesurés – et j'insiste là-dessus – sans toutefois renoncer à sa pleine souveraineté, pourra rechercher des liens privilégiés avec le Canada ou avec ce qu'on appelle aujourd'hui les neuf autres provinces.

Pour vivre et nous épanouir comme société francophone en terre d'Amérique, nous devons tendre vers une utilisation optimale de toutes nos ressources et, parmi celles-ci, l'État du Québec, l'État québécois, l'État des Québécoises et des Québécois, qui compte pour l'une des plus importantes ressources, doit inscrire au premier rang de ses préoccupations l'efficacité de ses interventions et la qualité de tous ses services. Notre expérience d'experts-consultants au sein de la fonction publique québécoise nous démontre que le fédéralisme canadien constitue un obstacle majeur au bon fonctionnement de l'État québécois. Notre mémoire décrit d'ailleurs quelques exemples, l'érosion des pouvoirs du Québec en matière de communication et de langue, les doublonnements nombreux qui empêchent la mise en train de politiques complètes en matière d'immigration, malgré les récents accords, de famille et d'emploi. Dans la plupart des missions gouvernementales, nos membres constatent des difficultés et des problèmes reliés à notre statut constitutionnel. Au total, une concurrence malsaine entre deux ordres de gouvernement dont les finalités s'estompent au profit de tensions et de querelles générées par un cadre constitutionnel désuet.

La Constitution canadienne nous a légué un système coûteux caractérisé par de multiples chevauchements. Nous avons aujourd'hui deux assemblées législatives, un seul Sénat heureusement, deux gouvernements, deux administrations qui interviennent dans les domaines suivants: les affaires extérieures, l'agriculture et les pêcheries, les affaires sociales, le commerce et l'industrie, les communications et la culture, l'éducation, l'énergie, l'immigration, les institutions financières, la justice, les loisirs, la main-

d'oeuvre, le revenu, la science et la technologie.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. le président, sans vouloir vous interrompre, les cinq minutes sont déjà passées depuis quelque temps: Peut-être voulez-vous aller vers les conclusions ou recommandations?

M. Giroux: Oui, M. le Président, avec grand plaisir. Il nous semble que la souveraineté commandera que l'État québécois procède à une redéfinition et à une révision fondamentale de son rôle et de ses missions et, à cet égard, notre document propose des orientations très précises. Nous voulons, en terminant, affirmer à toutes les Québécoises et tous les Québécois, si leur choix est celui de la souveraineté du Québec, que sa fonction publique, à laquelle se joindront de nombreuses personnes oeuvrant actuellement au fédéral, dispose de toute la compétence nécessaire pour exercer toutes et pleinement les responsabilités qui lui échoiront.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Giroux. La parole est maintenant à M. Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. Bienvenue à cette Commission. Il me semble que le portrait n'aurait pas été complet si les premiers serveurs de l'État ne s'étaient pas présentés à notre table pour donner leur point de vue. Vous qui occupez un poste d'observation unique, qui avez une pratique quotidienne des rapports politiques qui définissent un projet correspondant à celui qui nous a été défini par plusieurs groupes dans la société, qui correspond globalement à une volonté populaire qui, d'année en année, on pourrait même dire de décennie en décennie, s'affirme toujours davantage; qui, dans chacun de vos ministères, voyez par ailleurs des tas de projets, je dirais, se construire mais parfois ne pas aboutir. Des projets qui correspondent aux intérêts généraux de la population ou aux intérêts généraux du Québec, mais qui, dans la dispute politique, sont parfois ratatinés à des intérêts autres ou aux intérêts des autres. Je voudrais que vous nous disiez, à votre avis, pour que le projet que vous nous soumettez aboutisse, ça sera le résultat de quelles conditions dans la société québécoise pour qu'il réussisse? En plus clair, est-ce que le seul jeu des partis politiques va suffire à porter le projet que vous avancez?

M. Giroux: Évidemment, les partis politiques auront toujours et ont toujours un grand rôle à jouer, bien sûr. Mais ils nous semblent – et nous en parlons dans notre mémoire d'ailleurs – et le Québec en cela a déjà commencé à le faire – travailler, réunir les partenaires sociaux d'une même préoccupation, d'un même champ d'activité, pour définir avec eux, dans leur domaine – que ce soit la culture, les communications, une indus-

trie, un secteur industriel en particulier – quels sont la problématique, les problèmes et les solutions possibles. Nous devons – et je pense qu'il y a une évolution un peu en ce sens – les hommes et les femmes politiques devront accepter de se prêter à ce jeu hautement démocratique d'une consultation réelle, d'un partenariat entre l'ensemble des intervenants, qu'il s'agisse des syndicats, du mouvement syndical, des entreprises, du monde de la coopération, des artistes dans certains domaines. Tous ceux qui, dans un domaine donné, ont des préoccupations, des objectifs et, ainsi, nous pourrions cheminer, progresser tous ensemble, en nous donnant un peu mieux la main que nous avons réussi à le faire au cours des dernières années et dernières décennies.

M. Larose: Est-ce que, pour vous, il y a un certain momentum sur cette question capitale qui est à maintenir? Et comment pensez-vous que ça doit être maintenu?

M. Giroux: Je pense que ça fait partie du projet de société qu'il nous faut définir au cours de ce débat et, surtout, le poursuivre par la suite de manière à responsabiliser aussi tous les intervenants sociaux. Nous voyons de très bons exemples de cela avec le Forum pour l'emploi, par exemple – auquel vous participez, je crois, avec d'autres intervenants syndicaux mais aussi des intervenants patronaux – et que nous soutenons de l'intérieur avec des analyses, comme c'est cela notre rôle, sans prendre de décision. Ça appartient à d'autres, bien sûr.

De notre côté, nous tentons chez nos membres et dans l'appareil gouvernemental de développer ce souci et cette préoccupation de nous rapprocher des gens, de ne plus être dans nos bureaux, dans nos... ce que certains ont appelé nos tours d'ivoire, pour travailler concrètement avec les personnes impliquées quotidiennement dans les situations qu'il nous faut corriger, améliorer.

Je pense bien qu'à ce moment-ci, il nous faut continuer le débat, la démarche, avoir des réalisations à mettre devant la population à cet égard pour lui montrer que ça peut fonctionner, qu'on peut faire évoluer nos fonctionnements sociaux et, petit à petit, nous allons changer les valeurs, les comportements.

(12 h 15)

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Maciocia.

M. Maciocia: Oui, M. le Président. Merci, M. Giroux, de votre mémoire. Comme le disait M. Larose, c'est très important que la fonction publique ait eu au moins la possibilité de s'exprimer ou d'exprimer son opinion sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Votre position est très claire. Vous êtes pour la souveraineté du Québec. Vous dites

qu'une fois souverain, il serait souhaitable que le Québec établisse de nouveaux rapports égaux avec le Canada. Quelle serait, d'après vous, la réaction du Canada à cet égard? N'est-il pas possible qu'il voie la séparation comme un rejet ou une confrontation et qu'il refuse ce nouveau rapport?

M. Giroux: Je vous dirai que nous avons une certaine expérience de rapports avec des syndicats qui représentent des employés des fonctions publiques d'autres provinces. Nous réussissons, dans le respect mutuel, à avoir des rapports sur ce qui nous réunit, ce qui nous unit comme préoccupation et comme domaine d'analyse.

Évidemment, et j'ai eu l'occasion de leur dire déjà, ils devraient se préparer un peu mieux à ce qui se passe aujourd'hui au Québec. Ils sont un peu mal préparés. Ils tentent d'éloigner la réalité le plus loin possible de leurs yeux, mais elle s'en vient à grands pas et je crois qu'il s'agit de gens pratiques qui ont à cœur leurs intérêts et ils verront, il nous semble, l'intérêt de trouver sur des bases communes des modes de collaboration qui pourront leur servir et nous servir à nous aussi.

M. Maciocia: Oui, mais vous n'avez pas tout à fait répondu à ma question. Je vous ai demandé: Si, par exemple, ils refusent ce nouveau rapport, d'après vous, quelles seraient les conséquences qui peuvent arriver en refusant ce nouveau rapport pour le reste du Canada?

M. Giroux: Je pense qu'à ce moment-là le Québec pourra, seul, puisque ce sera son choix si c'est le cas, fonctionner très bien comme société, ne pas être pénalisé au plan économique, posséder tous les leviers de son développement. Il a d'immenses ressources, qu'il s'agisse de ressources humaines, de ressources énergétiques ou autres pour être une société et un pays pleinement développé sans souffrir de cet éventuel refus d'échange et de partenariat.

M. Maciocia: Mais, vous n'êtes pas sans savoir qu'il y aura une période d'incertitude politique à un certain moment lors de la séparation ou de l'éventuelle séparation du Québec. Est-ce que, d'après vous, beaucoup d'organismes comme l'Association des économistes et autres ont parlé d'une période de transition qui pourrait être coûteuse pour le niveau de vie des Québécois, est-ce que vous êtes d'accord qu'il y aura une période d'incertitude et que, par conséquent, il y aura une période d'instabilité, même économique, à ce moment-là?

M. Giroux: Si cela devait arriver pour les Québécois, il en serait sans doute de même pour l'ensemble des Canadiens. Partant de cela, conscients eux aussi de cela, ils devraient, avec

nous, chercher des moyens de l'éviter. Évidemment, il y a quand même des perceptions qui peuvent empêcher de voir la parfois réalité des choses, mais ce sera une période de transition qui ne devrait pas être très longue. Si c'est pour ensuite avoir tous les leviers de notre développement...

M. Maciocia: Il y a des gens qui ont parlé de 5, 10 ans. Est-ce que, d'après vous, les Québécois sont prêts à accepter une période de 5 ou 10 ans d'instabilité politique et, en même temps, les conséquences économiques?

M. Giroux: Je ne crois pas que ce soit le cas. Je pense qu'on exagère grandement ces conséquences néfastes.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. M. le Président, je suis très heureux moi aussi que les professionnels du gouvernement témoignent. Je dois les en féliciter. Il serait peut-être intéressant même que vous puissiez un jour en dehors d'un cadre formel, nous raconter toutes les expériences de "tataouinage" auxquelles on vous a assujettis au cours des années. Je suis convaincu qu'il y aurait des livres à écrire et des perles à raconter. Ça ferait probablement un best-seller au Québec.

Mais, professionnellement, comme collectivité, comme groupe, vous allez être corrects. Il y a un commissaire qui ne mettra pas en cause votre sondage. Je vous expliquerai pourquoi. Je dois vous dire que, moi, je trouve votre mémoire un des mémoires les plus intéressants et qui a une crédibilité, parce que vous vivez vous autres mêmes les problèmes dans chacun de nos ministères. Vous pourriez donner mille et un exemples aux Québécois combien il a été impossible de réaliser les aspirations du Québec au cours des années. Et ça, je dois vous dire un grand merci, aussi fort que le ministre disait merci à la Chambre des notaires tantôt, puisque vous êtes ses propres conseillers.

Cela étant dit, au lieu de vous parler d'incertitude pour 5 ans, pour 10 ans, j'aimerais vous entendre parler des capacités des Québécois et c'est un peu ce que vous nous dites dans votre mémoire: capacité de faire, capacité d'agir, capacité de réaliser des choses, au lieu d'essayer de faire peur au monde sur l'incapacité. Je connais même des hommes d'affaires, s'ils n'avaient pas osé dans leur vie, ils ne seraient probablement même pas assis à la table ici, parce qu'ils ont réussi, ils ont risqué et ils avaient confiance et ils étaient capables. À partir de là, moi, je voudrais vous dire un grand, grand merci au nom de la population québécoise.

J'aurais deux petites questions. Que répondez-vous à ceux qui, avec acharnement - ç'a été

presque exclusivement leur question - ne cessent de dire qu'au Québec on est capable encore de rester dans la Fédération canadienne, qu'ils rêvent de voir renouveler le fédéralisme, mais sans jamais nous dire qu'est-ce qu'ils demanderaient, sans jamais nous dire comment ça pourrait se faire, sans jamais même expliquer qu'ils se retrouvent dans une constitution où la règle est toujours les 7-50 ou bien l'unanimité dépendant des sujets?

Qu'est-ce que vous répondez à quelqu'un qui est tenace - on doit le féliciter pour sa ténacité - mais qui croit toujours à ce fédéralisme renouvelé? Qu'est-ce que vous répondez vous autres qui êtes dans le quotidien, dans les dossiers, qui avez vécu l'expérience, qui vous vous êtes fait raconter quotidiennement des rapports, suite aux documents que vous avez préparés pour les ministres: On s'en va à Ottawa. On revient et c'est l'échec? Qu'est-ce que vous répondez à ceux qui croient encore à une ultime chance?

M. Giroux: Premièrement, je dirais que la situation actuelle coûte très cher aux Québécois et aux Québécoises. L'incapacité chronique, c'est non seulement dans les grandes questions constitutionnelles, mais sur le terrain, dans de grands secteurs de l'activité économique et culturelle du Québec, qu'on ne réussit pas à s'entendre concrètement, parce que les objectifs sont divergents au départ. Nos intervenants de l'autre côté de la rivière à Ottawa ont une vision pancanadienne et les autres parties de ce pays veulent un État très centralisé pour uniformiser les choses, alors que, de notre côté, nous sommes une entité différente, qui veut se démarquer.

Alors, qu'il s'agisse de secteurs comme l'environnement, la culture, les communications, pour n'en nommer que quelques-uns qui ne sont pas abordés dans le document, tous les gouvernements ont essayé d'améliorer la capacité de la fonction publique et des gens qui ont à prendre des décisions à coller davantage à la réalité de nos populations et les échecs ont été criants chaque fois. Je vous dirais qu'en matière d'immigration, par exemple, où des gens pourraient vanter le contenu de la nouvelle entente, c'est une amélioration, j'en conviens, par rapport à la précédente, l'entente Cullen-Couture, comme nous l'avions appelée, mais où demeurent les pouvoirs de décision? Il y en a très peu, fondamentalement, qui changent d'endroit, qui passent d'Ottawa à Québec.

Quant aux chances de renouveler cette Fédération canadienne, je pense que les tentatives et les gens qui y tenaient pour le faire ont eu toutes les chances de nous les proposer. Nous avons été d'un accommodement sans pareil au cours des dernières années, sans succès malheureusement. Et la dernière tentative en est une démonstration éclatante, s'il en est.

M. Chevette: Un autre aspect de votre mémoire, que je trouve très intéressant, c'est que vous...

Le Président (M. Michel Bélanger): Dernière question, M. Chevette.

M. Chevette: Un commentaire. S'ils veulent le commenter, ils auront beau.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mais vous ne commenterez pas leur commentaire de votre commentaire?

M. Chevette: Non.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, allons.

M. Chevette: J'ai compris que je n'aurais pas cette deuxième permission. Je trouve intéressant que vous ne vous arrêtiez pas purement et simplement à la tenue d'un référendum éventuel, mais que vous parliez du Québec de demain, en devenir. En particulier, en ce qui regarde la décentralisation des pouvoirs. Si vous avez quelques minutes, avec la bonne grâce du Président, j'aimerais que vous m'expliquiez un peu comment vous la voyez, cette décentralisation. Parce qu'un Québec centralisé ne répond nécessairement pas aux aspirations des Québécois comme tels.

M. Giroux: Deux mots, très simplement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui.

M. Giroux: Je pense que ça va tout à fait dans le sens de ce que je décrivais tout à l'heure, d'une plus grande responsabilisation des gens qui ont à vivre des situations, des problèmes. Et les gens dans les régions ont à se prendre en main, à définir leur problématique. Pour cela, fondamentalement, il nous faudra décentraliser et nous sommes prêts. Nous sommes prêts même si cela devait perturber quelque peu notre vécu, à le vivre, à l'appuyer, à l'accompagner de toutes nos énergies et de toutes nos compétences.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci, M. Giroux, Mme Lemay et vos autres collègues de cette fort intéressante présentation. Je vous signale que vos premiers prédécesseurs ont tous fini haut-fonctionnaires et que, si vos convictions sont très fortes, vous devrez lutter pour rester au poste de professionnel seulement. Mais enfin, je sais que...

M. Giroux: Je lutterai.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...vous avez d'autres préoccupations.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci de votre présence ici, ce matin. Nous recevrons maintenant l'Union des écrivaines et écrivains québécois.

(Suspension de la séance à 12 h 27)

(Reprise à 12 h 28)

Le Président (M. Michel Bélanger): J'invite les commissaires à reprendre leur siège. Nous recevons maintenant l'Union des écrivaines et écrivains québécois. M. Roy, vous connaissez nos règles. Vous savez que vous disposez de cinq minutes pour la présentation générale. Je vous invite, d'abord, à nous présenter vos collègues et, ensuite, à présenter, pendant les cinq minutes, le résumé de votre mémoire.

Union des écrivaines et écrivains québécois

M. Roy (Bruno): Merci de nous recevoir. Je vais commencer par la gauche: Louis Hamelin, Michèle Lalonde, André Roy, Andrée Ferretti, Simone Monet-Chartrand et, bien sûr, moi-même.

J'aimerais commencer par un petit commentaire. Depuis 30 ans que l'imaginaire québécois parle d'indépendance, tout le monde le sait, alors qu'aujourd'hui nous sommes, en fait, écrivaines et écrivains, les derniers à prendre la parole devant vous. Alors, devant ce débat, bien sûr, on voudrait vous dire merci de comprendre que nous sommes à la fois au début et à la fin.

Nous avons intitulé notre mémoire "Recours au pays". Lors d'une consultation récente, 89 % des membres de l'Union des écrivaines et écrivains québécois ont répondu OUI à l'indépendance du Québec. Dans la foulée des textes fondateurs de la littérature québécoise, dans la lignée des Ferron, des Aquin, des Gauvreau, des Lapointe, des Beaulieu, des Leclerc, des Savard, des Guévremont, nous, les écrivaines et écrivains du Québec, poursuivons une indéniable volonté d'indépendance.

Nous sommes des écrivaines et des écrivains. Nous existons. Nous faisons, en français, une littérature qui est enseignée à travers le monde. Nous ne sommes plus un appendice de la littérature française ou de la littérature canadienne, mais une entité. Nous sommes la littérature québécoise.

Par définition, tout peuple est distinct. Selon les termes adoptés par les Nations Unies, il "possède le droit inaliénable de disposer de lui-même". Le Canada du lac Meech a refusé d'utiliser ce si beau nom de "peuple" et lui a substitué le terme ambigu de "société". Ce choix n'est pas innocent. Ce ne sont pas les sociétés, même distinctes, qui créent les cultures. Ce sont les peuples qui nourrissent et perpétuent les

langues maternelles et les littératures originales.

L'identité de nos oeuvres s'affirme à partir de ce qui d'abord la nomme: la littérature québécoise. Nous, écrivaines et écrivains de ce pays, sommes passés de la littérature canadienne-française à la littérature québécoise. Cette réalité nous a réfléchis comme totalité dans l'histoire. Les trois ou quatre dernières générations d'écrivaines et d'écrivains, par leurs oeuvres, ont hissé notre littérature au rang des littératures nationales de par le monde. Selon Gaston Miron: "Toute culture, si elle veut se réaliser comme anthropologie au monde et dans l'histoire, se vivre, s'agrir, s'épanouir, se doit de se signifier à elle-même, de se représenter elle-même, de s'autosuffire dans l'interdépendance et l'échange, et cela suppose qu'elle est aussi, comme toute autre dans le monde, une expression et une dimension politique propres. Une culture complète est toujours une et multiple, ouverte et plurielle, et dans ces conditions elle peut rendre compte dans son activité globale et ses oeuvres de l'ensemble de la problématique humaine dans ses propres schèmes et produire son propre discours sur le monde, contribution à la culture universelle en ce qu'elle est une version de vivre l'humanité, l'humanité québécoise. L'avenir de la littérature québécoise et de son histoire d'amour avec la langue est lié au destin du peuple et de la culture qui les portent." Fin de la citation.

Unique donc, et universelle, la littérature québécoise suscite ses propres discours et ses propres formes. Comme notre façon d'exister et d'écrire est péremptoirement culturelle, se référant de culture québécoise affirme notre intégrité. Perspective exaltante car, faut-il le rappeler, c'est de livre en livre que la littérature nomme nos comportements, nos croyances, nos valeurs, nos symboles, notre rapport avec le monde, et qu'elle les inscrit dans un imaginaire individuel et collectif.

Une fois pour toutes, nous, écrivaines et écrivains, proposons sans ambiguïté l'indépendance du Québec qui assurera l'existence et l'épanouissement de notre peuple et de notre littérature. Envers et contre tous, nous affirmons les valeurs universelles de la littérature québécoise et de sa place dans le monde. Nous écrivons afin d'imaginer de façon claire les conditions d'existence des nôtres. Nous écrivons afin que nos lecteurs et nos lectrices se reconnaissent en nous. Nous écrivons pour assumer les conséquences de notre situation en Amérique. Nous écrivons afin de consolider les conditions d'existence d'une littérature nationale.

Je citerai Miron pour terminer: "Je ne suis pas revenu pour revenir, je suis arrivé à ce qui commence." Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Roy. M. Benoit.

M. Benoit: M. Roy, merci à votre groupe d'être avec nous, ici, aujourd'hui, et quoi que vous soyez les derniers à être entendus en cette Commission, je pense que, dans le coeur de plusieurs d'entre nous, à la lecture de votre mémoire – et pour faire un jeu de mots, je dirai que c'est bien écrit – dans le coeur de plusieurs d'entre nous, vous n'êtes certainement pas le dernier des mémoires, loin de là. C'est un mémoire de grande qualité.

À lire votre mémoire, je me rappelais l'époque où j'étais au collège dans les années soixante, où les professeurs de lettres, à l'époque, sont devenus par la suite des écrivains qu'on revoit régulièrement. Ces gens-là nous disaient que le Québec avait un grand projet. Ce n'était pas l'indépendance, c'était de mettre des bases pour faire plusieurs choses au Québec, en 1960. C'était l'éducation. C'était la santé. C'était une fonction publique moderne – on les a rencontrés juste avant vous. C'était une économie avec la Caisse de dépôt. C'était un système routier. C'étaient les maisons du Québec à travers le monde. C'était Hydro-Québec, et je pourrais continuer. C'était un projet qui était global; c'était un projet de société.

J'ai aimé votre mémoire, mais dans votre mémoire vous dites: Faisons l'indépendance. Vous commencez avec ça et vous arrêtez avec ça. Vous citez quelqu'un de mon comté, Alfred Desrochers, qui disait: "Violence, race de violents, de forts et de hasardeux. Mais, dans ses livres, il allait plus loin que ça. Je veux dire qu'il décrivait, il parlait d'environnement. Je veux dire, il avait un projet de société, Alfred Desrochers. Vous, on ne le retrouve pas ce projet-là. Et j'aimerais que vous m'en parliez un peu. Pourquoi vous avez commencé et fini avec l'indépendance?"

M. Roy (Bruno): Parce que c'est le début et la fin. Dans notre imaginaire, je vous l'ai dit tantôt, l'indépendance était là au départ. J'ai une anecdote pour vous l'illustrer, au fond, et vous donner un élément de réponse. J'enseigne aussi à l'occasion, et j'étais chargé de cours. Je donnais un cours sur la chanson québécoise. Nous étions à l'époque du référendum. Il y avait quelqu'un dans la salle, des adultes, et celui auquel je pense avait une maîtrise. Il avait donc un bagage culturel et académique quand même important. On discutait, évidemment, du contenu de certaines chansons. À un moment donné – là, je cite mot à mot – quelqu'un me dit: Je suis d'accord avec le contenu des chansons de Gilles Vigneault. Je m'étonne, connaissant sa position et je lui dis: Mais Vigneault te dit de dire oui, pourquoi tu dis non? Ah! dit-il, ce n'est pas la même chose. Ce n'est pas la même chose.

Alors, c'est bien évident que, dans cette perspective-là, je pense qu'il y a une unité à faire et la littérature québécoise n'a témoigné que de cette unité, finalement. Il s'agit mainte-

nant de la faire advenir non seulement sur le plan de l'imaginaire mais dans la réalité. Cela dit, ça ne nie pas toutes les réalisations depuis 30 ans. Et je pense qu'il y a une force au Québec qui en est la preuve.

M. Benoit: Ma dernière question, M. Roy: De quelle façon la souveraineté pourrait-elle servir la littérature, non seulement ici mais... Nous avons eu, il y a quelques jours, je voyais dans l'assistance un écrivain — je ne sais pas s'il est membre de votre association — Mordecai Richler, qui est un écrivain québécois anglais qui exporte ses livres à travers le monde, en Angleterre, on en a fait des films aux États-Unis... Comment cette indépendance va pouvoir servir la littérature du Québec, dans un premier temps, mais aussi vous aider à exporter ce produit de grande qualité que vous faites?

M. Roy (Bruno): Vous souvenez-vous de la bataille que nous avons menée sur la question de la taxe sur le livre? Dieu sait que nous y avons mis des énergies et nous avons gagné, au Québec. Nous essayons de faire la même chose à Ottawa et ça ne marche pas. Le statut de l'artiste, au Québec, nous l'avons obtenu; on est encore en train de le négocier avec Ottawa. On pourrait donner des exemples comme ça. Je pense que, quand nous aurons nos pleins pouvoirs, nous pourrions, à ce moment-là, satisfaire à nos priorités. Nos priorités ne seront jamais celles des autres, au fond; ce sont les nôtres et il faut être capables d'avoir une mainmise là-dessus. On pourrait multiplier les dossiers comme ça mais je ne veux pas argumenter uniquement là-dessus.

M. Benoit: Merci, M. Roy.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Brassard.

M. Brassard: M. le Président, je voudrais d'abord moi aussi, à mon tour, dire merci aux écrivains et écrivaines québécois, non seulement parce que, au fil des ans, ils ont accompagné le peuple québécois dans son cheminement — vous le signalez dans votre mémoire — ça a été d'abord des Canadiens, des Canadiens français ensuite, puis maintenant des Québécois. La littérature a suivi un cheminement semblable mais aussi, je pense, parce que, de façon exemplaire, vous avez su exprimer l'âme québécoise. Et cette âme québécoise s'est souvent incarnée dans des oeuvres littéraires, particulièrement chez les poètes. Vous citez Mme Lalonde qui vous accompagne, vous citez Miron, vous auriez pu citer bien d'autres poètes, je pense: Préfontaine, Brault, Hénault, Pilon, parce que les poètes québécois ont vraiment su exprimer, de façon exemplaire, l'âme québécoise.

La littérature québécoise est devenue, comme le dit Miron, une littérature nationale et

vous l'avez citée tantôt, je pense qu'il vaut la peine de le citer de nouveau quand il dit que l'avenir de la littérature québécoise et de son histoire d'amour avec la langue est lié au destin du peuple et de la culture qui le porte. Si le peuple québécois et sa culture disparaissent par suite d'un phénomène de "louisianisation", bien, la littérature québécoise va devenir une littérature morte. Gaston Miron va aller rejoindre Frédéric Mistral qui écrivait en provençal. C'est comme ça que ça va se terminer. Il n'y a pas de littérature sans peuple et sans culture vécue par ce peuple.

Moi, je voudrais vous poser une question bien concrète. Vous avez livré une bataille tout récemment contre la taxe sur le livre, avec raison. Nous, de ce côté-ci, nous vous avons soutenus et appuyés sans réserve et vous avez gagné, finalement. Avec l'appui de bien du monde, vous avez gagné au Québec. Vous avez réussi à faire plier le gouvernement québécois, à lui faire entendre raison, mais vous avez perdu sur la scène fédérale cette même bataille. Quelle leçon en tirez-vous?

M. Roy (Bruno): La leçon que j'en tire, c'est évidemment l'affirmation qui implique le document. C'est bien sûr qu'il ne reste que l'indépendance pour pouvoir affirmer nos priorités et notre vision des choses. Ne serait-ce que pour compléter, j'ai encore cet exemple du prêt en bibliothèque que je résume rapidement. Il y a une compensation financière qui est accordée aux écrivains pour le prêt des livres en bibliothèque et quand il a été question de négocier ça avec les écrivains de l'ensemble du Canada, donc la Writers' Union et l'Union des écrivains, rapidement on s'était entendus sur une certaine vision des choses, à savoir que les organismes d'écrivains devaient eux-mêmes administrer leurs sommes, leur propre argent. Et finalement, il y a eu une espèce de coup de vent. On ne sait pas trop pourquoi, ça a complètement changé.

On administre un programme de reprographie au Québec et sur cette base-là, nous administrons 1 000 000 \$, et les intérêts de ces 1 000 000 \$ vont à des activités mais à des fins collectives. Il y a des plans de pension qu'on pourrait prévoir, évidemment, avec toute une façon de voir et d'administrer, mais cette façon de voir et d'administrer ne nous est pas reconnue à Ottawa. On a créé une commission de prêts publics. Qu'ils aient tort ou raison, la question n'est pas là. Il y a une chose qui est sûre, c'est que je constate qu'ils n'ont pas les mêmes visions que nous. Et là on pourrait multiplier... Et la Maison des écrivains, c'est la même chose. On a choisi d'être propriétaires et on refuse à Ottawa de nous aider un peu parce qu'on n'embarque pas dans leur vision des choses. Et là, les exemples, on pourrait les multiplier. Je pense que la conclusion, nous, c'est l'expérience non seulement de... Ce n'est pas le

fruit d'une imagination, c'est le résultat d'une expérience de nos rapports avec les autres. Le seul rapport possible, c'est évidemment le rapport d'autonomie, donc un rapport d'indépendance.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turgeon?

M. Turgeon: M. le Président, vous savez que les écrivains connaissent bien, par définition, la ponctuation et je pense que, comme c'est la dernière audition de ces audiences, c'est une belle façon de ponctuer les choses et de mettre les points sur les i. Et même dans la réforme de l'orthographe, il n'est pas question de faire disparaître les points sur les i.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Turgeon: Ma question s'adresse à l'un ou l'autre d'entre vous et, peut-être, à Mme Lalonde, tiens. Dans ce Québec qui, de toute évidence, quelle que soit l'option retenue, ne sera plus le même, dans ce Québec qui est à créer, quel rôle les artistes, les créateurs, les écrivains, les écrivaines doivent-ils jouer?

Mme Lalonde (Michèle): À mon sens, le même que d'habitude. Il faut bien comprendre que les écrivains, effectivement, ont été très présents, ont peut-être été comme des hérauts, des annonceurs de l'évolution ou des mentalités, des "appeleurs" d'avenir, mais qu'ils ont joué, au tournant des années soixante, un rôle essentiellement de suppléance. Il faut aussi comprendre que ce rôle de suppléance s'explique de par notre rapport extrêmement étroit à la langue française. Évidemment, nous travaillons avec cet instrument et nous serions peut-être dans une position analogue à celle des artistes en arts visuels qui deviendraient anxieux, angoissés et très concernés par une situation qui leur ferait voir que les citoyens, de plus en plus, risquent de devenir aveugles, c'est-à-dire que leur activité créatrice elle-même, à ce moment-là, serait en cause.
(12 h 45)

Je crois qu'à travers le monde, les artistes, les créateurs et les écrivains ont joué un rôle de suppléance en l'absence de porte-parole spécifiquement politiques pour articuler en termes politiques, en termes de programmes, de propositions aux électeurs, de grandes idées, de grands besoins de renouveler les choses.

C'est donc en quelque sorte accidentel. Nous avons fait des interventions ponctuelles et nous pouvons les faire aussi puisque nous existons en tant que citoyens, mais je pense que ce qui caractérise fondamentalement l'intervention de l'écrivain, c'est d'essayer d'articuler un discours dans des termes très larges et historiques. Le créateur se place toujours dans le long terme historique et non pas vraiment dans l'actualité politique et c'est ce qui fait que,

souvent, on est très déconcertés parce que nos interventions sont très facilement récupérables. Elles sont récupérables. Nous sommes, souvent à titre personnel, devant un phénomène de récupération de notre discours à des fins, souvent, qu'on agite comme citations en oriflamme politique, derrière tel ou tel programme de parti ou discours de parti. Nous sommes ici devant un phénomène de réduction de ce discours.

Moi, si je vous disais que "speak white" qui est un texte tout de même assez connu, qui a même fait l'objet d'un débat en Chambre... que le recul nous permet de comprendre mieux, si je vous disais que ce qu'on me propose toujours de couper quand on veut une version abrégée du texte, ce sont toujours les mêmes trois vers: l'allusion au colonialisme français, l'allusion à la répression soviétique contre les Hongrois ou les Polonais et l'allusion à la répression nazie contre les Juifs. C'est tout de même étrange. On veut toujours ramener ce discours strictement à la perspective, comment dire?, dans l'arène de l'actualité politique. Je crois que tous les écrivains vivent ça, subissent ça, et ce qui se passerait, je crois, après l'indépendance, c'est que notre large perspective historique serait comprise intimement par nos propres publics et, pour le reste, que nous continuerions notre travail qui est essentiellement d'essayer de trouver les mots justes.

M. Turgeon: Moi, j'ai trouvé étonnant qu'au cours de ces audiences nous n'ayons pas reçu, sauf erreur, de mémoire d'intellectuels anglophones. Les artistes, les écrivains anglophones ne se sont pas manifestés dans ce débat. Comment réagissez-vous à ça et quelle serait, selon vous, parce que vous les côtoyez, leur réaction à une déclaration de souveraineté du Québec?

Mme Lalonde: Peut-être que je peux répondre. Ça ne m'étonne pas tellement, vous savez, parce que je crois que j'ai été, moi, une intervenante assez fréquente et que, justement, on citait volontiers. Je n'ai jamais eu un seul coup de fil, ni des gens dont l'option souverainiste était connue, ni d'aucun parti. On ne pense jamais à nous inviter. On se sert beaucoup des textes ou on les appelle à témoin. Alors, les écrivains ont une tendance à rester chez eux. Comme je le dis, nous ne sommes pas très facilement des intervenants dans l'actualité. Nous ne sommes pas des journalistes. Nous sommes des gens qui réfléchissons sur des questions de fond et qui, quelquefois, sentons qu'il est nécessaire d'intervenir, mais ce n'est pas notre métier, nos fonctions de faire ça. Nous ne sommes pas des politiciens.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Roy. M. Beaudry? Pardon. Vous voulez rajouter?

M. Roy (Bruno): Il y a un élément que

Andrée voudrait donner.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez-y, madame.

Mme Feretti (Andrée): Bien, c'est-à-dire qu'à cette question précise, bon, je ne peux pas dire que j'ai passé ma vie à réfléchir sur la place des littérateurs anglophones du Québec dans la création de notre imaginaire, mais je pense que, comme toutes les autres minorités qu'il y a au Québec, dans un État québécois indépendant, ils auront leur place et la place qu'ils prendront en voulant s'intégrer à la culture générale.

Néanmoins, où j'aimerais bien intervenir justement à propos de culture, c'est que j'ai le sentiment dans ce débat ici, à la Commission Bélanger-Campeau, on lui a fait la part congrue. On a toujours mis l'accent sur l'économie. Je crois que, sans nier l'importance capitale de la fonction économique dans une société, les nations, au cours de leur histoire, et plus elle est longue plus ça se vérifie, ont connu beaucoup de systèmes, de multiples systèmes économiques, ont connu divers régimes économiques, ont connu des conditions plus ou moins favorables de développement économique. Mais qu'est-ce qui fait que ces nations sont toujours demeurées, même quand les systèmes économiques passaient? Qu'est-ce qui fait qu'ils avaient une identité, qu'on peut parler de la nation anglaise, de la nation française? Ce n'est pas par le système économique libéral du XIXe siècle, ce n'est pas par le féodalisme. Les systèmes économiques, ça passe. C'est là, ça répond à des besoins immédiats, ce sont des réponses qui s'inscrivent dans un état de développement du monde, c'est-à-dire un développement scientifique, un développement technologique. Mais qu'est-ce qui reste? Qu'est-ce qui fait qu'une nation est une nation? C'est sa culture. La culture, c'est évidemment...

Le Président (M. Michel Bélanger): Étant tout à fait d'accord avec vous là-dessus, madame, je ne veux pas vous interrompre et je voudrais vous inviter à continuer, bien sûr, mais en vous rappelant que nous avons des temps limités.

Mme Feretti: Oui. Bien, alors, je voudrais juste dire que la raison fondamentale que nous avons de vouloir faire l'indépendance du Québec, c'est que la nation québécoise existe, qu'elle a sa propre manière d'être dans le monde, d'apporter les solutions aux problèmes qui se posent à elle, et que c'est un détournement d'identité, un détournement d'existence même que de ne pas avoir tous les pouvoirs politiques, socio-économiques de diriger nous-mêmes, de prendre nos propres options. Et ça, c'est un phénomène essentiellement culturel. C'est ce qui perdure. C'est pour ça qu'il faut faire l'indépendance du

Québec. C'est pour protéger, défendre, promouvoir et épanouir la culture québécoise. Le reste viendra par surcroît.

Le Président (M. Michel Bélanger): Dans l'histoire, madame, les peuples qui ont laissé le plus de traces culturelles sont également ceux qui ont su exploiter les divers systèmes économiques à travers lesquels ils ont vécu pour ramasser le minimum de richesses qui leur a permis d'exploiter les coûts...

Mme Feretti: Voilà! Ils avaient l'indépendance et les pouvoirs d'exploiter leur système économique.

Le Président (M. Michel Bélanger): Madame, je ne disais pas ça pour critiquer le moindrement ce que vous avez dit. Je ne faisais qu'ajouter à ce que vous disiez. L'indépendance étant une chose fort intéressante qui a eu diverses étapes à travers les diverses époques. Mais, néanmoins, la parole est maintenant à M. Beaudry qui sera le dernier intervenant.

M. Beaudry: Vous me semblez manquer de conviction, madame.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Ça m'inquiète. Ça me fait plaisir de vous accueillir. Je veux particulièrement saluer la présence de Bruno Roy, avec qui on a eu le plaisir de siéger ici pendant un certain temps. Ça nous fait plaisir de le revoir aujourd'hui.

M. Roy (Bruno): Le plaisir sera renouvelé la semaine prochaine.

M. Beaudry: Pardon?

M. Roy (Bruno): Le plaisir sera renouvelé la semaine prochaine.

M. Beaudry: Ça va nous faire plaisir encore. Je suis bien sûr que votre culture, vous allez savoir la conserver. Maintenant, moi, juste par curiosité, votre mémoire, je le trouve excellent. Je comprends également la position de souverainiste que vous y avez prise. D'ailleurs, c'est une position qui est véhiculée depuis de très nombreuses années par les écrivains et ça n'a pas changé. Mais, à la page 3, vous dites: L'indépendance du Québec favorisera l'accès à notre littérature. J'aimerais ça que vous m'expliquiez ça parce que je ne sais pas s'il y a une restriction, est-ce qu'il y a des contraintes à votre littérature actuellement?

M. Roy (Bruno): Jusqu'ici, notre littérature a véhiculé un imaginaire québécois. Mais faire advenir cette réalité québécoise, cet imaginaire

québécois dans la réalité, suppose son expression politique. Or, il n'y a pas d'expression politique de la littérature québécoise. Elle est conditionnelle à un ensemble canadien. Donc, quand on veut parler de littérature québécoise, dans la chanson parce que c'est mon domaine, il y a des chanteurs – j'allais dire chansonniers, mais il faut être de son époque – il y a des chanteurs qui n'utilisent pas le terme québécois parce qu'à l'extérieur, ça crée une ambiguïté. Alors, on va dire: La chanson québécoise va s'appeler, depuis 10 ans, la chanson française d'ici, la chanson d'ici. Mais on est incapable de faire advenir cette réalité québécoise et on avait pourtant réussi à la nommer.

Et là, il y a une tendance, depuis quelques années, à renommer encore une fois à l'ancienne manière les choses qui ne correspondent plus à notre réalité. C'est ça au fond. L'expression politique, elle est nécessaire parce qu'elle complète ce que l'imaginaire a annoncé et qui va, je pense, advenir.

M. Beaudry: Puis l'ancienne manière, c'était quoi?

M. Roy (Bruno): Canadienne-française.

M. Beaudry: Canadienne-française. Et c'est l'accès pour vous envers les autres comme pour les autres, envers votre littérature à vous. C'est réciproque.

M. Roy (Bruno): Tout à fait. Le seul fait qu'on soit différent ici... Les autres, dans nos rapports, vont voir eux-mêmes leurs propres différences. Parce qu'on n'est pas uniformes. Mme Chartrand, peut-être, aurait quelque chose à ajouter.

Mme Monet-Chartrand (Simone): Bien, probablement des droits d'aïnesse dans la délégation.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Monet-Chartrand: Je suis une citoyenne politisée. Le jour de ma naissance, mon père était député à l'Assemblée nationale et mon grand-père était député au gouvernement fédéral. Alors les politiciens, moi, ça ne m'intrigue pas, ça ne m'énerve pas...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Monet-Chartrand: Ça ne m'inquiète pas du tout.

Une voix: Vous n'êtes pas impressionnée par eux autres.

Mme Monet-Chartrand: Non. Mais ça m'inquiète plutôt, excusez-moi.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Monet-Chartrand: Alors, ce que je voulais dire, c'est que tout l'aspect littéraire, ça été très bien démontré dans le manuscrit et dans le discours de Bruno, mais ce sont aussi des intervenants sociaux, les artistes. Qu'ils soient écrivains, qu'ils soient poètes, qu'ils soient sculpteurs, ce sont des intervenants sociaux. Évidemment, on représente l'Union des écrivains, mais pour moi, la culture, ça dépasse la littérature. Ce qui m'a frappé en écoutant d'autres intervenants ici, tantôt, c'était le doute qu'on a depuis toujours de notre capacité. Moi, j'ai élevé sept enfants et je les ai élevés avec ce principe pédagogique de dire: Tu es capable. À deux ans et demi, tu es capable de lacer tes souliers tout seul, je ne les lacerai pas pour toi. Ils sont tous autonomes, ils ont tous des responsabilités et ils ont tous des carrières et des métiers intéressants.

Alors, je me disais: Pourquoi, au plan national, on est toujours si craintifs, on a toujours si peur? Moi, en 1940, j'étais une élève de l'abbé Groulx, en histoire et en lettres, pendant trois ans, à l'Université de Montréal. Et l'abbé Groulx avait dit: Notre État français, nous l'aurons. Ce n'était quand même pas un imbécile, hein? Même si on est anticlérical, c'était un historien, c'était un homme de valeur. Et qu'on soit encore après se demander si c'est possible d'avoir... Qu'on appelle ça "peuple", qu'on appelle ça "État", qu'on appelle ça "nation", c'est ce qu'il voulait dire. Et moi, depuis 1940 que je travaille pour ça. Ça peut prendre différentes formes.

J'étais très heureuse d'entendre les fonctionnaires qui prennent des responsabilités au nom des citoyens. Si j'improvise, je pourrais dire: Pour moi, ça touche beaucoup la question de l'autonomie. C'est un vieux mot, là. Je déteste Duplessis, mais il avait utilisé ça parce que c'était un maudit petit politicien. Alors, il avait dit: L'autonomie. Ah! tout le monde était pour. Ça marché longtemps son histoire de l'autonomie. Qu'est-ce qu'il faisait avec? Il vendait les mines d'or, les forêts et tout ça. Ce n'était pas vrai du tout. Mais l'autonomie d'une femme, par exemple, au point de vue économique, ça a toujours l'air d'un drame. Ça va faire un divorce, ça va faire un homosexuel de son conjoint, c'est terrible.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Monet-Chartrand: On a toujours peur... Oui, riez! Ça va vous faire du bien de rire, M. Bélanger.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Monet-Chartrand: Mais l'autonomie de la femme – ça fait 45 ans que je suis féministe

et je n'ai pas peur de le dire – à chaque fois, on dit: Bien oui, mais ne penses-tu pas que tu exagères, que le monde n'est pas prêt pour ça, que le conjoint ne sera pas d'accord pour que tu retournes aux études, il ne sera pas d'accord que tu ne lui demandes pas de te faire vivre? C'est beau, le mari qui nous fait vivre! C'est beau, on devrait faire une chanson. Bien que l'État nous fasse vivre, l'État, c'est nous, c'est nos taxes, c'est les artistes, c'est les menuisiers, c'est les artisans, c'est les fonctionnaires, c'est les ouvriers, c'est les femmes qui travaillent dans les usines, c'est tout le monde. Tu sais, être fier d'être Québécois... On s'est acheté des chandails et on a mis ça un été, mais après ça, on n'est plus fiers, on a peur. Moi, je ne connais pas le sentiment de peur. C'est parce que mon père, qui était un bon député, mais qui a dû démissionner parce qu'il avait trop de conscience politique de son propre parti, m'a appris à ne jamais avoir peur ni d'un évêque, ni d'un curé, ni d'un député, ni d'un président...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ni le mari.

Mme Monet-Chartrand: ...ni d'une présidente.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Je comprends. Merci.

Mme Monet-Chartrand: Alors, moi, je trouve que l'indépendance, c'est normal, comme une femme d'avoir son opinion, d'avoir son métier, d'avoir son salaire. Vous avez eu tout le reste de la Commission pour vous donner tous les chiffres, les statistiques, les peurs et les craintes.

Le Président (M. Michel Bélanger): Madame, je vous remercie. Ce qui me trotte dans la tête, à ce moment-ci, c'est que ma femme me dit toujours: C'est avantageux avec la télévision, je peux toujours savoir où tu es. Elle aura maintenant entendu les leçons qu'on me fait.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Monet-Chartrand: Ce n'est pas qu'à vous.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous avons maintenant atteint la limite de cette présentation.

M. Roy (Bruno): Il me resterait une dernière chose...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Roy.

M. Roy (Bruno): ...que je résumerais dans

une formule. Ce n'est pas de perdre qui est grave, c'est de toujours perdre.

Fin des audiences publiques

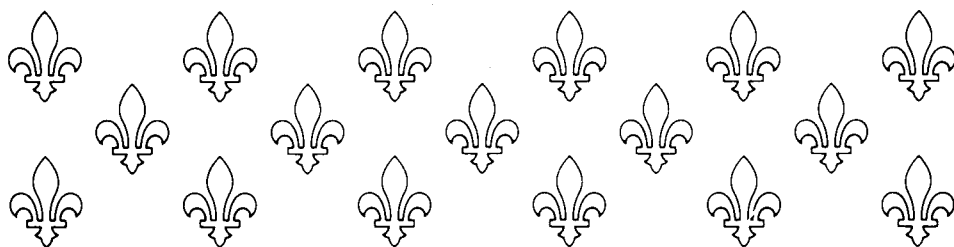
Le Président (M. Michel Bélanger): Également, vous savez que ce n'est pas de perdre les batailles qui est dangereux, qui est embêtant, mais ce qu'il faut, c'est de gagner la guerre. Alors, il y a toujours diverses façons de se convaincre d'un proverbe à l'autre.

Nous avons commencé nos audiences publiques ici – et c'est la dernière aujourd'hui – en recevant la Chambre de commerce. Nous terminons en recevant l'Union des écrivains. Ce n'est pas du tout le résultat d'un plan que nous avons mis au point pour déterminer des tendances, mais c'est comme ça, il faut le mentionner. On a dit, tout à l'heure, que possiblement il avait été question plus d'économie que de culture. Je pense qu'il n'est jamais assez question de culture, mais il y en a encore parmi nous qui trouvent qu'il n'a pas été beaucoup question d'économie. C'est un autre sujet, on n'en reparlera pas.

Alors, je vous remercie tous. En même temps, je vous dis qu'il y a une certaine symbolique dans le fait que c'est les écrivains qu'on reçoit les derniers et que nous, bientôt, on aura à se pencher sur la page plus ou moins blanche pour tenter d'arriver à une conclusion. Merci de cette présentation.

Je rappelle aux membres que nous avons, cet après-midi, une séance de travail. Vu qu'il est déjà 13 heures, nous allons commencer à 2 h 30, ce qui fait 14 h 30 dans le système courant. Alors, merci, messieurs, madame. Je rappelle que les séances publiques sont maintenant terminées.

(Fin de la séance à 13 h 1)



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Québec, le mardi 22 janvier 1991

No 29

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Objectifs et déroulement du forum	2163
M. Jean Campeau	2163
Points saillants des mémoires	2164
Fédération étudiante universitaire du Québec	2164
Association des étudiantes et des étudiants des 2e et 3e cycles de l'Université McGill	2164
Association des étudiants en droit de l'Université Laval	2165
Association des étudiants et étudiantes de Polytechnique	2166
Association étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	2166
Association générale étudiante des secteurs Sciences humaines, Arts et Lettres de l'UQAM	2167
Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval	2168
Étudiants autochtones du Québec – Faculté de droit de l'Université d'Ottawa	2168
Fédération des Associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal	2169
McGill-Québec	2170
Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec	2170
Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke	2171
Student's Representative Council of Bishop's University	2172
Coalition étudiante sur l'avenir du Québec et Association générale étudiante du collège Ahuntsic (CESAQ-AGECA)	2173
Association étudiante François-Xavier-Garneau inc.	2173
Association générale des étudiants et étudiantes du cégep de Lévis-Lauzon	2174
Étudiants en sciences humaines du cégep de Matane	2174
Francophonie étudiante de Lanaudière	2175
Comité national des jeunes de la CSN	2176
Jeune Barreau de Québec	2176
Regroupement jeunesse populaire	2177
Forum des jeunes sur l'avenir du Québec (Saguenay-Lac-Saint-Jean)	2177
Commission jeunesse de la Société de recherche en orientation humaine inc.	2178
Un Avenir ensemble (Organisation québécoise et canadienne de la jeunesse)	2179
Conseil permanent de la jeunesse	2179
Maison des jeunes La Soupape	2180
Regroupement des maisons de jeunes du Québec	2180
Jeune Chambre de commerce de Montréal	2181
Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain	2182
Association jeunesse du Parti Égalité	2183
Jeunes du Parti québécois de l'Outaouais	2184
Exécutif du jeune Parti québécois du collège Lafleche de Trois-Rivières	2184
Comité national des jeunes du Parti québécois	2185
Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec	2185
Jeunes souverainistes de l'Université Laval	2186
Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc.	2187
Coopérative de travail des jeunes de l'Estrie	2188
Mémoires soumis à titre individuel	2188

(suite à la page suivante)

Intervenants

M. Gilles Châtillon, animateur

M. Nicolas Plourde, Fédération étudiante universitaire du Québec

Mme Rhonda Mawhood, Association des étudiantes et des étudiants des 2e et 3e cycles de l'Université McGill

M. André Gobeil, Association des étudiants en droit de l'Université Laval

Mme Marie-Josée Leblond, Association des étudiants et étudiantes de Polytechnique

Mme Kathy Mercier, Association étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Mme Annie-Claude Duchesne, Association générale étudiante des secteurs Sciences humaines, Arts et Lettres de l'UQAM

M. Pierre Moisan, Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval

Mme Marie-Josée Simard, Étudiants autochtones du Québec – Faculté de droit de l'Université d'Ottawa

M. Patrick Minotti, Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

M. Marc-Antoine Adam, McGill-Québec

M. Jean-Pierre Paré, Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec

M. Pierre Larrivée, Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke

M. Pierre Barbeau, Student's Representative Council of Bishop's University

M. Louis David Péloquin, Coalition CESAQ – AGECA

M. Thomas Poirier, Association étudiante François-Xavier-Garneau inc.

M. Alain Fortier, Association générale des étudiants et étudiantes du cégep de Lévis-Lauzon

M. Sébastien Audy, Étudiants en sciences humaines du cégep de Matane

Mme Nathalie Charbonneau, Francophonie étudiante de Lanaudière

M. Mario Guertin, Comité national des jeunes de la CSN

M. Carl Tremblay, Jeune Barreau de Québec

M. François Coallier, Regroupement jeunesse populaire

M. Sylvain Gaudreault, Forum des jeunes sur l'avenir du Québec (Saguenay-Lac-Saint-Jean)

Mme Emmanuelle Saucier, Commission jeunesse de la Société de recherche en orientation humaine inc.

M. Peter Julian, Un Avenir ensemble (Organisation québécoise et canadienne de la jeunesse)

M. Guy Gagnon, Conseil permanent de la jeunesse

Mme Lucie Dufresne, Maison des jeunes La Soupape

M. Martin Viau, Regroupement des maisons de jeunes du Québec

M. Robert Vincent, Jeune Chambre de commerce de Montréal

M. François Cholette, Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain

M. Richard Smith, Association jeunesse du Parti Égalité

M. Benoît Campeau, Jeunes du Parti québécois de l'Outaouais

Mme Nathalie Boulianne, Exécutif du jeune Parti québécois du collège Lafleche de Trois-Rivières

M. Joseph Facal, Comité national des jeunes du Parti québécois

M. Michel Bissonnette, Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec

M. Alain Bellefeuille, Jeunes souverainistes de l'Université Laval

M. Jean-François Simard, Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc.

M. Alain Hébert-Croteau, Coopérative de travail des jeunes de l'Estrie

Québec, le mardi 22 janvier 1991

Forum "Les jeunes et l'avenir politique du Québec"

(Quatorze heures trente-trois minutes)

Objectifs et déroulement du forum

M. Jean Campeau

Le **Président (M. Jean Campeau)**: M. le premier ministre, M. le chef de l'Opposition officielle, mesdames, messieurs, le 6 novembre dernier, la Commission ouvrait publiquement ses travaux par la tenue d'audiences qui, pendant plusieurs semaines, ont permis à de nombreux Québécois et Québécoises de faire valoir leur point de vue et d'exprimer leurs attentes au regard du mandat de la Commission, à savoir: étudier et analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et formuler, à cet égard, des recommandations.

La Commission a également invité plusieurs experts qui ont contribué à l'avancement de ses travaux. Cette vaste consultation populaire se poursuit aujourd'hui avec la tenue d'un forum "Les jeunes et l'avenir du Québec", auquel ont été conviés tous les organismes ou groupes de jeunes ainsi que les jeunes de moins de 30 ans qui, le 2 novembre dernier, avaient soumis un mémoire. Le forum se situe donc directement dans le cadre des travaux entrepris par la Commission.

La décision d'associer de cette manière les jeunes à notre réflexion s'explique d'abord par le fait que les jeunes sont les forces vives du Québec de demain. Les choix d'aujourd'hui déterminent et orientent le futur et donc leur avenir. En outre, leur intérêt s'est manifesté par le nombre impressionnant de mémoires déposés à la Commission, une cinquantaine, et par la pertinence des questions abordées. La grande majorité des mémoires traite en effet avec clarté des sujets qui nous préoccupent et qui sont l'objet de notre réflexion depuis maintenant plus de deux mois.

Ce forum repose sur la participation de huit jeunes, présents à titre individuel, et de 37 groupes ou organismes de jeunes qui seront les maîtres d'oeuvre de ce débat public, alimenté par la réflexion que chacun a menée individuellement au sein du groupe qu'il représente. L'équipe de gestion qui en a coordonné l'organisation a veillé, autant que possible, à associer les jeunes à sa préparation par des réunions de travail et par des réunions informelles avec des jeunes et des groupes de jeunes. Elle a envoyé également à chaque participant des documents qui concernent l'analyse des mémoires et le déroulement du forum. Elle a tenu compte le plus possible des suggestions ou commentaires reçus au cours des rencontres préliminaires.

Le forum se déroulera en trois étapes. Cet après-midi, un tour de table à l'intention de tous les membres qui auront cédé leur place aux jeunes permettra au représentant de chaque groupe de livrer les idées maîtresses de son mémoire. Demain matin, se tiendra le forum proprement dit avec les débats auxquels participeront les personnes, les organismes et groupes de jeunes invités. Il portera, ce débat, sur quatre grands thèmes abordés de façon récurrente dans les mémoires, et directement pertinents en regard du mandat de la Commission, soit le caractère distinct du Québec, les obstacles à son affirmation, la redéfinition de son statut politique et constitutionnel et les aspects économiques qui y sont étroitement reliés. Demain après-midi aura lieu la période d'échanges entre les membres de la Commission et les participants.

Comme pour les audiences publiques et les auditions d'experts, des règles particulières de fonctionnement encadrent le déroulement de chaque étape du forum. Je me bornerai à les résumer très rapidement puisque chaque membre et chaque participant en a déjà pris connaissance.

Lors de la présentation des mémoires, le représentant de chaque groupe ou organisme de jeunes disposera d'un temps de parole de trois minutes pour exposer les points saillants de son mémoire. Au moment du débat, les participants se partageront les 25 fauteuils disposés en demi-cercle. Chacun pourra intervenir après avoir demandé la parole à l'animateur, mais son temps de parole est limité à 3 minutes. Enfin, durant la période d'échange avec les membres de la Commission, les règles habituelles seront en vigueur et tout membre qui désire intervenir devra s'inscrire au préalable auprès de la présidence, en indiquant à quel groupe ou à quel jeune il désire s'adresser. Chaque échange ne pourra excéder cinq minutes, qui pourront être utilisées par une ou plusieurs interventions. Les temps de parole entre les membres sont répartis comme suit: 15 minutes pour la présidence, 40 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 40 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 85 minutes pour les autres membres de la Commission.

Ce forum, qui clôture la première phase des travaux de la Commission, est pour les jeunes l'occasion unique de définir leurs priorités quant au visage que devrait prendre le Québec de demain. Tandis que Michel Bélanger et moi-même présiderons la période d'échanges entre les jeunes et les membres, demain après-midi, M. Gilles Châtillon animera la période de présenta-

tion des mémoires qui va suivre et le débat de demain matin. Nous lui cédon's notre place et invitons par la même occasion tous les membres de la Commission à céder leur place aux représentants des groupes et organismes des jeunes.

(Suspension de la séance à 14 h 41)

(Reprise à 14 h 48)

L'animateur (M. Gilles Châtillon): À l'ordre!

Alors, merci M. le Président. Donc, un programme en trois périodes: aujourd'hui, la présentation des mémoires des groupes invités; demain matin, 9 heures, le débat entre les participants; demain après-midi, 14 h 30, les échanges entre les membres de la Commission et les participants. 37 groupes de jeunes de moins de 30 ans ont délégué deux représentants; ils représentent les étudiants, des travailleurs, des professionnels, des maisons de jeunes, des chambres de commerce et des partis politiques ainsi que des groupes à vocation générale; 8 jeunes personnes inscrites à titre individuel apporteront aussi, demain, leur témoignage.

Mon mandat d'animateur est simple: Permettre aux participants d'exprimer le mieux possible leurs points de vue sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec et cela d'une manière équitable dans le cadre du mandat de la Commission. Sans plus tarder, passons à ce tour de table initial où nous entendrons un représentant de chacun des groupes invités qui exprimeront l'idée maîtresse et les points saillants de leurs mémoires. Chaque représentant a, comme les règles le stipulent, trois minutes pour ce faire.

Points saillants des mémoires

Nous commençons par la Fédération étudiante universitaire du Québec et c'est Nicolas Plourde qui a la parole. Nicolas.

Fédération étudiante universitaire du Québec

M. Plourde (Nicolas): Merci. La Fédération étudiante universitaire du Québec, la FEUQ, anciennement la Fédération des étudiants et étudiantes du Québec la FEEQ a été fondée le 11 février 1989. La FEUQ regroupe aujourd'hui dix associations étudiantes réparties dans neuf universités, soit près de 100 000 membres, ce qui en fait la plus grande association étudiante nationale qu'ait jamais connue le Québec. La FEUQ a choisi, comme organisation, de ne pas prendre position sur le statut politique et constitutionnel qu'elle préférerait pour le Québec. Elle a décidé de laisser parler les étudiantes et les étudiants qu'elle représente et de rendre compte uniquement de leurs opinions. Pour cette raison, la FEUQ a demandé à ses associations

étudiantes membres de mener des consultations sur une série de questions.

De manière générale, on peut constater que la majorité des étudiantes et des étudiants qui ont été consultés ainsi que la majorité des associations étudiantes qui ont pris position sont en faveur de la souveraineté, et ce, très clairement. De même, la plupart semblent reconnaître l'importance pour le Québec, peu importe son statut politique et constitutionnel, de se doter d'une constitution dans laquelle on retrouverait la Charte des droits et libertés de la personne où un droit à l'éducation pleinement effectif serait encaissé. En effet, l'actuel article 40 de la Charte devrait être modifié afin de refléter la priorité que le gouvernement du Québec doit avoir pour l'éducation. De plus, la FEUQ considère que cet article devrait être couvert par l'article 52 de la Charte pour s'assurer que toute règle de droit y contrevenant puisse être déclarée inconstitutionnelle.

En 1976, le gouvernement du Québec a ratifié le pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui affirme que l'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et, notamment, par l'instauration progressive de la gratuité scolaire. Le Québec doit respecter ses engagements internationaux, à plus forte raison s'il accède à l'indépendance. D'autre part, c'est à l'unanimité que les membres de la FEUQ se sont entendus sur la nécessité de tenir, et ce, dans les plus brefs délais, un référendum. Quant à nous, il est vital que la Commission reprenne à son compte, dans le cadre de son rapport final, cette recommandation, si nous voulons éviter que les prochaines élections générales ne se transforment en consultation référendaire.

En terminant, force nous est de regretter l'absence d'un jeune à la Commission et le fait que très peu de groupes de jeunes ont été entendus lors des audiences publiques. De plus, nous déplorons que le fonctionnement du présent forum ait été arrêté sans nous consulter et que le déroulement de celui-ci soit soumis à autant de contraintes. Néanmoins, nous remercions la Commission pour son accueil et nous espérons que ce forum permettra aux jeunes de prendre leur place et de lancer un message clair à nos dirigeants politiques. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): C'était Nicolas Plourde, de la Fédération étudiante universitaire du Québec.

Association des étudiantes et des étudiants des 2e et 3e cycles de l'Université McGill

Maintenant, passons la parole à Rhonda Mawhood, de l'Association des étudiantes et des étudiants des 2e et 3e cycles de l'Université

Laval. Rhonda.

Mme Mawhood (Rhonda): ...de l'Université McGill.

L'animateur (M. Châtillon): De l'Université McGill, je m'excuse, oui.

Mme Mawhood: Merci, monsieur. Étant donné la composition de notre Association, 25 % de francophones, 50 % d'anglophones du Québec et du Canada et 25 % d'étudiantes et étudiants internationaux, nous avons décidé de ne faire aucune recommandation sur les types de liens constitutionnels ou l'absence de liens que le Québec pourrait avoir avec le reste du Canada. Nous souhaitons cependant réaffirmer le principe du droit à l'autodétermination, c'est-à-dire que le peuple du Québec doit, après un débat libre et démocratique, choisir ses propres projets constitutionnels pour l'avenir.

Nous faisons plusieurs recommandations en matière d'éducation qui pourront être suivies, peu importe le futur statut constitutionnel du Québec. Nous recommandons que les budgets actuels du fédéral en matière de recherche soient gérés de la même manière que le FCAR en vue de promouvoir une juste répartition des fonds pour la recherche dans toutes les disciplines et que le gouvernement du Québec prélève un impôt minimum sur les entreprises comme moyen de financement des universités. Nous recommandons que le gouvernement du Québec suive l'exemple de l'Alberta en transférant la responsabilité de la formation professionnelle du ministère du Travail à un nouveau ministère de la formation permanente de la main-d'œuvre. Cette nouvelle structure pourrait comprendre une transformation du système de bien-être et de l'assurance-chômage en un système de revenu minimum garanti.

De plus, nous recommandons que, dans le domaine de l'alphabétisation, il devrait y avoir une plus grande volonté gouvernementale en créant au sein du ministère de l'Éducation une direction s'occupant exclusivement de l'alphabétisation et une plus grande priorité à la prévention et à la consultation avec les organisations qui oeuvrent dans le domaine de l'alphabétisation.

Nous recommandons que le gouvernement du Québec réaffirme l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans tous les domaines touchant aux salaires, aux avantages annexes, aux termes et conditions de l'emploi. De plus, le problème du harcèlement sexuel doit faire l'objet d'une attention plus particulière. Que les services de crèche et les programmes d'aide aux étudiants et étudiantes soient améliorés afin de permettre la pleine participation des deux sexes quelles que soient leurs responsabilités familiales ou leur origine sociale et que les collèges et les universités adoptent des politiques de discrimination positive pour rectifier le problème persistant du

peu de femmes occupant des positions académiques et de haute administration.

Nous recommandons que le gouvernement du Québec adopte une législation en faveur de politiques affirmatives en matière d'admission des peuples autochtones aux universités du Québec et considère la création d'une université ou collège sous le contrôle des peuples autochtones du Québec. Une telle institution serait accessible à tous les résidents et résidentes du Québec.

Nous recommandons qu'un seul niveau de gouvernement soit responsable des visas étudiants et des permis de travail sur les campus.

And finally, we recommend that English language School Boards be established in order to guarantee the Anglophone communities control over his education. Parental involvement in education would be an important part of such a reform.

We also recommend that access to social services and health care in English be maintained as well the continued management of these institutions by their independant directors.

Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup Rhonda, des étudiants et étudiantes de deuxième cycle de l'Université McGill.

Maintenant entendons, M. André Gobeil de l'Association des étudiants en droit de l'Université Laval. André.

Association des étudiants en droit de l'Université Laval

M. Gobeil (André): M. le Président, membres de la Commission et participants du forum jeunesse, il me fait plaisir aujourd'hui de présenter une position de l'Association étudiante sur laquelle les membres se sont exprimés de façon claire et précise.

En effet, pour nous, étudiants en droit à l'Université Laval, le temps des compromis coûteux est passé. S'il n'en tenait qu'à nous, il n'y aurait pas de toute, toute dernière chance. Nous voulons assumer notre destin dans une société, dans un pays que nous bâtissons à notre image.

Les motivations de cette orientation souverainiste on les connaît d'ores et déjà. Elles sont économiques, politiques, culturelles et j'en passe. Nous avons soumis dans notre mémoire un processus d'accession à la souveraineté, mais ici point n'est l'endroit pour discuter plomberie. Nous le ferons plus tard, quand la position de cette Commission sera clairement établie. Désormais, comme Paul Sauvé a dit il y a 30 ans en cette chambre, il faut réitérer cet adjectif qui, je l'espère, pourra résumer le mieux nos actions dans nos 30 prochaines années.

La souveraineté ne changera rien en soi, mais profitons de la dynamique créée par celle-ci

pour changer des archaïsmes de notre société. Notre système d'éducation n'en a-t-il pas besoin? Notre système judiciaire n'en a-t-il pas besoin? Notre système de gouvernement n'en a-t-il pas besoin? Finalement, ce pays de régions qu'est le Québec n'a-t-il pas besoin de se voir redéfinir?

Désormais, il n'en tient plus qu'à nous. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci. C'était André Gobeil qui représentait les étudiants en droit de l'Université Laval.

Marie-Josée Leblond parle au nom de l'Association des étudiants et étudiantes de Polytechnique. Marie-Josée.

Association des étudiants et étudiantes de Polytechnique

Mme Leblond (Marie-Josée): Merci. Les futurs ingénieurs que nous sommes croient important de prendre part à la réflexion qui a cours aujourd'hui à cette Commission, et ce, principalement à titre d'intervenants technologique, économique, mais également social.

D'un point de vue technologique, l'expertise du Québec en matière d'hydroélectricité se distingue de par le monde. De plus, le Québec est grandement concurrentiel sur la scène internationale dans le domaine de l'aéronautique, de la télématique et du génie civil. Pour se maintenir à l'avant-garde, la recherche demeure l'élément primordial. Or, le Canada est le pays industrialisé qui investit le moins dans la recherche-développement. Pire encore, de ce montant, le Québec n'en récolte que 17 % comparativement à 47 % pour l'Ontario.

De façon globale, la recherche-développement est négligée au Québec. Elle représente moins de 1 % de son PIB. Il est clair que le Québec ne reçoit pas sa juste part. De plus, les subventions fédérales orientent les vocations des établissements vers certains domaines plutôt que d'autres, et ce, en privilégiant des programmes jugés prioritaires pour l'ensemble du pays, négligeant ainsi des particularités régionales. Cette situation est désavantageuse pour le Québec, car il possède une structure industrielle originale basée sur des PME qui oeuvrent dans des domaines diversifiés. Dans ce contexte, il semble important que le Québec ait les pleins pouvoirs en matière de recherche.

L'environnement est un des domaines dans lesquels il faudra privilégier la recherche. Le développement de ses technologies nous permettra de préserver l'exceptionnelle richesse de notre faune et de notre flore et de récupérer des quantités appréciables de matière et d'énergie. Pourtant, l'environnement fait partie des zones grises de la Constitution, puisqu'on n'y retrouve aucune allusion quant au partage des juridictions. Cette situation fait poindre des

politiques fréquemment divergentes entre les ministères fédéral et provincial. Le dossier de la Baie-James 2, par exemple. Ce dédoublement des structures occasionne des pertes de temps et d'argent énormes. Il serait donc plus avantageux de ramener les pouvoirs en matière d'environnement à un seul palier de gouvernement. (15 heures)

On a avantage à conserver les centres de décision en matière d'environnement le plus près possible des situations problématiques et ce, afin d'obtenir un meilleur temps de réaction et de se garantir une connaissance adéquate de la situation. La gestion des matières dangereuses, l'incendie de Saint-Amable ont démontré que le Québec est le plus habilité à gérer le dossier environnemental. De plus en plus, nous assistons à l'extraversion des entités politiques et économiques à travers le monde et à la libre circulation des idées au niveau de la planète.

En effet, les pays devront uniformiser et développer davantage leurs méthodes de gestion et de communication. Ils devront raffermir leurs liens économiques, promouvoir les transferts technologiques, créer des mégaprojets technologiques communs et s'associer pour résoudre des problèmes mondiaux. Mais pour optimiser son apport à la communauté internationale, il faut que chaque peuple soit protégé culturellement et qu'il soit en possession des pouvoirs nécessaires à son développement. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Marie-Josée Leblond, au nom des étudiants et étudiantes de Polytechnique. Justement, le thème de recherche et développement, demain, nous l'aborderons dans le deuxième champ, les obstacles à l'affirmation, et vous trouverez place au développement de ce sujet. Maintenant, passons la parole à Kathy Mercier de l'Association étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Cathy, tu as la parole.

Association étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Mme Mercier (Kathy): Merci. Sous l'éclairage de la conjoncture sociopolitique actuelle, il est grand temps de définir et de préciser la forme que prendra le Québec dans les mois et les années à venir. L'échec de l'accord du lac Meech a mis un point final aux tentatives de réconciliation amorcées par le peuple québécois désireux d'occuper la place qui lui revenait de droit au sein de la Constitution canadienne. Notre but n'est pas de jeter un blâme au reste du Canada. L'échec de la négociation de la dernière chance prouve et confirme la non-viabilité d'un pays où deux sociétés se distinguent et souvent s'affrontent par leur langue, leur histoire et plus encore par l'incompatibilité de leur perception du Canada, du Québec et de son apport au sein d'une nation artificielle.

Pourquoi persister à tenter de maintenir une association où les besoins et les aspirations des uns aliènent les aspirations légitimes des autres? Je vais vous présenter les trois recommandations de notre mémoire.

Recommandation 1: Étant donné que le Québec est tout à fait capable de se gouverner par lui-même et ainsi de répondre adéquatement aux aspirations de sa population;

Étant donné qu'en matière d'éducation, la souveraineté du Québec permettra de récupérer les sommes investies par le fédéral qui, par l'intermédiaire de son pouvoir de dépenser, s'ingère dans un champ d'action qui n'est pas laissé sans tenir compte des orientations du Québec en matière de formation postsecondaire;

Étant donné que sur le plan économique, le Québec dispose de toutes les ressources caractérisant les grandes puissances économiques du globe, l'AEUQAT recommande donc qu'après l'étude des recommandations de la présente Commission qui, selon nous, confirmera la volonté de notre grande majorité des Québécois d'être maîtres chez eux, demande à la population du Québec de se prononcer sur l'option constitutionnelle prônant la souveraineté du Québec.

Recommandation 2: Étant donné que le développement économique d'une société dépend autant de la qualité de ses ressources humaines que des investissements de capitaux;

Étant donné qu'un manque de main-d'oeuvre qualifiée constitue un facteur de ralentissement économique et par extension de chômage;

Étant donné que la formation et la présence de spécialistes constituent des apports économiques considérables à la société, l'AEUQAT recommande donc que le gouvernement du Québec reconnaisse le caractère indispensable d'un effort collectif dirigé vers une plus grande accessibilité aux études postsecondaires et tout particulièrement à la formation universitaire du 2e et du 3e cycle.

Recommandation 3: Étant donné que l'AEUQAT ne répond pas complètement au besoin de main-d'oeuvre spécifique de la région, et ce, dans plusieurs champs d'activité;

Étant donné que seul le développement d'un réseau universitaire permettant une autosuffisance des régions selon leurs besoins de ressources humaines compétentes pourrait rapprocher les universités de la clientèle qu'elles sont censées rejoindre, l'AEUQAT recommande donc que le gouvernement révisé les différents programmes universitaires offerts à l'UQAT de façon à répondre plus adéquatement à la réalité régionale et aux besoins particuliers de l'Abitibi-Témiscamingue en matière d'emploi. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup, Kathy. Deux de vos préoccupations, l'éducation postsecondaire ainsi que le développement régional trouveront place demain au deuxième champ et au quatrième champ.

Passons la parole maintenant à Annie-Claude Duchesne, de l'Association générale étudiante des secteurs Sciences humaines, Arts et Lettres de l'Université du Québec à Montréal.

Association générale étudiante des secteurs Sciences humaines, Arts et Lettres de l'UQAM

Mme Duchesne (Annie-Claude): Merci.

Bonjour. Notre Association est sensibilisée, depuis sa fondation, à l'inégalité sur une base nationale vécue par le Québec, une inégalité au coeur du débat actuel, puisque nous oeuvrons dans le réseau de l'Université du Québec, établi pour pallier à la sous-scolarisation des francophones.

Cette inégalité origine, selon nous, de l'oppression historique du Québec et des autres nations au sein du Canada, une oppression qui se manifeste par les luttes que doivent mener les communautés francophones dans toutes les provinces pour leurs droits.

Le vice du fédéralisme actuel est de ne reconnaître qu'une nation, qu'un intérêt national, celui de ladite nation canadienne, rabaisant au rang de province, de minorité ou, pire, de réserve les nations québécoises, acadiennes et autochtones.

La Constitution de 1982 et l'échec de Meech démontrent l'impossibilité de l'égalité des nations au sein du fédéralisme actuel. Pour atteindre l'égalité et le respect national, le Québec doit assumer la pleine souveraineté et réaliser l'indépendance politique comme préalable à l'indépendance économique, culturelle et militaire.

Le processus d'autodétermination doit impliquer tout le peuple québécois. À cet égard, nous aurions préféré une formule d'États généraux, suivie d'un référendum. Les limites de la démarche actuelle et nos contingences académiques ont restreint la consultation en milieu étudiant. Pour notre part, si nos recommandations ont été adoptées à l'unanimité par notre plénière intermodulaire décisionnelle, notre assemblée générale n'est prévue que la semaine prochaine.

Il est également important que le processus d'autodétermination du Québec s'accompagne d'un processus similaire et parallèle des premières nations vivant sur son territoire. Le Québec doit traiter d'égal à égal avec celles-ci. Ce processus doit aussi permettre d'établir une société plus égalitaire, dotée d'une constitution des plus démocratiques, qui garantit notamment l'égalité des femmes et des hommes, les droits sociaux, tels le droit à l'éducation gratuite, le droit au travail, les droits d'association et de grève, le libre choix à l'avortement, le droit à un environnement sain et qui enchâsse aussi les droits nationaux et linguistiques.

Enfin, un Québec indépendant devrait entretenir des relations mutuellement avantageu-

ses de coopération ou d'association aux plans économique et culturel avec les autres nations et militer pour un monde de paix où, contrairement à ce qui se passe à l'heure actuelle dans le golfe Persique, les ressources de la planète et de la science soient mises au service de tous les peuples et non de quelques-uns et que ces ressources servent au développement et non à la destruction. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Oui, merci Annie-Claude, des Étudiants et étudiantes des secteurs Sciences humaines, Arts et Lettres de l'Université du Québec à Montréal. Pierre Moisan nous entretient au nom de la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval. Pierre.

Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval

M. Moisan (Pierre): Alors, la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval, la CADEUL, a pour mission de représenter la communauté étudiante de Laval et de veiller à ses intérêts par l'entremise de ses composantes facultaires et départementales. Nous avons entrepris une vaste démarche de consultation auprès des associations membres en plus de réaliser un sondage supervisé par M. Vincent Lemieux, qui est spécialiste dans ces questions. Les résultats du sondage nous permettent de dégager des constatations qui sont assez claires, à notre avis: 70 % des étudiants et étudiantes interrogés considèrent que les chances du Québec d'arriver à un nouvel accord constitutionnel avec le gouvernement fédéral et les autres provinces sont mauvaises ou très mauvaises. En conséquence, 45 % des étudiants de Laval se prononcent pour la souveraineté-association, 17 % préfèrent l'indépendance sans association avec le reste du Canada. Par ailleurs 32 % des personnes interrogées privilégient un Québec plus autonome à l'intérieur d'une communauté économique canadienne. Enfin, 4,3 % souhaitent voir un Québec dans un fédéralisme renouvelé.

On peut donc conclure de ces résultats qu'au moins 94 % des étudiants et étudiantes de l'Université Laval souhaitent que le Québec obtienne des pouvoirs accrus. Pour ce faire, 62 % des personnes interrogées croient qu'il faut que le Québec se retire du système fédéral actuel. Enfin, 71 % des personnes interrogées voudraient que soit tenu un référendum sur leur option politique. La nécessité de faire appel au peuple pour définir l'avenir politique du Québec ne fait donc aucun doute. Il est également clair que la population étudiante souhaite une révision en profondeur de la relation Québec-Canada. La majorité est d'ailleurs prête à faire la souveraineté afin d'en arriver à un plein épanouissement du peuple québécois. De plus, toutes les associations qui se sont prononcées sur le sujet ont

opté pour la souveraineté comme moyen d'assurer le développement du Québec et de préserver ses acquis.

Sur la base de ces consultations nous procédons aux recommandations suivantes: Que soit reconnu le fait que le Québec constitue une nation autonome et distincte; que soit reconnu l'échec du fédéralisme canadien dans la mesure où la vision qu'a le Québec de son développement ne coïncide pas avec les objectifs du reste du Canada; que soit reconnu le fait que le plein épanouissement et le développement du Québec passent par la souveraineté; que soit reconnue la nécessité de négocier une forme d'association économique entre le Québec et le Canada qui soit basée sur la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux et conforme aux intérêts mutuels des deux parties; enfin, que soit reconnue la nécessité de consulter les Québécois et les Québécoises sur leur avenir politique et constitutionnel au moyen d'un référendum.

Alors, notre mémoire, est finalement divisé en plusieurs parties qui situent le contexte dans lequel le débat se fait présentement. Il faut tenir compte des interactions planétaires qui sont de plus en plus grandes, mais en même temps, de la nécessité pour les peuples de se réaffirmer, de se retrouver entre eux, finalement, pour déterminer les modes d'association qui se feront avec les autres peuples de la planète. C'est donc dans ce contexte que la souveraineté du Québec nous apparaît comme un impératif, pour que nous puissions nous épanouir et nous tourner vers un monde selon les priorités des Québécois et des Québécoises. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Oui, c'était Pierre Moisan, au nom des Associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval. Maintenant, nous donnons la parole à Marie-Josée Simard, au nom des Étudiants autochtones du Québec; c'est la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa. Marie-Josée.

Étudiants autochtones du Québec – Faculté de droit de l'Université d'Ottawa

Mme Simard (Marie-Josée): Merci. Peu importe le résultat ou les décisions qui seront convenues à cette Commission, nous croyons que cela ne devrait avoir aucun effet sur la souveraineté des premières nations et aucun effet sur leurs droits ancestraux. Le Québec entre dans une étape décisive de son histoire. Nous comprenons et nous sommes en bonne situation pour le comprendre, les positions légitimes du peuple québécois. Nous pensons d'ailleurs que le Québec a tous les outils nécessaires pour assurer son avenir.

Toutefois, s'il faut vivre ensemble, nous n'acceptons pas et rejetons formellement que les premières nations soient sous une tutelle québécoise ou fédérale. Nous rejetons aussi toute

forme d'exploitation territoriale qui irait à l'encontre de nos intérêts. Il est par conséquent impossible pour nous d'admettre que le Québec, ni d'ailleurs le Canada, puisse se développer à même nos ressources, et ce, sans qu'il y ait une entente avec les premières nations. À tout le moins, qu'il n'y ait aucune politique conjointe de développement entre les premières nations et le Québec.

Nous déplorons, par ailleurs, le fait qu'il y ait autant de difficultés de communication et de compréhension entre nos deux peuples, et ce, même si nous vivons sur le même territoire. Néanmoins, cela ne doit pas empêcher d'entreprendre des discussions et essayer à nouveau de se parler. Ce sont là, nous croyons, les ingrédients nécessaires pour la définition de notre avenir à tous.

Nous, à titre d'étudiants en droit, nous voulons bâtir l'avenir. Nous voulons trouver des solutions de droit nouveau, de justice et d'équité qui vont permettre à tous de préserver leur dignité comme êtres humains et, au sein de nos communautés, d'assurer la fierté d'un peuple. Trop souvent par le passé, et encore récemment, les premières nations ont toujours été des citoyens de dernière classe au sein de leur pays et les derniers consultés au niveau des priorités constitutionnelles de vos gouvernements.

Nous croyons que c'est assez. On ne pourra désormais, et on ne doit pas dans le cadre des réformes constitutionnelles ou dans le cadre d'un Québec souverain, aller de l'avant sans une participation active des premières nations. C'est pour cette raison que nous croyons que, dès maintenant, à l'instar de l'initiative de René Lévesque, le Québec doit s'asseoir avec les premières nations afin de discuter, dans le cadre d'une commission indépendante et en terrain neutre, des relations entre le Québec et les premières nations. C'est l'une et la principale recommandation que nous faisons à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

La souveraineté des premières nations n'est pas, pour nous, un concept nouveau. Elle est enracinée en nous, c'est un droit inhérent. Comme peuple distinct, nous réclamons au même titre que vous le droit à l'autodétermination. L'avenir des premières nations passe par les premières nations. C'est à nous de décider ce qui est bon pour nous. Malheureusement, ce concept de la souveraineté des premières nations et le concept du gouvernement autochtone autonome effraient plusieurs personnes au sein de la société québécoise et canadienne, mais encore plus, bouleverse la structure et la répartition des pouvoirs fédéraux et provinciaux. Cela ne doit pas, toutefois, empêcher la question d'être soulevée et discutée. Mais en attendant ce moment, les membres de la Commission doivent absolument tenir compte dans les discussions que, peu important les décisions qui seront prises

dans cette Commission, la position souveraine des premières nations va rester et demeurer. Merci. (15 h 15)

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup, Marie-Josée. Demain, justement dans le cadre du troisième champ, la redéfinition du statut politique, il y a un point sur les droits individuels et collectifs et, particulièrement, les droits des autochtones et des autres cultures. Vous allez avoir un moment privilégié pour développer votre position.

Passons maintenant la parole à Patrick Minotti qui va parler au nom de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal. Patrick.

Fédération des Associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

M. Minotti (Patrick): M. le Président, le débat sur l'identité québécoise et la place du peuple québécois au sein du Canada est une constante qui perdure depuis de nombreuses générations. En effet, beaucoup d'entre elles ont vécu des événements importants, maintenant toujours présente la question des relations entre le Québec et son carcan fédéral. Que l'on pense aux deux conscriptions auxquelles le Québec s'est fortement opposé, aux différents débats sur le droit du Québec à mener ses propres relations avec les États francophones, que l'on pense à la Loi sur les mesures de guerre de 1970, au référendum de 1980, au rapatriement de la Constitution canadienne de 1982 ou encore à l'échec de l'accord du lac Meech, ces événements ont été à la source d'importantes frustrations et de déchirements entre le Québec et le Canada, mais aussi au sein du peuple québécois lui-même. Ils ont laissé des marques profondes et ont drainé des énergies considérables sans rien régler de cette fameuse question constitutionnelle, sinon d'en arriver finalement à un cul-de-sac.

Cependant, ces années de débats ont eu des effets sur la nation québécoise. En effet, notre génération vit maintenant la question sous un angle nouveau. Elle est la première à se définir comme québécoise avant tout. Ceci est un signe important des résultats qui ont eu lieu des luttes des générations précédentes. Mais les jeunes, aujourd'hui, forts de cet acquis, mettent l'accent sur de nouveaux débats qu'ils considèrent aussi importants, sinon plus, que celui de la question constitutionnelle. Je prends pour exemple la place des jeunes dans notre société, les débats sur notre système d'éducation, sur l'environnement, sur l'intégration de nos immigrants, sur la paix et le respect des droits de la personne et sur l'ouverture du Québec sur le monde. Ces questions nécessitent aujourd'hui toute notre attention et notre énergie. De là vient la forte volonté des jeunes de terminer une fois pour toutes un débat qui a déjà trop duré. Il faut dès maintenant mettre un terme aux incertitudes et

aux hésitations quant au statut constitutionnel de notre nation.

Les étudiantes et les étudiants de l'Université de Montréal se sont prononcés. Il n'existe qu'une seule façon de régler cette question, selon eux, rapatrier tous les pouvoirs et ainsi accéder au statut d'État souverain. Régulant une fois pour toutes la question constitutionnelle, les jeunes pourront mener des débats qui se font maintenant à l'échelle de la planète et qui ne peuvent plus attendre au Québec, ne serait-ce qu'une autre décennie. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Patrick, au nom des Associations du campus de l'Université de Montréal.

Maintenant, Marc-Antoine Adam parlera au nom d'étudiants de McGill-Québec. Marc-Antoine.

McGill-Québec

M. Adam (Marc-Antoine): Merci. Le mémoire de McGill-Québec traite des grands enjeux dans les domaines de la langue, la culture, l'immigration, l'économie auxquels fait présentement face le Québec. Si, comme nous le croyons, le Québec est une nation distincte – ici, j'utilise le mot "nation" et non pas "société" – nous croyons alors que seule la souveraineté-association peut véritablement lui donner les outils nécessaires à son développement. Un simple rapatriement sélectif de certains pouvoirs fédéraux afin de passer davantage de lois coercitives en matière de langue et d'immigration n'est pas une solution à long terme, en plus d'être illusoire à l'heure actuelle, compte tenu de l'échec de l'accord du lac Meech.

Ce qu'il nous faut, c'est changer la perception que les gens ont du Québec et faire en sorte que ce qui est artificiel pour certains aujourd'hui devienne naturel pour tous demain. Une clause obscure dans une constitution inaccessible n'y changerait rien. Il nous faut un statut clair qui puisse résonner dans le monde entier, il nous faut la souveraineté.

Je n'entends pas ici m'attarder davantage aux arguments qui nous ont menés à cette conclusion. Ce sont les mêmes que l'on entend partout depuis plus de 30 ans. Par son mémoire, McGill-Québec n'a donc pas voulu innover, mais simplement apporter à ses arguments une crédibilité justifiée par notre situation particulière au Québec dans l'institution anglophone principale.

Dans le temps qu'il me reste, je voudrais préciser que dans nos recommandations nous avons soigneusement évité toute allusion directe à la Communauté économique européenne et expliqué pourquoi, ayant moi-même étudié la constitution juridique communautaire.

Premièrement, dans un débat qui se veut démocratique, les allusions pseudo-scientifiques à la CEE sont plus que nocives car trop peu de gens – et je parle ici des leaders d'opinion

publique – ont suffisamment de connaissances en matière de droits de la CEE. Le droit institutionnel communautaire est un droit jurisprudentiel et, donc, très peu accessible. La simple lecture du Traité de Rome ne nous apprend strictement rien. De plus, pour comprendre la nature juridique de la CEE, non seulement nous faut-il étudier les nombreuses décisions rendues par la Cour de justice de Luxembourg, mais aussi celles rendues par les cours constitutionnelles des 12 États membres. Or, dans ce domaine, les bibliothèques canadiennes sont plutôt pauvres lorsqu'elles ne sont pas totalement dépourvues.

Deuxièmement, dans un débat qui se veut constructif et où l'on cherche à régler, une fois pour toutes, chicanes et malentendus constitutionnels, se référer à l'Europe est sans doute la pire chose à faire. Ce n'est pas par hasard que tous nos politiciens, des plus fédéralistes aux plus souverainistes, ont tour à tour évoqué la construction communautaire comme un idéal à atteindre. Les Européens eux-mêmes se déchirent sur la signification juridique des communautés européennes depuis leur fondation. Certains prétendent y voir une fédération confédérative alors que d'autres parlent d'une superstructure, sui generis, supranationale et qu'un troisième groupe argumente qu'il s'agit là, simplement, d'un traité international avant-gardiste. Importer au Québec la confusion européenne ne saurait donc que profiter aux politiciens cherchant à se faire du capital politique.

Finalement, comme il existe d'énormes différences entre le contexte européen de l'après-guerre où s'est développée la Communauté économique européenne et le contexte canadien actuel, il est loin d'être certain qu'une construction inspirée de la CEE puisse, outre les nombreuses difficultés précédemment développées, convenir au Québec comme au Canada. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Marc-Antoine, McGill-Québec. Du Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec, nous passons la parole à M. Jean-Pierre Paré. Jean-Pierre.

Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec

M. Paré (Jean-Pierre): Merci, M. le Président. Bien que le Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec, le RACSQ, ne soit incorporé que depuis septembre 1990, il est le résultat d'un processus de collaboration établi, depuis le début des années quatre-vingt, entre plusieurs associations des cycles supérieurs au Québec.

Le RACSQ représente plus de 15 000 étudiants et étudiantes des 2^e et 3^e cycles au Québec, ce qui en fait le seul porte-parole légitime de l'ensemble des étudiantes et étudiants aux cycles supérieurs du Québec.

Jusqu'à maintenant, l'option constitutionnelle traditionnelle au Québec a été de redéfinir le pacte confédératif. Pour les passionnés du Canada, le fédéralisme aura toujours sa dernière chance. Cependant, compte tenu des différences mêmes des perceptions des Canadiens hors Québec et des Québécois sur les liens qui les unissent, cette démarche est hypothéquée au départ. En voulant éviter de faire des vagues, les promoteurs du rapatriement des pouvoirs à la pièce évitent le problème de fond, ignorant les effets pervers à long terme de l'esprit et de la lettre de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Cette modeste démarche, même si elle devait apparemment réussir, mènerait le Québec à un cul-de-sac. Le Canada hors Québec, après avoir cru régler le problème du Québec, ne se laisserait pas ébranler continuellement par d'éventuelles revendications constitutionnelles émanant du Québec et, tout particulièrement, de la part d'un Québec au pas démographique diminuant sans cesse. Cette stratégie canalise des énergies trop considérables pour trop peu de résultats. L'échec assuré de la négociation ramène à trancher entre une forme de statu quo et l'exercice complet du droit du peuple québécois à l'autodétermination.

Le rejet de l'accord du lac Meech a démontré, une fois encore, l'incapacité du fédéralisme canadien à pouvoir se réformer en respectant les aspirations légitimes du Québec. Face à cette impasse, le Québec ne peut plus se limiter à quémander des transferts de pouvoirs d'Ottawa. Par conséquent, pour le RACSQ, la seule option constitutionnelle réaliste et envisageable pour le Québec est la souveraineté, c'est-à-dire le pouvoir exclusif donné à l'Assemblée nationale de faire ses lois, de lever ses impôts et ses taxes ainsi que de signer les traités.

L'interdépendance qui existe entre le Canada et le Québec sur le plan commercial commandera des ententes économiques. Mais ces ententes seront désormais contractées entre peuples égaux et souverains en fonction des avantages qu'ils en retirent.

La souveraineté n'est pas une fin en soi. C'est un moyen de réaliser, ici, au Québec, un projet de société plus juste dont les lois sont basées sur des principes de liberté et de démocratie.

Pour le RACSQ, il est donc important qu'un nouveau contrat social réaffirme le droit de tout peuple à l'autodétermination, réaffirme que le Québec est un État francophone, reconnaisse les droits des premières nations, reconnaisse les droits acquis des Anglo-Québécois, réaffirme tous les droits reconnus dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, notamment les droits des femmes.

Il est important pour le Québec de demain de prendre aujourd'hui la décision qui s'impose. L'élite montante que représente le RACSQ ne

veut pas passer le reste de sa vie à se battre pour le projet constitutionnel souverainiste. Notre génération, M. le Président, veut aller de l'avant et construire une société plus juste sur les fondations des acquis de la souveraineté. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Oui, merci, Jean-Pierre, au nom du Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec. M. Pierre Larrivée parlera au nom du Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke. Pierre, tu as la parole.

Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke

M. Larrivée (Pierre): Merci, M. le Président. Nous tenons également à remercier l'organisation de ce forum de nous entendre aujourd'hui. Le mémoire que vous avez devant vous est le fruit d'une réflexion approfondie et d'une consultation démocratique. En effet, chacune des associations représentant les différents programmes de maîtrise et de doctorat de l'Université de Sherbrooke a été appelée à se prononcer par l'entremise de son exécutif. Notre forum de discussion est donc multidisciplinaire.

Les 2300 étudiants à la maîtrise et au doctorat qui viennent du secteur des sciences humaines, des sciences pures, des sciences sociales, des sciences appliquées et des sciences de la santé ont des méthodes de réflexion différentes, mais toutes convergent vers le même objectif, vers le même projet: la souveraineté du Québec.

Notre constat est l'insatisfaction des Québécois vis-à-vis du fédéralisme canadien. Nous proposons une souveraineté positive car nous croyons à la force socio-économique du Québec.

À travers ce mémoire, nous vous soumettons un projet de société respectant les droits et libertés fondamentaux des individus et des collectivités. Nous pensons qu'en redéfinissant le statut constitutionnel du Québec, il est nécessaire de se questionner et de réévaluer les différents secteurs de la société québécoise.

En ce qui concerne l'éducation, le Québec ne peut pas s'inscrire efficacement dans un contexte de libéralisation des échanges s'il ne développe pas une structure d'éducation, de recherche et de développement solide.

La souveraineté du Québec passe également par le rapatriement des pouvoirs économiques. Nous sommes toutefois conscients que des ententes internationales avec nos plus proches voisins pourraient améliorer les performances économiques du Québec. La qualité de notre environnement représente, sans contredit, l'un des principaux défis de l'avenir. En ce sens, le gouvernement du Québec devra sensibiliser tous les citoyens par le biais de politiques de promo-

tion d'un environnement sain et respectueux de l'écologie. La redéfinition d'un Québec souverain doit également tenir compte de la présence des autochtones.

En conclusion, le Regroupement des étudiants et étudiantes à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke recommande que le rapport de la Commission propose, premièrement, la souveraineté du Québec qui est, notamment, le pouvoir exclusif pour l'Assemblée nationale de faire ses lois et de lever ses impôts et taxes ainsi que de signer ses traités internationaux.

Deuxièmement, le français comme seule langue officielle du Québec, notamment la langue de travail, de la justice, de l'économie et de la législation, tout en reconnaissant les droits des Anglo-Québécois.

Troisièmement, la tenue d'un référendum dans un délai de 3 à 12 mois du dépôt du rapport de la Commission.

Quatrièmement, la tenue d'une élection générale au cas où il n'y aurait pas consensus sur le contenu de la question référendaire. À notre avis, la question référendaire devrait se lire comme suit: "Êtes-vous en faveur de la souveraineté du Québec?"

Nous espérons que les travaux de cette Commission aideront le Québec à se sortir de l'impasse constitutionnelle et à trouver une solution afin qu'il progresse vers ces objectifs.

Nous souhaitons que les jeunes invités ici aujourd'hui n'aient pas à recommencer cette même démarche dans 20 ans.

(15 h 30)

Nous terminerons cette présentation sur une citation d'un poète québécois. "En 1980, les Québécois ont refusé d'être Québécois. En 1990, les Canadiens nous ont dit qu'on n'était pas des Canadiens. Voulez-vous bien me dire ce que nous sommes?"

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Pierre Larrivée. Nous passons maintenant la parole à Pierre Barbeau jr du Student's Representative Council of Bishop's University. Pierre.

Student's Representative Council of Bishop's University

M. Barbeau (Pierre): Merci beaucoup, M. le Président. Membres de la Commission, délégués du forum, mesdames et messieurs. À titre de représentant étudiant de l'Université Bishop's, j'aimerais vous remercier et vous féliciter d'avoir mis sur pied ce forum destiné à entendre les propos des jeunes Québécoises et Québécois concernant l'avenir politique et constitutionnel du Québec. C'est avec un grand plaisir que nous y participons.

Afin d'intéresser autant les étudiants francophones qu'anglophones de Bishop's à participer activement à l'avenir du Québec, nous

avons entrepris la rédaction d'un mémoire pour cette Commission. Je suis heureux que cette initiative ait été acceptée à l'unanimité par le conseil étudiant. Des restrictions de temps ne nous ont pas permis de consulter tous les étudiants par référendum; alors, nous n'avons pas pris de position. Cependant, nous avons choisi d'examiner certains effets que pourrait avoir un éventuel changement politique et constitutionnel dans le domaine de l'éducation pour les étudiants anglophones, plus particulièrement ceux de l'Université Bishop's.

La population étudiante de Bishop's vient du Québec, du Canada et du monde entier. Il y existe une diversité de cultures qui nous permet une attitude d'ouverture d'esprit et de compréhension. Cette atmosphère enrichissante pourrait servir de modèle pour le Québec à venir. La présence d'étudiants et d'étudiantes de l'extérieur du Québec est d'une valeur incalculable pour cette province. Ils viennent étudier au Québec de leur propre volonté. C'est ici qu'ils créent des liens qui servent non seulement aujourd'hui mais, surtout, pour demain.

Nous avons donc recommandé à la Commission qu'un climat d'ouverture à leur égard soit conservé. L'accessibilité et la présence d'une université anglophone au Québec sert également aux étudiants québécois qui désirent étudier en anglais dans leur province. Nous pouvons constater que l'Université Bishop's est un lieu de rencontre pour plusieurs étudiants de partout au Canada. Il est avantageux pour le Québec d'être l'hôte d'une telle enceinte.

Comme il nous le fut suggéré lors de notre présentation à Sherbrooke, nous serions favorables à des accords de réciprocité entre les universités du Québec et celles du reste du Canada. Lorsque la Commission rendra sa décision sur la question politique et constitutionnelle du Québec, nous espérons qu'elle prendra en considération que le Québec se doit de promouvoir un climat de stabilité. Pour une université comme la nôtre, ce point est important et le va-et-vient de certains de nos professeurs et de nos étudiants en dépend. C'est pourquoi nous recommandons à la Commission, et même à ce forum, que la population en général soit clairement informée des options qui s'offrent au Québec ainsi que des coûts et bénéfices associés à ces options. Nous croyons que cela aidera à empêcher que s'installe un climat d'insécurité.

En terminant, notre décision de présenter un mémoire devant cette Commission a pour but de créer une prise de conscience. Nous sommes ouverts à la discussion des idées et des différentes avenues politiques et constitutionnelles qui seront présentées au cours de ce forum. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Pierre, au nom des étudiants de l'Université Bishop's. Nous donnons la parole maintenant à Louis David

Péloquin, au nom de la Coalition CESAQ-AGECA. Il est en quelque sorte le représentant du niveau collégial. Louis David, tu as la parole.

**Coalition étudiante sur l'avenir
du Québec et Association générale étudiante
du collège Ahuntsic (CESAQ-AGECA)**

M. Péloquin (Louis David): Merci, M. le Président. La Coalition est à l'origine d'un référendum qui a réuni 33 institutions postsecondaires, ce qui regroupe environ 75 000 étudiants. La réponse fut sans équivoque: 80,4 % des répondants se sont prononcés en faveur d'un Québec État souverain. Les jeunes sont résolument souverainistes.

La souveraineté, c'est quelque chose de normal pour une nation qui veut s'assumer. La réalité québécoise est incontournable. Fini, le temps de jouer à l'autruche. Il est maintenant temps de s'ouvrir les yeux et de regarder autour de soi. Les Québécois sont impatients d'avoir un référendum pour pouvoir dire quelles sont leurs ambitions, pour pouvoir s'affirmer. Le Québec, c'est une affaire de cœur. Ce n'est pas une question de péréquation.

Ainsi, nous recommandons la tenue d'un référendum dans les quatre mois suivant la présentation du rapport des commissaires. Si ce référendum va du côté de la souveraineté, cela devrait être suivi d'une déclaration solennelle d'indépendance à l'Assemblée nationale. Par la suite, deux plans de négociations devraient être entrepris. Le premier, l'échéancier du rapatriement des pouvoirs. La souveraineté, ça se prend, ça ne se négocie pas. Le deuxième serait une association économique, soit avec le Canada, soit avec les autres pays. Tout est envisageable. Nous favorisons la formation d'une assemblée constituante pour rédiger la constitution du Québec où devraient se faire entendre tous les groupes de la société.

En conclusion, j'aimerais demander aux commissaires que, lorsqu'ils déposeront leur mémoire, ils se disent bien que ce qu'ils vont décider aujourd'hui, ce sont nous tous, ici à cette table, qui devrons vivre avec plus tard. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Oui, merci, Louis David, de la Coalition CESAQ-AGECA. Maintenant, au nom de l'Association étudiante François-Xavier-Garneau, niveau collégial aussi, nous passons la parole à Thomas Poirier. Thomas.

**Association étudiante
François-Xavier-Garneau inc.**

M. Poirier (Thomas): M. le Président, au cégep Garneau, au mois d'octobre dernier, se tenait un référendum sur l'avenir du Québec. La question se lisait comme suit: Aujourd'hui, voulez-vous que le Québec devienne un État

souverain? La réponse fut des plus convaincantes avec 88,6 % de oui. Vu la participation massive lors de ce référendum, nous avons cru pertinent de vous faire part de ce que les étudiants souhaitent pour le Québec. Nous avons relevé deux points fort importants pour les étudiants: le contexte économique et politique international ainsi que les démarches dans le long processus historique d'affirmation politique du Québec.

Ce n'est pas d'hier que le Québec a commencé à réfléchir à son avenir. Depuis deux siècles, c'est un thème qui revient constamment à travers notre littérature. Ainsi, l'histoire du Québec, de l'invasion de la Nouvelle-France à l'échec du lac Meech, en passant par le rapport Durham et la crise de la conscription, prouvent l'illégitimité de l'union de deux peuples antonymes qui sont toujours divisés. Nous sommes convaincus que pour qu'un pays soit vertueux à travers ses lois, l'échelle des valeurs doit être sensiblement la même entre les citoyens de ce pays et ce, pour arriver à vivre dans une société qui soit des plus épanouissantes possible pour tous les citoyens.

Un Québec souverain pourrait consacrer ses efforts autant à son épanouissement culturel qu'à son développement économique, lequel serait d'ailleurs mieux assuré dans un Québec indépendant. Cela lui permettrait de mieux participer à l'internationalisation des marchés. Bien sûr, il faudra détenir tous les pouvoirs autant exécutifs que législatifs pour encourager une économie capitaliste québécoise. Celle-ci devra cependant tenir plus compte du développement durable et du financement des universités.

Il faut donc, pour le Québec, éviter de se retrouver dans une impasse en négociant d'autres ententes avec le Canada. Nous devons d'abord déclarer notre indépendance en tant que pays. Seulement après cette démarche, nous pourrions parler de pays à pays pour négocier des arrangements diplomatiques, financiers et commerciaux qui devront avantager le Québec autant que le restant du Canada. Le gouvernement doit donc déclarer la souveraineté du Québec. Pour légitimer cette déclaration d'indépendance, le gouvernement se doit d'organiser un référendum, puis le lendemain de ce référendum, l'Assemblée législative du Québec devra proclamer sa propre constitution qui rapatriera les pouvoirs de l'article 91 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867.

C'est donc sans aucune rancune que pour nous doit se terminer la laborieuse dualité canadienne. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Oui merci, Thomas, au nom des étudiants du collège François-Xavier-Garneau. Maintenant, au nom de l'Association générale des étudiants et étudiantes du cégep de Lévis-Lauzon, c'est Alain Fortier qui va nous entretenir. À toi la parole, Alain.

Association générale des étudiants et étudiantes du cégep de Lévis-Lauzon

M. Fortier (Alain): Oui, M. le Président. L'Association étudiante du cégep de Lévis-Lauzon est fière de présenter le mémoire qu'elle a rédigé suite à un référendum effectué dans notre institution. Lors de cette consultation, les étudiants et étudiantes s'étaient prononcés clairement en faveur de la souveraineté du Québec assortie d'une association économique avec le reste du Canada et ce, dans la mesure du possible. Ce mémoire, nous l'avons rédigé en nous préoccupant de notre avenir, nous qui serons les futurs dirigeants du Québec.

Nous sommes probablement le groupe d'âge le mieux placé pour comprendre les lacunes du système politique, social, éducatif et économique actuel, car nous devons, à chaque jour, les affronter. Quotidiennement, nous entendons parler de catastrophe écologique, de décrocheurs, de suicides, de déficits gouvernementaux, de guerre, et j'en passe. Face à ces problèmes, nous sommes trop souvent inactifs et impuissants, et c'est malheureusement nous qui en subissons les conséquences.

Dans cette optique et dans l'esprit de pouvoir mieux les affronter, de pouvoir enfin contrôler les ressources du Québec et de pouvoir promulguer sa culture, les étudiants et étudiantes de notre cégep désirent voir le Québec accéder à sa pleine souveraineté. Dans le processus devant émaner, le gouvernement du Québec devra rapatrier tous les programmes sociaux fédéraux qu'il juge opportun pour les intégrer dans les ministères québécois, le tout dans un délai relativement court.

Le gouvernement du futur pays du Québec devra rédiger dans le même délai une charte québécoise des droits et libertés ainsi qu'une constitution. Celle-ci devra être produite par le peuple, lors d'une large consultation, et entérinée par référendum.

Dans cette récupération de pouvoirs, le gouvernement québécois devra faire une réforme des programmes existants. Dans cette optique, une loi devrait être promulguée dans le domaine de l'éducation afin de permettre aux étudiants de participer à l'élaboration des programmes universitaires ainsi qu'à la gestion des universités. Il devra également mettre sur pied un nouveau système de financement des universités afin que l'État, l'entreprise et l'étudiant y participent.

En ce qui concerne l'emploi et afin de stimuler l'économie, un Québec souverain devra se doter d'une politique de plein emploi fondée sur le besoin des régions pour enfin combler les carences économiques de certaines de celles-ci. Une politique de ce genre, le gouvernement fédéral ne peut nous l'offrir, considérant l'ampleur de son territoire et la diversité de l'économie des provinces.

Toujours dans l'idée d'une meilleure qualité de vie, le gouvernement québécois devra pourvoir la population d'une politique familiale qui garantirait un soutien actif aux mères de famille avant et après la naissance d'un enfant. Une telle politique serait créée, évidemment, pour encourager les naissances mais aussi pour garantir une saine éducation à l'enfant nouvellement né.

Finalement et afin que de telles recommandations soient prises en considération, nous suggérons la création d'une chambre de la jeunesse élue par les jeunes à la grandeur du Québec et ayant un pouvoir de recommandation réel et obligatoire sur toutes les lois adoptées à l'Assemblée nationale. Cette chambre devrait être créée pour faire entendre notre position et pour combler le poids démographique que nous perdons d'année en année.

M. le Président, c'était là l'essentiel de ce qu'était notre mémoire. Nous espérons grandement que les membres de la Commission en prendront bonne note et qu'ils feront leurs recommandations en tenant compte également des mémoires des autres groupes de jeunes ici présents, afin que l'avenir qui nous appartient bientôt soit vraiment à notre image. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Nous avons bien reçu M. Alain Fortier, au nom des étudiants du cégep de Lévis-Lauzon. Maintenant, au nom des étudiants des sciences humaines du cégep de Matane, je passe la parole à Sébastien Audy. Sébastien.

Étudiants en sciences humaines du cégep de Matane

M. Audy (Sébastien): M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, nous nous présentons devant vous pour vous faire connaître nos opinions et commentaires, bref, notre vision de ce Québec de demain dans lequel nous vivrons. Cette expérience de réflexion que nous avons faite ensemble nous a permis de prendre conscience de nos lacunes, de notre manque d'information pour traiter d'un sujet si important. Cependant, nous ne pouvions pas, nous semblait-il, laisser passer cette occasion.

On vit tous les jours dans un coin où le taux de chômage est très élevé. On voit nos amis se former ici puis s'exiler dans les grands centres, soit pour continuer leur formation, soit pour se trouver un emploi dans leur domaine d'études.

Vous pouvez penser que le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie ressemblent à un paradis terrestre exempt de toute pollution. C'est là ignorer qu'une des grandes richesses de chez nous, c'est le fleuve, un fleuve que vous avez pollué. Saviez-vous que nous n'avons jamais pu manger les moules qui vivent le long de nos

côtes? Et pourtant, il y a pour nous protéger deux ministères de l'Environnement.

Tous, nous connaissons le taux de chômage qui touche le Québec. On sait qu'il a toujours été plus élevé que la moyenne canadienne. Qu'est-ce qui explique cela? Il y a pourtant deux ministères responsables du développement du Québec et du développement des régions. C'est la même chose pour l'agriculture; on s'aperçoit qu'elle est en piteux état. Pourtant, on nous dit que certaines des terres de notre région sont parmi les meilleures du Québec. Or, nos terres dépérissent faute d'exploitants. Les gens préfèrent s'en aller en ville, car il devient trop coûteux de s'établir en agriculture.

Voici quelques-unes de nos recommandations. Afin d'améliorer sa situation, nous estimons que le Québec doit affirmer sa souveraineté et assumer la plénitude de ses pouvoirs. Il serait préférable de le faire par le biais d'un référendum. Nous pensons qu'il serait très souhaitable d'établir des liens, tant au plan politique qu'économique, avec le reste du Canada, sous forme d'ententes ou de traités.

En devenant souverains, nous ne serons plus soumis à la juridiction de la Cour suprême. Le Québec devra inévitablement en mettre un sur pied pour ses problèmes intérieurs et participer à l'élaboration d'un tribunal d'arbitrage pour régler les litiges éventuels entre le Québec et le Canada.

L'immigration sera sans doute un outil important pour développer le territoire du Québec. Il faut donc que le Québec soit le seul à décider de sa politique d'implantation des nouveaux arrivants.

Pour assurer le développement équitable de toutes les régions du Québec, il faut que le Québec dispose de tous les leviers de développement économique. Bien plus, il nous faut décentraliser les zones de développement. Le Québec ne peut grandir s'il se contente de développer les grands centres au détriment des régions qui dépérissent.

Dans le domaine de l'environnement, le gouvernement du Québec devra en assumer la responsabilité entière et en faire une priorité prioritaire. Le fleuve Saint-Laurent devra faire l'objet d'une attention toute particulière.

(15 h 45)

La rédaction de notre mémoire a été une chance pour nous de faire valoir notre point de vue et de nous faire entendre. Il est évident que celui-ci ne construira pas à lui seul le Québec de demain mais, au moins, nous aurons le sentiment d'avoir fait quelque chose de concret en ce qui concerne notre futur pays. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): C'était Sébastien Audy, au nom des étudiants en sciences humaines du cégep de Matane. Pour Francophonie étudiante de Lanaudière, je donne la parole à Nathalie Charbonneau. Nathalie.

Francophonie étudiante de Lanaudière

Mme Charbonneau (Nathalie): Merci, M. le Président. L'histoire de notre peuple et celle de notre éducation suivant des tracés parallèles, nous vous proposons aujourd'hui une orientation socioculturelle plus valorisante pour la jeunesse dans un Québec nouveau. Le monde étudiant, notre langue et notre culture étant nos principales préoccupations, nous nous devons de mettre tous les efforts nécessaires, dans la perspective d'un Québec devenu pays, à étudier, défendre et promouvoir l'intérêt porté à notre système d'éducation et aux étudiants et étudiantes qui en font usage.

Si le Québec a atteint une évidente maturité, une force économique supérieure et une notoriété grandissante sur le plan international, il le doit au courage et à la détermination de son peuple et à l'éducation qu'il s'est donnée mais sûrement pas au système fédéraliste qui, en plus d'être désuet aujourd'hui, n'a jamais permis, au cours de l'histoire, de favoriser la nation francophone du Québec puisque nous avons toujours été minoritaires en terre canadienne. On ne négocie rien d'équitable à 10 contre un. Le Québec devenu indépendant, nous négocierons d'égal à égal, de pays à pays, les ententes que nous voudrions établir avec nos voisins.

Nos revendications: qu'une loi plus forte que les lois 178 et 101 protège et promeuve la langue française partout au Québec; qu'une loi protège et promeuve la culture québécoise sous toutes ses formes; que, tout en faisant du français la langue première et commune au Québec, nous fassions en sorte que les communautés ethniques puissent profiter de leur culture et de leur langue en offrant des cours spécifiques à chacune des ethnies dans les écoles françaises des quartiers à caractère multiethnique; que soit rétabli intégralement le gel des frais de scolarité; que le ministère de l'Éducation réforme le régime des prêts et bourses en implantant un système où l'étudiant serait employé et rémunéré en stage de travail, comme un apprenti, puisqu'il en est un; que soient abolies toutes taxes présentes ou futures qui toucheraient le secteur culturel; que le ministère de la Sécurité du revenu revoie certaines clauses de la loi 37, qui sont discriminatoires pour les étudiants et étudiantes; que les organismes communautaires jouissent d'un statut particulier étant donné qu'ils ont atteint le rang des priorités pour un peuple dit civilisé; que les lois fiscales soient revues et corrigées pour mettre en place un système plus équitable pour tous; que les populations autochtones soient reconnues en tant que nations et soient traitées comme telles.

En conclusion, l'avenir du Québec en tant que province canadienne a été très sévèrement compromis par la mort de l'accord du lac Meech. L'intégrité du peuple québécois en tant que société distincte a aussi été bafouée pour une

deuxième fois en moins de 10 ans. La majorité de la population, soit 85 %, avait déjà rejeté l'accord bien avant les autochtones du Manitoba et, dans un système démocratique, cela compte beaucoup plus qu'une entente de principe entre 11 personnes, même s'il s'agit de premiers ministres. Étant donné que les cinq conditions minimales du Québec ont été refusées et que rien ne laisse croire que la situation changera pour le mieux dans un système fédéraliste, nous, Francophonie étudiante de Lanaudière, proposons que le Québec se détache et prenne lui-même, et seul, son envol. Une association économique serait possible après avoir obtenu notre statut de pays souverain. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup, Nathalie, de la Francophonie étudiante de Lanaudière. Demain, dans le cadre du premier champ, le caractère distinct, vous aurez certainement l'occasion de développer davantage la question de la langue. Maintenant, du côté des travailleurs, Mario Guertin du Comité national des jeunes de la CSN nous entretiendra de sa position. Alors, Mario, tu as la parole.

Comité national des jeunes de la CSN

M. Guertin (Mario): Merci, M. le Président. Transformer notre société afin qu'elle corresponde à notre vision du Québec, c'est ce qui a constitué notre motivation à produire ce mémoire. Il appartient à la population du Québec, et plus particulièrement aux jeunes, de définir le pays dans lequel ils souhaitent vivre. Pour nous, il est clair que le choix de l'indépendance est celui qui permettra le mieux de régler les problèmes auxquels nous sommes actuellement confrontés.

Les éléments que nous voulons faire ressortir dans cette présentation sont simples et se résument par le rapatriement au Québec de tous les pouvoirs fédéraux. Une fois cette étape accomplie, il nous sera plus facile de nous développer dans le respect de deux richesses que nous considérons comme essentielles au développement du Québec. Il s'agit, d'une part, des personnes qui composent la société et, d'autre part, de l'environnement qui l'abrite. Il nous sera également possible de viser une économie de plein emploi en récupérant les nombreux programmes fédéraux qui se chevauchent et ne mènent nulle part.

Le Québec de demain, plus proche de ses populations régionales, sera en mesure de tenir compte de la nécessité pour les régions de pouvoir profiter du dynamisme et de la créativité des forces vives que constitue sa jeunesse. L'exode vers les grands centres est une saignée que les régions ne peuvent se permettre sur plusieurs générations. Que penser également des programmes sociaux offerts par le fédéral, qui sont nombreux, méconnus et sans perspective

d'avenir? Une fois rapatriés dans un cadre québécois, ils pourront être répartis de façon équitable entre les régions, en tenant compte de leurs particularités. Voilà pour nous une raison supplémentaire de souhaiter la souveraineté.

Cette étape devra se faire le plus tôt possible. Aussi, le scénario que nous privilégions consiste à tenir un référendum en 1991 où les Québécois et les Québécoises auront à répondre à une question claire. Dans l'affirmative, il y aura formation d'une constituante afin d'élaborer un projet de constitution dans l'année qui suivra le référendum. Durant cette même période, des négociations devront être entreprises concernant la succession d'État entre Québec et Ottawa. Finalement, à l'été de 1992, un dernier référendum permettra à la population de se prononcer sur la Constitution de notre pays, notre Québec, notre avenir.

Voilà, en gros, la position que nous voulons livrer à la Commission Bélanger-Campeau et nous espérons qu'elle saura la guider dans la réflexion qu'elle s'apprête à effectuer. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Oui. Alors, merci, Mario, au nom du Comité national des jeunes de la CSN.

Maintenant, le Jeune Barreau de Québec, et je passe la parole à Carl Tremblay, son représentant. Carl.

Jeune Barreau de Québec

M. Tremblay (Carl): Merci, M. le Président. Chers membres de la Commission, membres du Forum sur l'avenir du Québec, section jeunesse, tout d'abord, le Jeune Barreau représente les avocats ayant moins de 10 ans de pratique, de la région de Québec. Il ne s'agit pas du Barreau. Deuxième des choses, le Jeune Barreau représente environ 1100 membres, dans la région de Québec toujours.

Le Jeune Barreau ne prétend pas apporter ici un contenu à ce que devrait être l'avenir du Québec. Le Jeune Barreau, lors de la rédaction de son mémoire, s'est fixé les objectifs suivants, c'est-à-dire la clarification des termes, ou du vocable juridique ou du vocable qui est utilisé de façon générale et par la Commission, et par la communauté en général, une clarification également au niveau de la situation juridique qui prévaut actuellement et au Canada, et au Québec plus particulièrement, les possibilités qui sont offertes au Québec face à son avenir, les possibilités d'indépendance, les possibilités de fédéralisme et les moyens d'atteindre ces différentes possibilités-là soit par le biais d'un référendum ou par le biais de consultations.

De façon générale, il se dégage la chose suivante de notre mémoire. Peu importe ce à quoi la Commission voudra en arriver, si la Commission en arrive à la conclusion que des liens avec le Canada doivent être conservés, des

négociations devront être entreprises. À ce titre, la Commission devra envisager la façon dont ces négociations seront menées. À l'heure actuelle, dans un cadre purement juridique, deux situations, deux cadres juridiques s'offrent au Québec, ce sont les suivants.

Tout d'abord, dans un premier temps, de négocier en tenant compte de la formule d'amendement existant à l'intérieur de la Constitution actuelle, c'est-à-dire l'unanimité des provinces plus le fédéral, sur un bon nombre de questions et, de façon résiduaire, deux tiers des provinces représentant 50 % de la population plus le gouvernement fédéral. Alors, c'est le cadre rigide à l'intérieur duquel nous sommes actuellement encarcannés et dont on a vu les résultats.

Un deuxième cadre s'offre pour le Québec afin de négocier une nouvelle entente avec le Canada et il s'agit d'une négociation d'État à État où le Québec posséderait tous ses pouvoirs. La seule et unique règle qui gouvernerait ces négociations serait le désir commun du Canada et du Québec d'en arriver à une entente sur des points bien particuliers. À partir de là, tout est possible, que ce soit la superstructure, que ce soit une association économique, sociale, culturelle, religieuse s'il le faut, mais à partir de ce moment-là, tout est possible, et le seul — et je me répète — élément qui entre en ligne de compte est le désir commun du Canada et du Québec d'en arriver à une entente sur des points particuliers. Rien d'autre ne peut venir nuire à cette entente-là.

Ce que nous vous soumettons en terminant, c'est que dans tout le vocabulaire qui est utilisé à l'heure actuelle, deux seules opportunités s'offrent au Québec: demeurer à l'intérieur du fédéralisme actuel avec tous les amendements et les agencements possibles ou devenir un État avec tous les pouvoirs que cela comporte, et là également avec tous les agencements au niveau de ses relations avec le Canada et avec les autres pays. Je vous remercie.

L'animateur (M. Châtillon): Merci. C'était Carl, au nom du Jeune Barreau de Québec. Maintenant, au nom du Regroupement jeunesse populaire, je donne la parole à François Coallier.

Regroupement jeunesse populaire

M. Coallier (François): Merci, M. le Président. MM. et Mmes les membres de la Commission, l'option présentée dans notre mémoire est celle de la souveraineté pleine et entière du Québec. Pour nous, la souveraineté est la seule solution au problème constitutionnel. Nous savons très bien qu'un retour au statu quo ou à un fédéralisme renouvelé n'est qu'illusoire. Nous sommes d'autant plus conscients que c'est au peuple québécois de décider de son avenir. Nous ne sommes pas seulement une société distincte,

nous sommes toute la différence culturelle entre le Canada et les États-Unis.

Notre histoire a formé le peuple que nous sommes, et le dynamisme culturel du Québec nous a non seulement montré ce que nous étions, mais ce que nous voulons être. Nous avons opté pour l'indépendance, car c'est le seul moyen possible pour atteindre notre but qui est une société juste, équitable, prospère et accessible à tous. Donc, la seule façon d'avoir une vraie politique de plein emploi, la seule façon d'être une puissance économique internationale, la seule façon d'éviter d'enrichir les riches et d'appauvrir les pauvres, c'est la souveraineté.

Le geste humanitaire qu'est l'immigration doit continuer, mais les nouveaux arrivants devront comprendre qu'ils ne sont pas dans un pays majoritairement anglophone, mais dans un pays francophone et que cette société les acceptera. Nous aurions pu énumérer les multiples politiques à modifier, mais nous laissons aux experts le soin de s'en occuper puisque ces problèmes sont rendus d'une évidence même pour la majorité des Québécois.

Nous avons besoin d'un changement et vite. Nous ne voulons pas de demi-mesure et de politiquerie. Nous voulons seulement la souveraineté. Nous sommes conscients qu'un changement constitutionnel demanderait beaucoup d'efforts et nous sommes prêts à donner ces efforts, mais nous ne voulons pas être obligés de travailler pour recommencer plus tard. Nous voulons que l'avenir constitutionnel tienne compte des attentes fondamentales de la société québécoise pour que chacun de nous puisse s'épanouir au maximum et ainsi qu'il y ait un vouloir collectif de continuer comme peuple.

Nous avons créé notre regroupement pour faire pression auprès des différents intervenants qui nous entourent. Nous sommes donc ici pour vous dire clairement que nous voulons la souveraineté, rien d'autre. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci François Coallier du Regroupement jeunesse populaire. Dans votre mémoire, vous parlez aussi beaucoup de la question de la politique de l'immigration. Sur ce sujet-là, demain, nous nous retrouverons sur la question de la situation démographique.

Le prochain intervenant, Sylvain Gaudreault, du Forum des jeunes sur l'avenir du Québec (Saguenay-Lac-Saint-Jean). Sylvain.

Forum des jeunes sur l'avenir du Québec (Saguenay-Lac-Saint-Jean)

M. Gaudreault (Sylvain): Merci beaucoup, M. le Président. Le présent mémoire a pour but d'exprimer à la Commission les idées qui ont fait l'objet d'un consensus lors d'un forum, le 14 octobre 1990, au lac Pouce, tout près de Chicoutimi. Ce mémoire est divisé en quatre thèmes principaux qui sont la culture, l'emploi et

l'économie, l'éducation et l'environnement. Enfin, la conclusion proposera le statut constitutionnel et politique du Québec, tel que privilégié par les jeunes du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Ce mémoire sera connu sous le titre de "L'accord du lac Pouce".

(16 heures)

À l'aube du XXI^e siècle, et dans le contexte actuel de l'après-Meech, le Québec se doit inévitablement de redéfinir son statut politique et constitutionnel. Le Forum des jeunes sur l'avenir du Québec est d'avis que le statu quo, quant au régime politique et constitutionnel actuel, constitue une menace sérieuse pour la spécificité culturelle et francophone du peuple québécois, que nous devons défendre, développer et promouvoir.

Le Forum estime que la démocratie constitue l'essence même de l'évolution de la société québécoise. La volonté de bâtir un Québec fort peut, à juste titre, être perçue comme une tendance lourde de l'évolution de cette société spécifique, l'ascension à l'autonomie du Québec.

Le Forum reconnaît et invoque le droit inaliénable du peuple québécois à disposer de lui-même pour les motifs suivants: Premièrement, le peuple québécois constitue une nation au sens sociologique du terme. Deuxièmement, cette nation constitue un peuple au sens de la Charte des Nations Unies. Ce peuple possède, en droit international, le droit de disposer de lui-même, c'est-à-dire de s'autodéterminer et de choisir son propre régime politique, tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur. Ce peuple se trouve concentré à 100 % sur le territoire du Québec. Et, finalement, le Québec possède déjà tous les éléments constitutifs d'un État viable au sens du droit international. Le Forum se base également sur l'objectif que le Québec doit se prendre en main et assumer lui-même son développement culturel, social, économique et politique en privilégiant une forme de développement axée sur les régions.

Le Forum des jeunes sur l'avenir du Québec demande, par consensus, à la Commission parlementaire qu'elle privilégie la souveraineté comme statut politique et constitutionnel à "prioriser" pour le Québec. Nous entendons, par là, que le Québec dispose des pouvoirs exclusifs de légiférer, faire toutes les lois de fiscalité, percevoir tous les impôts et les taxes et d'établir ses relations extérieures avec les autres États, soit par entente, traité ou autrement. Merci beaucoup, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Oui. Merci, Sylvain, du Forum des jeunes sur l'avenir du Québec (Saguenay-Lac-Saint-Jean). Votre mémoire est très précis, très préoccupé sur les questions de l'emploi et du développement régional. Demain, au quatrième champ, les aspects économiques, vous serez à l'aise, je suppose, pour développer davantage. Maintenant, demandons à

une représentante de la Commission jeunesse de la Société de recherche en orientation humaine de nous dire les opinions et les préoccupations de son organisme. Je cède la parole à Emmanuel-le Saucier. Emmanuelle.

Commission jeunesse de la Société de recherche en orientation humaine inc.

Mme Saucier (Emmanuelle): Merci, M. le Président. Dans le processus de fierté d'une appartenance et de confiance en l'avenir, nous cherchons non seulement à cohabiter avec les populations nouvelles, mais également à bâtir une nation et à former un peuple unifié et fier de vivre sur la terre québécoise.

Nos voisins du reste du Canada nous ont clairement démontré que nous sommes un peuple indésirable et ils ont même haussé le cynisme jusqu'à prétendre qu'ils voudraient encore de nous, mais seulement sous la forme de colonisés, c'est-à-dire que nous renoncions à notre identité culturelle. Ces voisins semblent cependant ignorer qu'il ne s'agit pas simplement de notre identité culturelle, mais de notre identité tout court. Nous sommes un peuple et nous voulons vivre en tant que tel, avec des racines, une cohésion et une appartenance.

Le Québec n'est pas constitué d'une constellation de peuples. Personne n'a le droit de disperser ce peuple au nom d'une pseudo-unité nationale canadienne qui réclame, en fait, l'anéantissement de son identité. L'après-Meech, c'est le signal qui nous dit: Cessons de quêter et mettons-nous debout pour dire aux autres que nous n'avons plus peur d'être rejetés. C'est ainsi que nous allons relever le défi de l'an 2000 pour bâtir, en misant sur la qualité plutôt que la quantité, et réaliser l'unité pour ne plus se faire bafouer. Si le processus d'autodétermination peut nous mener à l'association avec le Canada, cela doit se faire dans le respect intégral de notre spécificité. L'échec de l'accord du lac Meech est un événement salubre pour la jeunesse du Québec. Si nous voulons vivre, exister et nous épanouir, nous devons nous prendre en main et cesser d'attendre que le voisin nous donne le droit de vivre.

La conclusion qui s'impose est claire. Sachons que notre avenir ne peut se trouver au delà des frontières du Québec et que pour garder notre spécificité et notre droit d'être Québécois, nous n'avons d'autre choix que de réclamer une structure dans laquelle nous pouvons nous épanouir et évoluer. Nous réclamons le pouvoir exclusif de légiférer dans les domaines suivants: la taxation, l'immigration, l'éducation, la radio-diffusion, la télévision et le cinéma, le commerce et les relations internationales, permettant de se donner les assises nécessaires pour une expansion économique sans pour cela réfuter les relations privilégiées avec nos partenaires de la Confédération canadienne.

Réclamer ces droits est une façon claire pour nous d'espérer que l'avenir n'est pas sombre et que nous avons une place sur cette terre, et que nos enfants ne seront pas là un jour à nous haïr parce qu'on n'aura pas su garder la terre de nos ancêtres. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Emmanuelle, de la Commission jeunesse de la Société de recherche en orientation humaine. Votre préoccupation d'identité peut trouver peut-être demain du temps pour le développer davantage dans le caractère distinct du premier champ demain matin. Maintenant, pour l'Organisation québécoise et canadienne de la jeunesse, appelée aussi Un Avenir ensemble, Peter Julian va s'exprimer. Tu as la parole, Peter.

Un Avenir ensemble (Organisation québécoise et canadienne de la jeunesse)

M. Julian (Peter): Merci, M. le Président. Je suis fier d'être ici pour représenter notre organisation Un Avenir ensemble, qui regroupe les anglophones bilingues au Québec, à l'extérieur du Québec et à travers le Canada. Moi, personnellement, je viens de Vancouver où il fait un petit peu moins froid qu'ici.

Dans le cadre du Forum jeunesse, j'aimerais vous parler un peu des faits importants qu'on aimerait que la Commission considère à ce moment historique de l'avenir du Québec.

Le premier fait important, c'est la présence d'un nombre croissant des anglophones qui parlent français; cela veut dire des anglophones bilingues. Il y a maintenant 4 000 000 d'anglophones au Canada qui, soit ont déjà appris le français, soit sont en train de l'apprendre. Cela représente un marché potentiel énorme pour les produits culturels québécois, les produits culturels francophones, et la présence de ces 4 000 000 de nouveaux francophones représente une possibilité énorme pour l'exploitation des marchés et l'avenir de la langue française. Il ne faut pas oublier qu'on est ici pour être certains que la langue française va être préservée, et le fait qu'on soit 4 000 000, ça peut nous aider dans ce processus. En plus de ces 4 000 000 d'anglophones, il y a 1 000 000 de francophones hors Québec, 1 000 000 de francophones qui, à travers les décennies, voire les siècles, ont pu garder leur identité. Ces 1 000 000 de francophones au Québec, si on les ajoute aux 4 000 000 d'anglophones qui parlent français, qui veulent l'apprendre ou qui sont en train de l'apprendre, ça représente une francophonie globale canadienne de 5 000 000 de gens qui ne sont pas des Québécois francophones, mais quand même qui prennent la langue française comme un aspect important. C'est pour cela qu'il faut préserver les liens politiques aussi bien que les liens économiques avec le reste du Canada.

Dans l'Ouest canadien, on est contents que

le Québec veuille des changements parce que nous autres, ça fait depuis les années vingt que plusieurs parmi nous voulons avoir des changements dans le cadre du Canada actuel. On veut se joindre aux Québécois pour rendre un meilleur Canada, un Canada plus souple, une véritable confédération. Il ne faut jamais oublier que Clyde Wells ne représente pas le Canada anglais.

Enfin, pour terminer, j'aimerais citer un fermier de la Mauricie qui me disait: Tout le monde a besoin de quelqu'un. Si l'on comprend bien les gens qui ont parlé des liens économiques, vous avez dit que vous aviez besoin de nous. Nous, au Canada anglais, nous avons besoin de vous et ensemble on va être plus forts. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Peter Julian, d'Un Avenir ensemble. Maintenant, au nom d'un organisme aussi à caractère général le Conseil permanent de la jeunesse. Guy Gagnon va s'exprimer. Guy.

Conseil permanent de la jeunesse

M. Gagnon (Guy): M. Châtillon, mesdames, messieurs, le temps est venu pour la population du Québec de prendre une décision quant à son avenir politique. Les dernières négociations constitutionnelles nous ont montré une fois de plus qu'il y a une divergence majeure entre les aspirations du peuple québécois et le grand rêve canadien. Cette décision, nous pouvons et nous devons la prendre nous-mêmes sans attendre la permission de quiconque pour statuer quant à notre avenir collectif.

En tant que jeunes et membres du Conseil permanent de la jeunesse, nous considérons que l'avenir politique et constitutionnel du Québec nous concerne puisque c'est de notre avenir qu'il est question. Par conséquent, le Conseil permanent de la jeunesse recommande à la Commission sur l'avenir du Québec de retenir la souveraineté comme seule option politique susceptible de permettre le plein développement économique, culturel et social du peuple québécois et que cette option soit soumise à la population lors d'un référendum. Ce référendum doit être tenu dans les meilleurs délais afin de mettre un terme, une fois pour toutes, au cul-de-sac constitutionnel dans lequel nous nous trouvons. La question référendaire doit être claire et ne laisser aucune place à l'interprétation, au Canada ou ailleurs dans le monde, quant à sa signification.

L'accession du Québec à la souveraineté ne remet pas en cause ses valeurs sociales auxquelles les jeunes adhèrent depuis longtemps. Ce n'est pas tant le modèle de société dans lequel nous vivons que le statut politique et constitutionnel que nous remettons en question. Les bases qui caractérisent la société québécoise sont suffisamment solides pour que nous puissions bâtir dessus. Nous réitérons donc notre attache-

ment aux valeurs démocratiques et aux droits et libertés de la personne ainsi que notre engagement à protéger et à promouvoir la langue française au sein de notre société, cet engagement s'exerçant dans le respect des droits culturels, linguistiques et institutionnels des Québécois et Québécoises de langue anglaise.

Nous voulons d'une société qui accepte et respecte les différences entre les personnes. Nous souhaitons nous développer dans une société qui cherche à atteindre le plein emploi de ses ressources humaines et qui, par le fait même, se fait le devoir de lutter contre la pauvreté, une société qui prône et qui agit pour une plus grande équité et une plus grande justice sociale, une société qui, par conséquent, refuse le démantèlement économique et social de ses régions en redonnant aux gens des régions les pouvoirs nécessaires à leur plein épanouissement, une société qui "priorise" le respect, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement en favorisant un développement économique basé sur le développement durable.

Les jeunes veulent aussi s'épanouir à l'intérieur d'une société qui prône la paix, surtout dans le contexte actuel. Pour nous, une société ne peut se définir sans affirmer ces principes de base. Les jeunes veulent un pays qui se bâtira en impliquant toutes les composantes de la société québécoise.

Pour terminer, nous souhaitons que le présent Forum jeunesse construira sur la base des principaux consensus qui ressortent de nos différents mémoires. Ainsi, nous croyons que c'est sur la base de la souveraineté du Québec que nous devons travailler à définir les fondements du Québec de demain. Merci, monsieur.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Guy, qui parlait au nom du Conseil permanent de la jeunesse, conseil qui couvre beaucoup de préoccupations, beaucoup de thèmes, notamment, et j'en oublie, la formation professionnelle, les questions de la dénatalité, du vieillissement de la population et de l'emploi et d'autres thèmes qui, d'ailleurs, trouveront leur place dans le développement de demain.

Maintenant, nous avons autour de la table deux maisons de jeunes, un regroupement de maisons de jeunes et une maison de jeunes d'une région, d'ailleurs. C'est à ce moment-ci que la maison des jeunes La Soupape va nous parler de ses préoccupations particulièrement pour les jeunes de 12 à 18 ans et je laisse la parole, pour ce faire, à Lucie Dufresne. Lucie.

Maison des jeunes La Soupape

Mme Dufresne (Lucie): Merci beaucoup. Les propos du mémoire présenté par la maison des jeunes La Soupape se veulent être le résultat d'opinions et de réflexions faites par des jeunes qui rendent évident le malaise qu'ils vivent face

aux politiques constitutionnelles, environnementales, familiales, sociales, de l'éducation et de plein emploi. Ils ne prétendent pas changer le monde. Ils vivent l'insécurité. Ils ont essayé d'apporter des remèdes aux maux qu'ils subissent et surtout d'en faire prendre conscience pour qu'enfin soit redressée leur réalité.

(16 h 15)

Ce qui est important pour nous, c'est de poser la question au peuple, et ce, le plus rapidement possible: Êtes-vous en faveur de la souveraineté du Québec? Nous voulons un pays qui nous respecte, qui considère ses citoyens et citoyennes par des politiques adaptées à notre société, qui donne au gouvernement tous les pouvoirs d'autonomie, de gestion et de législation, qui développerait une politique pour ses régions éloignées, que ses priorités soient pour une amélioration de nos conditions de vie et que les jeunes aient un statut.

Il faut favoriser leur qualité de vie. Il faut que les maisons de jeunes soient reconnues pour leur mission comme organismes préventifs. Il faut réévaluer les besoins financiers réels des maisons de jeunes et avoir un délégué parlementaire. Le pouvoir, c'est une capacité d'agir et surtout d'injecter des fonds où le besoin s'en fait sentir: dans les services des milieux de pauvreté extrême. À favoriser l'augmentation du taux de natalité, améliorer les conditions de vie des familles démunies et à faible revenu, les familles monoparentales, et permettre aux jeunes qui ne vivent plus chez leurs parents, qui fréquentent les cégeps et les universités, de devenir indépendants afin d'avoir droit à un maximum de prêts et bourses. Les organismes communautaires aussi pourraient bénéficier de ces sommes.

Maintenant, je vais élaborer les grandes lignes du document qui a été déposé devant cette Commission. Une neutralité du pays reconnue mondialement. Le français partout. La politique jeunesse plus active. Accessibilité à la formation. Bonification des études. Pas de PDE de trois mois sans perspective d'avenir. Budget spécial pour les jeunes entrepreneurs. Logement et chambres à prix modique. Les moyens de transport entre villes et villages pour régions éloignées. Reconnaissance des maisons de jeunes comme organismes préventifs. Augmenter leur budget. Revenus équitables. Avoir un délégué parlementaire. Merci beaucoup.

L'animateur (M. Châtillon): Oui, merci, Lucie, de la maison des jeunes La Soupape. Maintenant, au nom du Regroupement des maisons de jeunes du Québec, Martin Viau a des préoccupations à nous livrer. Tu as la parole, Martin.

Regroupement des maisons de jeunes du Québec

M. Viau (Martin): Mesdames, messieurs, les

quelque 85 maisons qui sont membres du Regroupement des maisons de jeunes du Québec vous présentent ici les changements qu'elles souhaitent voir se produire au Québec, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la Fédération canadienne. Nous côtoyons chaque année plus ou moins 25 000 gars et filles de 12 à 18 ans qui aspirent à devenir des citoyens et des citoyennes critiques, actifs et responsables. Nous sommes donc les témoins privilégiés des difficultés qu'ils éprouvent à s'intégrer à notre société.

Voilà pourquoi nous choisissons de proposer ici des changements sociaux qui pourraient modifier avantageusement, à notre avis, le futur politique du Québec. En matière d'éducation, nous proposons rien de moins qu'une révolution tranquille 2 comme dans massacre à la scie no 2. En l'an 2000, nous voudrions que tous les jeunes terminent leur secondaire V. 37 % d'entre eux n'obtiennent pas, actuellement, ce diplôme, ce qui est à nos yeux aussi catastrophique pour l'avenir du Québec que tous les lac Meech et tous les rendez-vous ratés, confondus.

Nous proposons aussi de réduire le nombre d'élèves dans les classes afin de favoriser des contacts significatifs entre les professeurs et les élèves qui font actuellement cruellement défaut. Nous proposons de prendre définitivement le tournant de la laïcité en sortant la religion des écoles pour y faire entrer l'enseignement des religions d'un point de vue historique et culturel. En cette triste semaine, nous sommes d'avis que tous les Québécois bénéficieraient d'une meilleure compréhension de ce qu'est l'Islam.

Nous proposons aussi que la langue soit le seul critère d'inscription dans les commissions scolaires, ce qui favoriserait la compréhension mutuelle entre tous les Québécois. Nous proposons de donner le droit de vote aux jeunes de niveau secondaire lors des élections scolaires, non seulement parce qu'ils sont les premiers à subir les bons comme les mauvais coups des commissaires, mais aussi parce que, de toute façon, les adultes ne s'intéressent pas à la question scolaire.

Nous proposons que l'on abolisse toute discrimination sur la base de l'âge et, particulièrement, lorsqu'il s'agira d'un éventuel référendum. Les jeunes de 12 à 18 ans ont les capacités intellectuelles requises pour se qualifier pour voter, de la même façon qu'ils sont aussi capables de siéger sur les conseils d'administration des organismes qu'ils fréquentent.

Enfin, nous croyons que le Québec nouveau devrait bénéficier des pleins pouvoirs en matière de santé, d'immigration, d'emploi, de formation et d'éducation. Actuellement, trop de programmes et de juridictions se chevauchent, nous faisant perdre ainsi une énergie considérable. Vous l'aurez compris, le Regroupement des maisons de jeunes du Québec considère que l'avenir politique de notre société ne peut que gagner en qualité si nous faisons une meilleure place aux jeunes de

12 à 18 ans. À nos yeux, oublier les jeunes maintenant, c'est oublier l'avenir. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Oui, merci, Martin, du Regroupement des maisons de jeunes du Québec. Votre préoccupation de la participation démocratique des jeunes peut trouver son lieu demain, lorsque nous parlerons des droits individuels et collectifs ou lorsque nous parlerons de constitution du Québec, si vous voulez instituer ce droit démocratique pour les jeunes.

Maintenant, deux chambres de commerce sont parmi nous, deux jeunes chambres de commerce, celle du Québec métropolitain et celle de la région de Montréal. Je donne la parole d'abord à Robert Vincent, qui est représentant de la Jeune Chambre de commerce de Montréal. Robert.

Jeune Chambre de commerce de Montréal

M. Vincent (Robert): Merci, M. le Président. Puisque le Canada n'est pas prêt à reconnaître les cinq conditions minimales du Québec, nous n'avons d'autre choix que de refaçonner ce lien qui nous défavorise. A priori, le statu quo n'est plus acceptable. La souveraineté totale, par ailleurs, ne nous apparaît la solution optimale ni pour l'un ni pour l'autre, compte tenu des interdépendances qui nous lient.

La formule que nous privilégions, soit la création d'un organisme de nature confédérale, permettra le contrôle par chacune des parties des pouvoirs nécessaires à leur développement économique, social et culturel respectif, tout en permettant une association dans les domaines où les intérêts mutuels seront les mieux servis.

Par cette évolution, le Québec doit rechercher de meilleurs rapports avec ses citoyens ainsi qu'avec ses partenaires canadiens et internationaux en s'appuyant sur de grands principes de démocratie, de libre circulation des biens et des personnes, de libre marché, de primauté du caractère français dans le respect des droits individuels protégés par la Charte des droits et libertés de la personne, de développement social via un développement économique appuyé par une politique industrielle, de respect des engagements internationaux.

Notre organisme propose une approche efficace et non dogmatique dans la recherche d'un nouveau statut constitutionnel en tablant sur le fait que les deux parties ont des intérêts stratégiques à s'associer, mais que ces intérêts seront probablement subjugués, du moins temporairement, par des réactions émotives.

Nous préconisons que l'Assemblée nationale du Québec déclare, en premier lieu, la souveraineté du Québec afin de se soustraire à l'actuelle formule d'amendement constitutionnel et de se placer en position de force dans les négociations qui suivront. Cette déclaration devra inclure un échéancier de négociation et de récupération des

pouvoirs, qui devra être complété au plus tard en 1999. Il faut laisser le temps au temps.

La déclaration de souveraineté devrait rendre le gouvernement canadien fiduciaire des pouvoirs que le Québec désire récupérer et que le gouvernement canadien détient actuellement, et ce, pour des périodes variables, selon l'échéancier. Des négociations sur la redistribution progressive des pouvoirs, tranche par tranche, chacune faisant l'objet de rondes de deux ou trois ans, nous apparaissent souhaitables, afin de rechercher la collaboration de nos partenaires tout en permettant une préparation et une adaptation sans heurt, favorisant ainsi le maximum de stabilité économique et politique.

Si nous devons faire face au refus complet du Canada de négocier avec le Québec, nous serions prêts à assumer les responsabilités d'un État souverain. Je dis bien: Nous serons prêts à assumer les responsabilités d'un État souverain. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Oui. Voilà. Merci. C'était Robert Vincent, de la Jeune Chambre de commerce de Montréal. Merci, Robert. Vous développez passablement la question du processus de la démarche. Eh bien, vous allez trouver un temps, demain, dans le troisième champ, pour la redéfinition du statut politique, le processus d'affirmation nationale, pour développer davantage votre idée, si ça vous convient.

Pour la Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain, je cède maintenant la parole à François Cholette. François.

Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain

M. Cholette (François): Merci, M. le Président. Membres de la Commission, membres du Forum jeunesse, la Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain est un organisme qui regroupe approximativement 400 membres oeuvrant tant dans le secteur des services que dans le commerce au détail et l'entreprise manufacturière. Suite à l'échec de l'accord du lac Meech, la Jeune chambre de commerce a décidé d'effectuer un sondage auprès de 171 de ses membres qui a révélé que 75 % d'entre eux ne veulent plus du statu quo en matière constitutionnelle et que 70 % croient qu'il est impossible, compte tenu de l'échec de l'accord du lac Meech, d'en arriver à un nouvel accord constitutionnel avec le gouvernement fédéral et les autres provinces dans le cadre fédératif actuel. Par ailleurs, 69 % des répondants optent pour une forme de souveraineté politique du Québec et définissent les Québécois comme constituant un peuple ou une société distincte.

Ces résultats nous amènent à aborder successivement les points suivants: dans un premier temps, l'échec du fédéralisme actuel, ensuite, le Québec que nous entrevoyons pour

demain.

L'échec du fédéralisme actuel. Le fédéralisme actuel est un échec, tant au point de vue politique qu'économique. C'est pourquoi le statu quo en matière constitutionnelle ne saurait perdurer. Au point de vue économique, d'abord, nous croyons que le fédéralisme canadien est devenu inefficace, entre autres pour les raisons suivantes: premièrement, l'explosion de la dette fédérale, un problème qui préoccupe grandement les jeunes qui auront à la payer; deuxièmement, les incohérences entre les politiques fédérales et provinciales de développement économique. À notre avis, ces problèmes originent pour une partie de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867. À titre d'exemple, mentionnons le pouvoir fédéral de dépenser, ainsi que le chevauchement inutile et coûteux des compétences législatives.

Au point de vue politique, maintenant. L'échec de l'accord du lac Meech a démontré, encore une fois, l'impossibilité de réformer le système fédéral actuel dans le sens des revendications légitimes du Québec. En effet, depuis 1867, le fédéralisme canadien est devenu de plus en plus centralisé, au détriment des aspirations du Québec à une plus grande autonomie. Aussi, l'entrée en vigueur de la Charte canadienne des droits et libertés, en 1982, uniformise les valeurs fondamentales au Canada "From Coast to Coast", au détriment de la spécificité du Québec. Le fédéralisme actuel ne peut être réformé de l'intérieur, tant en raison de la rigidité de la formule d'amendement qu'en raison du fait que, pour les Canadiens anglais, les Québécois ne sont pas un des deux peuples fondateurs, mais bien une province sur dix.

Le Québec de demain. La grande majorité de nos membres, soit 70 %, étant d'avis qu'il est impossible compte tenu de l'échec de l'accord du lac Meech d'en arriver à un accord constitutionnel avec le gouvernement fédéral et les autres provinces dans le cadre fédératif actuel, nous ne traiterons pas de l'option du fédéralisme renouvelé. Nous nous contenterons d'exposer divers scénarios économiques qui posent tous comme prémisses une forme de souveraineté politique du Québec, étant donné la volonté exprimée par 69 % de nos membres. À l'heure des grands bouleversements sur l'échiquier mondial, le vent du changement commence aussi à souffler au Québec depuis l'échec de l'accord du lac Meech. Le désillusionnement face au fédéralisme canadien semble préparer la voie à la souveraineté politique du Québec. Cependant, malgré le divorce politique Québec-Canada que nous prévoyons, une réalité demeure, qui obligera les ex-époux à une garde partagée, soit l'interdépendance des économies provinciales. En effet, les économies québécoise et canadienne sont fortement intégrées et il est impossible de croire qu'un divorce politique annoncerait la fin de la coopération économique, alors que l'Europe 92 se met en

place et que le libre-échange nord-américain est devenu réalité. Mondialisation des échanges oblige, le Québec et le Canada n'ont pas les moyens de couper leurs liens commerciaux. Reste à voir quelle forme ils prendront.

Nous, la Jeune chambre de commerce, souhaitons que les futures relations économiques entre le Québec et le Canada ressemblent à une forme de marché commun encore plus intégré qu'Europe 92. Il demeure cependant important de constater qu'à l'inverse du Marché commun et du libre-échange, fruit d'ententes négociées entre États déjà souverains, le Québec et le Canada se dirigent vers une union économique dont les fondations sont déjà présentes, mais dans le cadre d'une scission des pouvoirs politiques. En effet, l'intégration des économies provinciales n'est plus à faire. Il s'agit d'un acquis à protéger. Nous avons déjà une monnaie commune, une libre circulation des biens, des services et des capitaux, des tarifs douaniers communs, une politique commerciale extérieure commune.

En conclusion, les membres de la Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain sont contre le statu quo en matière constitutionnelle, et croient qu'il est impossible, compte tenu de l'échec de l'accord du lac Meech, d'en arriver à un accord constitutionnel avec le gouvernement fédéral et les autres provinces dans le cadre fédéraliste actuel. Par ailleurs, les membres de la Jeune chambre sont majoritairement en faveur d'une forme de souveraineté politique. Quant à l'avenir des relations économiques Québec-Canada, nous souhaitons qu'elles ressemblent à une forme de marché commun encore plus intégré qu'Europe 92.

L'animateur (M. Châtillon): Voilà. Merci beaucoup François Cholette de la Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain. Maintenant, passons la parole au groupe des représentants, des jeunes qui représentent les partis politiques. Alors, le premier à prendre la parole, c'est le représentant de l'Association jeunesse du Parti égalité, et c'est Richard Smith qui a été délégué. Richard, tu as la parole.

Association jeunesse du Parti Égalité

M. Smith (Richard): Merci, M. le Président. I would like to thank the members of the Commission, as well as its staff, for allowing me, on behalf of my youth association, this opportunity to speak today. To speak to the future of Québec, a debate which has ignited all Canadians to re-evaluate our common ties.

(16 h 30)

Tous les Canadiens, pour quelque raison que ce soit, ont des valeurs et des aspirations qui les distinguent, tout en partageant certaines valeurs communes à tous à travers le Canada. La Constitution canadienne ainsi que la Charte canadienne des droits essaient de refléter cette ligne

nous unissant. Nous croyons que l'adoption d'une constitution provinciale pourrait compléter la Charte canadienne en y incluant les valeurs et les objectifs d'espérance. Nous recommandons au Québec une constitution provinciale qui inclurait une charte de droits, de libertés et de langue pour les francophones et les anglophones. De plus, nous exigeons une constitution québécoise qui sera ratifiée par la voie d'outils démocratiques tels un référendum ou un plébiscite. Ces outils pourraient aussi être inclus dans la création d'une formule d'amendement établissant que ce pouvoir, au Québec, est entre les mains du peuple.

The idea of having constitutions at more than one level of Government is nothing new or threatening. The United States affords States the right to draft their own constitutions as long as they do not conflict with the American Constitution or Bill of Rights.

Élaborer une constitution offrirait aux Québécois la chance de déterminer quels sont les objectifs et les valeurs communes à tous, car avant que le Québec n'examine ce qu'être Canadien veut dire, peut-être qu'on devra examiner ce qu'être un Québécois veut dire. Les Québécois pourraient se retrouver impliqués dans le processus de concevoir un nouveau contrat social entre eux-mêmes.

We should urge the linguistic communities in Québec moreover to begin searching for linguistic social contract that each group can support with enthusiasm and confidence and not merely acquiesce to out of despair or apathy or implied threats.

Pour les anglophones et allophones, la loi 101 ne symbolise pas cet engagement imposé à cette communauté. Elle laisse supposer qu'on ne peut s'attendre à ce que les anglophones démontrent une bonne foi vis-à-vis des inquiétudes des francophones pour la protection de leur langue et que, par conséquent, ils doivent être convaincus de force. Si les minorités linguistiques se reconnaissent dans un nouveau contrat social linguistique, nous croyons que non seulement elles respecteraient la loi, mais également son superbe esprit. Nous aimerions souligner que si la Commission ne peut arriver à un consensus sur l'avenir du Québec, alors tous les membres doivent au moins être d'accord pour y chercher une solution utilisant la notion de constitution québécoise comme véhicule pour un changement constitutionnel, afin d'avoir une constitution comme cadre nous permettant d'étudier toutes les questions pertinentes chacun de notre côté, pour voir de quelle façon elles nous affectent l'un l'autre, par exemple, l'insécurité de la langue et des règlements concernant la communication. La fin de ce service cependant doit être la décision de savoir si la constitution proposée est la constitution d'une province ou celle d'un État indépendant.

To conclude, our proposal is not intended

to be a prototype for more social engineering by politicians. Our inspiration comes for a new social contract based on respect and we are inspired by witnessing ordinary Quebecers from all linguistic backgrounds, living and working together as friends, good neighbours and often as family. Hopefully, we can reflect their common sense and goodwill, and we indicate the kind of Québec, with dignity and peace, we strive for a new future. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Richard Smith, qui parlait au nom de l'Association jeunesse du Parti égalité.

Maintenant, du côté des jeunes du Parti québécois, il y a trois représentants, dont deux régionaux, les jeunes du Parti québécois de l'Outaouais. Et c'est Benoît Campeau qui a la parole. Alors, Benoît.

Jeunes du Parti québécois de l'Outaouais

M. Campeau (Benoît): Merci, M. le Président. Les jeunes du Parti québécois de l'Outaouais demandent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec de recommander au gouvernement la tenue d'un référendum sur la souveraineté.

L'histoire du Québec s'accélère et, pour les jeunes du PQ de l'Outaouais, l'avenir politique et constitutionnel du Québec doit prendre les couleurs de la souveraineté d'abord. Tout projet sur l'avenir politique du Québec qui impliquerait l'accord préalable du Canada est voué à l'échec et n'aura comme conséquence que de provoquer au Québec une instabilité.

Dans le même ordre d'idées, la Commission doit se prémunir contre des options du type Meech plus qui consisteraient à négocier avec le Canada l'accord du lac Meech, mais en y ajoutant des nouvelles conditions minimales. Là où un minimum a échoué, penser qu'un maximum aurait plus de succès, c'est croire qu'en politique le Père Noël existe!

Conséquemment, une fois réglé le contentieux entre Québec et Ottawa sur la dissolution du lien fédératif et conclues les ententes mutuellement profitables, le Québec, ayant enfin solutionné son problème, pourrait résolument se tourner vers son développement économique. Pour assurer son développement économique, le Québec a dû se donner ses propres institutions en les libérant d'un pouvoir fédéral qui cherche à limiter leur expansion, en libérant le Québec de politiques fédérales telle celle des hauts taux d'intérêt qui servent l'Ontario aux dépens du Québec, pour ne pas dire au détriment du Québec. La souveraineté va accélérer le développement économique du Québec.

Au Québec, les régions se meurent. Rapatrier les fonds fédéraux du développement régional ne suffit pas. Québec, une fois le rapatriement effectué, doit les donner aux

régions pour qu'elles se donnent des institutions économiques propres, comme le Québec s'en est donné. Ce n'est qu'à partir de là que le développement des régions deviendra réalité.

À titre de représentants des jeunes de l'Outaouais, il est clair que nous sommes aujourd'hui ici pour souligner le caractère distinct de notre région. En effet, de par sa situation géopolitique et son expertise en administration, tels les fonctionnaires, nous réclamons que l'Outaouais soit désigné zone administrative. Il faut comprendre que, pour nous, c'est une question de vitalité. Par contre, chaque région devra obtenir sa juste part du gâteau dans un Québec souverain afin de revitaliser les régions et freiner l'exode des jeunes vers les grands centres urbains. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Benoît Campeau, qui parlait de la part des jeunes du Parti québécois de l'Outaouais. Il est clair que votre préoccupation régionale pourra trouver son temps et son lieu dans les aspects économiques, sur le point 18 de l'ordre du jour de demain, le développement régional. Maintenant, au nom de l'exécutif du jeune Parti québécois au collège Lafliche de Trois-Rivières, c'est Nathalie Boulianne qui a demandé la parole. Nathalie, tu peux parler.

Exécutif du jeune Parti québécois du collège Lafliche de Trois-Rivières

Mme Boulianne (Nathalie): M. le Président, Mmes, MM. les commissaires, participants au forum, mon intervention sera brève, mais elle résumera l'essentiel de ce que les jeunes du Parti québécois du collègue Lafliche de Trois-Rivières ont à vous communiquer sur l'avenir constitutionnel du Québec.

En premier lieu, nous rejetons catégoriquement le fédéralisme canadien. Les raisons qui nous le font condamner sont nombreuses. Entre autres, il y a les disparités qui subsistent entre les différentes parties du Canada, la centralisation excessive des pouvoirs à Ottawa et le refus de reconnaître notre identité nationale. Toutes ces observations et d'autres encore nous font douter du bien-fondé de la Confédération canadienne. En plus, le partage de compétences entre les provinces et le gouvernement central nuit au sain développement de celles-ci. Les doubles structures que nous impose Ottawa constituent un obstacle important à notre propre développement et épanouissement sur tous les plans.

Après avoir fait une analyse du fédéralisme, notre groupe a la certitude que le Québec n'a pas de place au Canada, qu'il nous fallait donc prendre notre avenir en main, assumer nos responsabilités, c'est-à-dire devenir souverains. L'indépendance du Québec nous assurera un développement durable et adapté à nos réalités contemporaines. Nous avons conclu que la

souveraineté était la seule solution acceptable pour tous les Québécois à la crise constitutionnelle actuelle, puisqu'elle donnera au Québec les outils nécessaires dont il a besoin pour se réaliser. Nous voulons un pays pour être maîtres chez nous, prendre en main notre avenir et ne plus le laisser entre les mains de ceux qui nient nos réalités quotidiennes.

Après avoir fait connaître notre option constitutionnelle, nous vous ferons part maintenant des procédures qui, nous croyons, sauront respecter l'idéologie principale des Québécois - c'est-à-dire la démocratie - et qui, de plus, nous permettront d'éviter l'instabilité politique qui découlerait d'une trop longue attente. Donc, nous proposons qu'un référendum sur la souveraineté soit tenu 90 jours après le dépôt des recommandations de la présente Commission et que ce référendum soit tenu conjointement avec une élection générale.

En terminant, le peuple québécois est un exemple de pacifisme et de tolérance. Il devra le rester et traiter ses minorités avec plus d'égards qu'il n'en a reçus par le passé. Société démocratique respectueuse des droits de l'homme, nous ne voulons rien de moins. C'est une opportunité unique de créer un pays avant-gardiste dont le dynamisme sera bien contemporain et la sagesse tirée de son passé. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Nathalie, qui parlait au nom de l'exécutif du jeune Parti québécois au collège Lafèche de Trois-Rivières. Maintenant, au nom du Comité national des jeunes du Parti québécois, M. Joseph Facal.

Comité national des jeunes du Parti québécois

M. Facal (Joseph): M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, chers participants au forum, les jeunes du Parti québécois ont envoyé plusieurs mémoires qui essayaient, chacun d'entre eux, de mettre en lumière un angle spécifique. Nous sommes très heureux que vous leur ayez donné une aussi large occasion de s'exprimer.

Au nom du Comité national des jeunes, je ne vous surprendrai pas moi non plus, en faisant valoir devant la Commission la nécessité pour le Québec d'accéder le plus rapidement possible à sa pleine et entière souveraineté. Comment? Cette décision d'accéder à la souveraineté devrait être prise par le peuple québécois dans un référendum qui devrait avoir lieu en 1991, dès que possible. Nous pensons aussi que le pays du Québec devrait négocier d'égal à égal avec son voisin canadien une association économique sous forme de traité mutuellement avantageux qui comprendrait une union monétaire et qui assurerait la libre circulation des individus, des biens et des capitaux. Mais l'association ne serait qu'économique et, selon nous, il n'est nullement

souhaitable que les Québécois élisent des députés à une instance autre que l'Assemblée nationale du Québec. Pourquoi nous faut-il la souveraineté? Je ne reprendrai pas l'essentiel des arguments de fond qui ont été donnés; il nous faut la souveraineté essentiellement pour nous donner les leviers qui nous permettront de nous épanouir comme peuple francophone. Il nous faut la souveraineté pour ne plus être minoritaires; il nous faut la souveraineté pour mettre fin au gaspillage; il nous faut la souveraineté pour mettre en place une politique économique qui répondra à nos intérêts et il nous la faut pour que le Québec parle de sa propre voix dans le monde.

Or, le Québec ne pourra jamais obtenir les pouvoirs requis pour cela en restant à l'intérieur du régime fédéral dont le renouvellement est impossible. D'autres l'ont dit ici. Après le rejet d'un accord qui ne concédait rien d'essentiel au Québec, après le rejet d'un minimum, croire qu'un maximum est faisable à l'intérieur du fédéralisme, c'est un non-sens. Dans le cadre d'hypothétiques négociations bilatérales Québec-Ottawa à l'intérieur du fédéralisme, les autres provinces exigeront, à juste titre, le même traitement. Dans le cadre de conférences constitutionnelles à 11, justement, nous ne serons jamais que l'un des onze et nous ne pourrons jamais faire valoir nos exigences. Mais dans le fond, c'est beaucoup plus que la rigidité de la formule d'amendement qui est responsable de ces blocages. C'est tout simplement, je crois, l'incompatibilité profonde des intérêts et des aspirations de deux nations, qui sont aussi respectables l'une que l'autre et qui pourraient être et seront d'excellents voisins, mais que l'on s'obstine à vouloir faire partager la même maison.

Voilà pourquoi, en gros, selon nous, la voie de l'affirmation future du Québec passe par la souveraineté. Je vous remercie, M. le Président, de nous avoir si patiemment écoutés. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Joseph. Nous avons reçu le Comité national des jeunes du Parti québécois. Maintenant, la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec a déposé un mémoire. C'est Michel Bissonnette qui va s'exprimer au nom de cette commission-jeunesse. Alors, Michel.
(16 h 45)

Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec

M. Bissonnette (Michel): Bonjour, merci, M. le Président. Pour les jeunes libéraux, l'échec de l'accord du lac Meech a été plus qu'historique. C'est un échec qui amène le Québec à l'heure des choix et les constats qui ont suivi cet échec ont fait resurgir un consensus jamais vu au Québec, surtout au niveau des jeunes. Au-delà

des symboles, il est temps que le Québec redéfinisse son statut politique et repense le cadre politique et économique dans lequel il veut évoluer. La nouvelle position constitutionnelle que défendra le gouvernement du Québec doit, selon nous, respecter d'abord deux principes fondamentaux.

Premièrement, le Québec doit s'assurer d'un statut politique différent. Deuxièmement, le statu quo ne doit plus jamais être la position de repli. Dans cette voie, la Commission-Jeunesse a fait adopter, lors de son congrès jeunes de l'été dernier, une proposition en faveur de la mise en oeuvre d'une communauté économique entre le Québec et le Canada. En premier lieu, cela implique que le Québec doive se donner la pleine autonomie politique, c'est-à-dire l'exclusivité des pouvoirs sur le territoire québécois. Les jeunes du Québec et tous les Québécois ont la volonté de contrôler l'ensemble des secteurs d'activité qui les touchent directement, de défendre et promouvoir leur culture propre et de se donner les moyens d'assumer pleinement leur développement en fonction de leurs aspirations québécoises.

Selon nous, l'État du Québec doit maintenant détenir tous les pouvoirs pour, de son propre chef, décider des secteurs où il a des desseins communs avec ses partenaires canadiens. Cette communauté économique devrait aussi impliquer la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux, le partage d'une même monnaie, une harmonisation de certaines politiques économiques et une politique commerciale et tarifaire unique sur le territoire canadien. De plus, des compétences pourraient être déléguées à ce niveau de gouvernement si telle est la volonté des États membres. Nous croyons que, pour maintenir une association économique viable, stable, fonctionnelle et dynamique, elle doit être coordonnée par une instance politique, un Parlement supranational composé d'élus. Si l'on fait le choix de conserver une association économique avec des partenaires canadiens, il faut aussi s'assurer de soutenir cette association par une institution solide et durable.

Mais, en tant que jeunes, il faut surtout s'assurer que tous les projets constitutionnels québécois ne deviendront pas une fin en soi mais un moyen pour donner aux Québécois tous les leviers nécessaires à leur développement. Il est important de définir quels sont nos objectifs en tant que société et pourquoi, surtout pourquoi, la pleine autonomie politique est essentielle à l'atteinte de ces objectifs.

À la lumière de l'échec de l'accord du lac Meech et des nombreux autres échecs constitutionnels qui l'ont précédé, la seule voie pour nous, jeunes du Parti libéral du Québec, qui permette de redéfinir un projet québécois dans le sens de notre histoire et de nos ambitions, est celle de la souveraineté. Le mémoire que nous déposons ici, nous le défendons aussi au sein du

Parti libéral du Québec parce que, en tant que jeunes militants, nous travaillons présentement pour que le plus grand parti politique québécois prenne le virage qu'impose l'échec historique de Meech; le virage non pas de la souveraineté comme symbole mais la souveraineté pour agir comme peuple québécois. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Alors, merci, Michel, au nom de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec. Deux groupes à vocation générale s'intéressent à la chose politique. D'abord, au nom des jeunes souverainistes de l'Université Laval, c'est Alain Bellefeuille qui a la parole. Alain.

Jeunes souverainistes de l'Université Laval

M. Bellefeuille (Alain): Merci, M. le Président. Le Québec vit actuellement la plus grande remise en question de son histoire, une histoire jalonnée par l'autonomisme et par l'excellence. Nous avons, depuis maintenant plus de 200 ans, réussi à maintenir en vie une culture et à la développer malgré sa présence fortement minoritaire en Amérique du Nord. Cette culture québécoise et ce goût du défi ont permis au Québec de développer, malgré les rigides carcans de la Constitution canadienne, une économie solide et qui se diversifie de plus en plus avec l'arrivée des années 1980-1990. C'est en tant qu'étudiants et en tant que jeunes qu'il nous reviendra plus tard de léguer à nos enfants et à nos petits-enfants une culture florissante et une économie de plus en plus forte.

À cette fin, le Québec se doit, M. le Président, d'avoir bien en main les outils dont il aura besoin. La main-d'oeuvre et le travail sont des outils qui sont les moteurs de l'économie que doit pouvoir contrôler un Québec qui veut prospérer.

Les articles 91 et 92 de la loi constitutionnelle de 1867 font en sorte que chacun des deux ordres de gouvernement peut légiférer dans ces domaines. Bien entendu, le Québec se voit confiné à ses propres frontières. Cependant, le gouvernement fédéral peut légiférer au Québec, dans le cadre d'une entreprise fédérale, ce qui crée une différence de traitement assez notable entre les deux catégories de travailleurs. On peut donner des exemples. Par exemple, la Loi antibriseurs de grève peut s'appliquer dans une entreprise québécoise mais pas dans une entreprise fédérale. Une autre différence notable, c'est que le Conseⁿ canadien des relations du travail peut aussi déclarer une grève ou un lock-out illégaux, tandis qu'au Québec les seules institutions qui peuvent y arriver sont les tribunaux. Cette dualité est complètement désavantageuse à tous les niveaux. Par exemple, pour le gouvernement, il devient difficile d'évaluer les politiques à mettre sur pied dans le cadre des politiques de travail, puisqu'un grand nombre

d'entreprises et de travailleurs tombent sous la juridiction fédérale et que l'autre partie des travailleurs tombe sous sa propre juridiction.

Au point de vue des entreprises aussi, au point de vue plus économique, il s'est créé un contentieux énorme au cours des dernières années qui est relatif à l'attribution des juridictions, c'est-à-dire on pense aux entreprises de transport, par exemple. Une telle entreprise peut faire du transport une fois par année à l'extérieur de la province. Est-ce que ça fait d'elle une entreprise à vocation interprovinciale? Il s'est créé un énorme contentieux, ce qui occasionne des dépenses incroyables à toutes les entreprises, des dépenses dont les entreprises du Québec n'ont pas besoin.

De plus, la loi constitutionnelle, pour ajouter, donne au gouvernement fédéral la compétence sur l'assurance-chômage. Elle donne la compétence au Québec en matière de sécurité du revenu et partage celle-ci par rapport à la formation professionnelle. Comment voulez-vous, M. le Président, que le Québec puisse en arriver à donner une politique juste, claire et adaptée à ses besoins dans le cadre d'un tel partage des pouvoirs?

C'est donc pour assurer l'uniformité des interventions québécoises en matière de travail plus particulièrement et de formation professionnelle et pour assurer leur pertinence et leur justesse face au marché du travail québécois que nous recommandons que le Québec obtienne par le biais de sa souveraineté politique tous les pouvoirs relatifs au travail, dans le but d'assurer aux générations futures la prospérité d'une économie florissante.

C'est pour solidifier cette économie encore davantage que nous refusons, à long terme, de voir le Québec établir avec le Canada une quelconque forme d'union monétaire. On n'entend pas par là une forme d'union douanière ou de libre-échange. Nous rejetons l'union monétaire. En effet, le Canada est composé de plusieurs régions dont les performances économiques varient selon les régions. Les politiques fiscales et monétaires d'Ottawa ne sont jamais centrées que sur une seule province, qui n'est pas le Québec par la même occasion, ce qui occasionne de lourds désavantages pour le Québec, M. le Président, et je vais conclure là-dessus.

Donc, nous recommandons la souveraineté au point de vue du travail pour assurer un meilleur développement du marché du travail et aussi pour assurer un meilleur développement de l'économie du Québec. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Alain, qui parlait au nom des jeunes souverainistes de l'Université Laval. Vous aurez l'occasion, demain, de développer davantage cette question de l'union monétaire, justement dans le thème des aspects économiques d'une éventuelle forme d'autonomie pour le Québec.

Du côté encore des groupes politiques, un dernier intervenant, Jean-François Simard, qui va parler au nom de l'Assemblée parlementaire des étudiants du Québec, c'est-à-dire le Parlement étudiant. Jean-François.

Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc.

M. Simard (Jean-François): Merci, M. le Président. Mmes, MM. les commissaires, chers collègues membres du forum, tous les ans, depuis cinq ans, l'Assemblée parlementaire des étudiants et étudiantes du Québec organise une simulation de travaux parlementaires qui se tient au salon bleu de l'Assemblée nationale et qui est connue sous le nom de Parlement étudiant.

Cette année, les jeunes parlementaires se sont entendus sur un nouveau statut constitutionnel pour le Québec. Par ce statut, nous faisons le pari d'un nouveau pays en optant clairement pour la souveraineté du Québec. Pour nous, finie cette époque où nous vendions la fleur de lis en salade aux autres provinces canadiennes. Finie l'humiliation des rondes constitutionnelles. Nous adoptons clairement la stratégie de la souveraineté.

Dans ce contexte, nous avons cru utile de partager avec vous le fruit de nos réflexions sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. En voici donc un bref résumé.

Conformément à la Loi sur la consultation populaire, nous proposons la tenue d'un référendum. La question référendaire qui résume notre démarche se lit comme suit: Acceptez-vous que le Québec devienne un État libre et souverain et donnez-vous à l'Assemblée nationale le mandat de rédiger une constitution qui, par voix référendaire, devra être adoptée par le peuple du Québec, oui ou non?

Si la réponse à la question référendaire est affirmative, le Québec deviendrait dès lors souverain, en principe. Cependant, il ne le serait pleinement qu'au terme d'une période transitoire de cinq ans. Ces cinq années de la période transitoire, sorte de scénario-passerelle, serviraient à la négociation d'un égal à égal d'une nouvelle entente avec le Canada. Évident au cours du débat sur le libre-échange avec les États-Unis, la volonté du Québec d'ouvrir ses marchés et de s'unir à ses partenaires ne saurait faire de doute.

Voici le texte de l'article de la Constitution qui rendrait possible pareille union: Dans la mise en oeuvre d'un traité international, la loi peut déléguer à une autorité supranationale l'exercice, dans certains domaines définis, des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. La constitution proposée est divisée en trois chapitres principaux.

Le chapitre I reconnaît certains droits et leur inviolabilité dans le cadre d'une charte des droits. Cette charte des droits traite des droits

fondamentaux, des droits des citoyens d'expression française, des droits des minorités, ainsi que des droits des Amérindiens et Inuit.

Le chapitre II organise un État républicain parlementaire et démocratique. Nous ne proposons aucun changement fondamental dans l'organisation des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires.

Le chapitre III, quant à lui, assure la primauté de la constitution qui ne peut être modifiée que par le peuple du Québec, par référendum. Cette position, certes, est originale. Originale surtout parce que cette réflexion, que nous venons vous présenter, a été partagée et repose sur les aspirations provenant de jeunes de différentes tendances politiques qui ont fait le pari du changement. Pendant près d'une semaine, ces jeunes ont accepté de défier la tradition et d'aller au-delà de la simple partisanerie politique.

Des jeunes, donc, de toutes les couleurs politiques ont traduit, dans les faits, cette nécessité de faire passer le pays avant les parties et ainsi ont donc tracé, j'espère, la voie à l'ensemble de notre société. Je vous remercie, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Oui, merci beaucoup, Jean-François. Alors, de par vos loisirs, vous vous occupez de parlement étudiant et je pense que vous allez être en mesure demain, de développer davantage la question de la constitution du Québec, comme vous venez, d'ailleurs, de nous en faire une courte preuve.

Et pour terminer ce tour de table, il me fait plaisir d'inviter à témoigner M. Alain Hébert-Croteau, de la Coopérative de travail des jeunes de l'Estrie. Alors, Alain, tu as la parole.

Coopérative de travail des jeunes de l'Estrie

M. Hébert-Croteau (Alain): Je vous remercie beaucoup, M. le Président. Alors, la Coopérative de travail des jeunes de l'Estrie a été créée le 31 mars 1990 par un groupe de 11 jeunes, dont les âges varient entre 16 et 30 ans. Elle fournit actuellement du travail à une soixantaine de jeunes Estriens. Les membres de la coopérative considèrent que le gouvernement canadien est loin des préoccupations des jeunes et qu'il fait peu pour eux dans les domaines de juridiction fédérale.

Désenchantés par l'aventure fédéraliste, ils se prononcent en faveur d'un Québec souverain pour favoriser l'essor des Québécois et l'épanouissement des jeunes. Les membres de la Coopérative de travail des jeunes de l'Estrie disent non au fédéralisme, pour les raisons suivantes: La TPS nuira au développement des petites entreprises. L'assurance-chômage, ajoutée à la précarité des emplois, s'avère spécialement désavantageuse pour les jeunes. La dette fédérale est exorbitante et ne cesse de croître. La

Confédération a toujours défavorisé le Québec. Le libre-échange entre les États-Unis et le Québec étant de juridiction fédérale, le gouvernement canadien aura toujours tendance à sacrifier sa minorité pour le mieux-être de sa majorité.

Les membres de la Coopérative de travail des jeunes de l'Estrie disent oui au Québec souverain parce qu'ils estiment que le reste du Canada ne souhaite pas la survivance de la culture québécoise au Canada. Fort d'un territoire et d'une culture bien établis, l'État du Québec se développera enfin selon ses vœux, sa spécificité et ses besoins. Nous recommandons ce qui suit: que le Québec se dote de sa propre constitution et qu'il rapatrie tous les pouvoirs; que le Québec se préoccupe de stimuler la fierté des Québécois; que le Conseil permanent de la jeunesse soit doté de pouvoirs effectifs; que le Québec se dote d'une politique de l'emploi interactive; que le Québec prévoie des mesures transitoires qui aideront les entreprises québécoises à profiter du libre-échange; que le Québec se dote d'une politique de l'environnement encastrée dans la constitution; que le Québec favorise par des mesures incitatives la création de coopératives de travail.

Enfin, M. le Président, convaincus de la viabilité d'un Québec souverain, les membres de la coopérative proposent que le rapatriement des pouvoirs soit effectué le plus rapidement possible et qu'on fasse appel à la participation des jeunes lors de la rédaction d'une nouvelle constitution. Je vous remercie.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup, Alain, de la Coopérative de travail des jeunes de l'Estrie. Ce qui termine ce tour de table initial sur la position des groupes de jeunes quant à l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Mémoires soumis à titre individuel

Je ne voudrais pas clore cette première période sans vous présenter huit jeunes personnes qui ont soumis des mémoires à la Commission à titre individuel. Je voudrais d'abord vous présenter Yves Boulet, qui va venir témoigner demain. Yves nous parlera de la souveraineté, une question de maturité sociale et d'efficacité économique.

Ensuite, M. Gary Brazier, qui va nous préciser les avantages des arrangements fonctionnels entre les périodes de centralisation et entre les périodes de décentralisation. C'est son mémoire. André Bzdera, qui a envoyé un mémoire intéressant sur la question de la réforme de la Cour suprême du Canada. C'est une minutieuse étude sur le partage des compétences. Ensuite, Sylvain D'Aoust, qui parle, dans son mémoire, du pourquoi d'une souveraineté dans laquelle on devrait créer sa propre monnaie. Martin Donais, qui parle de la priorité à l'environnement d'un

Québec souverain, basé sur le modèle suédois. Christian Genest, un nouveau partage des responsabilités entre le Québec et les collectivités locales et régionales. Pierre Larouche, l'union économique entre le Canada et aussi la question des relations extérieures; c'est bien développé. Et enfin, notons Robert Yalden, qui nous a apporté un mémoire assez précis sur les droits individuels et collectifs. Alors demain, ces personnes seront appelées à contribuer aux délibérations.

Ce premier tour de table nous révèle les nombreuses préoccupations des jeunes. Alors, nous les avons rassemblés en huit champs qui feront l'objet, demain matin, du débat entre les jeunes.

Nous avons, au secrétariat de la Commission, en consultation avec les jeunes, mis au point quatre champs à l'étude: le premier étant le caractère distinct du Québec; le deuxième, les obstacles à cette affirmation; le troisième, la redéfinition du statut politique et constitutionnel du Québec et un quatrième, ce sont les aspects économiques. Ces quatre champs regroupent 19 thèmes.

D'abord, dans le premier champ: la question de la langue et de la culture; deuxièmement, le dynamisme économique.

Dans le deuxième champ, les obstacles à l'affirmation. On va regarder plus précisément les chevauchements des compétences et la situation démographique: question de dénatalité, de vieillissement de population et d'immigration.

Dans le troisième champ, le cadre de l'autonomie. Eh bien! à ce moment-là, on parlera, au thème 9, du statut politique, le confédéralisme, la souveraineté dans le sens d'indépendance, la souveraineté-association et le statu quo, autant de positions politiques qu'on retrouve dans les mémoires déposés. Au dixième thème, dans ce troisième champ, nous parlerons des droits individuels et des droits collectifs, les chartes. Beaucoup de chartes ont été incluses dans les mémoires. Notamment, nous parlerons des droits des autochtones, des anglophones et des allophones, et aussi des institutions que proposent certains mémoires. Toujours dans ce troisième champ, la redéfinition du statut politique, il est question du processus d'affirmation politique: la tenue d'un référendum et/ou la tenue d'une élection générale, et la proclamation de la souveraineté par l'Assemblée nationale; la Constitution du Québec - on retrouve pas moins de cinq ou six projets de constitution dans les mémoires déposés - et aussi les relations internationales.

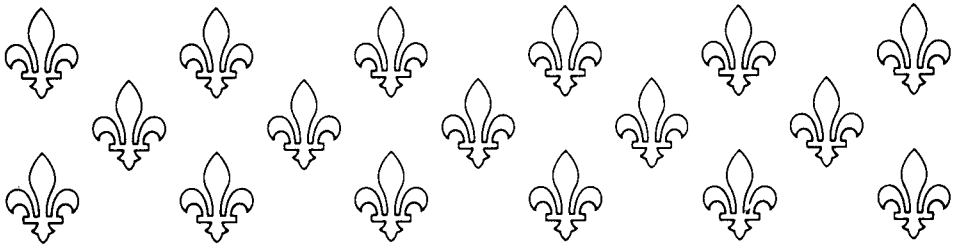
Quatrième champ, les aspects économiques. Les caractéristiques: l'association économique ou la communauté économique, libre circulation des personnes, des biens et des capitaux. La préoccupation très fréquente dans vos mémoires: une politique de l'emploi versus, dans certains cas, les stratégies industrielles, les questions de monnaie et de fiscalité. Et enfin, nous allons

terminer avec deux thèmes fréquents aussi, le développement régional, la question de décentralisation et le commerce avec les États-Unis et le reste du monde.

Alors, voilà comment nous allons organiser notre travail. Nous mettrons au point, ce soir, entre les groupes d'étudiants, la procédure, le fonctionnement de ces importantes délibérations de demain matin.

Alors, je vous remercie beaucoup de votre collaboration et nous nous retrouverons, pour la deuxième période, demain matin, dans cette même salle, à 9 heures. Merci.

(Fin de la séance à 17 heures)



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Québec, le mercredi 23 janvier 1991

No 30

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Débat sur les thèmes	2191
Langue, culture et dynamisme économique	2191
Recherche et développement, éducation postsecondaire, formation professionnelle	2194
Environnement	2197
Situation démographique	2200
Statut politique et constitutionnel du Québec	2203
Droits individuels et collectifs	2207
Droits des autochtones, des anglophones et des allophones	2212
Processus d'affirmation politique	2215
Aspects économiques	2223
Développement régional	2227
Aspects économiques (suite)	2228
Échange de vues entre les membres de la Commission et les représentants des groupes de jeunes	2232
Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec	2233
Jeune Chambre de commerce de Montréal inc.	2239
Association des étudiants en droit de l'Université Laval	2243
Forum des jeunes sur l'avenir du Québec (Saguenay-Lac-Saint-Jean)	2247
Conseil permanent de la jeunesse	2249
Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain	2251
Comité national des jeunes du Parti québécois	2253
Association des étudiants et étudiantes de Polytechnique	2254
Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke	2256
Un Avenir ensemble (Organisation québécoise et canadienne de la jeunesse)	2257
Étudiants autochtones du Québec – Faculté de droit de l'Université d'Ottawa	2258
Comité national des jeunes de la CSN	2259
Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval	2261
Association générale des étudiants et étudiantes du cégep de Lévis-Lauzon	2262
Jeune Barreau de Québec	2263
Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc. (Le Parlement étudiant)	2263
Association des étudiants en sciences humaines du cégep de Matane	2265
Association étudiante François-Xavier-Garneau inc.	2266
McGill-Québec	2266
Association jeunesse du Parti Égalité	2267
Fin des séances publiques	2268

Intervenants

M. Gilles Châtillon, animateur

M. Serge Trépanier, Commission jeunesse de la Société de recherche en orientation humaine
M. Yves Boulet, à titre personnel
M. Armand McKenzie, étudiants autochtones du Québec – Faculté de droit de l'Université d'Ottawa
M. Patrick Lacroix, Student's Representative Council of Bishop's University
M. André Gagnon, Association générale étudiante des secteurs Sciences humaines, Arts et Lettres de l'UQAM
Mme Héliane Gagnon, Fédération des étudiants et étudiantes universitaires du Québec
M. Éric Simon, Regroupement jeunesse populaire
M. Marc-Antoine Adam, McGill-Québec
M. François Cholette, Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain
M. Éric Stephenne, Association des étudiants et étudiantes de Polytechnique
M. Sylvain Tanguay, Conseil permanent de la jeunesse
M. Robert Vincent, Jeune Chambre de commerce de Montréal inc.
M. Luc Garneau, Comité national des jeunes de la CSN
M. Alain Fortier, Association générale des étudiants et étudiantes du cégep de Lévis-Lauzon
M. Pierre Moisan, Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval
M. Patrice Beauchemin, Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain
M. Éric Sévigny, Jeunes souverainistes de l'Université Laval

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

M. Pierre Bénard, Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke
M. Michel Léonard, Coalition étudiante sur l'avenir du Québec et Association générale étudiante du collège Ahuntsic CESAQ-AGECA
M. Pierre Larrivée, Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke
M. Martin Donais, à titre personnel
M. Pierre-Luc Desgagné, Association des étudiants en droit de l'Université Laval
Mme Marie-Josée Leblond, Association des étudiants et étudiantes de Polytechnique
M. Christian Genest, à titre personnel
Mme Lucie Dufresne, Maison des jeunes La Soupape
M. Steven Hogue, McGill-Québec
M. Sébastien Tassé, Comité national des jeunes du Parti québécois
M. Karim Amegan, Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal
Mme Emmanuelle Saucier, Commission jeunesse de la Société de recherche en orientation humaine inc.
Mme Isabelle Bouchard, Forum des jeunes sur l'avenir du Québec (Saguenay-Lac-Saint-Jean)
M. Mario Dumont, Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec
M. Serge Girard, Jeune Chambre de commerce de Montréal inc.
Mme Christine O'Gallagher, Un Avenir ensemble (Organisation québécoise et canadienne de la jeunesse)
M. Pierre Barbeau jr, Student's Representative Council of Bishop's University
M. Gary Brazier, à titre personnel
M. Giuliano D'Andrea, Association jeunesse du Parti Égalité
M. Pierre Brun, Jeune Barreau de Québec
Mme Line Poirier, Francophonie étudiante de Lanaudière
M. Joseph Facal, Comité national des jeunes du Parti québécois
M. Robert Yalden, à titre personnel
M. André Bzdera, à titre personnel
M. Pascal Paradis, Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc. (Le Parlement étudiant)
M. Denis Verrette, Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec inc.
M. Pierre Larouche, à titre personnel
M. Hilaire Beaulieu, Regroupement des maisons de jeunes du Québec
M. Carl Tremblay, Jeune Barreau de Québec
M. Alain-Marc Couturier, Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec inc.
M. Peter Julian, Un Avenir ensemble (Organisation québécoise et canadienne de la jeunesse)
M. Michel Bissonnette, Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec
M. Alain Hébert-Croteau, Coopérative de travail des jeunes de l'Estrie
M. Alain Bellefeuille, Jeunes souverainistes de l'Université Laval
M. Sylvain D'Aoust, à titre personnel
M. Benoît Campeau, Jeunes du Parti québécois de l'Outaouais
M. Jean-François Simard, Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc. (Le Parlement étudiant)
M. Yves Sauvé, Association des étudiantes et des étudiants des 2e et 3e cycles de l'Université McGill
M. Dave Quirion, Association étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
M. Serge Boulard, Exécutif du jeune Parti québécois du collège Lafleche de Trois-Rivières

M. Michel Bélanger, président

M. Claude Dauphin
M. Jacques Parizeau
M. Roger Nicolet
M. Robert Libman
M. Jean-Pierre Hogue
Mme Lorraine Pagé
M. Lucien Bouchard
M. André Boisclair
M. Sébastien Allard
M. Gilles Marcotte
M. Benoît Fradet
M. Marcel Beaudry
M. Claude Béland
Mme Cheryl Campbell Steer
M. Gil Rémillard

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

Mme Louise Harel
Mme Claire-Hélène Hovington
M. Jacques Brassard
M. Roger Paré
Mme Christiane Pelchat
Mme Pauline Marois
Mme Monique Simard
M. Cosmo Maciocia
M. Guy Chevette
M. Robert Benoit
Mme Jeanne L. Blackburn
M. Jacques Léonard
M. Bruno Roy
Mme Louise Harel
M. Guy Bélanger

- * M. André Gobeil, Association des étudiants en droit de l'Université Laval
- * M. Sylvain Gaudreault, Forum des jeunes sur l'avenir du Québec (Saguenay-Lac-Saint-Jean)
- * Mme Marie-Josée Simard, Étudiants autochtones du Québec – Faculté de droit de l'Université d'Ottawa
- * M. Mario Guertin, Comité national des jeunes de la CSN
- * M. Martin Roy, Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval
- * M. Sébastien Audy, Association des étudiants en sciences humaines du cégep de Matane
- * M. Thomas Poirier, Association étudiante François-Xavier-Garneau inc.
- * M. Richard Smith, Association jeunesse du Parti Égalité

- * Autres intervenants interrogés par les membres de la Commission

Québec, le mercredi 23 janvier 1991

Forum "Les jeunes et l'avenir du Québec"

(Neuf heures dix minutes)

L'animateur (M. Gilles Châtillon): C'est le mercredi 23 janvier 1991 et nous sommes à la deuxième période du forum des jeunes sur l'avenir du Québec, deuxième période qui enclenche l'expression et les échanges des jeunes, des groupes de jeunes et des personnes invitées à titre individuel sur quatre champs: le premier champ, le caractère distinct du Québec; le deuxième champ, les obstacles à l'affirmation; le troisième champ, la redéfinition du statut politique et constitutionnel; et le quatrième champ, les aspects économiques.

Nous avons travaillé hier soir, en réunion avec les jeunes, le déroulement des échanges de cet avant-midi et nous avons convenu que sur ces quatre champs, qui contiennent 19 thèmes qui seront regroupés, il y aurait des coups d'envoi. Des coups d'envoi ont été identifiés par les groupes de jeunes et les jeunes, suivis, à la suite de ces coups d'envoi pour chacun des thèmes regroupés, des échanges qui se feront par la demande de la parole. Les jeunes participants et participantes identifient leur demande de parler à ma collaboratrice et, en temps et lieu, le débat s'enclenche sur le thème.

Le droit de parole. Il a été convenu aussi hier soir que le droit de parole sera, si possible, de deux minutes et, à la fin des deux minutes, le carton jaune va identifier que cette période de droit de parole est écoulée et il est possible de l'étendre jusqu'à trois minutes, mais, à ce moment-là, le carton rouge limitera définitivement le droit de parole. Mais d'une manière générale, les participants et les participantes ont convenu de parler moins longtemps, mais plus souvent, pour permettre un débat un peu plus élaboré.

Débat sur les thèmes

Langue, culture et dynamisme économique

Sans plus tarder, le premier champ: le caractère distinct du Québec. Les mémoires des jeunes ont convenu que sur ce premier champ on accordait de l'importance à la langue et à la culture ainsi qu'au dynamisme économique. Sur ce premier champ, la Commission jeunesse de la Société de recherche en orientation humaine a demandé la parole ainsi que le participant Yves Boulet. Commission jeunesse, la parole est à Serge Trépanier.

M. Trépanier (Serge): Merci, M. le Président. On mesure toujours le degré de confort et d'équilibre d'une nation en fonction de ses seuls

attributs économiques sans égard aux autres aspects de son développement. Mais est-il vraiment possible de bâtir un pays sur les seuls critères de rationalité économique sans tenir compte de la solidarité humaine et collective qui sous-tend la notion même de société? Nous en doutons et c'est pourquoi nous réclamons que la rentabilité économique et le droit à l'existence ne soient pas confondus. Tout ce que nous demandons, c'est précisément ce simple droit d'exister.

Si toutes les communautés culturelles du Canada ont su maintenir leur spécificité tout en partageant l'anglais comme langue commune, nous, en tant que peuple fondateur, avons notre langue, notre identité et notre unité nationale à conserver et nous voulons continuer à exister. Nous devons donc voir à ce que la langue de communication au Québec soit le français et qu'il ne subsiste plus la moindre ambiguïté sur cette question.

Faire preuve de fermeté en cette matière tout en respectant les spécificités de chacun représente, à nos yeux, un droit et une nécessité fondamentale. Nous réclamons tout haut ce droit à l'existence sans pour cela refuser le développement de la culture, notamment dans l'apprentissage des langues en général et pas seulement de l'anglais, car dans le contexte de la globalisation mondiale des marchés, les langues sont des outils de communication et non d'identification des peuples.

Nous sommes au Québec. Nous voulons y vivre et contribuer à son essor. Tous ceux qui veulent participer à cette démarche sont les bienvenus, et ce, quelle que soit leur identité d'origine. Mais qu'ils acceptent d'être Québécois pour le Québec et qu'ils travaillent ici dans le respect de ce que nous sommes. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Trépanier. La parole est à M. Yves Boulet.

M. Boulet (Yves): Merci, M. le Président. J'aimerais attirer l'attention des membres de la Commission sur un point qui est rarement abordé quand on parle d'économie. Loin de penser que la souveraineté est une menace à l'économie du Québec, je prétends, au contraire, que la souveraineté incite à la solidarité sociale et qu'elle crée un dynamisme économique extraordinaire. On parle trop souvent d'incertitude face aux investisseurs étrangers. On fait peur trop souvent avec la valeur flottante du dollar canadien, du taux d'inflation ou de toute autre mesure de l'activité économique. Mais lorsqu'on parle de ça, on oublie trop souvent que ce sont d'abord les

investisseurs d'ici, que ce sont les entrepreneurs d'ici, les travailleurs qui font bouger l'économie. C'est aussi les familles, leur comportement d'achat, leur désir de procréer. C'est toute la population d'ici qui génère l'activité économique.

C'est simple. Avec la souveraineté, les Québécois vont réaliser qu'on est tous sur le même bateau et que si ce bateau-là n'avance pas, on ne pourra plus critiquer Ottawa, on ne pourra plus critiquer le Canada comme quoi il ne rame pas dans le même sens que nous autres. C'est nous autres qui allons être obligés de ramer, ce sont les Québécois, et on va ramer. Les jeunes ont le goût de travailler. Les jeunes ont le goût de servir leurs concitoyens, mais on veut travailler pour des choses utiles et on ne veut pas perdre notre temps dans des discussions constitutionnelles qui ne finissent plus. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Boulet. Deux demandes de parole, MM. Armand McKenzie ainsi que Patrick Lacroix. M. McKenzie?

M. McKenzie (Armand): C'est parce que je voudrais réagir aux propos de M. Pierre Brun concernant la langue et la culture. Et ce serait pour vous dire qu'advenant que le Québec soit souverain et que dans sa constitution, il établisse les paramètres de fonctionnement à l'intérieur de ce Québec souverain, nous voudrions, comme autochtones, que, dans le caractère distinct du Québec, soient inscrites les nations autochtones. Je pense que c'est assez important de le faire valoir. La raison pour laquelle j'insiste là-dessus, c'est l'alliance historique qu'il y a eu entre votre peuple et le nôtre depuis votre arrivée sur cette terre. Il y aura aussi la nécessité de respecter les langues et cultures autochtones ainsi que de les promouvoir. Alors, quand on parle de peuples fondateurs ainsi que de langue de communication, pour nous, ce sera encore un débat à essayer de défendre nos langues qui sont déjà en perte de vitesse et, dans certains cas, en extinction. Donc, quand on parle de peuples fondateurs, il faudra toujours y inclure dorénavant et désormais les autochtones, les premières nations. Donc, c'est l'intervention que je voulais faire.

L'animateur (M. Châtillon): Oui, merci, M. McKenzie. M. Patrick Lacroix?

M. Lacroix (Patrick): Bon, je m'adresse à peu près à tout le monde. Si quelqu'un pouvait me répondre. La plupart des gens ici, comme vous l'avez dit hier, c'est 77 % pour la souveraineté; les moyens diffèrent, mais tout le monde est d'accord que la préservation de la langue française au Québec ainsi que la culture québécoise, c'est primordial. C'était dans les demandes au lac Meech et ça devrait être concédé d'une manière quelconque. Mais, en essayant de préserver ces deux choses très importantes, quelle

place faites-vous aux institutions anglophones au Québec? Je ne sais pas si quelqu'un pourrait me répondre là-dessus.

L'animateur (M. Châtillon): Alors, la question est lancée, Patrick Lacroix. Une autre demande de parole, toujours du groupe des étudiants, M. André Gagnon?

M. Gagnon (André): Oui, bon, on parle du caractère distinct du Québec. Un élément qui est certainement une préoccupation au niveau de la population québécoise et qui fait en sorte que la population québécoise, de plus en plus majoritairement, est favorable à l'indépendance, à la souveraineté du Québec, c'est certainement le sentiment qu'on a eu historiquement d'être discriminés au sein du Canada sur la base de notre langue et une situation qui, jusqu'à présent, n'a pas été résolue. Certainement, il y a des progrès qui ont été faits avec les lois linguistiques qui ont été adoptées, mais on sait comment ces lois-là ont été charcutées par l'intervention fédérale, par exemple au niveau de la langue de travail où les sociétés qui sont à charte fédérale ne sont pas tenues de respecter la loi 101 et peuvent continuer à opérer dans la langue de leur choix, même sur le territoire du Québec.

Alors, cette discrimination-là qu'on vit sur une base de langue et qui fait que généralement les francophones non seulement pour l'ensemble du Canada, mais aussi pour le Québec, ont des revenus inférieurs, c'est ce sentiment d'inégalité là qui fait en sorte qu'on se sent vraiment, au sein du Canada, comme discriminés.

Une chose qui ressort, et qui est une différence de vision assez fondamentale à ce niveau-là et qui fait en sorte qu'il est à peu près impossible de régler ce problème-là au sein du Canada, c'est qu'au niveau du Canada on n'accepte pas qu'on soit une nation et c'est ce qui cause tellement d'ambiguïtés. Quand on admet qu'une nation existe, comme les premières nations, comme la nation québécoise, on peut admettre que la langue de cette nation-là, sur son territoire, soit la langue commune et, comme ça, le caractère distinct de cette nation-là ne sera pas mis en danger. Mais, dans le cas du Canada, l'ambiguïté persiste tout le temps, parce qu'on dit que la nation c'est la nation canadienne et que nous, nous ne sommes qu'une province, que d'autres sont réduits à des réserves ou sont des minorités, et c'est ce qui empêche d'affirmer vraiment le français, par exemple sur le territoire du Québec, comme langue commune, comme langue nationale. Et c'est ça qui doit être résolu par l'indépendance.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup, M. Gagnon. J'ai une intervenante seulement, c'est Mme Hélène Gagnon. Mme Gagnon.

Mme Gagnon (Hélène): Oui, j'aimerais répondre à la question de Patrick Lacroix qui vient de l'Université Bishop. Moi, je représente la Fédération étudiante universitaire du Québec, qui regroupe 100 000 étudiants à travers la province au niveau universitaire, des institutions anglophones et francophones. Nous, on a débattu cette question-là: Quelle serait la place des institutions, particulièrement des universités anglophones, dans un Québec souverain? Et, pour nous, c'est très clair que si le Québec a un caractère distinct, en disant que c'est une majorité francophone, le Québec est aussi distinct parce qu'il a toujours su respecter le droit de ses minorités et ça, pour nous, ça ne doit pas changer. Et, dans un Québec souverain, les institutions anglophones, particulièrement les universités anglophones, ont encore leur place. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Mme Gagnon. Il y a deux intervenants qui ont demandé la parole et je termine avec ceux-ci ce premier champ, c'est M. Serge Trépanier ainsi que M. Éric Simon. M. Trépanier.

M. Trépanier (Serge): Merci, M. le Président. Je tiens à souligner que nous, en tant que francophones au Québec, on n'est pas xénophobes. Les minorités on va les respecter si elles nous respectent en tant que peuple francophone au Québec. L'important, je crois, c'est que tous ensemble, pour avoir un avenir au Québec, il faut justement que tout le monde se sente appartenir au Québec puis dans le cadre, je sens qu'au niveau des jeunes au Québec, il y a une ouverture sur le monde. Ça fait que peu importe la culture, je crois que tous et chacun, on a un seul but. La seule voie, à mon sens, c'est de tous travailler ensemble, puis je souhaite le respect de chaque minorité et de chaque peuple dans ce sens-là. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): M. Simon.

M. Simon (Éric): Oui, moi, j'abonde dans le sens de M. Trépanier. Mais, quand on dit: dans un Québec souverain, est-ce que la langue des minorités va être défendue? Je regarde un peu, moi, je viens de la région de l'ouest de Montréal, puis quand je pense qu'il n'y a aucune institution collégiale anglophone dans l'ouest de l'île de Montréal, il va falloir garder, préserver la langue des minorités mais aussi s'assurer de consolider ce qu'il y a présentement et de faire que la langue française soit vraiment promue de façon adéquate partout. Ça fait longtemps qu'on se bat pour avoir la promotion de la langue française dans nos régions tandis qu'on est au Québec. Avant de voir aux droits des minorités, il va falloir voir aux droits des majorités comme il le faut aussi.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Simon. Il y a une demande supplémentaire d'intervention. Je peux la permettre parce qu'on profite d'un peu plus de temps à ce moment-ci. Ce sont les deux dernières. Il faut fermer ce champ-là quitte à compléter plus tard vos idées sur le caractère distinct du Québec par le biais de l'un ou l'autre des thèmes qui vont suivre, et vous allez en avoir l'occasion. Alors, je donne le droit de parole pour terminer ce champ à Marc-Antoine Adam et à François Cholette. M. Marc-Antoine Adam.

M. Adam (Marc-Antoine): Merci, M. le Président. Je voudrais revenir un petit peu à ce qu'a souligné M. Boulet, au point qui concerne le dynamisme économique au Québec. Moi, je viens de l'Université McGill, puis à McGill, lorsqu'on a fait notre débat sur la question, disons qu'il y a beaucoup de gens qui nous ont demandé, des anglophones surtout: Mais c'est qui les Québécois? Est-ce que nous, on est des Québécois? Le problème, c'est qu'on définit les Québécois en termes de certaines valeurs, si on veut. Bon, il y a quelques années, la religion c'était une valeur très importante dans la définition d'un Québécois. Maintenant, il y a la langue et la culture. Mais, il y a également de nouvelles valeurs. Je crois que le dynamisme économique – je changerais peut-être dynamisme pour collectivisme – est une approche de l'économie qui est légèrement différente de celle du Canada anglais qui est carrément individualiste. Ça crée un dynamisme économique qui – à McGill, on a noté ça – fait l'envie de plusieurs personnes qui voudraient voir ça à l'échelle du Canada mais qui, du moins au niveau de l'économie, sont fières d'être Québécois. Donc, si on commence à définir les Québécois en termes de certaines valeurs qui s'écartent un peu traditionnellement de la langue et de la culture qui, malheureusement, ont tendance à exclure plusieurs Québécois, pour adopter de nouvelles valeurs comme l'économie, je pense qu'on peut développer un consensus où, finalement, les gens vont être heureux et vont vouloir être Québécois. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Adam. M. François Cholette.

M. Cholette (François): Je crois que les Québécois sont non seulement distincts au point de vue de la langue et de la culture, mais ils sont également distincts au point de vue économique. On n'a qu'à penser, depuis 20 ans, à toute la génération d'entrepreneurs qui ont pris le contrôle des principaux leviers économiques dans la collectivité québécoise. Pour ce faire, je pense que les jeunes n'ont pas peur de la souveraineté. Ils croient qu'on est capables d'assumer économiquement la souveraineté du Québec. On n'a qu'à penser aussi à ce qui nous distingue des autres provinces et probablement des États-Unis,

à l'importance des PME dans l'économie québécoise. Également, on n'a qu'à penser à des organismes comme le Fonds de solidarité de la FTQ, la Caisse de dépôt et placement, la Société de développement industriel, aussi l'importance du mouvement coopératif au Québec, l'importance du Mouvement Desjardins, toutes sortes d'institutions et d'organismes qui font notre force, notre dynamisme et notre caractère distinct comme Québécois au point de vue économique.

Recherche et développement, éducation postsecondaire, formation professionnelle

L'animateur (M. Châtillon): Oui. Merci, M. Cholette. Voilà qui termine le premier champ pour l'instant. Nous abordons le deuxième, intitulé: Les obstacles à l'affirmation. Il est question dans ce deuxième champ, d'une manière générale, du chevauchement des compétences, notamment dans des programmes qui touchent davantage les jeunes, la recherche et le développement, l'éducation postsecondaire et la formation professionnelle. Aussi, nous avons vu dans vos mémoires que, d'une manière générale, il est question du dédoublement des responsabilités dans des programmes qui concernent la santé et les services sociaux, la main-d'œuvre et l'environnement et d'autres programmes qui sont doubles. Nous allons aborder, dans un premier temps, par rapport aux obstacles à l'affirmation, les questions de chevauchement de compétences dans les secteurs de la recherche et développement, de l'éducation postsecondaire et de la formation professionnelle. Les droits de parole sont acquis, d'abord à l'Association des étudiants et étudiantes de Polytechnique, suivie de la Fédération des étudiants universitaires du Québec, et enfin, sur la formation professionnelle probablement, du Conseil permanent de la jeunesse. Le débat est ouvert avec M. Stephenne. C'est exact? Vous avez la parole, M. Stephenne.

M. Stephenne (Éric): J'aimerais commencer en disant que la recherche est un des leviers les plus importants, pour les pays industrialisés. C'est un synonyme de développement technologique, ça crée des emplois, ça donne la prospérité économique. Dans ce sens-là, au Canada, c'est le gouvernement fédéral qui attribue les fonds pour la recherche et développement ici, et l'Association des étudiants et étudiantes de Polytechnique y voit deux problèmes majeurs. Premièrement, le Canada est le pays industrialisé qui met le moins d'argent dans la recherche, et là-dessus, le Québec ne récolte que 17 %. Il y a donc un sous-financement chronique au Québec au niveau de la recherche.

Deuxième point important, le Canada privilégie certains secteurs de l'économie qui ne concordent pas toujours avec les secteurs et les orientations du Québec. On peut prendre, par exemple, le projet d'hydro-Québec. Les Québécois

ont mis beaucoup d'efforts pour développer le potentiel d'hydroélectricité, et parallèlement, le reste du Canada, lui, a opté pour le nucléaire et a développé, a mis de l'argent au niveau de la recherche pour développer dans le domaine du nucléaire, donc en partie, avec les impôts des Québécois. Pour régler ces problèmes-là, qu'on trouve majeurs, on demande, dans un premier temps, que le Québec ait juridiction totale au niveau de la recherche, pour pouvoir prendre les décisions par rapport à ce qui nous importe, nous, de développer, et dans un deuxième temps, de pallier au sous-financement de la recherche parce qu'on considère que c'est névralgique, et que c'est nuisible à toute l'économie. Merci. (9 h 30)

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Stephenne. La parole est maintenant à une représentante de la Fédération des étudiants universitaires du Québec, c'est Mme Hélène Gagnon.

Mme Gagnon (Hélène): Oui. La FEUQ s'est prononcée dans son mémoire sur le chevauchement des compétences en matière d'éducation postsecondaire. C'est quelque chose qui nous préoccupe beaucoup parce que, ici, tout le monde sait probablement qu'en vertu de l'article 93 de la Constitution, le Québec et les provinces ont une juridiction exclusive en matière d'éducation, mais à cause de cette drôle d'institution qui s'appelle le pouvoir de dépenser du fédéral, le fédéral peut établir certaines priorités dans ce domaine-là à la place des provinces et nous, on trouve que c'est inacceptable. Il est temps que le Québec puisse établir seul ses priorités, surtout comme on en a discuté plus tôt, que le Québec est distinct, et tout ça. Il faut s'assurer rapidement que ces pouvoirs-là soient rapatriés. Nous, on demande ça à court terme. Par la suite, le Québec pourrait prendre le chemin de la souveraineté, mais au moins les pouvoirs et les priorités en matière d'éducation seraient déjà rapatriés. Ce serait quelque chose de fait. On pourrait tout de suite commencer à régler nos problèmes. On pense d'ailleurs que les premières priorités en matière d'éducation postsecondaire, c'est de s'assurer que l'éducation universitaire demeure accessible. On veut régler le problème du sous-financement des universités, on veut s'assurer que le caractère public des universités va toujours rester comme corollaire à assurer l'accessibilité aux études universitaires. Et pour nous, c'est une préoccupation très importante.

Si je peux seulement ajouter quelque chose sur la recherche et le développement, même si la FEUQ n'en a pas traité directement dans son mémoire, certains de nos membres, particulièrement à l'Université de Montréal, et la FECUM en a traité dans son mémoire et c'est quelque chose qui les inquiète aussi. Le chevauchement des compétences dans ce domaine-là nous inquiète et on espère que le Québec va pouvoir

prendre le plein contrôle de ce côté-là. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Mme Gagnon. Du Conseil permanent de la jeunesse, M. Sylvain Tanguay. M. Tanguay.

M. Tanguay (Sylvain): S'il y a un domaine où il y a un chevauchement de compétences qui nuit considérablement au développement économique du Québec, c'est bien le champ de formation professionnelle de la main-d'œuvre. On sait qu'en matière de formation professionnelle de la main-d'œuvre, on a deux ministères: un du côté fédéral, le ministère de l'Emploi et de l'immigration du Canada, et un autre du côté provincial, le ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu; et les deux interviennent dans ce domaine-là. Ce dont on se rend compte, dans les dernières années particulièrement, c'est que les ententes-cadres entre ces deux ministères n'aboutissent pas et le fait qu'elles n'aboutissent pas, ça créé pour les jeunes, particulièrement, un problème, je dirais, de coordination et de développement de la jeune main-d'œuvre au Québec, surtout les jeunes qui se retrouvent dans des situations de sous-emploi ou de non-emploi; qu'on pense aux jeunes qui sont à l'assurance-chômage ou à l'aide sociale. On a l'impression, à ce niveau-là, que les jeunes sont les bouches émissaires des conflits fédéraux-provinciaux au niveau des ententes-cadres que je soulignais tout à l'heure.

L'absence de coordination et de planification en matière de formation de la main-d'œuvre fait en sorte que les jeunes oscillent entre les programmes de l'assurance-chômage et les mesures de la sécurité du revenu, créant, à ce niveau-là, ou en tout cas, nous laissant voir que les gouvernements s'échangent à toutes fins pratiques la facture. En dessous de cette facture-là, il y a des jeunes qui n'ont pas accès à des programmes de formation. Le chevauchement des compétences cause donc de l'incohérence et une confusion qui rendent, à toutes fins pratiques, les efforts du gouvernement provincial inefficaces, ce qui nuit, comme je le disais tout à l'heure, au développement économique. Ce qui fait que, pour se donner une politique de planification de la main-d'œuvre et des politiques de planification de l'emploi efficaces, au Québec, on doit non seulement rapatrier, mais prendre l'ensemble des pouvoirs en matière de formation professionnelle et en matière d'emploi.

Puisque nous ne sommes plus à l'étape d'entreprendre des négociations constitutionnelles avec le gouvernement fédéral et de souhaïter des rapatriements de pouvoirs et de juridictions, pour répondre à nos attentes, au Québec, en ces matières et en bien d'autres matières d'ailleurs, nous devons le plus rapidement possible devenir un État souverain.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M.

Tanguay. Trois intervenants ont demandé la parole sur ces points, ce sont M. Robert Vincent, M. Luc Garneau ainsi que M. Alain Fortier. Je donne la parole à M. Vincent.

M. Vincent (Robert): À la Jeune Chambre de commerce de Montréal, nous avons fait parvenir, au début de 1990, un mémoire au ministre Ryan, à cette époque difficile de l'augmentation des frais de scolarité. Notre mémoire posait la question, de façon globale, sur l'ensemble de ces phénomènes, l'aspect de la recherche et développement, de l'éducation postsecondaire et de la formation professionnelle. Il présentait la problématique de façon plus large en disant: Tous ces phénomènes et tous ces éléments doivent être intégrés à une politique industrielle et c'est à travers l'énoncé d'une politique industrielle cohérente et efficace que doivent s'articuler tous les éléments qui sont ici soulevés. Évidemment, ça requiert, pour l'exécution d'une politique industrielle efficace, le rapatriement de tous les pouvoirs. Comme nous en traiterons plus loin, notre stratégie, qui est de récupérer les pouvoirs par tranches... Une des premières tranches devra être, pour créer une économie, la récupération de tous les pouvoirs qui appuieraient une politique industrielle. Ça implique la recherche et le développement, tous les fonds et tous les pouvoirs sur l'éducation postsecondaire. Ça implique aussi des ramifications, une réforme de l'assurance-chômage et de l'assistance sociale, des programmes d'adaptation de la main-d'œuvre au traité de libre-échange, etc. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Vincent. Nous avons reçu assez de droit de parole pour les points 3, 4 et 5, si nous voulons nous conserver du temps pour les autres points du deuxième champ. Alors, je ferme donc l'accès au droit de parole pour les points 3, 4 et 5. Nous reprendrons, pour les responsabilités générales, le point 6. Voici quand même les nombreux intervenants sur ces questions: Luc Garneau, Alain Fortier, Pierre Moisan, Patrice Beauchemin, Éric Sévigny, Pierre Bénard ainsi que Michel Léonard. Il va de soi que je vous demanderai d'être diligents et compacts dans la profondeur de l'expression de votre pensée. M. Garneau.

M. Garneau (Luc): Oui. Je vais dans le même sens que mon camarade précédent, Robert Vincent. C'est un rapatriement de tous les pouvoirs. C'est important de rapatrier tous les pouvoirs pour assurer une coordination entre les différents programmes, parce que ce qui se passe en ce moment, c'est qu'on tire de tous les côtés et on ne touche rien. Il faut rapatrier tous les pouvoirs pour pouvoir assurer une coordination et, surtout, assurer en recherche, que ce soit en recherche, que ce soit du côté de l'éducation, que ce soit de la formation professionnelle pour

que, en région, ça soit caractérisé à la région et au développement de la région. Quand on parle de recherche appliquée, on parle surtout de recherche appliquée. Au Canada, sous le régime fédéral, c'est surtout de ça qu'on parle parce que c'est rentable immédiatement, sauf qu'il ne faudrait pas oublier la recherche fondamentale qui, elle, est aussi importante et que c'est elle, la recherche fondamentale, qui fait qu'on débloque sur une recherche appliquée. Dans la distribution des fonds, il ne faudrait pas l'oublier celle-là.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Garneau. M. Fortier.

M. Fortier (Alain): Oui. Nous, à Lévis-Lauzon, ce qui nous préoccupe beaucoup, c'est que les institutions d'enseignement postsecondaire sont d'abord et avant tout – je pense que là-dessus, tout le monde va être d'accord avec moi – sont conçues pour les étudiants. Ce n'est pas pour les professeurs, ce n'est pas pour les cadres, c'est d'abord pour les étudiants. Sur ce, nous suggérons que... Il faudrait que, pour assurer une meilleure dynamique des universités et des collèges, les étudiants soient plus consultés soit sur les changements internes des institutions ou bien sur la formation des programmes, tant collégiaux qu'universitaires. Quand un nouveau programme s'implante dans un cégep, que les étudiants participent à sa formation et quand il y a des changements qui s'imposent, soit sur le côté pédagogique, politique ou bien physique même, que les étudiants soient consultés et qu'ils participent activement à tous les changements qui peuvent être encourus sous divers aspects.

L'animateur (M. Châtillon): Oui. Merci, M. Fortier. Pierre Moisan.

M. Moisan (Pierre): Alors, au nom de la CADEUL, j'aimerais m'exprimer sur ce qu'on qualifie souvent du scandale du financement de la recherche et développement.

On sait que les observateurs sérieux des tendances modernes vont vous dire que la richesse naturelle la plus précieuse est en voie de devenir le développement des cerveaux, c'est-à-dire les ressources qu'on va pouvoir développer chez nos chercheurs et l'innovation qui va en découler.

Alors, ce qu'on constate de plus en plus et depuis longtemps, c'est que le gouvernement fédéral s'ingère dans ce champ de l'éducation par le biais de son pouvoir de dépenser, mais s'ingère de façon qui privilégie l'Ontario de façon éhontée. On parle, par exemple, dans le plan d'action du gouvernement du Québec, de montants: pour chaque dollar que le Québec met en recherche et développement, on accorde 2,70 \$ au Québec, alors que, pour chaque dollar qu'on

met en Ontario, on accorde 10,20 \$. Alors, on se demande et on conclut que la souveraineté est la solution dans la mesure où on pourrait rapatrier ces fonds québécois qui s'en vont en Ontario et ramener nos taxes et les investir dans la recherche et le développement, qui est un champ d'avenir, un champ prometteur et un champ nécessaire.

Alors, nous, ce que l'on conclut, c'est qu'il faut développer l'éducation postsecondaire au maximum. On est déjà en voie de faire un rattrapage au Québec. On a presque atteint les niveaux équivalant à nos voisins américains et à nos voisins de l'Ontario. Il faut maintenant investir, mettre le paquet. L'objectif du gouvernement du Québec dans son plan d'action de 1988 à 1992, c'est d'atteindre un niveau de 2 % du produit national brut alors que des pays de taille comparable comme la Suède et la Suisse ont des niveaux de 2,79 % et 2,28 % et des pays comme les États-Unis et le Japon ont des niveaux de 2,83 % et 2,62 %. Alors, c'est une priorité, c'est une urgence. Il faut se débarrasser de la tutelle fédérale dans ce champ. Il en va de la vitalité et du développement économique du Québec. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Moisan. M. Patrice Beauchemin.

M. Beauchemin (Patrice): Enfin, ce que je voulais dire au niveau du développement et de la recherche, c'est que, bien sûr, étant donné que le Québec actuellement fait figure de parent pauvre dans ces matières, il va sans dire que ça ne correspond absolument pas aux critères fondamentaux, si l'on veut, de productivité et de compétitivité sur les marchés et, par conséquent, d'emploi. Donc, en étant parent pauvre, tous ces domaines se trouvent à être affectés au niveau du Québec, d'une part.

Le deuxième volet de mon intervention est sur l'aspect de main-d'œuvre et d'emploi. Enfin, il serait urgent de rapatrier au Québec toute compétence en ces matières, étant donné ce à quoi on assiste depuis quelques années, le déchirement, par exemple, entre les programmes de main-d'œuvre, les programmes d'assurance-chômage et ce qui, finalement, en découle, l'aide sociale. Donc, on a un problème actuellement à ce niveau-là. Il faudrait y remédier et, en rapatriant au Québec, on pourrait, finalement, régler cette problématique-là. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Beauchemin. M. Éric Sévigny.

M. Sévigny (Éric): Merci, M. le Président. Ce serait pour renchérir sur ce que M. Tanguay a dit tout à l'heure sur la formation professionnelle. Nous autres, les jeunes souverainistes, on est pour la souveraineté, pour la formation professionnelle, pas seulement à cause des doubléments de programmes, mais à cause des

disparités régionales canadiennes qui sont énormes, qui sont très difficiles à gérer pour le gouvernement canadien.

En matière de formation professionnelle, ce qui est important, c'est de faire la formation par rapport aux régions comme telles, à leur économie, à leurs difficultés d'apprentissage sur certains points précis. Alors, pour le gouvernement canadien, c'est très difficile à gérer quand ils ont comme telles 10 provinces à s'occuper et énormément de différences dans les 10 provinces.

Donc, la connaissance du Québec et de son propre territoire fait que la formation professionnelle serait beaucoup plus spécifique sur les problèmes du Québec. Si on parle de Montréal et de la Gaspésie, les problèmes sont très, très différents. Il faut vraiment faire de la formation adaptée à ces régions différentes. C'est pour ça que nous, on est pour la souveraineté sur la formation professionnelle justement à cause d'une meilleure connaissance du territoire québécois. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Sévigny aussi. Pierre Bénard, s'il vous plaît, vous avez la parole.

M. Bénard (Pierre): J'aimerais beaucoup insister sur un point qui est laissé un peu de côté. C'est le développement d'un marché de l'emploi pour les étudiants chercheurs. Dans certains domaines, il n'y a pas tellement de problèmes pour le marché de l'emploi, mais, dans plusieurs domaines pour les études supérieures, il y a un problème d'emploi important. On a mis beaucoup d'accent sur la formation de chercheurs, mais il faut que ces chercheurs-là, éventuellement, réussissent à se trouver de l'emploi. La façon de réaliser ça, selon nous, serait de mettre, comme tout le monde l'a demandé, plus de ressources en recherche en réglant, en particulier, le problème du sous-financement du Québec par le gouvernement fédéral en matière de recherche. On pense spécialement aux subventions qui proviennent des contrats du gouvernement fédéral aux universités au Québec où le Québec est nettement défavorisé.

On peut aussi insister sur l'apport des industries au Québec. Maintenant que le Québec a réussi à partir à la conquête de son économie, on espère que les industries vont contribuer beaucoup plus qu'elles ne l'ont fait par le passé au financement de la recherche et à la création d'un marché de l'emploi pour les chercheurs au Québec.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Bénard. Je vous prie, tout le monde, de parler plus près de votre micro, de manière un peu plus forte, pour rendre les choses plus faciles techniquement. Un dernier intervenant sur l'ensemble de ces thèmes-là, c'est M. Michel Léonard. M.

Léonard, vous avez la parole.

M. Léonard (Michel): Je vois un peu dans ce deuxième champ la justification à notre prise de position. Cependant, je suis un peu mal à l'aise. Effectivement, d'après nous, seul un rapatriement total des pouvoirs permettra au Québec de s'épanouir pleinement. Ça, je crois que nous le voyons actuellement, c'est évident. On devrait faire un peu une liste, c'est essentiel. (9 h 45)

Cependant, je suis un peu mal à l'aise avec ça parce qu'un pays, c'est plus qu'une liste de griefs, même s'ils sont justifiés et hautement réalistes. Un pays, c'est plus que cela. Si nous voulons un Québec souverain, comme nous le montrerons tout à l'heure, quand nous prendrons ces décisions, c'est que pour nous c'est une réalité incontournable, c'est un rendez-vous normal, c'est l'avènement d'un peuple. C'est finalement, l'accession à ce que nous voulons. Le Québec, il existe déjà pour nous.

Or, c'est juste ce que je voulais rappeler. Effectivement, l'économie, effectivement, la recherche et le développement, effectivement, tous ces points sont importants. Mais il y a plus que cela. Il y a plus que ça. Et un pays, ce n'est pas une question de péréquation.

L'animateur (M. Châtillon): Oui, merci beaucoup, M. Léonard. Dans la même veine, passons au point 6, qui, d'une manière générale, parle du dédoublement encore une fois des responsabilités, mais dans d'autres secteurs sur lesquels quelques-uns se sont déjà prononcés. Je demanderais quand même, à ce moment-ci, au Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke ainsi qu'à Martin Donais de nous exprimer leur opinion sur les responsabilités dédoublées. Je donne donc la parole au Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke. C'est M. Pierre Larrivée.

Environnement

M. Larrivée (Pierre): Alors, au niveau des étudiants de maîtrise et de doctorat de l'Université de Sherbrooke, on s'est attachés particulièrement au point de l'environnement. Or, le Québec devra assumer l'entière souveraineté de son environnement, tant au niveau de la production et de la gestion de ses ressources, que des différentes formes de pollution qui y sont associées. Cette responsabilité se concrétisera d'abord et avant tout dans les gestes individuels que posent les Québécois. En ce sens, le gouvernement devra veiller à ancrer dans chaque citoyen et citoyenne le réflexe d'intégrer les préoccupations environnementales dans la réalisation de tout projet ou activité.

En ce sens, il est sûr et certain que la compétence exclusive en matière d'environnement

doit revenir au Québec afin d'établir des politiques efficaces. Tout dédoublement de compétence à ce niveau ferait en sorte que l'environnement du territoire du Québec ne ferait que se détériorer. Afin d'améliorer la qualité de l'environnement et de limiter toute dégradation future, nous suggérons de récupérer toute juridiction à incidence environnementale, de faire du ministère de l'Environnement un ministère de premier plan, de s'impliquer politiquement dans les discussions environnementales au niveau international, et de viser le développement durable en considérant le taux de régénération des ressources, la valorisation des déchets par le recyclage, les dangers immédiats et potentiels des sous-produits de dégradation ou destruction de ceux-ci; développer une police verte plus efficace, dotée de pouvoirs de vérification, de contrôle, d'enquête et d'intervention; maximiser la notion d'espace vert dans les schémas d'aménagement. Le manque d'application et de promotion des techniques d'intervention et des technologies de remplacement constitue un facteur majeur empêchant l'adoption de comportements écologiques. Nous suggérons donc que des recherches soient menées sur ces plans. Elles auraient pour objectifs, entre autres, de promouvoir des techniques d'incitation efficaces pour les entreprises et les particuliers, développer et étendre un modèle de réseau de récupération, recyclage, réutilisation efficace et rentable, promouvoir des technologies de production et de recyclage non polluantes, développer des technologies de réparation des erreurs antérieures. Finalement, nous proposons d'améliorer la gestion et la qualité des ressources naturelles en augmentant le pourcentage du territoire québécois préservé sous forme de parcs et de réserves naturelles en contrôlant plus efficacement les réserves forestières et en veillant, par la législation, à accentuer la protection des biens publics et du patrimoine environnemental.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Larivée. M. Martin Donais.

M. Donais (Martin): Je pense qu'il est clair que deux paliers de gouvernement qui s'occupent d'un ministère comme celui de l'Environnement, ça ne peut pas bien fonctionner. On voit que, premièrement, le gouvernement fédéral ne voit pas les problèmes comme nous, ne peut pas discerner les problèmes comme nous. En ayant deux champs d'action de deux gouvernements différents, ça fait qu'on se nuit au lieu de s'aider dans un domaine qui est primordial pour sauvegarder nos richesses naturelles. C'est pourquoi l'environnement, c'est un... La souveraineté du Québec devrait faire que l'environnement revienne seulement au Québec et à son ministère pour mieux aider à son fonctionnement. Dès la déclaration de souveraineté du Québec, on devrait inclure une charte dans la constitution seulement sur l'environnement pour protéger

notre environnement et pour avoir une qualité de vie saine. Dans ce sens, on devrait se baser sur le modèle suédois qui prône la création de nombreux parcs dans les villes, plantation d'arbres aussi dans les villes, la plantation de deux fois plus d'arbres que le nombre qu'on en abat par les compagnies forestières et elles devraient elles-mêmes s'occuper du reboisement des terres qu'elles déboisent. Aussi, il faudrait faire de la récupération à la grandeur du Québec, pas seulement pour le papier mais pour tous les autres domaines: le carton, le verre, le métal et le plastique. C'est pourquoi cette charte-là est très importante pour le Québec si on veut garder une bonne qualité d'environnement et pouvoir dire qu'on est fier d'avoir un beau pays et garder nos belles richesses qu'on a.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Donais. J'ai plusieurs droits de parole qui ont été demandés sauf que, si nous voulons aborder la question délicate de la situation démographique, il faudra faire des choix. Alors, je donne la parole à ce moment-ci à trois personnes seulement; trois autres qui ont demandé la parole devront s'exprimer plus tard, en d'autres temps sur d'autres thèmes. Alors, je donne la parole à Pierre-Luc Desgagné et à Marie-Josée Leblond, ainsi qu'à Christian Genest. Après ça, nous passerons à la situation démographique.

M. Desgagné, Jean-Luc Desgagné, vous avez la parole.

M. Desgagné (Pierre-Luc): Pierre-Luc.

L'animateur (M. Châtillon): Pierre-Luc.

M. Desgagné (Pierre-Luc): Nous, à l'Association des étudiants en droit, on a décidé, pour apporter au débat, de procéder par images et d'exprimer que, selon nous, le drame de la Confédération canadienne c'est un peu le drame d'un individu qui se rendrait à une soirée à la fois avec des bretelles et une ceinture, ou d'une dame qui l'accompagnerait et qui serait munie d'un tailleur et d'une robe longue, ou encore le drame, plus pénible encore, d'un mari précoce qui s'étonne que son épouse insatisfaite, soit le Québec, veuille se sortir le plus rapidement possible, dis-je bien, de sa couche. Le drame, finalement, plus sérieusement, c'est celui d'un État majoritaire qui impose, à travers des mécanismes légaux, ses valeurs. C'est le drame aussi d'une Constitution où l'on a coulé dans le béton un capharnaüm juridique qu'il nous apparaît à la fois pénible et impossible à réformer.

Au Québec, et plus spécifiquement à l'AED, on commence à en avoir marre des bretelles, déjà qu'on doit se serrer la ceinture. Et je crois qu'au Québec il va falloir prendre des décisions et rapatrier chez nous toutes les compétences, toutes les compétences. Parce que, par la suite, si on veut déléguer des choses, il

faudra tout d'abord les maîtriser. Et c'est donc ça la position de notre Association. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Pierre-Luc Desgagné. Mme Marie-Josée Leblond. Madame.

Mme Leblond (Marie-Josée): Merci. L'importance qu'on doit donner à l'environnement n'est plus à démontrer. Pourtant, l'environnement fait partie des zones grises de la Constitution puisqu'on n'y retrouve aucune allusion quant au partage des juridictions fédérale et provinciale. On se retrouve donc avec un ministère de l'Environnement provincial et un ministère de l'Environnement fédéral. En d'autres mots, ça revient à dire qu'on paie deux fois et ce, pour des organismes qui vont prôner des politiques divergentes. Je pense, entre autres, à Grande Baie. Dans cette optique, il serait plus avantageux de ramener les pouvoirs en matière d'environnement à un seul palier de gouvernement. De plus, on a avantage à conserver le palier décisionnel le plus près possible des situations problématiques et ce, afin d'obtenir un meilleur temps de réaction et de se garantir une connaissance adéquate de la situation.

La saga des BPC, l'affaire de la Balmet et l'incendie de Saint-Amable m'incitent à me poser une question: Mais qu'a donc fait le fédéral dans ces catastrophes? On n'a pu que constater son inertie. Après être resté inactif lors de ces trois catastrophes, on peut également se demander pourquoi il est venu s'ingérer dans le dossier de la Bale James II? Il ne faut pas oublier que l'hydroélectricité joue un rôle majeur dans la vie économique du Québec. Le Québec est reconnu par le monde pour son expertise en hydroélectricité. Certains pourraient se demander si le gouvernement fédéral ne voit pas là une occasion de s'immiscer dans un dossier québécois.

En conclusion, à cause du dédoublement des structures, à cause de l'inertie du gouvernement fédéral, mais aussi à cause de ses ingérences sous le couvert de l'environnement, il est clair que le Québec doit régler la situation en ce qui concerne l'environnement et rapatrier tous les pouvoirs au Québec. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Mme Leblond. M. Christian Genest. M. Genest.

M. Genest (Christian): Merci, M. le Président. Là, évidemment, je pense que la question du dédoublement avec le fédéral a quand même été bien cernée. Évidemment, je vais m'inscrire dans la même lignée que les autres. Moi aussi, je suis 100 % d'accord avec le fait qu'on se doit de rapatrier tous les pouvoirs en matière d'environnement. Ne serait-ce que si on ne réussit qu'à empêcher les programmes existants aux deux paliers de gouvernement de se barrer les jambes,

bien, déjà là, on aura déjà fait un bon pas.

Sans vouloir complexifier les choses davantage, je voudrais dire que le dossier environnemental comme tel ne se règle pas à deux paliers de gouvernement, mais il se règle aussi à un troisième échelon, qui est celui des collectivités locales et régionales. C'est sûr que je suis un peu déçu d'être le dernier à avoir à parler sur le thème de l'environnement parce que j'aurais aimé, c'est sûr, que mes collègues réagissent à ça. Néanmoins, je veux juste sensibiliser les membres de cette Commission au fait que ce n'est pas d'hier que les municipalités, par exemple, vont intervenir en matière d'environnement; elles ont eu le pouvoir, historiquement, d'intervenir au niveau de la salubrité publique, comme on disait à l'époque.

Mais ce qu'il faut comprendre, au point de vue des politiques environnementales, celles qui vont avoir un effet direct au niveau des citoyens, ce sont bien les politiques environnementales qui vont être ébauchées par les municipalités, par les MRC, par les communautés urbaines. D'ailleurs, on peut en donner des exemples, c'est que ce sont les municipalités qui vont s'occuper, par exemple, de cueillette sélective, de neige usée ou de recyclage de déchets et ça, pour une raison bien simple, c'est que ça a un impact direct au niveau de la qualité de vie des citoyens.

Alors, je dirais, en conclusion, M. le Président, puisque je ne suis pas sans savoir que mon temps s'achève, qu'au niveau de ce Québec souverain qu'on veut bâtir, je pense qu'une fois qu'on aura rapatrié tous ces pouvoirs-là, il faudra aussi s'asseoir avec les représentants des gouvernements locaux et régionaux pour savoir aussi comment on peut se compléter en matière d'environnement. Et s'il y a un lien où on se doit de conserver un minimum de relations avec le Canada, je me dois de le dire, à mon grand regret, c'est bien dans le domaine environnemental parce que la pollution n'a pas de frontières.

Alors, dans ce sens-là, on sera obligés de se parler. Ça pourra se faire au niveau du droit international, remarquez; moi, je n'ai pas d'objection à ce que ça se fasse par là, mais, en tout cas, on n'aura pas le choix de se parler pour ça.

J'insiste aussi, en guise de conclusion, comme mes collègues, sur la nécessité, évidemment, de rapatrier tous les pouvoirs du fédéral en matière d'environnement, mais aussi sur le fait qu'il va falloir s'engager avec les élus locaux et régionaux pour régler les problèmes à la source, là où ils auront un impact direct sur la qualité de vie des citoyens. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Genest. Vous savez sans doute que vous aurez l'occasion de développer vos préoccupations et vos idées sur le développement régional en fin d'avant-midi sur le thème des aspects écono-

miques. Merci.

Situation démographique

La situation démographique, troisième volet de ce deuxième champ: la dénatalité et le vieillissement de la population – la maison des jeunes La Soupape veut s'exprimer sur ce sujet – ainsi que la politique de l'immigration. McGill-Québec a un droit de parole sur cette question. Nous avons tout juste 15 minutes de délibérations sur ce point-là. Limitez-vous, s'il vous plaît; donnez des contraintes à vos interventions dans le temps. La maison de jeunes La Soupape, c'est Mme Lucie Dufresne qui a la parole. Mme Dufresne.

Mme Dufresne (Lucie): Dépenser des milliards à faire venir des immigrants dans les prochaines années même si, au Québec, il existe de plus en plus de milieux de pauvreté extrême et que nous encourageons le taux de natalité par des programmes biaisés qui n'offrent pas vraiment le support attendu par les familles, alors que les familles démunies et à faible revenu n'ont pas plus d'alternatives que les familles monoparentales, que les jeunes qui ne vivent plus chez leurs parents et qui fréquentent les cégeps et les universités devraient avoir un statut indépendant afin d'avoir des droits au maximum de prêts et bourses, et que les organismes communautaires qui sont au service des jeunes, des familles et de nos personnes âgées accumulent, d'année en année, des déficits et n'ont pas plus de financement, je ne suis pas contre l'immigration et la richesse qu'elle peut apporter à notre culture, etc., mais nous avons une richesse ici même, au Québec, présentement, où il est grand temps que nous investissions, dans nos familles, nos jeunes et nos personnes âgées. Il est important que Québec rapatrie tous ses pouvoirs et compétences et vite dans ces domaines. Ainsi, nous pourrions élaborer des politiques adéquates qui restaureront un climat de sécurité et, pour finir, les dédoublements de programmes. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Mme Dufresne. La parole est à M. Steven Hogue. M. Hogue.
(10 heures)

M. Hogue (Steven): Merci beaucoup. On tient à parler en ce moment d'immigration. C'est connu, nous avons besoin de l'immigration actuellement, le taux de natalité est faible. Mais l'immigration, selon nous, n'est qu'une solution temporaire. Il faut évidemment parler d'une politique familiale efficace combinée à l'immigration pour remédier à long terme au problème de la dénatalité.

Plus particulièrement, nous voulons intervenir sur le problème de notre caractère distinct qui est fragile en Amérique du Nord. Il faut

parler du problème de l'intégration, et c'est ce qui nous préoccupe. Il faut donc orienter nos efforts sur l'intégration de nos immigrants. À cet égard, on peut se poser une question: Quel degré d'intégration devons-nous demander des nouveaux arrivants au Québec qui veulent participer à construire la société québécoise? À cet égard, il y a deux conceptions qui existent. On peut parler d'abord, dans un premier temps, du "melting pot", conception plutôt américaine, où les nouvelles cultures sont encouragées à se fondre dans la culture majoritaire afin de l'enrichir de leurs propres valeurs. Nous croyons que c'est de cette façon que le Québec pourra perpétuer sa culture avec les nouveaux arrivants, les immigrants. Il y a l'autre conception, celle de la mosaïque que l'on retrouve plutôt dans le reste du Canada, au Canada anglais, où on retrouve une réunion de multiples cultures qui coexistent ensemble. Par exemple, dans l'Ouest, on retrouve les communautés ukrainienne et allemande. Mais, au Québec, ce n'est pas cette conception d'intégration qu'il nous faut, c'est plutôt la conception du "melting pot".

Afin de résoudre le problème de l'intégration, ce que nous considérons, c'est que le Québec a besoin de tous les outils législatifs afin de définir ses propres normes et ses propres objectifs en matière d'immigration. Il faut d'abord assurer que l'immigration participe au maintien et à la promotion de la culture québécoise, tout en demeurant une société ouverte et accueillante, et aussi que le Québec doit contrôler entièrement l'ensemble du processus d'immigration pour éliminer toutes les ambiguïtés concernant la réalité du Québec. On sait que beaucoup d'immigrants arrivent ici sans savoir, sans connaître la réalité. C'est donc sur l'intégration des immigrants qu'il faut porter nos efforts. Et, enfin, nous croyons que c'est à travers la souveraineté du Québec que cela peut se faire, en reprenant tous les pouvoirs législatifs. Par la suite, nous pourrions parler de régionalisation, mais nous le ferons sûrement plus tard.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup, M. Hogue. Je passe la parole à André Gagnon. Les intervenants suivants ont demandé la parole et complètent la tournée sur le thème de la situation démographique: MM. André Gagnon, Sébastien Tassé, Karim Amegan, Mme Emmanuelle Saucier, M. Martin Donais ainsi que Mme Isabelle Bouchard. M. Gagnon, vous avez la parole.

M. Gagnon (André): Par rapport à toute la question démographique et de l'immigration, je pense que les solutions essentielles à ces problèmes-là reposent dans le développement économique et social, essentiellement. Parce que si on a, à l'heure actuelle, des problèmes de dénatalité, on pense que la base de ces problèmes-là, c'est le fait que les programmes sociaux ne sont pas

adaptés aux nouvelles réalités sociales du Québec d'aujourd'hui et que, dans un projet de Québec indépendant, on doit mettre de l'avant également un projet social qui soit adapté aux réalités sociales. On a incité de plus en plus les femmes à intégrer le marché du travail, mais on leur a laissé bien souvent, et généralement devrais-je dire, la double tâche d'assumer des responsabilités familiales et des responsabilités d'emploi. Et s'il n'y a pas d'efforts de faits pour qu'il y ait, d'une part, un meilleur partage au niveau homme-femme, au sein des familles, mais aussi en termes de politique sociale pour donner les moyens aux gens de participer au marché du travail sans subir une double ou une triple tâche, on ne peut pas penser qu'on va encourager la natalité. Ce n'est pas simplement en donnant 3000 \$ pour un troisième enfant qu'on va réussir à faire ça.

D'autre part, on soulève souvent comme un problème, comme un danger pour le Québec, l'immigration. Dans un sens, on pense que c'est un faux problème parce que le véritable problème, c'est évidemment la prise en main par nous de nos destinées, notre affirmation comme nation. Et si on fait cette affirmation-là de façon claire, il va être clair pour les communautés immigrantes, si la langue de travail est le français au Québec, qu'au Québec, comme dit le dicton, c'est en français que ça se passe, et le problème va se résoudre.

Je pense effectivement, comme le disait le précédent intervenant, qu'il faut que les différentes communautés participent à forger notre identité nationale, mais je mettrais un bémol sur la question du "melting pot" parce que, aux États-Unis, le "melting pot", ça a été aussi la coercition et l'uniformisation et l'intégration à des valeurs dominantes. Je crois qu'on ne doit pas avoir cette attitude-là, il ne faut oublier nos origines. Souvent, on va dire que les origines du Québec sont françaises, mais les gens, nos ancêtres qui sont effectivement arrivés ici ne parlaient pas la même langue. Ils parlaient l'angevin, le breton, le parisien. C'est vraiment le fait qu'il y ait une langue commune, la langue de l'administration, qui a fait qu'il y a eu une unification de la langue parce que les gens, pour vivre ensemble, ne pouvaient pas vivre dans une tour de Babel. Ils ont été obligés de parler une langue qui leur est commune et c'est ça qu'on doit faire, on ne doit pas forcer à uniformiser la population.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Gagnon. Rapidement, pour les cinq intervenants, s'il vous plaît, pour que nous puissions rester dans notre enveloppe de temps. Sébastien Tassé.

M. Tassé (Sébastien): M. le Président, je pense qu'on est tous d'accord comme quoi l'immigration est un apport important à la société québécoise, sauf que l'immigration, ce

n'est pas suffisant. J'attire l'attention sur le fait que les gouvernements – qui est en place et qui ont pu nous précéder – ont peut-être omis une chose très importante, c'est de se rendre compte de l'importance, aux yeux de notre génération, qui serait d'avoir une politique familiale. On parle de déficit en ce moment, c'est très beau, mais quand on s'aperçoit qu'en 2015 ou en 2020, la population québécoise va être drôlement moins nombreuse, si on veut garder les services sociaux qu'on veut avoir, il va peut-être falloir avoir des gens pour les payer. Or, s'il s'avère que ce sera fort probablement notre génération qui aura ce fardeau – déjà qu'on paie assez d'impôt comme ça – il semble que ça s'annonce très mal pour les années à venir. Donc, il faut absolument que cette politique familiale soit mise en place et pour qu'elle soit mise en place efficacement, il faut absolument qu'on rapatrie tous les pouvoirs pour qu'il y ait une coordination qui s'exerce. Or, en ce moment, c'est absolument impossible puisqu'il y a des pouvoirs à Ottawa et des pouvoirs à Québec. Donc, je pense que c'est très important que, pour notre génération, le Québec comprenne qu'une politique familiale doit être mise de l'avant et rapidement, et tout ça, bien évidemment, avec une intégration harmonieuse des immigrants. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Tassé. M. Karim Amegan.

M. Amegan (Karim): Merci, M. le Président. Je voudrais insister d'abord sur l'importance de l'intégration linguistique des nouveaux arrivants. Quand on parle d'indépendance et de souveraineté, on parle surtout de structure institutionnelle, mais la spécificité du Québec va bien au-delà et le fondement réel de la distinction du Québec réside présentement dans ses origines. Ce qui a façonné ses caractéristiques actuelles, le fait d'être la seule nation francophone en Amérique du Nord, c'est ce qui nous distingue de notre environnement. Or, le Québec est maintenant confronté à la menace constante que constitue l'attraction de la langue anglaise pour ses nouveaux arrivants et pour les personnes qui voudraient venir maintenant au Québec et dans le futur. Ceux-ci sont appelés dans les prochaines années à former une part croissante de la population. Ça, je crois que c'est un fait bien établi. Donc, il faut que ce soit essentiel qu'ils aient une image juste des futurs arrivants, qu'ils aient une image juste de ce qu'est le Québec, de sa spécificité et du fait que les Québécois veulent vivre en français.

La souveraineté du Québec serait donc un outil en ce sens. Ça donnerait à l'étranger une image plus juste de la réalité québécoise, tout en maintenant une politique d'ouverture qui est nécessaire aux valeurs fondamentales qui sont défendues dans toute société démocratique. Il faudrait que le Québec soit perçu conformément

à son caractère français. Les immigrants seraient donc mieux préparés à la réalité québécoise, leur intégration linguistique serait facilitée d'autant et les problèmes qu'on connaît actuellement face à l'intégration à la majorité anglophone seraient, pour la plupart, éliminés de ce fait.

Ce sur quoi je voudrais insister aussi, c'est face au respect des autres cultures, ce qui est très important pour le Québec de demain. L'intégration des immigrants dont on parle tant ne doit pas équivaloir à une tentative d'assimilation. Ça ne doit pas tenter d'être des lois coercitives, ça doit être de l'incitation, ça doit être une affirmation nationale qui fait en sorte que les gens vous perçoivent tels que vous êtes et qu'ils décident de s'intégrer volontairement tout en gardant leur spécificité culturelle propre, à laquelle ils ont droit au même titre que le peuple québécois. Merci beaucoup.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Karim Amegan. Mme Emmanuelle Saucier.

Mme Saucier (Emmanuelle): Merci, M. le Président. On parle beaucoup de dénatalité au Québec, d'individualisme chez les jeunes, mais selon nous, ceci est intimement lié au fait que ces deux dernières années ont été caractérisées par une absence totale de projet de société cohérent. Pour avoir des enfants, il faut avoir confiance en l'avenir et on sent que l'autodétermination du Québec va nous donner la foi en l'avenir du Québec et la conviction que nous pourrions élever des enfants dans une société qui leur offre un avenir prometteur. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup, Mme Saucier. M. Martin Donais.

M. Donais (Martin): Il est évident que, vu le vieillissement de la population, l'immigration demeure un moyen très important pour contrer cette baisse, mais il faut aller chercher des immigrants dans les pays surtout francophones; eux sont plus faciles à amener dans notre communauté parce qu'ils parlent déjà notre langue. Ce n'est pas en allant chercher des immigrants à Hong Kong, parce qu'ils ont juste de l'argent et qu'on dit: Bon, ils vont venir ici, ils vont investir. Mais ce n'est pas vrai, ça a été prouvé que les immigrants de ces pays-là ne veulent pas savoir grand-chose du Québec, c'est juste une porte de sortie pour s'en venir par ici; après, ils peuvent s'enfuir du Québec, s'en aller dans le reste du Canada. C'est pour ça qu'il faut aller chercher des immigrants qui parlent français, qui peuvent contribuer à amener d'autres modes de vie, qui amènent à la société francophone, mais tout en gardant la même langue, ce qui fait qu'une société est encore plus forte.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M.

Donais. Mme Isabelle Bouchard, vous avez demandé la parole sur cette question de la population. Mme Bouchard, vous avez la parole.

Mme Bouchard (Isabelle): Merci, M. le Président. Alors, le forum des jeunes s'est penché sur la problématique de l'immigration. Bon, c'est vrai, les différents intervenants qui ont parlé tout à l'heure ont dit qu'on a besoin d'immigrants au Québec, d'une part, à cause de la dénatalité, mais, d'autre part, à cause du vieillissement de la population. D'après nous, ils sont une richesse inestimable pour la population québécoise tant sur le plan de la culture que sur le plan économique ou sur différents autres aspects. Or, il y a un problème qui se pose, c'est la francisation des nouveaux arrivants. D'après nous, la décentralisation du processus d'intégration des immigrants pour l'implanter en régions est une solution efficace. Par exemple, je pourrais dire que, pour un immigrant ou une immigrante qui arrive au Saguenay-Lac-Saint-Jean qui est une région où l'on parle à 99,999 % français, c'est plus facile d'apprendre le français qu'arriver à Montréal où ça parle moitié anglais, moitié français. D'après nous, cette politique-là de francisation de l'immigration pourrait se faire seulement dans un Québec souverain.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup, Mme Bouchard. Un dernier intervenant, rapidement, M. Mario Dumont. Mario.

M. Dumont (Mario): Oui, pour revenir sur la question de la dénatalité et de la pyramide des âges, on le sait, au Québec, qui est maintenant inversée, ça nous pose deux grandes questions. La première question, c'est évidemment celle de la politique familiale. On a parlé du dédoublement des ressources et des énergies avec le gouvernement fédéral qui, certainement, nuit aux politiques familiales. Si le gouvernement du Québec pouvait détenir l'ensemble des leviers – il faut avoir une politique qui soit de garderie, qui soit d'aide financière aux familles, donc une politique globale familiale – on pourrait certainement corriger la pyramide des âges, sauf que cette question-là nous pose un autre problème. Nous autres, en tant que génération, on ne pourra jamais corriger le fait que, démographiquement, on va avoir un poids plus faible. Je pense qu'on a parlé de différents secteurs: l'environnement, l'éducation, la situation des jeunes dans les régions, où il faut vraiment que les jeunes tiennent un discours. On dit: On veut rapprocher le lieu de décision; on veut que l'Assemblée nationale décide pour nous autres dans tous ces secteurs-là. Je pense que ce qu'il faut retenir, c'est que plus que jamais, lorsqu'on aura l'Assemblée nationale qui décidera pour les Québécois dans ces secteurs-là, il faudra tenir un discours jeune et bien identifié: quelles sont nos priorités dans ces secteurs-là? Je pense qu'entre

autres, un organisme comme le Conseil permanent de la jeunesse peut avoir dans ce sens-là un rôle important et, comme je le disais, plus que jamais il faudra compenser la faiblesse de notre poids démographique par l'énergie avec laquelle on identifiera nos priorités et on défendra les causes des jeunes.

(10 h 15)

Statut politique et constitutionnel du Québec

L'animateur (M. Châtillon): Oui, merci beaucoup, M. Dumont, de votre intervention. Cela clôt le deuxième champ. Le troisième champ, la redéfinition du statut politique et constitutionnel. Nous allons parler, dans ce champ, d'abord du cadre de l'autonomie politique; ensuite du processus d'affirmation politique. Dans le cadre de l'autonomie politique, il est naturellement question, vous le savez bien, du statut politique et, aussi, il sera question des droits individuels et collectifs, les chartes qui sont assez nombreuses, des propositions de charte dans vos mémoires, notamment aussi les droits des autochtones, des anglophones et des allophones.

Commençons par le statut politique. Eh bien, en lisant vos mémoires, on peut facilement constater qu'il y a quatre options politiques qui se dessinent. Je les nomme par ordre alphabétique: le confédéralisme, la souveraineté dans le sens plus proche de l'indépendance, la souveraineté-association et le statu quo. Alors, sur le statut politique, les groupes suivants ont demandé à intervenir. Suivront aussi les droits de parole. À propos des droits de parole, je vous demande d'être très précis auprès de ma collaboratrice et d'attendre qu'elle ait opiné du bonnet pour vous certifier que vous êtes bien inscrits parce que, sinon, s'il y a trop d'inscriptions à la fois, elle peut en rater quelques-unes. Les inscriptions sont prises au moment où j'ai terminé la nomenclature de la liste.

Nous avons pour ce troisième champ 90 minutes d'échanges. Alors, sur le statut politique, normalement, nous devrions y consacrer 45 minutes sur les 90 minutes. Les groupes suivants ont demandé d'intervenir pour lancer le débat. Ce sont la Jeune Chambre de commerce de Montréal, Un Avenir ensemble, la Coalition CESAQ-AGECA du monde collégial, la Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain, les jeunes de l'Université Bishop's, M. Gary Brazier ainsi que l'Association jeunesse du Parti Égalité.

D'emblée, je donne la parole à la Jeune Chambre de commerce de Montréal et c'est M. Serge Girard qui a la parole. M. Girard.

M. Girard (Serge): Merci, M. le Président. Un certain nombre de choses sont claires. Il est clair que la Jeune Chambre de commerce de Montréal rejette le statu quo, de même que toute forme de fédéralisme. Si le seul choix devait être

entre le fédéralisme, d'une part, et l'indépendance, d'autre part, la jeune chambre de commerce choisirait l'indépendance. Mais il existe également un certain nombre de consensus, oui, sur l'autonomie, mais également sur l'importance de maintenir des liens avec le reste du Canada. Nous croyons qu'il est important de donner un cadre à cette association, essayer de lui donner un contenu. Nous proposons donc la formule confédérale.

Je mets tout de suite en garde les membres du forum contre l'idée qu'on peut avoir gardée de la mauvaise utilisation du mot "confédéral" à propos du Canada. Le Canada n'est pas un système confédéral. Ce que nous entendons par un système confédéral, c'est une association d'États pleinement souverains, ce qui signifie donc que la démarche du Québec vers un système confédéral passera nécessairement d'abord par une affirmation d'indépendance. Cela fait, il s'agira de négocier une entente avec le Canada comme seul autre partenaire, une entente d'État à État entre le gouvernement de Québec et celui d'Ottawa. Et vers quoi devrait tendre cette négociation? Eh bien! Un système confédéral devrait être un système qui met l'accent d'abord sur le développement des États membres pour lequel on créerait un organisme, un gouvernement confédéral formé de membres non pas élus par la population, mais nommés par les membres, c'est-à-dire les États, de gens nommés par les gouvernements de Québec et d'Ottawa et dont les pouvoirs seraient uniquement les pouvoirs qui lui seraient délégués par les États membres.

Le rôle d'un tel organisme serait d'abord un rôle de concertation et, éventuellement, un rôle d'administration ou de gestion. Il faut comprendre qu'un tel système ne crée pas une entité distincte ou indépendante des États qui le forment. Chaque citoyen québécois ne sera soumis qu'à un seul État, soit l'État du Québec. L'État du Québec pourra déléguer des pouvoirs et sans entrer ici dans une nomenclature exhaustive, on peut penser à des choses qui reviennent régulièrement, comme par exemple, la gestion d'une monnaie commune. Alors, une banque centrale qui soit commune à la fois au Québec et au Canada, et où on aurait des gens nommés par les deux gouvernements pour l'administrer.

L'animateur (M. Châtillon): Vous pouvez compléter votre pensée, s'il vous plaît.

M. Girard (Serge): Il s'agit donc d'une association d'États pleinement souverains. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Girard. Deuxième intervenant, c'est une représentante, si je ne m'abuse, du groupe qui porte le nom "Un Avenir ensemble". Est-ce que c'est... Madame?

Mme O'Gallagher (Christine): Christine O'Gallagher.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Madame?

Mme O'Gallagher (Christine): O'Gallagher.

L'animateur (M. Châtillon): Madame, O... vous avez la parole. Je m'excuse.

Mme O'Gallagher (Christine): Merci, M. le Président. Nous avons remarqué que plusieurs mémoires ont affirmé qu'à cause de l'échec de l'accord du lac Meech, le reste du Canada rejette le Québec. Ou on n'est pas prêts à négocier, ou on ne veut pas négocier. C'est peut-être le cas pour M. Clyde Wells, mais heureusement, il ne représente pas le reste du Canada. Il ne faut pas nier le fait que 80 % des provinces du Canada, ce qui représente 95 % de la population canadienne, ont appuyé les revendications du Québec. La question la plus pertinente aujourd'hui, je crois, c'est l'avenir de la langue française et ce qu'il faut faire pour garantir l'épanouissement de la langue française.

Il ne s'agit pas simplement de la protéger en l'isolant du reste du Canada. Il faut la promouvoir. Une langue, c'est une chose vivante qui évolue, qui change. La souveraineté ne va que créer un mur qui ne favorisera pas l'épanouissement de la langue française. 4 000 000 d'anglophones qui sont déjà bilingues, ou pas loin de l'être, 1 000 000 de francophones hors Québec, c'est une population qui ne doit pas être ignorée. Il est extrêmement important de maintenir cette dynamique qui se passe dans la francophonie depuis 10 ans. Il faut maintenir des liens économiques et politiques avec le reste du Canada.

C'est pour cela qu'une véritable confédération est une manière qu'il ne faut pas nier, elle favorise un climat idéal pour l'épanouissement de la langue française. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Mme Christine O'Gallagher. Maintenant, passons la parole à un représentant de la Coalition CESAQ-AGECA, M. Michel Léonard. C'est ça, M. Léonard, vous avez la parole.

M. Léonard (Michel): Merci, M. le Président. M. le Président, il importe dans un débat aussi important de ne pas confondre, volontairement ou non, certains éléments des différents concepts. Ce que 25 000 jeunes ont choisi, à 80 % rappelons-le, c'est une souveraineté pleine et entière. Pour nous, la souveraineté est la traduction juridique du mot indépendance. Pour nous, la souveraineté implique: que seul le gouvernement du Québec prélèvera les impôts et les taxes sur le territoire québécois; que seules les lois votées par l'Assemblée nationale s'appliqueront au territoire du Québec et qu'elles ne seront

subordonnées à aucune autre loi; que seul le gouvernement du Québec pourra, au nom de la population québécoise, signer traités ou ententes avec quelque pays souverain qui le désire; que seule la souveraineté permettra au peuple québécois de déterminer seul son avenir.

En effet, les autres solutions, comme le confédéralisme, le fédéralisme renouvelé, la souveraineté-association ou encore le statu quo, même si on n'en parle plus, permettent au reste du Canada d'avoir un droit de regard sur l'avenir que les Québécois choisiront. Plus jamais nous ne leur laisserons ce choix, ce n'est jamais à Terre-Neuve, plus jamais à Calgary qu'on choisira. Pour répondre à ce que vient de dire ma collègue, je suis désolé, c'était 80 % des premiers ministres, ce n'était pas 80 % de la population, et les sondages l'ont bien montré, la majorité de la population canadienne était contre Meech et a rejeté le Québec.

Quant aux autres options, M. le Président, elles ne pourraient – entre autres la souveraineté-association – nous donner une voix entière au niveau international. En effet, je vois mal le gouvernement du Québec négocier une entente, par exemple au GATT, et affirmer à la population du Québec qu'il ne peut pas prendre entièrement parti pour les besoins et les intérêts du Québec parce qu'il doit prendre en considération, sous prétexte d'une entente quelconque, ce qui se passe dans les Prairies. Effectivement, M. le Président, l'association économique ne doit jamais donner prétexte, donner naissance à une intégration politique. C'est pour cela, M. le Président, que nul n'est besoin d'élire des députés à une institution supranationale. L'économie, ce ne sont pas les députés qui la gèrent. Donc, toute institution supranationale ou hybride est totalement superflue, est un concept qui permet de gagner un certain temps, encore une fois, de compliquer la situation. Donc, nous le répétons, seuls les Québécois pourront décider pour les Québécois. En conclusion, M. le Président, nous rejetons toute demi-solution qui remettrait à demain la majeure partie du problème. Le Québec n'a jamais été une société distincte et ne le sera jamais, nous sommes nous-mêmes Québécois. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Oui. C'était M. Michel Léonard, de la Coalition CESAQ-AGECA. Passons maintenant la parole à la Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain, et c'est M. Patrice Beauchemin. M. Beauchemin.

M. Beauchemin (Patrice): Merci, M. le Président. Les membres de la Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain sont contre le statu quo en matière constitutionnelle et croient qu'il est impossible, compte tenu de l'échec de l'accord du lac Meech, d'en venir à une nouvelle entente constitutionnelle avec le gouvernement fédéral et les autres provinces dans le cadre

fédératif actuel. C'est pourquoi il faut envisager une entente Québec-Canada basée sur une relation d'égal à égal, c'est-à-dire entre deux États souverains. Nous entendons ici par État une entité politique qui possède son propre territoire et une population possédant une culture, une langue et des affinités communes. La souveraineté, quant à elle, peut se définir comme étant la faculté, pour un État, de déterminer lui-même les limites de ses compétences en regard du droit international. Cette association entre États souverains, comme Québec-Canada par exemple, peut prendre diverses formes. Dans un premier temps, il y a le modèle du libre-change, une forme d'intégration économique qui impose peu de contraintes à la souveraineté des partenaires. Il suppose, à l'instar de l'entente négociée entre le Canada et les États-Unis, la libre circulation des marchandises dans la zone de libre-échange par l'élimination des barrières tarifaires et l'abolition graduelle des barrières non tarifaires telles les subventions.

Un tel modèle n'est pas réaliste pour le Québec et le Canada car il suppose la fin de la libre circulation des travailleurs et des capitaux entre les provinces. Ensuite, il existe une forme d'intégration économique plus poussée, l'union douanière. Pour les mêmes raisons, pour les raisons précédemment exposées, un tel modèle n'apparaît pas réaliste pour l'avenir des relations économiques Québec-Canada non plus. En effet, à l'heure où les communautés internationales semblent avoir trouvé une forme de coopération et un terrain d'entente sur des compétences communes tout en préservant leur souveraineté, il est permis de croire que la nouvelle réalité Québec-Canada puisse emprunter cette voie. Je fais allusion ici à la Communauté économique européenne. Le Québec et le Canada n'ont pas les moyens de couper la coopération économique et les liens commerciaux déjà en place. De ce fait, le modèle du Marché commun apparaît, quant à lui, beaucoup plus approprié. Il prévoit, outre la libre circulation des biens et des services, la libre circulation des travailleurs et des capitaux.

Pour être viable, ce système aux politiques économiques communes nécessite la création d'institutions communautaires auxquelles les États membres délèguent une partie de leur souveraineté. Elles sont chargées de veiller au rapprochement des législations ainsi qu'à la coordination des politiques qui ont une incidence économique. On pense ici au conseil de la CEE qui a le pouvoir d'adopter des lois qui s'appliqueront dans tous les pays de la Communauté, à la commission de la CEE qui est chargée de l'élaboration des projets de loi et de leur mise en application ainsi qu'à la cour de justice de la CEE qui assure le respect du droit dans l'application de l'interprétation du traité de Rome. Il est à prévoir que les futures relations économiques entre le Québec et le Canada ressembleront à

une forme de marché commun encore plus intégré qu'Europe 92.

Pour résumer, dans la perspective d'une association d'États souverains, le Québec, dans un premier temps, devra accéder à sa souveraineté pleine et entière, ce qui lui permettra de définir ses compétences exclusives. Dans un deuxième temps, les États membres devront définir les termes de leur association en établissant d'un commun accord la nature des compétences communes qui favorisera le développement économique des États membres eux-mêmes ainsi que les compétences exclusives du marché commun. Voilà donc, esquissée largement, la position exprimée par la Jeune Chambre de commerce du Québec métro lors d'une consultation auprès de ses membres. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Beauchemin. Un représentant, maintenant, de l'Université Bishop, M. Pierre Barbeau jr. M. Barbeau, vous avez la parole.
(10 h 30)

M. Barbeau (Pierre jr.): Merci, M. le Président. Se dire statu quo aujourd'hui ne serait évidemment pas très réaliste, je l'admetts. Depuis 1980 que le gouvernement fédéral lui-même a pris conscience de ce fait que le système canadien n'était plus acceptable dans l'état où il existait. Cela est parvenu de 20 ans de mouvement nationaliste au Québec, à partir de Lesage, et même de divisions régionales qui se sont créées à travers le Canada. Ma position, encore, n'est pas le statu quo général, si vous voulez, pour l'avenir constitutionnel et politique du Québec. Cependant, à l'intérieur de la province de Québec, nous ne croyons pas que tout doit changer. Alors, si c'est de là que peut venir le terme de statu quo, bon bien, coudon, on peut peut-être l'associer à ce point-là.

Je fais référence à des institutions anglophones et plus particulièrement à notre université, l'Université Bishop. Nous croyons, nous, que si les droits et les intérêts des étudiants anglophones et aussi francophones qui aiment s'allier avec les anglophones de la province de Québec et de l'extérieur du Canada, si leurs droits et leurs inquiétudes peuvent être adressés par la province de Québec, tant mieux. Sinon, il faut, dans ce cas-là, s'assurer qu'il y ait un maintien ou une forme d'association avec le reste du Canada. C'est là notre premier intérêt et, encore, je crois que ça serait possible que ça se fasse avec un Québec, qu'il soit souverain, qu'il soit souverain-associé ou quoi que ce soit. Mais, ce qui est important pour nous, c'est que les intérêts de ces minorités soient bel et bien adressés.

Comme la population francophone de la province de Québec cherche à protéger sa culture, inondée d'anglophones en Amérique du Nord, je crois que les anglophones dans la province de Québec, eux aussi, se doivent de

jouer le même rôle. Puis, je suis heureux de voir, M. le Président, que depuis hier, plusieurs étudiants et des jeunes se sont affirmés, disant que bel et bien il y aura une place pour les anglophones dans cette province et je m'en réjouis. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Barbeau. M. Gary Brazier, vous avez, à titre individuel, présenté un mémoire à la Commission, et vous avez la parole, M. Brazier.

M. Brazier (Gary): C'est Gary Brazier, pour commencer. Avant, j'aimerais vous faire part de quelques extraits du mémoire, qui prône le statu quo, que mon collègue, M. Jean-Paul Murray, et moi-même avons fait.

Des circonstances historiques particulières ont décrété que deux peuples, issus de cultures différentes, vivent ensemble sur le continent nord-américain depuis plus de 300 ans. Quoique cette cohabitation ait eu un début fort mouvementé et sa part de péripéties, dans l'ensemble son développement a donné lieu à une société qui jouit d'une liberté et d'une prospérité qui font l'envie du monde entier. En effet, plusieurs chiffres viennent appuyer cette affirmation. Selon l'Annuaire économique et géopolitique mondial de 1989-1990 intitulé "L'État du monde", le Canada se situe au premier rang sur la base du niveau du bien-être parmi les 170 pays du monde.

Selon nous, le statu quo constitutionnel offre le cadre idéal à travers lequel les Canadiens français peuvent s'épanouir économiquement, socialement et culturellement.

Lorsqu'on regarde au-delà de la rhétorique et des émotions vives qui ont fait suite à l'échec de l'accord du lac Meech, on se rend compte que le soi-disant problème n'est pas d'ordre constitutionnel, mais plutôt d'ordre politique. Le problème fut créé par un concours de circonstances spécifiques relevant de la politique que l'on peut comprendre en examinant de façon objective la mésaventure entourant la définition de l'accord du lac Meech. En effet, cet échec est le résultat de la négligence et de l'ignorance du premier ministre Brian Mulroney relativement à l'histoire des rapports de force au Canada.

Il est illusoire et malhonnête de prétendre que le statu quo constitutionnel n'a pas bien servi les intérêts des Canadiens français. À titre d'exemple, on n'a qu'à se souvenir de la perspicacité et du talent de Sir Georges-Etienne Cartier lorsqu'il a revendiqué que le Canada devrait être constitué en tant qu'État fédéral à l'occasion des conférences de Charlottetown et de Québec. Ceci allait à l'encontre des désirs de Sir John A. Macdonald et a défini l'essence même de notre pays et de ses rapports de force.

Étant donné que le problème actuel est politique et non constitutionnel, nous devons conclure qu'un changement profond de notre système n'est pas la solution à privilégier. Les

politiciens responsables de cette surenchère de rhétorique alarmiste et insipide devront se remettre à table éventuellement afin de négocier la direction qu'ils veulent donner à notre pays. Cependant, cette fois-là, ils devront tenir compte des leçons que l'histoire leur offre. Depuis 1763, les Canadiens français ont réussi à obtenir ce qui leur revient à juste titre. L'échec de Meech n'arrivera certainement pas à nous faire remettre en question tous nos acquis. Lorsque certains politiciens nous disent que, dorénavant, les choses devront se passer entre nous, ils devraient réaliser que ce "nous" dont ils parlent, c'est le Canada, que nos racines et nos fidélités appartiennent au Canada et que, sans le Québec, il n'y en a pas de Canada.

Enfin, pour que nous puissions continuer d'évoluer comme pays, l'appel de la race doit faire place à l'appel de la raison. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Gary Brazier. La parole est maintenant à M. Giuliano D'Andrea, de l'Association jeunesse du Parti Égalité. M. D'Andrea, vous avez la parole.

M. D'Andrea (Giuliano): Merci, M. le Président. Je pense que je ne surprendrai personne en disant que, nous, du Parti Égalité, nous sommes des fédéralistes. On y croit encore au Canada. Le problème qu'on a eu pendant le lac Meech, je pense que c'est un peu le même problème qu'on a ici. On est en train de parler de termes très vagues, sans jamais exactement donner une définition. Par exemple, on a parlé du caractère distinct du Québec, mais qu'est-ce que c'est, en effet? C'est quoi la définition? On ne dit jamais rien. Ce sont des propos très vagues. C'était ça le problème du lac Meech. Dans le reste du Canada, je sais que les nationalistes veulent dire: Oh! English Canada does not want us. They are bigots. They hate French Canadians. Ce n'est pas ça le problème. Le problème dans le reste du Canada et même ici, au Québec, chez certains Québécois, c'était la clause de la société distincte. Qu'est-ce qu'elle voulait donc dire? You cannot go to someone and present him a blank check and say: Sign that and I will fill in the numbers later. On veut savoir exactement, quand on négocie, ce qu'on veut donner, ce qu'on veut accorder. Or, notre parti a une solution, une solution très simple: Pourquoi ne pas faire une constitution ici, au Québec, une constitution provinciale où on va écrire et donner des définitions très simples, très concrètes sur ce que ça veut dire une société distincte? Parce que, franchement, ce matin, quand on parlait de langue et de culture, de Québécois, je ne me retrouvais pas dans cette définition.

Or, ce qu'on va dire aussi, dans notre parti, c'est qu'il y a eu a little bit too much bullying, we find, among allophones and anglophones. You use the big stick, here. You got to accept this

or else we separate. Well, we have other options, Mr. President, and one of the options is partition. I mean if Québec has the right to self-determination, why should we not have the right to self-determination? Why should we not have the right to partition this province? Merci.

Droits individuels et collectifs

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. D'Andrea. Alors, sur ce point du statut politique, nous avons terminé maintenant ce qu'on peut appeler les coups d'envoi qui situent les différentes positions. Nous avons reçu dix demandes de droit de parole et nous avons une vingtaine de minutes pour les débattre, quoique sur le point 10, les droits individuels et collectifs, quelques-uns, quelques-unes pourront apporter leur développement, leurs précisions, et aussi sur la tenue du référendum, le processus d'affirmation politique ainsi que sur les aspects économiques, l'association économique ou la communauté économique, vos pensées seront précisées davantage. Alors, nous avons reçu dix demandes de parole sur le statut politique. Nous n'en prenons pas davantage, il va de soi, et je les énumère: MM. Pierre Larrivée, Luc Garneau, Karim Amegan, André Gagnon, Pierre Brun, Éric Simon, Sylvain Tanguay, Mme Line Poirier, MM. Marc-Antoine Adam et Joseph Facal. D'emblée, je donne la parole à M. Pierre Larrivée. M. Larrivée.

M. Larrivée (Pierre): Merci, M. le Président. Je suis assez étonné de ce que je viens d'entendre. Trois petites remarques avant de donner mon intervention. Premièrement, ici, la question la plus pertinente, ici, c'est l'avenir du Québec et non pas seulement l'avenir de la langue française, mais je tiens à vous dire que les Canadiens anglais bilingues et tous les étrangers du monde seront les bienvenues dans un Québec souverain et seront toujours invités.

Au niveau de l'histoire, nous aussi, on a fait l'histoire, et je ne mentionnerai que les noms suivants: Durham, Riel, conscription, et ça pourra également nous faire réfléchir à certaines choses. Finalement, qu'est-ce qu'une société distincte? Eh bien, qu'est-ce qu'un peuple? Et vous allez pouvoir répondre à la définition de société distincte. Il y a deux choix à faire. Soit qu'on choisit le statu quo et qu'on essaie d'en obtenir le plus possible dans ce régime fédéral, avec les exemples historiques qu'on a, soit qu'on choisit la souveraineté. Signification: indépendance, souveraineté ou indépendance. Par la suite, que ce soit un confédéralisme ou une souveraineté-association, ça devra être négocié avec d'autres partenaires, mais il faut tout d'abord passer par la souveraineté.

Pour vous démontrer comment chez nous, à Sherbrooke, la situation est tellement claire, nous avons reçu ce matin des nouvelles de

Sherbrooke, la région dite des "townshippers". Alors, je vous lis ce communiqué: "Membres du forum jeunesse, membres de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, le Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke présentait, le 6 décembre dernier, à Sherbrooke, son mémoire prônant la souveraineté du Québec. La Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke, qui représente les étudiants de premier cycle, a adopté hier soir, le 22 janvier 1991, le mémoire du REMDUS en bureau de direction par la proposition suivante: "Il est proposé que la Fédération étudiante entérine le mémoire du Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat tout en soulignant la place importante que l'on doit accorder à la culture dans tout projet de souveraineté." La motion fut adoptée à l'unanimité. Notre mémoire est donc maintenant celui des 18 000 étudiants de l'Université de Sherbrooke. De plus, la Fédération, de concert avec le Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat, tenait un référendum, les 21 et 22 janvier derniers, dont les résultats sont les suivants: des trois choix qui leur étaient offerts, 10,5 % des étudiants appuient le statu quo constitutionnel, 14,5 % appuient le fédéralisme renouvelé et 71,6 % optent pour l'indépendance du Québec." Je vous remercie beaucoup, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Pierre Larrivée. La parole est maintenant à Luc Garneau. M. Garneau, vous avez la parole.

M. Garneau (Luc): Moi, je ne voudrais pas qu'on entre dans un débat que je qualifierais de stérile, du côté où, selon moi en tout cas, on ne se donne pas un pays par rejet de l'autre. On ne se donne pas non plus un pays parce qu'on retire moins que ce qu'on contribue. On se donne un pays pour soi-même. C'est pour nous autres qu'on se donne un pays et rien d'autre. Moi, entendre dire ici que c'est à cause du Canada anglais qui nous a rejetés, je n'en ai rien à faire.

C'est pour moi que je me donne un pays, un point, c'est tout. Peu importe, après, ce qu'on va décider. Qu'on décide que ce soit un gouvernement supranational, un confédéralisme - qu'on connaît très bien à la CSN - ce qui est important, c'est d'aller chercher notre mandat d'indépendance ou de souveraineté parce qu'on ne va pas négocier les mains vides, ça ne se fait pas. Là aussi, on sait de quoi on parle. On ne négocie jamais les mains vides; jamais, jamais on ne fait ça, ça n'a pas de bon sens. On va chercher, premièrement, un mandat et, avec ce mandat-là, on ira négocier ce qu'on voudra, ce qu'on voudra mettre dedans. Après ça, c'est de la poutine.

Pourquoi, aussi, se donner une indépendance? Je disais que c'était pour nous-mêmes, mais c'est pour se rapprocher, pour que les gens

se rapprochent des lieux de pouvoir. Un Québec indépendant qui serait centralisateur et tourné sur lui-même, on n'en veut même pas. On veut un Québec qui est ouvert, mais un Québec pour son peuple, pour ses citoyennes et ses citoyens. On veut que ses citoyennes et ses citoyens puissent avoir le droit de parole et le droit de s'exprimer où ils veulent, et le plus souvent possible, que ce soit sur l'environnement, que ce soit sur les programmes sociaux, que ce soit sur les projets de réforme, qu'ils aient le droit de s'exprimer et qu'ils soient entendus. On a beau crier, on a beau prêcher dans le désert, ça ne donnera rien. Il faut être entendus quelque part, et c'est pour ça qu'on se donne un pays. Ce n'est pas par rejet de l'autre. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): C'était Luc Gagneau. Maintenant, écoutons Karim Amegan. M. Amegan.
(10 h 45)

M. Amegan (Karim): Tout à l'heure, on a pu entendre quelqu'un qui affirmait que le problème actuel était d'ordre politique et non constitutionnel. Ça m'a fait un peu réagir parce que, d'après moi, le problème, malgré ce que ces gens peuvent en penser, est bel et bien de nature constitutionnelle. Ça, on peut remonter à l'histoire de la fédération, en 1867, si vous voulez. À ce moment-là, c'est vrai que c'est une concession que les anglophones ont faite au Québec d'accepter un État fédéral plutôt qu'un État unitaire. C'était l'intention de John A. Macdonald au départ et Georges-Étienne Cartier a réussi à obtenir une fédération à ce moment-là. Sauf que c'est la dernière concession que les anglophones ont faite. Depuis ce temps-là, il y a eu une tendance à la marginalisation du Québec qui est devenue une province sur dix, sans droit de parole, et ça a été manifesté de façon frappante et même répugnante en 1982, lors du coup de force qui a eu lieu et que la Constitution a été modifiée, elle a été rapatriée sans l'accord du Québec. On est encore pris avec ça maintenant. Ça illustre les distorsions qui se sont créées à l'intérieur de ce fédéralisme-là, qui n'en est plus un du tout, puisque l'une des deux nations fondatrices a pu se faire imposer une telle modification sans son accord et que toutes les tentatives qui ont eu lieu après ça pour essayer de réparer le "mess" qui a été créé à ce moment-là, ça s'est tout avéré des échecs retentissants.

Maintenant, il faut choisir une autre option que le fédéralisme tel qu'on le vit. Ces solutions-là passent nécessairement par la souveraineté ou par la formule de modification avec laquelle on est pris, à laquelle le Québec n'a jamais adhéré, celle de la Constitution de 1982. Ça nécessite l'accord d'au moins sept provinces qui représentent au moins 50 % de la population et on peut voir, à l'étude de ces chiffres, que ce sont des modifications qui peuvent se faire

encore une fois sans l'accord du Québec. Donc, c'est un cadre qui est inacceptable, autant pour le Québec que pour les autres provinces qui ont démontré qu'elles n'étaient pas prêtes à acquiescer aux demandes du Québec au niveau constitutionnel.

Donc, les autres options qui s'offrent à nous, il y aurait d'établir un gouvernement supranational, une espèce de superstructure mal définie que certaines personnes ont tenté d'avancer. À ce niveau-là, il y aura encore le fait que le gouvernement canadien aurait au-dessus de lui, au-dessus de la fédération, au-dessus des provinces et du gouvernement central, ça établirait un troisième ordre de gouvernement, ça serait de bouleverser toutes les structures du Canada existant, ça serait de demander au Canada anglais de se virer de bord pour accommoder le Québec alors que ça serait maintenant un État indépendant.

Je crois que ça serait tout à fait illusoire de s'attendre à une telle solution et qu'il faut accepter les coûts de la souveraineté tout en n'écartant pas les autres options qui peuvent être envisageables. C'est la souveraineté d'abord et on verra ensuite les aménagements qui peuvent se faire. Mais l'impression qu'on a de ce que nos études nous ont donné, c'est que le réaménagement doit impliquer le moins de bouleversements possible pour le Canada anglais pour être le plus acceptable possible. Donc, l'établissement d'un troisième ordre de gouvernement, c'est tout à fait illusoire pour eux.

Finalement, vite, vite, la souveraineté, pourquoi on affirme que c'est quelque chose qui constitue la solution ultime? Simplement parce que c'est basé sur le principe bien connu en droit international de la souveraineté des peuples, du droit de disposer d'eux-mêmes qui est reconnu par la charte de l'ONU. Le Québec étant un peuple, je crois qu'il doit faire son choix maintenant.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Amegan. M. André Gagnon.

M. Gagnon (André): Dans tout le débat, effectivement la question n'est pas simplement une question même pas juste constitutionnelle, même pas juste politique, c'est une question profondément sociale. Ce qui nous préoccupe effectivement, c'est notre développement national, comme nation. On parlait tantôt et on se réclame de l'égalité. Nous abordons effectivement la question dans le sens de l'égalité. L'égalité aussi des nations, qui est une dimension dont on doit tenir compte dans une société qui se veut démocratique. Et ce n'est pas ça qu'on a à l'intérieur du système actuel, on a foncièrement une inégalité. La seule façon, à notre avis, qu'on peut résoudre ce problème-là, c'est en accédant à la souveraineté, à l'indépendance qu'on va devenir une nation considérée et acceptée comme

telle. C'est ça la question centrale. On ne fera pas de pas en avant, on ne fera pas d'omelette sans casser des oeufs. Il faut d'abord établir notre souveraineté, notre indépendance et non pas essayer de ménager la chèvre et le chou comme on a fait, par exemple, avec l'accord du lac Meech. Pour essayer de ne pas frustrer l'opinion que je qualifierai de chauvine du Canada comme quoi la seule nation qui existe est la nation canadienne, on a dilué et on a dit: On est une société distincte. Ce qui distingue le Québec, c'est qu'il est le foyer d'une nation. On n'est pas simplement une minorité, nous sommes une nation.

Sans attendre le conseil de M. Chrétien, j'ai fait dans ma jeune existence, à quelques reprises le tour du Canada. Ce que je constate et ce qui est le problème, c'est qu'on n'arrive pas à comprendre au Canada, malgré tous les efforts que les gens peuvent faire, qu'on est une nation. Je lisais récemment un livre écrit par deux politologues ontariens très bien informés sur le Québec et qui parlaient justement de la question de la souveraineté-association, McRoberts et Postzate, **Développement et modernisation du Québec**, dans lequel ils disent, à la fin, que ce qui va être difficile à accepter pour le Canada, c'est de traiter d'égal à égal avec des nombres différents. Si on n'est pas capables d'avoir un principe d'égalité, de respect des nations, peu importe leur nombre dans une société qui se veut démocratique, quel genre de démocratie on a? C'est la loi du plus fort. Les nations qui sont numériquement plus faibles n'ont pas les mêmes droits que les nations qui sont numériquement plus importantes.

Nous sommes une nation. Nous avons une Assemblée nationale, nous avons des syndicats nationaux, nous avons une fête nationale. Quand va-t-on accepter ça? On nous demande d'être patients au Canada anglais. Ça fera 124 ans bientôt que le Canada existe. On ne nous reconnaît pas comme nation. Combien de temps va-t-on attendre? Est-ce que les premières nations devaient attendre la fin du monde pour être reconnues comme premières nations? Est-ce qu'on devrait attendre ça, nous aussi? Qu'on le reconnaisse et, pour qu'on puisse le reconnaître, il faut passer par la souveraineté. Là, on va réaliser qu'on est une nation et, là, on va être prêts à négocier avec nous quelque forme d'association ou de coopération que ce soit.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Gagnon. M. Pierre Brun.

M. Brun (Pierre): Le Jeune Barreau, au-delà de la question des problèmes de compréhension politique, de qualification, de la distinction du Québec, considère que le problème est essentiellement constitutionnel en ce que les structures que nous nous sommes données dans le Canada, ce qui est la Fédération canadienne, sont à

l'origine et à la source de bien de nos problèmes.

Le Jeune Barreau considère à ce sujet que seules deux options se présentent au Québec: le fédéralisme ou la souveraineté. Pour bien comprendre la structure politique qui nous encadre, qu'est-ce qu'une fédération "at large", non seulement le Canada, mais bien une fédération? Ça implique un partage des compétences entre deux piliers, un partage des compétences qui, s'il n'est pas imbriqué dans une structure rigide et stable, va mener à un certain chaos. Or, n'importe quelle fédération avec une structure, donc rigide, va devenir uniformisatrice et va tendre nécessairement à l'extrême égalité de tous ses membres. Alors, c'est le choix que nous avons avec la fédération ou un système fédératif, ce qui implique également que, si nous voulons le renouveler de l'intérieur, nous devons suivre les règles que nous nous sommes imposées. Ces règles, on les connaît, ce sont les formules d'amendement. On a vu ce que ça a pu donner avec le lac Meech. Ce sont des règles essentielles à une fédération et on doit en respecter le jeu.

Le Jeune Barreau considère que ces formules, dans le contexte canadien, sont inadéquates. Leur échec est patent et nous ne croyons plus au renouvellement interne possible dans ce cadre-là. La seule autre option qui se présente à ce moment est le retrait du Québec de cette fédération. Il faut en sortir. Pour en sortir, à ce moment-là, il faut nécessairement se déclarer souverains et la souveraineté implique, à ce stade, le rapatriement de toutes les compétences. Il faut être compétents sur nos propres compétences afin de redéfinir ce que nous désirons. Alors, par après nous pourrions établir certaines ententes ponctuelles, mais l'important, c'est d'en arriver là, dans un premier temps.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Brun. Je vous rappelle que vous avez convenu, hier soir, que des enveloppes de temps de deux minutes seraient bien, conviendraient pour multiplier le nombre d'intervenants. Je laisse la parole maintenant à M. Éric Simon. M. Simon.

M. Simon (Éric): Ce que je veux dire, c'est que depuis les 20 dernières années le peuple québécois a mûri lentement vers la souveraineté. Moi, ce qui me fait un peu peur, c'est de voir qu'il y a du monde qui, on dirait, saute les étapes. On est en train de faire un consensus; ça a pris 20 ans à bien du monde à comprendre c'était quoi la souveraineté qui est trois petites choses: faire ses lois, ses impôts et ses traités internationaux. Le consensus est là et il y a du monde qui nous dit qu'on va sauter tout de suite par-dessus ça et on va commencer à déléguer les pouvoirs qu'on n'a même pas rapatriés. On ne sait même pas ce que, en tant que peuple, on est capable de faire avec ces pouvoirs-là, on ne sait

pas ce que ça va donner, si ça va être excellent. On ne peut pas prédire l'avenir à ce point de vue là. C'est sûr qu'il faut des associations économiques, mais on dit tout de suite qu'on va déléguer certains pouvoirs, on va faire des confédérations supranationales ou quoi que ce soit. Moi, je dis: Ne sautons pas les étapes, commençons... Ils l'ont dit eux-mêmes: Il faut être souverains avant. Faisons la souveraineté et après on discutera sur ce que l'on veut. On n'est pas au point de discuter des technicalités par après; on est au point de décider qu'on veut devenir un peuple, qu'on veut devenir un pays.

J'espère que le monde va se rendre compte que ce n'est pas en envoyant de la poudre... C'est comme s'ils nous disaient: Au lieu de faire un fédéralisme renouvelé, on va passer par la souveraineté avant, mais pour si peu de temps qu'on fait juste renouveler le fédéralisme qu'on a présentement. Moi, je ne veux absolument pas et nous ne voulons absolument pas qu'on ait une méthode comme ça. Ce qu'on veut, c'est la souveraineté du Québec, point final.

L'animateur (M. Châtillon): M. Éric Simon, du Regroupement jeunesse populaire, merci. M. Sylvain Tanguay, du Conseil permanent de la jeunesse. M. Tanguay.

M. Tanguay (Sylvain): Oui, M. le Président. À l'heure actuelle, nous nous retrouvons dans le débat constitutionnel ou dans le débat politique au Canada et au Québec. Je pense et notre organisation pense aussi qu'on doit sortir de l'impasse, c'est-à-dire qu'on doit arrêter ces querelles constitutionnelles et, pour arrêter ces querelles-là, il y a deux solutions qui s'offrent à nous autres. Soit qu'on décide, en tant que peuple, par la voie référendaire, de rester dans le fédéralisme et, à ce niveau-là, d'être dans une forme de statu quo constitutionnel, ou que nous décidions, encore une fois, par la voie référendaire, de devenir un État souverain.

Il faut, une fois pour toutes, sortir de cette impasse-là. Il ne faut pas non plus s'orienter vers une souveraineté ou vers notre souveraineté en réaction simplement au Canada ou contre le Canada. On aura toujours à entretenir des relations autant avec notre voisin immédiat qu'avec d'autres pays. Alors, ce n'est pas de se donner une souveraineté contre les autres. M. Garneau, de la CSN, le soulignait tout à l'heure et je pense qu'à ce niveau-là il a pleinement raison.

Aussi, nous devons être très conscients que la souveraineté que nous voulons. Nous la voulons parce que nous voulons maîtriser l'ensemble des pouvoirs, l'ensemble de nos juridictions pour se développer comme pays, se développer comme peuple, avoir aussi notre rôle à jouer en tant que peuple, en tant que nation sur le plan international.

Je dirais en conclusion – parce que je ne

veux pas m'éterniser non plus, beaucoup de choses ont été dites – qu'il faut, à partir de maintenant, commencer à préparer le terrain pour devenir un État souverain. Ce n'est pas le lendemain d'un référendum qu'on sera souverains et qu'on pourra prendre en main l'ensemble des pouvoirs que ça signifie. Il faudra et il faut même qu'à partir de maintenant le gouvernement du Québec qui est en place actuellement commence à préparer nos institutions québécoises à recevoir l'ensemble des pouvoirs pour que nous puissions, au lendemain d'un référendum, déclarer notre souveraineté et prendre les pouvoirs que ça représente et aller de l'avant dans le développement du nouveau pays. Qu'on parle de faire une constitution, qu'on parle de modifier le projet de société, ça viendra par après, mais, au moins, que nos institutions soient prêtes à accueillir la souveraineté et à bâtir son nouveau pays. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Sylvain Tanguay, merci. Mme Line Poirier, de la Francophonie étudiante de Lanaudière. Mme Poirier.

Mme Poirier (Line): Bonjour. Comme premier commentaire, je voudrais répondre à ce que ma collègue de Un Avenir ensemble a dit précédemment. Elle nous a dit que ce ne serait sans doute pas bon pour le développement de la langue française d'obtenir la souveraineté du Québec. Bien que je croie sincèrement que les 4 000 000 d'anglophones bilingues au Canada sans doute respectent le Québec, respectent notre culture, etc., je ne crois pas qu'il y ait de réelle volonté politique d'empêcher l'assimilation carrément – l'assimilation, c'est le terme – de la population francophone à long terme. On peut prendre juste des exemples de chiffres. Dans la plupart des provinces anglophones, le taux d'assimilation de la minorité francophone est de plus de 80 %, alors qu'au Québec c'est la majorité francophone qui est en train d'être assimilée par la minorité anglophone. Ça, c'est des chiffres de Statistique Canada. Je crois que c'est assez convaincant. (11 heures)

Pour en venir au sujet même, je crois que le seul moyen de vraiment se protéger aux niveaux linguistique, culturel et économique, c'est bel et bien la souveraineté. Des attermoiements, on en a soupé réellement, complètement soupé, surtout le petit peuple. L'association, le fédéralisme renouvelé, bon, toutes ces options-là, c'est pour moi, ce que M. Giuliano D'Andrea nous a proposé aussi d'ailleurs, la Constitution québécoise. Je crois, même si je respecte mon collègue, que ce sont soit des farces grotesques, soit des subterfuges indécents. C'est la souveraineté qu'on veut, point. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Mme Line Poirier. M. Marc-Antoine Adam. M. Adam, vous avez la parole.

M. Adam (Marc-Antoine): Merci, M. le Président. Je reprends peut-être un petit peu les propos de mon collègue du Jeune Barreau du Québec. Ici on entend parler de confédéralisme, de souveraineté-association, de souveraineté, d'indépendance, et on entend en même temps parler de fédéralisme renouvelé, de statu quo et de fédéralisme asymétrique. Je pense que ce qu'il faut comprendre – et d'ailleurs, ça se reflète un petit peu dans l'intervention précédente – c'est que ce qu'on veut choisir à l'heure actuelle, O.K., ce n'est pas le lien qu'on veut avoir avec le Canada parce que ça on ne peut pas le déterminer tout seul, il faut négocier avec le Canada pour le savoir.

Mais il y a une chose qu'on n'a pas besoin de négocier avec le Canada pour l'obtenir, c'est la souveraineté. Pour avoir une entente, que ce soit confédérale, ça, c'est un gros point d'interrogation, je ne sais pas ce que ça veut dire, mais, enfin, une entente internationale de la nature de celle du traité de libre-échange ou un petit peu plus poussée, premièrement, il faut être souverains parce que c'est impossible de conclure des ententes internationales quand on n'est pas souverains. Ça c'est un principe de droit international reconnu. Donc, il ne faudrait pas diviser nos forces. Ce qu'il faut choisir, c'est le cadre juridique dans lequel on veut établir nos relations avec le Canada.

On peut le faire dans le cadre constitutionnel canadien actuel, ça implique la formule d'amendement actuelle, ça implique plusieurs contraintes, disons, qui jouent en défaveur du Québec depuis assez longtemps. On peut le faire dans le cadre du droit international. Dans le cadre du droit international, on a le droit d'être souverains si on est un peuple, si on est une nation. Et ça, je pense qu'on l'est, donc on a le droit d'être souverains.

À partir de ce moment-là, une fois qu'on établit notre souveraineté, on la déclare. C'est un geste unilatéral la souveraineté, ce n'est pas un geste bilatéral, ça ne se négocie pas. Quand on se met à négocier la souveraineté, ce n'est pas la souveraineté qu'on recherche. O.K.? On se la nie en essayant de la négocier. C'est un geste unilatéral qui doit être sans doute établi par référendum parce que sans référendum, ça risque d'être illégitime. Mais, une fois que c'est fait, là on peut entrer en négociation au sujet de l'association et tout ça. Mais, de toute façon, une fois qu'on déclare la souveraineté, il va y avoir une certaine procédure de transition qui va faire en sorte que ce ne sera pas le chaos demain matin. Tout ce qu'on va savoir, c'est que si l'Assemblée nationale n'est pas satisfaite d'une loi, on incorpore les lois fédérales et le Code criminel. On ne va pas faire un vide juridique d'un coup. On incorpore les lois fédérales, et si jamais l'Assemblée nationale n'est pas satisfaite d'une de ces lois-là, elle va avoir le pouvoir de l'amender. C'est comme ça que ça se voit. Il ne

faut pas commencer à penser qu'à partir du jour J il n'y aura plus rien, ça va être le chaos, il va falloir faire un débat sur toutes les lois, refaire le Code criminel. C'est comme ça.

Alors, la seule chose que je voulais dire, c'est qu'il ne faut pas diviser nos forces. Premièrement, c'est la souveraineté et pour l'association et le lien économique, on pourra entrer dans un débat de la nature de celui qu'on a eu avec le libre-échange, mais de toute façon ça se fait à deux et on ne fait pas ça en ce moment. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Adam. Il nous reste peu de temps, même qu'il nous manque du temps, selon notre planification commune. Je laisse la parole, pour terminer ce point, à Joseph Facal. S'il vous plaît, M. Facal.

M. Facal (Joseph): M. le Président, le large consensus parmi nous autour de la souveraineté fait vraiment plaisir à voir. En effet, je crois que les cinq ou six champs qui ont été découpés sont une division un petit peu artificielle et comme le disait tout à l'heure le représentant du Jeune Barreau, si on veut vraiment ramener les choses à l'essentiel, il n'y a que deux grandes options qui sont le fédéralisme et la souveraineté. Mais puisqu'on nous a présenté les choses de cette manière-là, il faut quand même, je pense, débusquer deux étiquettes qui, à mon sens, sont totalement inacceptables: le statu quo et l'option dite du fédéralisme renouvelé.

Quand j'entendais, tout à l'heure, un certain plaidoyer en faveur du statu quo, je croyais entendre mot pour mot l'argumentation de M. Chrétien, qui, comme on le sait, incarne bien l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Quand on me dit que tout va bien au Québec, je me demande franchement si c'est le cas. Qu'est-ce que l'ensemble du Québec, toutes tendances confondues, fait autour de cette table depuis trois mois?

Je trouve particulièrement ironique et cruel d'entendre les partisans du statu quo ou du fédéralisme se boucher les yeux et les oreilles à longueur d'année et, à chaque fois que les Québécois remuent un peu, revenir nous dire: Ah! Mais vous savez, dans le fond, on vous aime. Nous apprenons le français. Écoutez, en ce qui a trait au... Mais l'option du statu quo, dans son caractère inacceptable et dans sa stérilité, a au moins le mérite d'être clair. On ne retrouve pas cette clarté dans l'option dite du fédéralisme renouvelé qui est assurément l'option dont le contenu est le plus insaisissable. Parce que dans cette Commission, depuis trois mois, on demande aux partisans de cette option: Comment allez-vous renouveler le fédéralisme? Et j'attends encore une réponse à cette question-là. Écoutez, le fédéralisme renouvelé, comme disait Mme Bissonnette dans *Le Devoir* il y a quelques jours, c'est essentiellement de demander au Canada de

se faire hara-kiri pour nos beaux yeux. Ça n'a aucun sens. C'est impossible. Si vous négociez à l'intérieur du fédéralisme, vous restez soumis à la Constitution canadienne qui comprend une formule d'amendement qui dit que le rapatriement des pouvoirs se fait, dans certains domaines, à l'unanimité et, dans d'autres, selon la formule du 7-50. Donc, c'est absolument impossible.

Si vous prétendez faire des négociations bilatérales Québec-Ottawa à l'intérieur de la fédération, les autres provinces vont, à juste titre, demander le même traitement et il faut les comprendre. Et dans le cadre de conférences constitutionnelles à 11, eh bien, précisément, nous ne serons jamais que un des 11 et on a vu ce que ça a donné. Donc, les blocages actuels ne tiennent pas uniquement à la formule d'amendement, ne tiennent pas uniquement à l'absence de bonne volonté autour de la table. Le problème est beaucoup plus fondamental. C'est tout simplement qu'il y a ici deux nations dont les aspirations sont incompatibles. Si on leur permet de voisiner, elles auront assurément, et je le souhaite, d'excellents rapports, mais on les force à cohabiter dans une même maison.

Droits des autochtones, des anglophones et des allophones

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Facal. M. Facal est du Comité national des jeunes du Parti québécois.

Le dixième thème, les droits individuels et les droits collectifs, c'est-à-dire les chartes. Notamment, nous allons parler des droits des autochtones, des anglophones et des allophones. Il y a sept intervenants. Je ne peux accepter d'autres interventions, sinon nous entamons notre temps sur le processus d'affirmation politique et ces six intervenants-là vont justement utiliser les 20 minutes que nous avons prévues pour ce thème. Ce sont: les étudiants autochtones du Québec, M. Robert Yalden; l'Association des étudiants en droit de l'Université Laval, M. André Bzdera; et l'Assemblée parlementaire des étudiants du Québec ainsi que M. Denis Verret. Je donne la parole aux étudiants autochtones du Québec. Je ne vois pas votre nom. Si vous voulez vous présenter, s'il vous plaît. Vous avez la parole.

M. McKenzie (Armand): Armand McKenzie.

L'animateur (M. Châtillon): M. McKenzie.

M. McKenzie (Armand): Je pense que le Québec entre dans une étape décisive de son histoire et nous comprenons un peu le sens de cette démarche. Ce qu'on peut dire, c'est qu'on est là un peu pour exprimer le nombre de questions qui sont soulevées par les gens autour de cette table, par les membres de la Commission et par la population québécoise elle-même. En fin

de compte, notre présence ici vise surtout à vous donner le temps de parler avec nous et à nous aussi de parler avec vous, de mieux vous connaître et aussi de mieux se comprendre. Je pense que le fait que le Québec, dans sa démarche de souveraineté, essaie d'avoir plus de pouvoirs, essaie d'avoir un meilleur contrôle sur son avenir, c'est tout à fait légitime. Nous, on n'est pas contre ça. Sauf que ce que nous disons, c'est que la souveraineté du Québec, sans tenir compte de la souveraineté des premières nations, il y a quelque chose qui ne va pas là-dedans.

Donc, pour que votre projet ait une bonne crédibilité au niveau national et au niveau international, je pense qu'il faut établir un dialogue. Et, moi, il y a quelque chose que j'aimerais, c'est qu'en 1992, ou le plus vite possible, ça va être encore mieux, je pense que ça va être le 500e anniversaire de la découverte, de la soi-disante découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Donc, à l'occasion de ce 500e anniversaire, ne serait-ce pas beau d'avoir un nouveau contrat social, d'avoir un nouveau départ entre vous autres et nous autres, basé sur l'égalité des peuples et basé sur l'égalité de chacune de nos nations, pour qu'on puisse vivre ensemble sans qu'il y ait confrontation. La confrontation, ça ne fait pas votre affaire et ça ne fait pas notre affaire.

Ce dont je me rappelle, si on parle, l'image qui vous revient peut-être quand on parle de l'été 1990, ce ne sont pas les quelque 100 000 Québécois qui étaient, le 24 juin, le 25 juin, en train de marcher et d'affirmer leur liberté politique de s'autodéterminer, de se choisir comme peuple. Mais, ce qu'on se rappelle de cet été, ça été très vite oublié, c'est l'image de la confrontation entre le peuple autochtone, les peuples des premières nations ainsi que votre peuple. C'est dommage que dans votre démarche, cette image soit restée.

Donc, je pense que, à l'aube de cette découverte de la terre d'Amérique, moi, ce que je souhaite pour nous, c'est qu'il y ait un nouveau contrat social basé sur l'égalité des peuples. Si vous avez des questions sur l'autodétermination des autochtones, sur ce qu'on veut, je suis prêt à vous répondre.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. McKenzie. Nous vous avons reçu. La parole est maintenant à M. Robert Yalden. M. Yalden.

M. Yalden (Robert): M. le Président, pour ma part, je suis très content qu'on ait eu la chance d'entendre les étudiants autochtones du Québec. Il me semble que la question des relations entre les autochtones et les Québécois non autochtones nous porte tous à réfléchir un peu sur la question des relations entre les droits collectifs et les droits individuels.

Il me semble aussi que cette question de droits collectifs est importante si on l'accepte

et, pour ma part, j'affirme qu'il est important que le Québec puisse promouvoir la langue française. Il me semble, en abordant cette question de droits collectifs et de droits individuels, qu'il est important de souligner comme point de départ qu'en 1975 notre Assemblée nationale a adopté une charte des droits et libertés individuels et a ainsi affirmé non seulement qu'elle attache une importance particulière à la protection des droits des citoyens, mais aussi qu'elle embrasse la même tradition libérale démocratique que de nombreux pays, le Canada y compris, embrassent.

On a souvent tendance à oublier que cette tradition libérale démocratique contient une conception claire des droits collectifs, conception qui veut que l'on doive protéger et promouvoir la langue et la culture d'un groupe afin que les individus qui font partie de ce groupe, qui partagent cette langue et culture, puissent s'épanouir. Mais, il me semble important en même temps de souligner que cette conception des droits collectifs a comme source le respect de la dignité de l'individu. C'est ce même respect pour l'individu qui nous donne les paramètres à respecter dans la poursuite d'objectifs communs. En effet, dans la tradition libérale démocratique, les droits collectifs ont comme limite les droits de l'individu. Il est ainsi faux, dans le cadre de la tradition libérale démocratique, de suggérer que les droits collectifs doivent, des fois, brimer les droits individuels, afin qu'on puisse protéger un groupe. Un raisonnement qui suggère que les droits individuels doivent céder la place aux droits collectifs ne trouve pas facilement sa place, si l'on considère l'engagement croissant du Québec en matière de droits de la personne depuis le début des années 1970. Tout simplement, si l'on prend des mesures pour promouvoir l'identité d'un groupe et qu'elles briment les droits individuels des membres d'un autre groupe, on ne respecte plus la tradition libérale démocratique, on n'est plus dans le domaine des droits collectifs qui ont comme source, et je le répète, le respect de la dignité de l'individu.

Qu'on fasse partie du Canada ou non, pour ma part il faut dire que ce serait triste si, en affirmant qu'on est Québécois, on rejetait notre patrimoine canadien. Mais ne prétendons pas que, nous, Québécois, on est différents des Canadiens hors Québec parce qu'on a une conception des droits collectifs différente. Il se peut fort bien qu'on ait des objectifs différents au plan économique, qu'on ait une culture différente, mais, en ce qui concerne les droits de la personne, nous partageons la même tradition que les Canadiens hors Québec. Merci, M. le Président.

(11 h 15)

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Yalden. Vous êtes resté dans votre droit de parole; vous n'avez pas abusé des privilèges. La parole est maintenant à l'Association des étudiants en droit de l'Université Laval et c'est

Pierre-Luc Desgagné qui la prend. M. Desgagné.

M. Desgagné (Pierre-Luc): Merci, M. le Président. Tout d'abord, deux petites remarques. J'aimerais tout d'abord souligner la chance que nous avons eue d'avoir parmi nous ce matin le représentant du Parti Égalité, futur président, peut-être, de Saint-Léonard en exil ou quelque chose dans ce style-là, puisque le Québec devra être partagé. Ceci dit, secondo, certains se sont réclamés en cette salle de la douce mémoire de John A. Macdonald et de sir Georges-Étienne Cartier. Pourtant, ils devraient faire attention parce que, s'il y a une chose que les francophones québécois maîtrisent, c'est bien leur histoire. Et si vous lisez la fameuse lettre de John A. Macdonald au président de la loge orangiste de l'Ontario, eh bien, il prévoyait la disparition des provinces pour les années à venir, alors que Georges-Étienne Cartier était au Québec: D'ici quelques années, le fédéral va disparaître; un gigantesque malentendu. Et je remercie M. Brazil de m'avoir permis de faire ce commentaire.

Ceci dit, pourquoi à l'AED, on s'est intéressés aux institutions politiques? Parce que c'est le miroir politique d'un peuple. C'est l'organisation étatique dans laquelle un peuple se retrouve. En ces temps de changement, il faut prendre garde de ne pas jeter par-dessus bord tout ce qui existe. Puisque nous détenons déjà un des meilleurs systèmes parlementaires britanniques adaptés au monde, nous exigeons de garder ce système parlementaire et démocratique. Par contre, nous proposons et nous suggérons fortement même l'abolition du poste de lieutenant-gouverneur et de l'impérial, à 40 000 \$, et la création d'un système présidentiel. Ce président élu, soit au suffrage universel, soit aux deux tiers de l'Assemblée nationale, c'est de la plomberie. Ce président, dis-je bien, se verrait décerner des pouvoirs bien définis dans une constitution québécoise.

Nous proposons également de ne plus parler de décentralisation mais de vivre une véritable décentralisation.

L'animateur (M. Châtillon): M. Desgagné, je m'excuse, mais vous n'êtes pas tout à fait sur la question des droits individuels et collectifs.

M. Desgagné (Pierre-Luc): Je m'excuse, les institutions, c'est partie de cette partie. Vous pouvez le lire, c'est marqué...

L'animateur (M. Châtillon): Nous en parlerons tout à l'heure. Vous parlez d'une nouvelle constitution. Je vous laisse terminer votre idée quand même.

M. Desgagné (Pierre-Luc): Vous m'avez même garanti un droit de parole, hier soir, lorsque je me suis informé si les institutions,

c'était bien le sujet que j'aborde.

L'animateur (M. Châtillon): Allez. Terminez votre sujet.

M. Desgagné (Pierre-Luc): Merci, M. le Président. Nous proposons également de ne plus parler de décentralisation, comme je l'ai dit, mais bien de vivre cette décentralisation, tout en respectant le principe d'un État unitaire.

En terminant – et c'est un peu mon dada personnel – nous proposons la création d'une espèce d'institution des âges, où des décideurs de tous les âges, bien entendu après la majorité, pourraient se rencontrer, échanger et même décider. Cette cassure des générations doit cesser. Je ne vois pas pourquoi on devrait indiquer la voie d'évitement aux 55 ans et plus et dire aux 35 ans et moins: Prenez votre trou. Donc, en conclusion, un système parlementaire et démocratique, un système présidentiel, un système décentralisé et la fin de la cassure des générations. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Desgagné. Vous étiez bien sur les droits individuels et collectifs. M. André Bzdera a aussi déposé un mémoire et parle particulièrement de ces questions. Alors, M. Bzdera, vous avez la parole.

M. Bzdera (André): Merci. On a parlé de la Charte des droits et aussi du partage du pouvoir. Je vais parler des deux et non pas seulement de la Charte des droits. En parlant de ça, on doit parler de la Cour suprême parce que la Cour suprême, c'est l'institution qui interprète, qui applique est la Charte et le partage des pouvoirs à l'intérieur de la Fédération canadienne ou, éventuellement, ça pourrait même être une confédération ou une communauté Canada-Québec.

Selon l'option choisie, la souveraineté ou un fédéralisme renouvelé ou pas, le rôle de cette institution judiciaire change dramatiquement. Dans le système fédéral actuel ou dans un système fédéral légèrement modifié, un peu à la Meech, la Cour suprême favorise et a toujours favorisé la centralisation des pouvoirs. Elle a favorisé cette centralisation, disons, dans toutes les causes importantes des 20 dernières années. On ne devrait pas être surpris, toutes les cours suprêmes des fédérations étrangères occidentales démontrent un même biais.

Mais il y a plus que juste la question du partage des pouvoirs, il y a aussi la Charte des droits. Robert Yalden a dit tantôt que nous partageons tous, Canadiens et Québécois, certains objectifs dans le domaine des droits et libertés individuels, et je pense qu'il a tout à fait raison. Les objectifs, c'est une chose, mais désigner celui qui interprète ces objectifs, qui les applique, c'est une tout autre affaire. Les Anglo-Montréalais sont souvent très contents que les

pouvoirs décisionnels appartiennent aux juges de la Cour suprême du Canada parce que c'est une institution anglophone. Alors, à l'intérieur de la Fédération canadienne ou d'une fédération renouvelée, le Québec est toujours dans une situation très difficile parce que la Charte des droits et libertés est interprétée par les juges qui n'appartiennent pas à sa société.

Je dois dire, en terminant, que, dans le cas de la souveraineté, la seule véritable question, c'est la question de la Charte des droits et libertés. Je ne vois pas nécessairement l'utilité d'une charte des droits en général parce que la défense des droits et libertés des individus peut très bien se faire par l'Assemblée nationale. Je suis un peu étonné, parfois, d'entendre des autochtones qui prônent toujours une charte ou encore une deuxième charte des droits autochtones tandis qu'ils ne sont pas en train de revendiquer trois ou quatre sièges à l'Assemblée nationale, ce qui, je pense, est tout à fait possible. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Bzdera. L'Assemblée parlementaire des étudiants du Québec, M. Pascal Paradis.

M. Paradis (Pascal): Je comprends que nous passons au processus d'affirmation politique, là.

L'animateur (M. Châtillon): Non, nous sommes aux droits individuels. C'est sur le processus d'affirmation politique que vous voulez parler?

M. Paradis (Pascal): C'est ce qu'on avait entendu hier.

L'animateur (M. Châtillon): Nous allons vous réserver le droit de parole à ce sujet-là. Nous terminons sur les droits individuels et collectifs avec M. Denis Verrette du Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec. M. Verrette.

M. Verrette (Denis): Merci, M. le Président. Pour terminer ce volet, je tenterais d'opérer un lien, si vous voulez, entre la perception qu'on a des institutions et peut-être une tentative de réponse sur les conclusions qu'on tire de l'échec du lac Meech, parce qu'il y a quand même eu des interprétations qui ont été données avec lesquelles notre organisation n'est certainement pas d'accord.

L'échec du lac Meech, on est d'accord avec ça, on accepte ça, ce n'est pas l'expression du rejet du Québec par le Canada, c'est le rejet de la conception qu'a le Québec du Canada. Qu'est-ce que la conception qu'a le Québec du Canada? C'est une aspiration profonde à exercer le plus possible, en tant que majorité québécoise, en tant que nation, le plein contrôle des institutions qui nous régissent, les pleines responsabilités.

Et quelle est la perception du Canada anglais des institutions? Ce sont des perceptions comme les notions d'égalité des provinces, des notions de régions, l'égalité des régions, le multiculturalisme aussi, contrairement à l'affirmation, à la reconnaissance des deux nations.

Ce qui fait que, cette perception-là étant tellement différente, on a tenté d'en arriver à un compromis, compromis qu'on tentait de maintenir par la confusion volontaire, c'est-à-dire qu'on se prêtait des mots qui avaient un sens relativement général, on négociait en cachette de façon à pouvoir, si les gens le voulaient bien, faire comprendre à ceux qui le voulaient ce qu'ils voulaient voir dans ce contenu-là. Et quand on dit: Oui, c'est la faute des politiciens si le lac Meech n'a pas passé, etc., oui, c'est vrai, mais c'est la faute des politiciens parce qu'il y avait des tendances de fond qui sont les perceptions différentes du contrôle de nos institutions. Il y a comme des volontés qui sont irréconciliables. Ce n'est pas de la chicane, ce n'est pas de la bisbille; c'est simplement que c'est différent. Mais ça n'empêche aucunement des associations économiques, ça n'empêche aucunement des échanges culturels de tous les niveaux. Si on règle le problème de fond, ce genre de tensions-là, on va les éviter. Et le problème de fond, c'est le rapatriement des pouvoirs et des responsabilités au Québec. Merci, M. le Président.

Processus d'affirmation politique

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Verrette. Nous entamons le dernier volet sur le thème "le processus d'affirmation politique". Je vous signale que nous avons 20 minutes de retard et des points qui sont majeurs à discuter, ce qui requiert votre collaboration sur deux plans: le temps de parole et aussi vous limiter strictement aux droits d'intervention qui ont été prévus, plus quelques-uns. Alors, il est certain que tout le monde ne pourra pas parler sur les points qui viennent. Nous ferons la meilleure part des choses pour permettre une expression plus générale.

Dans le processus d'affirmation politique, il est question de points majeurs, telle la tenue d'un référendum et/ou la tenue d'une élection générale et la proclamation de la souveraineté à l'Assemblée nationale. Au 12^e point, il est question d'une constitution du Québec et, enfin, des relations – au 13^e point – internationales. Les droits de parole acquis ont été attribués à l'Association générale étudiante des secteurs Sciences humaines, Arts et Lettres de l'Université du Québec à Montréal, aussi à l'Assemblée parlementaire des étudiants du Québec, à M. Pierre Larouche, et au Jeune Barreau de Québec. Je cède la parole à l'Association générale étudiante des secteurs sciences humaines, arts et lettres de l'Université du Québec à Montréal. Qui représente le groupe? C'est M. André Gagnon.

S'il vous plaît, restez dans le cadre des deux minutes que vous avez convenu hier soir. M. Gagnon.

M. Gagnon (André): Oui. D'abord, je voudrais spécifier que l'Association générale étudiante comprend les étudiantes et non pas seulement les étudiants. Je pense que c'est un point très important aussi dans la démarche d'affirmation politique du Québec, d'autodétermination, que ce soit tout le peuple québécois qui soit consulté.

Alors, dans le processus d'affirmation politique, nous aurions préféré, comme nous l'avons mentionné hier, une formule d'États généraux en lieu et place de la présente Commission parlementaire, de façon à ce que ce soit constitué de représentantes et de représentants élus, mandatés, de toutes les couches de la population pour ce qui est de formuler une proposition quant à l'avenir politique et constitutionnel du Québec, qui serait soumise à une consultation populaire, à un référendum et où la population du Québec pourrait alors trancher.

Dans le cas où la population du Québec déciderait, à l'issue, dans le cas présent, de la présente commission parlementaire, si on décide de tenir un référendum sur l'avenir politique et constitutionnel, si elle choisit l'indépendance, si elle choisit la souveraineté, nous croyons qu'à ce moment-là, évidemment, on devrait proclamer la souveraineté du Québec et qu'il devrait, à ce moment-là, y avoir la constitution d'une assemblée élue à la proportionnelle et ayant le mandat de procéder à la rédaction d'une constitution québécoise. Évidemment, le projet de constitution qui serait adopté par une assemblée constituante devrait être soumis à nouveau par référendum au peuple québécois pour être adopté et, dans le cas de son adoption évidemment, suivi de l'élection d'un nouveau gouvernement national. On a entendu hier, dans cette intervention que ce pourrait être, à la place d'une assemblée constituante, l'Assemblée nationale ou un comité d'experts qui pourrait formuler un projet de nouvelle constitution. Nous ne sommes pas d'accord avec cette volonté-là puisque si on veut vraiment que tout le peuple québécois soit associé au processus, il faut vraiment qu'il puisse se faire entendre.

Je vais donner un simple exemple de disproportion qu'il peut y avoir parfois à l'Assemblée nationale et qu'il y a ici aujourd'hui. Sur 78 représentants et représentantes d'organismes de jeunes, il y a 13 femmes. Est-ce qu'une Assemblée nationale composée à 80 %, 90 % d'hommes pourrait vraiment être appelée à statuer, par exemple, sur les droits des femmes et à formuler des projets qui représenteraient vraiment plus de 50 % de la population québécoise? Alors, c'est dans ce sens-là qu'on croit qu'il faudrait qu'il y ait une assemblée constituante, de façon à ce que les proportions qu'on note

très fréquemment, par exemple à l'Assemblée nationale à cause du système qu'on a d'élection, ne se répètent pas dans un processus d'élaboration d'une nouvelle constitution. Dans cette constitution-là, on croit qu'il faut affirmer les droits et les valeurs démocratiques fondamentales qui sont celles de la population québécoise: les droits et libertés collectives, les droits sociaux. On croit qu'il faut enchâsser les droits nationaux, le droit à l'autodétermination des premières nations ainsi que les droits des communautés culturelles. C'est important aussi qu'on respecte, dans cette constitution-là, les droits des communautés anglophones et allophones et ça doit être un engagement de la part du Québec.

L'animateur (M. Châtillon): Oui. Merci, M. Gagnon. De l'Assemblée parlementaire des étudiants du Québec, M. Pascal Paradis. C'est votre tour, M. Paradis.
(11 h 30)

M. Paradis (Pascal): Merci, M. le Président. Alors, si vous voulez bien, je vais insister dans mon intervention sur la démarche souverainiste et constitutionnelle que les membres du Parlement étudiant du Québec ont adoptée dernièrement. Premièrement, laissez-moi vous dire, de prime abord, qu'ils ont rejeté clairement la possibilité d'une élection référendaire. Ils ont plutôt opté pour une démarche qui est différent de celle qui était initialement proposée par les rédacteurs de la constitution. Ceux-ci proposaient une seule question référendaire dans laquelle on disait au peuple québécois à peu près ceci: Voici la nouvelle constitution québécoise qui avait été préalablement rédigée; si vous l'acceptez, nous devenons souverains; acceptez-vous, oui ou non? Les gens du Parlement étudiant, les députés, ont plutôt choisi une démarche en deux étapes.

Dans la première, on pose une question claire sur la souveraineté du Québec. On demande au peuple québécois: Voulez-vous que le Québec devienne souverain et donnez-vous le mandat à l'Assemblée nationale de rédiger la nouvelle constitution du Québec? Nous croyons, contrairement aux gens qui viennent de parler, que c'est une façon tout à fait démocratique de rédiger une constitution. Qui est mieux placé que les élus du peuple pour rédiger cette constitution? On pourrait, par exemple, procéder par une commission extraordinaire comme celle-ci qui, je crois, représente tout de même assez bien le peuple québécois. On nous proposait une espèce d'assemblée constituante élue à la proportionnelle. Et on dit, si l'on pense que l'Assemblée nationale ne représente pas bien le peuple québécois, je me demande si cette assemblée constituante là le représentera mieux. Et, en fait, elle sera élue comment, proportionnellement à quoi? C'est une autre question qu'on peut se poser aussi. Donc, l'Assemblée nationale rédige la constitution et, une fois que celle-ci est prête, on la présente au peuple québécois dans un

nouveau référendum où il a à dire s'il accepte, oui ou non, cette nouvelle constitution. Alors, si elle est acceptée, naturellement elle entre tout de suite en vigueur.

Cependant, il est évident que la souveraineté, ça ne se fait pas dans les faits comme ça du jour au lendemain, en claquant des doigts. Alors, les députés du Parlement étudiant ont aussi pensé à une espèce de scénario-passerelle entre la déclaration de souveraineté et la déclaration dans les faits. Alors, ce scénario-passerelle, en fait, c'est un délai de cinq ans et c'est seulement après ces cinq ans que nous serions pleinement souverains. Donc, ça nous laisse le temps, par exemple, de négocier une entente avec le fédéral, une éventuelle entente économique. Pendant cette période-là, il faut s'assurer d'une certaine stabilité, il faut s'assurer qu'il n'y ait pas de vide juridique — ça, ce n'est pas sorcier — on s'assure que les lois canadiennes seront encore applicables jusqu'à ce qu'elles soient modifiées ou abrogées par les lois québécoises. C'est seulement après cinq ans que nous deviendrons pleinement souverains. Bien sûr, on a une constitution très complète qu'on présente. Je vois que j'ai déjà mon carton jaune. Alors, je limiterai mon intervention à cela. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup. Vous avez de bonnes habitudes du Parlement étudiant. Merci, M. Paradis. M. Pierre Larouche, vous avez la parole, M. Larouche.

M. Larouche (Pierre): Merci, M. le Président. On a entendu parler tout à l'heure de droits collectifs. J'ai bien aimé la liste de magasinage qu'on nous a présentée; les droits des communautés culturelles, les droits des autochtones, des anglophones, etc. J'aimerais avertir les gens d'un danger en particulier. Les droits collectifs, c'est un concept qui est très illusoire. C'est un trou noir juridique. Ça n'a aucune limite parce que, d'abord, on ne sait pas ce qu'est une collectivité; n'importe qui, n'importe quel groupe peut se prétendre une collectivité, puis il peut prétendre à n'importe quel droit également. Ce n'est pas comme les droits individuels qui sont plus faciles à définir. En fait, on ne devrait pas parler de droits collectifs; on devrait parler de buts ou d'objectifs politiques de différentes collectivités. Quand on utilise la terminologie des droits, tout ce qu'on fait, c'est qu'on donne des munitions aux gens. Au lieu de parler de leurs objectifs, ils vont parler de leurs droits; ça va rigidifier leur position, mais les conflits vont rester. Il va quand même falloir faire de l'arbitrage entre ces droits-là. Or, la meilleure protection des intérêts de tous et chacun, je crois, ne réside pas dans l'adoption d'une charte complexe qui donne des droits à tout le monde, mais plutôt dans une réforme des institutions parlementaires qui pourrait élargir le débat. En effet, même si le Québec accède à la souverai-

neté, il va rester encore beaucoup de débats au sein de la société comme, je pense, les positions divergentes de tout le monde ici, outre le fait que la plupart des gens sont d'accord sur la souveraineté, le prouvent.

Il va falloir peut-être modifier un petit peu la structure de l'Assemblée nationale car, présentement, il y a seulement une Chambre et le pouvoir est quand même relativement concentré aux mains de l'Exécutif. L'équilibre vient souvent du Parlement fédéral ou du gouvernement fédéral qui, comme il y a un large recoupement des compétences, peut souvent intervenir, puis jouer le rôle de contrepoids au gouvernement provincial, un rôle qu'il joue, à mon avis, pas très efficacement; la plupart du temps, il met plutôt les bâtons dans les roues, et ça serait de beaucoup préférable dans un Québec souverain que l'équilibre entre les droits et le débat se fasse au sein de l'Assemblée nationale au lieu de se faire devant les tribunaux. Alors, je proposerais l'adjonction d'une seconde Chambre à l'Assemblée nationale qui serait élue selon un principe démocratique différent de celui de l'Assemblée nationale. Je pense, entre autres, à la proportionnelle qui est le choix le plus évident. Puis, ça devrait s'accompagner également d'un relâchement de la discipline de parti à l'Assemblée nationale. La discipline de parti à l'Assemblée nationale, présentement, est très forte. C'est probablement l'une des plus fortes dans les Parlements de tradition britannique, plus forte qu'à Ottawa certainement. Relâcher la discipline de parti ne sera pas facile puisque c'est une question de changement de culture politique. Ça ne se fait pas en changeant les lois ou quoi que ce soit, mais ça permettrait aux divers groupes d'utiliser l'Assemblée nationale pour faire valoir leur point de vue en faisant élire des députés aux endroits où ils sont concentrés et ainsi de suite.

Je crois que c'est seulement en faisant ça qu'on va accroître la légitimité des actes de l'État, qu'on va donner le sentiment aux gens qu'ils participent au débat et que leurs droits ou leurs intérêts sont bien défendus.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup, M. Larouche. Un dernier intervenant, le Jeune Barreau de Québec, rapidement, s'il vous plaît. M. Tremblay.

M. Tremblay (Carl): Merci, M. le Président. M. le Président, aux fins du présent exercice, nous prenons pour acquis que, effectivement, le Québec, dans le cadre de l'exercice qui nous retient ici, a décidé effectivement de devenir un État.

Aux fins de cet exercice, l'accession au statut d'État doit être examinée sous deux aspects. Le premier de ces aspects est la légalité du geste et le deuxième de ces aspects est la légitimité de ce geste.

Au niveau de la légalité du geste, le Québec peut compter principalement sur deux moyens principaux. Tout d'abord, il peut compter sur le droit à l'autodétermination qui est reconnue dans différents documents, dont la Charte des Nations unies, la déclaration des relations amicales et finalement, la déclaration de l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Alors, au niveau de la légalité, le Québec peut d'ores et déjà compter sur ce droit à l'autodétermination.

Également, le Québec peut compter sur ce qu'on appelle un pouvoir de facto de faire l'indépendance. Ce principe a d'ailleurs été appliqué à quelques reprises, notamment en Rhodésie et, plus près de nous, au Manitoba lorsque les lois unilingues manitobaines ont été déclarées inconstitutionnelles.

Une fois cette légalité-là établie, nous pouvons affirmer sans risque de trop d'erreurs qu'une simple déclaration unilatérale d'indépendance par l'Assemblée nationale serait légalement suffisante. Toutefois, la légitimité est un facteur extrêmement important. D'ailleurs, c'est le nerf de la guerre dans le cas qui nous préoccupe. C'est sur cet élément que le Québec pourra compter pour repousser toute contestation de son droit à l'autodétermination. À cet effet, nous croyons que le Québec devrait procéder par voie référendaire avant de faire une déclaration unilatérale d'indépendance. Pourquoi? Parce que la communauté internationale doit clairement saisir qu'il s'agit non pas d'une volonté de quelques intellectuels en mal de nouveaux défis, mais bien d'une volonté clairement établie du peuple de vouloir se proclamer comme un État avec tous les pouvoirs et les devoirs que cela comporte.

Un dernier point, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Rapidement, s'il vous plaît.

M. Tremblay (Carl): C'est sur la constitution. Les membres du Jeune Barreau croient qu'un Québec souverain devrait se doter d'une charte des droits et libertés. À cet effet, 76 % de nos membres consultés se sont prononcés en faveur de cette alternative. Et, en terminant, les étudiants de l'École du Barreau qui se sont également penchés avec nous sur notre mémoire se sont prononcés dans une proportion de 94 % en faveur non pas d'une charte cependant, mais d'une élection référendaire. Je vous remercie.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Tremblay. Nous entamons ici le droit de parole de 13 intervenants qui ont demandé la parole et notre temps est techniquement terminé sur cette question-là. La proposition que je vous fais, nous allons procéder ainsi: Nous allons respecter rigoureusement les deux minutes et je vous invite même à utiliser une minute, sinon c'est l'impor-

tant champ des aspects économiques qui aura à écopier.

Je nomme les intervenants qui ont été saisis lorsque vous avez signalé votre goût d'intervenir. Ce sont M. Hilaire Beaulieu, Mme Hélène Gagnon, MM. Éric Stephenne, Alain-Marc Couturier, Michel Léonard, Pierre Moisan, Peter Julian, Sylvain Tanguay, Christian Genest, Jean-Yves Boulet, Serge Girard, Karim Amegan et Alain Fortier.

Vous comprendrez qu'avec une liste comme celle-ci il faudra être diligents et le micro se fermera lorsque les deux minutes seront écoulées. Vous avez la parole, M. Hilaire Beaulieu.

Une voix: ...

L'animateur (M. Châtillon): Il n'y a pas de point d'ordre, monsieur, ici. Nous procédons tel que convenu. M. Hilaire Beaulieu, vous êtes à quel endroit? M. Beaulieu, vous avez la parole.

M. Beaulieu (Hilaire): Merci, M. le Président. Juste une petite parenthèse. Quand je vais parler de jeunes, ce sont les jeunes de 12 à 18 ans, dans mon intervention. Nous autres, le Regroupement des maisons de jeunes, ça se divise en trois points au niveau de la Constitution, c'est-à-dire la laïcité, je ne m'étendrai pas sur le sujet. On en a parlé hier dans la présentation du mémoire. Le niveau d'élection à la proportionnelle, pourquoi on favoriserait l'élection à la proportionnelle? C'est que souvent les petits partis parapluies, c'est eux autres qui répondent le plus aux aspirations des jeunes de 12 à 18 ans. Qu'on pense à l'environnement, qu'on pense à la paix, les marches de paix qu'il y a eues ici, à Québec, ce sont des jeunes de 12 à 18 qui les ont faites.

Aussi, dans la constitution du Québec, on aimerait que soit impliqué le statut de citoyen pour les jeunes de moins de 18 ans. Le seul statut arbitraire de 18 ans, pour la capacité de voter, quand j'entendais tantôt voter après la majorité, bien entendu, mais je suis convaincu qu'il y a 70 ans passé on entendait ici voter juste pour les hommes seulement aussi, j'en suis convaincu.

Au niveau des droits des jeunes, pourquoi le statut de citoyen? C'est pour arrêter de bafouer les droits des jeunes. C'est rendu que tout le monde peut fouiller dans les dossiers des jeunes dans les polyvalentes. Les corps policiers font appel souvent à la délation pour avoir le renseignement qu'ils veulent avoir. C'est que pour éliminer et les méthodes de délation et avoir la confidentialité des dossiers des jeunes dans les polyvalentes. Qu'on arrête de bafouer les jeunes. Les jeunes ont aussi le droit de vivre et le droit de citoyenneté. Ce ne sont pas seulement des consommateurs, mais aussi des citoyens.

En terminant, j'aimerais juste dire qu'on parle souvent de minorités visibles. Ça, pour

nous, le Regroupement des maisons de jeunes, les jeunes c'est la majorité invisible. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Oui. Merci, M. Beaulieu, de votre collaboration. Mme Gagnon, vous avez la parole.

Mme Gagnon (Hélène): Merci. Alors, les neuf universités membres de la Fédération étudiante universitaire du Québec demandent instamment à la Commission qu'elle recommande unanimement dans son rapport la tenue d'un référendum dans les plus brefs délais avant les prochaines élections. Les étudiants et les étudiantes universitaires, tant francophones qu'anglophones, en ont assez de l'incertitude constitutionnelle. Ils veulent concentrer leurs efforts sur d'autres choses. Ils veulent régler des problèmes: le sous-financement des universités, l'environnement, l'emploi. Donc, on voudrait que la question soit tranchée le plus rapidement possible.

En plus de cette consultation référendaire, nous, on pense que la population devrait aussi être consultée sur le processus. Il y en a qui disaient tout à l'heure que pour la rédaction d'une constitution du Québec, on devrait donner le mandat seulement à l'Assemblée nationale. D'autres disent: Il faudrait consulter un peu plus. Nous, on pense qu'il faudrait consulter un peu plus soit par des États généraux, soit par des audiences publiques, soit par une assemblée constituante. Enfin, peu importe le moyen, on pense que la population et particulièrement nous, les jeunes, qui allons vivre avec cette constitution-là plus tard, on devrait être intégrés à ce processus-là.

Particulièrement aussi parce qu'on peut douter de la volonté politique d'intégrer certaines choses dans cette constitution du Québec. Nous, on veut voir la Charte des droits et libertés de la personne enchâssée dans la constitution du Québec. On veut y voir un droit à l'éducation. On veut y voir une charte de l'environnement. Et on pense que pour s'assurer cela, il faudrait que la population y participe. C'est ce qu'on recommande. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, Mme Gagnon. M. Éric Stephenne.

M. Stephenne (Éric): Pour faire ressortir les problèmes qu'il y a au niveau des relations internationales, on pourrait penser, par exemple, à la guerre des drapeaux qu'il y a eue lors des derniers Jeux de la francophonie. On pourrait aussi penser au droit constitutionnel qu'a le Canada d'imposer... d'empêcher le Québec, par exemple, de vendre de l'électricité aux États-Unis. On pourrait penser aussi à ce qui s'est passé au GATT au niveau du déchirement qu'a eu le Canada entre défendre les intérêts de l'Ouest

et défendre les intérêts du Québec. Mais, moi, je vais surtout "focuser" sur un autre volet. On a parlé depuis tantôt de rapatrier des pouvoirs, au niveau de l'immigration, au niveau de l'environnement.

Il faut dire une chose. Si on se met d'accord pour rapatrier les pouvoirs au niveau de l'environnement, pouvez-vous me dire à quoi ça sert si on n'a pas la légitimité en même temps de pouvoir signer des accords, par exemple avec les États-Unis, parce qu'on n'est pas dans un vase clos? La pollution, ce n'est pas juste nous autres qui la créons, et puis ça devient caduque de dire: On a toute légitimité... on a les pouvoirs au niveau de l'environnement, mais n'avoir aucun pouvoir au niveau des relations internationales, ça ne se fait pas. Alors, c'est tout ce que je veux dire. Je pense que pour être crédible, il faut avoir aussi la légitimité au niveau des relations internationales. Merci.

(11 h 45)

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Stephenne. M. Alain-Marc Couturier, s'il vous plaît.

M. Couturier (Alain-Marc): Donc, je ferai mon intervention en deux points. J'avais plein de choses à dire parce que je vous avouerai que ça fait fort longtemps que j'aurais bien voulu prendre la parole, mais ça, c'est déjà du passé. Je dirai que concernant le processus d'affirmation politique, le RACSQ, l'organisme que je représente, bien sûr, on ne cachera à personne qu'on est pour la souveraineté d'une façon aussi claire que, lorsque j'ai entendu l'ensemble des mémoires hier, les gens semblaient l'être. Il est évident dans notre esprit aussi que pour prendre une décision, le tout doit passer par un référendum. Jusque-là, je crois que dans l'ensemble des mémoires, tout le monde est de cet avis-là aussi. Mais une chose qui est importante, que je pense qu'il est important que je dise aux membres de la Commission notamment, c'est que, malheureusement, il n'y a pas de jeunes, en tant que tels, sur cette Commission-là, mais c'est nous autres qui allons être "poignés" avec plus tard.

Je vais vous dire une chose bien sincère, c'est que j'ai bien hâte de voir comment ça va tourner, mais je vous dirai bien simplement que la génération actuelle, notre génération, ne veut pas passer le reste de sa vie à se battre sur ce point-là. J'ai hâte que la souveraineté soit acquise, soit une chose faite au Québec et qu'on passe à autre chose. Toute l'expérience politique que j'ai, tourne tout autour de ça et j'ai bien hâte que ça se règle. Mais je vous dirai juste une chose en terminant: Le RACSQ, entre autres, bien sûr, on parle de référendum, de constitution, bien sûr, mais une chose nous tenait plus à coeur, on se disait: Bien sûr, ce sont des appareils, ce sont des outils, mais il y a quand même 12 points qu'on voulait qu'ils soient reconnus dans ce futur contrat social là. Tout

d'abord, qu'on réaffirme le droit de tout peuple à l'autodétermination. Dans notre tête, ça voulait dire aussi le droit aux amérindiens de se faire reconnaître tout comme les Québécois désirent se faire reconnaître par rapport au Canada. Bien sûr, que cette constitution-là réaffirme le droit du Québec d'être un État francophone; qu'on reconnaisse, bien sûr, comme je l'ai dit, le droit des premières nations; qu'on reconnaisse les droits acquis des Anglo-Québécois, je pense que c'est évident; qu'on réaffirme tous les droits reconnus dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec et, notamment, le droit des femmes; qu'on s'engage, entre autres, à adopter une politique contre toute discrimination contre les femmes.

On doit aussi... et je crois qu'il est peut-être aussi important de s'engager à assurer un environnement sain et respectueux de l'écologie, surtout si on veut essayer de laisser quelque chose à nos enfants plus tard. On n'est pas parti pour ça mais il faudrait peut-être y penser. Aussi, bien sûr, je pense qu'on doit regarder aussi, et l'enchâsser dans la constitution... avoir un système universel de soins gratuits; bien sûr aussi, le droit à une éducation accessible et de bonne qualité. Ça, il en va de soi...

L'animateur (M. Châtillon): Vous terminez, M. Couturier?

M. Couturier (Alain-Marc): Je veux juste laisser le message que je trouve, en terminant, regrettable que les points que je considère les plus importants soient passés si vite. Je vous le dis, M. le Président. Mais je veux vraiment que vous le sachiez, bien des étudiants auraient voulu intervenir tout à l'heure et on aurait pu en faire un débat de toute une journée. Mais j'espère qu'on aura la chance une autre fois.

L'animateur (M. Châtillon): Oui. Merci beaucoup. Oui, il y a beaucoup d'intérêt sur ces points, en effet. M. Léonard, vous avez deux minutes pour vous exprimer.

M. Léonard (Michel): Merci, M. le Président. Donc, c'est très simple. Ce que la Coalition propose comme mode d'accession, c'est très simple. Premièrement, que dans les quatre mois qui vont suivre le rapport de cette Commission, nous allions en référendum, un référendum qui porterait sur une question claire afin d'éviter les ambiguïtés, afin d'éviter que les résultats soient interprétés à des fins partisans. Ensuite, si jamais le résultat, comme nous l'espérons, était favorable à la souveraineté du Québec, l'Assemblée nationale du Québec fera une déclaration solennelle d'indépendance. Une fois cela fait, nous entreprendrons le processus de négociation sur le rapatriement des pouvoirs, processus portant sur l'échéancier et non pas sur la nature des pouvoirs à rapatrier. Parallèlement à cela,

nous pourrions négocier ententes économiques, association avec divers pays ainsi que nous mettrons sur pied une commission ou une assemblée constituante pour rédiger la constitution du Québec.

En deuxième partie de mon intervention, j'aimerais juste répliquer sur certaines choses tout à l'heure, entre autres sur le mémoire du Parti Égalité qui m'a fait un peu sursauter. À l'article 12, l'Association jeunesse du Parti Égalité reconnaît le droit à l'autodétermination des minorités du Québec. Pourtant, nous appuyons un Québec uni à l'intérieur d'un Canada uni. Comment peut-on reconnaître le droit à l'autodétermination de certaines personnes, pas dans l'autre cas? Alors, est-ce qu'on sait un peu ce qu'est l'autodétermination? Si oui, pourquoi ce choix? Deuxièmement, j'aimerais aussi faire une remarque sur l'article qui a fait sursauter certains de mes collègues, où on dit: Cela peut comprendre une requête auprès du gouvernement fédéral pour le partage de la province, advenant que le statut provincial du Québec soit dissous. J'aimerais savoir: Est-ce une menace? Est-ce une mise en garde? Attention! Vous savez, si jamais le Québec déclare la souveraineté, le West Island ou Saint-Léonard, comme on a dit tout à l'heure, ou toute région qui voterait majoritairement pour rester dans le Canada se séparerait. Est-ce qu'on nous menace d'une balkanisation? J'aimerais savoir. Est-ce qu'on va essayer de faire chanter les Québécois en nous faisant peur de nouveau? J'aimerais savoir. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Oui, merci beaucoup, M. Léonard. Votre voisin a maintenant la parole pendant ces deux minutes. M. Pierre Moisan.

M. Moisan (Pierre): Alors, j'aimerais retourner à la question des relations internationales.

Une voix: Je pense qu'il y a un problème de micro. Bon.

M. Moisan (Pierre): Alors, à l'université Laval, on vit couramment avec des étudiants qui viennent de tous les pays. C'est une facette de la vie universitaire qui est très enrichissante, surtout à Québec où c'est très rare. À Montréal, on vit cela plus souvent. Je crois que c'est une facette qui n'est pas à négliger, bien au contraire, et d'ailleurs, le point où je veux en venir c'est que la souveraineté du Québec doit se faire dans un climat d'ouverture, d'intérêt mutuel, de respect mutuel avec les autres peuples de la terre. C'est indéniable, maintenant, que la globalisation des marchés et la mondialisation des interactions humaines, que ça soit par la technologie ou par les voyages, nous enrichissent mutuellement. C'est un phénomène inévitable, et le Québec doit donc être souverain pour pouvoir,

selon ses propres termes, s'ouvrir au monde. On n'a qu'à regarder l'histoire des relations internationales du Québec pour voir combien de fois, à combien de reprises, le gouvernement fédéral a tenté d'empêcher l'expression du Québec à l'échelle internationale. Qu'on pense aux sommets de la francophonie où Pierre Trudeau s'est évertué pendant des années à empêcher que le Québec puisse être présent.

On a fini par avoir un statut de gouvernement participant sous le Parti conservateur, mais pendant des années, on était réduits à être des sous-fifres d'Ottawa, eux qui nous disaient ce qui était bon pour nous dans la francophonie, imaginez-vous. Des majoritaires anglophones savaient ce qui était bon pour nous dans la francophonie. On a vu aussi plusieurs problèmes en termes de représentation, où que ce soit. À Washington, le gouvernement canadien a pris des ententes avec les États-Unis pour que le Québec ne puisse pas être représenté aux États-Unis. Quand on sait le nombre de marchandises et puis le nombre d'interactions qu'on fait avec ce pays-là, moi, je trouve que des choses comme ça c'est inacceptable. Puis il est temps qu'on passe à la souveraineté pour pouvoir faire face au monde, pour pouvoir s'ouvrir sur le monde, selon nos propres termes. Merci beaucoup.

L'animateur (M. Châtillon): Merci Pierre Moisan. M. Peter Julian, s'il vous plaît, vous avez la parole.

M. Julian (Peter): Merci. En lisant les mémoires, c'est évident qu'on veut préserver et garder les liens économiques. Il y a même plusieurs mémoires qui ont parlé des liens politiques. Ça veut dire que la stratégie d'information politique est très importante. Effectivement, il existe une volonté au Canada anglais qui est facile à voir avec les actions concrètes, à voir les commissions qui se promènent partout dans l'Ouest canadien, à voir le changement de gouvernement en Ontario et le premier ministre de l'Ontario qui a parlé d'un Canada changé, d'un Canada souple. Ça c'est l'évidence qu'il faut regarder quand on veut voir la volonté du Canada anglais de négocier, pas le livre d'un politologue ontarien, pas quelques sondages publiés dans *Allô Police*, mais les actions concrètes.

Si cette volonté existe, est-ce que c'est la meilleure stratégie au monde de claquer la porte, puis de revenir quelques jours plus tard pour demander de négocier des liens économiques? C'est évident que c'est utile pour le Canada anglais autant que pour le Québec, mais ce n'est pas une bonne stratégie, étant donné la conjoncture actuelle et la volonté qui existe. Effectivement, si on veut négocier, il faut utiliser la volonté et la dynamique qui existent au Canada maintenant. Si on utilise cette dynamique, ça va sortir beaucoup mieux que de faire des déclara-

tions qui vont provoquer des choses des deux bords. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Julian. M. Sylvain Tanguay, vous avez la parole.

M. Tanguay (Sylvain): Oui, merci, M. le Président. J'interviendrai seulement sur la question référendaire. Je vous dirai que le Conseil permanent de la jeunesse privilégie la voie référendaire plutôt que la voie d'une élection référendaire, pour la simple et bonne raison qu'on considère que la question est suffisamment importante, et même très importante, et ne doit porter, ou ne doit laisser place à aucune interprétation possible. Si nous allons vers une élection référendaire plutôt qu'un référendum sur la souveraineté, nous risquons que le résultat puisse être interprété comme étant un vote contre un parti politique ou pour un parti politique, et non pas pour l'option qui est au centre du vote demandé à la population.

Nous croyons donc fermement que la population doit se prononcer par la voie référendaire sur une seule question, une question très claire, qui ne laisse place à aucune interprétation pensable ou imaginable, ni au Canada, ni ailleurs dans le monde, et que le résultat de cette question-là déterminera l'avenir du Québec.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Tanguay. M. Genest, en deça de deux minutes, s'il vous plaît.

M. Genest (Christian): Oui, je crois que je vais être bon pour m'en tenir à deux minutes cette fois-ci. J'aimerais, d'entrée de jeu, répliquer à mon collègue du groupement Un Avenir ensemble en disant que les pouvoirs en matière de relations internationales, ou les pouvoirs en matière de quoi que ce soit, on les délèguera quand on les aura. Pour l'instant, on ne les a pas, allons les chercher, et quand on aura ce dont on a besoin, là on décidera de nos liens. On ne commencera pas à se mettre tout de suite en position de faiblesse par rapport aux relations internationales en tant que telles, au niveau du commerce. Quand on fera nos recommandations, en temps et lieu, au niveau du commerce international, réalisons que les relations commerciales, aujourd'hui, ne se font plus d'État nation à État nation; ça se fait de région en région, surtout depuis qu'on a eu la libération des échanges économiques. Prenez ça en ligne de compte. C'est donc dire que, si vous voulez élaborer une stratégie adéquate de relations internationales au niveau du commerce, faites-le en partenariat avec les régions, en partenariat, du moins, avec les intervenants régionaux.

D'ailleurs, c'est tellement vrai ce que je dis, M. le Président, qu'on a l'impression — on va prendre un exemple américain — que, quand on est à New York, par exemple, on dirait que c'est

plus facile d'avoir des renseignements économiques sur ce qui se passe à Tokyo que sur ce qui se passe à Philadelphie. C'est qu'on est rendu dans cette nouvelle dynamique où, avec les routes électroniques, tout ça, on fait du commerce de pôle en pôle. Donc, je reviens encore sur mon idée de partenariat.

Au niveau de la constitution, brièvement...

L'animateur (M. Châtillon): Je vous arrête. Vous aurez la chance, d'ailleurs, de revenir sur ce point-là tout à l'heure. Votre temps...

M. Genest (Christian): Au niveau de la constitution, alors, M. le Président?

L'animateur (M. Châtillon): Mais votre temps est écoulé. M. Yves Boulet, suivi de Armand McKenzie. M. Boulet.

M. Boulet (Yves): Merci, M. le Président. Lorsqu'on parle du processus d'affirmation, je pense que c'est naïf de penser à une belle unanimité au Québec. Il y a des opinions différentes et c'est sain qu'il y ait des opinions différentes et qu'elles s'expriment. Dans notre système politique, c'est par les partis politiques que s'expriment ces opinions-là et que les choses se font, également. La Commission Bélanger-Campeau, c'est bien beau, et malgré le respect que j'ai pour MM. et Mmes les commissaires, les commissions, ça aboutit à un rapport, et un rapport, ça n'a jamais rien fait. Ce sont les partis politiques qui agissent et qui font que les choses se règlent. Il est d'ores et déjà acquis que le Parti Égalité sera la voie des fédéralistes. On connaît la position souverainiste du Parti québécois, mais, après la souveraineté, sur quelle idéologie le Parti québécois va-t-il se rabattre? Il y a le Parti libéral qui est aussi un parti souverainiste, j'en conviens, pas devant les caméras et pas officiellement, mais il suffit de jaser un peu avec les militants, au Québec, pour se rendre compte que le Parti libéral est un parti souverainiste. Et le Parti libéral est un parti qui a des réalisations impressionnantes depuis la Révolution tranquille. C'est un parti d'action. C'est donc une invitation que je lance à tous les Québécois, particulièrement aux jeunes, de profiter du canal des partis pour faire valoir leurs idées et faire en sorte que les choses se règlent. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Nous avons reçu votre message, M. Boulet. M. Armand McKenzie, suivi de M. Serge Girard. M. McKenzie, vous avez la parole.

M. McKenzie (Armand): Il y a quelque chose qui ne semble pas clair, ici. Je suis un peu déçu de la manière qu'on a traité cavalièrement, quand même, la question autochtone, c'est-à-dire qu'on mêle les choses: les institutions, les communautés

culturelles, la question anglophone et les autochtones. Je ne sais pas si on se rend compte que, s'il y a une implication rapide, comme ça, des premières nations au processus de la démarche... Nous autres, ça ne marche pas. Nous autres, on veut être impliqués sérieusement dans votre affaire. Si vous voulez marcher en avant, on est prêts à marcher en avant avec vous autres, sauf qu'il faudrait parler sérieusement parce que la question de l'autodétermination des premières nations, ça touche les pouvoirs, ça touche la Constitution du Québec, ça touche la question de la santé et des services sociaux, ça touche l'éducation, tous les points qu'on a traités, les points 1, 2, 3 et 4. Je pense qu'il faut se rendre compte que, quand on parle de Constitution du Québec, quand on parle d'assemblée constituante, je trouve ça tout à fait normal que, les trois quarts du temps, ça concerne votre peuple, le peuple québécois, sauf que, s'il faut travailler ensemble, on va travailler ensemble, mais qu'on travaille sérieusement, pas de manière à faire une consultation rapide, pourvu qu'il y ait une image autochtone dans la constitution québécoise, quelque chose de même. Non. On va mettre quelque chose, on va mettre de la chair dans cette constitution-là, si on veut travailler avec les autochtones. Autrement, ce qui va arriver, ce n'est pas compliqué: on n'est pas impliqués dans la "game", bien, on fera nos débats, on continuera notre marche.

L'animateur (M. Châtillon): M. McKenzie, est-ce que je pourrais vous poser une question? Avez-vous une proposition, à ce moment-ci ou plus tard, sur: À quel moment vous voulez être impliqués et aussi par quel mécanisme vous voulez être impliqués dans le processus d'affirmation politique.
(12 heures)

M. McKenzie (Armand): Il y a des propositions assez intéressantes qui sont ici, qui sont discutables, qui sont négociables. Dans notre mémoire, on avait parlé d'une commission indépendante. Au début, quand la Commission Bélanger-Campeau a été formée, on parlait d'un forum des autochtones.

L'animateur (M. Châtillon): Oui, d'accord.

M. McKenzie (Armand): Il y a eu un siège, il n'y a pas eu de siège. Nous autres, on propose une commission indépendante, neutre, un forum; à tout le moins, qu'il y ait un processus de dialogue où on pourra parler de la question autochtone entre le peuple québécois et les premières nations. Je comprends qu'on ne réglera pas ça en deux minutes, en vingt minutes, en deux jours ou en trois jours, sauf qu'il faut mettre sur pied un processus de dialogue. Nous autres, on est habitués à ça, à être les derniers consultés, les citoyens de troisième classe dans les priorités constitutionnelles – deuxième,

troisième ronde, quatrième ronde et cinquième ronde. À un moment donné, tout est décidé et on nous dit: Bon, bien, c'est ça qu'on a décidé pour vous autres. C'est assez, là. S'il faut se comprendre ensemble et vivre ensemble, je pense qu'il faut travailler sérieusement. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Oui. Merci, M. McKenzie, votre message a été entendu. M. Serge Girard, s'il vous plaît, en deçà de deux minutes.

M. Girard (Serge): D'accord, M. le Président. Je pense que ce qui est important quand on parle de processus, c'est de ne pas se laisser aveugler par l'euphorie du grand jour. Je pense qu'il est important de penser à ce qui s'en vient après qu'on a déclaré l'indépendance. C'est pourquoi il me semble qu'au-delà de réfléchir – il y en a qui ont très bien documenté ça – sur le processus qui va nous amener à déclarer la souveraineté, il faut se demander quel processus on va prendre pour rapatrier les pouvoirs et en vue de quel genre de relation avec le gouvernement du Canada, avec le Canada on veut rapatrier ces pouvoirs-là. Alors, je crois que, contrairement à ce qui a été dit aujourd'hui, quand on se pose des questions sur ce type de relations-là, ce n'est pas de la poutine.

Alors, la Jeune Chambre de commerce de Montréal serait d'accord avec un processus qui passe par un référendum, qui conduit à une déclaration de souveraineté ou d'indépendance par l'Assemblée nationale, assorti d'un moratoire sur le rapatriement des pouvoirs et d'un échéancier pour la négociation, d'une part, de ce rapatriement des pouvoirs et, d'autre part, la création de liens avec le Canada. On a beaucoup discuté de constitution écrite, de charte des droits. Alors, pour ce qui est de la constitution, il ne faudrait quand même pas retomber dans le même travers et faire un peu comme l'enfant battu qui reprend avec ses propres enfants le même pattern et se doter d'une constitution écrite qui soit tellement rigide qu'on va se retrouver, au bout de quelques années, avec le même genre de problème que celui qu'on vit en ce moment. Quant à la charte des droits, on semble vouloir mettre beaucoup d'accent et d'énergie sur la création d'une charte. Je crois qu'on devrait beaucoup plus mettre l'accent sur la revalorisation du Parlement du Québec.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Girard. M. Karim Amegan, en deçà de deux minutes, s'il vous plaît.

M. Amegan (Karim): O.K. Alors, mon intervention va un peu à l'encontre de ce que monsieur vient tout juste de dire; c'est l'importance d'une charte des droits, justement, dans une future constitution québécoise. Je vais vous dire pourquoi c'est important. D'abord, parce que face à l'expression de toutes formes de nationa-

lisme, c'est normal que les minorités fassent preuve d'une inquiétude quant à leurs droits. Ça, c'est tout à fait légitime et je crois que c'est quelque chose qui est ressenti actuellement à l'intérieur du Québec. Pour ces raisons, c'est important d'intégrer au sein d'une future constitution québécoise une charte des droits incluant les principes de justice fondamentale reconnus internationalement. La Charte québécoise en est un exemple, présentement, et il y en a d'autres aussi, dont la Charte canadienne, qui pourraient aussi inspirer une future constitution québécoise.

Il importe donc de souligner l'esprit d'ouverture qui devra animer un Québec souverain. Et c'est dans cette optique que les communautés culturelles doivent être considérées comme une source toujours renouvelée d'idées et de valeurs souvent différentes des nôtres et qui abreuvant et enrichissent la société québécoise. Le Québec devrait donc viser une intégration constructive des communautés culturelles afin de tirer le maximum de cette pluralité culturelle qui vient, comme je l'ai dit, abreuver notre culture collective.

L'autre point dont je voudrais parler, c'est qu'au sein du Québec souverain, c'est bien beau l'égalité de droit, mais il faudrait aussi penser à une égalité de fait qui n'existe pas présentement. On en a vu un exemple, les revendications autochtones en sont un exemple des plus criants. Ce sont des citoyens à part égale, en droit, mais, dans les faits, c'est loin d'être le cas. Donc, l'intégration, c'est de permettre aux nouveaux arrivants, aux arrivants subséquents et à ceux qui sont déjà là depuis plusieurs générations de bénéficier du véritable statut de citoyen québécois de facto et non pas seulement de jure.

Enfin, je voudrais dire que l'avenir du Québec, les peuples autochtones en font partie intégrale, mais c'est selon leur volonté. Autrement dit, il ne faut pas leur imposer de solution, mais plutôt écouter ce qu'ils ont à nous dire. C'est peut-être l'une des lacunes de cette Commission présentement, comme mon collègue l'a mentionné, de les avoir ignorés lors de sa formation.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Amegan. Le dernier intervenant sur cette partie, M. Alain Fortier, s'il vous plaît. Vous avez la parole, Alain.

M. Fortier (Alain): Mon intervention va porter sur le fait que bientôt, nous autres, les jeunes, on va probablement manquer de représentativité au sein de ceux du Parlement, de la Constitution, dans les différentes instances, par le fait de la dénatalité et du vieillissement de la population. Ça va faire que s'il n'y a pas de changement majeur, soit dans la Constitution soit dans les institutions présentes actuellement, on n'aura pas meilleure représentation. On y a fait

allusion à quelques reprises tantôt, les jeunes vont avoir besoin de quelque chose d'ancré dans la Constitution pour pouvoir faire valoir leurs droits. Les manifestations monstres comme il y a eu en 1970, qui ont créé des changements majeurs, ça ne deviendra bientôt plus possible. C'est pour ça qu'on a besoin d'une institution qui a plus de pouvoirs que le Conseil permanent, dont on a des représentants ici... Je ne veux pas dire par là qu'ils ne font pas vraiment de bonnes recommandations. C'est un bon conseil, on a besoin de ça présentement, sauf que le conseil va devenir le premier pas d'une représentation des jeunes et ce que nous voulons créer, ça en serait le deuxième.

Nous voulons une chambre qui serait inscrite dans la Constitution, formée par les jeunes, élue par les jeunes aussi à la grandeur du Québec, qui aurait un droit de regard et ça pourrait même aller jusqu'à un droit de décision sur les lois adoptées à l'Assemblée nationale. Et ça, ça va servir seulement à nous, les jeunes, pour que notre représentation soit entendue, pour que nos positions soient entendues et pour que l'avenir nous appartienne et qu'il nous représente vraiment. Merci.

Aspects économiques

L'animateur (M. Châtillon): Oui. Merci beaucoup, M. Fortier. Cela termine le troisième champ. Le quatrième, les aspects économiques, vous permettra de compléter vos idées sur l'aspect politique, il va de soi. Nous parlerons ici des caractéristiques, c'est-à-dire l'association économique, la question d'une politique d'emploi et la question de la monnaie et de la fiscalité, c'est-à-dire que nous travaillons donc les points 14, 15 et 16, dans un premier temps, et nous compléterons avec les points 18 et 19, c'est-à-dire 18: le développement régional et 19: le commerce extérieur, particulièrement avec les États-Unis.

J'ai huit droits de parole qui sont acquis. Je ne peux en recevoir, pour terminer, que sept, toujours dans une enveloppe de temps d'intervention pour chacun de deux minutes. Les droits de parole acquis sont au Comité national des jeunes du Parti québécois, à la Commission-Jeunesse du Parti libéral, à la Coopérative de travail des jeunes de l'Estrie, à M. Sylvain D'Aoust, aux jeunes souverainistes de l'Université Laval et à M. Christian Genest, aux jeunes du Parti québécois de l'Outaouais et, enfin, à la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval. Il est clair que nous ne pourrions prendre que sept intervenants pour terminer ce débat; sept autres intervenants en plus de ceux qui ont un droit acquis. Je cède maintenant la parole au Comité national des jeunes du Parti québécois, et c'est Joseph Facal qui est à la table. M. Facal, vous avez deux minutes.

M. Facal (Joseph): Merci beaucoup, M. le Président. L'association Québec-Canada, je l'ai déjà dit, doit être économique exclusivement, bien entendu. Il ne doit pas y avoir d'association politique, ce qui, par définition, serait une négation de la souveraineté. Or, les associations économiques reposent, en grande majorité, sur des accords, sur des traités que les deux partenaires s'engagent à respecter. On peut déjà prévoir qu'il y aurait une banque centrale, si l'hypothèse de l'union monétaire est retenue, ce qui me semble souhaitable. Il serait également avantageux, je pense, que l'union douanière actuelle soit maintenue et il est clair que, une fois le Québec souverain, dans la mesure où nous aurions un Canada séparé en un bloc est et un bloc ouest, il faudrait conclure un accord durable qui garantirait la libre circulation à travers le Québec entre les Maritimes et l'Ouest par les voies terrestres, maritimes, ferroviaires, et aériennes.

Maintenant, on entend souvent évoquer l'exemple de la CEE. Oui, mais attention parce que la Communauté économique européenne est une association qui comporte des volets monétaires, commerciaux, économiques mais jamais politiques. On nous dit qu'il y a un Parlement européen, certes, mais ce Parlement ne légifère pas. Il émet des vœux. Le texte qui régit les rapports entre les différents pays de la CEE n'est pas une Constitution, c'est tout simplement un traité international. Le budget de la CEE n'est pas un budget étatique, c'est le budget de fonctionnement des institutions. Et 33 ans après le Traité de Rome, tous les pays de la CEE restent pleinement souverains.

Bref, un État souverain ne reconnaît pas au-dessus de lui une constitution autre que la sienne. Et il ne faudrait pas que, au nom d'une association mal comprise, nous envisagions la création d'une entité qui lèverait des impôts, qui ferait des lois et qui nous ferait renoncer à la pleine souveraineté, recréant ainsi un cadre aussi contraignant que le fédéralisme actuel puisque nous y serions minoritaires. C'est donc cela la position souverainiste fondamentale et je suis ravi d'apprendre en primeur, avant même le congrès libéral du mois de mars, que c'est la position à laquelle ils vont se joindre et que nous défendons depuis 20 ans. Chapeau!

L'animateur (M. Châtillon): M. Facal, je vous arrête, vous faites des déclarations surprenantes, mais justement votre collègue et ami, non pas d'en face, mais d'à côté, a demandé la parole immédiatement. C'est M. Michel Bissonnette, de la Commission-Jeunesse du Parti libéral. M. Bissonnet.

M. Bissonnette (Michel): Oui, ça me fait plaisir de connaître le contentement de mon collègue. Je pense qu'il ne faut pas perdre de vue non plus qu'en tant que Québécois, on a

deux objectifs fondamentaux. On a un objectif, qui est d'ordre politique et qu'on a défini en tant que jeunes libéraux, qui nécessitait maintenant la souveraineté comme un moyen pour s'assurer que l'État du Québec soit reconnu et qu'on ait la pleine autonomie politique sur le territoire québécois.

Ce qui m'inquiète présentement dans tout le débat constitutionnel qui avance, j'ai peur qu'on tombe dans le nombrilisme aigu et qu'on fasse peut-être part de pouvoir avoir une ouverture sur le monde... Mais je pense que c'est important que, oui, on s'assure d'avoir la pleine autonomie politique, qu'on s'assure que l'Assemblée nationale soit le foyer du pouvoir politique des Québécois. Je pense que c'est important aussi que le Québec soit ouvert et soit fort économiquement. Dans cette mesure-là, les Québécois ont des objectifs d'ordre économique et c'est important que dans la recherche d'un projet politique, on s'assure également de définir quel type d'association économique on désire et comment on peut la rendre réelle, cette association économique? Il faut définir les objectifs économiques du Québec, il faut surtout définir comment on peut les atteindre. Je pense qu'on doit prendre en considération, en tant que Québécois, l'interdépendance des économies. On doit prendre en considération en tant que Québécois l'interdépendance des économies. On doit prendre en considération également l'importance d'avoir des partenaires forts à l'intérieur d'un bloc économique. Il faut prendre en considération l'importance également de la nécessité d'être forts économiquement au Québec.

Pour nous, en tant que jeunes libéraux, c'est l'appel de consolider entre les deux États – donc, entre l'État québécois et ce qui restera de l'État canadien – une communauté économique où on va pouvoir assurer qu'il va y avoir un espace réel, un espace économique réel sur le territoire canadien actuel. Pour nous, on pense que c'est à l'avantage du Québec de conserver la libre circulation des biens et des services, des personnes et des capitaux, de conserver également l'utilisation de la même monnaie, de s'assurer d'une politique monétaire commune et de s'assurer d'une politique tarifaire et commerciale unique.

On a parlé beaucoup des structures. Le Parti québécois le définit d'une certaine façon. Dans notre mémoire, on le définit d'une autre façon. Certains proposent différents comités pour chapeauter cette association économique là. Mais moi, je pense que quand on a vraiment des objectifs communs d'ordre économique avec nos partenaires, il faut s'assurer également que la structure qui chapeautera cette association-là soit stable, soit efficace, soit fonctionnelle et, surtout, qu'elle soit légitime parce que quand on sait – un exemple banal – que les taux d'intérêt viennent influencer le niveau de vie et la façon de vivre des Québécois, on doit s'assurer que

quand ces décisions se prennent, on puisse être conscients de ça.

Donc, pour nous, oui, il est nécessaire d'avoir un Parlement supranational, mais il faut bien comprendre que ce Parlement n'aurait que les pouvoirs qui lui seraient délégués par les États membres et il faut s'assurer surtout que les Québécois décident où ils ont des objectifs communs, dans un deuxième temps.

Je m'arrêterai là-dessus parce que je vous vois faire des signes comme quoi j'étire mon temps. On va jouer beaucoup sur les étiquettes. Je pense que ce qu'il est important de consolider...

L'animateur (M. Châtillon): Oui. Alors, je vous remercie. Vous avez raison de vous arrêter.

M. Bissonnette (Michel): Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Vous avez d'autres lieux d'ailleurs pour développer ce sujet-là, dans un prochain temps. M. Alain Hébert-Croteau, de la Coopérative de travail des jeunes de l'Estrée. M. Croteau, vous avez la parole.

M. Hébert-Croteau (Alain): Je vous remercie, M. le Président. Je pense que le Québec est un pays riche, tant au niveau des ressources matérielles qu'au niveau des ressources humaines et aussi en capital. Il ne faut pas oublier qu'on a une Caisse de dépôt très forte. On a aussi un Fonds de solidarité qui est très original. Cependant, à travers cette grande richesse, il y a une pauvreté actuellement qui s'étend peu à peu et qui affecte plus particulièrement ces jeunes. La plupart du temps, cette pauvreté-là est due au sous-emploi. Souvent, ce sous-emploi va amener d'autres conséquences, la criminalité. Il nous faut donc développer au Québec une politique de l'emploi articulée et cohérente, au même titre que dans les années soixante et soixante-dix, on a développé un système d'éducation et un système de santé et des services sociaux. À l'époque, ça a été une révolution et probablement que le développement d'une politique de l'emploi se fera plus par consensus. Ça apparaît nécessaire.

(12 h 15)

Déjà, plusieurs intervenants se sont penchés sur la question et on ne peut passer sous silence le Forum pour l'emploi qu'a présidé M. Béland. Cette politique de l'emploi va sûrement regrouper des éléments fondamentaux tels que la formation de main-d'œuvre et le recyclage de cette main-d'œuvre, la sécurité du revenu à laquelle est liée étroitement une politique familiale - ça va ensemble; c'est difficile de vraiment les dissocier - ainsi que, tel qu'on a pu le voir auparavant, le financement de la recherche. Ce n'est certes pas la volonté ou la mobilisation qui sont absentes. Au contraire, c'est plutôt la capacité de donner suite aux recommandations,

de donner vie à cette politique globale qui respecterait la spécificité québécoise. Pourquoi? On l'a vu auparavant aussi. C'est évidemment la présence du fédéral, cette omniprésence du fédéral qui revient tout le temps. Chaque fois que le Québec tente quelque chose, il se heurte toujours au fédéral, aux ententes-cadres du fédéral, aux programmes à la pièce du fédéral qui s'avèrent inefficaces, qui n'ont pas finalement de finalité.

Donc, quel que soit le statut futur du Québec, celui-ci devra rapatrier toutes les compétences en matière d'emploi. Absolument toutes. Ensuite, il n'y aura plus aucune raison pour qu'on ne puisse pas mettre sur pied une politique de l'emploi qui soit adaptée et qui soit efficace. Les jeunes devront prendre une part importante au développement et à la définition de cette politique, parce que, actuellement, ils sont souvent laissés pour compte et c'est souvent eux les victimes, par exemple, de la récession économique.

À ce niveau, M. le Président, nous aimerions, en tant que coopérative, apporter peut-être notre contribution à cette définition de la politique. Une fois tous les éléments habituels de la politique mis en place, on devra aussi envisager des formes originales de développement économique. C'est justement où s'inscrit la démarche de notre Coopérative de l'Estrée.

L'animateur (M. Châtillon): Vous atterrissez, s'il vous plaît?

M. Hébert-Croteau (Alain): Oui. D'accord. Alors, c'est notre but de fournir du travail aux jeunes. On a exploré différentes avenues et où habituellement les jeunes travaillaient. On a essayé de donner le contrôle de ces activités-là et de rapprocher le centre de décision pour que, dans le fond, les décisions qu'on prend soient prises par eux et pour leur bien-être.

L'animateur (M. Châtillon): Oui, merci beaucoup, M. Croteau. Les Jeunes souverainistes de l'Université Laval, M. Alain Bellefeuille.

M. Bellefeuille (Alain): Merci, M. le Président. Comme nous l'avons mentionné dans notre mémoire, nous nous sommes prononcés définitivement contre toute union monétaire à long terme avec le reste du Canada. Les raisons qui nous ont amenés à un tel choix sont extrêmement nombreuses, mais étant donné que le temps est fort limité, nous nous limiterons à deux.

La première est que le Québec ne peut pas, surtout dans le cadre d'une souveraineté encore naissante, se permettre d'abdiquer des pouvoirs économiques qui sont davantage vitaux, alors que le Québec se devra d'affronter de nouveaux marchés et de mettre sur pied de nouvelles institutions qui seront encore fragiles. C'est à cet égard qu'il est essentiel pour le Québec de

conserver sous sa seule juridiction des pouvoirs aussi importants et aussi influents sur sa viabilité future. Le fait de déléguer à un autre gouvernement des pouvoirs économiques, et un gouvernement qui, vraisemblablement, verra d'un mauvais oeil la souveraineté du Québec, le fait de lui déléguer des pouvoirs comme le contrôle de la monnaie ou les taux d'intérêt risque d'engendrer des conflits dont n'ont pas besoin les agents économiques québécois.

La deuxième raison est le manque d'adaptation régionale des politiques monétaires canadiennes. En fait, le Canada est composé de plusieurs régions qui ont des bases économiques et des performances économiques qui sont extrêmement différentes et, en ce sens-là, on ne peut pas adapter des taux d'intérêt. On ne peut pas adapter une politique monétaire à chaque région. Je veux dire, le Canada ne peut pas faire ça. Le Canada peut seulement donner une politique économique d'ensemble, ce qui fait que les politiques canadiennes ne répondent souvent pas aux politiques québécoises. D'ailleurs, M. Bourassa le mentionnait au mois d'octobre 1990, les politiques économiques canadiennes sont surtout axées sur une seule province. Je pense qu'on la connaît tous.

Donc, je pense que le meilleur moyen pour le Québec de contrôler son propre développement économique est de commencer par contrôler ses propres politiques fiscales et monétaires. De plus, si, dans le Canada, le Québec est incapable, M. le Président, à l'heure actuelle, de faire valoir de façon valable son poids économique, je vous pose la question: Comment pourra-t-il le faire alors qu'il sera à l'extérieur des rangs? Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Je vous remercie beaucoup pour votre question. Je la relance aux groupes. Et je passe la parole à Sylvain D'Aoust. Vous avez la parole, M. D'Aoust.

M. D'Aoust (Sylvain): Merci, M. le Président. Pour ce qui est de la politique monétaire, je serais porté à aller dans le même sens que mon collègue qui vient de parler. Je ne vois pas comment – tant mieux, il y en a qui prétendent qu'ils auraient la façon de le faire – le Québec aurait la possibilité, avec une union monétaire, de pouvoir vraiment faire valoir son point de vue, ses besoins en matière de politique monétaire. Je serais porté à favoriser, bien que mes connaissances en ce domaine soient fort limitées, j'en conviens, notre propre monnaie. C'est important parce que les hauts taux d'intérêt qu'on a connus sont décidés bien souvent par Ottawa, sans que le Québec ait la chance de dire quoi que ce soit. On l'a vu dans le passé, nos gouvernements provinciaux n'approuvaient pas la façon de faire d'Ottawa.

Mais une chose est certaine. Peu importe l'option qu'on choisit, il va falloir s'assurer d'être capable d'avoir une politique monétaire qui

convient vraiment à nos besoins et non pas à ceux de la province voisine, parce que les hauts taux d'intérêt, ça engendre une augmentation du coût du capital et, incidemment, ça amène des frais supplémentaires pour nos entreprises, ce qui amène à réduire la compétitivité et, dans le cadre où on s'entend pour dire qu'il faut être compétitif au niveau international, il faut s'assurer qu'on ne perde pas de la compétitivité, qu'on puisse prendre tous les moyens qui sont possibles pour s'assurer de rester compétitif au niveau international. C'est très important, entre autres, pour le développement de l'emploi, pour créer un avenir économique intéressant pour les jeunes. Il faut prendre tous les moyens pour s'assurer qu'on soit compétitif en cette matière. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): M. Sylvain D'Aoust, vous êtes remercié de votre contribution. Un dernier intervenant qui a un droit acquis d'intervention, c'est M. Pierre Moisan qui va parler au nom de la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval. M. Moisan, vous avez vos deux minutes.

M. Moisan (Pierre): Merci, M. le Président. Alors, moi, je vais m'exprimer sur le commerce avec les États-Unis et le reste du monde. Il est indéniable, et ce, depuis longtemps – et la théorie économique le démontre et la pratique également – qu'il est rentable de commercer entre nations, que Ricardo, déjà au XIXe siècle, parlait des avantages comparatifs, qui montraient que les États avaient toujours intérêt à faire des échanges sur la base des écarts de productivité ou des écarts de prix de revient. Alors, le Québec, évidemment, lorsqu'il sera souverain, ne fera pas exception, sans doute, à cette règle et voudra commercer avec les autres peuples de la terre.

Le Québec est déjà une nation qui est fortement exportatrice, elle a besoin d'exporter, elle a besoin de se garantir des marchés, elle a besoin également d'en développer de nouveaux. Donc, sur ces points-là on verra sans doute des nouvelles ententes, possiblement, avec la France, avec l'Europe et il serait intéressant de diversifier nos sources d'achat finalement. On peut penser déjà... Le président des États-Unis veut ouvrir le libre-échange au Mexique, éventuellement à l'Amérique latine. Le Québec serait sans doute bien placé pour faire partie de telles ententes. Qu'on pense au Mexique, par exemple, qui, déjà, nous a reconnu le caractère distinct en nous appelant les "los tabarnacos". On a sûrement des points communs. On a une culture qui se ressemble, à caractère latin. On a des codes d'inspiration civile du même type. Donc, il y a des avantages comparatifs certainement à faire affaires avec des pays comme le Mexique ou comme d'autres pays d'Amérique latine. Le

Québec connaît beaucoup de succès dans l'exportation. Qu'on pense à Bombardier, qu'on pense à Lavalin, Raymond, Chabot qui va privatiser les services de la ville de Moscou. Donc, on a déjà les reins solides, on peut faire face, à la concurrence internationale. Alors, je crois qu'on devra mettre le paquet là-dessus, former des étudiants dans les matières internationales, promouvoir l'exportation, l'apprentissage de langues et de cultures étrangères et les échanges entre universitaires. Quant à ceux qui disent que le Canada ne voudra plus commercer avec nous, moi, je crois que c'est une menace de laquelle il faut rire. Les marchands voudront toujours faire des affaires. D'ailleurs, les affaires n'ont pas arrêté même si le lac Meech a échoué. Les commerçants veulent faire de l'argent et, d'un côté comme de l'autre, on voudra commercer. Alors, qu'on ne me dise pas qu'alors que les communistes mangent des Big Macs, que les Ontariens vont arrêter d'acheter du sirop d'érable. Merci.

Des voix: Ha, ha, ha!

Développement régional

L'animateur (M. Châtillon): Sur ce, merci beaucoup, M. Moisan. M. Christian Genest qui nous avez préparé le terrain sur la question du développement régional, vous avez la parole.

M. Genest (Christian): Merci, M. le Président. Encore une fois en faisant un effort surhumain pour rester dans le cadre des deux minutes.

L'animateur (M. Châtillon): Vous allez réussir, cette fois-ci.

M. Genest (Christian): Oui. Ha, ha, ha! O.K. Bon. Bien, à ce moment-là, je vais sauter les trois premiers paragraphes, pour m'en tenir essentiellement au point du développement régional. J'aimerais dire, d'entrée de jeu, que le fait de se faire l'apôtre ou l'avocat des collectivités locales et régionales ne veut pas dire pour autant fédéraliser le Québec. Ce n'est pas ça du tout. C'est simplement l'idée que si nous faisons, ce que je souhaite, l'accession à la souveraineté et à l'indépendance, on ne pourra pas avoir la totalité des pouvoirs concentrés à l'édifice G, ici, à Québec. Il va falloir vraiment qu'il y ait des solutions régionales aux problèmes régionaux. Les intervenants locaux, ils sont aptes à prendre de nouvelles responsabilités, évidemment si on leur en donne les moyens. Les intervenants locaux ont pris des champs de compétence qui, théoriquement, n'étaient peut-être pas les leurs au départ. Je pense aux loisirs, je pense à l'habitation, je pense même aux arts. Pourquoi? Parce que ça fait partie de la qualité de vie de leurs citoyens. Donc, en ce sens-là, il n'y a pas de problème, on peut faire confiance à

nos élus régionaux. Ils ne sont plus des fournisseurs de services, d'ailleurs je me demande s'ils l'ont déjà été, mais ils ont dépassé ce stade-là, ils sont devenus, à bien des égards, des agents de concertation et de développement.

C'est donc dire qu'on peut aller vers une décentralisation, c'est possible. Évidemment si on leur donne les moyens fiscaux, et non pas en faisant du pelletage un peu sauvage comme on le fait en ce moment, c'est-à-dire du transfert de factures vers les collectivités locales et régionales. Évidemment, il va falloir pallier aussi à certains problèmes que les élus locaux, si on leur donne des charges plus lourdes, ne pourront pas faire ce qu'ils font en ce moment, c'est-à-dire du semi-bénévolat. Je veux dire, je pense qu'il va y avoir un coût de société aussi à faire. Et dans le fond, il faut leur faire confiance. En guise de conclusion, Mme la Présidente, M. le Président, dis-je, je dirai que dans le Québec souverain que l'on veut bâtir, parce que il semble y avoir un consensus, là on dit aux commissaires de mettre du nerf dans leurs manches et puis de se réveiller. Bien, à ce moment-là, M. le Président, on aura un Québec souverain, un Québec souverain qui pensera globalement, mais qui agira localement. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup, M. Genest. Justement, toujours sur le développement régional, un jeune des jeunes du Parti québécois de l'Outaouais, M. Benoît Campeau. M. Campeau.

M. Campeau (Benoît): Merci, M. le Président. Christian m'a enlevé les mots de la bouche. Le thème qui a suscité un vif intérêt au sein des jeunes du Parti québécois de l'Outaouais, évidemment c'est la question du développement régional. Au Québec, les régions se meurent. En 1989, le Conseil des affaires sociales, dans son rapport **Deux Québec dans un**, en faisait le tragique constat.

(12 h 30)

Au plan économique, la Fédération canadienne travaille en fonction du centre qui est Toronto, et au Québec c'est en fonction du centre qui est Montréal. Ça fait qu'à toutes les fois, bien, dans les deux cas, la périphérie est laissée pour compte. Les régions du Québec, à ce titre, sont doublement pénalisées. Rapatrier les fonds régionaux fédéraux, évidemment, ça ne s'arrêtera pas là; ça ne suffit pas. Québec, une fois le rapatriement effectué, doit des donner aux régions pour que ces régions-là puissent se donner des institutions qui leur sont propres. Ce n'est qu'à partir de là que le développement des régions deviendra réalité. L'objectif vise, d'une part, la revitalisation des régions pour, évidemment, freiner l'exode des jeunes vers les grands centres urbains et, d'autre part, stimuler le développement économique des divers secteurs. Le gouvernement du Québec pourrait, par exem-

ple, créer des sociétés de développement régional. Ces sociétés seraient alors en mesure de réagir plus promptement aux préoccupations des régions qu'une gestion plus centralisée ne pourrait le faire. Voilà, à notre avis, une des façons par lesquelles ces régions pourraient jouer un rôle déterminant, pour ne pas dire fondamental, tant au plan économique que social. Et nous croyons, M. le Président, que c'est par ce type de mesures que le Québec réussira à améliorer le sort des régions et de la nation québécoise toute entière. Est-ce que c'est assez rapide?

L'animateur (M. Châtillon): C'est surtout clair. Merci beaucoup, M. Campeau, de votre intervention.

M. Campeau (Benoît): Merci.

Aspects économiques (suite)

L'animateur (M. Châtillon): Onze personnes ont demandé de dialoguer sur ce sujet des aspects économiques et j'énumère les noms: MM. Jean-François Simard, Marc-Antoine Adam, Yves Sauvé, Karim Amegan, André Gobeil, Carl Tremblay, Mme Isabelle Bouchard, MM. François Cholette, Robert Vincent, Luc Garneau et Sylvain Tanguay. D'emblée, Jean-François Simard, vous avez la parole.

M. Simard (Jean-François): Je vous remercie, M. Châtillon. Parmi les nombreux visages que peut prendre la souveraineté, il y a, bien sûr, la souveraineté culturelle, la souveraineté linguistique, la souveraineté politique, et on en a abondamment parlé, la souveraineté constitutionnelle. Nous sommes rendus à l'étape de discuter de la souveraineté économique. On réalise, à travers le débat qui est le nôtre aujourd'hui, à quel point l'intégration politique et l'union économique sont deux processus intimement liés l'un   l'autre. Nous sommes dans un débat, je vais en profiter, les membres de la Commission Bélanger-Campeau sont avec nous et je leur adresse une question. Après tout, c'est notre privilège. Einstein disait que, finalement, la nature humaine ne se nourrissait pas tant de bonnes réponses que de bonnes questions, et j'aimerais m'aligner sur un partage de réflexions avec vous.

Je pense qu'une association économique devra tenir compte de trois aspects fondamentaux. Dans un premier temps, nous devrons réfléchir: Quelle union économique va favoriser le plein essor de l'économie québécoise en fonction de la gestion de la dette? Donc, je pense que la souveraineté se présente à nous, notamment, en fonction de la dette. Dans un deuxième temps, il y a également la force de la devise. Nous devrons avoir, nous devrons trouver la meilleure formule pour avoir un contrôle

direct et constant sur la force de la devise. Sinon, comment voulez-vous qu'en étant souverains politiquement nous puissions avoir accès à une souveraineté économique qui se traduise dans les faits au niveau de nos PME? Dans un troisième temps, il faudra bien évidemment, pour terminer la trilogie, avoir un accès direct sur les taux d'intérêt. Il faudra que nous puissions avoir notre mot à dire sur les taux d'intérêt. En fait, c'étaient les trois éléments de la réflexion que je voulais vous présenter concernant l'importance de l'intégration économique versus l'intégration politique.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Simard. M. Marc-Antoine Adam.

M. Adam (Marc-Antoine): Merci, M. le Président. Alors, je suis heureux de constater que les jeunes du Parti libéral et les jeunes du Parti québécois semblent avoir pratiquement le même projet, à une nomenclature près, et j'espère que leurs aînés vont suivre. Cependant, j'ai noté quelques différences au niveau des institutions. Comme M. Facal le notait, en Europe, le Parlement, ça n'a rien à voir avec le Parlement canadien ou le Parlement québécois. Le Parlement, ce n'est pas l'organe législatif des communautés économiques européennes. Premier point.

Vous, le Parti libéral, vous parlez d'un Parlement supranational. Moi, j'ai un problème avec ça parce que du moment qu'on parle d'un Parlement supranational... Bon, on a des élus, ça a l'air plus démocratique, c'est mieux que des personnes qui sont nommées par les gouvernements des constituantes, soit le Canada et le Québec. Sauf que le problème, c'est qu'il y a des partis politiques qui se forment, des partis qui vont être les mêmes au Québec comme au Canada, qui vont avoir sans doute, peut-être pas une ligne de parti aussi stricte que celle qu'on a dans notre système, mais quelque chose dans le même genre; les gens vont se tenir les coudes. Et là, vous allez avoir le même problème qu'on a en ce moment avec le Parlement fédéral, c'est à dire une masse qui se regroupe contre le Québec. Qu'est-ce que vous voulez? Ils sont 75 %, on est 25 %.

Je vais vous donner un bon exemple de  a, tiré, finalement, de ce qui est à l'origine de ce débat-ci. En 1982, quand le Québec a dit: On n'a pas signé la Constitution, on n'est pas d'accord, ce n'est pas légitime au Québec, M. Trudeau a dit: Comment  a? Il y a plus d'élus au Québec qui ont voté en faveur de cette Constitution-là qu'il y en a qui ont voté contre. Le Québec a accepté, la Constitution de 1982. Alors, c'est le même problème que j'entrevois avec un Parlement supranational, si vous voulez. C'est ça. C'est tout ce que je voulais dire. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Marc-

Antoine Adam. Je passe la parole à M. Yves Sauvé. M. Sauvé, en deux minutes, s'il vous plaît.

M. Sauvé (Yves): Oui. Merci, M. le Président. Deux points à apporter au niveau de la politique de l'emploi. Premièrement, une recommandation. Les étudiants des 2^e et 3^e cycles de l'Université McGill proposent de transférer la responsabilité de la formation professionnelle du ministère du Travail à un nouveau ministère de la formation permanente de la main-d'œuvre. Cette nouvelle structure pourrait comprendre une transformation du système du bien-être et de l'assurance-chômage en un système de revenu minimum garanti, en coordination avec les programmes de formation professionnelle et permanente.

Deuxièmement, un point important. On parle de notre merveilleuse langue française, mais on semble oublier un problème très grave puis on n'en a pas parlé du tout aujourd'hui, je trouve ça désolant. Savez-vous que selon un sondage fait par Statistique Canada, en 1989 – vous allez être surpris pour ceux qui ne le savent pas – 30 % des francophones ici, au Québec, sont illettrés au niveau fonctionnel, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas lire un texte et comprendre le contenu de ce texte-là. Alors, je vous pose cette question: Comment est-il possible pour ces 30 % de trouver un emploi avantageux? Il n'existe actuellement aucun organisme gouvernemental qui s'occupe de ce problème-là. Alors, nous, les étudiants de McGill puis probablement beaucoup d'autres, on presse le gouvernement québécois de mettre sur pied un organisme gouvernemental qui va au plus vite s'occuper de ce problème-là. C'est tout ce qu'on avait à dire. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup, M. Sauvé. M. Karim Amegan.

M. Amegan (Karim): Alors, au niveau de l'aspect économique de la souveraineté, c'est bien évident que le Québec souverain va continuer de s'intégrer dans l'ensemble économique nord-américain de la même façon qu'il l'est présentement. Donc, à notre avis, l'association économique qui va être créée avec le Canada n'est pas nécessairement tributaire d'une structure politique pour la gérer, pas plus que l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada n'est tributaire d'une union politique entre les deux. On se demande quelle est la cause de l'acharnement de certaines personnes à vouloir absolument un Parlement supranational. Peut-être que c'est simplement de la nostalgie d'une époque où ils croyaient au fédéralisme et qu'ils n'en sont pas encore revenus et qu'ils essaient de la transmettre aux générations actuelles, mais le message a de plus en plus de misère à passer, comme on peut le constater. Donc, il faudrait que les gens soient conséquents avec leur position. Ceux qui veulent que le Québec accède

à la souveraineté, qu'ils ne se lient pas les mains avec une espèce de projet de Parlement supranational auquel le Canada devra adhérer, mais qu'ils n'ont pas nécessairement intérêt à accepter.

Autrement dit, il faut qu'on s'accorde sur une tentative réaliste, c'est-à-dire de prendre nous-mêmes notre destinée en main et d'écarter tous les aspects qui pourraient être tributaires de l'accord du Canada anglais subséquent, de se donner les moyens de négocier et, ensuite, d'établir les bases sur lesquelles l'association économique devra se faire avec le Canada. Merci.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup, M. Amegan. M. Carl Tremblay, rapidement, s'il vous plaît, dans votre droit de parole. Vous avez la parole, M. Carl Tremblay.

M. Tremblay (Carl): Merci, M. le Président. Tout d'abord, le Jeune Barreau n'a pas la prétention de venir instruire la Commission sur la nécessité ou l'opportunité d'en arriver à des ententes ponctuelles, par exemple, au niveau de la monnaie ou au niveau des banques.

Toutefois, le Jeune Barreau tient à mettre la Commission en garde contre différents aspects. Tout d'abord, il est extrêmement dangereux que la Commission... qu'on lie un gouvernement du Québec dans une déclaration d'indépendance en lui disant: Vous devez en arriver à une entente avec le reste du Canada sur tel et tel point. C'est donner à l'adversaire, entre guillemets, les éléments, le mandat, selon ses tenants et aboutissants. Il est bien évident que si l'on donne à nos mandataires le pouvoir d'aller négocier en disant à la partie adverse c'est quoi son mandat, ils vont se faire détrousser.

Les ententes qui devraient intervenir le devraient de façon ponctuelle, c'est-à-dire que, pour ne pas perdre le caractère de flexibilité de l'indépendance, elles devraient être ponctuelles et ne pas, non plus, toucher les champs de compétence que le Québec posséderait, évidemment en raison de l'indépendance, en totalité. Alors, ce seront des ententes ponctuelles qui ne toucheront pas les champs de compétence. C'était le but de notre intervention, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup, M. Tremblay. Mme Isabelle Bouchard.

Mme Bouchard (Isabelle): Merci, M. le Président. Alors, en tant que jeunes, la situation qui prévaut au niveau de l'emploi nous affecte particulièrement. L'exode des jeunes est une grave problématique dans les régions périphériques. Entre 1985 et 1988, la population des 15-24 ans a chuté de 26,7 % au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Nos possibilités d'intégration au marché du travail régional sont plus que piètres. Nous avons donc de fortes raisons d'être inquiets.

Nous associons à une véritable politique de

plein-emploi une politique de développement régional adéquate. Nous suggérons la prévision de nouveaux mécanismes d'échanges entre les représentants et représentantes du milieu de l'éducation et les employeurs et l'obtention d'une meilleure information sur les secteurs en pénurie ou en surplus de main-d'œuvre.

Pour ce faire, un Québec souverain assurerait la compétence exclusive en termes d'emplois. En région tout particulièrement, il est essentiel d'investir dans les infrastructures de transport et de soutenir les entreprises régionales. Le seul moyen pour les régions d'éviter leur dégradation est de garder leurs ressources humaines. C'est primordial, pour le Québec de demain, d'y veiller.

On l'a vu dans le passé, la centralisation coûte cher et défavorise certaines régions au profit d'autres. Il est donc évident pour nous que le Québec souverain devra opter pour la décentralisation et le développement régional. À notre avis, il faut se doter d'un mécanisme efficace de répartition équitable des investissements et des infrastructures.

Nous sommes en faveur de la création d'un gouvernement régional doté de ressources de financement adéquates, d'un pouvoir décisionnel quant à l'affectation des ressources et d'un mode de péréquation régional. Vous savez, si nous voulons une souveraineté davantage rentable, nous devons passer par un développement durable basé sur les particularités de toutes les régions du Québec.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup, Mme Bouchard. M. Dave Quirion, de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. M. Quirion, vous avez la parole.

M. Quirion (Dave): Merci. On va faire une courte intervention sur le développement régional. Un peu comme le Québec par rapport au Canada, qui réclame un petit peu une souveraineté, nous autres, les régions, on se sent un peu à part des grands centres. Souvent, on a tendance à être oubliées. Vous savez, en Abitibi-Témiscamingue, on a des richesses naturelles assez considérables, qui rapportent des milliards de dollars à l'économie du Québec, mais on n'a pas grand-chose en retour. On ne veut pas, non plus, prendre le contrôle de ces industries-là au détriment des propriétaires actuels, mais on aimerait que les outils de formation et de développement soient chez nous.

Également, ce qui serait intéressant, ce serait qu'il y ait un genre de sommet socio-économique, qui serait perpétuel, qui pourrait développer les régions en concertation avec le milieu. C'est un peu notre position.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Quirion. Nous vous avons reçu. M. François Cholette, vous avez la parole.

M. Cholette (François): Merci, M. le Président. Pour la Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain, outre la souveraineté qui nous apparaît nécessaire, une association économique est souhaitable avec le reste du Canada. La souveraineté ne doit cependant pas être subordonnée à la conclusion de cette association économique. Cette association comprendrait la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux, en somme, un modèle se rapprochant du Marché commun. Pour gérer l'association économique avec le reste du Canada, des institutions communautaires devront être créées. Elles seront chargées de veiller au rapprochement des législations ainsi qu'à la coordination des politiques économiques. Ces institutions communautaires devraient, suivant la jeune chambre, être composées de membres délégués par les gouvernements des États associés. Nous ne croyons pas à la viabilité d'un système impliquant un Parlement supranational qui serait élu.

Pour terminer, outre une association économique avec le reste du Canada, le Québec doit aussi s'ouvrir sur le monde, favoriser le développement des liens économiques avec d'autres pays. Ainsi, le Québec doit adhérer au traité de libre-échange nord-américain, américain peut-être dans quelques années. Il doit aussi faire tous les efforts nécessaires pour tisser des liens forts et puissants avec la Communauté économique européenne, pour développer et renforcer sa vocation de porte d'entrée des investisseurs européens en Amérique du Nord. Enfin, on ne doit pas négliger les efforts au niveau international, par le biais du GATT. Merci, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Cholette. Je passe la parole à votre collègue de l'autre Chambre de commerce, M. Robert Vincent.

M. Vincent (Robert): Merci, M. le Président. Disons simplement que pour nous l'ensemble du dossier constitutionnel n'est pas en soi le fond de la question. La question de l'économie, la question de la politique origine en fait d'un besoin de développement social. Alors, la logique de notre approche, c'est de dire: Oui, on veut faire la souveraineté. On veut la faire pour du développement social. Et ce développement social, en fait, permettrait de résoudre certains problèmes qui ont été soulevés ici autour de la table, des problèmes sociaux causés par le sous-emploi. La perte d'une vision future positive et optimiste pour les jeunes est cause de très grands soucis pour nous, puisque le marché, ce sont les gens et sans des gens financièrement en santé, il y a des problèmes économiques. Alors, on dit: Pour du développement social, un développement économique durable, qui procède concrètement, à partir du développement d'une politique indus-

truelle où, par exemple, il y aurait une spécialisation des régions, où on aurait fait des choix de créneaux industriels privilégiés, dans une économie de plus en plus ouverte et où la compétitivité est essentielle, où on aurait des endroits spécifiques et précis pour pouvoir performer au niveau mondial.

Par ailleurs, cette politique industrielle qui pourrait aussi être perçue comme une politique de l'emploi — on pense néanmoins qu'une politique de plein-emploi n'est pas réaliste ou est utopique — une politique industrielle efficace et très performante pourrait très sensiblement favoriser l'emploi. Alors, il y a un lien entre l'emploi et l'économie. Pour nous, c'est très important et ça passe nécessairement par une politique industrielle très précise, ponctuelle, focalisée sur les objectifs stratégiques de la province, du futur pays, espérons-le. Merci beaucoup, M. le Président.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Vincent. Vous êtes le premier en effet à faire le lien entre une politique industrielle et une politique de l'emploi. Je laisse la parole maintenant à M. Luc Garneau, du Comité national des jeunes de la CSN. M. Garneau.

M. Garneau (Luc): Merci. Je peux voir que le discours commence enfin à retomber sur terre, parce que, au niveau des ententes, je trouve qu'on est loin du monde. Quand on parle d'ententes, c'est pour créer des emplois, c'est pour que le monde s'en sorte. Et quand on parle d'une politique d'emploi, c'est drôle que dans 50 % des mémoires que j'ai lus, on parlait de plein emploi et qu'encore une fois on se retrouve devant une politique de l'emploi, un peu comme le forum qui était supposé être le forum du plein emploi, et on a eu un forum de l'emploi. À toutes les fois, c'est la même chose. Et quand on parle d'une politique d'emploi, moi je parlerais plutôt d'une volonté politique de créer de l'emploi, ce qui est assez différent, merci!

Ce qu'il faut, c'est que les gens puissent avoir de l'emploi dans leur région d'origine, qu'ils n'aient pas à s'expatrier pour pouvoir gagner leur vie. Ce qu'il faut, c'est qu'on donne la chance aux gens de pouvoir avoir de l'emploi et pouvoir en créer, pour ceux qui sont capables d'en créer, de l'emploi. Ce n'est pas en disant: les traités. O.K. c'est bien beau, les traités, sauf que pour le monde, pour ceux qui sont sur le chômage, pour ceux qui sont sur le bien-être social, ça ne les intéresse pas, ça. Ce qu'ils veulent, c'est avoir un emploi. C'est ça qu'il va falloir mettre de l'avant et c'est ça qu'il va falloir pousser au cours des 10 prochaines années. C'est le plus grand défi que le Québec aura à relever comme Québec souverain.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Garneau. M. Sylvain Tanguay, du Conseil per-

manent de la jeunesse. M. Tanguay.

M. Tanguay (Sylvain): Je ne comprends pas pourquoi M. Garneau intervient toujours avant moi pour m'enlever les mots de la bouche, mais...

Des voix: Ha, ha, ha!

L'animateur (M. Châtillon): Est-ce que vous avez terminé?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Tanguay (Sylvain): Non, non, quand même.

L'animateur (M. Châtillon): Allez.

M. Tanguay (Sylvain): C'est sûr que, bon, on abonde un peu dans le même sens que les intervenants qui ont parlé de développement régional, c'est-à-dire devant l'importance de décentraliser vers les régions du Québec les pouvoirs en matière de développement économique régional. C'est d'une très grande importance pour les régions du Québec, mais il faut comprendre qu'avant de décentraliser ces pouvoirs-là et avant même de dire vers qui on va les décentraliser, il faut d'abord et avant tout que nous soyons un État souverain et que nous maîtrisions, que notre gouvernement québécois maîtrise l'ensemble des pouvoirs. Une fois qu'il aura cette maîtrise-là, il sera en mesure de décentraliser vers les régions, vers les municipalités par des ententes avec les élus municipaux. J'aimerais intervenir aussi sur ce qu'on peut voir des débats et des discussions qu'on a eus jusqu'à maintenant, à savoir qu'il y a comme de grands consensus qui se dégagent à l'effet que la souveraineté est la seule option politique que nous devrions envisager pour notre futur, et que cette option politique là doit être présentée à la population par la voie référendaire. Je pense que ce sont des consensus qui se dégagent des discussions que nous avons eues ce matin. Ce que j'émetts comme souhait aux commissaires, aux membres de la Commission, c'est que ce consensus-là, que l'on sent entre nous, les jeunes, ils puissent le trouver aussi entre eux dans leurs discussions et dans leurs débats à huis clos, ce qui donnera lieu au rapport de la Commission Bélanger-Campeau. Je soulignerai aussi l'harmonie qui règne maintenant entre les jeunes des deux grandes formations politiques du Québec. Merci beaucoup.

L'animateur (M. Châtillon): Merci, M. Tanguay. M. Serge Boulard, de l'exécutif du jeune Parti québécois du collège Lafleche de Trois-Rivières. M. Boulard, vous avez la parole.

M. Boulard (Serge): Je vous remercie beaucoup, M. le Président. À la suite des

réflexions de M. François Cholette, de la Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain, à la suite des discours prononcés par M. Luc Garneau et M. Tanguay concernant la situation économique au Québec, il est certain – je suis d'accord avec eux autres et je les appuie – que ça prend des politiques concrètes au niveau de l'emploi, du plein emploi. Il faut également qu'on ait des accords économiques qui soient faits avec d'autres grandes puissances. Il ne faut pas que ça intervienne justement avec la souveraineté du Québec.

Un point sur lequel je voudrais vous amener, c'est que le Québec va avoir à faire beaucoup de concurrence au niveau mondial, va avoir à affronter des marchés qui vont être très difficiles, va avoir à démontrer un dynamisme peu courant dans les années qui vont venir. C'est certain qu'il va falloir réadapter le système, comme le mentionnait Mlle Gagnon tout à l'heure; Mlle Lalonde, de la Polytechnique également, si je ne m'abuse. Il va falloir revoir nos politiques; il va falloir revoir nos programmes sociaux. Mais les questions qu'il faudrait se poser en ce moment, les questions que les membres de la Commission Bélanger-Campeau devraient se poser, c'est: Jusqu'à quel point on va être capable de garder ces politiques sociales là? Jusqu'à quel point on va pouvoir assumer justement notre souveraineté et notre pouvoir? Je crois qu'il va falloir prendre des décisions, à un moment donné, faire des choix qui vont s'imposer, choisir parmi les programmes sociaux qu'on aura mis en branle.

Je pense qu'aujourd'hui, autour de la table, tout le monde en est venu à des consensus assez forts sur le statut constitutionnel, sur les accords qu'il faudrait mener, sur les programmes. Il y a beaucoup de volonté d'amener des programmes, d'amener des choses, d'amener des implications concrètes. Par contre, il faudrait peut-être revoir justement, parmi ces programmes-là, lesquels on va pouvoir se permettre de conserver. Si on regarde au niveau fédéral, on a encouru une dette qui est assez incroyable, qui va être lourde à porter, mais en fonction de nos ressources...

L'animateur (M. Châtillon): Vous mettez un point final, s'il vous plaît.

M. Boulard (Serge): ...oui... je crois que le Québec va avoir des décisions à prendre en tant que société, à assumer ses choix. J'espère que la Commission va être en mesure de réfléchir sur ces choix-là. Je vous remercie beaucoup.

L'animateur (M. Châtillon): Pierre Larouche, un dernier intervenant sur cet aspect; 30 secondes, Pierre.

M. Larouche (Pierre): Très rapidement. Je suis d'accord avec la plupart des gens qu'il

faudrait ramener la compétence économique au Québec. Le fédéral administre mal sa politique économique, mais il ne faudrait pas oublier que le fédéral n'a pas une marge de manoeuvre infinie en politique économique. Si le Québec ramène ces pouvoirs-là, dans la mesure où le Québec veut rester ouvert sur le reste du monde et continuer à faire du commerce, on ne pourra faire ce qu'on veut non plus. Alors, il ne faudrait pas vendre la souveraineté comme étant une ouverture à toutes les possibilités sur le plan économique. En restant ouvert sur le reste du monde, on va souffrir des mêmes limitations que le fédéral dans la politique économique.

L'animateur (M. Châtillon): Merci beaucoup. Nous venons de terminer l'étude des quatre champs. Quelques rapides informations. Cet après-midi, vous êtes priés d'entrer dans cette salle vers 14 h 15. On m'informe aussi que deux personnes peuvent avoir accès à la table pour cette troisième période lorsque vous serez invités à en faire partie; c'est pour la troisième période. Aussi, il y aura une transcription des délibérations, des échanges qui ont eu lieu ici qui vous sera envoyée par courrier, durant le prochain mois probablement.

En terminant, je me dois de vous remercier de m'avoir rendu le travail, quand même facile, de vous permettre l'expression et l'échange. C'était mon mandat.

Nous constatons, une fois de plus, que les jeunes sont capables de visions d'avenir. Nous avons eu raison de puiser dans votre énergie, dans cette ouverture d'esprit, et dans cette capacité de saisir l'interdépendance des enjeux. Mon rôle se termine avec cette deuxième période. Vous avez maintenant rendez-vous cet après-midi, dans cette enceinte, pour des échanges entre les membres de la Commission et les participants, sous la présidence et la participation des membres de la Commission. Cordialement, merci. Ça été très intéressant pour moi. J'ai appris beaucoup dans ces débats et j'espère que d'autres aussi, j'en suis persuadé, en tiendront compte. Bon appétit. À tout à l'heure.

(Suspension de la séance à 12 h 54)

(Reprise à 14 h 40)

Échange de vues entre les membres de la Commission et les représentants des groupes de jeunes

Le Président (M. Michel Bélanger): Bienvenue à cette reprise des travaux. Cette partie du forum est consacrée à la discussion entre les membres de la Commission et les représentants des divers groupes de jeunesse.

Le choix des groupes qui apparaissent à la table des témoins a été fait à partir des inscrip-

tions que les membres de la Commission ont transmises au secrétariat, ce matin. C'est donc dire que le groupe qui a été le plus demandé, à qui le plus de personnes veulent poser des questions, apparaît le premier, et ainsi de suite.

Quant aux commissaires, je vous rappelle que le temps dont vous disposez, le temps de parole, est un temps de parole global pour la séance de l'après-midi. Je commence par vous rappeler la règle qui a été adoptée pour cette séance. Il y a 15 minutes pour la présidence, 40 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 40 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle et 85 minutes pour les autres membres. Les autres membres disposent de 5 minutes chacun.

Vous vous êtes inscrits comme désirant poser des questions à plus d'un groupe. Quand le groupe qui paraît est un de ceux où vous vous êtes inscrits, nous allons donc vous passer la parole, à votre tour. Si vous la prenez à ce moment-là — et je m'adresse à ce moment-ci aux commissaires — et que ça dure 5 minutes, vos 5 minutes sont passées pour l'après-midi. Si le groupe qui est le plus demandé, ou un de ceux qui sont les plus demandés, et qui passe au début était sur votre liste, une priorité qui n'était pas no 1, ou si vous avez changé de priorité entre-temps, vous avez droit, quand on va vous offrir la parole, de passer, désirant vous en servir plus tard. Ça peut paraître compliqué et ce sera sûrement compliqué. S'il vous apparaissait en cours de route que la présidence rendait des décisions injustes, dites-vous que vous avez raison et qu'elle va tenter d'être injuste pour tout le monde, ce qui fera qu'à la fin ce sera égal. Bon!

Ceci dit, bien sûr, des groupes qui apparaissent — il y a deux groupes qui sont à la table — il y en a un qui est le groupe questionné et l'autre est en attente. Quand le premier groupe aura fini, pendant qu'on procède avec le deuxième groupe, il sera remplacé à la table.

Nous commençons donc par le premier groupe, qui est la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec, et le premier groupe de commissaires à poser des commissions — des questions, j'allais dire "à donner des commissions", bien non, corrigeons-nous — à poser des questions, ce sera un représentant du parti formant le gouvernement. M. Dauphin.

Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec

M. Dauphin: Merci beaucoup, M. le Président. D'abord, j'aimerais souhaiter la bienvenue aux représentants de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec et vous féliciter pour votre présentation d'hier. Étant donné qu'on a droit à cinq minutes, je pense qu'il se doit que je pose ma question immédiatement.

Vous proposez dans votre mémoire, et je crois que ça a fait l'objet d'une adoption lors du congrès des Jeunes libéraux, en août dernier, notamment la délégation par les États membres de certaines compétences à un Parlement supranational élu. Vous donnez deux raisons principales dans votre mémoire. Étant donné qu'hier le temps pressait dans votre présentation, je crois qu'il serait intéressant pour l'ensemble des commissaires ici présents que vous élaboriez davantage sur ce Parlement supranational élu. Quelles sont les raisons qui vous ont motivés à proposer ce Parlement supranational? Quels en seraient les effets et les bienfaits pour la société libre et démocratique que constitue le Québec?

M. Bissonnette (Michel): M. Dauphin, un point que vous avez soulevé dans la question, c'est que d'abord et avant tout, à l'intérieur du Parlement supranational, il n'aura que les pouvoirs qui lui seront délégués par les États membres, et c'était l'esprit même de notre résolution de cet été. C'est-à-dire que pour nous, d'abord et avant tout, on doit s'assurer de la reconnaissance de la pleine autonomie politique du Québec de façon à s'assurer que l'Assemblée nationale ait l'exclusivité des pouvoirs sur le territoire québécois.

Par contre, et comme je l'expliquais dans le cadre du débat aujourd'hui, pour nous, c'est important également de s'assurer qu'on n'a pas une vision nombriliste du Québec et, oui, on a les objectifs d'ordre politique qui doivent nous assurer de passer par la souveraineté et s'assurer de détenir dorénavant l'ensemble des pouvoirs politiques sur le territoire québécois. On doit également s'assurer d'être un partenaire économique fort, de façon à être efficace et visible dans les différents courants mondiaux en termes économiques.

Dans ce cadre-là, pour nous, ce qui est important, c'est qu'il y ait une communauté économique qui existe avec un partenaire canadien et on ne croit pas dans la vision de différents comités pour légitimer une communauté économique. Donc, à partir du moment où, en tant que Québécois, on pense que, préférablement, nous devrions avoir une même monnaie avec nos partenaires, nous devrions avoir la libre circulation des biens et des services, une politique monétaire commune, l'harmonisation de certaines politiques économiques, politiques tarifaires et commerciales uniques, il nous apparaissait important d'avoir un Parlement de façon à légitimer un bloc économique et une communauté économique. C'est dans cet esprit-là qu'on a pu proposer un Parlement supranational.

(14 h 45)

J'ai cru déceler également dans votre question... Beaucoup nous demandent si ce n'est pas le Parlement fédéral qui redevient encore une fois, et on a juste changé son nom, donc changé la plaque qu'il y avait sur l'édifice en

avant. Je pense qu'il faut bien comprendre une chose. Le Parlement fédéral, tel qu'on le connaît présentement, le Québec n'est pas un État membre, mais bien une province à l'intérieur de ce Parlement-là.

Pour nous, ce qui est important, c'est que le Parlement supranational ait une légitimité pour qu'il puisse gérer les secteurs que les États membres auront bien voulu mettre en commun, mais il ne pourra pas non plus accaparer des pouvoirs nouveaux ou exercer des compétences qui n'auront pas été déléguées dans la mesure où les parties, les États membres auront bien voulu mettre en commun, mais ne pourra pas non plus accaparer des pouvoirs nouveaux ou exercer des compétences qui n'auront pas été déléguées, dans la mesure où les partis des États membres auront bien voulu le faire.

M. Dauphin: D'accord. Merci beaucoup. Est-ce que je peux conserver la minute ou deux qui me restent pour plus tard?

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez un temps global de 40 minutes et vous pourriez tout l'utiliser maintenant, si vous le désiriez. Ce serait un peu peut-être au préjudice de vos collègues, mais enfin...

M. Dauphin: Mes collègues ne m'aimeraient pas, mais je vais revenir tantôt, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): D'accord. Nous passons maintenant à des questions du parti formant l'Opposition officielle. C'est M. Parizeau, je crois.

M. Parizeau: D'abord, je voudrais dire à ceux qui sont devant nous, à l'heure actuelle, la Commission-Jeunesse du Parti libéral, à quel point je trouve importante cette conclusion à laquelle ils en sont arrivés, que le Québec devait atteindre sa souveraineté. On peut ensuite discuter des moyens et discuter des superstructures et de ce qu'on voudra, mais ça, il ne faut pas l'oublier, c'est important, c'est essentiel. Bon!

D'autre part, la Commission-Jeunesse dit et on vient de nous le répéter: Il faut un Parlement supranational. Il faut un gouvernement supranational pour administrer un certain nombre de choses que les États constituants lui délègueraient. Ma première question devient: Quels États constituants? Qui délègue? Est-ce qu'il s'agit d'avoir comme État constituant le Québec, d'une part, et tout le reste du Canada, les neuf autres provinces, d'autre part, formant ensemble, ces neuf autres provinces, un État? Ou bien, si les États constituants qui délèguent au Parlement supranational qui, lui-même, va constituer un gouvernement supranational, ce sont chacune des 10 provinces actuelles qu'on va appeler États pour les besoins de la cause? Qui sont les

constituants de ce Parlement supranational et de ce gouvernement supranational? Deux ou dix?

M. Bissonnette (Michel): Merci beaucoup de votre question, M. Parizeau. C'est une chance de pouvoir préciser un point qui semble imprécis dans votre compréhension du document. Je ne vous cacherai pas et je ne vous apprendrai pas aujourd'hui que le jour où le Québec déclarera sa souveraineté, on pourra difficilement prédire la réaction de l'ensemble des autres provinces canadiennes. Mais il y a un point qui nous apparaît essentiel présentement: si le Canada anglais, à la suite de la déclaration de souveraineté du Québec, décidait de former dorénavant un pays à neuf provinces ou de demeurer uni ou associé, dans notre livre à nous, les États constituants seraient l'État du Québec et l'État du Canada. Si, toutefois, d'autres provinces faisaient le choix de la souveraineté, comme le Québec peut faire le choix de la souveraineté, nous aurions à composer avec les différents partenaires économiques mais, pour nous, il est bien évident que le Québec aurait le statut d'État. Si d'autres provinces canadiennes, suite à la déclaration de souveraineté du Québec, décidaient, elles aussi, de se doter du statut d'État souverain, les composantes de la communauté économique pourraient se faire à plus de deux États. Maintenant, le scénario, nous l'avons envisagé, nous avons ouvert une porte pour laisser aux autres provinces le droit à l'autodétermination comme le Québec a le droit à l'autodétermination mais, toutefois, on devrait reconnaître, selon nous, que si le Canada décidait de demeurer uni à neuf provinces, qu'il n'y aurait que deux États au sein de la communauté économique, soit l'État du Canada et l'État du Québec.

M. Parizeau: Dans ces conditions, si je vous comprends bien, et dans l'hypothèse où aucune autre province ne voudrait devenir un État souverain, il y en aurait deux, il y aurait deux États. Ce qui veut donc dire que, pour le Canada anglais, je simplifie un peu les choses en parlant du Canada anglais mais on comprendra ce que je veux dire, pour le Canada anglais, ce qu'on leur prépare c'est un gouvernement à trois niveaux là. C'est-à-dire leurs provinces qui, j'imagine, vont continuer d'exister, un gouvernement fédéral entre ces neuf provinces et un gouvernement supranational au-dessus du Québec, d'une part, et de ce gouvernement fédéral des neuf provinces. Évidemment, ça implique une transformation formidable du système politique des Canadiens anglais à l'heure actuelle. C'est tout un virage. On leur demande de changer vraiment leur mode de gouvernement. Ça pose le problème de savoir s'il y a des chances qu'ils acceptent quelque chose comme ça. Maintenant, il ne faut pas oublier que ce n'est pas... Nous sommes en train, ici, d'essayer de redéfinir le Québec mais avec

des propositions comme la vôtre, on est en train de les redéfinir eux aussi là, et substantiellement. Imaginons qu'ils ne veulent même pas discuter d'une réorganisation de leur système politique à notre demande. Qu'est-ce qu'on fait? S'ils nous disent: Écoutez, votre formule de gouvernement supranational, nous, pas question, on ne veut pas de ça. Votre affirmation dans le sens de la souveraineté du Québec, elle demeure?

M. Bissonnette (Michel): Je pense que le document était très clair à ce moment-là, et je pense que vous devrez avouer bien humblement que, peu importe le projet politique qui sera défendu par un parti politique, quel qu'il soit, tout scénario de l'après-souveraineté demeurera toujours un projet et une offre que nous ferons au reste du Canada en termes d'association économique. Certains pourront prendre pour acquis que différents comités seraient plus acceptables dans la structure politique canadienne; d'autres, par contre, pourraient penser que ça va amener davantage d'instabilité en termes de force économique, tant pour le Canada que pour le Québec. Nous, nous faisons la lecture que, oui, ça appellera, au Canada anglais, une structure politique de plus ou un réaménagement de leur structure politique; toutefois, ça garantirait à l'ensemble du territoire canadien une stabilité économique qui est essentielle, selon nous, pour le développement économique du Québec.

Comme il a été précisé dans notre document, à la page 16 – on m'envoie les informations – pour nous, il y a quelque chose qui est fondamental, c'est: si le Québec fait le choix de sa souveraineté politique, c'est d'abord et avant tout parce qu'il fait le choix que le statu quo ne soit plus la position de repli. Et si le Canada anglais, malheureusement, disait non à notre offre d'association économique, nous ne pourrions pas redevenir une province par la suite. Ça, je pense que c'était clair et dans le document que nous avons fait voter cet été et dans l'ensemble des discussions qui ont été faites. Quand on a fait le choix de devenir un État souverain, on en prend toutes les responsabilités. On peut, en tant que Québécois, faire le meilleur projet possible d'offre d'association économique, mais nous aurons toujours, ultimement, à conserver la responsabilité de notre choix d'avoir décidé de devenir un État souverain, avec tout ce que cela comporte.

M. Parizeau: Une dernière question, alors, pour que ce soit tout à fait clair. Si, en réponse à ce que vous proposez au Canada anglais, on vous disait: Le Québec devient un État souverain, association économique substantielle avec le reste du Canada, oui, mais Parlement supranational, gouvernement supranational, trois niveaux de gouvernement pour les Canadiens anglais, nous,

Canadiens anglais, on vous dit non. Si c'est ça la réponse, une association économique, oui, mais un chambardement de notre système politique, diront les Canadiens anglais, non, est-ce que ça vous va quand même? On marche?

M. Bissonnette (Michel): Je pense que, comme je vous l'ai dit tantôt, si nous avons fait le choix de devenir souverains, on ne revient jamais sur ces décisions-là et on ne pourrait pas revenir sur les décisions qui auraient été prises par le peuple québécois.

M. Parizeau: Je vous remercie beaucoup, monsieur.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Nicolet, qui sera suivi de M. Libman et de M. Hogue.

M. Nicolet: Je vous remercie, M. le Président. J'aurais aimé vous entendre...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous rappelle, M. Nicolet, que vous avez cinq minutes pour tout l'après-midi; vous pouvez les prendre maintenant ou n'en prendre qu'une partie.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Nicolet: Ha, ha, ha! Je vais tâcher d'en prendre juste une partie, M. le Président. Vous élaborez sur le contrôle des politiques monétaires et vous en faites la responsabilité de ce Parlement supranational. Comment est-ce que vous réconciliez cette vision des choses avec la pratique qui semble se développer ailleurs dans le monde, de confier la gestion de la politique monétaire à une banque centrale qui est tout à fait indépendante des instances politiques?

M. Dumont (Mario): Je pense qu'il ne faudrait pas confondre les choses. On n'a pas dit que la banque centrale devrait être gérée directement par un Parlement. Ce qu'on dit, c'est qu'à partir du moment où...

Une voix: ...monétaire.

M. Dumont (Mario): O.K. Je vais essayer de clarifier cette situation-là. Ce qu'on dit, c'est que, quand on a une banque centrale qu'on veut mettre au service d'une communauté économique, on a évidemment deux choix: on peut la mettre soit totalement indépendante du pouvoir politique ou on peut la mettre, jusqu'à un certain point, redevable à un quelconque pouvoir politique. À l'exception de quelques États comme l'Allemagne qui a vécu historiquement des choses – on ne reviendra pas là-dessus – qui ont été tout à fait spéciales au niveau de l'hyperinflation, l'ensemble des États a quand même une banque centrale qui va être redevable à un certain pouvoir politique

ou exécutif. Ce qu'on dit, c'est que dans le choix d'une association d'États, encore là, il faut faire un autre choix au niveau d'une banque centrale, toujours en prenant pour acquis qu'on préfère qu'elle soit quelque part redevable à un pouvoir politique: soit qu'elle peut être redevable au pouvoir de chacun des États membres ou qu'elle est redevable à un pouvoir qui est au-dessus. Le problème, si elle est redevable à chacun des États membres, c'est que si, à un moment où à un autre... Je me réfère à certaines propositions d'association économique qu'on a déjà vues. Si on dit que le gouverneur de la banque, par exemple - ce qui est le genre de décisions qui ont à être prises - est nommé d'un commun accord par les États membres, tout ça fonctionne bien tant et aussi longtemps qu'il y a un commun accord, tant et aussi longtemps qu'il y a un accord sur ce qu'il faut, ce qui doit être fait, ce qui doit être envisagé comme type de politique. Au moment où il y a un désaccord, d'une part, on s'entend sur le fait qu'on ne peut pas faire de compromis sur le type de politique qu'une banque centrale peut exécuter et on ne peut pas se permettre, je pense, de l'incertitude ou des moments où les décisions ne se prennent pas. C'est pour ça qu'on se dit qu'il doit y avoir... Et c'est une des justifications pourquoi on croit qu'il est plus avantageux, au niveau d'une association économique viable, d'une communauté économique viable, d'avoir une institution qui soit légitime pour la chapeauter.

M. Nicolet: Merci. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci. Je rappelle que la règle que nous avons qui dit que les deux parties disposent de 40 minutes - je ne le rappelle pas, je le dis pour la première fois, je ne l'avais pas dit tout à l'heure - doit être interprétée également en fonction d'une autre règle qui dit que chaque échange est d'une durée maximale de cinq minutes. Donc, il n'est pas possible, contrairement à ce que j'ai dit précédemment, à l'un ou l'autre des deux représentants des parties de prendre les 40 minutes d'un seul coup.

Cela dit, nous passons à M. Libman qui sera suivi de M. Hogue et de Mme Pagé.

M. Libman: Merci, M. le Président. J'ai lu ce mémoire quatre fois; en effet, c'est le seul mémoire de tous les 600 mémoires qu'on a eus que j'ai lu quatre fois. Ma première question, M. le Président, est un peu politique, mais je pense que c'est important de poser cette question.

Votre position favorise la pleine autonomie politique du Québec avec des liens économiques avec le reste du Canada. Quand je lis la page 16 de votre mémoire, vous dites: "En cas de refus du reste du Canada de suivre le Québec dans la mise en commun de leurs intérêts économiques, le Québec devra poursuivre sa démarche." Si je

comprends bien votre réponse à M. Parizeau, ça veut dire que votre position sera, s'il n'y a pas cette association économique souhaitée par le Québec, que le Québec est prêt à devenir un État souverain complet, une rupture totale. Si je comprends bien vos réponses. Hier, dans **La Presse**, vous avez dit: "Libéraux et péquistes ont intérêt à s'unir pour faire la souveraineté du Québec." Alors, ma première question, comme je l'ai dit, est un peu politique. Je veux savoir quel niveau d'appui vous sentez dans votre propre parti à la position que vous prononcez aujourd'hui?

M. Bissonnette (Michel): D'abord et avant tout, loin de moi l'idée de rentrer dans le club des mal cités...

M. Libman: On parle de M. Guy Bélanger. (15 heures)

M. Bissonnette (Michel): Loin de moi l'idée de rentrer dans le club des mal cités. Ce que j'ai déclaré à **La Presse**, c'est que pour moi, ce qui était important, c'est que le prochain projet politique constitutionnel qui sortira au Québec doit être défendu par la majorité des Québécois et on doit s'assurer qu'au-delà des partis ce soit un consensus de la population. Selon moi, on ne peut pas parler de référendum, de souveraineté si, pour autant, on a juste essayé de convaincre les gens, mais que la population n'est pas derrière ce projet-là, n'est pas derrière un projet d'affirmation des Québécois et n'est pas derrière un projet d'une volonté d'association économique clairement défini en termes d'objectifs de la proposition que nous ferons au reste du Canada. Et c'est dans ce sens-là que j'ai parlé d'un consensus. Certains l'ont interprété comme quoi les jeunes libéraux seraient prêts à se rallier aux jeunes du Parti québécois. Ce que je peux vous assurer, c'est que, présentement, en tant que jeune qui milite dans un parti politique, je constate que j'ai un véhicule qui est on ne peut plus important pour défendre la position que les jeunes ont votée dans le cadre du congrès-jeunes, cet été. C'est important, selon moi, d'utiliser au maximum la structure qui nous est offerte parce que c'est là, selon moi, un des points importants sur l'échiquier québécois, l'échiquier politique québécois. C'est la nouvelle position que prendra le Parti libéral du Québec.

Pour ce qui est de la réaction des autres membres de mon parti, je ne pense pas que ce soit dans les mandats qui sont définis dans la Commission Bélanger-Campeau de venir défendre ici ou de venir expliquer ici quelle est la dynamique interne à l'intérieur de mon parti. Nous avons défini, en tant que jeunes qui militons dans une formation politique, un projet qui respecte la volonté et les vues des jeunes du Québec, des jeunes libéraux du Québec, et c'est ce que nous sommes venus présenter dans le cadre de la mission de la Commission Bélanger-

Campeau.

M. Libman: J'accepte votre réponse. Ma deuxième question: Dans le projet que vous nous amenez aujourd'hui, est-ce que vous préconisez le passeport québécois?

M. Bissonnette (Michel): Je pense qu'on a vu avec la Communauté économique que la double nationalité était possible. On peut avoir en France un passeport de la Communauté européenne, mais la République de France, en termes de citoyenneté... Nous n'avons pas abordé, dans le cadre de notre document, cette année, l'ensemble de ces symboles-là, même si je sais qu'ils sont tous fondamentaux. Nous avons voulu définir davantage le cadre politique et constitutionnel et nous n'avons surtout pas la prétention de pouvoir être ces experts constitutionnalistes qui peuvent imprimer des briques. Ce qui est important pour nous, c'est de définir le cadre politique et le cadre économique qui sont importants pour les jeunes du Québec.

M. Libman: O.K. La dernière question, M. le Président. Il n'y a aucune mention, pas même une fois, de deux mots; j'ai cherché deux mots, partout dans votre document: le mot "autochtone" et le mot "anglophone" ou "anglophones québécois". Ma dernière question est sur l'absence de ces deux sujets dans vos documents. Les questions ou les défis de trouver cette ligne d'équilibre entre les aspirations collectives de la majorité ici au Québec, d'un côté, et les droits individuels des minorités sur l'autre côté sont fondamentales dans nos débats. Premièrement, je veux votre réponse là-dessus. Deuxièmement, la question autochtone ou quels droits reconnaissez-vous aux autochtones du Québec?

M. Bissonnette (Michel): D'abord et avant tout, je pense que dans le libellé de notre proposition, ce qui était fondamental pour nous, c'était de s'assurer que le nouveau Québec ne soit pas un Québec où uniquement les droits collectifs seraient privilégiés, mais où on reconnaîtrait l'importance des droits et libertés individuelles. C'est pour ça qu'on a rappelé l'importance d'une charte. Toutefois, nous avons défini également, à la page 17 de notre document, la promotion des droits fondamentaux. Volontairement, nous n'avons pas fait de pages spéciales pour la collectivité anglophone au Québec ou encore pour les groupes allophones parce que, pour nous, quand on parlait d'un consensus québécois, quand on parlait d'un projet qui devait être défendu par les Québécois, ça n'excluait pas l'ensemble des Québécois que sont les anglophones et les allophones. C'est dans cet esprit-là que nous ne voulions pas marginaliser certains groupes de la population parce que, pour nous, à l'heure où nous en sommes rendus au Québec, suite à l'échec de l'accord du lac Meech,

ce qui est important c'est que les Québécois voient dans l'Assemblée nationale du Québec le foyer du pouvoir politique au Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise les cinq minutes pour cet échange et nous passons à M. Hogue.

M. Hogue (Jean-Pierre): Merci, M. le Président. J'ai lu votre mémoire et j'ai fort apprécié les pages 8 à 12 où vous rétablissez un certain nombre de faits. Il est satisfaisant de pouvoir lire et quasi vivre à travers vos textes la différence fondamentale qui a existé entre le Parti libéral fédéral, le Parti conservateur et les tentatives certaines que le Parti conservateur - M. Mulroney - a pu faire. Je vous en félicite.

Cela dit, j'ai écouté les réponses intéressantes et pertinentes que vous avez données à M. Parizeau, mais je vais aller un peu plus loin dans ma question et c'est sûrement ma formation qui m'amène là. Si le Parti libéral n'accepte pas votre proposition, vous sépareriez-vous pour former un nouveau parti ou un nouveau groupe qui reviendrait discuter avec le Parti libéral auquel vous appartenez? C'est une question hypothétique, et vous avez bien la permission de ne pas y répondre, mais je la pose quand même.

M. Bissonnette (Michel): Comme j'ai répondu à la dernière question de M. Libman, nous sommes ici pour défendre un projet auquel nous croyons. C'est le projet également que, parallèlement, je défends à l'intérieur de mon parti présentement. De là à venir expliquer à la Commission Bélanger-Campeau, l'ensemble de la dynamique du Parti libéral du Québec, je ne pense pas que ce soit l'endroit approprié pour venir expliquer ça.

M. Hogue (Jean-Pierre): O.K. J'ai bien compris. C'est pourquoi je me suis permis quand même de poser la question, parce que vous ne faites pas fi du jeu démocratique et vous ne mettez pas de côté des valeurs comme l'appartenance. Ce sont des notions qui s'écrivent, mais ce sont aussi des notions qui se vivent. Vous êtes donc une organisation et vous faites des propositions qui, dans le jeu de la démocratie, ne sont pas, pour l'instant, acceptées. Est-ce que vous croyez qu'il serait préférable de revivre avec le groupe et de continuer à l'intérieur de votre groupe de supporter votre position plutôt que de vous retirer et de revenir ultérieurement frapper à la porte?

M. Bissonnette (Michel): Je pense que ce serait toujours intéressant de faire une Commission sur l'avenir politique de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec, mais toutefois, il y a beaucoup de "si" dans votre question, M. Hogue; beaucoup de "si" avec lesquels nous avons fait le choix de défendre cette position

parce que nous y croyons et nous verrons en temps et lieu. Ce que je peux vous assurer, c'est que, selon moi, le Québec a toujours été fort dans son histoire quand il a été uni derrière son leader et derrière un projet. J'espère que le Parti libéral du Québec défendra un projet pour rallier l'ensemble de la population de façon à ce que dans les prochains mois le gouvernement du Québec puisse prendre d'emblée les décisions qui s'imposent.

M. Hogue (Jean-Pierre): Alors, si j'ai beaucoup de "si", dans l'hypothèse où le Canada rejette l'idée d'une union économique, vous dites que le Québec poursuivra seul sa démarche et en envisageant des associations économiques avec d'autres États, c'est relativement ou téméraire ou hypothétique. Ce serait quelle sorte d'États; des plus gros, des moyens, des plus petits?

M. Bissonnette (Michel): On n'a pas défini le format.

M. Hogue (Jean-Pierre): Ça reste hypothétique, alors il y a des "si" dans ça, là!

M. Bissonnette (Michel): Il y a beaucoup de "si" dans ça...

M. Hogue (Jean-Pierre): Bon, ça va.

M. Bissonnette (Michel): Sauf que vous comprendrez tout autant que moi que le jour où on fait le choix de faire la souveraineté du Québec, on fait le choix également de ne pas reculer par après. Si vous avez lu avec intérêt, comme je le pense, notre mémoire, vous avez vu également que nous avons sorti un bon nombre d'arguments qui, selon nous, sous-tendent et l'intérêt du Canada anglais et l'intérêt du Québec de partager les objectifs économiques communs et de s'associer à ce niveau-là. Dans cette mesure-là, nous sommes des plus confiants que le Canada anglais accepterait une forme très avancée d'association économique et pour son bien et pour le nôtre. Toutefois, quand on fait le choix de proposer la souveraineté, on fait également le choix d'en assumer les responsabilités. C'est ce que je répondais un peu plus tôt.

M. Hogue (Jean-Pierre): Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, les deux derniers intervenants pour ce groupe de témoins seront Mme Pagé et M. Bouchard.

Mme Pagé: Bonjour, messieurs. Vous nous proposez dans votre mémoire d'aller vers une Confédération avec un Parlement supranational élu. En réponse à une question de M. Parizeau, vous avez précisé que votre concept, si l'équilibre canadien restait ce qu'il est présentement,

est un concept de deux États membres. Je voudrais savoir pourquoi, dans ce cadre-là, vous prévoyez un Parlement supranational dans lequel 25 % des membres seulement viendraient du Québec? N'y a-t-il pas là le risque de mettre un État souverain en subordination à un autre État souverain, puisque la dynamique des forces numériques serait en partant au désavantage d'un des deux États souverains?

Une deuxième question. Certains experts sont venus nous présenter le concept de la confédération et ils ont fait valoir qu'il était préférable, dans le cas d'un Parlement supranational, de fonctionner non pas avec des représentants élus mais avec des représentants délégués par les États souverains, les élus étant portés à légitimer leur propre existence en voulant légiférer. Donc, j'aimerais savoir pourquoi vous avez exclu l'idée d'avoir un Parlement supranational formé de délégués des deux États constituant la Confédération.

M. Bissonnette (Michel): O.K. Je trouve intéressante votre question. Je pense que ça permet de préciser bon nombre de points sur nos vues en fonction du Parlement supranational. Juste un point, je pense qu'il faut toujours le répéter parce qu'on est souvent portés à interpréter le Parlement supranational comme le Parlement fédéral qu'on connaît actuellement. Je pense que ce qui est bien clair dans notre document, c'est que les pouvoirs qui pourraient être conférés au Parlement supranational le seraient suite à la volonté des États membres parce qu'ils sont convaincus qu'ils ont des objectifs communs et qu'ils veulent s'associer dans ces secteurs-là.

Pour citer M. Parizeau: Il est toujours possible de pouvoir déléguer des pouvoirs, à condition de les avoir eus auparavant. C'est ce qu'il disait à l'ouverture de la Commission Bélanger-Campeau.

Je pense qu'on peut toujours se poser la question. Selon nous, si les gens étaient nommés par les États membres et qu'on avait une formule nominative ou encore une formule sur différents comités, ça appellerait un noyautement de l'autre État qui, comme vous le dites, est majoritaire avec des intérêts qui défendent peut-être juste uniquement ce que leur gouvernement central à eux pourrait croire sur ces dossiers-là. Si vraiment on a des objectifs communs, on pense qu'il serait beaucoup plus à l'avantage du Québec d'avoir une formule élective qui s'assurerait d'avoir une représentation de l'ensemble du territoire canadien, de façon à probablement pouvoir avoir sur certains objectifs économiques des alliés d'autant plus forts qu'il pourrait l'avoir avec un Parlement qui serait noyauté par une structure centrale de l'autre État membre.

Mme Pagé: Et sur la proportion numérique?

M. Bissonnette (Michel): Sur la proportion numérique, bien, je pense que tout le monde s'entend qu'idéalement on aurait une représentation de 55 %-50 %, sauf qu'il faut être également réaliste en fonction de la réalité de notre partenaire et de notre réalité en tant que force et faiblesse, en tant que peuples qui veulent se donner un État. Je pense que même plusieurs, pour ne pas nommer la formation politique, disaient que la Banque du Canada, le Québec devrait y être minoritaire. Pour nous, idéalement, nous serions 50 %, sauf que nous voulons être réalistes dans le projet que nous proposons. Nous pensons que ça devrait respecter soit le rapport de la population ou encore des économies, soit à peu près un quart.

Mme Pagé: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard.

M. Bouchard: Merci, M. le Président. Je veux revenir sur la question de la composition d'un Parlement supranational par des membres élus. J'ai entendu la réponse que vous avez donnée par rapport à la dynamique nationale... supranationale. Mais est-ce que vous avez examiné les problèmes qui résultent d'avoir, en parallèle et en compétition, deux Parlements, enfin, deux sortes de parlementaires québécois: les gens à Québec, les autres à Ottawa encore une fois? Est-ce qu'il n'y a pas là la perpétuation d'un problème que nous vivons depuis le début avec des gens qui sont parfois de partis différents, avec un antagonisme naturel qui, par la dynamique des choses, se manifeste entre les parlementaires à Ottawa et ceux du Québec, les deux revendiquant la légitimité pour représenter le peuple du Québec avec, à la fin, un morcellement de la force politique du Québec, une sorte de neutralisation de ce qu'on peut faire comme peuple souverain?

M. Bissonnette (Michel): Je pense qu'il faut, au détriment de me répéter... au risque de me répéter plutôt, pour nous, il nous apparaissait fondamental, si le Québec a davantage à partager certains pouvoirs et à partager des vues économiques avec ses partenaires parce qu'il est convaincu qu'il en sera plus fort, il est important, à ce moment-là, qu'il délègue certains pouvoirs. On peut toujours avoir le traumatisme du gouvernement fédéral - je pense que vous me comprendrez dans ce sens-là - sauf qu'il faut être conscient également que si on veut reconnaître une communauté économique réelle et qu'on veut l'asseoir sur quelque chose de sérieux, selon moi, il faut asseoir cette communauté économique là sur un Parlement. Et, de façon à pouvoir vraiment la rendre fonctionnelle, ça nous prend des individus au sein de ce Parlement-là qui sont là pour défendre les intérêts de

la communauté et non pas les intérêts des États membres respectifs où on aurait encore une fois, selon moi, beaucoup plus de confrontations et de discussions non intéressantes avec nos partenaires que nous ne pourrions en avoir avec des gens qui sont là pour défendre les intérêts de la communauté dans des secteurs où les États membres ont décidé de conférer des pouvoirs, donc des gens qui sont là pour s'entendre là où on leur a délégué des pouvoirs et une marge de manoeuvre respective pour ce qu'ils ont à assumer comme responsabilité.

M. Bouchard: Encore une minute?

Jeune Chambre de commerce de Montréal inc.

Le Président (M. Michel Bélanger): Si vous les prenez toutes maintenant, vous en aurez moins plus tard. Vous passez? Bon.

Alors, ceci met fin à cette présentation par la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec. Nous allons passer maintenant à la Jeune Chambre de commerce de Montréal. Je rappelle au groupe qui va remplacer la Commission-Jeunesse de, si possible, ne pas oublier d'apporter leurs chevalets et de les placer devant eux, ce qui permet d'identifier plus facilement pour la télédiffusion.

Pour la jeune chambre de commerce, les premières questions sont d'un représentant du parti formant l'Opposition officielle, M. Boisclair.

M. Boisclair: Merci, M. le Président. Vous me permettez peut-être, d'entrée de jeu, de remercier l'ensemble des membres permanents de cette Commission qui ont accepté de tenir deux jours d'audiences pour entendre le point de vue des jeunes. Peut-être très rapidement un commentaire et vous dire que vous avez, par le fait même, reconnu le fait que les jeunes veulent participer au développement du Québec, et non seulement le veulent, mais vous avez aussi reconnu implicitement qu'ils sont partenaires de ce développement économique. Là-dessus, je pense qu'on peut tout simplement vous remercier et remercier aussi l'ensemble des groupes de jeunes, particulièrement le Conseil permanent de la jeunesse qui avait fait plusieurs demandes pour des auditions semblables à celles d'aujourd'hui.

(15 h 15)

M. le Président, au nom de ma formation politique, peut-être remercier les gens de la Jeune Chambre de commerce de Montréal. Je tiens à les saluer et les remercier de leur présence parce que j'ai aussi eu l'occasion de participer à quelques reprises à certaines de leurs activités. Je pense aussi que le mémoire qui est présenté devant nous aujourd'hui témoigne bien du sérieux de cette organisation-là et fait preuve aussi du souci qu'ils ont eu de bien consulter leurs membres avant d'en venir à un

mémoire semblable à celui-là.

Rapidement, puisque le temps nous presse. J'aurais deux questions qui me sont venues au moment de la lecture de votre mémoire. Vous proposez une démarche en trois points. Le début de la démarche devrait commencer, vous dites, avec une déclaration de souveraineté de l'Assemblée nationale. Je vous demanderais, premièrement: Le mandat viendrait d'où? Ce serait un mandat d'une élection? Ce serait le mandat du référendum? Je prends bonne note, en passant, que vous dites que la réforme de l'intérieur du fédéralisme est irréalisable. Ça, c'est quand même un constat important.

Ma deuxième question, rapidement. Vous dites que le calendrier des négociations et de l'ensemble du processus d'accession à la souveraineté ne devrait pas dépasser 10 ans. Jusqu'à quel point conciliez-vous cette position avec celle qui, je suis convaincu, est partagée par l'ensemble de vos membres, qui est ce besoin important de stabilité pour pouvoir, justement, prospérer à l'intérieur d'un Québec fort et prospère?

M. Vincent (Robert): Alors, dans un premier temps, disons que nous n'avons pas élaboré, et nous ne le ferons pas parce que nous n'y avons pas vraiment réfléchi, une mécanique particulière, une déclaration de souveraineté via un référendum ou une élection référendaire. Évidemment, la recherche du maximum de légitimité nous ferait tendre vers le référendum; un plébiscite, une élection référendaire extrêmement claire pourrait jouer ce rôle-là. Évidemment, c'est relatif. Ça dépend de la clarté des démarches. Mais nous n'avons pas a priori, nous n'excluons aucune mécanique. Elle se doit d'être claire, c'est la clé, c'est tout.

M. Boisclair: Rapidement, quant au deuxième élément, sur la question de la stabilité.

M. Girard (Serge): Oui. Quant à la question du délai de 10 ans, il faut bien comprendre que dans notre rapport, dans notre mémoire, nous disons que cette période de transition ne devrait pas dépasser 10 ans. On souhaite qu'elle soit plus courte que 10 ans. Par contre, il faut voir réalistement les possibilités de faire un changement si en profondeur pour une société; je ne crois pas que ce soit quelque chose qui puisse se régler en l'espace de quelques mois, pour deux raisons: la possibilité de s'entendre avec le Canada si on désire maintenir des liens avec ce pays et il faut également prendre en considération la capacité de l'économie québécoise d'absorber de nouveaux pouvoirs très importants en termes de quantité et en termes de ce que ça peut représenter comme structures à créer. Dans la démarche que nous suggérons, nous suggérons donc de procéder étape par étape, c'est-à-dire faire des tranches de pouvoirs. Nous n'avons pas

détaillé quels pouvoirs devraient arriver les uns avant les autres. On peut faire ici des hypothèses de travail. Alors, des tranches qui pourraient être de deux ans pour se permettre de négocier et arriver à une entente.

Le Président (M. Michel Bélanger): Les questions des autres membres: ce sera M. Allard, M. Marcotte, qui est le substitut de M. Poissant, et, ensuite, M. Bouchard qui pourra utiliser, s'il le désire, le temps qu'il lui reste, à peu près deux minutes et demie, là-dessus. Alors, M. Allard.

M. Allard: Merci, M. le Président. Messieurs, je voudrais poursuivre la discussion qui a déjà été commencée au sujet de l'option que vous privilégiez, à savoir une confédération. Vous dites que la première démarche sera la déclaration de souveraineté. On commence par là. Donc, est-ce que ça veut dire qu'on déclare maintenant qu'on est souverain aujourd'hui, ou bien qu'on le deviendra éventuellement quand on aura fait les négociations dont vous parlez ailleurs dans votre mémoire? Ça se fait comment?

M. Girard (Serge): Alors, concrètement, ce que nous suggérons, ce que nous proposons, c'est qu'effectivement nous devenions juridiquement indépendants dès le moment de la déclaration faite devant l'Assemblée nationale. Pourquoi? Pour se dégager du poids de la formule d'amendement qui existe en ce moment dans la Constitution, qui est une entrave énorme pour ce qui est de négocier une nouvelle entente, d'une part. D'autre part, pour identifier à qui on doit parler. Pour l'instant, ce n'est pas encore certain. Si on voulait renouveler le fédéralisme ou chercher un nouvel équilibre ou une nouvelle entente, à qui on doit s'adresser? Au gouvernement fédéral ou à l'assemblée des 10 provinces et du gouvernement fédéral? Si nous sommes un État indépendant, il s'agit d'une négociation d'un traité international entre deux États et, ici, il est clair que la Constitution canadienne, telle qu'elle existe, donne cette compétence au gouvernement fédéral. Donc, oui, indépendance juridique dès le départ mais moratoire sur les effets de rapatriement des pouvoirs jusqu'à ce qu'on arrive à une entente ou jusqu'à l'échéance qu'on aura fixée dans un échéancier au départ.

M. Allard: Donc, nous sommes souverains immédiatement, mais ça ne nous donne rien de plus pour un certain temps. C'est ça?

M. Girard (Serge): Ça nous donne...

M. Allard: Excusez, vous avez dit: Il va falloir choisir les gens avec qui on va négocier. Est-ce que vous prévoyez que ça va être facile ou que ça va être difficile d'identifier ces gens-là? On peut vouloir négocier avec le gouverne-

ment fédéral, mais ce n'est pas certain que les autres provinces décident de confier le mandat de négocier en leur nom au gouvernement fédéral?

M. Girard (Serge): Alors, pour ce qui est de la première partie de la question, à court terme, cette déclaration d'indépendance ne nous donne pas de nouveaux pouvoirs immédiats, mais ça nous donne une légitimité pour négocier une nouvelle entente. Donc, ça change quelque chose. D'autre part, pour ce qui est d'identifier notre interlocuteur, si un pays étranger, en ce moment, aujourd'hui, voulait faire une entente, un traité, un traité de libre-échange, quel qu'il soit, avec le Canada, il s'adresserait au gouvernement du Canada. Si, à l'interne, il y avait des négociations politiques entre les divers paliers de gouvernement, ce n'est pas le pays étranger que ça regarde, si c'est l'aspect interne. Alors, si le Québec, une fois souverain, s'adresse au Canada, il s'adressera au Parlement fédéral ou au gouvernement fédéral. Et les négociations politiques qui se produiront à l'intérieur du Canada ne nous regardent pas. Le gouvernement fédéral ira chercher son mandat de la façon qu'il décidera de le faire.

M. Allard: Supposons que ça fonctionne bien, les négociations, et vous prévoyez que ça pourrait se faire par tranches de pouvoirs et que ça pourrait prendre jusqu'à 10 ans, supposons qu'au cours de ces années-là le Québec obtienne beaucoup ou tous les pouvoirs qu'il demande, quelle différence y aurait-il entre votre Confédération et un fédéralisme renouvelé?

M. Vincent (Robert): Disons que la stratégie se veut subtile, peut-être ne l'est-elle pas, mais l'idée, c'est d'obtenir des pouvoirs, que ces tranches de pouvoirs soient, d'une part, choisies par le Québec. Il est proposé dans un échéancier, c'est-à-dire au moment du dépôt du document affirmant la souveraineté du Québec, il y a un échéancier par exemple de deux ans. Stratégiquement, les pouvoirs y sont décrits. On essaie de négocier pendant deux ans. Les motions au Canada anglais l'empêchent de choisir, de négocier avec nous. Deux ans après, on ramasse les pouvoirs en entier. Alors, c'est décrit. On sait à l'avance ce qui va se produire. On ramasse les pouvoirs. La deuxième tranche de pouvoirs arrive. C'est la quatrième année, par exemple. On hésite, on hésite, on ramasse la deuxième tranche de pouvoirs. Je peux vous assurer que, de mon point de vue à moi, à la troisième tranche de pouvoirs, il y a des gens, après six ans, qui vont s'être calmés et qui vont avoir choisi de négocier avec nous parce qu'on tire la couverture de notre bord sans questionner. C'est-à-dire qu'on n'hésite pas à tirer la couverture, de facto. On a ramassé la couverture si on n'a pas négocié. Alors, nous, on...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci met fin à cette partie de l'échange et nous continuons avec M. Marcotte.

M. Marcotte: Merci, M. le Président. Une déclaration de souveraineté signifiera peut-être à court terme des incertitudes et également, peut-être, des difficultés économiques pour la population. Vous êtes conscients du problème et vous êtes prêts à y participer?

M. Girard (Serge): Alors, pour ce qui est de l'incertitude, nous croyons que de procéder en douceur est sans doute la façon la plus facile ou la plus propice à réduire cette incertitude-là. S'il y avait une séparation abrupte, sans entente ou sans échéancier ou sans qu'on manifeste ce qu'on entend prendre comme procédure pour rapatrier les pouvoirs, je ne crois pas qu'on serait dans une situation où il y aurait moins d'incertitude. Je ne crois pas non plus que le statu quo actuel soit une situation sans incertitude. Je crois, au contraire, que toutes les querelles constitutionnelles qu'on vit depuis tant d'années nous empêchent de nous attarder à de véritables questions, aux questions économiques. Alors, je ne crois pas que la procédure que nous suggérons créerait plus d'incertitude que le statu quo. Ça permettrait de clarifier des choses, et ça me permet, peut-être, de faire le pont avec la question précédente. Il y aurait des choses très claires qui seraient très différentes d'un fédéralisme renouvelé, à commencer par le fait que le Québec n'aurait plus de députés au gouvernement d'Ottawa puisqu'il serait un pays indépendant.

M. Marcotte: Deuxième question: Croyez-vous que la population dispose de toute l'information pour prendre une décision éclairée et, sinon, qu'est-ce qu'on devrait faire?

M. Vincent (Robert): Est-ce que le forum, aujourd'hui, n'est pas de ces mécanismes-là? Au-delà de ça, peut-être pouvons-nous penser en termes d'États généraux, mais je crois que la situation actuelle et, quand même, l'efficacité de la mécanique qui a été mise en place avec cette Commission-ci répondent, dans une grande partie, à ces besoins d'information là.

M. Marcotte: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard, il vous restait à peu près la moitié de votre temps.

M. Bouchard: Merci, M. le Président. Toujours en ce qui concerne le modèle confédéral, vous avez entendu vos collègues, tout à l'heure, de la Commission-Jeunesse du Parti libéral proposer un Parlement supranational élu. J'aimerais savoir de vous trois choses: Est-ce que vous souhaiteriez un Parlement supranational élu

ou pas? Est-ce qu'il y aurait un gouvernement confédéral? Et est-ce qu'il y aurait une Cour suprême encore au niveau confédéral?

M. Girard (Serge): Pour la question des parlementaires élus, nous prenons d'emblée le parti de dire qu'il n'y aura des élus qu'à Québec en ce qui concerne les Québécois. Il n'y aura pas d'autre Parlement élu. Et sur la nature des délégués qui se retrouveraient dans un éventuel Parlement ou organisme confédéral, je vous réfère au document qui a été remis à la Commission dès les premiers jours et qui a été préparé par M. Yves De Montigny. Je crois qu'ici, son argumentation rejoint celle que, de notre côté, on avait faite, à savoir qu'il s'agira de représentants des deux membres de la confédération, qui ne sont pas les individus, mais deux États. Alors, des gens nommés, d'une part.

M. Bouchard: Un gouvernement? Est-ce qu'un gouvernement serait issu de...

M. Girard (Serge): Je crois qu'on devrait parler plus d'un organisme administratif. La façon dont la jeune chambre de commerce conçoit ce lien confédéral là, il y aurait essentiellement deux rôles qui seraient dévolus à un tel organisme: un rôle de concertation, je pense qu'il y a un certain nombre de choses sur lesquelles et le Canada et le Québec ont avantage à coordonner leur politique, alors, il peut y avoir des recommandations qui soient faites par cet organisme-là; d'autre part, un rôle de gestion. Mais, quant à savoir s'il y aura un gouvernement qui fera des lois, non.

M. Bouchard: La Cour suprême?

M. Girard (Serge): C'est un organisme qui pourrait être intéressant si on croit que — par exemple, dans le domaine du droit criminel — on aurait avantage à uniformiser les règles de droit. Mais il ne s'agit pas ici de la Cour suprême telle qu'elle existe en ce moment, il faut bien se comprendre; ce serait un organisme dont, justement, les gens seraient nommés par chacun des deux membres.

M. Bouchard: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons, pour le dernier groupe de questions à la jeune chambre, à M. Benoît Fradet, représentant le parti formant le gouvernement.

M. Fradet: Merci, M. le Président. Je voudrais, en premier lieu, remercier la Commission du temps qu'elle a mis à la disposition des jeunes Québécois et Québécoises. Je pense que c'était très important qu'on le fasse. Comme on peut le constater, on a des échanges qui sont très très très satisfaisants, puis on a une relève,

d'après moi, qui peut, en tout cas, prendre en main toutes les valeurs québécoises qu'on aura à défendre plus tard.

Vous êtes des jeunes gens d'affaires, vous êtes à l'avant-scène, entre autres, de l'action économique au Québec. On sait que, présentement, on traverse des moments difficiles économiquement. On aura des décisions à prendre, puis on aura des décisions aussi avec la Constitution. J'aimerais savoir quelles sont les valeurs qu'en tant que jeunes entrepreneurs on devrait défendre, que vous, vous défendez ou que vous devriez défendre, et que nous, en tant que jeunes au Québec, on devrait défendre dans le contexte actuel.

M. Vincent (Robert): La réflexion pas seulement constitutionnelle, mais la réflexion globale, à tout le moins, des deux dernières années à la Jeune Chambre nous a menés à la réflexion suivante. Il y a une problématique importante au Québec. Il ne faut pas se leurrer, la situation n'est pas facile. Il y a des problèmes économiques que certains pensent être structurels, j'espère que non — je pense que oui, mais, en tout cas, je souhaiterais que ce soit non — il y a donc une perte d'emplois et une création de problèmes sociaux qui sont liés. Alors, nous, on lie la question constitutionnelle à la question économique, avec une interface que j'appelle l'emploi. Alors, on fait des modifications d'obtention de pouvoirs de façon à pouvoir produire un développement économique qui va être favorable à l'emploi. De cette création d'emplois ou de cette qualité d'emploi aussi — pas seulement quantité, mais qualité — on pense que ça permettrait de résoudre certains problèmes sociaux liés à la perte d'emplois. Donc, nous, on lie tout ça dans un tout. Il est inutile d'avoir des débats sur la constitution si on n'y trouve pas un intérêt social, si on n'y produit pas un développement social. L'économie, pour les meubles, ce n'est pas utile, c'est pour les gens et c'est la même chose pour la constitution. Alors, nous, on lie les deux ensemble ou, en fait, les trois, la création d'emplois à travers une politique industrielle et un développement économique. Et pour le faire, ça nous prend des pouvoirs que nous n'avons pas.

(15 h 30)

M. Fradet: Est-ce que je peux... Oui, merci. Donc, une des valeurs, ce serait la stabilité économique. Il y a des économistes qui sont venus rencontrer les commissaires, les membres de la Commission et qui nous ont prévenus qu'advenant une déclaration d'indépendance ou une déclaration de souveraineté, il y aurait probablement une transition économique difficile au Québec. Il y a un groupe de professeurs qui nous a mentionné que ça pourrait aller aussi entre 5 et 15 ans. Moi, j'aimerais savoir ce que pense la Jeune Chambre de commerce de Montréal. Pensez-vous que la transition économique

peut effectivement durer entre 5 et 15 ans? Et quelles sont, d'après vous, les conséquences de cette transition économique à l'égard de l'entrepreneuriat, des jeunes entrepreneurs et aussi de la perspective de l'emploi au Québec?

M. Girard (Serge): Il est clair que n'importe quel changement de statut constitutionnel pour le Québec va avoir des coûts. Ce serait malhonnête de soutenir le contraire. Je crois que la Jeune Chambre de commerce de Montréal est prête à assumer ces coûts. Nous avons essayé de déterminer un processus qui va minimiser, nous croyons, les risques d'incertitude ou les remous qui pourront être créés. Quant à savoir le résultat final, je ne m'aventurerai pas à faire de prédictions, mais je dirai simplement que, dans la mesure où le gouvernement du Québec ou le Parlement du Québec détiendra l'ensemble de ces pouvoirs, il sera peut-être mieux en mesure d'orienter le développement au Québec. Donc, oui, peut-être que c'est une incertitude, mais je crois que ça vaut la peine.

M. Vincent (Robert): Je vais poursuivre en disant que notre approche vise justement, dans la période de 10 années où il y a des strates de pouvoir à récupérer, à mettre en place, premièrement, dans une première phase, probablement... récupérer tous les pouvoirs qui permettraient de mettre en place une politique industrielle.

M. Fradet: Oui, mais ce que je vous ai mentionné, c'est advenant une déclaration d'indépendance.

M. Vincent (Robert): Oui, exact.

M. Fradet: Ça ne durerait pas 10 ans, j'imagine, une déclaration d'indépendance, la souveraineté.

M. Vincent (Robert): Non. On a dit tout à l'heure que la déclaration d'indépendance telle quelle, le lendemain, ne produira rien ni deux mois après ni six mois après. Deux ans après, il va se produire quelque chose. Et dans ces deux ans là, c'est à nous de mettre en place la mécanique, de façon à minimiser l'impact de la récupération d'une strate de pouvoir; pas l'ensemble du pouvoir, parce qu'on disait: Ce serait un trop gros choc. Alors, pendant cette période-là, tu récupères des pouvoirs pour mettre en place une politique industrielle. Tu l'as commencée depuis ta déclaration d'indépendance ou même avant, on l'espère. Donc, théoriquement, les effets positifs et accumulateurs croissants de cette politique industrielle devraient, nous le souhaitons infiniment, compenser les chocs successifs de récupération de pouvoirs.

M. Fradet: Donc, un rapatriement des pouvoirs par étapes, graduellement, pourrait,

selon vous...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous n'avez que quelques secondes ou, enfin, une demi-minute pour répondre à cette dernière dernière question dans le temps permis.

M. Fradet: ...faire en sorte que la transition soit moins difficile, que les conséquences économiques soient moins difficiles à passer pour le Québec.

M. Vincent (Robert): Ce sont les conclusions...

M. Fradet: Parce que c'est nous, en tant que jeunes, qui allons subir, en tout cas, la majeure partie de ces conséquences-là. Si ça dure 10 ans, 15 ans, à l'âge où on a, des jeunes entrepreneurs comme vous... Vous allez subir ces conséquences-là, j'imagine.

M. Girard (Serge): C'est peut-être possible de dire que ce sera la moins mauvaise solution.

M. Fradet: La moins mauvaise solution? Merci.

Association des étudiants en droit de l'Université Laval

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ceci met fin à cet échange et au témoignage de la Jeune Chambre de commerce de Montréal. Merci.

Nous passons maintenant à l'Association des étudiants en droit de l'Université Laval. Ce sera d'abord M. Beaudry, suivi de M. Béland.

M. Beaudry: Nous passons.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous passez, M. Beaudry? Alors, à M. Béland.

M. Béland: Merci, M. le Président. Dans votre mémoire, les premières raisons que vous invoquez pour faire la souveraineté, ce sont des raisons économiques. Vous dites, comme exemple premier aussi, la politique monétaire parce que vous dites que la politique monétaire canadienne nuit considérablement au Québec. Est-ce que je dois comprendre par là que, dans la constitution québécoise que vous suggérez, vous suggérez un plein contrôle sur la politique monétaire québécoise et est-ce que ça va jusqu'à une monnaie québécoise?

M. Gobeil (André): Je suis très heureux que vous me posiez la question parce que, ce matin, je voulais justement intervenir au débat là-dessus et, malheureusement, les droits de parole étaient tellement limités que je n'ai pas eu la chance.

Alors, on va commencer. Tout bon raisonnement économique commence par deux hypothèses. La première hypothèse, disons que le Québec est souverain, ce qui est fort probable. La deuxième hypothèse, disons que le Canada est formé des provinces restantes, ce qui, à mon avis, est fort peu probable. Disons que les deux négocient une union monétaire. Comment vont se décider les grandes lignes de la politique monétaire? Je ne le sais pas, mais ça risque d'être très difficile, parce qu'on sait que ces deux entités, le Canada et le Québec, ont des demandes diamétralement différentes quant aux politiques monétaires. Plusieurs mémoires ici, des mémoires de jeunes, des mémoires d'économistes également ont souligné ces divergences. Je ne crois pas qu'une disparité de la sorte s'évanouisse avec une union monétaire et une souveraineté. Ces disparités-là vont continuer d'être présentes. Si on veut négocier, ça va être encore à savoir qui va tirer la couverture le plus fort de son côté. Je ne pense pas qu'on puisse éviter ces choses-là.

De grands économistes – je n'en ferai pas la liste parce qu'il y en a quand même pas mal – ont souligné qu'une monnaie pour un pays indépendant dépend de la confiance que l'on y met à tous les niveaux, soit régional, national, international. Nous savons que, présentement, un des plus gros organismes financiers dont vous êtes à la tête y croit. Nous croyons également que le processus d'accession à la souveraineté sera des plus démocratiques; je pense qu'une Commission comme celle-ci le démontre clairement. Nous savons que le fruit est mûr et que la confiance se bâtit sur ces fondations. La monnaie ne pourra trouver de meilleures assises, je crois, une monnaie nationale. Merci.

M. Béland: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à Mme Campbell Steer qui était inscrite également. Est-ce que vous désirez prendre la parole maintenant?

Mme Campbell Steer: Oui, pour une partie du temps.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez.

Mme Campbell Steer: Merci. Je voudrais continuer dans la même veine économique. Voyez-vous un lien quelconque avec le reste du Canada?

M. Gobeil (André): Je pense que c'est l'évidence même qu'on va avoir un lien avec le Canada. C'est d'ailleurs notre premier partenaire commercial jusqu'à présent. On a été fondés là-dessus, sur l'économie "a mari usque ad mare"; alors, demain matin, on ne changera pas ça, c'est certain. J'imagine que le reste du Canada va

continuer à vouloir négocier avec nous au niveau économique. Ça en va pour leur survie, ainsi que pour la nôtre. S'ils refusent de négocier avec nous au niveau économique, ce serait comme s'accrocher à une autre personne dans une piscine pour pouvoir la noyer. La chance qui peut arriver, c'est que vous vous noyiez tous les deux. Alors...

Mme Campbell Steer: Ça, ça veut dire que vous pensez que nous devons avoir un lien entre nous deux, mais est-ce que ça veut dire aussi sur le plan international? Est-ce que vous pensez que vous pourriez être reconnus à part, ou que le Québec devrait être reconnu à part, comme le Québec? La crainte que j'ai, c'est le fait que le Canada, sans Québec ou avec Québec, va rester dans le groupe des sept. Le Québec tout seul ne serait pas dans le groupe des sept et peut-être qu'il aurait un certain poids à rattraper sur le plan économique international.

M. Desgagné (Pierre-Luc): Moi, je ne suis pas prêt à donner ma bénédiction et à sacrifier sur l'autel des sept la souveraineté du Québec. Permettez-moi d'ajouter également que le fait qu'il y ait une intégration économique – je crois que c'est le dada personnel de certains hommes politiques actuellement – l'intégration économique à la CEE n'a pas fait perdre la souveraineté politique. Alors, c'est bien important de mettre cartes sur table et de signifier qu'intégration économique ne signifie pas perte de souveraineté politique. À mon avis, le Québec, au plan international, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il veut sa souveraineté...

Mme Campbell Steer: Mais c'était surtout parce que j'avais vu une remarque dans votre soumission qui disait que vous aviez pensé... Vous me donniez l'impression que peut-être vous aimeriez mieux être reconnus de façon à part, comme le Québec, sur le plan international. Selon moi, nous avons un risque si nous faisons ça et nous sommes peut-être mieux intégrés sur le plan international... Alors, ça ne dit pas que nous allons perdre notre autonomie politique, mais je pense bien qu'il nous reste à rester intégrés, dans ce sens-là.

M. Gobeil (André): Je ne crois pas que la présence du Canada au sein du groupe des sept lui ait assuré une croissance économique fulgurante. C'est sûr qu'il y a une reconnaissance, mais si le processus d'accession à la souveraineté se fait de façon démocratique, je pense que le reste des nations va nous reconnaître comme peuple souverain...

Mme Campbell Steer: Non, ce que je voulais dire...

M. Gobeil (André): ...ils vont vouloir

négoier économiquement avec nous sans problème.

Mme Campbell Steer: ...mais notre marché à 6 000 000 est plus petit qu'un marché à 25 000 000.

M. Desgagné (Pierre-Luc): Pour ce qui est d'avoir axé son marché, d'avoir confiance en nos exportations, on n'a pas de conseils à recevoir, il me semble; on s'est aperçus depuis longtemps que notre marché était restreint. Pour ce qui est de savoir exporter, je pense qu'on le sait, au Québec.

Mme Campbell Steer: Continuez. Oui, vous pourriez continuer. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons à M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Messieurs, bienvenue donc à ce forum sur les jeunes. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre mémoire qui est intéressant, qui témoigne de votre compétence personnelle sans doute, mais aussi, vous me permettez de le dire, de la formation que vous pouvez recevoir à la Faculté de droit de l'Université Laval. On a eu l'occasion d'entendre ici, comme experts, les Nicole Duplé, Yvan Bernier, Patrice Garant, Henri Brun, le professeur Arbour qui publie un excellent article ce matin dans le journal *Le Soleil*. En fait, en lisant votre mémoire donc, on comprend que vous avez puisé à la science de bien de vos professeurs. En me référant à votre mémoire, et si vous me le permettez, au processus que vous nous suggérez pour atteindre la souveraineté, j'ai un petit peu de difficulté à le comprendre. Votre première étape semblerait être une constitution... rédiger une constitution. Vous avez raison dans le sens que rédiger une constitution, c'est le premier geste juridique que des hommes et des femmes qui veulent vivre ensemble, organiser le pouvoir, vont poser, c'est un principe essentiellement démocratique, mais nous qui avons à faire un premier geste pour décider de notre autonomie, parce que c'est ce que vous suggérez, une souveraineté à part entière, comment se fait-il que je ne vois pas, que je ne semble pas voir de référendum dans le processus que vous nous suggérez?

M. Desgagné (Pierre-Luc): D'abord, M. Rémillard, ça nous a hautement peiné d'apprendre, dans les derniers jours, que vous aviez abandonné votre permanence et que votre poste n'était pas gardé. Alors, les étudiants qui viendront à Laval ne vous auront plus peut-être. Ça nous a hautement peiné. Cela dit, page 6...

M. Rémillard: Non, non, non, vous faites erreur...

M. Desgagné (Pierre-Luc): Hein?

M. Rémillard: En tout cas, je ne veux pas...

M. Desgagné (Pierre-Luc): Ah! Il y avait des rumeurs persistantes à la faculté.

Une voix: Ah! Mon Dieu!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Rémillard: Attention à ça, aux rumeurs. Vous me voyez ailleurs là, vous aussi, hein?

M. Desgagné (Pierre-Luc): Ah! Bien que voulez-vous? Page 6, dis-je bien, no 4. Comment le processus d'accession à la souveraineté... Si on va directement au premier paragraphe, il faut d'abord vous préciser que la suite de notre démarche est conditionnelle à une réponse souverainiste de la population, réponse qui devra être obtenue lors d'un référendum où les options seront clairement définies. Je pense qu'il y a le mot "référendum" dès la page 6, dans le haut.

M. Rémillard: Est-ce que le référendum va porter... Ce que je voulais savoir dans ma question, c'est si votre référendum porte sur votre constitution ou sur cette décision de devenir souverain.

M. Desgagné (Pierre-Luc): Nous, on ne voudrait pas mettre la charrue avant les boeufs comme on dit en bon québécois. On ne voudrait pas écrire une constitution qui serait peut-être tout d'abord soumise à l'État fédéral et puis peut-être devenir la constitution d'un État souverain. Ce qu'on veut tout d'abord, c'est que les Québécois se prononcent et, après ça, on mettra en marche les mécanismes qui feront en sorte que les Québécois pourront s'exprimer sur des institutions et un texte fondamental les représentant tels qu'ils sont. D'après nous, il devrait y avoir tout d'abord un référendum qui dira oui ou non à la souveraineté et, selon notre mémoire, on espère fortement un oui. Mais par la suite, nous jouerons de la charrue et nous ouvrirons le sillon vers l'avenir.

M. Rémillard: Vous avez aussi des cours de poésie.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Rémillard: Je ne veux pas dire que c'est un poème que vous nous avez soumis là, remarquez. Mais en ce qui regarde l'aspect économique, vous nous dites, je vous cite à la page 3: "En étant représenté par ses propres ambassades et délégations, il pourrait certainement mieux faire la promotion des atouts qu'il offre en tant que porte d'entrée aux marchés et de berceau de la francophonie en Amérique du Nord". Il y a

certain experts qui sont venus témoigner devant nous, dont le professeur Bernier, qui nous ont dit que le Québec n'appartiendrait plus à ce moment-là aux pays membres du groupe des sept, ou que notre position au sein du GATT, comme le professeur Daniel Latouche est venu nous le dire, sera évidemment de beaucoup moindre que ce qu'elle est présentement. Et toutes les autres institutions internationales dans le domaine du commerce international pourraient être touchées. Est-ce que ça ne vous fait pas réfléchir un petit peu, ça?

M. Desgagné (Pierre-Luc): M. Rémillard, ça me fait extrêmement plaisir de citer un autre professeur de Laval, soit le professeur Arbour dont j'ai le livre sur le droit international public ici. Il y a un chapitre complet sur la succession d'État. Comme vous le savez bien probablement, la succession d'État est couverte par deux conventions, soit celle portant sur la succession d'État en matière de traité et la convention portant sur la succession d'État en matière de biens, d'archives et de dette d'État. Nous, selon ce que je comprends de votre question, ça s'adresse surtout en fonction des traités. Il en parle de façon relativement abondante et je n'ai pas vu, après d'excellentes lectures de ce chapitre-là, de choses qui allaient à l'encontre de la souveraineté du Québec et surtout qui allaient à l'encontre d'un possible accès quasi illimité à tous les traités auxquels le Canada est actuellement partie.
(15 h 45)

M. Rémillard: Je ne mets pas en cause, évidemment, le livre de M. Arbour, un excellent professeur, mais ce que je veux vous dire, c'est assez simple: C'est que le Canada est présentement membre du groupe des sept pays les plus industrialisés qui ont des réunions chaque année, comme vous le savez, et qui ont donc une influence importante en matière de commerce international. Le Québec devenant souverain, je pense que vous comprenez comme moi que, peut-être, on ne sera pas parmi les sept. Dans ce cadre-là et en fonction du GATT et tout, ma question est simplement de savoir si ça ne peut pas vous faire réfléchir sur les conséquences que ça peut apporter au niveau du commerce international.

M. Desgagné (Pierre-Luc): Au-delà d'être parmi les sept pays les plus industrialisés du monde, d'être membre du groupe des sept, à part une surcharge de travail pour les gens de la GRC lorsqu'ils sont venus à Montebello, qu'est-ce que ça apporte à part les cocktails d'ambassade et les photos? Je veux dire, est-ce qu'on doit tout sacrifier sur l'autel des sept? Je ne crois pas. Et certains pays dont l'économie se porte assez bien, merci, et qui sont membres d'autres organisations économiques ont un niveau de vie des plus acceptables, sinon un haut niveau de

vie, et ils n'ont pas tout sacrifié. Ils ne sont pas prêts à sacrifier leur identité pour aller se donner à ce groupe des sept à qui on donne, à mon avis, une importance démesurée.

M. Rémillard: M. Tassé, êtes-vous d'accord, vous?

Une voix: M. Tassé?

M. Rémillard: Gobeil, excusez-moi. Pas M. Tassé, M. Gobeil.

M. Gobeil (André): Je dois vous dire qu'on a fait ce mémoire-là en concertation ...

Le Président (M. Michel Bélanger): Rapide-ment.

M. Gobeil (André): ...et je ne peux qu'a-quiescer à la réponse de mon collègue; d'ailleurs, c'est ce que j'ai essayé de dire tout à l'heure à la dame qui m'a posé la même question sur l'importance du groupe des sept.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Gobeil. Mme Harel.

Mme Harel: Merci, M. le Président. Il faudrait également se rappeler que, selon les études les plus récentes de l'OCDE, parmi les 10 pays les plus prospères, six ont une population de moins de 10 000 000 d'habitants et aucun n'est membre du groupe des sept. Vous conseillez le gouvernement du Québec et vous occupez une position stratégique pour, peut-être, nous expliquer aujourd'hui - dans votre mémoire, à la page 10 - d'éviter de suivre les conseils de certains experts qui suggèrent toujours de donner une toute dernière chance au Canada. Vous dites que Meech n'apparaît que la toute dernière et ces experts pensent qu'il faudrait une toute dernière tentative. Et vous nous dites: Pourquoi perdre encore un temps précieux? Lorsque le fruit est mûr, il faut le cueillir. Moi, j'aimerais savoir... Vous l'avez un peu expliqué quand vous nous dites, à la page 6, qu'en premier lieu le Québec devra se doter d'une constitution qui lui donnera naissance comme véritable pays. Au préalable, il y aurait eu un référendum sur l'avenir du Québec et donc, ce serait une deuxième étape. Et là, je fais appel à votre formation de juriste; vous concevez cette mise en place d'une constitution à partir d'un comité constitutionnel et à partir, également, d'un autre référendum. C'est donc dire que vous envisagez deux référendums?

M. Gobeil: Oui, on envisage deux référendums. Pour que la constitution puisse avoir une valeur supralégislative qui ne soit pas modifiée par la Chambre, il faut absolument qu'elle soit élue par le peuple. Elle peut avoir une valeur

quasi supralégislative, un peu comme la Charte présentement, mais ce n'est pas ça qu'on veut pour le peuple québécois. On veut une vraie constitution.

Mme Harel: Mais vous qui êtes des juristes savez certainement, malgré tout, que peu de constitutions sont adoptées par voie référendaire et elles n'ont pas pour autant d'atteinte à leur légitimité ou à leur crédibilité. C'est arrivé en France pour l'une d'entre elles – la cinquième, je pense – mais ce n'est pas très fréquent que ce soit par voie référendaire. Vous, vous le recommandez?

M. Desgagné (Pierre-Luc): Est-ce que le fait qu'il y a certains pays qui ont des constitutions qui sont considérées légitimes et qui n'ont pas été soumises à un référendum, ça empêche les Québécois de "surlégitimer" leur démarche et de vouloir la garantir par un référendum?

Mme Harel: Mais, tout ça, c'est un processus qui doit se faire, selon vous donc – ce premier référendum sur l'avenir; ce deuxième sur la constitution – avant d'entreprendre des négociations? Est-ce bien ça qu'il faut comprendre?

M. Desgagné (Pierre-Luc): Je ne vois pas d'antagonisme entre le fait d'écrire la constitution, de prendre pied au plan mondial et, dans le même temps, d'engager des négociations avec le Canada et nos différents partenaires.

Mme Harel: Concurremment?

M. Desgagné (Pierre-Luc): Oui, il n'y a pas de...

Mme Harel: Parce que ce n'est pas vraiment clair, à la page 7, quand vous dites: "Nous affirmons, dès lors – c'est-à-dire après ce référendum sur la constitution – qu'il sera beaucoup plus facile au Québec de négocier..." C'est donc dire que vous n'envisagez pas que tout le processus soit complété d'une constitution québécoise avant qu'il y ait négociation. C'est ça qu'il faut comprendre?

M. Desgagné (Pierre-Luc): C'est parce qu'une fois que le vote aura eu lieu, et disons qu'il est affirmatif et qu'on décide d'aller de l'avant vers un projet souverainiste, là, après ça, les discussions de plomberie vont venir à l'intérieur de la société québécoise et on devra décider ce qu'on va négocier. Alors, tout d'abord, on va s'interroger, mais après ça, pendant que la rédaction de la constitution va se faire, la consultation populaire, il n'y a rien qui empêche d'autres gens mandatés par les Québécois d'aller négocier ce qu'on veut bien proposer de mettre en commun. Alors, je verrais difficilement un

antagonisme entre les deux choses.

Mme Harel: Bien. Merci.

Forum des jeunes sur l'avenir du Québec

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. Merci également à l'Association des étudiants en droit de l'Université Laval dont ceci termine la présentation. Nous passons au Forum des jeunes sur l'avenir du Québec. La première question à Mme Hovington.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. Tout d'abord, mes premières paroles seront pour vous féliciter et féliciter Mme Bouchard. C'est la première femme que l'on voit devant soi aujourd'hui et, malheureusement, je dois dire que le nombre de femmes est insuffisant dans le Forum des jeunes. Je remarquais ce matin encore, c'étaient tous des jeunes étudiants cravatés qui étaient autour de la table. Les femmes étaient manquantes. Je dois le souligner.

Il y a d'ailleurs des jeunes des régions, et je suis moi-même une femme de région. Il y a beaucoup de jeunes de régions ici aujourd'hui, au forum. Il y a les jeunes étudiants du cégep de Matane qui sont ici, il y a des jeunes de l'Abitibi. Vous êtes des jeunes du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Lors de la tournée régionale de la Commission Bélanger-Campeau qui a fait du bien, entre autres, à plusieurs commissaires parce que ça les a sortis un petit peu de Montréal et de Québec et ça a permis de les sensibiliser aux besoins des régions. Ça, je peux vous dire ça, pour le respect des commissaires que j'ai ici quand même. Le message était clair. C'était le cri profond des régions qu'on a entendu lors de notre tournée et le message était clair. Dans plusieurs des cas, ils disaient: Allez chercher des pouvoirs à Ottawa et donnez-les directement aux instances régionales. Et vous, vous soulignez, vous voulez un Québec souverain, indépendant. De quelle façon voyez-vous ce pouvoir décentralisé vers les régions?

M. Gaudreault (Sylvain): Tout d'abord, j'aimerais vous remercier de vous intéresser au développement régional. Je suis bien content que, dans les régions, le message ait porté fruit, qu'en effet, maintenant, il y a une certaine sensibilisation au développement régional.

Concernant maintenant plus précisément comment on voit le développement régional, on le voit de plusieurs façons. Pour nous, on le dit clairement dans le mémoire, la souveraineté du Québec passe par le développement régional, un développement régional élaboré, un développement régional très bien structuré, entre autres avec la présence d'une forme de gouvernement régional où ce gouvernement pourrait avoir certains pouvoirs décisionnels, certains pouvoirs dans les régions.

Mme Hovington: Est-ce que ça irait à certains pouvoirs exclusifs? Est-ce que ça pourrait aller jusqu'à des pouvoirs de taxation, vraiment un nouveau palier de gouvernement en régions? Il y aurait le pouvoir central qui serait à Québec... C'est presque une confédération, en fait, que vous voulez qu'on refasse. Il y aurait le pouvoir central au Québec et chaque région serait souveraine avec certains pouvoirs donnés au Québec? De quelle façon vous le voyez?

M. Gaudreault (Sylvain): Là, je vous arrête tout de suite parce que, voyez-vous, si on veut se sortir du fédéralisme canadien, ce n'est pas pour recréer une autre fédération dans le Québec. Ça, c'est clair et net. D'ailleurs, il y a un certain mythe qui circule. Quand on parle de gouvernement régional, les gens ont peur qu'on recrée une forme de fédéralisme. Ce n'est vraiment pas ça. C'est tout simplement pour pouvoir donner, entre autres aux MRC, plus de pouvoirs dans leur domaine, dans leur région et adaptés aux réalités de chaque région parce que, vous le savez comme moi, vous le savez très bien sûrement, vous venez de la Gaspésie, vous savez très bien que chaque région a des ressources complètement différentes d'une autre région qui est à côté. Il faut réussir à adapter ces régions-là, ces gouvernements-là à la réalité de chaque région, en fonction de leurs ressources, en fonction de leurs besoins.

Mme Hovington: Vous vivez l'exode des jeunes dans le Saguenay-Lac-Saint-Jean, comme on le vit en Gaspésie, dans le Bas-Saint-Laurent, et partout. Vous vivez ça comment cet exode-là et de quelle façon pourrait-on contrer l'exode des jeunes dans un Québec souverain, dans les régions? Est-ce que vous pensez retourner vous autres, vous deux, travailler au Saguenay-Lac-Saint-Jean après vos études, par exemple?

Mme Bouchard (Isabelle): C'est sûr qu'on espère travailler dans notre région après nos études. Sauf que pour être réalistes, on perd quelque chose comme 26,7 % de nos jeunes, présentement, dans la région. C'est difficile. Il n'y a pas tellement d'emplois dans les régions pour les jeunes parce que nos richesses naturelles sont prises et ne sont pas développées chez nous. Il y a plein de facteurs qui font qu'on perd nos emplois dans les régions. Il va falloir miser sur les particularités régionales de chaque région si on veut que la souveraineté du Québec soit rentable à un moment donné.

Ça ne sert à rien de faire un Québec souverain si on ne s'occupe pas du développement régional parce que ça va être un "flop" monumental, si vous me permettez l'expression. Il va y avoir des régions qui vont être vidées de leurs ressources humaines et il va y en avoir d'autres où il va y avoir une espèce d'agglomération dans les régions centrales.

M. Gaudreault (Sylvain): Comme complément de réponse, très brièvement, à ceci. Pour nous, la solution à l'exode des jeunes des régions, ça passe aussi beaucoup par l'éducation. Parce que, pourquoi plusieurs jeunes quittent la région? C'est parce qu'il y a certains programmes qui les intéressent, qui ne s'offrent pas dans leur région. Nous autres, on considère que c'est important que les cégeps, que les universités régionales aient des programmes comme les autres universités pour... attirer les jeunes dans les régions et, éventuellement, les garder. Et aussi, en fonction des industries qu'on a, eh bien, pouvoir développer justement les secteurs de l'éducation en fonction des industries qu'on a. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, on a l'industrie de l'aluminium. Mais pourquoi on ne pourrait pas insérer des programmes de recherche, des programmes plus spécialisés dans ce domaine-là?

Mme Hovington: D'accord.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ceci épuise votre temps, madame.

Mme Hovington: Malheureusement, oui, mon temps est écoulé. Je veux juste vous dire, en tout cas, que les recommandations de la Commission Bélanger-Campeau devront tenir compte du développement régional. Soyez assurés de ça. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Brassard.

M. Brassard: Merci. D'abord, bienvenue aux représentants de la jeunesse en provenance de la république du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: Votre mémoire s'intitule "l'accord du lac Pouce", du nom d'une colonie de vacances qui existe dans notre coin. C'est déjà mieux que l'accord du lac Meech. Et on peut souhaiter que, quand on deviendra souverain, ce sera à la suite, peut-être, de l'accord du Lac-Saint-Jean. Dans votre mémoire, vous vous déclarez, évidemment, en faveur de la souveraineté du Québec. Vous affirmez que la démocratie devrait constituer l'essence de toute société québécoise. Mais vous n'êtes pas très loquaces sur le processus ou sur le cheminement nous conduisant à la souveraineté, sauf que vous dites que la constitution d'un Québec souverain devrait être approuvée par voie de référendum. Mais avant d'en arriver là, comment y arrive-t-on? Quel est le cheminement démocratique qu'on doit faire?

Mme Bouchard (Isabelle): Je veux d'abord dire que, pour nous, c'est un événement ponctuel, le forum. Donc, il y a bien des sujets qu'on

n'a pas élaborés en profondeur, dont la question que vous me posez présentement. Ce que je veux dire, par exemple: C'est vrai, on demande un référendum et le plus tôt possible. On va avoir besoin de permettre au peuple du Québec de s'exprimer. Tantôt, je ne me rappelle pas quel commissaire demandait: Pensez-vous que le peuple du Québec est en mesure de s'exprimer là-dessus? Moi, je pense que c'est un peu de dire: Ah, bien, on n'est pas assez informés. On ne s'intéresse pas à ça. Ce n'est pas vrai. C'est notre avenir et on est capables d'aller s'exprimer, d'aller faire une croix sur une feuille de référendum. À un moment donné, il va falloir comprendre.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: Donc, si je vous comprends bien...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: ...vous souhaitez dans les plus brefs délais, après le dépôt du rapport de la Commission à l'Assemblée nationale que, dans les mois qui suivent, il y ait un référendum portant sur le statut du Québec et portant sur la souveraineté du Québec.

Mme Bouchard (Isabelle): Exactement. Je pense qu'on est en mesure de se prononcer là-dessus. On en a assez entendu parler et les menaces ne nous font plus peur. On est capables de se prononcer.

M. Brassard: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Nicolet, il vous restait deux minutes et demie.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Dans la mesure où les deux minutes et demie le permettent, j'aimerais vous entendre élaborer sur votre vision du gouvernement régional. D'abord, pour bien se comprendre quant au vocabulaire, pour vous, "région"... est-ce qu'il s'agit de la région administrative, ou est-ce qu'il s'agit, comme vous sembleriez y faire référence tout à l'heure, de la MRC? (16 heures)

M. Gaudreault (Sylvain): Bon. C'est un peu les deux. Ce sont les MRC dans les régions administratives. C'est-à-dire que nous autres on vise tout d'abord une forme de gouvernement régional qui serait, comme on l'a dit un petit plus loin dans notre mémoire, on parle de la démocratie qui est l'essence même de la société. Mais, dans les gouvernements régionaux, on veut retrouver encore cette démocratie-là. On sait qu'à l'heure actuelle, les préfets ne sont pas élus directement par la population. Bon, bien, ça ça pourrait être un exemple, les préfets pourraient

être élus par la population et ça fonctionnerait par MRC sauf qu'il pourrait y avoir une structure supplémentaire qui se réunirait, bon, à un moment donné...

M. Nicolet: Structure de concertation au niveau de la région administrative?

M. Gaudreault (Sylvain): De concertation, oui, entre des MRC ou avec des préfets élus là.

M. Nicolet: Mais l'imputabilité, le pouvoir de dépenser, de rendre compte de son mandat à la population serait délégué au pouvoir électif, c'est-à-dire au pouvoir du préfet qui serait élu au suffrage universel.

M. Gaudreault (Sylvain): Exactement. Le préfet serait élu. Nous autres, on considère très important que le préfet d'une MRC qui serait la forme de gouvernement régional, peut-être que le mot "gouvernement" est un peu fort mais en tout cas, qui serait la forme de gouvernement régional, ce préfet-là serait élu. On trouve ça tout à fait normal et ça ferait prendre conscience aussi aux gens quand même de l'importance de ce niveau-là. Ça rapprocherait les gens de la population des MRC.

M. Nicolet: Il en reste encore un peu. L'autre question touche également à votre exposé de tout à l'heure. Vous avez dit et je cite: "Que la souveraineté du Québec passe par la décentralisation". Est-ce que, pour vous, il s'agissait d'une séquence dans le temps ou est-ce qu'il s'agissait d'un prérequis? Je m'explique. Est-ce que, pour vous, il faut d'abord clarifier notre vision de la décentralisation avant de pouvoir aborder la souveraineté ou est-ce que c'est la souveraineté qui permettrait de parler de décentralisation et de réaliser ce genre de projet?

M. Gaudreault (Sylvain): Je pense que c'est un peu les deux ensemble dans le sens que nous en sommes, aujourd'hui, à nous questionner, en tout cas c'est l'étape où nous en sommes rendus au Saguenay-Lac-Saint-Jean, pour nous, les raisons de la souveraineté c'est fait. Nous en sommes à nous dire comment va se structurer le pays du Québec? Donc, dans cette souveraineté-là c'est là qu'on va tout retrouver... Je ne peux pas dire si c'est un prérequis, ça va ensemble. La souveraineté se fera avec cette décentralisation-là, avec ces gouvernements régionaux là tout simplement.

M. Nicolet: Je vous remercie.

Conseil permanent de la jeunesse

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ceci termine le témoignage du forum sur l'avenir du Québec (Saguenay-Lac-Saint-Jean) et nous

passons au Conseil permanent de la jeunesse. Des questions de M. Paré.

M. Paré: Merci, M. le Président. Eh bien! Je vais souhaiter bienvenue, moi aussi, au Conseil permanent de la jeunesse et les féliciter pour être toujours impliqués dans les débats qui sont d'actualité, qui sont importants pour la jeunesse. Qu'on pense juste à l'emploi, à la formation professionnelle et, maintenant, à la souveraineté. Il y a des choses qui sont importantes, c'est sûr. J'ai entendu, hier, dans les discours et, ce matin, dans les débats, plusieurs groupes de jeunes venir parler de oui, la souveraineté et, majoritairement, la souveraineté mais la souveraineté c'est, finalement, juste un véhicule. C'est un outil pour en faire quelque chose. Il y a des gens qui ont dit qu'il faut se donner des objectifs de société. Il faut en faire quelque chose, il faut que ce soit utile de se donner la souveraineté et beaucoup de groupes ont parlé aussi du plein emploi qui pourrait être un objectif si on se donnait les moyens.

Depuis quelques années, on en a parlé beaucoup au Québec mais malheureusement on en parle moins parce qu'on se rend compte d'une chose, ça semble être inapplicable présentement dans le système actuel parce que le plein emploi, c'est faisable et c'est pensable dans une société avec une population plus restreinte où c'est possible de faire des solidarités. Au Canada, présentement, c'est impensable. Quand on parle d'une politique de plein emploi, ça veut dire que ça touche des domaines comme l'éducation postsecondaire, la formation professionnelle, la recherche et développement, le développement régional et même, dans une certaine mesure, la politique familiale. Alors, il faut avoir tous les pouvoirs. Malheureusement, au Québec, le discours s'est arrêté probablement parce qu'on est arrivés sur un mur en voyant que le partage des responsabilités nous empêche d'être capables de planifier quelque chose. Vous vous êtes prononcés sur tous les sujets que je viens de mentionner ou presque et, lors de votre consultation à travers le Québec, vous êtes allés voir les jeunes dans toutes les régions et la première préoccupation, c'était l'emploi.

Quand on ramasse tout ça et si on se dit qu'ici, les gens disent: Il faut se donner un objectif de société et la première préoccupation des jeunes que vous représentez c'est l'emploi, ça pourrait être un objectif de plein emploi. Est-ce que je suis correct en disant qu'au moment où on se parle, même si le Québec voulait, la politique de plein emploi est inapplicable et la seule façon d'être capable de se donner un objectif et d'être capable de réaliser le plein emploi au Québec, il faut rapatrier tous les pouvoirs et être souverain?

M. Tanguay (Sylvain): C'est clair que pour penser développer au Québec une politique de

planification et de développement de l'emploi visant le plein emploi, il faut maîtriser l'ensemble des pouvoirs en matière de recherche et développement, en matière de formation professionnelle de la main-d'œuvre ou de main-d'œuvre même, parce que ce n'est pas seulement la formation de la main-d'œuvre. Il y a aussi toute la planification de la main-d'œuvre en matière de développement économique, en matière de développement régional parce que le plein emploi, ça ne peut pas être juste un champ de développement. C'est l'ensemble des champs de développement économique, éducatif, qui nous permettent de développer une politique de plein emploi pour le Québec. C'est clair que le fait qu'on ait des pouvoirs partagés puis avec des difficultés aussi parce qu'on sait très bien qu'entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral, en matière d'ententes-cadres, en matière de formation de main-d'œuvre, c'est énormément difficile, à l'heure actuelle. Tous les intervenants au Québec s'entendent là-dessus pour dire qu'il faut rapatrier le plus tôt possible tous les pouvoirs en matière de formation de la main-d'œuvre et de main-d'œuvre, pour commencer au moins à aller de l'avant puis, je dirais, débloquer dans ce secteur crucial de notre développement sur des politiques cohérentes et bien organisées.

C'est clair qu'il faut avoir l'ensemble des pouvoirs entre les mains pour se développer une politique de plein emploi. Puis ce n'est pas l'utopie de parler de plein emploi. Il y a des pays qui y arrivent. Je ne vois pas, personnellement, pourquoi le Québec ne serait pas capable d'y arriver lui aussi. C'est sûr qu'on ne sera pas en situation de plein emploi le lendemain d'une déclaration de souveraineté, sauf que si en déclarant la souveraineté, puis en développant notre pays souverain, on se donne des objectifs de développement de l'emploi qui visent le plein emploi, on sera en mesure d'y arriver avec la maîtrise de l'ensemble des pouvoirs.

Je dirais cependant que, d'ores et déjà, avec le consensus qu'on retrouve au Québec sur toute la question inhérente à la formation professionnelle et à la main-d'œuvre, nous devrions prendre en main le plus rapidement possible, par une législation à l'Assemblée nationale, les pouvoirs en matière de formation de la main-d'œuvre et de main-d'œuvre parce que le consensus québécois est présent à l'heure actuelle. Commençons à poser les premiers jalons d'une politique de main-d'œuvre qui nous amènera vers la souveraineté dans les mois qui suivent, nous l'espérons bien.

M. Paré: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à Mme Pelchat.

Mme Pelchat: Merci, M. le Président.

J'aimerais aussi souhaiter la bienvenue aux membres du Conseil permanent de la jeunesse. Au cours de 1988, SORECOM a tenu un sondage auprès de la clientèle 15-25, et j'aimerais que vous me commentiez les résultats. La firme SORECOM a effectué un sondage qui demandait aux jeunes quels étaient leurs plus grandes préoccupations. Les résultats sont les suivants: emploi-carrière, 33 %; chômage, 23 %, ce qui fait 56 %; drogue, 10 %; langue, 5 %; études, 4 %; économie, 3 %; environnement, 2 % et famille, 1 %.

Comment, selon vous, l'indépendance, c'est-à-dire la souveraineté, va-t-elle aider à régler cette préoccupation des jeunes, c'est-à-dire 56 % des jeunes qui nous disent que leur première préoccupation, c'est le chômage, c'est l'emploi, c'est leur carrière future?

M. Tanguay (Sylvain): C'est clair que, comme je le disais, le fait d'avoir la maîtrise de l'ensemble des pouvoirs nous permettra de développer des politiques d'emploi cohérentes, aussi des politiques de développement économique cohérentes en fonction de nos besoins. Et une politique de plein emploi, pour les jeunes, ça signifie qu'ils vont avoir de l'emploi. Le cadre actuel dans lequel nous nous trouvons, c'est-à-dire d'une double juridiction, c'est-à-dire aussi que les jeunes se retrouvent en situation de chômage et d'aide sociale plus souvent qu'autrement ou trop souvent encore, mais dans une forme d'incohérence dans laquelle ils se retrouvent dans des mesures tantôt sur l'aide sociale, dans des mesures tantôt à l'assurance-chômage.

Mme Pelchat: M. Tanguay, comment est-ce que l'indépendance va favoriser, par exemple, l'atteinte d'une politique de plein emploi? Parce que je pense que le Conseil permanent de la jeunesse a participé pendant un an au forum sur l'emploi. Vous avez été à même de discuter ces choses-là qui sont très importantes et qui préoccupent non seulement 56 % des jeunes, mais toute la population, je pense. Alors, comment faites-vous le lien souveraineté et politique de plein emploi?

M. Tanguay (Sylvain): On fait le lien, d'abord en sortant de l'incohérence dans laquelle nous nous trouvons présentement, c'est-à-dire le fédéral qui a ses programmes et le provincial qui a les siens; et, entre les deux, ce n'est pas toujours évident. Nous faisons le lien aussi dans une volonté politique avec la maîtrise de l'ensemble des pouvoirs pour développer l'emploi. Et nous faisons aussi le lien — parce que nous parlons aussi de développement régional — dans la perspective où nous serons en mesure, comme peuple et comme gouvernement, de décentraliser vers les régions les outils nécessaires pour que les gens des régions développent aussi, pour leur population, l'emploi, le développement écono-

mique, dans leur milieu.

Mme Pelchat: O.K. Une dernière petite question, M. le Président, si vous me le permettez.

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui.

Mme Pelchat: Comment expliquez-vous le faible taux de préoccupation des jeunes face à l'environnement? À titre d'adjointe parlementaire à l'Environnement, ça me surprend beaucoup. D'autant plus que ce sondage-là a été effectué à l'automne 1988, en plein pendant le temps de la crise des BPC?

M. Tanguay (Sylvain): Je vous dirais que ça s'explique de la façon suivante: Les taux de chômage des jeunes ont toujours été assez élevés, même très élevés. Et, à l'heure actuelle, c'est plus dramatique que ça ne l'a été dans les cinq dernières années. De plus, les jeunes ont toujours été fortement représentés à l'aide sociale. Et les jeunes qui sont étudiants aspirent à une carrière et aspirent à se placer sur le marché du travail au sortir de leurs études. Donc, c'est clair que la préoccupation première est là. Ça ne signifie pas, cependant, même si le taux de réponse sur l'environnement apparaît peu élevé, que les jeunes ne sont pas préoccupés par l'environnement. Ils sont préoccupés par l'environnement tous les jours, sauf qu'à l'intérieur d'un sondage comme ça, leur première préoccupation, c'est clair que c'est leur situation immédiate, à eux.

Mme Pelchat: C'est réconfortant de vous entendre et d'avoir entendu aussi les jeunes, hier et aujourd'hui, nous dire à quel point l'environnement c'est important. Merci, M. Gagnon; merci, M. Tanguay.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci, madame. Ceci complète le témoignage de ce groupe. Nous passons maintenant à l'association des étudiantes... Non, pardon, pardon, pardon. Le Comité national des jeunes du Parti québécois.

Une voix: Non, puis non, puis non...

Des voix: Ha, ha, ha!

Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain

Le Président (M. Michel Bélanger): Je reviens d'une page. La Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain.

Une voix: C'est bien ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): Bravo!

J'ai gagné le tirage.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Je m'excuse auprès de vous, messieurs. La parole est à Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Je croyais qu'il y avait alternance, mais, cela étant dit, ça me fait plaisir de vous...

Le Président (M. Michel Bélanger): Il y a alternance, mais il n'y a pas d'inscription pour les autres. Donc...

Mme Marois: Parfait!

Le Président (M. Michel Bélanger): ...vous passez en tête.

Mme Marois: D'accord. Merci, M. le Président. Votre mémoire est bref, mais bien fait et bien ramassé. À la page 12 de votre mémoire, vous nous dites: "Il est à prévoir que les futures relations économiques entre le Québec et le Canada ressembleront à une forme de marché commun... En effet, l'intégration des économies provinciales n'est plus à faire, il s'agit d'un acquis à protéger." Alors, vous vous prononcez pour la souveraineté du Québec, mais vous dites: Préservons notre espace économique.

Je ne veux pas charrier, mais est-ce que ça voudrait dire, dans votre perspective où vous dites: L'espace économique est déjà là, n'y touchons pas, faisons notre souveraineté... Est-ce que ça voudrait dire que, si des barrières devaient s'élever en matière tarifaire, par exemple entre les provinces, ce serait parce que le reste du Canada a décidé d'en élever si le Québec, lui, décide de ne pas le faire? Est-ce que ça pourrait aller aussi loin que ça dans votre logique, ce que vous nous dites dans votre mémoire?

M. Cholette (François): Écoutez, je pense que les réactions du Canada anglais, suite à une déclaration d'indépendance du Québec ou à un référendum où les Québécois se seraient prononcés majoritairement pour la souveraineté, sont difficiles à prévoir. Nous, en tant que Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain, ce qu'on souhaite, c'est que les acquis que nous avons déjà avec les autres provinces... C'est-à-dire qu'il y a déjà la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux. On souhaite ardemment que ces acquis-là demeurent. Maintenant, si les Canadiens anglais, suite à l'indépendance du Québec décide d'élever des barrières au commerce, avec le Québec, c'est bien sûr qu'on va être obligés de vivre avec ça.

(16 h 15)

Mme Marois: Dans votre document, vous abordez aussi la question de la dette en disant: Le système fédéral dans lequel on vit nous a amenés à une espèce de gâchis sur le plan financier à cause du pouvoir de dépenser et du dédoublement de responsabilités qui s'exercent un peu n'importe comment. Donc, on se retrouve avec la dette que l'on connaît maintenant et qui est un véritable gâchis.

Est-ce que dans ce contexte-là, et dans une perspective de souveraineté du Québec, le fédéral n'a pas, finalement, plus intérêt que nous à négocier avec nous pour s'assurer que cette dette soit partagée le plus équitablement possible ou assumée généralement par les nouveaux États que formeraient un nouveau Canada et un Québec souverain?

M. Cholette (François): Vous avez parfaitement raison, mais avant de répondre spécifiquement à votre question, j'aimerais parler un petit peu du déficit parce que c'est dommage, au forum des jeunes de la Commission Bélanger-Campeau, on n'a malheureusement pas discuté de ce problème-là qui, finalement, est un problème qui concerne les jeunes. Finalement, les jeunes, dans les années à venir... actuellement, sur chaque piastre d'impôt qu'on paie, il y a à peu près 0,35 \$ qui servent à payer les intérêts sur la dette. Ça, c'est pour des services que nos aînés ont eus. Finalement, c'est pour des erreurs du passé et ce sont les jeunes qui vont payer ce déficit-là. Alors, à ce niveau-là, je pense qu'on est directement concernés. Nous, en tant que jeune chambre de commerce, ce qu'on se dit c'est que, pour l'avenir, si on veut continuer d'avoir des services sociaux décents, si on veut maintenir notre niveau de vie, bien, c'est bien dommage, il va falloir rationaliser. On pense, nous, que l'indépendance du Québec, c'est une façon de rationaliser les dépenses en évitant le dédoublement des programmes, le dédoublement des administrations. On pense qu'on va être capables...

Le Président (M. Michel Bélanger): J'allais dire qu'il ne vous restait plus de temps, mais vous pouvez quand même finir votre phrase.

M. Cholette (François): On pense que l'indépendance, ça va être une façon de mieux gérer le déficit. Certainement que du simple fait que le Canada anglais va vouloir effectivement qu'on assume notre part, notre part de la dette fédérale, c'est sûr que c'est un argument sérieux pour les forcer à négocier. C'est une carte qu'on a.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Simard.

Mme Simard (Monique): M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...votre temps.

Mme Simard (Monique): Une question très très brève. Vous en arrivez à la même conclusion que beaucoup d'autres groupes ici en ce qui concerne l'option. Vous le justifiez, pour des raisons économiques et politiques. Mais j'aimerais vous entendre sur la façon de pouvoir consulter la population du Québec. Ça, vous ne le mentionnez pas clairement dans votre mémoire. Alors, comment pensez-vous qu'on doit consulter la population du Québec? Et s'il faut le faire rapidement, quand?

M. Beauchemin (Patrice): Si je peux me permettre de répondre à cette question là. La façon dont on pourrait procéder serait, d'une part, dans un premier temps, sous forme de référendum et, d'autre part, dans un deuxième temps, déclarer l'indépendance du Québec à l'Assemblée nationale. Bien sûr, pendant cette première étape, une fois qu'elle est acquise, ça nous permet de commencer nos négociations au point de vue des compétences exclusives, enfin, ce qu'on doit rapatrier sur le plan fédéral et, d'autre part, dans un deuxième temps, ça nous permet également de commencer à dialoguer sur les compétences qui seront communes et partagées par les deux États ou les États qui feront partie de la future entente.

Mme Simard (Monique): Le référendum, à quel moment le voyez-vous?

M. Cholette (François): Moi, je dirais le plus rapidement possible...

Mme Simard (Monique): Merci.

M. Cholette (François): ...pour qu'on tranche la question une fois pour toutes, ça fait 30 ans qu'on en parle.

M. Beauchemin (Patrice): Exactement, d'autant plus que ça fait près de 20 ans, 30 ans qu'on vit dans une incertitude, dans un climat d'incertitude et nous croyons qu'en se posant la question le plus rapidement possible, eh bien, on pourra en venir à une solution, évidemment dans les mêmes délais.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci à la Jeune Chambre de commerce du Québec métropolitain. Nous passons maintenant au Comité national des jeunes du Parti québécois. D'abord, M. Maciocia, suivi de M. Chevette.

Comité national des jeunes du Parti québécois

M. Maciocia: Merci, M. le Président. Les jeunes du Parti québécois se prononcent claire-

ment pour la souveraineté pleine et entière du Québec. Et une fois la souveraineté acquise, vous parlez d'une association économique avec le reste du Canada, d'égal à égal. Dans votre mémoire que j'ai lu attentivement, vous traitez très peu de la question monétaire.

Ma première question, ce serait: Seriez-vous favorables à une union monétaire? Et si oui, par quelle institution cette union monétaire serait-elle gérée?

M. Facal (Joseph): Nous préconisons une union monétaire parce qu'il nous apparaît que c'est le courant mondial actuel. Or, la souveraineté du Québec, nous en sommes profondément convaincus, c'est aussi un geste qui s'inscrit dans le courant mondial actuel.

Nous sommes absolument convaincus que l'union monétaire est dans l'intérêt des deux pays. C'est également beaucoup plus simple et beaucoup plus commode à mettre en place. Mais je tiens à ajouter que si jamais le Canada ne voulait pas d'une union monétaire, plusieurs experts sont venus devant cette Commission pour dire que, techniquement, la création d'une monnaie québécoise ne poserait pas de problème particulier, mais nous privilégions l'union monétaire parce que c'est plus simple, plus commode, plus rapide. Quant à la gestion de la politique monétaire, c'est-à-dire la frappe de la monnaie, c'est-à-dire la fixation du taux d'escompte, etc., elle serait assumée par une banque centrale Québec-Canada où le Québec serait vraisemblablement un actionnaire minoritaire, mais ce serait quand même un énorme progrès par rapport à la situation actuelle, mais où, par ailleurs, le gouverneur de la banque, par exemple, pourrait être nommé d'un commun accord entre les deux partenaires.

M. Maciocia: Merci. Mon autre question serait: Dans tous les sondages d'opinion auprès des jeunes, on a toujours au moins deux tiers des jeunes qui sont préoccupés par l'emploi, par le travail. On a eu la très grande majorité des experts constitutionnels qui sont venus devant cette Commission. Ils nous ont dit qu'advenant la séparation du Québec ou la souveraineté du Québec, il y aura quand même une période de transition très difficile entre la séparation et l'association économique éventuelle avec le reste du Canada. Est-ce que d'après vous, ça ne vous préoccupe pas, cette période, dont certains sont allés jusqu'à dire que ça pourrait être de 5, 10 ou 15 ans?

M. Facal (Joseph): Je vais répondre le plus brièvement possible. Nous vivons en ce moment déjà dans un climat d'incertitude, et je pense que la souveraineté nous apparaît comme une solution pour régler une fois pour toutes cette incertitude. En ce qui a trait au problème d'emploi chez les jeunes, je vous rappellerai que

le Québec est en ce moment une partie intégrante de la Fédération canadienne, et ça n'empêche pas Montréal d'avoir l'un des plus hauts taux de chômage, sinon le plus haut taux de chômage dans les grandes villes du pays, ce qui affecte particulièrement les jeunes. De plus, il faut bien comprendre que si l'on veut lutter contre le problème de l'emploi chez les jeunes, il faut lutter sur plusieurs fronts. Or, en ce moment, la politique d'assurance-chômage est entre les mains du gouvernement fédéral, celle de l'aide sociale est entre les mains du gouvernement du Québec et la formation professionnelle fait l'objet d'une lutte incessante entre les deux. Comment voulez-vous attaquer de front le problème quand vous êtes dans une situation où la main gauche ignore un peu ce que fait la main droite? La souveraineté, en nous permettant de rapatrier tous ces pouvoirs, nous permettrait une lutte coordonnée, et ce serait certainement un énorme progrès par rapport à ce que nous connaissons à l'heure actuelle.

M. Maciocia: Parfait. Étant donné que le temps est très limité, ma dernière question est: Comment conciliez-vous votre position et celle des jeunes de Trois-Rivières en ce qui a trait au processus quant à la tenue d'une élection générale, simultanément à un référendum?

M. Facal (Joseph): Nous, au Parti québécois, nous voulons un référendum le plus vite possible, et si cette Commission en venait à la conclusion que cela doit se faire le plus vite possible, nous en serions extrêmement heureux. Par ailleurs, si le gouvernement décide d'en appeler au peuple dans le cadre d'une élection, eh bien, nous sommes prêts. Pour le reste, on s'entend tous sur la nécessité d'en appeler au peuple dans le cadre d'un référendum. Si le gouvernement préfère des élections, ma foi, c'est lui qui décide.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons à M. Chevette.

M. Chevette: Oui. Merci, M. le Président. Vous me permettez, M. le Président, de formuler un souhait en commençant mon intervention, c'est celui que le peuple québécois atteigne un consensus similaire aux jeunes du Québec, à la jeunesse du Québec, et s'il y a des hommes et des femmes politiques qui s'interrogent parfois sur la qualité de la relève, j'espère qu'ils seront épatés aujourd'hui et qu'ils ne seront plus inquiets.

Cela dit, quant à l'objectif, je pense qu'il y a véritablement un très large consensus, mais quant au comment, il y a des divergences. Personnellement, j'aurais une seule question à vous poser, c'est la suivante: Est-ce que pour vous, l'intégration économique nécessite de facto une intégration politique?

M. Facal (Joseph): La réponse, c'est non, mais évidemment, je vais élaborer un petit peu plus. L'intégration économique est déjà une réalité et elle ne rend ni nécessaire, ni automatique une intégration politique. Un État souverain, comme nous voudrions que le Québec le devienne aura sa propre constitution donc il ne reconnaîtra pas, au-dessus de lui, un palier supérieur doté d'une autre constitution. Un État souverain signe tout simplement avec ses partenaires des traités et des accords internationaux. Maintenant, si au nom d'une intégration mal comprise on établissait une superstructure politique dans laquelle les représentants québécois, simplement pour des raisons démographiques, seraient condamnés à être minoritaires, nous aurions recréé la situation que nous connaissons depuis si longtemps.

Si en plus on donne à cette superstructure le pouvoir de voter des lois et de lever des impôts, cela nous enlève des pans entiers de souveraineté. Et à cet égard-là, je voudrais souligner qu'il faut se méfier des comparaisons parfois un petit peu hâtives que l'on peut faire avec certains modèles étrangers et notamment avec la Communauté économique européenne. Ce que la CEE nous fournit, c'est un excellent exemple d'association économique entre États souverains, qui comporte des volets monétaires et commerciaux mais pas véritablement d'association politique.

On me dit: Il y a un Parlement européen. C'est vrai mais ce Parlement européen là ne légifère pas; il émet des vœux. Le texte qui régit les rapports entre les pays de la CEE, ce n'est pas une constitution; c'est un traité. Le budget de la CEE, ce n'est pas le budget étatique d'un pays normal; c'est le budget qui sert à faire fonctionner les institutions. Et si on le ramène au prorata de la population qui est couverte, c'est un budget absolument insignifiant. Et encore aujourd'hui, 33 ans après le traité de Rome, tous les pays de la CEE gardent leur souveraineté politique. Il y en a même deux parmi ceux-là qui décident d'avoir un armement nucléaire indépendant.

Alors, le fait d'être intégrés économiquement n'implique pas de facto une intégration politique. Je comprends même assez mal qu'on puisse prendre au sérieux des scénarios qui, pour aboutir, demandent essentiellement au Canada de se saborder pour nos beaux yeux et d'accepter trois paliers de gouvernement. Dans le contexte actuel, penser que, là où un minimum a échoué, le Canada serait prêt à nous faire ce genre de concession, c'est vraiment rêver éveillé!

Association des étudiants et étudiantes de Polytechnique

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise votre temps de parole, M. Chevette. Alors, je remercie le Comité national des jeunes

du Parti québécois. Nous passons à l'Association des étudiants et étudiantes de Polytechnique. M. Beaudry.

M. Beaudry: ...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous passez. Si vous passez toujours, vous n'aurez pas de jeu avant la fin de la partie!

M. Beaudry: Ça va.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mais vous passez. Donc, je vais à Mme Campbell Steer. Il vous restait la moitié de votre temps.

Mme Campbell Steer: C'est comme le bridge. Je passe.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous passez également. Nous passons donc à M. Benoit.

M. Benoit: Très bien. Dans votre mémoire, à la page 21, la 11^e recommandation... C'est très clair, votre mémoire. Il y a 11 recommandations; c'est un bon mémoire d'ingénieurs. C'est précis, c'est solide, ça se tient bien. À la page 21, à la 11^e recommandation, vous dites que vous souhaitez une association économique équitable et durable avec le reste du Canada. Cette association économique, équitable et durable, vous la voyez comment? Est-ce qu'il y aurait une structure politique qui serait au-dessus ou alentour de ça? Le mot "durable", ça veut dire quoi? Et le mot "équitable", ça veut dire quoi dans cette 11^e et probablement plus importante recommandation de votre document?

M. Stephenne (Éric): Je vais commencer par parler du mot "équitable". Sans développer trop la "tuyauterie", comme on pourrait dire, l'idée qu'il y a derrière ça, c'est qu'il est impensable que le Québec décide de se séparer, de devenir souverain, et laisse tous les pouvoirs à la Banque du Canada – comme elle est maintenant, aux mains des Canadiens – et qu'il soit aux prises, finalement, avec les fluctuations du taux d'intérêt et tout ce qui en découle.

Ce qu'on veut dire par "équitable", c'est qu'il devra y avoir une représentation au niveau du Québec et une représentation au niveau du Canada; c'est ce qu'on veut dire par "équitable". On pourrait peut-être penser à ce qui se passe en Europe – un pays, un droit de vote – pour l'orientation, par exemple, de la monnaie. Ça, c'est pour "équitable". (16 h 30)

Pour ce qui est du niveau "durable", je ne vois pas ça nécessairement à long terme parce qu'on ne peut pas prétendre que dans 100 ans on va encore avoir besoin d'une monnaie commune avec le Canada. Mais je regarde plutôt à court

terme et à moyen terme. Cette alliance économique se justifie de la façon suivante: Les investisseurs étrangers voient la souveraineté du Québec un petit peu d'un air effrayé, dans le sens que c'est une première qu'un pays industrialisé décide de se séparer du reste du pays. Alors, c'est un fait nouveau. Les investisseurs étrangers ne savent pas tellement sur quel pied danser. Certains Québécois non plus, d'ailleurs. Alors, la seule façon de garder une espèce de stabilité au niveau de l'économie, au niveau du dollar, au niveau aussi des investisseurs étrangers, c'est d'avoir une économie commune, un dollar, pour avoir au moins une base, quelque chose de connu sur lequel... les investisseurs étrangers ont transigé avec le dollar canadien, ils savent comment il fonctionne. Ça permettrait de pouvoir se concentrer au niveau politique. Les restructurations politiques qu'il faudrait faire au pays semblent mener deux batailles de front: une bataille politique d'un côté avec le reste du Canada et une bataille économique de l'autre côté pour dire aux autres pays qui investissent au Canada: Ne partez pas, n'ayez pas peur, ça ne sera pas si méchant que ça. Je pense que ça serait diviser nos efforts. Alors, c'est la raison pour laquelle on a préconisé une alliance économique.

M. Benoit: Cette alliance économique là, M. Stephenne, aurait une structure politique? Pouvez-vous m'expliquer en quelques mots cette alliance économique, me la définir un peu plus précisément? Vous voulez dire quoi par une alliance économique?

M. Stephenne (Éric): Ce qu'on veut dire par là c'est, premièrement, un dollar commun.

M. Benoit: Oui.

M. Stephenne (Éric): Et les politiques qui sont présentement dirigées par la Banque du Canada, il y aurait un représentant au niveau du Canada et au niveau du Québec. Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, je ne suis pas un spécialiste en la matière, je n'entrerai pas dans les détails de tuyauterie, mais... Bon, on fait souvent des comparaisons. Je comparerais ça un petit peu à l'écu européen. Ils prennent des décisions en commun pour les grandes lignes de l'écu. On ferait la même chose ici au niveau du dollar.

M. Benoit: Très bien. Merci beaucoup.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci termine le témoignage de l'Association des étudiantes et étudiants de Polytechnique. Nous passons au Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke.

Un instant. Un instant. Un instant. Je pense qu'il y a peut-être une petite confusion

dans nos papiers. Si ces messieurs et dames de Polytechnique veulent bien reprendre leur siège. Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Madame, messieurs, bonjour. Dans votre mémoire, vous dites: "Compte tenu de l'ampleur des modifications constitutionnelles nécessaires pour assurer le plein épanouissement du Québec, seule la souveraineté va nous permettre de le faire avec une association économique." Dans les pouvoirs que vous identifiez comme étant indispensables aux développements économique, culturel et social du Québec, vous situez la recherche avec justesse et raison, je pense. Ici, il y a des professeurs chercheurs qui sont venus nous dire que la recherche devait être du domaine des compétences partagées avec une éventuelle structure canadienne ou association canadienne, et vous divergez d'opinion avec ces personnes. Pourriez-vous nous expliquer pourquoi et quels sont les effets des subventions fédérales sur les orientations des universités?

Mme Leblond (Marie-Josée): Oui. Ça me fera plaisir de répondre à cette question-là pour éclairer une partie du mémoire qu'on juge extrêmement importante. Premièrement, on peut remarquer un sous-financement de la recherche au Canada. Je voudrais citer des statistiques ici. On est un des pays industrialisés qui investit le moins dans la recherche-développement et, de ça, le Québec n'en récolte que 17 % comparativement à 47 % pour l'Ontario. De plus, le PIB... De plus... Je vais sauter à un autre domaine, c'est-à-dire l'ingérence fédérale dans ce domaine-là. On peut regarder, par exemple, dans le dossier de la Baie James II, par exemple, qui est du domaine provincial. Le ministère de l'Environnement fédéral développe tout un programme dans ce domaine-là. Alors, par exemple, il ne s'occupe pas du traitement des matières dangereuses. On peut se demander pourquoi il fait ça, quand on sait que l'hydroélectricité c'est un domaine extrêmement important dans l'économie du Québec.

Alors, il y a également, évidemment, la division qu'on retrouve là-dedans. On voit un dédoublement. On voit une ingérence. Donc, à ce point de vue-là, c'est nécessaire que les compétences en recherche soient principalement au provincial.

Mme Blackburn: Je vous remercie. J'aurais de nombreuses questions, mais comme on veut entendre aussi d'autres mémoires, je vous remercie de votre participation.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ceci, cette fois-ci, termine le témoignage des étudiants et étudiantes de Polytechnique. Merci. Et nous passons au Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de

Sherbrooke. M. Léonard.

Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke

M. Léonard (Labelle): M. le Président, merci. Je voudrais souligner l'excellence de votre mémoire, par sa clarté et sa concision, et vous en féliciter. Je voudrais d'abord vous interroger, ou en tout cas demander vos commentaires sur la partie éducation, recherche et développement. Vous êtes des étudiants de maîtrise et doctorat et j'attire l'attention des membres de la Commission sur ce qui en est déclaré à la page 3, notamment, où l'on dit:

"Nous désirons attirer votre attention sur le problème du financement des étudiantes et étudiants diplômés pendant leurs études ainsi que sur celui de leur employabilité, particulièrement pour les chercheurs.

"À titre d'illustration, un étudiant qui décide d'entreprendre une carrière de chercheur devra affronter trois ans de maîtrise, quatre ans de doctorat, et souvent deux ou trois stages post-doctoraux de deux ans chacun, tout en vivant en dessous ou près du seuil de pauvreté. Ceci lui permettra alors, la trentaine bien entamée, d'espérer décrocher un emploi au Québec dans son domaine. Pendant cette période, il aura constitué la base même de la recherche universitaire."

Je le dis, je l'ai lu de long en large parce que je crois que c'est la réalité et que nos étudiants universitaires aux études avancées ont des problèmes de financement majeurs alors que, par ailleurs, il y a beaucoup de chômage et que ceux qui y restent longtemps, à l'université, vivent ces problèmes. Je voudrais vous féliciter d'avoir attiré notre attention là-dessus parce qu'à mon sens, dans le Québec souverain, ils vont constituer l'élite scientifique technologique du Québec. Et que, donc, nous devons y attacher une importance particulière.

Vous avez entendu parler sûrement des propositions qui sont sur la table et qui sont reprises de différentes façons à l'effet de financer la recherche et le développement par, par exemple, un taux de 1 % de la masse salariale. Et je suppose que ceci pourrait se faire, compte tenu qu'il faudrait rapatrier les responsabilités du Québec et les pouvoirs du Québec dans ce domaine, et de les ramener tous ici, au Québec. Alors, je voulais faire ces commentaires parce que je les trouve importants.

D'autre part, je voudrais vous poser une question. Est-ce que, vous, vous considérez ou considéreriez dommageable que les comités qui attribuent les subventions de recherche soient Québécois, tout en permettant l'accession de membres de ces comités d'attribution de membres venant d'autres pays... Est-ce que vous trouvez que ça devrait relever exclusivement du Québec la décision quant à la formation de ces comités?

M. Bénéard (Pierre): Merci, M. le Président. Je devrais, premièrement, dire que notre mémoire est également celui de la FEUS, c'est-à-dire celui de la Fédération des étudiants sous-gradués, qui l'a entériné hier soir. Pour répondre maintenant à la question: Je crois qu'effectivement ça nous permettrait – si la formation des comités eux-mêmes était de juridiction québécoise – de faire des politiques purement québécoises pour les besoins du Québec en matière de recherche et de développement. Donc, pour nous, l'avantage est vraiment certain. Cependant, il serait important que ces comités-là aient des membres étrangers pour assurer une impartialité ferme dans le jugement des octrois de recherche.

M. Léonard (Labelle): Je suis d'accord avec vous et je comprends que vous ne partagez pas, nécessairement, l'opinion de certains experts qui sont venus dire ici qu'ils pourraient souhaiter que ces comités de recherche devraient continuer de relever d'une instance fédérale.

M. Bénéard (Pierre): Je ne pense pas parce qu'on a vu à plusieurs reprises qu'on retire beaucoup moins du gouvernement fédéral, spécialement dans les subventions provenant des contrats de recherche octroyés par le gouvernement fédéral. Je pense que c'est très important que l'ensemble du dossier relève purement du gouvernement du Québec.

M. Léonard (Labelle): Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, messieurs du Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke. Et nous passons maintenant au groupe Un Avenir ensemble (Organisation québécoise et canadienne de la jeunesse). M. Roy.

Un Avenir ensemble (Organisation québécoise et canadienne de la jeunesse)

M. Roy (Bruno): Vous affirmez qu'avec une augmentation de jeunes anglophones bilingues, on assistera à l'expansion de la langue française au Canada, à la page 2 de votre mémoire. Il y a aussi un corollaire inverse qui dit à peu près ceci, à la page 5: "Une éventuelle indépendance du Québec va nuire à l'avenir de la langue française en Amérique." D'un point de vue strictement québécois, il va être assez difficile de digérer une affirmation comme celle-là, parce qu'il me semble que vous affirmez une chose et son contraire. Comment faire comprendre à l'ensemble des Québécois ces deux affirmations? D'une part, s'ils veulent accéder à l'autonomie de leur langue, ça va nuire à l'épanouissement de leur langue, et si on laisse le contrôle de la langue aux autres, ça va favoriser l'expansion de la langue au Canada. On parle de la langue française. Je veux comprendre. Je ne comprends,

mais absolument pas ce qui est affirmé là.

M. Julian (Peter): C'est une très bonne question et on est très contents que vous demandiez ça. Le fait qu'il y ait beaucoup d'anglophones, des millions de jeunes anglophones qui apprennent la langue, ça représente un marché potentiel énorme pour les produits culturels québécois, et si on fait l'indépendance du Québec, s'il y a une séparation entre ces deux groupes, s'il n'existe plus de liens politiques entre le reste du Canada et le Québec, cette dynamique ne sera plus la même. Les anglophones apprennent le français parce que ça nous appartient aussi. Ça nous a pris peut-être beaucoup de temps pour le réaliser, mais maintenant, on le réalise et le fait qu'il y ait des centaines, des milliers de jeunes anglophones dans les écoles d'immersion à travers le pays... On a des écoles d'immersion pleines à craquer. On cherche des enseignants partout. S'il y a des gens qui veulent aller enseigner en Colombie-Britannique, il y a des emplois disponibles. Le fait que cette tendance existe, ça ne nuit certainement pas à la langue française. C'est un marché potentiel; il faut l'exploiter. Ça veut dire... Cette Commission, on l'espère bien, va regarder et imaginer d'autres scénarios, d'autres façons d'exploiter, d'augmenter la présence de la langue française en Amérique. Si on fait la séparation, cette dynamique n'existera plus et comme il y a encore un million de francophones hors Québec qui existent, c'est certain que leur affaire ne s'améliorera pas non plus, advenant l'indépendance du Québec.

M. Roy (Bruno): Quand on regarde les statistiques en dehors du Canada, elles sont assez désolantes et même inquiétantes. Comment un Québécois peut-il espérer que la langue française à l'extérieur puisse... que sa défense puisse être assurée par les anglophones? C'est à cette question-là que je voudrais qu'on réponde.

M. Julian (Peter): L'assimilation pour les minorités francophones a diminué depuis une vingtaine d'années. Ce sont les chiffres du Secrétariat d'État qu'on utilise.

M. Roy (Bruno): Je l'apprends, hein?

M. Julian (Peter): O.K. Deuxièmement, il y a aussi l'aspect de plus de droits pour les francophones hors Québec. Le fait que Bob Rae ait été élu premier ministre de l'Ontario avec une plate-forme qui prônait carrément le bilinguisme officiel en Ontario, ça représente un changement de mentalité. Ça n'arrivera pas d'ici demain qu'on va avoir tous ces changements-là, mais ça représente du progrès dans la mentalité des anglophones vis-à-vis de la langue française. Et je pense qu'avec une volonté collective, en travaillant ensemble, les Québécois, les anglophones et les francophones hors Québec, on peut

continuer cette renaissance des francophones hors Québec.

M. Roy (Bruno): Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Marcotte?

M. Marcotte: M. le Président. Vous recommandez à la Commission en fait, concernant l'élaboration d'une nouvelle constitution canadienne sur le modèle d'une véritable confédération... Croyez-vous que les autres provinces canadiennes sont prêtes à faire ce changement-là? Ça veut dire peut-être un fédéralisme moins centralisé.
(16 h 45)

M. Julian (Peter): Moi, je viens de Vancouver, ça veut dire que je suis un gars de l'Ouest canadien et je sais que, dans l'Ouest canadien, nous autres aussi on sent une certaine frustration. Il y a beaucoup de gens de l'Ouest canadien qui ont été déçus que l'accord du lac Meech ne soit pas passé; c'était frustrant pour nous autres aussi. Maintenant, est-ce qu'il y a une volonté? Oui. Mais est-ce qu'on a formulé notre projet sur l'avenir? Pas encore. On est en train de le faire ici, au Québec. Il y a aussi des commissions qui se promènent dans les autres parties du Canada. Ça va prendre du temps, mais je pense que si tout le monde est patient on peut s'entendre sur l'avenir. Les événements du lac Meech, même les événements de cet été avec les autochtones nous démontrent qu'il faut changer ce qu'on a, que le Canada existant ne marche plus, et je crois que oui, surtout parmi les jeunes, il y a une volonté de changement.

M. Marcotte: De quelle façon peut-on interpréter l'échec de l'accord du lac Meech? Vous dites que ce n'est pas rattaché, à ce moment-là, à un rejet du Québec par le Canada anglais. De quelle façon peut-on l'interpréter?

M. Julian (Peter): Je dirais que c'est effectivement un échec du système actuel. Si on a un premier ministre qui peut retirer son appui sur l'accord et un député dans une province pour arrêter l'adoption de l'accord, ça démontre que le système actuel n'est pas assez flexible pour faire des ajustements. Mais le fait qu'on avait tellement de gouvernements qui appuyaient les revendications du Québec, ça démontre une volonté, l'évidence est là. On a parlé de ça pendant ces deux derniers jours. On parle souvent de l'accord du lac Meech comme un rejet du Canada anglais vis-à-vis des Québécois. Qu'on regarde de plus près, l'évidence démontre qu'il y a un appui énorme qui vient du Canada anglais, même si on est toujours en train d'essayer de comprendre le phénomène québécois.

M. Marcotte: Merci, M. le Président.

Étudiants autochtones du Québec – Faculté de droit de l'Université d'Ottawa

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Marcotte. Alors ceci termine le témoignage de ce groupe. Merci. Nous passons maintenant aux étudiants autochtones du Québec. D'abord Mme Harel, suivie de Mme Simard.

Mme Harel: Merci, M. le Président. Dans votre mémoire, vous recommandez la mise en place d'une commission indépendante et neutre, conjointement entre les premières nations et le Québec. Et là, vous décrivez le mandat qui pourrait être donné à cette commission sur les relations entre le Québec et les premières nations. Est-ce que vous concevez qu'une telle commission doit attendre un référendum sur la souveraineté ou pensez-vous qu'elle pourrait être mise sur pied maintenant par l'actuel gouvernement?

M. McKenzie (Armand): Je pense qu'il est urgent – ça, c'est très important – de mettre sur pied le plus tôt possible cette commission qui serait mise sur pied conjointement par les autochtones, les premières nations et le peuple québécois. Je pense que c'est très important parce que votre démarche implique beaucoup de choses. Votre démarche, qui est tout à fait légitime, implique beaucoup de choses et je pense que cette démarche-là ne peut pas se faire sans les autochtones.

Si on pense construire une maison sur des fondations dont on ne connaît pas le propriétaire ou s'il n'y a pas d'entente avec les fondements mêmes, je pense qu'il y aura des difficultés. Dans ce forum des jeunes, vous remarquerez qu'on a beaucoup parlé de plomberie, de la mécanique entourant l'accession du Québec à la souveraineté. On a parlé de la langue et de la culture; on a parlé des obstacles aux champs de compétence; on a parlé de la question de l'affirmation politique, de la constitution, du développement économique qui touche toutes ces choses-là. Toutes ces choses-là sont, pour nous, des questions primordiales et importantes à être réglées avant, à être entendues avant avec les autochtones, parce que nous croyons qu'il y aura des difficultés.

Mme Harel: Mais on se comprend bien, dans votre mémoire, quand vous parlez du droit à l'autodétermination. Vous le faites, j'imagine, avec l'éclairage de tous les autres mémoires des chefs qui sont venus et qui nous ont dit: Le droit à l'autodétermination, pour nous, ça ne signifie pas l'indépendance étatique; ça ne signifie pas un pays, un État distinct. Vous, vous dites: C'est dans un seul État mais on veut coexister, à plusieurs nations. Est-ce que c'est ça qu'il faut comprendre?

M. McKenzie (Armand): Si le Québec

devient souverain, moi, ce que j'aimerais ou ce que nous aimerions, c'est qu'on reconnaisse la souveraineté politique des premières nations au sein du Québec.

Mme Harel: Ça veut dire quoi? Est-ce que, pour vous, ça veut dire un État, le Québec, ou ça veut dire un État des premières nations? Vous le concevez comment?

M. McKenzie (Armand): C'est que chaque nation autochtone pourrait définir avec votre peuple sa souveraineté. Il ne faut pas partir en peur avec le mot "souveraineté". Comme je l'ai déjà dit à la Commission, votre concept de souveraineté et le nôtre, ce n'est pas le même. Ce qui nous brise un peu, ce qui nous dérange dans votre processus, dans le processus gouvernemental de "dealer" avec les autochtones, c'est qu'on n'a jamais de droits tant que le gouvernement ne nous en donne pas. Ce n'est pas compliqué. On n'est rien tant que le gouvernement ne nous dit pas quoi faire. Ce n'est pas compliqué. Nous, on n'accepte pas cette approche-là et on n'acceptera jamais cette approche-là; on va se défendre autant qu'on peut pour le défendre. Les anciens l'ont défendu, les chefs politiques l'ont défendu et nous autres, on va le défendre – ce n'est pas compliqué – avec tous les moyens qu'il faut.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Simard.

Mme Simard (Monique): Je pense qu'on va tous convenir qu'on prend conscience actuellement, enfin, que toute la question des droits des autochtones et des droits des premières nations est une des questions les plus complexes dont on aura à disposer maintenant et plus tard. Vous voulez d'abord vous faire entendre par la voie d'une commission indépendante des premières nations. Cependant, est-ce que vous reconnaissez aussi l'urgence... Je comprends que, comme première nation, comme peuple autochtone, vous avez fait preuve d'une patience infinie mais qu'il y a une urgence à tenter de régler, de statuer et de déterminer le plus rapidement ce qui arrivera au Québec. Est-ce qu'il n'est pas possible de faire, de façon concurrente, à la fois ce que vous demandez, c'est-à-dire mettre sur pied une commission – vous l'appellez commission – pour aller au fond des questions en ce qui vous concerne, tout en cheminant aussi dans une démarche politique qui va amener les Québécois à se prononcer sur leur avenir politique? Est-ce que vous mettez l'un avant l'autre ou est-ce que c'est possible de le faire ensemble?

M. McKenzie (Armand): Je pense que c'est possible de le faire ensemble. Nous demandons à M. Bourassa, le premier ministre du gouvernement du Québec, de votre peuple, de s'asseoir

avec nous, de s'entendre avec nous. Il ne peut pas aller de l'avant, essayer de chercher la souveraineté du Québec ou, en tout cas... Il n'a pas réglé encore ses sensibilités différentes, tout ça. Nous demandons à M. Bourassa de s'asseoir avec nous et qu'il discute avec nous. Parce que, s'il pense faire la souveraineté ou la confédération, peu importe, s'il pense faire la Baie James et s'il pense faire la Sainte-Marguerite, sur la Côte-Nord, sans les autochtones, c'est fini; nous autres, on n'accepte plus ça. Donc, je pense que c'est une question urgente. On est jeunes, il y a eu de la patience, mais nous, on est à bout. On est à bout, ce n'est pas compliqué, on est à bout. On l'a vu cet été, on est à bout. Donc, je pense qu'il doit s'entendre avec les nations autochtones pour mettre sur pied cette commission. Et ça pourrait éventuellement déboucher sur la recherche dans la démarche de s'entendre, d'essayer d'avoir des ententes avec la démarche que vous avez et avec notre démarche à nous autres. Je pense que les deux peuvent se faire conjointement...

Mme Simard (Monique): D'accord. Merci.

M. McKenzie (Armand): ...mais le plus tôt possible, c'est le mieux.

Mme Simard (Marie-Josée): J'ajouterais, moi aussi, qu'on considère que le processus constitutionnel que le Québec va engendrer, ça ne pourra pas se faire sans la participation active des premières nations.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Pagé, vous êtes inscrite. Il vous restait quelques minutes.

Mme Pagé: Oui, mais comme j'avais la même question que Mme Simard et que j'ai eu une réponse complète, je vais réserver mon droit pour une autre intervention.

Comité national des jeunes de la CSN

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors merci, Madame. Ceci termine donc le témoignage du groupe des Étudiants autochtones du Québec, Faculté de droit de l'Université d'Ottawa. Nous passons au Comité national des jeunes de la CSN. J'invite la Confédération des associations d'étudiantes et d'étudiants de l'Université Laval à prendre place à l'autre table.

Alors, pour le Comité national des jeunes de la CSN, M. Beaudry avait une question.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Ma question se réfère au rapport – parce que vous faites votre le rapport qui a été déposé par la CSN, vous dites que vous adhérez entièrement à ce rapport-là – et est très courte: Dans le rapport de la CSN, on demande que soit enchâssé

dans la constitution qu'on recommande pour le Québec et à être adoptée, comme droit celui non seulement d'association, mais le droit de grève. J'aurais aimé poser cette question-là à la CEQ. J'en avais fait part d'ailleurs à Mme Pagé; malheureusement, on ne m'avait pas reconnu dans le temps. Dans le dossier de la CSN, on ne m'a pas reconnu non plus. Je vous pose la question puisque vous adhérez à ce mémoire-là. Est-ce que vous ne croyez pas qu'en enchâssant dans la constitution le droit de grève – on sait que lorsque c'est dans la constitution, ça devient plus complexe; pour le modifier, on ne peut pas le faire sauter par une loi quelconque – ça pourrait amener un gouvernement parallèle dans le contexte où il y aurait une grève générale qui serait déclenchée? Le gouvernement, à ce moment-là, aurait les mains liées parce que ce droit-là était enchâssé dans la constitution. C'est ça question.

M. Garneau (Luc): Le gouvernement serait un peu lié, effectivement, par un droit de grève dans la constitution. Par contre, un droit de grève, c'est fondamental et ça doit rester au syndicat.

M. Beaudry: Mais vous l'avez actuellement.

M. Garneau (Luc): On l'a actuellement, sauf que si je prends la grève dans le secteur public, la réglementation est tellement compliquée qu'à toutes fins pratiques on n'a plus de droit de grève.

M. Beaudry: Mais vous l'exercez continuellement dans toutes sortes de...

M. Garneau (Luc): On l'exerce, mais illégalement.

M. Beaudry: À votre opinion, vous l'exercez illégalement?

M. Garneau (Luc): Bien, la répression de la loi 160 a clairement démontré ça.

M. Beaudry: Est-ce que je dois comprendre de votre réponse que c'est la raison pour laquelle vous demandez qu'il soit enchâssé? Dans ce contexte-là, vous pourriez bloquer ou empêcher le gouvernement de faire reprendre les opérations gouvernementales ou autres? Est-ce que c'est le but que vous recherchez lorsque vous dites que vous voulez voir le droit enchâssé dans la constitution?

M. Garneau (Luc): C'est un droit fondamental de tout syndicat d'arriver à... Quand tu es obligé de mettre en pratique ton droit de grève, c'est parce que tu as tout essayé. C'est un droit qui est fondamental et c'est le seul droit qui

reste dans ces conditions-là.

M. Beaudry: Alors, votre opinion, c'est de dire: Dans ce contexte-là, nous autres, on arrête la machine gouvernementale et tant et aussi longtemps que notre problème n'est pas réglé, il n'y a pas de façon de passer à côté, tout est arrêté. C'est ce que vous nous dites.

M. Garneau (Luc): Pas "tout est arrêté".

M. Beaudry: Pardon?

M. Garneau (Luc): La machine gouvernementale continue à virer, sauf que du droit de grève, on utilise notre droit de grève.

M. Beaudry: Mais par une simple loi, on ne pourrait pas vous forcer à rentrer au travail.

M. Garneau (Luc): Non.

M. Beaudry: Alors, ça bloquerait effectivement les opérations.

M. Garneau (Luc): Oui.

M. Beaudry: C'est ce que vous recherchez?

M. Garneau (Luc): Oui.

M. Guertin (Mario): Je pense qu'il y aurait aussi... Il ne faut pas voir dans ça nécessairement un blocus du gouvernement, mais je pense que dans une démarche comme celle-là, il y aurait aussi l'occasion de forcer la partie adverse à s'entendre pour justement ne pas se retrouver dans une situation où elle serait bloquée. Je pense qu'il faut donner à la négociation ce ton-là. Dans le cadre d'une négociation, il faut arriver à faire en sorte que les parties qui sont aux prises avec cette négociation y trouvent toutes deux leur compte. Alors, dans la mesure où on n'a pas de contrôle sur les moyens ou sur ce qui nous prive de faire la grève, ce qui nous semble être un droit acquis et important, dans la mesure où on n'a pas de contrôle – mon ami parlait de la loi 160, je pense que c'est un bel exemple du peu de contrôle qu'on a sur l'exercice de ce droit-là, entre guillemets, parce qu'entendons-nous sur ce qu'est le droit de grève – alors, dans la mesure où ce n'est plus nous autres qui le contrôlons au moment où on se parle, ça forcerait peut-être, effectivement, les parties à s'entendre avant d'en arriver à cette grève-là, dans la mesure où ça pourrait représenter un blocus.

M. Beaudry: Étant donné que ça pourrait créer un problème majeur s'il est enchâssé dans la constitution, est-ce que je dois comprendre de vos propos que vous considéreriez la possibilité de le retirer, quitte à ce que ce droit-là soit

renforcé dans le cadre du Code du travail ou autre?
(17 heures)

M. Garneau (Luc): Moi, je vais vous dire, M. Beaudry, que l'objectif premier, c'est d'atteindre la souveraineté, de passer à l'étape du référendum, et quand on sera rendus à ce que j'appelle la cuisine, on verra ce qu'on retirera ou ce qu'on mettra sur la table. Mais au moment où on se parle, on n'a pas encore défini où sera la cuisine. Alors, rendus à cette étape-là, on verra s'il faut le retirer. Mais je dirais que le mémoire de la CSN est suffisamment clair, au moment où on se parle, pour laisser entendre ce qu'il entend par l'enchâssement d'un droit de grève dans la Charte.

M. Beaudry: Et l'interprétation que j'en fais, c'est la bonne.

M. Guertin (Mario): C'est la vôtre.

M. Beaudry: Non, non, je demande si c'est la bonne, parce que je le sais que c'est la mienne, c'est là-dessus que je vous questionne. Ha, ha, ha!

M. Guertin (Mario): Disons que...

M. Beaudry: Je vous demande si c'est la bonne. Ha, ha, ha!

M. Guertin (Mario): Je dirais qu'elle diverge peut-être un peu de la nôtre.

M. Beaudry: Oui, c'est bien. Je vous remercie.

Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, Messieurs du Comité national des jeunes de la CSN. Je demande à l'Association générale des étudiants et étudiantes du cégep de Lévis-Lauzon de vous remplacer à la table pendant que nous passons à la Confédération des associations d'étudiantes et d'étudiants de l'Université Laval. M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Depuis ce matin, on a entendu à plusieurs reprises des groupes d'étudiants nous dire de faire l'indépendance d'abord, et ensuite, de négocier l'association avec le reste du Canada. Pour cela, on s'appuie très souvent sur des sondages. On nous fait état de sondages qui, dans les milieux étudiants, diraient ça. J'ai devant moi le sondage que votre Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval a fait et pour lequel vous tirez la conclusion suivante: c'est que la majorité appuie la souveraineté, 44,9 % pour la souveraineté, 32 % pour une

association à une communauté économique canadienne, 17 % sur l'indépendance sans aucune association et 4,3 % sur le fédéralisme renouvelé. Donc, grosso modo, je vois que 83 % des étudiants disent qu'ils sont pour une nouvelle forme d'association avec le Canada, si je lis le sondage, les chiffres que j'ai là. Et on dit que la majorité est pour l'indépendance.

J'aurais deux questions ou, si vous voulez, ma question aurait deux volets, pour être sûr qu'on ne prendra pas trop de temps. Le premier volet, c'est: J'aimerais que vous m'expliquiez, pour vous quelle est la différence entre souveraineté et indépendance? Dans un deuxième temps ou de façon générale, ce désir d'une nouvelle association vous semble-t-il partagé par l'ensemble de la jeunesse québécoise?

M. Moisan (Pierre): Premièrement, on n'a jamais dit que la majorité était pour l'indépendance. On a dit qu'ils étaient pour la souveraineté, la souveraineté avec association ou la souveraineté sans association parce qu'on peut être indépendant et souverain, donc ne pas avoir d'association avec d'autres États. Ça existe dans plusieurs parties du monde bien que la tendance moderne soit, sur tous les continents, de créer des ententes qui regroupent les pays sous toutes sortes de formes, que ce soit culturelle, économique, politique, etc. Donc, nous, à la lecture du sondage qui a été interprété par Vincent Lemieux également, qui est un spécialiste en la matière, on peut constater que les gens qui veulent la souveraineté-association veulent la souveraineté assortie d'une association. Donc, la souveraineté, c'est le pouvoir suprême, c'est le pouvoir de faire ses lois... On le sait, on en a assez parlé ici, c'est le pouvoir qui n'a rien au-dessus de lui finalement. Donc, on se retrouve avec des gens qui veulent l'indépendance, donc la souveraineté, sans aucun lien par traité ou sans mettre, autrement dit, les pouvoirs dans une position subalterne à celle d'un autre organisme, puis... Oui.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Souveraineté et séparation, pour vous, c'est synonyme?

M. Roy (Martin): Dans le sondage, la question parlait bien de souveraineté-association et d'indépendance sans association avec le Canada. Il n'y avait pas d'ambiguïté là-dessus. Il y a souveraineté-association et indépendance, séparation étant un nouveau terme que vous ajoutez.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Souveraineté et indépendance, si je reprends vos termes, ça me semble être synonyme, si je me fie à ce que monsieur vient de me donner comme définition.

M. Roy (Martin): Quand on est souverain,

on est indépendant. Si on décide d'avoir des associations, on décide à ce moment-là de mettre sa souveraineté en veilleuse sur certains points déterminés pour une période déterminée. À ce moment-là, cette souveraineté-là est en veilleuse, mais elle est toujours virtuelle, elle est toujours potentiellement exerçable parce qu'il y a toujours des dispositions dans les traités qui permettent de se retirer de ce traité-là et, donc, de reprendre la plénitude des pouvoirs souverains.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Selon vous, est-ce que la jeunesse en général, au Québec, partage ce point de vue là?

M. Moisan (Pierre): Absolument. Oui, oui, tout à fait. Je veux dire qu'on regarde, qu'on se consulte entre nous. Il y a des rencontres qui se font au niveau national, au niveau des régions. Les gens voyagent. On n'a qu'à discuter dans nos familles et dans nos groupes d'amis, le lac Meech ç'a donné un coup fatal aux espoirs de réconciliation. Les gens en ont ras-le-bol. On a eu Laurendeau-Dunton. On a eu Pepin-Robarts. On est passés par Londres. On est passés par Victoria. On est tannés de ça. On a vu la génération avant nous passer son temps, des sommes faramineuses, des énergies incroyables, à essayer de réconcilier l'irréconciliable. Nous, on en a assez et on veut faire notre propre pays et s'entendre après. Moi, je crois qu'il va y en avoir une entente parce que les marchands continuent toujours de faire des affaires. Les marchands ne font pas d'affaires et ils ont peur des risques et des forces majeures quand il y a une instabilité politique où il y a de la violence, des choses comme ça. Mais dans le contexte où on s'en va, on s'aligne vers une indépendance tranquille. Et puis, moi, je crois que les marchands vont toujours vouloir faire des affaires avec un peuple pacifique comme le peuple québécois.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bien, je vous remercie.

Association générale des étudiants et étudiantes du cégep de Lévis-Lauzon

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ceci termine le témoignage de la Confédération des associations d'étudiantes et d'étudiants de l'Université Laval. Je demande au Jeune Barreau de les remplacer à la table... Nous passons à l'Association générale des étudiantes et des étudiants du cégep de Lévis-Lauzon. Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Bonjour. Moi, il y a juste deux petites choses qui m'ont sauté aux yeux et, surtout, la première. Quand vous avez dit que chaque entreprise devrait contribuer financièrement à la création des programmes

gouvernementaux, est-ce que vous ne croyez pas que les entreprises contribuent de façon assez étonnante déjà par voie de leurs impôts à tous les programmes gouvernementaux? Qu'est-ce que vous aviez en tête quand vous avez dit ça?

M. Fortier (Alain): Ce qu'on voulait dire, en grande partie et prioritairement, c'est que les entreprises doivent contribuer pour les programmes qui touchent en grande partie à l'éducation et essayer d'harmoniser le financement que les entreprises fournissent aux programmes et que le gouvernement fournit aux programmes, et les bénéficiaires aussi de ces programmes-là, d'harmoniser le financement de chacun, pour éviter des sous-financements comme il y a présentement dans les universités, éviter des problèmes de manque de ressources et éviter des problèmes de toutes sortes en fait qui...

Mme Campbell Steer: Comme les entreprises contribuent déjà par voie de leurs impôts au financement général du gouvernement et que c'est au gouvernement de décider où il veut dépenser, est-ce que vous ne pensez pas que, peut-être, ce serait plus efficace de laisser le système comme il est à ce moment-ci et que les entreprises investissent surtout dans les chaires? Ils vont investir dans les universités, dans des salles, dans des cours, comme un don de charité, en ce sens-là, peut-être en privilégiant ces dons-là avec un taux fiscal plus élevé? Ça me semble un peu fort que vous alliez exiger à partir des entreprises un financement.

M. Fortier (Alain): En fait, tous les citoyens du Québec contribuent au financement, à tous les programmes sociaux, à tous les programmes existant présentement. Dire de laisser le système actuellement comme il est, je pense que ce serait de ne pas voir le fait qu'il y a des lacunes et de ne pas vouloir améliorer ces lacunes-là.

Mme Campbell Steer: Je ne sais pas non plus si nous pouvons améliorer toutes les lacunes sur le dos des corporations. Il y a une autre question que je voulais vous poser. Ça concerne les Chartes des droits québécoise et canadienne. Quelles lacunes voyez-vous entre nos Chartes à ce moment-ci. Dans la Charte québécoise? Qu'est-ce que vous aimeriez bien ajouter à cette Charte-là?

M. Fortier (Alain): Premièrement, ce serait d'ajouter des droits, entre autres, pour l'environnement; ajouter des droits pour les jeunes et tous les autres groupes sociaux. On entendait tantôt les autochtones. On entendait différents organismes... Ça serait d'incorporer dans la Charte des droits, de reconnaître ces groupes sociaux là, pour qu'enfin ils ne soient pas lésés dans différents aspects de la société.

Mme Campbell Steer: Merci. Je pense que j'ai écoulé mon temps.

Jeune Barreau de Québec

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci aux représentants de l'Association générale des étudiants et étudiantes du cégep de Lévis-Lauzon. Je demande aux représentants de l'Assemblée parlementaire des étudiants du Québec de les remplacer à la table et nous passons au Jeune Barreau de Québec. M. Béland.

M. Béland: Merci, M. le Président. D'abord, je voudrais féliciter le Jeune Barreau parce que le Barreau qui n'est plus jeune, lui, n'a pas jugé à propos de venir devant cette Commission. Vous avez eu le courage de venir, je vous félicite.

J'ai une question très simple. À la toute fin de votre mémoire, qui est quand même daté du 20 décembre, vous nous annoncez une consultation de vos membres. Vous dites: "Le résultat vous sera communiqué." Je voudrais savoir si la consultation a eu lieu parmi vos membres et où sont les résultats?

M. Tremblay (Carl): C'est parce que, malheureusement, vous n'avez pas eu la copie du 15 janvier où le résultat du sondage est effectivement annoté.

M. Béland: Ah bon! Est-ce qu'il reste du temps pour moi, M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui. La situation actuelle au point de vue de l'arbitrage du temps, c'est que les deux parties ont épuisé leur temps.

M. Béland: Ah bon!

Le Président (M. Michel Bélanger): Les membres ont cinq minutes chacun, ont épuisé leurs cinq minutes mais il reste encore du temps pour le total des membres. Alors on va étirer un peu plus les membres et, avec les autres qui viennent, j'essaierai d'indiquer d'avance le groupe et le membre qui seraient sur la liste des questions, s'il en reste, d'ici les 15 prochaines minutes qu'il nous reste.

M. Béland: Alors, je consulterai...

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, M. Béland, il vous reste quelques minutes.

M. Béland: Merci. Je consulterai l'autre mémoire. Dans votre mémoire, vous faites une distinction très nette entre le droit interne et le droit international. Vous dites, en somme, que si on faisait une sécession en vertu du droit interne, évidemment, ça serait un geste illégal. Est-ce que vous avez fait quand même une étude

parce que, un des considérants de cette Commission-ci, c'est de dire que le fait que l'Acte constitutionnel de 1982 a été adopté malgré l'opposition de l'Assemblée nationale du Québec, c'est un des considérants de la loi qui nous a constitués en Commission. Est-ce que, d'après vous, ça peut constituer un argument juridique valable en faveur du Québec pour justifier son geste qui serait, théoriquement, illégal?

M. Brun (Pierre): Oui. Effectivement, c'est un des considérants et sans doute un des majeurs qui nous permettrait de dire que notre geste n'est pas tout à fait illégal. Cependant, il faut bien admettre qu'en 1982, au moment du rapatriement, il n'existait pas de formule d'amendement pour la Constitution. Alors, c'est la Cour suprême qui a déterminé le comment et les modalités de ce rapatriement et elle a jugé que seul le consentement d'un nombre important de provinces serait suffisant. Alors, le fait que le Québec n'ait pas accepté cette Constitution à cette époque ne l'empêchait pas d'entrer en vigueur sur le territoire du Québec et de s'imposer au Québec.

Or, maintenant, nous sommes pris avec une formule d'amendement et nous devons la respecter. Il y a donc une distinction importante. On pourrait, politiquement, dire que nous ne l'avons jamais acceptée. Juridiquement, c'est un raisonnement qui est un peu plus faible mais je pense que nous pouvons l'employer au niveau de la légalité. Il y a aussi, par contre, en droit britannique, une reconnaissance de facto de certaines illégalités. On va reconnaître qu'un Parlement a posé certains gestes qui, en soi, étaient illégaux, mais reconnaître par après, qu'après tout, il en avait les pouvoirs. C'est ce sur quoi nous pourrions compter pour légaliser le geste du Québec sur le plan interne.

M. Béland: Merci, M. le Président.

Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça va? Alors, merci aux représentants du Jeune Barreau de Québec. Je demande aux étudiants en sciences humaines du cégep de Matane de prendre place à la table. Nous passons au représentant de l'Assemblée parlementaire des étudiants du Québec. M. Beaudry. M. Beaudry, je vous rappelle à l'ordre. C'est à votre tour de poser la question.

M. Beaudry: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous l'ai dit tout à l'heure, vous pensez trop souvent.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Ma question ne sera pas longue. Vous avez, dans

vosre mémoire, opté pour la souveraineté. Vous dites que cette souveraineté-là ou les pouvoirs que vous voulez rapatrier, les compétences que vous voulez rapatrier, vous le feriez sur une période de cinq ans. Dans ce sens-là, vous rejoignez jusqu'à un certain point le mémoire de la Jeune Chambre de commerce de Montréal qui nous a parlé tantôt de dix ans.

Votre idée de parler de cinq ans, est-ce que c'est parce que vous croyez que la souveraineté va entraîner nécessairement, pour les Québécois, une diminution au point de vue des revenus, un impact financier négatif quelconque, et c'est pour ça que vous voudriez voir cet impact se répartir sur une période de cinq ans afin qu'il ne soit pas trop sévère pour l'économie québécoise?

M. Simard (Jean-François): Je vous remercie beaucoup de votre question, M. Beaudry, que je considère très pertinente. Alors, dans un premier temps, effectivement, nous parlions d'une période transitoire de cinq ans. Nous avons avancé le chiffre de cinq ans parce que nous considérons que pour amorcer une période de négociations avec le gouvernement fédéral canadien, il faudrait un nouveau mandat à quelque gouvernement qu'il soit. Et la longueur maximale d'un mandat, c'est cinq ans. Maintenant, il n'empêche pas que des négociations puissent s'effectuer en deçà des cinq années proposées.
(17 h 15)

Évidemment, le chiffre de cinq ans est aléatoire puisque devant certaines difficultés, certains impondérables, nous pourrions éventuellement prolonger ce délai. Vous parliez d'une intégration économique. Vous avez sans doute lu et consulté notre mémoire. Vous avez sans doute constaté que nous prenions garde de ne pas mentionner quel type d'intégration économique nous voulions favoriser. Dans un premier temps, nous avons tout simplement, tâché de nous donner les cadres juridiques et constitutionnels pour nous donner le type d'intégration économique recherché.

Différents experts pourront vous parler de différentes formes d'intégration économique, allant du libre-échange, de l'union douanière, au marché commun, à l'union monétaire, à l'union économique. Or, il y a plusieurs facettes envisageables et tout dépendant de l'optique qu'on prendra, eh bien, on se dit: On se donne un mandat de cinq ans pour négocier éventuellement une forme d'union économique, éventuellement une forme d'union politique, tout dépendra.

M. Beaudry: Et dans le contexte où vous négocieriez cette union-là, il faudrait nécessairement que d'une part l'autre partie soit d'accord avec votre négociation.

M. Simard (Jean-François): Tout à fait. C'est une vérité de La Palice.

M. Beaudry: Et si je comprends bien votre mémoire, si c'était difficile à réaliser, vous n'êtes pas prêt à sacrifier l'option que vous vous auriez retenue. Les négociations pourraient devenir possiblement tendues à un moment donné, dépendant de l'option que vous retiendriez vous.

M. Simard (Jean-François): Oui. Chose certaine, c'est que les négociations se font dans une optique claire, avec un mandat clair de souveraineté provenant du peuple du Québec par référendum. Alors, je pense que toute négociation se fait dans un climat de confiance. La confiance provient de la stabilité qui, elle-même, s'enracine dans la certitude. Cette certitude-là, nous allons la puiser, comme je vous le disais préalablement, à travers la volonté du peuple québécois de s'affranchir et de devenir souverain comme société.

M. Beaudry: Le message que vous envoyez, finalement, au Canada, aux autres provinces, c'est de dire: Nous du Québec, on veut être souverain, on est de bonne foi, on veut s'asseoir avec vous pour négocier de bonne foi et si on peut le faire tant mieux. Si on ne peut pas le faire, on va rester souverains, mais on va s'organiser avec nos troubles. C'est à peu près ça.

M. Simard (Jean-François): Écoutez, il y a...

M. Beaudry: Vous n'espérez pas ça là, mais c'est le mandat, c'est le message que vous voulez passer.

M. Simard (Jean-François): Écoutez, il y a une nuance. Je vous parlais tout à l'heure de différents degrés d'intégration économique, et il y aurait plusieurs possibilités d'union politique. Alors, actuellement, à travers l'entente du libre-échange, et Dieu sait que je ne suis pas un spécialiste en économie, il y a un comité d'arbitrage canado-américain, dis-je, qui est une forme de gouvernement supranational, dont nous avons parlé dans notre gouvernement. Alors, il y a plusieurs modalités que nous pourrions explorer.

M. Beaudry: C'est bien. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Pagé?

Mme Pagé: Oui, probablement à cause de la nature même de votre organisation, vous avez beaucoup réfléchi aux institutions. Dans votre mémoire, vous abordez la question de l'organisation de l'État. Vous abordez également la question d'un projet de constitution du Québec, et je vais vous dire, à partir d'une situation que j'ai observée depuis hier et qui m'a profondément

troubée, je vais vous poser des questions sur la représentation des femmes.

Nous avons reçu beaucoup d'organisations depuis hier et si on se fie à la représentativité, il y a 14 % de jeunes filles au Québec et non pas 52 %. Dans ce cadre-là, quand vous nous parlez d'une constitution, devrait-elle être élaborée par une assemblée constituante formée de façon représentative de la population québécoise, c'est-à-dire une moitié de femmes? Et deuxièmement, dans nos institutions, faudrait-il prévoir, pour changer le poids des traditions, une représentation équitable des femmes dans les différents organismes, qu'ils soient législatifs, exécutifs ou judiciaires?

M. Simard (Jean-François): Bien, Mme Pagé, votre question est très intéressante...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Simard (Jean-François): Vous mettez le point sur un problème que vit le parlementarisme québécois et sans doute l'ensemble du parlementarisme canadien, qui est celui de la représentativité. Nous avons actuellement au Parlement étudiant, à tout le moins durant la dernière session, une représentativité féminine équivalente à 35 % approximativement de nos membres. Évidemment, ce n'est pas encore assez. On vise toujours les 50 %.

Ceci dit, suite au mandat de souveraineté, il y a un scénario-passerelle qu'on a nommé, que nous envisageons, qui se situe en deux étapes. Dans un premier temps, c'est celui – et vous avez pu le constater dans notre mémoire – de dire: Bon, écoutez, il n'y a pas de vide juridique. L'ensemble des lois canadiennes a toujours force de loi jusqu'à ce que dans la période de cinq ans on puisse les abroger. Bon. Premièrement. Deuxièmement, nous allons procéder à la création d'une assemblée constituante, comme vous l'appeliez, qui procédera à une espèce de consultation populaire d'envergure pour pouvoir rédiger, mettre sur pied les grandes lignes d'une constitution sur lesquelles nous avons réfléchi, et nous vous en présentons un exemple.

Donc, évidemment, là, je vous parle à titre de représentant du Parlement étudiant. Il va de soi que nous, de par la nature de notre organisation, vous comprendrez très facilement que nous favorisons une assemblée constituante qui soit constituée essentiellement d'élus parce qu'à notre avis, le rôle premier de l'Assemblée nationale, c'est d'être le forum par excellence des Québécois et à notre avis, les élus doivent être les représentants de tous les Québécois, de toutes les Québécoises et de toutes les régions du Québec, qu'ils soient francophones, allophones, anglophones ou que sais-je encore. Donc, évidemment, le problème reste à la base. Il nous faudrait une certaine représentativité. Comment pourrions-nous conjuguer ces deux impératifs-là?

La question reste à poser.

Mme Pagé: Me reste-t-il du temps?

Le Président (M. Michel Bélanger): Il vous resterait du temps à condition que la réponse ne soit pas trop longue. Alors, que la question soit inspirante à cet effet.

Mme Pagé: Le Conseil du statut de la femme nous avait recommandé, dans le cadre d'un nouveau pays, de prévoir dans les institutions la représentation équitable hommes et femmes. Êtes-vous à l'aise avec une telle recommandation du Conseil du statut de la femme?

M. Simard (Jean-François): Bien, évidemment, c'est un objectif souhaitable et fort louable, il va de soi. Toujours est-il qu'il implique une refonte, une réforme substantielle, sans doute, de nos structures parlementaires. Évidemment, si on avait à envisager une réforme, une réorganisation de ce système-là, il faudrait prévoir notamment, comme vous le soulignez si bien, d'assurer une représentativité féminine.

Association des étudiants en sciences humaines du cégep de Matane

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci aux représentants de l'Assemblée parlementaire des étudiants du Québec. Comme nous arrivons vers la fin de la réunion, je vais donner tout de suite la liste de ceux qui vont être appelés à témoigner et de ceux qui leur posent des questions pour que tout le monde puisse se retrouver, éventuellement. Parce que je commence à avoir un petit peu de difficultés à me retrouver dans mes papiers. Ce sera les Étudiants en sciences humaines du cégep de Matane, question de M. Béland; ensuite, ce sera l'Association étudiante François-Xavier-Garneau qui remplacera l'Assemblée parlementaire à la table, question de M. Bouchard; ce sera ensuite McGill-Québec, question de M. Roy; ce sera ensuite l'Association jeunesse du Parti Égalité, question de M. Hogue, et ça terminera notre après-midi. Alors, nous revenons à l'Association des étudiants en sciences humaines du cégep de Matane; question, M. Béland.

M. Béland: Vous parlez du référendum, c'est là-dessus que je vais vous questionner. Ce qui m'a étonné, c'est que vous dites: Il serait préférable de le faire par le biais d'un référendum. Est-ce que c'est une façon polie ou diplomatique de dire que vous en voulez un absolument ou si vous nous dites, en somme, que ce n'est pas absolument nécessaire? Pour moi, ça n'a pas été clair, cette partie-là. Est-ce que vous demandez un référendum?

M. Audy (Sébastien): On en demande un parce que... Ça pourrait peut-être aussi se faire par la voie d'une élection référendaire mais on préfère vraiment un référendum. C'est plus clair. C'est une position claire que les gens vont prendre sur la question.

M. Béland: O.K. Quant à l'association économique, est-ce que vous en faites une condition? Le référendum, est-ce qu'il serait la souveraineté, en autant qu'il y ait une association économique?

M. Audy (Sébastien): Non. C'est secondaire.

M. Béland: Donc, vous rejoignez, en somme, la Commission jeunesse du Parti libéral, en disant: S'il n'y a pas d'association, on va vivre avec la souveraineté.

M. Audy (Sébastien): C'est ça.

M. Béland: Merci.

**Association étudiante
François-Xavier-Garneau inc.**

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci. Nous passons maintenant à l'Association étudiante François-Xavier-Garneau. M. Bouchard a une question et les gens de McGill-Québec remplacent le cégep de Matane. M. Bouchard.

M. Bouchard: Merci. Dans votre mémoire, vous évoquez le référendum que vous avez tenu sur la souveraineté, dans les cégeps et dans le vôtre en particulier, où 88,6 % des répondants ont opté pour la souveraineté. Bien sûr, dans la description du processus qui doit conduire à l'accession à la souveraineté, vous évoquez un référendum à tenir. Un référendum national, au Québec, sur le grand dessein collectif de la souveraineté. Est-ce que vous avez réfléchi sur le moment de ce référendum? Parce que vous savez que c'est une question qui va se poser avec de plus en plus d'actualité et même d'acuité au sein de la Commission et dans le public en général au Québec. Vous savez très bien qu'il y a un débat engagé sur la question de savoir si ce n'est pas prématuré de le faire dans les semaines ou les mois qui suivront le dépôt du rapport de la Commission ou s'il ne faudrait pas attendre une période qui n'est pas déterminée. Est-ce que vous avez une position là-dessus?

M. Poirier (Thomas): Oui. Nous, on croit que la date la plus pertinente serait entre le 23 juin et le 1er juillet 1991. Le 23 juin, évidemment, c'est la Saint-Jean-Baptiste. Le 1er juillet, c'est la fête nationale du Canada. C'est là que le citoyen est supposé, normalement, sentir son sentiment d'appartenance à sa patrie. Alors, ce serait pertinent.

M. Bouchard: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci pour cette question et ce témoignage. Nous passons maintenant à McGill-Québec, une question de M. Bruno Roy.

M. Roy (Bruno): Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je demande aux représentants de l'Association jeunesse du Parti Égalité de prendre place à la table.

McGill-Québec

M. Roy (Bruno): Merci, M. le Président. À lire votre mémoire, j'ai été particulièrement étonné; vous avez consacré nombre de pages à la culture. C'est un des rares mémoires qui accorde une importance réelle à cet aspect des choses. J'aimerais qu'on précise. Vous dites, en page 2: "Fédéralisme renouvelé et souveraineté-association se ressemblent." J'aimerais que vous précisez ce que vous entendez. En quoi se ressemblent-ils, d'une part?

Une deuxième question. Vous parlez aussi du concept du multiculturalisme qui a masqué, en fait, l'absence d'une véritable culture nationale. Compte tenu qu'au Québec on parle de culture québécoise – donc d'une culture nationale – est-ce que, dans le maintien d'un statu quo – donc d'un système fédéral – la notion de culture nationale au Québec n'entre pas en contradiction avec celle que voudrait se donner le Canada?

M. Adam (Marc-Antoine): Je vais prendre votre première question au niveau du fédéralisme renouvelé et de la souveraineté-association. Disons que ces propos-là ne sont pas de notre propre cru, si on veut. On reprenait un petit peu des idées qui avaient été mentionnées au début des travaux de cette Commission. Ce qu'on voulait dire par là c'est que, si vous avez la souveraineté-association... Ça se ressemble au niveau pratique. Si vous avez la souveraineté-association, vous avez certains pouvoirs que le fédéral exerce à l'heure actuelle. Le fédéral est souverain dans ces pouvoirs-là mais il les exerce, les administre et légifère sur ces pouvoirs-là.

M. Roy (Bruno): ...lui.

M. Adam (Marc-Antoine): Pas sur les pouvoirs du fédéral, mais dans la souveraineté-association, il y a certaines choses sur lesquelles le fédéral a actuellement juridiction et est souverain, qui seraient exercées, enfin des pouvoirs qui seraient administrés conjointement avec le reste du Canada. Donc, dans ce sens-là, ce ne serait pas l'Assemblée nationale qui administrerait ces pouvoirs-là.

Au niveau de la "légifération", on peut se demander... Il y avait la question d'un Parlement élu. Possiblement, entre nous, on ne souhaite pas ça. On souhaite plutôt des délégués, mais c'est évident que si vous voulez mettre en commun, la monnaie, par exemple – je pense que tout le monde le veut, le Parti québécois aussi – ça prend un organisme qui va gérer ça. Vous ne pouvez pas avoir des gens du Canada et du Québec qui se réunissent à tous les jeudis pour déterminer...

M. Roy (Bruno): Ça, c'est des modalités, mais je ne comprends pas la ressemblance entre le fédéralisme renouvelé et la souveraineté. Il me semble que le seul mot même de souveraineté exclut la notion d'États fédéraux ou...

M. Adam (Marc-Antoine): Bien, au niveau de l'administration des pouvoirs, du jour au jour, ça se ressemble beaucoup parce que, finalement, il n'y a pas que l'Assemblée nationale qui fait des lois à tous les jours pour gérer des pouvoirs qu'on va mettre en commun dans la souveraineté-association. Comprenez-vous? C'est à ce niveau-là. Au niveau de la souveraineté, là où c'est différent entre la souveraineté-association et le fédéralisme renouvelé, c'est que dans la souveraineté-association, le rapport de force est différent; la possibilité de modifier l'entente, si vous voulez, est différente. Il y a beaucoup plus de puissance qui est accordée au Québec parce que c'est le Québec qui a l'assiette de ces pouvoirs-là, qui peut déterminer qu'est-ce qu'on en fait, est-ce qu'on les partage.

Si on décide, demain matin, de ne plus les partager, on peut le faire de la même façon que... Si l'Assemblée nationale, demain matin, décide que les municipalités, dorénavant, ne légiféreront plus en matière de, je ne sais pas, règlements de la route à l'intérieur des municipalités, elle peut le faire. C'est sûr, dans la souveraineté-association, si vous voulez, il y a ce pouvoir-là. Évidemment, ça a des conséquences politiques, mais il y a ce pouvoir-là. Dans le fédéralisme, il n'y en a pas.

Mais l'administration au jour le jour est, grosso modo, semblable, mais on va peut-être rapatrier certains pouvoirs, par contre.
(17 h 30)

M. Roy (Bruno): Dans un fédéralisme même renouvelé, idéalement même, est-ce qu'il peut y avoir deux cultures nationales?

M. Adam (Marc-Antoine): Moi, je considère que c'est dans l'essence de toute fédération de rechercher le critère nation. Toute fédération essaie de garder ses constituantes ensemble en développant l'idée que c'est une nation. On l'a vu le 9 juin dernier, lors de la cérémonie de signature de l'accord du lac Meech qui, finalement, a échoué, etc. Sur 11 premiers ministres qui ont fait des discours, il y en a 7 qui ont

parlé que c'était un grand jour pour la nation canadienne. Moi, je pense que le fédéralisme renouvelé, ça va toujours donner ça. On le voit au Canada anglais, on le voit à l'Université McGill. Les Canadiens anglais veulent une nation...

M. Roy (Bruno): Oui. Au Québec...

M. Adam (Marc-Antoine): ...et ils veulent inclure le Québec...

M. Roy (Bruno): ...les prétentions d'une littérature nationale, d'une culture nationale, est-ce que c'est pensable à l'intérieur du fédéralisme?

M. Adam (Marc-Antoine): Moi, je ne le crois pas. Je crois qu'on va toujours aller à contre-courant de l'opinion majoritaire au Canada. Ces gens-là vont toujours être à la recherche d'une nation qui inclut le Québec. Eux autres veulent que le fédéral représente leur nation et, à moins de déformer le fédéralisme...

M. Roy (Bruno): À la limite de cette logique, le Canada et le Québec seraient des termes qui s'excluent?

M. Adam (Marc-Antoine): Si on est une nation distincte et qu'on veuille le demeurer, je pense qu'on ne peut pas rester à l'intérieur d'une fédération.

M. Roy (Bruno): Merci, M. le Président.

Association jeunesse du Parti Égalité

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, messieurs de McGill-Québec. Nous passons maintenant à l'Association jeunesse du Parti Égalité, une question de M. Hogue.

M. Hogue (Jean-Pierre): Merci, M. le Président. J'ai une question, M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): Bien, une question... Un temps de questions raisonnable, M. Hogue.

M. Hogue (Jean-Pierre): Merci. À la page 8 de votre document, le dernier paragraphe, est-ce que vous y tenez fermement à l'analyse des ramifications économiques ou vous ne voulez pas faire entrer dans le débat la réalité économique? Voudriez-vous commenter sur ça un peu?

M. Smith (Richard): Yes, Sir. We are completely firmly committed to that. We feel that the economic questions are important, but I mean, the unity of Canada... Canada is a country that is supposed to be based on values and rights. If Québec is going to stay in Canada solely because of economic considerations, nobody will

be well served by this. It has goals and aspirations. If Quebecers share those goals and aspirations, then I think, Canadians embrace Quebecers? But if Quebecers are just going to stay in Canada for the economic, because of the economic fear of the alternatives, but still continue to undermine the Charter of Rights and Freedoms or have no respect for the Canadian Charter, then, I do not think that that will serve either side.

M. Hogue (Jean-Pierre): I am quite satisfied. Merci. À la page 52, vous affirmez que les communautés culturelles ont un droit à l'autodétermination. Que représente, pour vous, ce droit à l'autodétermination? La communauté anglophone du Québec pourrait invoquer ce droit?

M. Smith: I would like to make ourselves clear on this point. Nobody in our youth association is advocating the partition of Québec. Our principal idea, our principal objective is to have a Québec constitution compatible with Canadian federalism that would include a new linguistic social contract. But I think it is important that this constitution or any constitution, which has been contemplated by many members here, be drafted before a vote on independence or anything, a referendum or any question be held. I mean, you owe... I think Québec owes its Anglophone community and minority communities the dignity of attempting to tell them where they will stand in Québec if it becomes an independent state. If they are not going to pay them that dignity, I mean, what is to stop people from deciding to go for partition? We are taking a big risk with this position.

What happens if a Québec constitution includes things which these minority groups are not completely happy with, but thinks it is better than trying to go the partition route which could cause a lot of civil disorder? I mean, potentially, a civil war. That might happen. We are taking the risk for that. We think it is a "beau risque" for us. But we think that constitution must be drafted in advance and we want to keep partition... We are acknowledging partition because if it is of half the weight of a social contract... We do not want Anglophones and Allophones to vote for this because it is an appeasement measure, because of the social contact if, indeed, they like. They will not respect the document. They will have no impact on the social development of Montréal if these people thought they were doing it under such pressure.

So, our reasoning is, we are trying to get rid of the pressure employed by the use of independence, so that when people sit down to make a choice they can make it in good will, free conscience. I think a majority of Anglophones and Allophones in this province would be opened to voting for a Québec constitution, in a

referendum with a social contract, the Charter of Rights, Freedoms and Language. And I think, if they vote for it free of pressure, they will uphold the spirit of that document. And it will actually be a social progressive move for the province of Québec.

M. Hogue (Jean-Pierre): Thank you very much. Merci, M. le Président.

Fin des séances publiques

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, messieurs. Ceci termine maintenant notre journée et termine le forum des jeunes. Je pense qu'il faut souligner que, comme on peut toujours s'y attendre, les jeunes – les 37 groupes et 8 personnes qui ont accepté l'invitation de participer à ce forum et qui avaient au préalable soumis des mémoires à la Commission – comme il fallait s'y attendre, ont exprimé leurs vues, bien sûr, avec élan, avec générosité, avec franchise, avec courage, comme on sait que la jeunesse peut le faire et bien sûr, il faut les en féliciter, les en remercier. Mais je pense qu'il convient encore plus de les féliciter et de les remercier pour des qualités qui sont moins généralement accolées à l'étiquette jeunesse. C'est qu'ils ont suivi à travers les nombreuses contraintes, disciplines, limites de temps, et procédures d'organisation, que ce forum demandait pour pouvoir se faire dans la période de temps disponible. De ceci, il faut, bien sûr, les féliciter et assurer à leurs amis que ce n'est pas nécessairement un mauvais pli qu'ils ont pris pour tout le temps d'être disciplinés et soumis aux contraintes. Je pense que les jeunes qui ont participé à ce forum ont pu aussi, du moins cet après-midi, remarquer que les membres de la Commission, eux-mêmes, sont soumis à de nombreuses contraintes de limite de temps, d'ordre d'interventions qui ne sont pas toujours les plus agréables à administrer, mais qui sont nécessaires si on veut arriver à un résultat.

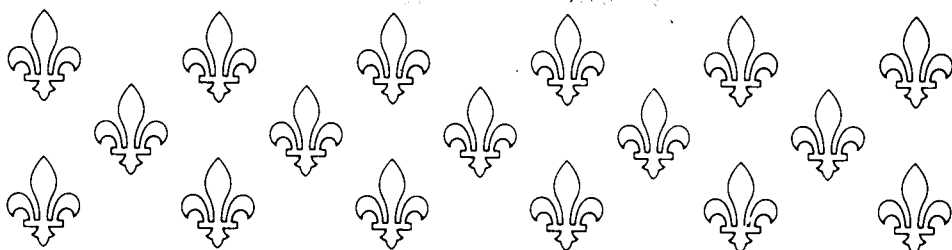
Je remercie donc, au nom de mon collègue Jean Campeau et au nom de tous les commissaires, tous les jeunes qui ont participé à ce forum. L'ensemble de ce qu'ils ont dit, la vue générale de ce qu'on peut retenir de leur activité d'aujourd'hui, est sûrement, pour l'exprimer en très peu de mots, un désir d'affirmation et un désir de croissance dans un esprit généreux et pluraliste, mais particulièrement affirmé du Québec.

Ceci dit, il me reste également à noter que ceci termine nos séances publiques. C'est à la fois la fin d'une partie fort agréable de nos travaux et le début prochain ou la continuation d'une partie qui commence, celle du travail un peu plus bénédictin de réussir à trouver une conclusion à tout ce que nous avons commencé. Je remercie cependant, à la fin de ces audiences publiques, au nom de tous les membres de la

Commission et de mon collègue Jean Campeau, tous ceux qui nous ont facilité la tâche, techniquement et autrement, et bien sûr, toutes les personnes qui ont soumis des mémoires à la Commission, qui sont venues se présenter devant elle, qui se sont soumises au supplice de la question minutée et qui ont accepté de participer à nos travaux, contribuant ainsi à la fois à nous compliquer la tâche, parce qu'il y avait plus qu'une idée d'exprimée, et à nous faire avancer vers nos conclusions.

Alors, je remercie tout le monde et je déclare cette séance levée.

(Fin de la séance à 17 h 40)



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Québec, le mercredi 27 mars 1991

No 31

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
5, Place Québec, bureau 195
Québec, (Québec) G1R 5P3
tél. 418-643-2754
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Ordre du jour	2271
Commentaires des membres de la Commission	2271
M. Claude Béland	2271
M. Guy Bélanger	2272
M. Jacques Brassard	2272
M. Guy Chevette	2273
M. Claude Dauphin	2274
Mme Christiane Pelchat	2274
M. Gil Rémillard	2275
M. Marcel Beaudry	2276
M. Jean-Claude Beaumier	2276
Mme Louise Bégin	2277
Mme Jeanne L. Blackburn	2277
M. Lucien Bouchard	2278
Mme Cheryl Campbell Steer	2278
M. Guy d'Anjou	2279
M. Ghislain Dufour	2279
Mme Louise Harel	2280
M. Jean-Pierre Hogue	2280
M. Richard B. Holden	2281
Mme Claire-Hélène Hovington	2282
M. Louis Laberge	2282
M. Gérald Larose	2283
M. Jacques Léonard	2284
M. Robert Libman	2284
M. Cosmo Maciocia	2285
Mme Pauline Marois	2286
M. Roger Nicolet	2286
M. André Ouellet	2287
Mme Lorraine Pagé	2288
M. Charles-Albert Poissant	2288
M. Serge Turgeon	2289
M. Russell Williams	2289
Rapport du secrétaire	2290
M. Henri-Paul Rousseau	2290
Bilan des présidents	2291
M. Michel Bélanger et M. Jean Campeau	2291
Allocution du chef de l'Opposition	2293
M. Jacques Parizeau	2293
Allocution du premier ministre	2294
M. Robert Bourassa	2294

Québec, le mercredi 27 mars 1991

Séance de clôture

(Neuf heures quarante minutes)

Le Président (M. Michel Bélanger): Bienvenue, mesdames et messieurs. La séance de ce matin comporte essentiellement une occasion pour chacun des membres de la Commission de faire des derniers commentaires qui seront suivis d'un bref discours des deux présidents et, pour terminer, le chef de l'Opposition officielle et le premier ministre prendront la parole.

Je rappelle immédiatement aux membres de la Commission quelques événements qui pourraient requérir leur présence et qui suivront la fin de cette séance. Tout d'abord, vers 11 h 30, ce qui indique qu'on espère avoir fini à ce moment-là, il y aura une petite réception au salon du président, ici, en arrière du salon rouge. Ensuite, le rapport étant déposé à l'Assemblée nationale à 14 heures, les membres qui ne sont pas des députés qui siègent à l'Assemblée nationale sont invités à se présenter à la galerie du président de l'Assemblée nationale pour assister à la remise du rapport, à ce moment-là. Enfin, après la remise du rapport les membres de la Commission auront l'occasion de l'avoir entre les mains, c'est-à-dire qu'on leur remettra leur copie du rapport ici même, tout simplement, sans plus de cérémonie, et ça leur permettra d'échanger des derniers commentaires entre eux là-dessus.

Ordre du jour

Si vous voulez bien, maintenant, nous allons commencer à suivre l'ordre du jour prévu pour ce matin. Les membres du comité directeur seront les premiers à prendre la parole, par ordre alphabétique; ensuite, les autres membres de la Commission prendront la parole, par ordre alphabétique également; ensuite, le secrétaire de la Commission fera un rapport administratif; ensuite, les deux présidents prendront la parole; ensuite, le chef de l'Opposition officielle et, finalement, le premier ministre.

Vous vous rappelez que nous avons alterné la présidence des séances de cette Commission. Comme il s'agit de la dernière réunion et, de façon encore plus symbolique, de l'unité de cette présidence, nous allons changer de place, mon collègue Jean Campeau et moi, vers à peu près le milieu de la séance, c'est-à-dire après que Mme Hovington aura parlé et avant que M. Laberge prenne la parole. Il ne faudra pas que ni l'un ni l'autre d'entre eux en tire une conclusion.

Vous aurez remarqué que je prends un temps particulièrement long pour faire les préliminaires afin de m'assurer que ces messieurs de la presse puissent prendre leurs photos, mais

je crois qu'il est maintenant temps que nous commençons et, si vous voulez bien possiblement libérer le milieu de la salle, tout en continuant pendant le temps qui était prévu à faire vos bons offices, nous allons commencer les commentaires.

Alors, d'abord, les membres du comité directeur, M. Claude Béland, le premier. M. Béland, je vous cède la parole.

Commentaires des membres de la Commission

M. Claude Béland

M. Béland: MM. les Présidents, nous arrivons à la fin de nos travaux et je voudrais vous dire que j'ai été très honoré et très heureux d'avoir été invité à collaborer aux travaux de cette Commission. Ce fut pour moi une expérience extrêmement enrichissante et c'est pourquoi je veux remercier tous ceux qui m'ont permis de la vivre, en particulier vous, MM. les Présidents, M. le secrétaire, ainsi que tous les membres de votre équipe et chacun ou chacune de vous, chers collègues de la Commission.

À l'ouverture de nos travaux, en novembre dernier, j'avais exprimé le vœu que la Commission soit l'occasion pour les Québécois et les Québécoises de s'informer et de se renseigner encore davantage, plus profondément sur cette importante question du statut constitutionnel du Québec. La démocratie vit beaucoup mieux en plein soleil, en pleine lumière et, en ce sens, je pense que la Commission aura grandement contribué à jeter plus de clarté sur la problématique constitutionnelle, les enjeux, les défis et les voies de solution. Elle y a contribué et continuera, je pense, d'y contribuer, grâce au rapport même de la Commission et aux nombreux travaux d'experts qui, à l'avenir, pourront être consultés et sans doute alimenter nos discussions.

Je pense que comme jamais autant de personnes ont pris la peine de s'interroger sur cette question et de rechercher des solutions. Je pense à tous ceux qui ont préparé des mémoires. Je pense aux nombreux experts. Si, il y a quelques mois, on trouvait peu de travaux sur cette question dans nos milieux universitaires, il y en a sûrement beaucoup plus aujourd'hui et maintenant que les recherches sont commencées, je suis convaincu qu'elles continueront. Du moins je l'espère. Et je pense à tous ceux qui, grâce à la télévision et aux médias, ont pu suivre régulièrement les travaux de la Commission.

Les travaux de cette Commission et son rapport surtout apparaissent maintenant comme une nouvelle semence, et j'ai pu m'en rendre

compte au cours de nos réunions, une semence riche et vivace qui ne souhaite qu'à être mise en terre. D'ailleurs, j'ai pu m'en rendre compte aussi, le sol est propice et le sol est fertile et nombreux sont ceux et celles qui s'offrent pour labourer cette terre de chez nous. C'est pourquoi je souhaite maintenant que l'Assemblée nationale, après avoir accueilli favorablement notre rapport, prenne grand soin de cette précieuse semence, qu'elle la fasse s'épanouir avec prudence, mais aussi avec confiance, en vue d'une récolte abondante, répondant ainsi aux aspirations les plus profondes des Québécois et des Québécoises. MM. les Présidents, je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Guy Bélanger.

M. Guy Bélanger

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Merci, M. le Président. Dans un premier temps, je voudrais donner un petit peu mon appréciation du travail de chacun des commissaires ici. Je ne ferai pas le tour parce qu'en trois minutes ce ne serait pas possible. Je pense que chacun ici a travaillé, en son âme et conscience, avec la conviction profonde de définir ou d'aider à bâtir l'avenir de ce Québec que, je l'ai bien compris, tous ici aimons profondément. Ça a rendu notre travail plus intéressant et plus respectueux parce que chacun, en défendant ses convictions avec force mais aussi avec une certaine souplesse, c'est-à-dire en étant capable de tenir compte des points de vue des autres, cela nous a permis d'arriver à un consensus qui m'apparaît intéressant, en tout cas avec lequel je vais vivre drôlement bien pendant les deux prochaines années.

Dans un deuxième temps, je voudrais m'adresser au Canada hors Québec ou aux autres provinces canadiennes. Je voudrais leur dire: Soyez dorénavant avisées que maintenant, pour le Québec, c'est clair. Au plus tard en octobre 1992, le rideau tombera de façon définitive. Le référendum sur la souveraineté aura donné la réponse claire du Québec. Ce n'est pas une menace, loin de là, parce que je pense que dans son histoire, le Québec n'a jamais fait de menaces. C'est beaucoup plus un constat qui s'est bâti dans nos coeurs depuis 30 ans et qui s'exprime aujourd'hui avec force. D'ici là, nous attendons vos offres. Elles devront être substantielles, très substantielles, parce que nous avons placé la barre haut; nos exigences sont élevées et ce n'est pas quelques petits pouvoirs qui pourraient nous être remis qui sauraient nous satisfaire.

Quant à nous, Québécois, un travail important nous attend, un travail d'abord d'information, d'analyse et d'évaluation aussi d'éventuelles offres du gouvernement canadien. Tout cela nous mènera à un choix clair et définitif. Pour moi, Guy Bélanger, député de Laval-des-Rapides,

représentant ce comté au Parlement du Québec, je défendrai un Québec qui, quelle que soit sa décision – parce que ce n'est pas aux parlementaires à prendre cette décision; cette décision appartient à tous les Québécois et toutes les Québécoises, au peuple québécois – donc, quelle que soit leur décision, nouveaux pouvoirs ou souveraineté, je voudrais un Québec qui ressortira avec les moyens d'être maître pour toujours et sans équivoque de sa destinée.

Je voudrais que nous acquérons cette souveraineté tranquille, de la même manière que nous avons fait jadis cette Révolution tranquille qui a fait tant évoluer notre province. M. Béland parlait tout à l'heure de semence. Je pense que nous semons aujourd'hui beaucoup d'espoir; lorsqu'un agriculteur sème, il doit d'abord faire un acte de foi parce que, pendant que la graine est dans la terre, on ne sait pas si elle est morte ou si elle est en train de germer. Ce n'est que lorsqu'on voit sortir la tige qu'on peut savoir qu'il y a eu résultat. J'espère que cette tige sera fertile en bonnes choses pour l'avenir du Québec.

Alors, c'est dans cette perspective-là que, dans les prochaines années, je travaillerai avec toute la force de mes convictions pour bâtir ce Québec, quelle que soit sa décision, pouvoirs nouveaux ou souveraineté, mais je veux un Québec maître de sa destinée et j'y travaillerai avec toutes mes forces. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Jacques Brassard.

M. Jacques Brassard

M. Brassard: M. le Président, au cours de nos travaux, on a beaucoup parlé de consensus. On s'inquiétait à chaque jour, presque à chaque heure, on s'interrogeait sur l'état de santé du consensus qui variait d'heure en heure. Ce qu'il faut dire à propos du consensus, M. le Président, c'est que, sur le fond des choses, c'est-à-dire sur le choix d'un statut pour le Québec, il n'y en a pas eu, de consensus. Il n'y en a jamais eu, de consensus. Il n'y en avait pas au départ, de consensus, et il n'y en a pas à l'arrivée. Je pense qu'il faut le reconnaître honnêtement, et ça, c'est apparu de façon très nette, très manifeste, à l'occasion du vote de lundi soir, que nous avons tenu sur un amendement présenté par nous, l'Opposition, et qui amendait la conclusion qui faisait en sorte que la Commission aurait choisi la souveraineté comme statut futur du Québec. Le vote a été de 15 en faveur de la souveraineté, 17 contre la souveraineté. Il n'y a donc pas de consensus sur le fond des choses, sur l'option. Il y en a eu un cependant sur la démarche, c'est-à-dire la tenue d'un référendum portant sur la souveraineté quelque part en 1992. Je vous signale, et je pense que c'est important

parce qu'il y a une confusion qui s'installe déjà dans l'opinion publique, que c'est le seul scrutin référendaire qui est recommandé par la Commission, par les 30 commissaires qui ont voté à cet effet. Le seul scrutin recommandé, c'est un référendum sur la souveraineté.

Malheureusement, depuis quelques jours, le ministre Rémillard laisse clairement entendre que son gouvernement est prêt à tenir un autre référendum en vertu de la Loi sur la consultation populaire portant, celui-là, sur une offre de fédéralisme renouvelé que seul son gouvernement jugera du caractère acceptable ou pas, ce qui annulerait le référendum sur la souveraineté prévu par la Commission de par la loi qui serait adoptée en ce sens. Je dirai des propos de M. Rémillard qu'ils sont regrettables, déplorables, parce qu'ils indiquent clairement que son gouvernement entend passer outre au consensus de la Commission sur un référendum sur la souveraineté en 1992, l'encre de la signature du premier ministre n'étant pas encore séchée.

En fait, le ministre Rémillard admet que son gouvernement entend travestir le sens du consensus de la Commission pour se soustraire à l'obligation de tenir un référendum sur la souveraineté. En affirmant que son gouvernement pourrait tenir un référendum sur une offre de fédéralisme renouvelé qui annulerait celui proposé par la Commission sur la souveraineté, je tiens à dire que le ministre affaiblit du même coup le rapport de force du Québec face au Canada anglais dans la foulée de la profession de foi fédéraliste de son chef. À peine le premier ministre Mulroney a-t-il entendu parler de ce consensus ou des propos de M. Rémillard qu'il s'est empressé, hier, de discréditer la signification du consensus qui s'est dégagé à la Commission.

Nous disons au gouvernement — je termine là-dessus, M. le Président — que l'Opposition sera d'une vigilance de tous les instants et que toute tentative visant à travestir le sens du consensus de la Commission sur la tenue d'un référendum portant sur la souveraineté quelque part en 1992 sera combattue avec vigueur parce que ce consensus correspond aux aspirations de la très grande majorité des Québécois et des Québécoises, on l'a vu lors des audiences publiques, et si le gouvernement veut se soustraire à cette obligation de tenir un référendum sur la souveraineté pour un autre portant sur le fédéralisme renouvelé, M. Parizeau l'a dit hier, je le répète, il va nous trouver sur son chemin. Et je signale, en terminant, que, quant à nous, compte tenu des propos de M. Rémillard et des intentions du gouvernement, je dis au premier ministre qu'à partir de maintenant, dans son bunker, pour nous, il est en résidence surveillée.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Guy Chevette.

M. Guy Chevette

M. Chevette: M. le Président. J'avais compris le mandat de cette Commission dans le sens suivant: qu'on devait faire des recommandations de façon claire sur un statut politique pour le Québec. Nous devions et nous avons fait tous nos devoirs en ce qui regarde l'écoute des citoyens à titre d'experts, des citoyens à titre d'individus ou des groupes, et je dois remercier tous ces gens qui ont défilé devant nous et qui nous ont dit clairement ce qu'ils pensaient.

Certains groupes refusaient de nous donner l'orientation quant à la voie à privilégier. Nous les avons torturés dans un certain sens, pour qu'ils puissent nous dire clairement: Moi, j'opte pour le fédéralisme ou j'opte pour la souveraineté. Et au moment d'écrire notre rapport, ceux-là mêmes qui torturaient les groupes et les individus qui ont défilé devant nous n'ont pas le courage, eux — et ça, c'est nous, les commissaires — nous n'avons pas le courage de dire quelle voie. Pourtant, nous torturions les témoins pour qu'ils nous disent quelle voie envisager. Ça, personnellement, cette partie du rapport me déplaît souverainement. Je pense qu'on ne peut pas, en toute décence, demander à des citoyens de se prononcer sur une voie et nous, qui sommes chargés de faire des recommandations sur une voie, refuser de le faire.

Quant à la démarche, comme le disait mon collègue Brassard, oui, si on respecte un tant soit peu le rapport et si les mots ont toujours un sens et une vérité, la démarche proposée par la Commission en est une qui mène clairement, d'ici les prochains mois, à la souveraineté politique du Québec. Bien sûr qu'il s'en trouvera pour interpréter différemment. Le regretté juge Cliche, avec qui j'ai siégé sur une commission, me disait: En politique ou dans la vie, on ne peut pas continuellement s'asseoir entre deux chaises. En politique, il faut avoir le courage de ses idées et la conviction de les exprimer. Et je pense que, en ce sens, la Commission ne rend pas justice et ne donne pas écho aux citoyens qui ont défilé devant nous.

J'avais compris ce mandat, M. le Président, dans le sens qu'il nous fallait, nous ici, comme Québécois, nous donner une véritable première chance et non pas essayer de définir une dernière chance pour le Canada anglais. C'est dans ce sens-là que j'ai travaillé, personnellement, M. le Président, à bâtir des conclusions qui auraient été dans le sens de notre mandat, qui auraient respecté ce que les citoyens nous ont dit et qui auraient démontré un courage et la force de nos convictions. Personnellement, M. le Président, la voie de l'humiliation, je la rejette. La démarche de la souveraineté, elle est claire. C'est une démarche qui vise à prouver qu'on est capable, à prouver notre fierté, notre savoir-faire, et je pense, M. le Président, que les "peut-être" n'ont plus de place: peut-être, peut-être, peut-être

n'ont plus leur place. Les caméléons devront carrément s'exhiber en public et dire clairement ce qu'ils ont dans le ventre en faveur du Québec et des Québécois et non pas, M. le Président, chercher à parler des deux côtés de la bouche en même temps, avoir un discours pour une aile et un discours pour une autre aile. Je pense qu'on ne peut pas interpréter la démarche sur laquelle il y a un consensus autrement qu'une démarche de fierté avec les capacités de s'assumer pleinement. M. le Président, je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Claude Dauphin.

M. Claude Dauphin

M. Dauphin: Oui, merci beaucoup, M. le Président. Tout d'abord, mes premiers mots seront pour vous féliciter, MM. les Présidents, M. Bélanger, M. Campeau, ainsi que le secrétaire de la Commission, M. Rousseau, pour l'excellent travail que vous avez accompli tout au long de ces cinq mois du mandat que nous avait confié l'Assemblée nationale du Québec. Pour remercier aussi, évidemment, tous les groupes, tous les organismes, tous les individus, tous les experts sur invitation qui sont venus devant nous, devant cette Commission afin de nous présenter, pour les experts évidemment, leurs vues, leur vision du Québec, ainsi que pour les groupes, organismes et individus.

M. le Président, le Québec, de par cette Commission parlementaire historique et élargie, a parlé d'une seule voix, notamment au niveau de la démarche, comme viennent de l'indiquer M. Chevette et M. Brassard. Et effectivement, c'est au tour du Canada anglais de faire consensus. Le Québec a fait consensus avec cette Commission, du moins consensus nettement majoritaire et c'est au Canada anglais, pour les 18 prochains mois, à mon avis, de nous faire des offres très substantielles, si celui-ci veut qu'on continue de maintenir les liens qui nous unissent actuellement. Consensus également, M. le Président, dont je suis extrêmement fier, puisque ça permettra au Québec, pour les prochains mois et les prochaines années, d'être uni et fort plus que jamais.

(10 heures)

Les recommandations de la Commission Bélanger-Campeau me conviennent. Comme je l'ai mentionné tantôt, d'ici quelques mois, c'est au Canada anglais de faire consensus et pour répondre un peu à mes collègues, MM. Brassard et Chevette, c'est évidemment le peuple qui est souverain et c'est le peuple qui décidera en dernier ressort de son avenir, tel que l'a stipulé effectivement le projet de loi 90 créant cette Commission. Évidemment, un projet de loi sera déposé à l'Assemblée nationale ce printemps, projet de loi qui ratifiera ce consensus créé par la Commission Bélanger-Campeau. Seront égale-

ment créées deux commissions parlementaires extrêmement démocratiques, commissions parlementaires spéciales dont l'une pour préparer, si je peux m'exprimer ainsi, l'accession du Québec à la souveraineté, si c'est le désir du peuple, et l'autre, de façon concomitante, afin d'apprécier et de juger des offres que nous fera le Canada anglais, offres qui devront, et je le répète, lier le gouvernement du Canada et les provinces. Donc, création de deux commissions parlementaires; et ces commissions devront faire rapport à l'Assemblée nationale du Québec.

En terminant, M. le Président, je tiens à vous dire que, lors de mon discours d'ouverture, j'avais insisté sur deux sujets qui avaient fait l'objet d'expériences parlementaires de ma part, depuis 1981. Le premier concernait les jeunes. Je le répète, c'est notre principale richesse naturelle, la jeunesse. C'est cette jeunesse qui vivra, à mon point de vue, beaucoup plus longtemps que nous autres dans ce que sera l'avenir du Québec qu'on va décider ensemble. Je suis fier, et je tiens également, MM. les Présidents, à vous remercier d'avoir voulu tenir le Forum jeunesse, l'unique forum que nous avons tenu, qui a permis à des centaines de jeunes de s'exprimer sur leur avenir. Je tiens à vous remercier là-dessus. Je tiens également à remercier les deux présidents ainsi que le comité directeur dans son ensemble pour avoir bien voulu également accueillir autant de membres des communautés culturelles qui se sont également exprimés devant cette commission. Ces communautés constituent un apport extraordinaire au Québec; j'espère que les communautés culturelles vont vivre avec nous toute l'évolution, tout le cheminement pour le Québec de demain. Merci beaucoup, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Christiane Pelchat.

Mme Christiane Pelchat

Mme Pelchat: Merci, M. le Président. Alors, M. le Président, j'estime que nous venons de franchir une étape nécessairement cruciale pour notre cheminement politique. Jamais n'aura-t-on vu une assemblée composée de personnes issues d'autant de milieux différents essayer de trouver ensemble des solutions pour sortir de l'impasse constitutionnelle dans laquelle on se trouve depuis 1982. Cette Commission que nous avons tous affectueusement nommée la Commission Bélanger-Campeau peut certainement être fière du travail accompli.

Non, M. le Président, cette Commission n'a pas identifié une recette miracle pour régler nos problèmes constitutionnels, mais elle aura eu le mérite d'identifier, par ses audiences publiques et ses consultations d'experts, les voies de solution que la population désire que l'on suive. Si cette recette miracle existait, M. le Président, certainement que l'on ne se retrouverait pas ici

depuis près de six mois.

Ce que je retiens du message qui nous a été transmis, c'est que le Québec veut plus de pouvoirs, plus de mainmise sur ses leviers de développement, l'élimination des chevauchements entre les deux niveaux de gouvernement, une plus grande attention à la participation de tous les éléments distincts qui composent le Québec et, surtout, une plus grande place des régions dans les prises de décision et dans la définition des objectifs de notre société.

Mais, M. le Président, vous en conviendrez avec moi, avant tout, le message est clair: La population veut être consultée. J'estime que la recommandation principale de cette Commission aménage les voies pour satisfaire ces demandes. Peu de personnes sont venues nous dire que le choix idéal se retrouve, ou bien dans l'accession au statut d'État indépendant, ou encore dans le réaménagement du système fédératif tel que nous le vivons. Les outils que la Commission propose de mettre sur pied dégageront, j'en suis persuadée, les éléments nécessaires pour qu'en bout de ligne, par une consultation démocratique formelle, ce soit le peuple qui en disposera en toute connaissance de cause.

En terminant, M. le Président, je tiens à vous remercier, vous, M. Bélanger, vous, M. Campeau, et M. Rousseau, pour le travail extraordinaire qui a été accompli. Je dois vous dire que je vous attribue en grande partie le consensus que nous avons atteint avant-hier et je vous en remercie. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Gil Rémillard.

M. Gil Rémillard

M. Rémillard: Merci, M. le Président. J'ai eu l'occasion de vivre dans les six derniers mois l'une des expériences les plus démocratiques et, je devrais dire, les plus enrichissantes que j'ai eu l'occasion de vivre dans ma vie de parlementaire. La Commission Bélanger-Campeau m'a permis d'apprendre beaucoup des Québécoises et des Québécois. J'ai écouté attentivement ces gens de toutes les régions du Québec qui sont venus devant nous et qui sont venus témoigner devant nous, comme j'ai entendu aussi très attentivement les spécialistes qui nous ont instruits sur les grands enjeux constitutionnels. Je veux donc tout d'abord les remercier, tous ces gens qui sont venus témoigner devant nous. Ils sont au fondement même de la réussite de cette Commission comme vous, M. le Président, et votre coprésident, comme M. le secrétaire, son personnel et tous les commissaires ici, sans aucune exception, qui ont fait un travail remarquable, et je veux les remercier.

Le rapport de la Commission m'apparaît, en tout point, conforme au message que nous avons entendu des Québécoises et des Québécois. Après

plus de 30 ans de discussions stériles, le message que nous avons reçu est que les Québécois veulent décider, une fois pour toutes, de leur avenir constitutionnel. Ils veulent que ce soit eux qui décident et personne d'autre et c'est exactement ce que le rapport de la Commission établit très clairement.

Le rapport de la Commission est à l'image de ce que pensent les Québécoises et les Québécois. Le rapport de la Commission met en relief deux voies d'une façon parallèle: d'une part, un nouveau partenariat avec le reste du Canada et, d'autre part, la souveraineté. Après l'échec de l'accord du lac Meech, le message au reste du Canada, il est clair. Il est très clair. Si nous n'avons pas d'offres d'un nouveau partenariat nous venant d'Ottawa et des autres provinces, si nous n'avons pas ces offres capables de satisfaire les attentes légitimes du peuple québécois, il y aura un référendum sur la souveraineté du Québec au plus tard à l'automne 1992. Le Québec a assez fait d'offres dans les 30 dernières années; nous n'en ferons plus. Au reste du Canada à nous offrir un nouveau partenariat. Nous ne négocierons plus à 11; notre interlocuteur sera le gouvernement fédéral. Les Québécois désirent disposer des moyens nécessaires pour exprimer pleinement ce qu'ils sont tant sur le plan social et culturel que politique et économique. Les Québécois veulent partager, comme partenaire à part entière, ce qu'ils ont en commun avec le reste du Canada et nous avons beaucoup en commun. Les offres que nous pourrions recevoir devront lier formellement le gouvernement fédéral et les autres gouvernements des provinces.

M. le Président, peu importe le sens que nous donnons à ces mots "lier formellement le gouvernement canadien et les autres provinces", peu importe le sens que nous donnons à ces mots, les Québécois ne sont pas dupes. Comme gouvernement, nous n'abandonnerons pas un droit du Québec. Comme gouvernement, nous n'accepterons pas de changer un iota de ce qui doit revenir aux Québécois. Nous n'accepterons pas de recommencer l'expérience malheureuse de l'accord du lac Meech.

Si les gouvernements ne respectent pas leur engagement, nous avons une garantie, elle est là, elle est dans le rapport, elle est clairement exprimée, et cette garantie, c'est un référendum sur la souveraineté au plus tard en 1992.

M. le Président, les deux voies sont offertes par ce rapport de la Commission Bélanger-Campeau. Ces deux voies seront soigneusement étudiées par des commissions parlementaires spéciales. Elles feront des recommandations à l'Assemblée nationale qui nous permettra, comme gouvernement, de satisfaire les exigences fondamentales de tout gouvernement responsable: préserver le bien-être des Québécois et promouvoir le développement économique, social, culturel et politique du Québec.

M. le Président, tout à l'heure M. Brassard disait que le premier ministre était en résidence surveillée. Habituellement, c'est une expression qu'on entend à la suite d'un coup d'État. Il n'y a pas de coup d'État au Québec. Il y a un gouvernement légitimement élu qui est là pour gouverner et qui va gouverner.

M. le Président, à la fin du processus donc très démocratique qui nous a amenés, comme Commission, à déposer aujourd'hui ce rapport en fonction d'un large consensus, il me fait plaisir de dire qu'il y a un gagnant et c'est le peuple du Québec. Ce sont les Québécoises et les Québécois qui sont gagnants de cet exercice. Un Québec plus fort, plus déterminé que jamais, un Québec plus que jamais maître de ses choix. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous avons maintenant entendu les membres du comité directeur. Vous aurez noté que nous n'avons pas tenu, contrairement aux séances précédentes, un compte très rigoureux du temps que chacun a pris. Je m'étais fermement décidé à n'interrompre personne ce matin, croyant que tout le monde s'en tiendrait au temps ou à peu près, le dépassant un peu. Le début de cette séance a provoqué peut-être un certain enthousiasme. Je vous rappelle que le temps donné à chacun est de trois minutes.

Nous allons maintenant passer aux membres de la Commission par ordre alphabétique. M. Marcel Beaudry.

M. Marcel Beaudry

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Permettez-moi de vous indiquer dès à présent que je suis, de façon générale, satisfait du contenu, des conclusions et des recommandations du rapport de la Commission. L'expérience vécue au cours des six derniers mois, l'audition de nombreux témoignages, l'étude et l'analyse de quelque 650 mémoires sans compter les documents de travail mis à notre disposition m'ont permis de mieux connaître, mieux comprendre et mieux apprécier mes compatriotes québécois.

Je suis particulièrement fier et heureux que la Commission ait reconnu dans ses conclusions la vulnérabilité de l'Outaouais québécois et qu'elle recommande à cet effet de mettre en place, de façon urgente, des programmes spécifiques pour que l'emploi et l'activité économique de cette région ne soient pas affectés par un changement de statut constitutionnel quelconque. J'informe immédiatement le premier ministre et les membres de son cabinet que j'entends bien me prévaloir de cette conclusion, et ce, dans un avenir très prochain. Mais ce qui mérite surtout de retenir l'attention est le large consensus qui a été atteint concernant la démarche proposée et votée, soit dit en passant, par 30 voix en faveur, 2 contre et 1 abstention.

Que les représentants du Parti libéral et les commissaires profédéralistes aient reconnu que la souveraineté est peut-être la solution ultime à considérer et que les représentants du Parti québécois et les commissaires prosouverainistes aient accepté de reconnaître également que le fédéralisme renouvelé est encore possible si le Canada fait des offres sérieuses en ce sens au Québec et que la population puisse être consultée sur ces offres tient presque du miracle. Pour moi, le rapport Bélanger-Campeau est une véritable victoire pour le Québec.

En terminant, je veux remercier M. le premier ministre pour la confiance qu'il m'a témoignée en me permettant de participer aux travaux de cette Commission, de même que la présidence, le secrétariat et tous ceux et celles avec qui j'ai pu travailler à ce rapport dans un esprit de collaboration, de franchise, de cordialité et d'amitié.

(10 h 15)

La Commission Bélanger-Campeau aura été une révélation et une expérience extraordinaire que j'accepterais de revivre volontiers sans aucune hésitation. J'exprime le souhait que, grâce aux résultats que nous attendons des travaux que nous venons de terminer, les Québécoises et les Québécois puissent satisfaire dans le Québec de demain toutes leurs aspirations.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Jean-Claude Beaumier.

M. Jean-Claude Beaumier

M. Beaumier: Merci, M. le Président. MM. les Présidents, Mmes et MM. les commissaires, nous voilà rendus au terme de notre démarche. Cet après-midi sera déposé un rapport qui, malheureusement, ne peut contenir tous les messages que nous avons entendus pendant les audiences publiques. Il serait dommage que certains de ces messages demeurent lettre morte. Notre périple en province a fourni à plusieurs groupes et individus une bonne tribune pour exprimer des inquiétudes et des demandes qui n'avaient rien à voir avec l'avenir constitutionnel du Québec. Mais ces gens espéraient beaucoup de leur démarche. Ils sont venus nous dire qu'ils voulaient une société plus équitable; ils sont venus exprimer les besoins des plus démunis, les misères de certaines couches de notre population, et j'exprime donc le vœu que ces mémoires puissent faire l'objet d'une attention particulière et soient transmis à ceux qui auront à préparer le devenir du Québec.

Je voudrais aussi dire que le monde municipal fut honoré et heureux de participer à cette Commission qui était une première au Québec. Et je réitère en son nom nos grandes dispositions à la collaboration.

En terminant, vous me permettrez de rendre un hommage particulier aux deux coprésidents, à

M. le secrétaire ainsi qu'à tout le personnel du secrétariat de la Commission, qui ont abattu un travail de titan. À mes collègues commissaires, je garderai de vous un excellent souvenir et une grande admiration. Vous avez su concilier vos convictions avec les aspirations et les vœux des Québécoises et des Québécois et ainsi réaliser un très large consensus. Vous avez mérité le respect de tous, puisque vous avez contribué à faire progresser la cause du Québec. Bravo! Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Louise Bégin.

Mme Louise Bégin

Mme Bégin: Merci, M. le Président. Mmes et MM. les commissaires, après cinq mois de travail et après avoir auditionné plus de 250 mémoires provenant de différents milieux et de différentes régions du Québec, nous en sommes aujourd'hui venus à un consensus sur l'avenir constitutionnel et politique du Québec. Après maintes réunions, les membres de la Commission ont retenu deux voies pour le Québec: l'une étant de nature fédéraliste, un fédéralisme renouvelé, et l'autre la souveraineté pleine et entière pour le Québec.

Le consensus s'est établi sur le processus que devra enclencher l'Assemblée nationale pour déterminer son avenir constitutionnel. Elle devra, d'ici la fin du printemps 1991, adopter une loi prévoyant, entre autres, un préambule qui dénoncera la Loi constitutionnelle de 1982, proclamée malgré l'opposition du Québec et qui faisait perdre à celle-ci des pouvoirs, et cela sans son assentiment. Également, l'échec de Meech que nous avons connu dernièrement fait en sorte que le Québec doit redéfinir son statut politique et constitutionnel.

La section I, pour sa part, proclamera la tenue d'un référendum sur la souveraineté du Québec, qui devra avoir lieu au plus tard le 26 octobre 1992. Cette section prévoira également la mise sur pied d'une commission parlementaire spéciale ayant pour mandat d'analyser et d'étudier toute question relative à l'accession du Québec à la pleine souveraineté. Naturellement, dans l'hypothèse où le gouvernement du Canada nous ferait une offre de partenariat économique, cette commission aura également le pouvoir d'analyser une telle offre et de formuler à cet égard des recommandations à l'Assemblée nationale.

Enfin, la partie II prévoit, pour sa part, l'institution d'une autre commission parlementaire spéciale de l'Assemblée nationale qui, elle, aura pour mandat d'étudier toute offre de nouveau partenariat de nature constitutionnelle qui sera faite par le gouvernement du Canada. Naturellement, il pourra faire, à cet égard, des recommandations à l'Assemblée nationale.

Il est bien entendu, MM. les Présidents, que

si les membres de cette commission spéciale, mise sur pied pour étudier les offres constitutionnelles que nous fera le gouvernement fédéral, jugent que celles-ci sont acceptables et que pareille recommandation est faite à l'Assemblée nationale, le gouvernement pourra, à ce moment, se prévaloir de la Loi sur la consultation populaire pour tenir un référendum et demander à la population québécoise si elle accepte les offres du gouvernement fédéral. Si la population donne son aval à ces offres, le gouvernement devra donc apporter, suite à cette consultation, des amendements à la partie 1 de la loi établissant le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec qui a trait plus particulièrement au référendum sur la souveraineté.

Voilà, MM. les Présidents, le consensus qui s'est dégagé de nos travaux. J'espère que ce consensus renforcera la position du Québec. Je voudrais, en terminant, dire au gouvernement fédéral et aux autres provinces canadiennes que le Québec est sérieux dans sa démarche et que s'il y a des gestes à poser de leur part, que ce soit le plus rapidement possible. Merci beaucoup, MM. les Présidents.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Jeanne Blackburn.

Mme Jeanne L. Blackburn

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. M. le Président, je voudrais saluer et remercier les coprésidents et mes collègues de cette Commission d'avoir su garder, tout au long des échanges et en dépit de nos divergences, un climat généralement empreint de sérénité et de courtoisie.

Des audiences, pour moi, se dégage un large consensus: le Québec est souverain ou encore il exerce la majorité des pouvoirs sur son territoire. Par ailleurs, plusieurs témoins nous ont indiqué que le renouvellement du fédéralisme était mission impossible, parce qu'il y a sur le territoire canadien deux peuples qui ont une vision radicalement opposée, pour ne pas dire antagoniste, du pays. Les Québécois veulent un Québec fort, exerçant la majorité des pouvoirs, laissant au gouvernement canadien quelques pouvoirs pour assurer en quelque sorte la liaison avec l'extérieur, alors que le Canada lui oppose la vision d'un Canada fort, fortement centralisé, où les provinces sont égales entre elles et où le français a rang de minorité.

Pour les Canadiens anglais, il faut se rappeler, moyennant quelques modifications mineures, le pays leur convient. Ils veulent le préserver, et c'est légitime. À cet égard, je partage l'avis de M. Louis Bernard – et je me permets de le rappeler – qui, en cette Commission, déclarait, et je le cite: "Nous, Québécois, n'avons pas le droit d'exiger du peuple canadien

qu'il modifie son pays pour qu'il nous convienne." Prenant acte de ces faits, nous a dit la majorité des témoins qui se sont présentés à cette Commission, faisons notre pays, nous en avons les moyens et la compétence.

Une première remarque. À l'exception de quelques spécialistes, rares heureusement sont ceux qui ont présenté la souveraineté comme le fait le gouvernement, comme une menace à brandir pour amener le Canada anglais à négocier, ou encore d'autres qui ont présenté la souveraineté comme par dépit ou par défaut. Ceux qui réclament la souveraineté, c'est en fonction des exigences d'une société globale, pour se doter d'un véritable projet de société que les Québécois et les Québécoises entendus en Commission réclament la souveraineté. Ils veulent un État qui consacre l'égalité entre les hommes et les femmes, le respect des minorités, et qui reconnaît les droits des autochtones, des anglophones, un État moderne et démocratique.

Les Québécois et les Québécoises veulent un pays, il aurait fallu être sourds pour ne pas l'entendre et je regrette que la Commission n'ait pas conclu en ce sens. Par ailleurs, je m'en voudrais de ne pas rappeler que la tournée que nous avons faite des régions nous a permis de constater le dynamisme, l'imagination et la détermination des régionaux à participer à l'édification du pays. À l'unanimité ils réclament l'autorité, les moyens utiles pour assurer leur développement. Il faut prendre acte de cette volonté.

En conclusion, M. le Président, les travaux de la Commission auront permis aux Québécoises et aux Québécois de s'approprier le débat constitutionnel, et c'est de moins en moins, heureusement, un débat d'experts. En ce sens, j'aurais aimé que les études économiques soient également discutées en public.

Je remercie les Québécois et les Québécoises qui ont participé à notre réflexion et ceux et celles qui nous ont suivis tout au long de ces travaux. La suite des événements appartient désormais au peuple québécois. M. Rémillard nous disait tout à l'heure: Le vrai gagnant, c'est le peuple québécois, mais je crains que le gouvernement soit en train de voler au peuple québécois cette victoire.

M. le Président, le rapport de la Commission est clair: un seul référendum, et sur la souveraineté. La campagne est lancée, le peuple devra exiger que le gouvernement, le premier ministre, respecte sa signature. Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Lucien Bouchard.

M. Lucien Bouchard

M. Bouchard: M. le Président, parmi les sentiments qui m'habitent au terme des travaux

de cette Commission, celui qui domine est la confiance en la solidarité des Québécois. Cette solidarité s'est exprimée dans le consensus qui nous rassemble aujourd'hui autour d'une réflexion, mais surtout d'une démarche qui conduira demain le Québec à choisir son destin politique.

À la vérité, il y a plusieurs décennies que le Québec s'est mis en marche, mais il a besoin de le faire avec davantage de concertation sur l'essentiel et, surtout, les décisions qui traceront les voies de l'avenir doivent être prises par le seul expert, le seul responsable, le seul juge, le seul acteur, le seul décideur: le peuple du Québec. Les Québécoises et les Québécois n'en peuvent plus de nous entendre tous, nous, politiciens, gens d'affaires et syndicalistes, discuter, argumenter et discourir sans fin sur ce que, eux, veulent, ce qu'ils ne veulent pas, ce qu'ils espèrent, ce qui leur fait peur. Ce qu'il souhaite pour son avenir, le peuple du Québec veut le dire lui-même.

Et, pour parler d'avenir, il faut parler de souveraineté car la souveraineté est au centre du paysage politique. Qu'on soit pour déjà ou qu'on soit contre encore, elle occupe toute la place. Dès lors qu'en raison de sa composition, cette Commission ne pouvait trancher dans le vif, elle devait proposer qu'on s'en remette à la décision du peuple. Au-delà des péripéties qui s'annoncent et malgré les tentatives de ceux qui, à Ottawa, ont toujours fondé leur pouvoir sur nos divisions, nous savons maintenant qu'il y aura, au plus tard en octobre 1992, un référendum sur la souveraineté du Québec. C'est une signature de premier ministre, c'est l'Assemblée nationale qui nous le garantissent.

Entre le point de départ d'aujourd'hui et ce rendez-vous référendaire, nous devons subir un intervalle dont plusieurs d'entre nous ne voulions pas, mais, entre les deux points, le chemin est balisé. Les engagements sont formels, la population en exigera le respect le plus strict. La confiance que j'évoquais tout à l'heure n'empêchera pas la vigilance.

En terminant, chers collègues et amis commissaires, laissez-moi vous dire ma fierté d'avoir travaillé à vos côtés et de signer ce rapport avec vous. J'espère de tout coeur que nos cheminements respectifs nous auront réunis à nouveau, au bout de la course cette fois-ci, autour de la souveraineté du Québec, la souveraineté exaltante, responsable, ouverte et nécessaire, cette souveraineté que nous réussirons parce que nous la ferons ensemble. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Cheryl Campbell Steer.

Mme Cheryl Campbell Steer

Mme Campbell Steer: Merci, M. le Président et mes collègues commissaires. Je dois vous dire que j'entends avec beaucoup d'intérêt vos

remarques de conclusion ce matin. Sérieusement, je suis fière et je vous remercie d'avoir eu l'opportunité de participer avec vous tous à l'analyse et l'étude de l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

En tant que quelqu'un qui espère encore un fédéralisme renouvelé, je vous remercie tous de votre politesse et de votre ouverture d'esprit en discussion, considérant nos formations politiques et personnelles différentes. Le rapport que nous déposerons cet après-midi, selon moi, reflète une réalité québécoise quant à notre stade d'évolution politique commun. Les deux voies de solution pour changer profondément le statu quo politique et constitutionnel du Québec sont retenues.

Pour qu'un choix puisse être fait, selon moi, il est nécessaire que les Québécoises et les Québécois participent au débat public des options et, comme nous aurons besoin d'un partenariat économique avec le Canada, quelle que soit la voie de solution retenue, il faut que le reste du Canada participe aussi au débat.

D'avoir recommandé un référendum, même suspensif, dans un laps de temps très court, aurait dû avoir, selon moi, l'effet de diminuer les possibilités de négocier un partenariat rentable pour nous tous. Néanmoins, j'ai des réserves personnelles, exprimées au rapport, quant à notre décision de mettre une date limite aussi serrée que 18 mois, pour avoir reçu et étudié la réponse de nos partenaires, fédéral et provincial, même si je suis d'accord qu'une date limite est nécessaire pour que les Québécoises et les Québécois ne restent pas toujours en attente. (10 h 30)

J'ai accepté les recommandations; je suis convaincue que des discussions profondes sont déjà amorcées et que ces recommandations permettent au gouvernement du Québec d'accepter les offres du gouvernement du Canada et de consulter la population du Québec sur l'acceptation de ces propositions ou sur l'accession à la souveraineté. Parce que, à la fin, c'est nous, les Québécois et Québécoises, et non pas nous, membres de la Commission, qui avons le droit de faire la décision et le choix final, après avoir eu les informations requises. Merci bien pour l'opportunité de travailler de concert avec vous tous sur notre avenir commun. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Avant de passer à M. d'Anjou, il y a eu quelques difficultés avec le son qui sortait très faiblement à l'extérieur, mais l'enregistrement est néanmoins complété. M. d'Anjou.

M. Guy d'Anjou

M. d'Anjou: M. le Président, je désire remercier de nouveau l'Assemblée nationale d'avoir consenti à ce qu'un élu scolaire puisse siéger à cette Commission et je désire remercier le premier ministre de m'avoir fait confiance.

J'ai signé le rapport de cette Commission sans exprimer de réserve. Je pense que nous avons obtenu le consensus qui était possible, le seul consensus qui était possible, laissant à la population le soin de se prononcer sur les grandes options constitutionnelles pour l'avenir du Québec. Je n'ai exprimé aucune réserve parce que ce rapport respecte nos institutions. Nous avons un gouvernement responsable devant l'Assemblée nationale. Nous avons un régime démocratique où le gouvernement est élu par la population. Ce gouvernement rend des comptes périodiquement à la population.

Il y a également, dans ce rapport, un respect de la population, en ce sens que nous ne prenons pas de décision à sa place et que nous faisons confiance à la population, en lui disant: Vous aurez à vous prononcer éventuellement sur la souveraineté. Et ce rapport laisse également la possibilité à la population du Québec de se prononcer sur des offres d'un nouveau Canada. Je pense que c'est un droit fondamental de la population du Québec de se prononcer, aussi bien sur la souveraineté que sur des offres intéressantes d'un renouvellement du Canada. Mais, ce qui est clair, c'est que c'est un rejet très clair du statu quo. Là-dessus, je pense que nous sommes tous d'accord.

J'aurais aimé que nous ayons le temps de creuser d'autres questions. J'aurais aimé que nous puissions nous prononcer très clairement sur un statut particulier pour nos anglophones du Québec, en précisant que tout amendement constitutionnel, qu'il s'agisse de la constitution du Canada ou de la constitution du Québec, protégerait les droits historiques des anglophones et garantirait qu'ils pourraient gérer leurs propres institutions.

J'aurais aimé que nous allions un petit peu plus loin également du côté du statut des autochtones au Québec. Nous cohabitons sur un même territoire, nous avons un même gouvernement, et il faudra éventuellement que des orientations très précises soient prises à cet égard, qui garantissent, à eux aussi, le droit de gérer leurs institutions.

Alors, merci à tous. Moi, j'ai réalisé ici un désir, sincère de la part de tous, de bien servir la population du Québec, un désir sincère que le Québec puisse continuer à grandir. Et si nous gardons les mêmes sentiments, même si nous avons certaines divergences, je suis sûr que nous pourrions continuer à travailler la main dans la main. Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Ghislain Dufour.

M. Ghislain Dufour

M. Dufour: Merci, MM. les coprésidents. J'ai signé le rapport de la Commission pour plusieurs raisons. Quatre sont cependant davantage impor-

tantes pour moi. La première est que les conclusions du rapport laissent sur la table les deux grandes options constitutionnelles qui s'offrent aujourd'hui aux Québécois, à savoir le fédéralisme renouvelé en profondeur et l'indépendance. Et, de fait, cette conclusion ne fait que confirmer la réalité des positions et des débats qui préoccupent la société québécoise.

La seconde est que le rapport de la Commission, loin de proposer clairement la souveraineté, comme pourront le prétendre certains, entend d'abord donner une autre véritable chance au Canada qui fera, j'en suis convaincu, et ce, même si les délais sont très courts, des offres au Québec, sur lesquelles les Québécois pourront être appelés à se prononcer, confirmant ainsi la légitimité et la marge de manoeuvre de tout gouvernement démocratique.

La troisième est que je suis profondément convaincu que la société québécoise sortira enrichie des travaux de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. La Commission a notamment produit une abondante recherche qui aidera les Québécois à mieux mesurer les enjeux des propositions qui leur sont et leur seront présentées. Le dossier constitutionnel est certes un dossier qui suscite l'émotion, mais les travaux de la Commission permettront aux Québécois de mieux cerner les enjeux économiques qui sont en cause.

La quatrième raison est tout simplement que ce rapport m'apparaît, d'un point de vue de fédéraliste, supérieur au contenu de la proposition Allaire et je me sens davantage à l'aise avec notre proposition. J'exprime, par ailleurs, plusieurs réserves à l'égard du rapport. Je trouve, par exemple, qu'il est trop sévère à l'égard du fédéralisme actuel qui nous a donné un des meilleurs niveaux de vie au monde. J'estime toujours que tout référendum futur sur les offres du Canada ou sur la souveraineté ne devrait pas avoir lieu avant la fin de 1993. Je considère encore, contrairement au rapport, que l'accession automatique du Québec au traité de libre-échange, advenant l'indépendance du Québec, n'est pas quelque chose d'acquis. Advenant que le Québec opte pour l'indépendance politique et qu'il doive donc négocier un nouveau pacte économique avec le Canada et les États-Unis, on serait dans une situation économique difficile.

MM. les coprésidents, je souhaite, en terminant, pour le maintien et, si possible, pour l'augmentation du niveau de vie des Québécois, que les signaux que ce rapport adresse au Canada soient vus et entendus. Il y va de notre avenir collectif que nous souhaitons tous le meilleur possible. Merci, MM. les coprésidents; merci, M. le secrétaire; merci, M. le premier ministre Bourassa, de m'avoir nommé à cette Commission, mais, contrairement à mon ami Marcel Beaudry, je souhaite que vous n'ayez pas à nouveau à m'y nommer.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Louise Harel.

Mme Louise Harel

Mme Harel: Alors, M. le Président, après cinq mois d'intensifs travaux et compte tenu des conclusions de la Commission, vous ne serez pas surpris que je puisse encore m'inspirer mot à mot de l'intervention que je faisais le mardi 6 novembre 1990 lors de la séance d'ouverture de la Commission. L'enthousiasme des consensus possibles, disais-je à ce moment-là, ne doit cependant pas nous faire échapper la question incontournable que nous aurons à trancher, celle de notre statut de minoritaire ou de majoritaire. En ce sens, la question du pays est inscrite au coeur même de nos travaux et le peuple ne pourrait comprendre que nous la mettions de côté.

En fait, les scénarios ne sont pas si nombreux: ou nous sommes ici pour ressusciter la nième dernière chance de renouveler le fédéralisme, ou nous allons offrir à la souveraineté sa première chance. Cette première chance, je la souhaite au nom de tous ceux et celles qui s'enfoncent dans le sous-développement et la pauvreté. Quinze commissaires, M. le Président, ont choisi d'offrir clairement et tout de suite cette première chance à la souveraineté, alors que, finalement, 30 commissaires rejoignent presque l'opinion majoritaire des Québécoises et des Québécois en choisissant, pour 1992 cependant, un référendum sur la souveraineté. Oui, les Québécois veulent décider et ils l'auraient fait maintenant clairement s'il n'avait été de la volonté du gouvernement de reporter encore d'une autre année.

À la clôture de nos travaux, deux évidences s'imposent: premièrement, le fédéralisme renouvelé est bien mal portant pour n'avoir eu à peu près aucun partisan affiché et, deuxièmement, la souveraineté du Québec, scrutée de tous côtés par de fructueuses études d'experts qui seront aujourd'hui même publiées, sort légitimée, agrandie, renforcée par cet exercice. MM. les Présidents, M. le secrétaire, merci pour ces travaux de nature économique qui permettent hors de tout doute de conclure que la souveraineté souhaitable est définitivement viable et réalisable. C'est là une contribution historique majeure qui permet à partir d'aujourd'hui, avec sérénité, d'envisager une campagne référendaire gagnante en faveur de la souveraineté. Merci.

Le Président (M. Bélanger): M. Jean-Pierre Hogue.

M. Jean-Pierre Hogue

M. Hogue: Merci, M. le Président. Depuis novembre dernier, nous avons passé ensemble un grand nombre d'heures. L'expérience vécue a

parfois été difficile, mais elle a été surtout emballante et enrichissante. Elle est à l'image de la vie du Québec. Je suis honoré, très heureux, de même que fort reconnaissant envers tous ceux, y compris les citoyennes et citoyens du comté d'Outremont, qui ont fait en sorte que je puisse participer aux travaux de la Commission.

Vous tous ici présents connaissez la façon dont je me suis prononcé sur la proposition finale qui nous fut soumise. Mon abstention tenait compte du fait que, avant tout, je représentais le parti gouvernemental à Ottawa. De ce fait, il me fallait m'abstenir lorsque vint le vote sur la recommandation. Je n'avais pas de choix. D'ailleurs, il était devenu évident que le compromis arrêté avant-hier soir serait largement appuyé. Tous savent aussi que j'ai voté contre la proposition qui recommandait la séparation du Québec. Si une recommandation finale avait été faite dans le même sens, j'aurais aussi voté contre.

De toute façon, il était et il demeure certain que, comme membre d'un gouvernement qui aura à jouer un rôle primordial dans les négociations à venir, je devais m'abstenir d'appuyer ou de désavouer une position de notre interlocuteur à une table possible de négociation. Il faut respecter les interlocuteurs à venir et leur laisser la plus grande marge de manoeuvre possible. Un vote pour ou contre liait déjà les parties. Ce n'était ni mon rôle ni mon devoir ni mon droit. Ma position était connue de la très grande majorité d'entre nous. J'avais reçu votre assentiment. Finalement, la Commission, en n'aboutissant pas à un consensus réel, reflète la réalité québécoise. Le Québec se voit face à un choix à faire bientôt entre son appartenance à un Canada reconstitué ou l'indépendance.

M. le Président, j'aurais aimé que la Commission insiste davantage sur la vraie réalité québécoise et canadienne qui est toute faite d'interdépendance. Elle existe depuis avant la Confédération et ne se limite pas aux 25 dernières années. Bien que le rapport valorise le Québec d'aujourd'hui en des termes que personne ne peut contester, j'aurais souhaité qu'il situe son épanouissement global dans le contexte réel et bénéfique de sa participation à la vie canadienne. Je suis convaincu qu'il n'est pas possible pour les Québécois et les Québécoises de faire un choix éclairé si on prétend que le Québec existe comme une entité isolée du reste du pays et si les interrelations des deux peuples fondateurs qui se sont développées à travers l'histoire ne sont pas toujours considérées.

Je veux dire au peuple canadien que le rapport ne veut pas donner l'impression que le Québec s'oriente vers la confrontation. Il veut plutôt la concertation. Je maintiens qu'il est primordial que la décision finale appartienne au peuple et j'accueille, M. le Président, avec enthousiasme le fait que la Commission veuille que l'on informe la population le plus complète-

ment possible des conséquences et des décisions qu'elle sera amenée à prendre. Je demeure convaincu que les Québécoises et les Québécois ne veulent pas briser le pays qu'ils ont mis des siècles à bâtir. Ils veulent cependant des changements importants et nécessaires, mais ils ne veulent pas... Ils ne peuvent d'ailleurs pas effacer le passé. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Bélanger): M. Richard B. Holden.
(10 h 45)

M. Richard B. Holden

M. Holden: M. le Président, mon séjour avec la Commission m'a fasciné. Moi, un gars de Westmount, où est-ce que j'aurais rencontré tous les chefs syndicaux du Québec? Je les aime tous... Ils se trompent réellement dans leur option constitutionnelle, mais c'est leur droit le plus strict. Et entre parlementaires, je trouve que la Commission a permis le développement d'une certaine complicité et, ça aussi, c'est peut-être pour le plus grand bien du Québec.

Mon ami Guy Chevrete me dit qu'il aime mieux quelqu'un qui dit exactement et honnêtement où il se place. Eh bien, moi, je n'ai pas bougé. J'ai été pour le Canada le premier jour de nos audiences et je suis toujours avec le Canada.

Mr. Chairman, I dissented from the report for a number of reasons. First, because the final recommendation gives almost no chance to the rest of Canada to do all the things the Commission would have them do before negotiating a new deal with Québec and the other provinces.

Secondly, I ask you, Mr. Chairman, both Chairmen, what government in its right mind would accept the political risk of adopting a constitutional change to be submitted to Québec where it may or may not be acceptable?

Thirdly, although it may be my perception of Québec history, I have qualified the introductory parts of our report as being the modern equivalent of the lamentations of Job. I know Mr. Laberge does not like the word "lamentations", but it sounds like lamentations to me. To read it, without the benefit of years of knowledge of Canada and Québec, one would believe that every problem ever experienced by Québec was caused by the federal system. And the only good things in this province are the result of some action or decision by Québec and Quebecers. Put in the crudest form, Mr. Chairman, that is nonsense!

But my major criticism has to do with the lack of attention paid by the Commission to the rights and status of minorities and particularly the anglophone minority in Québec. They were treated in a cavalier manner, as if they did not count.

Let me tell you, Mr. Chairman, without trying to threaten or pontificate, if Québec

should act in a manner that we, the minority, find unacceptable, the world will know about it. It should not surprise any of you that the **New York Times**, the **London Times**, the **Globe and Mail** and the media in English Canada want to know this afternoon what I think of the Bélanger-Campeau Report. Say what you will, think what you wish, Québec will be judged, in large measure, by how it treats its minorities.

M. le Président, I will conclude on what I believe is an upbeat note. Québec is an integral part of Canada. The Commission says there is a way for Québec to remain a part of Canada. Those who are opposed to Canada believe that it cannot be salvaged. I say to you, Mr. Chairman, I say to you, members of the Commission, I say to all Canadians in Québec and across the country: We will save Canada; we will overcome. Thank you, Mr. Chairman.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Claire-Hélène Hovington.

Mme Claire-Hélène Hovington

Mme Hovington: Merci. MM. les Présidents, chers collègues commissaires, notre défi consistait à rechercher un cadre politique et un climat constitutionnel qui permettent au Québec de préserver son identité culturelle et aussi de développer un projet de société originel. Lors des audiences publiques, le message a été clair de la part des citoyens et des citoyennes entendus. Le message, il était: Le statu quo, nous n'en voulons pas, mais nous voulons une plus grande autonomie pour le Québec; nous voulons que cessent les chevauchements entre les deux paliers de gouvernement, tout en préservant nos liens économiques avec le reste du Canada.

Cependant, la majorité des mémoires entendus ne se prononçaient pas sur la démarche, sur le comment pour arriver à cette plus grande autonomie. Aussi, dans sa sagesse, la Commission Bélanger-Campeau en arrive donc à privilégier deux voies possibles, deux voies parallèles qui, soit vont amener le Canada à faire des offres au Québec, soit vont amener le Québec à assumer son avenir dans la voie de la souveraineté. Mais en bout de piste, et c'est ce qui m'apparaît extrêmement important, en bout de piste, c'est toujours la population du Québec qui se prononcera sur son avenir.

C'est M. Paul Gérin-Lajoie qui disait: La politique, c'est l'art de permettre au plus grand nombre de personnes de vivre en harmonie et de vivre heureux. L'important, disait-il, ce n'est pas de faire triompher une formule, mais d'en trouver une qui atteigne cet objectif, et, à mon avis, c'est ce qui ressort des recommandations que la Commission Bélanger-Campeau dépose aujourd'hui.

Nous ne nous sommes pas attachés à une formule proprement dite, mais nous nous sommes

efforcés de trouver des avenues à explorer qui répondraient le mieux au voeu exprimé par tous les Québécois entendus lors de notre tournée d'audiences publiques.

M. le Président, j'ai été fière de cette nomination et je suis encore fière aujourd'hui, sinon plus aujourd'hui encore, après plusieurs mois de travail, d'apposer mon nom dans le bas de ce rapport qui, j'en suis sûre, va changer l'histoire du Québec et, surtout, va marquer un virage important dans la vie de toute la population du Québec. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Comme je vous le disais au début de la séance, nous avons alterné la présidence tout au cours de la vie de la Commission. Nous allons aussi l'alterner au milieu de cette séance de clôture. Pour éviter que l'on nous confonde continuellement, comme ça arrive quelquefois, j'apporte quand même la plaque de mon nom avant de changer de place avec mon collègue.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Laberge, il me fait grandement plaisir de vous donner la parole.

M. Louis Laberge

M. Laberge: Ouais, mais je m'étais préparé pour l'autre.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: M. le Président, M. le premier ministre, M. le chef de l'Opposition et chers collègues, membres de la Commission, comme d'autres j'étais arrivé à la Commission avec une idée bien précise: c'était d'obtenir un référendum sur la souveraineté dès cette année, en 1991. Il y a eu des échanges, il y a eu un tas d'informations extraordinaire. Je pense que la Commission Bélanger-Campeau mérite maintenant ses titres de noblesse.

Quelques-uns ont essayé de la discréditer. Il y a un premier ministre quelque part, il me semble, qui a dit que la Commission Bélanger-Campeau, ce n'était pas quelque chose de très important. Au contraire. La Commission Bélanger-Campeau a fait sauter plusieurs mythes. Un des mythes, c'est que les Québécois et les Québécoises ne se souciaient pas beaucoup de leur avenir constitutionnel. On a vu le contraire. Malgré la récession, malgré un chômage épouvantable, malgré la guerre dans le golfe Persique, les Québécois et les Québécoises se sont souciés de leur avenir politique, ont suivi les travaux de la Commission Bélanger-Campeau comme jamais des travaux ont été suivis.

Si la Commission avait pu ou avait voulu recevoir tous les individus, toutes les Québécoises et tous les Québécois et tous les groupes qui auraient voulu se faire entendre par la Commis-

sion, la Commission n'en serait pas à sa dernière séance publique, parce qu'il y en aurait encore beaucoup à entendre. Mais, comme on a appris de choses enrichissantes! Un autre mythe qui a sauté, c'est que ce n'est pas vrai que l'idée de la souveraineté est l'apocalypse; ce n'est pas vrai. Nous avons appris qu'il y a toujours des fédéralistes convaincus, honnêtement convaincus, et il faut respecter ça et il y a des souverainistes honnêtement convaincus et il faut respecter ça aussi.

Dès notre arrivée à la Commission, nous, les non-alignés – je n'ai pas dit "sans idée", "non-alignés" – officiellement, si on avait pris le vote la première journée, on aurait eu à peu près le même vote qu'on a eu sur le fond des choses avant-hier. Mais où il y a eu un changement absolument sensationnel, c'est dans ces échanges que nous avons eus entre nous, des échanges parfois virils. Mon cher ami, le commissaire Holden, disait que je n'aimais pas le mot "lamentation". J'en ai fait mon deuil. Je ne vous le reprocherai plus jamais, pourvu que ce soient vos lamentations que j'entende plutôt que vous entendiez les miennes.

Je pense que c'a été extraordinaire. On a appris à beaucoup mieux se connaître et on a appris à mieux connaître le Québec. On a reçu des mémoires. On a reçu des experts, 65, je pense, qui sont venus nous démontrer bien clairement qu'il y avait des mythes qui existaient et qui nous ont ouvert grandement les yeux. La souveraineté, c'est loin d'être l'apocalypse. C'est viable. Évidemment, les fédéralistes espérant que le Canada ferait des offres appréciables pour des changements profonds, eh bien, c'est ce qui nous a fait accepter l'idée qu'au lieu d'avoir un référendum sur la souveraineté en 1991, qu'on attende en 1992. Mais pour nous, il est clair, au plus tard en octobre 1992, il devra y avoir un référendum sur la souveraineté.

Si le gouvernement obtient des offres qu'il croit assez importantes pour les soumettre à la population, le gouvernement fera ce qu'il voudra. Notre ami Brassard disait tantôt qu'il regardait le premier ministre et il était en résidence surveillée. Laissez-moi vous dire que tous les autres, les non-alignés, on va vous surveiller, vous autres aussi, l'Opposition. Nous autres, on figure que l'Opposition va faire sa job, puis on figure que votre gouvernement va faire la sienne. Et ça, c'est pour le mieux-être de tous les Québécois et de toutes les Québécoises.

J'ai dit dès le début au journaliste qui me posait la question que j'avais confiance qu'on développerait un consensus. J'admets qu'il y a des soirs que je passais un peu plus vite à côté des journalistes parce qu'il y a des fois on a fait des bouts sur les coudes. Mais je suis heureux aujourd'hui de voir qu'il y a un si large consensus. Ça ne peut que rehausser la cause du Québec, ça ne peut que grandir la Commission

et, MM. les Présidents, je vous félicite très sincèrement pour l'ouvrage que vous avez fait. Le secrétaire, M. Rousseau, qui s'est dépensé sans compter, bien sûr, je l'ai dit l'autre soir, tout le secrétariat qui a été d'une efficacité extraordinaire. Le Québec s'est enrichi de tellement d'informations, de tellement d'opinions nouvelles que c'est quelque chose qui va servir le Québec pour toujours.

Mesdames, messieurs, ce n'est pas la dernière... c'est peut-être la dernière journée officielle de la Commission, ce n'est pas la fin, c'est le commencement. Il nous reste maintenant à continuer de bâtir ce Québec, de le rendre encore plus ouvert, de le rendre plus accueillant en garantissant les droits de tous et chacun. Et si le fédéral veut nous faire une place, il sait maintenant qu'il va falloir qu'il fasse une place un peu plus grande parce que je pense, il me semble, qu'on a pris un peu de stature. Alors, merci et bonne chance à nous tous.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Laberge. M. Gérald Larose.

M. Gérald Larose

M. Larose: Merci, M. le Président. Quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, le Québec a déjà fait son choix. Et le moment pour l'exprimer est déjà arrêté. La Commission Bélanger-Campeau a terminé ses travaux. La campagne pour la souveraineté est commencée. Il appartient à chaque Québécoise, à chaque Québécois qui chérit ce projet de s'impliquer pour s'assurer que personne ne va le détourner. La souveraineté, pour un projet de société; la souveraineté, un plus pour tout le monde; la souveraineté, un projet de solidarité.

M. le Président, 620 mémoires, 280 auditions, 54 experts, le Québec profond a réfléchi, a débattu, a proposé qu'on s'en sorte clairement, rapidement, contre personne, pour soi, pour eux autres aussi qui devront un jour faire leur vie encore, mais certainement autrement avec nous. Cette Commission a fait un travail colossal d'information, d'explication grâce à vous, MM. les Présidents, grâce à vous, M. le secrétaire, grâce également au personnel extrêmement dévoué et très compétent, grâce aux commissaires aussi, pas tous bien alignés, évidemment, mais pour la plupart bien intentionnés, à qui j'assure mon amitié.

(11 heures)

Une date nous est fixée. M. le premier ministre, il n'est pas interdit de la devancer si vous jugez que le prix de l'attente est trop élevé. Quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, le futur de ce pays est fait de souveraineté. Nous allons tous nous en occuper. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Larose. M. Jacques Léonard.

M. Jacques Léonard

M. Léonard: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord remercier le chef de mon parti, M. Jacques Parizeau, de m'avoir désigné à cette Commission et de m'avoir permis de participer à cette auguste Commission qui est, en quelque sorte, mi-sénatoriale et mi-parlementaire.

M. le Président, je voudrais vous dire que, pour moi, la partie la plus vraie de cette Commission a été celle où nous avons entendu tous les citoyens et citoyennes du Québec venir à la barre et exprimer ce qu'ils pensaient de l'avenir de leur pays. Ils ont eu surtout le courage de le faire pour la plupart, et c'est un courage qui nous a manqué, je pense, ici, mais eux l'ont eu et ils l'ont manifesté. Ils sont venus de tous les coins du Québec, de tous les horizons du Québec. Ils ont exprimé majoritairement leur souhait que le Québec devienne souverain, faisant ainsi écho aux sondages qui disent la même chose. Ils veulent la souveraineté et je pense qu'ils ont raison culturellement, socialement, économiquement et politiquement. La souveraineté, c'est la porte d'entrée de leur pays, surtout la porte d'entrée de leur pays.

Depuis la création de cette Commission, mais depuis l'échec du lac Meech notamment, il s'est écoulé du temps. Depuis cette injure infligée aux Québécois, il s'est écoulé neuf mois. C'est beaucoup de temps. La confusion a été maintenue quant à l'avenir du pays, et elle risque de l'être encore durant 20 mois. Au bout de cela, je dis que nous serons encore plus creux dans la déche de la situation financière. Depuis le 23 juin dernier, il s'est accumulé 22 000 000 000 \$ de déficit au fédéral, et quand nous passerons le référendum, il s'en sera accumulé 75 000 000 000 \$. Les Québécois, je pense, souhaitent s'en sortir le plus tôt possible. Nous souhaitions avec eux que ça soit en 1991, ce sera en 1992.

Les Québécois veulent mener leurs affaires eux-mêmes, ils veulent un pays, être un peuple sur un territoire, avec un gouvernement qui a le droit de faire ses lois, qui prélève ses impôts et qui signe ses traités. Dans ce contexte, M. le Président, à la fin de nos travaux, 15 commissaires ont fait une proposition, une recommandation dans le sens de la souveraineté du Québec. Cette conclusion, cette recommandation n'a pas été retenue et, effectivement, on peut penser que ces conclusions ou les conclusions de la Commission étaient en quelque sorte inscrites dans la composition même de la Commission. Mais je rappelle que nous avions le mandat de recommander aux Québécois un statut pour le Québec, un statut. C'était le fond des choses. Et sur ce plan-là - je voudrais simplement rappeler l'essentiel rapidement de cette recommandation - nous disions: Le statu quo politique et constitutionnel n'est pas souhaitable, voire est tout à fait indésirable pour le Québec. Le fédéralisme

canadien ne contribue plus aux objectifs sociaux, culturels, économiques et politiques du Québec. Les travaux de notre Commission démontrent la viabilité de la souveraineté et sa faisabilité ordonnée. Il est nécessaire d'accorder une importance particulière au maintien et même à l'amélioration de l'espace économique canadien.

La constitution du Québec, incluant la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, est appelée à consacrer le caractère français du Québec, les droits fondamentaux de la personne et l'égalité entre les hommes et les femmes. Le réaménagement du fédéralisme canadien est irréalisable dans le sens des intérêts du Québec. Des travaux, mémoires et audiences à la Commission, il ressort que l'avenue à privilégier est la souveraineté du Québec. Enfin, le choix de la souveraineté doit relever directement des Québécoises et des Québécois. Il doit donc s'exprimer par référendum dans les plus brefs délais.

M. le Président, j'ai signé ce rapport parce que ce rapport recommande un référendum sur la souveraineté du Québec. C'est pour moi le seul consensus véritable de cette Commission. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Léonard. M. Robert Libman.

M. Robert Libman

M. Libman: Merci, M. le Président. Tout d'abord, je veux remercier mes collègues de cette Commission pour une expérience enrichissante. Il y avait des bons moments sur l'autobus. Je me rappelle très bien le souper qui était organisé par M. Béland. Il y avait beaucoup de bonheur, pas beaucoup de chicanes et je pense que personne ici ne va oublier le domaine de Maizerets.

M. le Président, ces deux dernières années, comme chef du Parti Égalité et, plus récemment, comme membre de la Commission Bélanger-Campeau, j'ai bénéficié de cette expérience de pouvoir visiter tous les coins du Québec. La chose qui m'a le plus frappé, principalement en tant que membre de cette Commission, est l'intelligence, la sophistication, la confiance et la maturité politique des Québécois. L'attachement à notre propre histoire ainsi qu'à nos institutions est remarquable. Le dynamisme et la vitalité qui contribuent à faire de notre province un endroit spécifique et différent des autres sont en évidence à travers la province. La langue et la culture françaises sont solides au Québec. Leur dynamisme et leur vitalité sont très évidents et ne sont aucunement en danger. Quiconque dit le contraire ne regarde pas la réalité qui l'entoure.

Ce fait, M. le Président, et mon immersion à l'Assemblée nationale du Québec m'ont convaincu plus que jamais que, pour survivre, pour

s'épanouir, le Québec n'a pas besoin d'un statut constitutionnel particulier; le Québec n'a pas besoin de rejeter le bilinguisme; le Québec n'a pas besoin de manipuler la formation de ses immigrants; le Québec n'a pas besoin de restrictions linguistiques et, peut-être encore plus important que tout, le Québec n'a pas besoin d'être souverain pour son plein épanouissement.

Ces préoccupations ne sont pas du tout nécessaires, mais, en même temps, elles compromettent la vie des minorités au Québec. C'est là, M. le Président, un domaine où, je crois, la Commission a misérablement raté l'opportunité d'un rapprochement: le manque de sens politique dans le rapport final de reconnaître les aspirations des groupes minoritaires.

Since our public hearings ended, this Commission has been obsessed with a consensus that does not even exist among the population. We have been manipulated to force a consensus for the sole reason of sending a bullying message to the rest of Canada that they better fall in line or else.

All this energy was spent without consideration of the many members of cultural communities that came before this Commission, of our First Nations, of Québec's English-speaking community or the concerns of Francophones outside Québec.

And, in addition, there was absolutely no consideration of the positive benefits that Canadian Confederation has provided Québec and our wonderful achievements together. This neglect, this negative tone towards the rest of Canada, was very unfortunate and is extremely detrimental to the superior interests of Quebecers.

The last thing the average Quebecer needs right now is for politicians to drag us along into more political, social and economic uncertainty. After six months of hearings, sovereignists have been unable to say how the average Quebecer will benefit from sovereignty. They have sent misleading messages of a better life afterwards when, in fact, some of our great common accomplishments will be at risk.

En conclusion, M. le Président, nous devons continuer et nous pouvons continuer à prospérer avec un esprit positif et ouvert, non pas de façon dogmatique, narcissique, centrés sur nous-mêmes. Il est temps d'apprécier le pays dans lequel nous vivons au lieu de suivre une fausse vision. Nous devons travailler à consolider et à améliorer ce que nous avons: une société vraiment dynamique, avec tout, tout, tout pour s'épanouir et prospérer à l'intérieur d'une fédération grande, sûre et stable, un pays, Canada, dont beaucoup de gens au monde ne peuvent que rêver. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Libman. M. Cosmo Maciocia.

M. Cosmo Maciocia

M. Maciocia: Merci, M. le Président. Je me permets d'abord de souligner la fierté et l'honneur que j'ai eus de siéger au sein de cette Commission. Après l'audition de nombreux témoins et une tournée qui nous a amenés aux quatre coins du Québec, c'est tout un bagage politique que nous ont offert les individus et organismes, les experts qui ont répondu à notre invitation. Il ressort de ces auditions que le statu quo ne peut plus durer. En conséquence, il apparaît normal d'identifier des voies de solution susceptibles de nous libérer de l'état constitutionnel actuel.

Il ressort de nos travaux que deux voies nous sont disponibles: celle du fédéralisme profondément renouvelé et celle de l'indépendance. Je suis très heureux, M. le Président, que tous, et je dis tous, y compris le Parti québécois, aient accepté de prendre le beau risque.

Cela dit, le Canada doit être revu et corrigé, M. le Président. Le défi consiste donc, pour reprendre les mots de Patrice Garant, à rechercher une structure et un climat constitutionnels qui permettent au Québec de préserver son identité culturelle et de développer un projet de société original tout en maintenant une forte intégrité monétaire, financière, industrielle et commerciale avec ses partenaires canadiens.

Pour relever ce défi, certains préconisent la déclaration d'indépendance. Je ne partage pas cet avis, à l'instar d'Ivan Bernier qui disait: Je pense qu'il serait irrationnel de reculer, de démantibuler, de démolir cette union pour, ensuite, revenir et la reconstituer. Parce que, au-delà de la fiction, c'est bien de cela qu'il s'agit. Il ne faut pas croire que la rupture du Québec sera la source de discussions rationnelles dans un climat de bon vouloir réciproque. En conséquence, s'il m'apparaît clair que l'impasse constitutionnelle actuelle doit être dénouée, il me semble tout aussi évident que la démarche à privilégier est celle d'une véritable négociation, selon un échéancier et dans un climat réaliste.

Certains prétendent peut-être que le Canada n'est pas suffisamment préparé pour cette ronde finale. Cela ne me semble pas correspondre à la réalité. On aurait tort de croire que nos concitoyens des autres provinces sont enlisés dans un profond sommeil. Je suis donc heureux d'appuyer le présent rapport lequel lance un appel d'offres pour un nouveau Canada et je souhaite vivement que le gouvernement du Québec choisisse, après étude approfondie, de soumettre ses offres, pour ratification par l'ensemble des Québécoises et Québécois, à l'occasion d'un référendum. Et ce sera à la population à les accepter ou à les refuser et à choisir son avenir politique. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M.

Maciocia. Mme Pauline Marois.

Mme Pauline Marois

Mme Marois: Merci. MM. les Présidents, collègues de la Commission. Évidemment, je voudrais, à mon tour, venir appuyer et insister sur certains constats majeurs faits tout au long de nos travaux, et je les résumerai à deux mots: Le Québec peut et le Québec veut. Et sur le "peut", je parle de la faisabilité, de la viabilité d'un Québec souverain.

Des analystes, des chercheurs, des praticiens, des économistes, des gens d'affaires nous ont fait la démonstration, chiffres à l'appui, qu'un Québec souverain était viable. Les vieilles peurs et les mythes sont tombés un à un devant les démonstrations qui ont été limpides et claires. La Commission, je dirai, MM. les Présidents, lègue, à cet égard, un bel héritage, un bel héritage de connaissances, d'analyses scientifiques rigoureuses et ces études, tout en ayant déjà éclairé les travaux de la Commission, viendront sûrement alimenter les échanges, les débats qui auront cours dans les mois à venir. M. Lévesque disait, citait: "Être informé c'est être libre", et la Commission aura largement et sérieusement contribué à l'atteinte de cette parcelle de liberté de plus. Et je veux en remercier particulièrement les présidents et son secrétaire.

Si, donc, le Québec peut, il veut aussi. Et peu important leur groupe d'appartenance, leur milieu de vie professionnelle, culturelle ou territoriale, des Québécoises et des Québécois sont venus majoritairement nous dire leur choix de pays: ils ont opté pour le Québec. Certains l'ont fait en s'appuyant sur notre cheminement historique, notre culture, notre langue, nos racines. D'autres l'ont fait sur la base d'une analyse rigoureuse et logique des avantages et des inconvénients du régime actuel, le fédéralisme. Et ils en sont venus à la même conclusion: ils ont choisi et ils choisissent le Québec.

(11 h 15)

Bien sûr, bien d'autres choses ont été dites, entre autres, l'urgence d'agir et la nécessité que le peuple québécois se prononce. Ma grande déception porte, bien sûr, MM. les Présidents, sur le fait que la Commission n'a pas statué sur le choix fondamental du statut politique du Québec alors que, sereinement et courageusement, nos concitoyennes et nos concitoyens l'ont fait, et l'ont fait devant nous. Ils attendaient, je crois, à cet égard, un message clair de notre part. C'est sans contredit cela qui a été vraiment l'objet de nos divergences profondes.

Et sur ces divergences et leur expression fondamentale, M. le Président, je me permettrai une brève remarque. Si nous voulons contribuer à rehausser la perception que l'on a des personnes politiques et de nos institutions, on ne peut nous demander en même temps d'être fidèles à

nos convictions et d'avoir l'air d'en changer, essentiellement pour des fins stratégiques, lorsque cela nous convient. Ainsi, le consensus aura porté essentiellement sur la démarche telle que nous la lisons, alors que les attentes portaient sur le fond. Et à cet égard, nous avons failli à la tâche. Je comprendrai d'ailleurs que le seul beau risque que la Commission a accepté de prendre est celui de consulter le peuple québécois sur la souveraineté, et donc son avenir.

Le choix d'un peuple est, je l'espère et le souhaite, un choix de raison, mais aussi un choix du coeur. Nous avons eu l'occasion d'entendre les deux façons de le dire. Une éditorialiste rappelait dernièrement que ce sont les cultures qui font les civilisations et, quand tout sera passé, il restera les cultures: une façon d'être, de dire, de vivre ensemble.

Et je terminerai en citant Mme Pelletier qui, dans *La Presse* la semaine dernière, disait: "Si le Québec obtient un jour son indépendance, ce sera bien davantage par besoin de créer quelque chose qui se tient que par besoin de s'extirper d'un système boiteux." L'indépendance ne peut se faire sans cette part d'idéal, de dépassement et de rêve, M. le Président. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Marois. M. Roger Nicolet.

M. Roger Nicolet

M. Nicolet: Merci, M. le Président. J'aimerais bien sûr, tout d'abord, à l'instar de ceux qui m'ont précédé, saluer et remercier la présidence, le secrétariat et la permanence. Quoi que l'on puisse dire sur le produit de notre démarche commune, au terme de quelque cinq mois d'efforts, une conclusion principale s'impose, je crois. Jamais le Québec n'aura été en meilleure position stratégique pour dénouer, à relativement brève échéance, l'imbroglio constitutionnel dans lequel il se trouve placé depuis bien trop longtemps déjà. Il s'agit d'un avantage significatif, tant sur le plan du positionnement qu'en termes de contrôle de la dynamique du déroulement des négociations. Le gouvernement du Québec a donc, par le biais de ce rapport, un outil important qu'il devra utiliser sciemment, mais avec sollicitude.

J'insiste sur cette dernière remarque parce qu'il m'apparaît que l'exercice des choix – ou, si vous préférez, de la liberté – auquel invitent les conclusions et surtout les recommandations du rapport ne peut se faire qu'en pleine connaissance des responsabilités qu'il implique. Au Québec même, d'abord, quel que soit le niveau des sondages et au-delà de toute considération électorale, les 20 % ou 30 % de la population qui n'ont pas adhéré au grand courant d'affirmation nationale méritent une attention particulière. Il y a, et il y aura, des plaies à panser, des angoisses et des appréhensions à apaiser, mais surtout des

explications à donner et à répéter inlassablement, jusqu'à ce que le consensus sur le destin national soit véritablement forgé. Il y va de la santé du corps social autant que de la confirmation du pluralisme du Québec d'aujourd'hui.

Mais c'est hors Québec que le gouvernement devra faire face aux questions les plus pressantes sur ses orientations, et aux pressions les plus susceptibles d'affecter le déroulement de la démarche qui est amorcée. Dans cette perspective, il m'apparaît important de souligner que le Parti Égalité n'a pas le monopole de parler aux anglophones. Ces remarques qui suivront se veulent donc adressées en anglais à tous nos interlocuteurs.

English Canada, or the rest of Canada, by the somewhat awkward expression which now identifies the other provinces, will in all likelihood react with some expression of anger or bitterness to the findings of this Commission. We can only respond by reminding our neighbours that we are destined by history, by geography as much as by common values and a mutually shared concern for the well-being of our fellow citizens to a future made of close collaboration and shared ventures.

Whatever such a future may hold, whatever the form of our relationship may become, Québec, through this Report, attempts to convey simple messages. The time has come to finally untangle and put to rest the remnants of what a political analyst recently very aptly called: Two failed colonial ventures.

This society, just as yours, has now become fiercely democratic, multiethnic and open to other cultures and to the rest of the world. Fundamental to its future is however its will, deeply anchored in its past, to remain French just as to you the English culture is the fundamental bond of a multicultural society. No blueprint of any form of future association has been drawn, thus fully respecting your right to articulate proposals reflecting your needs and visions. This Report, however, read in its entirety, will reveal to the careful reader what concerns are fundamental to us.

M. le Président, la tâche à laquelle devront faire face et le gouvernement et la commission parlementaire spéciale est névralgique. Les prochains mois devront voir une mobilisation de toutes nos ressources, de toutes les forces de cette société, si nous voulons collectivement réussir la tâche que ce rapport amorce. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Nicolet. M. André Ouellet.

M. André Ouellet

M. Ouellet: MM. les coprésidents, Mmes et MM. les commissaires, permettez-moi d'abord de vous remercier pour votre courtoisie à mon

endroit et vous dire que j'ai vécu avec vous, au cours des derniers mois, une expérience exceptionnelle. Je vais rapidement oublier les quelques irritants pour me rappeler les bons moments que nous avons passés ensemble à travailler à une tâche très importante pour le futur des Québécois et des Québécoises.

Je ne vous surprendrai pas en disant que je regrette que la Commission n'ait pas conclu en faveur d'un fédéralisme renouvelé. J'aurais aimé qu'on envoie un message très clair, un message unique, à la fois aux Québécois et aux Canadiens. J'aurais souhaité, bien sûr, que nous disions: L'avenir du Québec, c'est dans le Canada. Les liens politiques, économiques que nous avons, nous, Québécois, avec le reste du Canada, nous ont bien servis, politiquement, économiquement, socialement. D'ailleurs, j'invite tout le monde à lire le chapitre du rapport qui s'intitule: Le Québec, une société moderne. C'est un témoignage éloquent du succès du Québec dans le Canada. Je regrette donc que cette Commission ne conclue pas que ces liens politiques et économiques doivent demeurer dans le meilleur des intérêts des Québécois et des Québécoises.

Je regrette surtout que l'on rejette cette possibilité qui, à mon avis, est la seule véritable possibilité d'avenir, qui est le fédéralisme renouvelé, et que l'on privilégie dans les conclusions une démarche qui pourrait mener à la séparation du Québec. En effet, en concluant qu'il y a deux voies aux Québécois et aux Québécoises, un nouveau partenariat canadien ou la souveraineté, le suspense constitutionnel va continuer. Notre Commission, j'ajouterais, malheureusement, ne précise ni ce nouveau partenariat, ni le véritable sens de la souveraineté et, par surcroît, la Commission propose un échéancier excessivement serré que je trouve irréaliste. Ceux qui, comme moi, croient que les intérêts, je dirais les intérêts supérieurs du Québec, se retrouvent dans le Canada et non pas dans la création d'un autre pays devront donc travailler vite et fort dans les prochains mois.

Le Parti libéral du Canada prêtera son concours à la définition de ce nouveau partenariat canadien dans l'esprit du mémoire que notre chef a présenté devant cette Commission. Je veux dire que les nouveaux dirigeants de notre parti, MM. Chrétien et Martin et Mme Copps, se sont clairement prononcés pour un fédéralisme renouvelé. Ils connaissent bien les aspirations légitimes des Québécois et ils apprécient l'urgence de moderniser notre constitution canadienne. Je conclus donc en disant, au nom du Parti libéral du Canada que je représente ici, à cette Commission: Nous voulons être et nous serons des alliés du changement. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Ouellet. Mme Lorraine Pagé.

Mme Lorraine Pagé**M. Charles-Albert Poissant**

Mme Pagé: MM. les Présidents, chers collègues, au moment où se terminent les travaux de cette Commission dont certains, encore dernièrement, mettaient en doute la représentativité, il importe de mettre en lumière le message dont elle est l'émissaire. Un triple message de solidarité, de détermination et d'espoir.

Un message de détermination qui s'exprime dans le consensus de cette Commission autour d'une recommandation visant à fixer la démarche qui nous permettra de lever de façon définitive l'obstacle préalable à l'épanouissement du Québec en devenir, celui des débats, des échanges, des palabres sans fin et sans cesse recommencés, d'espoirs déçus en désillusions.

Un message de solidarité qui est là, dans les mots et à travers les lignes de ce rapport, qui donne écho à des aspirations légitimes exprimées par les Québécoises et les Québécois pendant nos audiences. Bien sûr, il est question d'avenir politique et constitutionnel, c'était là notre mandat, mais, faut-il le rappeler, le politique n'est pas que constitutionnel.

Un message d'espoir, enfin. Pour un nombre croissant de Québécois et de Québécoises, maintenant majoritaires dans notre société, le pays n'est plus seulement dans notre imaginaire. Il est en chantier. Un pays où l'hiver arrive encore à nous surprendre, comme le premier matin de nos travaux, le 6 novembre dernier, où le printemps sait se faire attendre, comme au matin de ce dernier jour; un pays fait de la fraternité qui nous unit, de notre volonté de vivre ensemble; un pays fait de la force de nos rêves; un pays aux couleurs de nos visages, rempli du rire de nos enfants, des projets de notre jeunesse, de la sérénité de nos aînés; un pays fait de la vigueur de nos gens d'affaires et du labeur des travailleuses et des travailleurs; un pays où l'on chante dans toutes les langues et où l'on parle français.

En terminant, un regret et un appel. Il aurait été inspirant pour notre avenir collectif que cette Commission fournisse l'occasion de rompre avec la sous-représentation historique des femmes dans nos institutions politiques. On a beaucoup parlé, au cours des dernières heures, de marge de manoeuvre. M. le premier ministre, votre gouvernement, aujourd'hui, n'a pas la marge de manoeuvre pour diluer les aspirations légitimes des Québécois et des Québécoises, ni pour les négocier, ni pour les marchander, ni pour les brader. Le peuple du Québec, fier de son passé, maître de son destin et déjà souverain, il voudrait l'être avec les personnes qu'il a élues pour le représenter.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Pagé. M. Charles-Albert Poissant.
(11 h 30)

M. Poissant: Merci, M. le Président. Je remercie le premier ministre de m'avoir nommé au sein de cette Commission dont le but était de représenter la communauté des gens d'affaires. Je pense m'en être tiré assez bien. Sans doute que je n'ai pas bien rempli le mandat que j'avais à leurs yeux et sans doute que j'étais pris dans un dilemme à la fin, à savoir: Est-ce que je devais ou non signer le rapport? Je me suis souvenu d'une phrase qui disait qu'entre deux maux, il faut choisir le moindre. J'ai donc opté pour signer favorablement le rapport avec une réserve toutefois que, comme négociateurs, le temps qu'on donne à nos partenaires pour nous faire des offres est vraiment irréaliste. J'emploierais peut-être l'observation que M. Larose a faite, je dirais au premier ministre: Si vous n'avez pas assez de temps, prenez la position peut-être de retarder la date du référendum sur la finalité de ce qui est suggéré dans le rapport.

On a mentionné ici, et ça je l'ai dit au tout début, je le répète dans mes réserves, je disais que ce n'est que depuis les années cinquante que les Québécois et les Québécoises ont pris leur activité économique et je vais vous le lire: Fort heureusement, ce changement de mentalité chez nous a eu des effets bénéfiques pour l'ensemble de notre collectivité. Pour les créateurs d'emplois, le contexte constitutionnel actuel n'est pas une entrave. Au contraire, dans ce cours laps de temps, ceux-ci ont aidé à hisser le Québec dans le plus haut standard de vie au monde – et je fais une citation en particulier – en 1987, le Québec était au troisième rang au monde en ce qui concerne son standard de vie", et j'ai cité M. Rodrigue Tremblay.

Je pense que si on a réussi si bien, est-ce qu'il y a vraiment un si grave problème ou si on veut vraiment se créer un problème? Il faut se poser la question. M. le Président, je suis resté sur mon appétit. J'avais dit au début: C'est bien beau tout cela. En supposant qu'à la toute fin nous allions à la souveraineté, il faudra quand même dire aux Québécois comment ça va se réaliser. On a fait venir des experts, on nous a parlé des conventions de Vienne. Mes recherches m'ont donné à voir que des conventions de Vienne, oui, mais elles n'étaient peut-être pas encore, et c'est important, acceptées.

D'autres points importants que j'ai demandés au début et que le rapport évidemment laisse encore en blanc, c'est comment va se faire le partage des dettes, comment va se faire le partage des biens, des archives, etc. Est-ce qu'on peut prendre pour acquis que si on va à l'ultime séparation, tout ça va se faire dans un climat d'acceptation? Non. Dans les domaines où on doit justement négocier, on tire chacun de son côté. Il reste un domaine où évidemment on a recommandé qu'il y ait une commission spéciale qui, justement, étudie ces choses-là. J'espère, et je

J'ai dit au début que je me rallierais à la position finale d'une grande majorité de Québécois sur le statut qu'ils désireront et je les aiderai même à le réaliser. Toutefois, il nous manque beaucoup d'information et il manque surtout beaucoup d'information à l'ensemble des Québécois.

Quand je prends pour acquis que ça ne va pas si mal dans le contexte des affaires actuel, j'admets qu'il y a une récession et que tout le monde en souffre. Je pense qu'on devra continuer à travailler, les gens d'affaires, à créer de l'emploi et, dans le contexte actuel, surtout à améliorer la position. Je l'ai dit au début et je le répète: Quand l'économie va, tout va, tout le monde en a des bénéfices. Je pense que le premier ministre à l'ouverture, ainsi que M. Parizeau, nous disaient très bien: L'économie est le nerf de la société. Une fois que nous aurons ça en main, et nous l'avons très bien, je pense qu'on pourra continuer à opérer.

J'invite aussi les Québécois à penser à deux problèmes qui sont beaucoup plus cruciaux pour moi: c'est qu'il y a se dépenser 10 000 000 000 \$ en drogues au Canada, cette année. 10 000 000 000 \$. Prenez votre proportion, disons que ce sera 2 000 000 000 \$ au Québec. Ce n'est pas juste l'économie qui est en cause, c'est la santé de nos jeunes et c'est l'avenir quand on parle souvent des jeunes du Québec. Il est là. Et peut-être un problème qu'on ne devrait pas non plus laisser sous silence, c'est le fameux problème de la fameuse société qui est la famille. Là, nous avons de terribles problèmes à régler et c'est ça qu'est l'avenir du Québec. Je pense que ces deux domaines-là, on doit s'y pencher.

M. le Président, je vous remercie ainsi que mes collègues de m'avoir aidé à faire un bout de chemin dans ma vie et je vais continuer encore à travailler pour l'ensemble des Québécois. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Poissant. M. Serge Turgeon.

M. Serge Turgeon

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Bien sûr, il n'y a pas eu de coup d'État au Québec et, de toute évidence, il n'y en aura pas parce que la démocratie fait très bien ce qu'elle a à faire. C'est d'ailleurs la démocratie qui, par l'exercice qu'on vient de vivre, aura fait que désormais, avouons-le, le Québec ne sera plus jamais tout à fait le même. C'est un peu comme si nous venions de décider d'avancer vers notre avenir. Et vous savez que c'est en avançant qu'on maintient son équilibre.

Avez-vous songé qu'en 1992 ce sera le 125^e anniversaire du fédéralisme canadien? Ça devrait être la grande fête du Canada. Mais en 1992 aussi, les Québécois ont un rendez-vous, ils ont rendez-vous avec eux-mêmes. Ce n'est pas loin, 1992, c'est à peine demain. Tout ça après 125

ans de vie commune plus ou moins heureuse, mais devenue carrément intolérable à bien des égards, tant pour les uns que pour les autres: 125 ans qui nous auront amenés à nous reconnaître non pas comme un grand tout – ça, c'est une vue de l'esprit – mais comme deux nations distinctes qui devront réapprendre à se côtoyer et peut-être bien, malgré tout, à s'estimer. Pas de doute que le rapport que nous venons de signer, basé sur le besoin et le goût d'être des Québécois, découle de l'attitude de groupes et des individus qui se sont présentés devant nous non pas pour faire le procès du Canada ou des Canadiens des autres provinces, mais dans une attitude beaucoup plus positive, celle de se préparer à une destinée heureuse en venant dire à quelles conditions la société québécoise qui se veut ouverte au monde, grande ouverte, pouvait le mieux assurer son développement, cherchant toujours et encore à se définir pour elle-même et surtout, surtout, contre personne.

Voilà ce qu'a entendu cette Commission extraordinaire, formée non seulement de politiciens de métier mais aussi d'extraparlamentaires, comme si la politique était une chose trop sérieuse pour la laisser entre les seules mains des politiciens.

Le grand mérite de cette Commission, à mon sens, aura été de faire que, désormais, plus rien ne sera comme avant. Plus rien, par exemple, ne se jouera en coulisse, dans l'obscurité des corridors où ne s'affinent, finalement, que les petits et les grands couteaux. Désormais, au grand jour, les Québécoises et les Québécois pourront décider de ce qu'ils veulent sans peur et sans reproche.

À compter d'aujourd'hui, pour moi comme pour tous ceux qui croient que le Québec, dans sa réalité comme dans son imaginaire, a tout ce qu'il faut pour s'assumer pleinement. La question n'est plus seulement de savoir si ce sera la souveraineté. À compter de maintenant, nous devons faire notre souveraineté. Nous devons créer le Québec que nous voulons, comme nous le voulons, dans toutes ses dimensions sociales, économiques, politiques et culturelles, et ce, dans la dignité, dans le respect de nos essentielles différences, et dans une fierté chèrement acquise et que nous sommes prêts à partager. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Turgeon. M. Russell Williams.

M. Russell Williams

M. Williams: Merci, M. le Président, et merci pour la chance d'avoir participé à cette Commission. C'était un privilège de participer avec vous et je voudrais dire à chaque commissaire, merci beaucoup pour les discussions que nous avons eues. J'ai appris beaucoup de choses pendant cette expérience. J'ai une réassurance de la bonne volonté du peuple québécois, l'esprit de

vie, et aussi de notre capacité à gouverner. Je crois que ce rapport est un bon bilan des perspectives que nous avons entendues. Je pense aujourd'hui que la démocratie gagne. J'aurais préféré une vision, mais il y en a deux qui existent dans la province de Québec: une avec le Canada, une sans le Canada.

C'est clair que, personnellement, je rejette la souveraineté comme une option. Dans mon opinion, c'est un cul-de-sac. Mais nous allons former deux commissions pour étudier les deux visions, et chaque vision doit prouver qu'elle mérite l'appui du peuple québécois, celle d'un Canada renouvelé, mais aussi de l'indépendance. Les deux commissions, maintenant, vont analyser les points forts et les points faibles de chaque option. Nous allons donner les faits et leur réalité au peuple québécois.

Avec ça, M. le Président, j'embarque avec conviction et je donne mon appui à ce rapport parce que je pense que ça donne, selon mon opinion, la possibilité d'une vraie solution qui réponde aux besoins du peuple québécois; mais je voudrais aussi souligner que, sans réserve, je suis convaincu que nous pourrions bâtir un nouveau Québec avec, et dans le Canada.

I must however express strong concern about the negative tone and analysis of the report, particularly about the reality of the current impasse. Furthermore, I regret that the particular needs of the minority communities must be better addressed in the future if we are, in fact, to move towards the future.

I do not believe our report has reflected the positive reality of the mutually beneficial relationship between Québec and Canada. I think, together, we are strong. Clearly, our country needs adjusting and substantial changes to prepare for the future, to respond to our collective needs; but I do believe Québec is and continues to be strong and vibrant within Canada.

In fact, M. le Président, it can be argued that its culture and language is better protected within Canada. This is an historic day, and those who believe in a renewed Canada, in a new partnership, have a clear agenda and objective. The consensus we achieved will help us to proceed in that direction.

I firmly and passionately believe that we can build Québec within Canada. I am pleased that the Bélanger-Campeau Commission will be proposing another chance for both Québec and for Canada. And today, that chance starts. The great majority of my county, Nelligan, believes that we are better off by renewing Canada, in full respect to the interests and needs of Québec. Notwithstanding my strong concern about the short deadline, I offer my complete commitment to help create this new entente between Québec and Canada, in which all our interests will be incorporated. The spirit of both nationalism and renewal are alive and well in

Québec. I find my commitment to both Québec and to Canada reaffirmed today. Et, M. le Président, I accept both the risk and the challenge for this renewal. Merci beaucoup.

Le Président (M. Jean Campeau): Thank you, Mr. Williams. Maintenant, nous passons la parole au secrétaire de la Commission, M. Henri-Paul Rousseau.

Rapport du secrétaire

M. Henri-Paul Rousseau

M. Rousseau: Merci, M. le Président. Mesdames, messieurs, je veux ce matin rendre publiques certaines informations qui concernent la gestion des affaires courantes de la Commission.

D'abord, dans le cadre de son mandat, la Commission s'est réunie à 50 reprises, 19 fois en séances de travail, et 31 fois en séances publiques. Quant au comité directeur, il a tenu 17 réunions de travail. (11 h 45)

Sans le concours de ressources humaines et l'apport de ressources financières et matérielles, la Commission n'aurait pu mener à bien son mandat. Sur le plan financier, nous avons soumis pour approbation, en septembre dernier, au Bureau de l'Assemblée nationale, les prévisions de dépenses de l'ordre de 8 300 000 \$. J'ai le plaisir de vous annoncer que, d'après les états financiers préliminaires, les dépenses de la Commission sont en deçà de 5 000 000 \$ et s'élèvent précisément à 4 650 000 \$, soit 44 %... C'est, pour ainsi dire, une somme de 3 500 000 \$ qui sera reversée aux fonds de la province. Malheureusement, tout le monde comprendra que ce n'est pas vraiment de l'argent. C'est de l'argent qu'on n'a pas dépensé.

Les dépenses sous forme d'allocations de présence aux membres et de rémunération du personnel de secrétariat totalisent un peu plus de 1 000 000 \$, alors que les dépenses de fonctionnement... 3 600 000 \$. Ces dépenses de fonctionnement comprennent les frais de déplacement et de séjour des employés et des membres, la télédiffusion des débats de la Commission, la transcription et la traduction des débats et l'impression du rapport de la Commission, ainsi que les communications et la location d'équipement et d'autres dépenses.

Selon les règles applicables à la Commission, les membres qui ne sont pas députés ont reçu 130 \$ par jour par séance, alors que les membres députés n'ont touché cette allocation que lorsque l'Assemblée nationale ou la Chambre des communes, selon le cas, ne siégeait pas. Le montant global ainsi versé au titre d'allocations de présence s'élève à 132 000 \$.

En moyenne, la somme versée à un membre à titre d'allocation de présence, pour sa par-

ticipation à l'ensemble des séances de la Commission, est de 3680 \$ et celle versée pour ses déplacements et frais de séjour, 7000 \$. Bref, le rapport de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec aura coûté 0,71 \$ par Québécois et Québécoise.

Au chapitre des ressources matérielles, je voudrais ici souligner la très grande collaboration de l'Assemblée nationale, qui a accepté de mettre gracieusement à la disposition de la Commission l'ameublement de bureau et l'équipement informatique. Les ressources humaines engagées par le secrétariat, vous le savez, provenaient du secteur privé et de la fonction publique du Québec. Je remercie ici les entreprises et les ministères du gouvernement et l'Assemblée nationale qui ont bien voulu prêter, contre dédommagement, il va de soi, leurs employés à la Commission.

L'aide apportée par l'Assemblée nationale mérite d'être soulignée de façon particulière. Je remercie donc le président de l'Assemblée, la directrice de son cabinet et le secrétaire général pour leur précieuse collaboration. Ils sauront, j'en suis certain, transmettre aux services concernés tous nos remerciements. À toutes les personnes de l'équipe du secrétariat qui a fait preuve d'une très grande générosité, je tiens à dire toute ma gratitude. Je remercie également les membres de leur famille et leurs amis qui ont vu, en pratique, leur vie privée perturbée sensiblement au cours des derniers six mois.

Sans diminuer ici la contribution de personne, je veux dire un gros merci à François Côté, mon adjoint, pour m'avoir assuré un soutien constant.

Je veux tout particulièrement souligner le travail extraordinaire de l'équipe de rédaction, Carole, Michel, Gille, Anne-Marie et Rose-Marie et le personnel de mon bureau, Esther, Annie, Claudine, Sylvie et Dominique pour leur dévouement. Depuis la fin de la séance de lundi soir, ils ont travaillé sans relâche pour assurer le dépôt aujourd'hui du rapport de la Commission. Le secrétaire y était aussi.

Demain, nous rendrons publics quatre documents de travail qui reproduisent diverses études réalisées par les experts et consultées par la Commission ainsi que par le secrétariat. Ces études fournissent des éléments d'analyse économique, constitutionnelle, juridique, pertinents à la redéfinition du statut politique et constitutionnel du Québec.

La Commission ne s'est pas prononcée sur le contenu de ces textes ni sur les opinions émises par leurs auteurs. Son intention ici est de les rendre accessibles pour que les recherches qui ont animé sa réflexion soient connues de tous.

Les personnes désireuses d'obtenir un exemplaire du rapport de la Commission, ainsi que les documents de travail publiés par le

secrétariat, n'ont qu'à s'adresser, dans les prochains jours, au Service de distribution des documents parlementaires de l'Assemblée nationale. Des exemplaires seront également disponibles dans toutes les succursales des Publications du Québec ainsi que dans les 25 bureaux régionaux de Communications-Québec. On peut se procurer gratuitement le rapport de la Commission et les quatre documents de travail. Le rapport a été imprimé en plusieurs milliers d'exemplaires, mais le tirage, il va de soi, des documents de travail est limité. De plus, je vous informe que la magnétothèque du Québec rendra également disponible dans les prochaines semaines, sur cassette audio, le rapport de la Commission.

Demain, M. le Président, à la suite du dépôt aujourd'hui du rapport de la Commission, je verserai nos archives au Service de la gestion des documents de l'Assemblée nationale, ainsi que le prévoit la loi.

M. le premier ministre, M. le chef de l'Opposition officielle, MM. les Présidents, mesdames, messieurs, je vous remercie pour la confiance et l'appui que vous avez accordés à tout le personnel du secrétariat et à moi-même au cours de nos travaux. Je me souviendrai... Et le consensus de Maizerets, je m'en souviendrai. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. le secrétaire, merci pour ce bon rapport, et vous comprendrez que nous sommes grandement touchés par le bon contrôle des dépenses que vous avez exercé. Maintenant, il me fait plaisir de donner la parole à mon collègue, M. Michel Bélanger.

Bilan des présidents

M. Michel Bélanger et M. Jean Campeau

Le Président (M. Michel Bélanger): Mesdames, messieurs, chers amis, nous voici parvenus au terme de notre mandat. Cette trente et unième séance de travail public de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec clôture nos travaux. La Commission a accordé priorité à la participation du public à ses travaux. Elle avait, le 29 septembre 1990, invité la population à lui transmettre des mémoires, au plus tard le 2 novembre, en vue d'audiences publiques. Pas moins de 492 groupes et personnes lui ont transmis leur mémoire à l'intérieur des délais prévus. De plus, 115 autres mémoires ont été reçus par la suite, ce qui a porté le total à 607 mémoires, une contribution remarquable.

La première phase des travaux a été consacrée à l'examen de ces mémoires et à la tenue d'audiences publiques. Le comité directeur de la Commission a veillé à la désignation des groupes et individus invités à présenter leur mémoire lors de ces audiences. La télédiffusion des séances a ouvert les travaux de la Commis-

sion à l'ensemble de la population et a permis qu'un grand nombre de citoyens et de citoyennes aient accès aux échanges et aux débats. Au total, 235 auditions de groupes ou d'individus ont eu lieu, sans compter la tenue d'un forum, "Les jeunes et l'avenir du Québec", qui a porté ce nombre à 267. Pendant 9 semaines, du 6 novembre 1990 au 23 janvier 1991, la Commission a parcouru les 11 régions administratives et siégé dans 11 villes du Québec. Elle a aussi bénéficié de la contribution de 55 spécialistes de diverses disciplines: politologues, juristes, économistes, sociologues, démographes, géographes et personnalités du milieu culturel, des arts et des lettres ont répondu à l'invitation qui leur avait été faite.

Le Président (M. Jean Campeau): Ce large éventail de personnes provenant de milieux et de sphères d'activité très diversifiés, ont fait part aux membres de la Commission, par écrit ou verbalement, de leurs vues sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. En particulier, plusieurs groupes autochtones ont fait parvenir un mémoire à la Commission. Ils ont tous été entendus. La Commission a également invité les Québécoises et les Québécois membres de communautés culturelles, qui ont acheminé un mémoire, à le présenter lors des audiences. L'ampleur de la participation populaire, les préoccupations exprimées ont révélé l'importance que revêt la question du statut du Québec au sein de sa population. Les mémoires, les travaux d'experts et les audiences représentent un ensemble d'informations, un ensemble d'opinions et de préoccupations qui ont éclairé les membres de la Commission dans leur réflexion.

Si nos travaux ont pu être menés à terme avec succès, nous le devons d'abord à ces centaines de Québécoises et de Québécois qui ont consacré temps et énergie à participer à la définition de l'avenir du Québec. Ils ont ainsi démontré l'intérêt qu'ils attachent au bien public et à l'essor de la patrie, méritant toute notre gratitude.

Vous venez d'entendre une dernière intervention de chacun des membres de la Commission. La composition de notre Commission assurait que ces membres y apportaient une expérience diversifiée et lui donnaient une grande représentativité. Chacun d'entre eux devait à la fois rester fidèle à sa formation, à son groupe ou à ses origines, en même temps que participer de façon éclairée à une recherche avec des collègues vers l'essentiel d'un consensus espéré. Le cheminement de chacun, le respect qu'ils ont développé les uns envers les autres et la vigueur des échanges ont fait la réussite de notre tâche collective.

Le Président (M. Michel Bélanger): Jean Campeau et moi tenons à exprimer très formellement et aussi très fraternellement nos plus

sincères remerciements à chacun des membres de la Commission. Leur disponibilité, leur ardeur, leur impétuosité quelquefois, leur discipline presque toujours, nous ont permis d'arriver dans l'ordre à la fin de ce qui aurait pu paraître une course à obstacles. Ils méritent à la fois l'admiration et la gratitude de toutes les Québécoises et tous les Québécois. Certains de nos membres ont participé de plus près encore à l'organisation de nos travaux. Il s'agit des membres de notre comité directeur. Ils ont su très vite mettre leur expérience, leur connaissance des mécanismes parlementaires et leur habitude du travail en commission au service de leurs collègues, et réussir à ce que l'organisation de nos travaux se fasse sans bruit et avec efficacité. Nous remercions donc plus particulièrement encore Claude Béland, Guy Bélanger, Jacques Brassard, Guy Chevette, Claude Dauphin, Christiane Pelchat et Gil Rémillard de leur appui et de la cordialité qui a présidé à nos échanges.

Le Président (M. Jean Campeau): Si l'intendance suit les armées victorieuses, le secrétariat précède les commissions qui réussissent. La compétence, l'énergie et la motivation de notre jeune équipe rassemblée par notre secrétaire nous ont permis de réaliser une tournée du Québec qui a vu se déplacer une centaine de personnes à travers 11 villes situées dans toutes les régions du Québec, sans compter l'organisation d'un forum et la tenue des séances de travail. L'équipe du secrétariat a également eu fort à faire dans l'analyse de chacun des 600 mémoires soumis à la Commission. Chacun des membres de cette Commission a pu d'emblée prendre connaissance rapidement des principaux aspects de ces mémoires et y trouver des indications sur les questions à poursuivre. Le secrétariat disposait également d'une équipe-conseil en communications et relations avec les membres et d'un personnel d'administration très efficace.

Le secrétariat ainsi que toute la Commission ont été animés par un secrétaire hors du commun, au physique comme au moral, Henri-Paul Rousseau. Son énergie, sa capacité de gérer des dossiers complexes, son sens de l'organisation du travail, son acharnement à trouver des solutions ont rendu la vie des présidents presque facile, surtout lorsqu'il prêtait l'oreille. L'équipe de rédaction qu'il dirige a dû maintes fois sur le métier remettre son ouvrage, le polir sans cesse, cherchant à préserver clarté et substance, tout en reflétant au mieux les divers commentaires et observations que suscitait leur production. Au nom de la Commission, nous remercions tous ceux qui de près ou de loin ont collaboré à son succès.

(12 heures)

Le Président (M. Michel Bélanger): Une Commission qui tient une bonne partie de ses séances de travail à huis clos développe une

relation très particulière avec les représentants des médias. Fort heureusement pour nous, nous avons d'abord pu faire avec eux la tournée du Québec. La fraternité des attentes dans les aéroports et les trajets d'autobus nous a valu, de leur part, une sympathie qui n'a pas diminué la rigueur de leur analyse. Le Québec a pu suivre nos travaux au jour le jour, directement quand nous étions à l'écran, et ensuite, par les informations que leur transmettaient les médias grâce au talent et à la persistance de ceux qui avaient pour mandat de nous suivre et de tenter de découvrir où nous atterririons.

Le Président (M. Jean Campeau): Notre rapport est bref et vise l'essentiel. 72 pages. 36 auteurs s'expriment en commun. Chacun a pu, en quelques pages, ajouter nuances et commentaires plus personnels, mais le vaste consensus que nous recherchions a été atteint. Le choc des visions, l'impasse, les avenues de solution sont exposés à l'analyse et à la réflexion. La démarche proposée vise au choix démocratique du peuple souverain. Dans un proche avenir, après discussion libre et éclairée des instances législatives, nous avons fait le point. L'Assemblée nationale à qui nous ferons rapport, et tout le peuple québécois au service duquel nous sommes, prennent maintenant la relève dans la maturité et la sérénité.

Nous en sommes maintenant rendus au Chef de l'Opposition officielle, M. Jacques Parizeau.

Allocution du chef de l'Opposition

M. Jacques Parizeau

M. Parizeau: M. le Président, à nous entendre, ce matin, tous ensemble, j'imagine que ceux qui nous voient et nous écoutent doivent se demander: Mais où est le consensus? Il y en a un - j'y reviendrai tout à l'heure - mais il est clair que, pour moi, le consensus fondamental, d'abord, il est en train de s'établir dans la population du Québec. Nous approchons, je pense, d'un moment où il faudra reconnaître que la majeure partie, et de loin, des Québécois, veulent que le Québec devienne un pays souverain.

Consensus aussi, ou presque, dans la mesure où les trois quarts des mémoires de ceux qui se sont présentés, qui se sont commis à l'égard du statut constitutionnel du Québec, ont fait apparaître dans les audiences publiques de notre Commission leur préférence très nette pour la souveraineté du Québec. Je retiens d'ailleurs de ces audiences publiques, parmi bien des mémoires que nous avons vus, qui appuyaient sans ambages la souveraineté du Québec, d'abord ce remarquable mémoire dont j'ai dit que, à mon sens, il avait une portée historique, du Mouvement Desjardins et, d'autre part, les présentations que tant de groupes de jeunes sont venus nous faire.

À mon sens, ce consensus dans la population, qui est en train de se construire autour de

la souveraineté du Québec, devait se traduire dans nos travaux. Et c'est la raison pour laquelle j'ai tenu à ce que, à un moment donné, même s'il est clair que ça ne participait pas au scénario que nous avions devant nous, qu'à un moment donné, les commissaires se branchent sur cette question de la souveraineté du Québec. On est d'accord ou on n'est pas d'accord.

Je note d'abord que la Commission dans son ensemble, à cet égard, m'a l'air un peu en retard sur la population. Nous n'avons été que quinze à choisir la souveraineté, mais j'aimerais ici, souligner le commun dénominateur de ces 15. Il représentait beaucoup de gens. Je pense ici, non pas seulement aux centrales syndicales ou à l'Union des artistes. Je pense, ici, aux représentants du mouvement municipal. Je pense ici, bien sûr, au Mouvement Desjardins, comme je pense au Bloc québécois. C'a été, je pense, en tout cas pour moi, le moment de vérité de la Commission. Les deux présidents, comme on le sait, se sont abstenus de voter.

Vous comprendrez cependant à quel point il était important, je pense, que nous manifestations là-dessus spécifiquement notre dissidence. Je pensais qu'il était important, qu'il était fondamental que nous inscrivions que quant aux conclusions de la Commission, il fallait que nous, qui appartenons à la cause de la souveraineté, on l'indique clairement.

Il y a eu un consensus à 30 pour une démarche, une démarche qu'il faut lire pour ce qu'elle est, pour comprendre pourquoi, je pense, les souverainistes s'y sont rangés parce que, d'abord, cette démarche prévoit qu'il n'y aura - ou le suggère - qu'un seul référendum et ce référendum doit porter sur la souveraineté du Québec. Il faut bien prendre ça comme c'est écrit.

Cette démarche prévoit aussi l'établissement d'une commission parlementaire dont le travail sera essentiellement destiné à préparer la souveraineté, à explorer comment ça va se faire et ça, ça m'apparaît important aussi, à examiner ce que l'on peut traiter avec le reste du Canada sur le plan de l'association économique. Nous n'avons vraiment jamais réussi, au Québec, à monter une commission parlementaire qui examinerait ces choses sur le plan économique, en particulier. Tel que c'est écrit, moi, ça me va très bien. Si on me permet de le dire, je raporte progrès.

Enfin, une commission parlementaire pourra examiner ça dans notre système! Il y aura une commission pour examiner des offres qui lui viendront du reste du Canada. L'expression est affreuse, d'ailleurs. On n'a pas idée de transformer un pays en l'appelant ROC, "rest of Canada", n'est-ce-pas? Il faudra trouver autre chose que ça. Ce n'est vraiment pas correct. Mais une commission examinera les offres qui pourraient lui venir du reste du Canada, à la condition que ces offres-là lient le Canada et

les autres provinces.

Je vous avouerai, M. le Président, que je me demande encore comment certains fédéralistes – comment dire? – très clairs dans leur pensée, très avoués, ont pu accepter ça tel qu'écrit dans le consensus. Mais enfin, puisqu'ils l'ont accepté! Clairement cependant, il n'y aura pas d'appel d'offres. Dans la recommandation, on ne cherche pas la voie du fédéralisme renouvelé, mais ceux qui la souhaitent l'attendront et à la condition qu'elle lie à la fois le gouvernement fédéral et les autres provinces, c'est-à-dire pour l'exprimer... Je ne peux pas l'exprimer mieux que l'exprimait le président du Mouvement Desjardins, hier, en conférence, c'est-à-dire quelque chose qui lie à la fois les gouvernements et les législatures.

La date, elle est, à mon sens, un peu tard parce que comme tellement de gens, en particulier dans le milieu des affaires, nous l'ont indiqué pendant la Commission, les audiences publiques de la Commission, elle laisse une date qui, reportée de cette façon, laisse flotter une incertitude dont tant de gens ont dit qu'elle était dommageable.

Il y a un risque à ce consensus sur la démarche. Mais oui, il y a un risque. Un risque qui n'est pas accepté, mais un risque qui est inévitable. C'est le risque que le gouvernement représente. Oui, il y a un risque que le gouvernement, par rapport à ce consensus sur une démarche, puisse modifier la démarche. Déjà, il prend ses distances, non seulement par rapport à la souveraineté proprement dite – ses distances, il les a prises dans le vote que nous avons demandé en Commission il y a quelques jours; là, déjà, les distances étaient prises – mais, possiblement, par rapport à chacune des clauses du projet de loi suggéré par la Commission, en nous indiquant, par exemple, qu'il pourrait y avoir un référendum sur autre chose que la souveraineté, bien que ce consensus à 30 dise: il n'y en a qu'un. Oui, il prend ses distances. J'imagine.

Enfin, il faudra voir le projet de loi pour voir si les deux commissions que nous avons prévues demeurent. Nous n'en savons rien, il faudra voir le projet de loi. Cela, c'est un risque, et c'est un risque qu'il faut accepter parce que le gouvernement est au pouvoir et que, comme tout gouvernement, s'il le veut, il peut tout faire avec sa majorité à l'Assemblée nationale. C'est notre système qui veut ça. On dit habituellement, pour caractériser le droit parlementaire britannique: Le Parlement peut tout faire, sauf changer un homme en femme. Et encore, à notre époque, ça, ce n'est pas certain.

Quel message le Canada anglais va-t-il tirer des travaux de la Commission? Je ne peux pas répondre, je pense. Il faudra voir. Il faudra savoir ce qu'il tirera du message que nous lui envoyons. À lire simplement le texte de la recommandation, il doit avoir l'impression que, pour lui, cela va mal, que les échéances ne sont

pas très longues, que la possibilité, pour lui, de se retourner n'est pas très grande. À écouter les porte-parole du gouvernement depuis 48 heures, il doit, au contraire, considérer qu'il y a toujours de l'espoir, qu'on pourra s'arranger. Alors, ça dépend un peu s'il va lire ou écouter. J'imagine qu'il va à la fois lire et écouter et que, dans ces conditions, ses perceptions risquent d'être un peu vagues. Ils auront à demander au chef du gouvernement qu'il éclaire ces choses, qu'il donne son interprétation du consensus et, à cet égard, j'allais dire: J'ai le même point de vue. La parole est maintenant au chef du gouvernement du Québec, qu'il nous explique ce qu'il veut. Le texte ou autre chose, le texte atténué. Nous, comme Commission, en tout cas, nous avons fait ce que, je pense, devait être notre travail et on a cherché à s'entendre sur un texte. Qu'est-ce qu'il adviendra de ce texte? L'avenir nous le dira. S'il y a risque, c'est là qu'il est.

Quant à nous, du Parti québécois, et je termine là-dessus, M. le Président, notre objectif est clair. Dans l'Opposition, nous cherchons à faire avancer la cause de la souveraineté et, au pouvoir, nous la réaliserons. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Parizeau. Alors, pour terminer cette dernière séance de travail, je passe maintenant la parole au premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa.

Allocution du premier ministre

M. Robert Bourassa

M. Bourassa: MM. les Présidents, mesdames, messieurs, vous comprendrez qu'étant le trente-cinquième à parler, il y a un certain souci de concision de ma part. Je veux féliciter très chaleureusement MM. les Présidents pour le travail qui a été accompli, féliciter aussi le secrétaire, M. Rousseau, qui nous a annoncé une bonne nouvelle dans ces temps difficiles pour l'équilibre budgétaire, et féliciter l'ensemble des commissaires, en pensant, vous le comprendrez facilement, d'abord à mon collègue, M. Gil Rémillard, qui a dirigé l'équipe ministérielle d'une façon exceptionnelle, et à tous les députés libéraux qui ont manifesté une très grande solidarité. Je veux également remercier tous les représentants des milieux d'affaires, des milieux des travailleurs, des milieux culturel, éducatif, coopératif, municipal, tous ceux-là qui ont permis d'arriver à cette conclusion importante pour l'avenir du Québec, sans oublier, c'est évident, tous ceux qui ont présenté ces mémoires, notamment, je réfère au forum des jeunes, auquel j'ai pu assister et que j'ai trouvé particulièrement intéressant.

Je ne voudrais pas oublier mes amis du Parti québécois et particulièrement le cofon-

dateur de cette Commission, le chef de l'Opposition et député de L'Assomption. Pour le député de L'Assomption, avoir le sens de l'État, ce n'est pas difficile, mais concilier la fonction de chef de l'Opposition avec ce sens de l'État, c'est parfois difficile. Je voudrais souligner, à cet égard-là, les déclarations du chef de l'Opposition lorsque nous nous sommes entendus pour former cette Commission. On nous posait des questions sur la date du référendum. Le député de L'Assomption souhaitait une date aussi rapprochée que possible, le disait-il comme chef de l'Opposition. Mais il dit: Je comprends très bien que le premier ministre – sous-entendant que le premier ministre a la responsabilité de la gestion de tous les jours, ce qui n'est pas toujours facile – soit plus prudent dans la date du référendum. Et je suis d'accord avec lui.

MM. les Présidents, depuis quelques mois, j'ai souligné différents objectifs de la démarche constitutionnelle. Un changement profond est, je crois, la volonté du peuple québécois, de la très grande majorité du peuple québécois, non seulement pour répondre aux aspirations du Québec, mais également pour un meilleur fonctionnement de la Fédération canadienne, surtout dans cette période de crise majeure des finances publiques qui affecte non seulement les provinces canadiennes, mais le gouvernement fédéral et même notre pays voisin, les États-Unis. Donc, premier objectif, un changement profond.

Également, deuxième objectif, une obligation de résultat, puisque nous discutons de problèmes constitutionnels depuis plusieurs décennies et puisque, à toutes fins pratiques, depuis le début de la Fédération, nous n'avons pas pu obtenir, au Québec, des changements constitutionnels qui nous paraissent importants pour notre avenir.

Troisième objectif, l'implication de la population, notamment dans le cas d'un référendum. Or, on doit constater que, dans les recommandations de la Commission, nous retrouvons ces différents objectifs: changements profonds, obligation de résultats avec un vote sur la souveraineté, et, si nous ne pouvons pas arriver à nous entendre avec nos partenaires canadiens – le chef de l'Opposition n'aime pas l'expression "le reste du Canada", donc, avec nos partenaires canadiens – nous pourrions avoir, et selon les recommandations de la Commission, un référendum sur la souveraineté politique du Québec. Évidemment, ceci implique logiquement la population.

Le travail se poursuivra dans des commissions parlementaires. Dans ces commissions parlementaires, nous avons insisté, de notre côté, pour examiner les implications économiques. Je ne surprendrai personne, puisque ça fait partie de mon principal credo depuis le début de ma carrière politique, d'insister sur les conséquences économiques ou financières des différentes implications ou des différentes options.

J'ai également mentionné l'importance des

droits et des libertés fondamentales, du rôle historique des anglophones, du rôle des communautés culturelles de même que celui des autochtones dans l'avenir du Québec et du Canada.

Il y a donc consensus sur la démarche. Il y a consensus sur l'existence d'une commission parlementaire pour étudier des offres qui pourraient venir de nos partenaires canadiens. Je suis d'accord avec les députés du Parti québécois que l'article 1 du Parti québécois n'est pas semblable à l'article 1 du Parti libéral du Québec, mais je suis obligé de constater, comme d'ailleurs vient de le faire le chef de l'Opposition, qu'il y a un accord sur la démarche. Il y a un accord sur le fait que nous puissions examiner des offres qui pourraient venir de nos partenaires. Et je suis obligé de constater que, du côté de nos amis de l'Opposition officielle, on a accepté cette démarche. D'ailleurs, ce n'est pas la première fois que le député de Lac-Saint-Jean, ou le député de Joliette, ou peut-être d'autres, ont accepté cette démarche. Dans le cas du beau risque, ils l'ont acceptée. Dans le cas de l'affirmation nationale, ils l'ont acceptée. Je suis heureux de voir qu'ils continuent à faire preuve de flexibilité et de souplesse.

MM. les Présidents, ceci étant dit, si on accepte la présence et l'existence d'une commission parlementaire, on ne peut pas refuser les recommandations de cette commission parlementaire. Comment concevoir sérieusement et logiquement qu'on demanderait à la population du Québec de dire: Voilà, nous acceptons une commission parlementaire, nous acceptons ses recommandations, mais nous ne voulons pas que, dans certains cas, elles puissent être appliquées, le cas échéant. À moins d'utiliser une logique extraterrestre, je ne vois pas du tout comment on peut, d'un côté, accepter cette démarche, et, par ailleurs, en refuser les conséquences ou les implications.

Et on doit aussi, je crois, dans le même ordre d'idées, respecter les pouvoirs de l'Exécutif et de l'Assemblée nationale. Peut-on concevoir un seul instant qu'on puisse suspendre les pouvoirs de l'Exécutif et de l'Assemblée nationale? On serait les premiers, partout ici, à dire que ceci serait un geste profondément antidémocratique auquel nous n'avons pas l'intention de concourir. À cet égard, MM. les Présidents, je m'inquiète quand j'entends certains propos de la part de nos amis et j'espère que je me trompe. Ça m'est déjà arrivé.

Du rapport Bélanger-Campeau, je retiens le consensus très important sur la nécessité d'un changement majeur de nos institutions politiques et la volonté très profonde du peuple québécois d'une plus grande autonomie. Face à l'histoire, je suis évidemment, parmi vous, celui qui aura à prendre une des décisions les plus importantes pour le Québec. Cette décision ne peut être une décision de parti ou d'intérêt politique. Elle

sera une décision d'État pour rassembler les Québécois, non pour les diviser, donc une décision d'avenir, prudente et réaliste, une décision qui témoignera de la confiance et de la détermination du peuple québécois de maîtriser pleinement son destin dans le monde de l'interdépendance des peuples.

MM. les Présidents, Mmes et MM. les commissaires, encore une fois ma plus profonde gratitude pour le travail exceptionnel qui a été accompli et qui sera déterminant pour l'avenir du Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Merci, M. Bourassa. Ceci met un terme à notre dernière séance de travail et à tous nos travaux. Avant que chacun s'en aille, permettez-moi de vous rappeler, de vous faire cinq commentaires. Le premier, vous avez vu que le budget est serré. Donc, en termes de cadeau, tout ce qu'on peut se permettre, c'est de vous dire que vous pouvez apporter vos chevaux chez vous. Deuxièmement, il y aura quand même une réception au salon du président à l'arrière, immédiatement après cette séance. Le repas sera libre. Le dépôt de notre rapport à l'Assemblée nationale se fera à 14 heures. Tous les membres sont invités à y assister dans la galerie. Le rapport sera ensuite disponible au salon rouge à 14 h 15 pour les membres. Je vous remercie tous.

(Fin de la séance à 12 h 25)